UNIVERSITE BRETAGNE LOIRE

UNIVERSITÉ DE NANTES

Thèse de Doctorat

Virginie GRANDHOMME

Mémoire présenté en vue de l'obtention
du grade de Docteur de l'Université de Nantes
sous le sceau de l'Université Bretagne Loire

École doctorale : Sociétés, Temps, Territoires

Discipline : SOCIOLOGIE (section 19)

Unité de recherche : Centre Nantais de Sociologie (CENS - UMR 6025)

Soutenue le 23 novembre 2017

L'action pour répertoire.

Socialisation militante et processus de politisation par l'expérimentation en milieu contestataire

JURY

Rapporteurs :	**Olivier Fillieule,** Professeur, Université de Lausanne **Jean-Philippe Heurtin**, Professeur, IEP de Strasbourg
Présidente du jury : Examinatrice :	**Annie Collovald,** Professeure**,** Université de Nantes **Sandrine Nicourd,** Maître de conférences, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
Directeur de Thèse :	**Sylvain Maresca**, Professeur, Université de Nantes

Cette thèse a été préparée au sein du Centre nantais de sociologie (CENS)
UMR 6025

23, rue du Recteur-Schmitt
BP 81 227
44 312 NANTES Cedex 3

Résumé

À partir d'une enquête par observations participantes et entretiens, conduite dans une double perspective ethnographique et comparative auprès de quatre organisations politiques non conventionnelles, cette recherche interroge les processus de recrutement, de formation et de politisation des publics militants dans le cadre contestataire. L'étude détaillée du travail militant montre que le choix des modes d'action répond autant à la recherche de résultats politiques qu'à des considérations internes de stabilisation des engagements individuels et des groupes militants. L'analyse du travail de cadrage mis en œuvre dans les collectifs de lutte dévoile alors un mécanisme de sensibilisation à l'action collective et de politisation en actes adapté aux dispositions et indispositions à l'engagement de publics militants caractérisés par leur défiance au regard du principe de délégation. Le cadre contestataire se révèle ainsi être le plus à même de leur fournir les incitations et rétributions, individuelles et collectives, nécessaires pour conforter leur engagement. Démontrant que les organisations contestataires sont des entreprises politiques « comme les autres » et qu'elles doivent leurs spécificités aux caractéristiques sociales des « dominants-dominés » qui composent l'essentiel de leur public militant, cette thèse contribue à une analyse des processus d'engagement (carrière) et de politisation qui transforment les intentions militantes individuelles en perspectives politiques collectives.

Mots-clés : engagement, mobilisation collective, processus de cadrage, politique contestataire, travail militant, émotions, politisation.

Abstract

Action as a repertoire.
Militant socialization and the process of politicization by experimentation in protest environments

This research investigates the process of recruitment, training and politicization of activists in an contestying context, using both participative observations and interviews with four non-conventional political organizations, conducted from ethnographical and comparative perspectives. The detailed study of activists practices shows that the action choices made by the organizations respond as much to the search of political goals as to internal considerations aiming at maintaining the individual and collective commitment in the group. The analysis of frameworks used by protest groups unveils a mechanism of sensitization to collective action and active politicization that depends on the dispositions and indispositions of activists whose commitment is characterized by defiance towards the principle of delegation. Thus, the protest framework reveals to be the most adept at providing activists with the incentives and rewards, both individual and collective, necessary to confirm their commitment. By demonstrating that non-conventional organizations are political enterprises "like others" and that they owe their particularities to the social characteristics of the "dominant-dominated" which constitute the major part of their activist base, this thesis contributes to an analysis of the process of commitment (career) and politicization that transforms individual militant intentions into a collective political perspective.

Key words: engagement, collective mobilization, framing process, protest activism, direct action, emotion, politicization.

Remerciements

Le *collectif* n'étant pas un vain mot, il m'appartient ici de saluer tous ceux – formels et informels – auxquels j'ai le plaisir de participer et de remercier tous ceux et celles qui les composent.

Je tiens, en premier lieu, à remercier chaleureusement mon directeur de thèse, Sylvain Maresca. Depuis mon mémoire de maîtrise, je dois beaucoup à sa conception œcuménique de la sociologie et de sa pratique, à son infinie patience ainsi qu'à la rigueur de ses conseils. Son enthousiasme, discret, mais inébranlable, pour son métier de chercheur et de pédagogue a été un exemple et un moteur.

Je tiens également à exprimer toute ma gratitude à Annie Collovald pour sa disponibilité, ses recommandations et ses conseils. Les occasions de travail partagé, dans le cadre de projets de recherche et au sein des instances collectives du laboratoire, ont été aussi stimulantes qu'enthousiasmantes intellectuellement.

Je remercie également les membres du Centre nantais de sociologie – chercheurs et doctorants – ainsi que les personnels administratifs du laboratoire, pour la qualité de nos échanges. Faire partie de la *boutique* et profiter de sa dynamique, alliage subtil de discussions sociologiques, de bricolages technologiques, d'extrême concentration et d'attentions bienveillantes a été une chance. On peut *phosphorer* à propos de tout, mais pas avec tout monde, et ça a été un véritable plaisir de le faire parmi vous.

D'une boutique à une autre, mes remerciements vont aussi à mes collègues du Groupe d'étude et de recherche sociales (GERS) et aux colocataires du 9, rue des Olivettes. La chance de poursuivre l'aventure sociologique n'est pas donnée à tous, et je me réjouis de pouvoir le faire à vos côtés.

Ma reconnaissance va aussi aux militant·e·s qui ont joué le jeu de l'objectivation sociologique et, parfois, pris le risque d'accueillir une enquêtrice déterminée, mais pas toujours avertie. Pour leur accueil et l'apprentissage fait à leurs côtés de cette forme singulière de goût des autres qu'est la mobilisation collective, merci.

Enfin, je remercie tout particulièrement mes proches – famille et ami·e·s – pour leur soutien, leur confiance et leur affection indéfectibles. Je pense évidemment à mes parents, à mon frère, à mon oncle et, parce qu'il s'en fichait complètement, à mon neveu. Pour tout, merci.

Mes pensées vont aussi à mes ami·e·s, qui ont su composer avec mes doutes, trouver les mots, faire preuve de patience et, surtout, poursuivre les réjouissances. À Camille Gachet, Sébastien Merel, Chloé Denise, Pierre Beltran, Yvanne Grohan, Sébastien Pubert, Gaëlle Plessis, Mikaël Pengam, Sophie Guitonneau, Christophe Chataigner, Caroline Mazaud, Hyacinthe Bonneau, Eve Meuret-Campfort et Nicolas Rafin : quelle joie !

Parmi tous ceux et celles-là, je remercie tout particulièrement ma *dream team* – Eve, Camille, Chloé et Sophie – pour l'amplitude et l'ambition sans bornes de leur amitié.

Table des matières

Introduction générale : comment se mobilise-t-on ?....15
Ire partie. La mobilisation tout en contraste des ressources idéologiques....35
Chapitre 1. Le syncrétisme libertaire pour héritage....38
1.1 Le communisme de conseils....39
1.2 La synthèse anarchiste....42
1.3 L'autonomie....46
1.4 1980–1990 : passage à vide et réémergence....48
1.5 En rouge et noir....50
Chapitre 2. Un processus de cadrage en clair-obscur....56
2.1. L'effacement des marqueurs idéologiques....57
2.1.1. Dépassement....58
2.1.2. Contournement....69
2.1.3. Évitement....73
2.2. D'autres mots pour le dire....75
2.2.1 Le détour par les parcours....75
2.2.2. Le langage (idéologique) des signes....78
Conclusion de la 1re partie....83
IIe partie. Aux (re)sources de l'organisation....86
Chapitre 1. De quoi le collectif est-il le nom ?....88
1.1. La [petite] taille critique des collectifs....88
1.1.1. Le numerus clausus des AMAP....89
1.1.2. Le jeu des proximités relatives chez les militants Désobéissants....91
1.1.3. Le spectre de la scissiparité en question....95
1.2. La libre association....100
1.2.1. De l'intégration formelle....100
1.2.2. Intégration idéologique....107
1.2.3. Intégration symbolique....109
Chapitre 2. Les affinités électives motrices de la cohésion collective....113
2.1. De proche(s) en proche : les mécanismes de recrutement des OPNC....114
2.2. De la distribution des militants dans les collectifs de lutte : mécanismes de classement, de déclassement et de reclassement....121
2.3 Des relations de travail sans règles à la division sociale du travail militant....129

2.3.1 Vagues hiérarchies....130
2.3.2 Le double jeu de la sélection par les compétences....133
Chapitre 3. De la nébuleuse à la galaxie des organisations contestataires....143
3.1. Pratique générique....144
3.2. La plasticité des réseaux de coopération....154
3.2.1. La géométrie coopérative variable des collectifs....154
3.2.2. Un système collaboratif à deux vitesses : le rhizome et le réseau....158
3.2.3. De la division du travail politique....164
Conclusion de la 2e partie....171
IIIe partie. Corps et Âmes. Socialisation militante et processus de politisation par l'expérimentation 172
Chapitre 1. Ethnographie d'un stage de formation à l'action directe non violente et à la désobéissance civile par le collectif Désobéissants....176
Chapitre 2. « On ne [le] propose pas, on le fait ! » ou l'art de se payer d'actes plus que de mots 246
2.1 La didactique du mouvement perpétuel....247
2.2. La tête la première : les conditions de la rencontre....252
2.3. Un silence assourdissant : mécanismes du débat et de la décision collective....259
2.3.1. L'appel du vide....260
2.3.2. Joindre le geste à l'absence de parole....266
2.4. L'emballement de la machine : trop-plein et absence de *faire*....273
2.4.1. Convergence des luttes et partage du travail militant....274
2.4.2. Reflux de l'activité militante et fragilité organisationnelle....283
2.4.3. Voies de détournement du travail militant et intégration collective....286
2.4.4. Faire avec....290
Chapitre 3. Émotions… politisation ! Ou les mécanismes de l'apprentissage *par cœur*....295
3.1. Un monde diplomatique : dynamique des échanges en milieu militant....296
3.2. Double impact. Les émotions comme dispositif de sensibilisation des militants et de l'opinion publique....306
3.2.1. Traitement, thérapie et stratégie du choc : dispositifs de sensibilisation dans le réseau militant Désobéissants....307
3.2.2. Répétition de l'action et ajustement des trajectoires. Usages du dispositif de sensibilisation théâtrale dans les groupes de Théâtre de l'Opprimé·e....317
3.2.3. Construction et renforcement du collectif de lutte à B17. Dispositif de

« scandalisation » de la relation avec les opposants.....325
3.3. Dispositif de sensibilisation et effets démobilisateurs.....332
Chapitre 4. Dialectiques individuelles et maïeutique collective. Pensée réflexive et construction du sens de l'engagement et de l'action collective.....343
4.1 Mise en cohérence des effets d'apprentissage et constitution des savoir-faire militants....345
4.2 « A *voté ! »* Du retour sur soi au pas fait vers les autres : la construction du sens de l'engagement et de l'action collective.....353
4.3. À la croisée des chemins : désillusion, défection et construction d'une foi pragmatique. 359
4.3.1 Un grand pas pour l'Homme… un très petit pas pour la communauté politique.....361
4.3.2 Le coût politique de la non-remise de soi… et du refus de celle des autres.....370
4.3.3 Le sens giratoire de la mobilisation contestataire.....374
Conclusion de la 3e partie.....379
Conclusion générale : La mobilisation contestataire, une radicalité à moyenne portée.....381
Bibliographie.....384
Annexes.....397

Index des illustrations

1. Illustration : Implantation des Comités de soutien à la lutte contre l'aéroport de NDDL. Extrait du blog éponyme administré par les militants de l'ACIPA. http://comites-ndl.blogspot.fr.....118
2. Illustration : Charte des AMAP extrait de Charte des AMAP et guide de création, Alliance Provence, 2003.....146
3. Illustration : e-mails envoyés par le collectif Désobéissants aux stagiaires, en préparation de la formation à l'ADNV et la désobéissance civile organisée le 15 février 2008 en Loire-Atlantique. 182
4. Illustration : polycopié synthétisant les savoir-faire relatifs à la discussion et à la prise de décision collective, distribué lors du stage de formation animé par le collectif Désobéissants.....189
5. Illustration : polycopié distribué lors du stage de formation animé par le collectif Désobéissants, synthétisant les connaissances relatives aux procédures judiciaires.....212
6. Illustration : Polycopié synthétisant les connaissances relatives à la préparation des outils de communication distribué lors du stage de formation animé par le collectif Désobéissants.....232
7. Illustration : tract et programme du festival de la Désobéissance et de l'Insoumission en soutien aux Faucheurs volontaires et à No Pasaran – septembre 2008.....276
8. Illustration : texte d'invitation à l'action « Noël est annulé » à l'appel du collectif Greenpitre, reçu par e-mail le 13/12/08.....334
9. Illustration : compte rendu de l'action « Noël est annulé » organisée par le collectif de Greenpitre, diffusé dans le réseau militant Désobéissants et reçu par e-mail le 27/12/08.....340
10. Illustration : Programme du Festival de Désobéissance et de l'insoumission – septembre 2008 408
11. Illustration : Lettre d'appel à participation à l'action directe non-violente envoyé aux stagiaires par le Comité de Soutien Nantais aux Opposants du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes 409
12. Illustration : Action directe de détournement du Grand Éléphant par les militants du Comité de Soutien Nantais aux Opposants du Projet d'Aéroport de Notre Dame des Landes le 12.04.08.....410
13. Illustration : Communiqué de presse diffusé par le collectif auprès de médias locaux et nationaux suite à l'action directe et relayé dans plusieurs réseaux militants diversement intéressés à la cause anti-aéroport.....412
14. Illustration : Compte rendu du stage de formation au clown-activisme transmis par le militant-formateur à tous les participants – Mai 2008.....431

Introduction générale : comment se mobilise-t-on[1] ?

La question de la nouveauté des mouvements sociaux a fait couler beaucoup d'encre et apparaît aujourd'hui dépassée. Reste celle de la recomposition des modalités de la participation politique en régime démocratique et, à travers elle, de la spécificité des mobilisations contestataires. Dans la poursuite des travaux qui ont cherché à identifier les conditions historiques et politiques d'émergence et de diffusion du répertoire contestataire, et de ceux, plus récents, qui ont décrit la stratégie de lobbying et de publicisation des causes qui le caractérise, nous souhaitons aborder cette question en nous intéressant aux caractéristiques de l'offre d'engagement contestataire. Comment se structurent les collectifs de lutte, l'activité militante et les trajectoires d'engagements dans les organisations contestataires ? Comment se mobilise-t-on au sein du collectif des Désobéissants, du réseau nantais des AMAP, des troupes de Théâtre de l'Opprimé·e et du projet unitaire et autogestionnaire de Bellamy 17 ?

Pour y parvenir nous nous intéresserons plus particulièrement aux activités quotidiennes des collectifs de luttes, des plus anecdotiques, aux plus spectaculaires, en passant par toutes celles qui font la routine de l'activité militante. En effet, si ces collectifs se distinguent par la dimension événementielle et souvent provocatrice de leurs actions, ces dernières ne sont qu'un des éléments à examiner pour comprendre le sens et les effets de la mobilisation de ce répertoire d'action. Nous faisons ainsi l'hypothèse que la mobilisation du répertoire et des modes d'action contestataires sont autant les outils de la défense des causes, que ceux du travail de cadrage effectué en interne pour construire et consolider les collectifs de lutte et façonner les cultures militantes. Dans cette perspective, notre réflexion s'inspire de la recommandation d'Olivier Fillieule « (…) d'être plus attentif, pour expliquer le choix d'un mode d'action, aux effets des contre-mouvements ou des concurrences entre groupes, mais aussi aux objectifs (…) internes au [collectif] que sont la construction du groupe et sa représentation publique »[2]. Forte des travaux qui ont décrit et discuté du répertoire

1. Ce titre fait explicitement référence aux ouvrages de Cefaï Daniel et de Mathieu Lilian. Voir notamment, Cefaï Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, La Découverte/MAUSS, Paris, 2007 ; Cefaï Daniel (dir), L'*engagement ethnographique*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2010 ; Mathieu Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol 52, n° 1, 2002, pp 75-100 ; Mathieu Lilian, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspectives », *Revue Française de Sociologie*, vol 45, n°3, 2004, p. 561-580 ; Mathieu Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux,* Éditions Textuel, Paris, 2004.

2. Fillieule Olivier, « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action », dans Fillieule Olivier, Agrikoliansky Eric, Sommier Isabelle (dir), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010, pp. 77-100.

contestataire du point de vue politique et stratégique, nous concentrerons notre attention sur les mécanismes qui concourent à l'édification des collectifs de lutte et des militants qui les composent. Notre travail s'inspirera aussi très directement de l'intérêt que Sandrine Nicourd[3] porte à l'analyse du travail militant, c'est-à-dire aux conditions organisationnelles et sociales de production des engagements. « S'ils affirment parfois leur apolitisme, les collectifs d'engagement s'inscrivent dans des rapports sociaux et politiques, prônent implicitement des conceptions politiques du lien social et proposent ainsi des modes de socialisation symboliques [spécifiques] »[4]. Afin d'identifier ces conventions et de contrecarrer l'invisibilité et/ou l'instabilité des modes de structuration des organisations contestataires, nous sommes partie du principe que toute mobilisation, pour être collective, est nécessairement organisée et ce quels que soient les mécanismes à travers lesquels se manifeste cette régulation. Nous avons donc choisi d'interroger les mobilisations et les engagements contestataires en train de se faire, c'est-à-dire par en bas, en actes et en situations.

1. Enquêter en terrains contestataires : microsociologies et perspective comparative

La littérature sociologique relative aux mouvements sociaux regorge de travaux présentant des analyses très fines de cas de mobilisations. Qu'ils s'intéressent aux caractéristiques et aux carrières des militants dans une perspective biographique ou à la description des séquences de mobilisation en temps réel, tous concourent à qualifier le comment plutôt que le pourquoi des mobilisations. Cette recherche interroge l'activité de quatre organisations militantes à l'aide de l'approche ethnographique et de la pensée par cas[5]. Elle entend aussi poursuivre une certaine tradition d'enquête en intégrant la perspective comparative qui consiste à faire jouer les cas entre eux dès le début du travail d'investigation afin d'affiner leur description, mais aussi de faire émerger leurs traits communs. Dans cette configuration, la construction du dispositif de recherche tient autant aux choix méthodologiques, qu'à celui des différents groupes militants constitutifs de l'objet d'étude. Aussi nous voulons rendre compte dès maintenant des logiques de construction de notre objet, de mise en œuvre du travail d'investigation et d'interprétation des données qui ont guidé notre travail.

3. Nicourd Sandrine, « Pourquoi s'intéresser au travail militant ? », dans Nicourd Sandrine (dir), *Le travail militant,* Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 13-23.
4. Nicourd Sandrine, « Conclusion. Les organisations militantes : un ordre régulé fragile », dans Nicourd Sandrine (dir), *Le travail militant*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2009, p 128.
5. Passeron Jean-Claude, Revel Jacques, *Penser par cas*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2005.

1.1 L'élaboration du dispositif de recherche : construction de l'objet et choix méthodologiques

Cette recherche s'appuie sur un travail d'investigation ethnographique mené simultanément dans quatre organisations politiques non conventionnelles empruntant le répertoire contestataire. Le collectif des Désobéissants, le réseau nantais des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (ou AMAP), les troupes de théâtre militant dit Théâtre de l'Opprimé·e (Compagnie NAJE et groupe du TON[6]) et le projet autogestionnaire de Bellamy 17 (ou B17) sont les quatre groupes militants qui constituent notre objet d'étude. Ces groupes ont d'abord été choisis pour leurs points communs, ils se situent à l'extrême gauche, empruntent un mode d'organisation peu ou pas formalisé, et relèvent tous de la catégorie des mobilisations contestataires. Ils l'ont aussi été pour leurs différences, c'est-à-dire la défense de causes spécifiques, le recours à des modes d'action distincts et la mobilisation de publics militants sensiblement différents. Si composer avec cette diversité apparaît d'abord comme une gageure dans l'optique du travail d'objectivation, ces multiples variations autour d'un même thème ont fourni un matériel quasiment inépuisable tant pour le travail descriptif que pour l'analyse comparative.

L'enquête menée simultanément auprès de ces quatre collectifs de lutte s'est étalée sur cinq années et a reposé sur les méthodes de l'observation participante, de l'entretien ethnographique et de l'analyse de contenus (archives physiques constituées au fil de l'eau et données numériques accessibles en ligne[7]). Brosser les portraits ethnographiques de ces quatre groupes militants nous a permis de décrire très précisément leur physionomie, leurs modalités de fonctionnement, leurs activités et leurs publics militants. L'inscription dans la durée et dans le quotidien des collectifs de lutte nous a aussi permis d'apprécier la progression des carrières militantes durant la même période. Nous avons ainsi pu observer les trajectoires empruntées par les activistes dans les collectifs à travers les différentes phases du recrutement, de la sensibilisation aux causes, de la formation militante et de la confirmation des engagements via des prises d'initiative et/ou de responsabilité dans les groupes. Étudier les processus de socialisation militante dans la durée nous a ainsi permis d'identifier assez précisément la mécanique des ajustements successifs entre trajectoires objectives et carrières morales chez les activistes. Si le travail de cadrage mis en œuvre au sein des différents

6. Les deux troupes qui mobilisent le mode d'action du Théâtre de l'Opprimé·e auprès desquelles nous avons enquêtés sont la « Compagnie Nous n'abandonnerons jamais l'espoir » et le groupe du « Théâtre de l'Opprimé·e de Nantes » dont les noms seront respectivement abrégés NAJE et TON dans la suite du manuscrit.

7. La récolte et l'analyse des données numériques comprend l'étude des sites et des pages web des différents groupes accessibles depuis Internet, celle des supports audio, vidéo et textuel qu'ils diffusent en ligne et, enfin, celle des mails échangés entre les militants par le biais des listes de diffusion.

collectifs aboutissait le plus souvent à prolonger et à approfondir les engagements, nous avons aussi eu l'opportunité d'observer l'apparition de désajustements, plus ou moins durables et importants, qui ont entraîné des phénomènes d'épuisement et, plus rarement, de désengagement militant.

Mener conjointement raisonnement ethnographique et comparatif peut avoir des implications pratiques contradictoires. Alors que le travail ethnographique prend tout son sens dans la minutie des descriptions, celui de la comparaison s'appuie sur l'éviction des qualités marginales des objets d'étude et la réduction de l'équation compréhensive aux seules variables indépendantes. C'est pourtant en jouant des variations existantes entre ces quatre groupes militants, puis de la comparaison, théorique cette fois, avec les répertoires d'action partisans et syndicaux que nous avons conduit le travail d'interprétation des données.

Cela nous a notamment amenée à identifier les modalités et les supports du processus de cadrage caractéristiques des organisations non conventionnelles. À l'étude, les processus de socialisation militante et de politisation nous sont ainsi apparus enchâssés dans les expériences de mise en œuvre partagée du travail militant. Les dispositifs mobilisés se sont aussi révélés particulièrement bien ajustés aux dispositions et indispositions à l'engagement et à la participation politique des moyens-petits[8] qui composent l'essentiel du public militant des organisations contestataires.

1.2 Présentation des collectifs de lutte constitutifs de l'objet

Faire le choix d'un raisonnement articulant approche ethnographique et comparative nous a conduit à construire un objet d'étude à la fois composite et cohérent. Dans les lignes qui suivent, nous souhaitons présenter les quatre collectifs de lutte auprès desquels nous avons enquêté en rendant compte de leurs différentes qualités sans réduire en amont l'équation de leurs caractéristiques à un dénominateur commun. Présentés de la sorte, les portraits ethnographiques permettent d'apprécier les caractéristiques de chaque groupe militant tout en laissant apparaître les similitudes et les lignes de démarcation. Nous souhaitons aussi assumer pleinement et très directement les multiples ajustements

8. Sur les enjeux de définitions et les perspectives d'analyse concernant l'appréhension des différents groupes sociaux constitutifs des classes moyennes voir notamment, Boltanski Luc, « Taxinomies sociales et luttes de classes », *Actes de la recherche en sciences sociales,* Vol. 29, 1979, p. 75-106 ; Chauvel Louis, *Les classes moyennes à la dérive*, Éditions du Seuil et La République des idées, 2006 ; Bosc Serge, S*ociologie des classes moyennes*, Éditions La Découverte, Paris, 2008 ; Bosc Serge, « Les classes moyennes », *Problèmes politiques et sociaux*, Paris, n° 938-939, 2007 ; Lojkine Jean, *L'adieu à la classe moyenne*, La dispute/Sinedit, Paris, 2005 ; Lojkine Jean, Cours-Salies Pierre et Vakaloukis Michel, Nouvelles de classes, Presses universitaires de France, Paris, 2006 ; Borne Dominique, *Petits-bourgeois en révolte ? Le mouvement Poujade*, Flammarion, 1977 ; Mauger Gérard, Fosse Claude, *La vie buissonnière. Marginalité petite-bourgeoise et marginalité populaire*, Librairie François Maspero, Paris, 1977.

méthodologiques déployés tout au long du travail d'investigation afin d'épuiser la description ethnographique de nos objets tout en maintenant les conditions de la comparaison. En effet, d'autres facteurs de dispersion inhérents aux qualités des groupes militants et à la mise en œuvre du travail de terrain sont venus s'ajouter aux variations choisies en termes de publics militants et de causes défendues. Au cours de l'enquête, les conditions, les objets et les supports du travail d'observation n'ont pas été strictement identiques pour chaque groupe militant. Ces différences de mise en œuvre tiennent principalement à trois raisons. La première résulte du mode d'organisation ou pour mieux dire aux différents niveaux de matérialisation de l'existence des collectifs. Alors que l'activité militante présente à B17 s'incarne dans les murs du lieu autogéré, celle du réseau des Désobéissants s'apprécie au croisement des événements militants et de son interface virtuelle (site, liste de diffusion, mails adressés). Je croisais ainsi très régulièrement les militants de B17 et pouvais échanger via Internet pendant plusieurs semaines avant de croiser physiquement les Désobéissants dans le cadre d'une action ou d'un stage de formation. De la même manière, je rencontrais les militantes du TON au moins tous les quinze jours pour les répétitions et aussi dans la plupart des manifestations de rue organisées à l'appel de syndicats de travailleurs. En revanche, le nombre de rencontres avec les AMAP enquêtées était structurellement limité du fait de la quantité de structures existantes en Loire-Atlantique. La seconde raison tient aux rôles que j'ai moi-même occupés dans les différents groupes en tant qu'observatrice participante. À B17, j'étais régulièrement attendue dans le rôle d'animatrice des débats et de secrétaire de réunion, en conformité avec mes capacités d'écriture et mes compétences diplomatiques – en fait méthodologiques – que j'affichais en toutes circonstances. Satellisée dans les discussions politiques du lieu autogéré du fait de mon inexpérience militante, j'ai en revanche immédiatement été repérée comme une potentielle future formatrice au sein du réseau des Désobéissants. En jeu, les compétences relationnelles recherchées dont je savais faire preuve et la pénurie de formateurs croissante liée au succès des stages de formation. Traitée comme une égale par les militantes-comédiennes, j'ai néanmoins occupé une place d'apprentie dans le groupe du TON le temps d'acquérir les bases de la pratique du Théâtre de l'Opprimé·e et d'étoffer ma connaissance de la cause féministe. Ces rôles m'ont offert plusieurs voies d'accès aux activités des groupes et aux contenus des interactions entre les militants et, ce faisant, des occasions d'observer le travail militant sous différents angles. Enfin, le propre des organisations collectives étant de former des militants. La troisième et dernère raison tient aux positions que j'ai successivement occupées dans chaque collectif, à la faveur de l'avancée des processus de socialisation militante et de politisation auxquels j'étais de fait exposée.

Suivant la taille et la composition sociale des groupes, le niveau d'expérience militante ou le type de compétences exigées, et la proximité et/ou distance que j'entretenais au préalable avec les causes, j'ai plutôt évolué auprès de militants récemment engagés et avec lesquels je partageais une proximité d'âge (réseau des Désobéissants), des aspirations communes (TON), avec lesquels j'avais en commun d'être diplômée du supérieur (AMAP) ou entretenais une proximité sociale – catégorie des petits indépendants[9] (B17). Le travail d'investigation a donc aussi reposé sur l'ajustement systématique des intentions compréhensives aux potentiels d'interactions et d'observations propres à chaque terrain et à l'effort de distanciation engagé grâce au travail réflexif.

Le collectif des Désobéissants

Le collectif des Désobéissants naît en 2006 de l'initiative d'un petit groupe de militants antinucléaires français qui se côtoient directement dans le cadre de la lutte contre le développement et l'exploitation du missile M51 et, indirectement, par le biais des organisations pacifistes et écologistes dans lesquelles une partie d'entre eux militent bénévolement et/ou travaillent en tant que salariés (Sortir du Nucléaire, Greenpeace, etc.). L'organisation de la filière nucléaire en Europe de l'Ouest les conduit à développer des relations avec les militants antinucléaires anglais, allemands et belges. Ces échanges sont pour eux l'occasion de s'interroger sur l'écho que rencontre leur cause dans l'opinion publique, sur l'efficacité politique de leur mobilisation et, ce faisant, sur leurs modes d'action. En France, les militants antinucléaire se heurtent au consensus qui entoure l'utilisation et le développement de cette source énergie. Largement exposés au risque d'épuisement et convaincus par les succès rencontrés par leurs homologues européens, ils décident d'adopter leurs stratégies de publicisation de la cause et se forment auprès d'eux aux pratiques de l'Action directe non violente (ou ADNV) et à la désobéissance civile.

Forts de leur capital militant, de ces nouvelles compétences et conceptions de la lutte collective et de l'élan ainsi retrouvé, ces militants environnementalistes créent le collectif des Désobéissants avec pour triple ambition de promouvoir et défendre les causes écologistes et anticapitalistes, de former le plus grand nombre aux pratiques de l'ADNV et de la désobéissance civile et, enfin, de participer au rassemblement des différents groupes engagés dans la défense de ces causes. Pour ce faire, ils conçoivent le collectif à partir d'une plateforme

9. La catégorie de petits indépendants regroupe pour nous les individus à la tête d'une entreprise individuelle et le plus souvent familiale dans les secteurs agricole, du commerce et de l'artisanat. Pour une discussion plus poussée sur la composition de ce groupe et ses évolutions, voir notamment Mazaud Caroline, *Entre le métier et l'entreprise. Renouvellement et transformations de l'artisanat français*, Thèse de sociologie, Université de Nantes, 2009.

virtuelle[10] et d'une architecture physique calquée sur le modèle du réseau. Le site constitue une plateforme modale où sont présentés le projet politique du groupe, les causes principalement défendues et ses modes d'action (formation, diffusion d'informations militantes, animation du réseau). Il est un support de diffusion pour l'actualité des groupes qui composent le réseau militant et des luttes soutenues par tout ou partie des activistes, à commencer par le collectif lui-même. C'est aussi à partir de cette interface que les sympathisants et les militants peuvent accéder aux informations utiles pour « *se former* » et « *agir* », c'est-à-dire s'inscrire à un des nombreux stages de formation proposés plusieurs fois par mois dans toute la France ou participer à des actions grâce à des listes de diffusion thématiques et/ou localisées. Enfin, une « *boutique militante* » permet de commander une large gamme de produits militants dérivés dont la vente est destinée au financement des activités du collectif et des causes qu'il soutient (formations, actions, fonctionnement). Le réseau formé par les militants repose sur l'implantation et l'insertion dont disposent les activistes les plus actifs dans leur zone de résidence, ainsi que des liens construits avec les différents groupes et scènes militants locaux rencontrés à l'occasion des stages et/ou de la réalisation d'actions directes. En termes de travail militant, l'activité routinière du collectif repose sur la gestion et la modération du site internet et des listes de diffusion, l'organisation et la mise en œuvre des formations, l'animation d'un réseau de militants contestataires et, enfin, le soutien et la participation aux mobilisations collectives.

Le public militant du collectif des Désobéissants se compose d'une majorité d'hommes et de femmes âgés de 18 à 65 ans. Les deux groupes d'âges les plus représentés sont les moins de 30 ans et les plus de 50 ans. Différents groupes sociaux constitutifs des classes moyennes s'y côtoient. La majorité des militants, notamment les plus qualifiés et âgés de plus de 30 ans, exercent dans les secteurs d'emploi du social, de la santé, de l'éducation et de l'information, souvent en qualité de fonctionnaires. Un autre groupe, moins important mais de la même catégorie d'âge, rassemble des militants employés du secteur privé (employés, cadres intermédiaires) et à plus forte raison au sein d'entreprises individuelles, souvent familiales, dans les secteurs du commerce, de l'artisanat, de l'agriculture et des nouvelles technologies. Les sympathisants et militants âgés de moins 30 ans se répartissent entre plusieurs catégories sociales en devenir. Une partie d'entre eux (25-30 ans) sont diplômés de l'enseignement supérieur et attendent d'intégrer durablement le marché du travail en occupant des emplois précaires en alternance avec des périodes de chômage indemnisées. À terme, une petite partie d'entre eux s'orientera vers de nouvelles formations ou envisagera une reconversion

10. http://www.desobeir.net

professionnelle (notamment vers les métiers de l'artisanat). Une autre partie des sympathisants et militants rassemble des individus légèrement plus jeunes (18-25 ans) et aussi moins dotés scolairement. La plupart traversent des phases biographiques « en suspens », leur moindre qualification les expose plus sévèrement aux effets du chômage, de la précarité économique, et de l'incertitude quant aux options disponibles (reprises d'études, reconversions, emplois alimentaires souvent en intérim). Enfin, même si ce groupe est marginal, le collectif attire aussi une dernière catégorie de jeunes militants (18-30 ans) délibérément positionnés en dehors des cadres du travail salarié et adoptant des modes de vie alternatifs (travail, habitat, transport, consommation, etc.).

Modalités du travail d'investigation :
Le travail mené auprès du collectif des Désobéissants et des groupes militants qui composent son réseau a reposé sur la réalisation d'observations participantes lors des stages de formation, des actions directes et des événements – notamment conviviaux –, l'étude des différents contenus accessibles en ligne ainsi que la conduite d'entretiens formels et informels auprès des militants et des stagiaires[11].
Compte tenu de la diversité des causes défendues, des modes d'action mobilisés et de l'échelle de territoire investie par le réseau, la conduite du travail d'investigation a systématiquement été dépendante de mon niveau d'accès aux informations, de l'accessibilité géographique des lieux, de la préservation de ma posture de recherche, et de ma sécurité tant sur le plan juridique que physique.

Les troupes de Théâtre de l'Opprimé·e

Le Théâtre de l'Opprimé·e est une pratique théâtrale militante inventée puis développée en Amérique Latine par Augusto Boal, entre 1964 (coup d'État au Brésil) et 1976 (années de plombs). Résolument contestataire, cette modalité du jeu théâtral vise le changement politique par la conscientisation des populations et l'incitation à l'action, voire à la révolte. Alors qu'il a systématisé les méthodes d'interventions du TO, Agusto Boal participe au Festival mondial du théâtre de Nancy en 1977. Outre le milieu théâtral, il y fait la rencontre de militants du mouvement des CEMEA[12]. Les proximités politiques qui rapprochent le dramaturge et l'organisation d'Éducation Populaire vont servir de socle à l'importation du TO en France. Entre 1977 et 1986, Augusto Boal forme des militants, des travailleurs sociaux et des

11. J'ai ainsi assisté à quatre stages de formation aux pratiques de l'ADNV et de la désobéissance civile dont deux généralistes et deux thématiques, respectivement consacrés au clown-activisme et aux techniques d'escalade et de lockage. J'ai aussi participé à différents événements militants (Festival de la désobéissance civile et de l'émancipation, AG annuelle des Faucheurs Volontaires, Semaine de résistance et Camp action Climat) et aux rencontres annuelles du réseau organisées à l'échelon régional. J'ai participé à cinq actions directes non violentes environnementalistes (2), antimilitariste (1), anti-sécuritaire (1) et du travail (1), ainsi qu'à un sabotage de chasse à courre, et enfin à l'occupation et au détournement d'une attraction touristique au bénéfice de la lutte contre l'aéroport de NDDL.

12. CEMEA ou Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation populaire active.

comédiens professionnels aux techniques du TO. Il organise le premier Festival international du Théâtre de l'Opprimé·e en 1981 à Paris, avant de repartir pour le Brésil en 1986. Après son départ, les premiers militants-comédiens initiés à cette pratique se séparent et forment plusieurs compagnies de TO. Les fondateurs de la Compagnie NAJE comptent parmi cette première génération de militants français du TO et se revendiquent d'une « *pratique militante de transformation sociale et politique* ». En 1995, des militant·e·s nantais·es engagés dans diverses organisations syndicales (CGT, CFDT) et associatives (droits des femmes, des migrants, etc.) décident de créer un groupe de TO à Nantes. Ils se forment auprès de la Compagnie NAJE. Tout en ayant une pratique d'intervention théâtrale autonome, ils poursuivent encore aujourd'hui leur formation en profitant chaque année de stage de perfectionnement aux différentes techniques du théâtre-forum, du théâtre-journal et du théâtre-image proposé par la Compagnie NAJE.

Le TO est une pratique théâtrale hybride – participative et militante – qui combine les procédés de l'éducation populaire, de l'analyse institutionnelle et de la sensibilisation à l'action collective. Le projet politique des troupes du TON et de NAJE est l'émancipation sociale, politique, individuelle et collective des individus, notamment des plus fragiles (femmes, pauvres et précaires, immigrés et sans-papiers, salariés, etc.). Les deux groupes n'ont pas strictement les mêmes activités du fait de leurs statuts différents (professionnel pour NAJE, bénévole pour le TON), des formats d'interventions proposés et du nombre mobilisé de militants-comédiens. Du reste, ils se proposent tous les deux d'intervenir auprès de différents publics – commanditaires ou désignés – intéressés à discuter d'une problématique commune avec la technique du théâtre-forum. Cette technique d'intervention sociale repose sur la succession de différentes séquences de travail qui visent l'objectivation des situations et de la condition des différents protagonistes. Après avoir identifié une problématique, militants-comédiens et participants étoffent et partagent leurs connaissances du problème, avant de créer un « modèle » qui en présente les différents enjeux à partir des expériences des participants. Ces derniers sont ensuite invités à rejoindre les comédiens sur scène pour jouer et déjouer les effets des inégalités, des discriminations, ou des dominations ainsi révélés à partir d'improvisations. Les effets escomptés et réels sont très inégaux selon les individus concernés, les problématiques traitées et la durée de la mobilisation auprès des participants. Si une intervention ponctuelle de TO est un outil efficace d'objectivation des situations et de relégitimation des publics, la participation régulière à un groupe procède d'un travail de sensibilisation à la mobilisation collective plus approfondi. En termes de travail militant, l'activité routinière de ces deux groupes repose sur la création de modèles à partir

des suggestions des militants-comédiens ou de demandes formulées par des tiers. Leur investissement se répartit entre le travail d'écriture, de mise en scène, des répétitions et des représentations. Dans le cas de la Compagnie NAJE, la promotion de la méthode, la recherche de commanditaires et l'animation du réseau militant viennent s'ajouter à cette liste. Plus modestement, les militantes-comédiennes du TON contribuent au dynamisme du réseau militant rassemblé à B17, notamment à travers sa participation au projet autogestionnaire.

Les publics militants des deux troupes ont de nombreux points communs mais ils se distinguent par le fait d'être mobilisés pour les uns dans une compagnie professionnelle, pour les autres dans un groupe militant bénévole. L'effectif se compose à parts égales d'hommes et de femmes pour NAJE, exclusivement de femmes dans le groupe du TON. Agés de 35 à 68 ans, les militants-comédiens sont tous insérés dans l'emploi et travaillent dans les secteurs de l'éducation (professeur des Écoles, professeur), de la santé (aide-soignant, infirmier), du social (animateurs socioculturels, éducateurs, etc.) et des métiers de l'art (techniciens, comédiens). Fait notable, nombre de comédiens sont aussi engagés dans d'autres groupes militants, le plus souvent syndicaux et associatifs. Les publics participants aux représentations de TO sont variés. Dans la mesure où cela n'intéresse pas directement notre propos, nous n'en proposerons pas de description détaillée. Nous veillerons en revanche à décrire leurs caractéristiques à chaque fois que nous évoquerons des interventions de TO dans la suite de ce manuscrit.

Modalités du travail d'investigation :
Le travail mené auprès des troupes de théâtre militant dit de l'Opprimé·e a reposé sur mon intégration à la troupe du TON en tant que militante-comédienne (créations, répétitions, représentations), à la participation à plusieurs Grands Chantiers organisés par la Compagnie NAJE en tant que public et, enfin, à la conduite d'entretiens formels et informels auprès des militant·e·s-comédien·ne·s.
Le collectif du TON fait partie des groupes permanents de B17. Mon investissement dans la troupe m'a offert l'opportunité d'occuper le rôle de représentante du TON au sein de l'instance de gouvernance du lieu autogéré. Même si ce n'était pas l'objet de mes recherches, les représentations ont été l'occasion d'apprécier autrement les conditions sociales de réception des discours militants et d'accès à la mobilisation collective.

Le lieu autogéré Bellamy 17

La création du lieu autogéré est étroitement liée à celle de l'Atelier Mécanique. La genèse de ce premier projet autogestionnaire prend ses racines en 1978, au croisement de la création des comités de chômeurs au sein de la CGT et de l'émulation militante impulsée par des travailleurs sociaux œuvrant dans les quartiers populaires nantais de Bellevue, Chantenay

et Nantes Nord. Après trois ans de discussion, ces militants et les premiers sympathisants déposent les statuts de l'Atelier Mécanique en préfecture. Les premières expériences de formation et d'intervention mécaniques sur les véhicules des adhérents se déroulent dans des locaux situés à la Géraudière et sont l'occasion de parfaire le fonctionnement de l'association tout au long de l'année 1981. Au mois de septembre, un des mécaniciens-formateurs, dits « *permanents* », repère les locaux situés au 17 de la rue Paul Bellamy. L'association loue et aménage bientôt les locaux (creusement des fosses, aménagement d'une cuisine à l'étage) avant de les acquérir définitivement en 1992. La centralité du lieu, la surface utile disponible et ses équipements (espace de réunion, cuisine, stationnement, etc.) en font rapidement un lieu incontournable de la dynamique militante d'extrême gauche locale. L'activité générée par l'Atelier le jour et le nombre toujours plus important de réunions organisées le soir convainquent les militants de créer le « Groupe Relais », chargé de mettre sur pied le projet autogéré. Entre 1992 et 2002, année de création de l'association autonome « Bellamy 17 », les militants Groupe Relais et les adhérents de l'Atelier Mécanique établissent les statuts et le règlement intérieur de B17. Les premiers groupes militants hébergés définissent ensuite le projet politique de B17. Celui-ci vise à « promouvoir une alternative à l'économie de profit, favoriser l'émancipation des individu·e·s, démystifier et échanger les savoirs et savoir-faire, pratiquer la solidarité et l'ouverture à toutes et tous sans discrimination, et s'impliquer dans toute initiative sociale et culturelle allant dans le sens de ces principes ». Aujourd'hui, les militants de l'Atelier Mécanique, de la Confédération nationale du travail (CNT), du Collectif Santé, de la Coopart, du Groupe Nantais pour la décroissance (GND), du Réseau éducation sans frontières (RESF), du collectif Huile, du groupe Indymédia Nantes, de Linux Nantes, de No Pasaran et du TON poursuivent ce programme.

B17 est un métagroupe, un projet politique gigogne, et une plateforme de création et de partage de ressources militantes[13]. Les différents groupes qui y sont mobilisés poursuivent les mêmes objectifs politiques généraux, mais déclinent leur propre promotion à travers différents projets militants (quête du pouvoir politique, mobilisation du et pour le travail, développement de modes de vie et de consommation alternatifs, etc.) et sous différentes formes organisationnelles (partis, syndicats, associations de fait ou 1901 et coopératives). Tous ces groupes sont mobilisés dans la conduite du projet politique et autogestionnaire commun parallèlement à la défense de leur cause spécifique. Si la mobilisation effective est inégale selon les groupes et les périodes considérées, le lieu autogéré est à la fois le support et le

13. Duriez Hélène, « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, vol 17, n°68, 2004, p. 165-199.

produit de la mobilisation collective. En plus de donner accès à des salles de réunion et des équipements informatiques, l'appartenance à B17 inscrit les groupes et leurs militants dans des relations de coopération et de solidarité avec des pairs. La mise en œuvre partagée du travail militant devient un vecteur d'accumulation et d'échange de différentes ressources qui alimentent la défense des causes. B17 est aussi une sorte de pépinière qui, par son accueil, soutient l'émergence de groupes et d'initiatives militantes. À proprement parler, le projet autogestionnaire n'est pas la première préoccupation des différents groupes membres, mais plutôt un de leurs fondements.

Le public militant de B17 est à la fois nombreux, diversifié du fait de la variété des causes défendues, et néanmoins relativement homogène en termes de recrutement social. Les militants de B17 sont des hommes pour les 2/3. On y rencontre trois principaux groupes d'âges. Le premier rassemble des militants souvent récemment engagés et âgés de 18 à 30 ans. Parmi eux se trouvent des primo-engagés qui ne disposent pas ou peu d'expérience militante et qui intègrent donc un collectif préexistant. D'autres, plus expérimentés politiquement, rejoignent B17 parce qu'ils participent à la création d'un groupe. Dans leur grande majorité, ces militants poursuivent leurs études, sont en recherche d'emploi et/ou travaillent dans le cadre de contrats précaires (CDD ou intérim) dans l'attente d'une intégration plus durable. Le deuxième groupe rassemble les militants âgés de 30 à 50 ans. Quasiment exclusivement composé d'hommes, il est aussi le moins important en termes d'effectif. Les plus politisés d'entre eux sont des militants professionnels et profitent d'une intégration de longue durée au sein de B17. Ceux qui le sont moins investissent de préférence les groupes porteurs d'alternatives à la consommation (Atelier Mécanique, Coopart, Huile, Linux). Majoritairement en emploi et bénéficiant de titres scolaires du supérieur (bac et plus), les individus qui composent ce groupe d'âge travaillent dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'information – souvent en qualité de fonctionnaires – , mais aussi dans l'artisanat et le commerce ou dans les secteurs des technologies informatiques et des métiers du BTP (électricien, plombier, charpentier, etc.). Le troisième est dernier groupe rassemble des individus âgés de 50 et plus et compte de nouveau 1/3 de femmes. Militants de longue date et multipositionnés, une partie d'entre eux a participé à la création de l'Atelier Mécanique et de B17. Ils sont tous intégrés dans l'emploi dans les secteurs décrits précédemment.

Modalités du travail d'investigation :
Le travail mené au sein de B17 a reposé sur mon intégration en qualité de membre permanent, ma participation au Collectif de Gestion en tant que représentante du TON, et l'investissement dans les activités propres au projet autogestionnaire. Il a aussi reposé sur l'étude de contenus menée à partir des documents militants (archives, tracts, etc.) récoltés sur place et à travers l'examen des courriels échangés sur deux listes de diffusion pendant quatre ans.
Étant donné le fonctionnement et l'organisation du lieu, le nombre de collectifs militants hébergés et la régularité de ma présence (une à deux fois par semaine), le travail d'investigation a entièrement reposé sur la méthode de l'observation participante et le recueil informel de propos.

Le réseau nantais des AMAP

En France, l'histoire des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne[14] est récente (2001), même si leur développement s'appuie sur l'héritage des coopératives d'achat ouvrières, des jardins de Cocagnes et d'expériences équivalentes développées au Japon et aux États-Unis et, plus près de nous, en Suisse, en Allemagne et en Belgique à partir de 1970. L'importation puis le développement de ce modèle de vente en circuit court est l'initiative de Daniel et Denise Vuillon, exploitants maraîchers installés dans le Var et militants actifs de la Confédération Paysanne. En 1999, le couple rend visite à leur fille installée à New-York et y rencontre un groupe CSA (Community Supporting Agriculture). Forts des liens crées à cette occasion, de leur réseau professionnel et, enfin, de la solidité économique de leur exploitation, ils décident d'importer le modèle et de le tester sur leur ferme. Des relations soutenues avec des militants locaux d'ATTAC et des contacts réguliers avec l'association APEC facilitent le lancement de ce système de vente directe collective. Le 17 avril 2001, la première distribution rassemble 32 « mangeurs » à Aubagne. Le 10 mai suivant une dotation attribuée par le Secrétariat à l'Économie Solidaire permet à ces acteurs de créer l'association Alliance Provence, bientôt présidée par Denis Vuillon. Les militants, les producteurs et les consommateurs rédigent la charte des AMAP et travaillent à la promotion du modèle. Son succès ne sera jamais démenti alors que l'on dénombre 4 000 structures en 2010 sur le territoire français. En 2014, on compte 122 AMAP en activité en Loire-Atlantique dont plus du tiers sont implantées dans la métropole nantaise. Ces structures mobilisent entre 5 et 14 producteurs différents (légumes, fruits, laitages, œufs, viandes, poissons, pain, miel, sel,

14. Dubuisson-Quellier Sophie, « La consommation engagée. », Presses de Sciences Politiques (P.F.N.S.P.), 2009 ; Dubuisson-Quellier Sophie, Lamine Claire, « Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs », *Sciences de la Société*, 2004, n°62, p. 144-167. Voir aussi Parodi Barozzi Maria Gabriela, « Acheter pour s'engager. La figure du *consom'acteur* du commerce équitable », Thèse de sociologie, Université de Nantes, 2011.

huile, vin et cidre) et fournissent entre 40 et 70 paniers aux mangeurs pour un prix moyen hebdomadaire de 16 euros.

En conformité avec la charte, laquelle renvoie directement aux valeurs de l'Agriculture Paysanne, les producteurs et les mangeurs en AMAP promeuvent un modèle de production agricole et de consommation respectueux de l'environnement, des travailleurs, et des consommateurs. Organisée à l'échelon local, la défense de cette cause passe par la mobilisation d'exploitants agricoles et de consommateurs qui s'entendent sur des bases contractuelles pour convenir de modalités d'échanges économiques, et néanmoins solidaires, envisagées comme mutuellement profitables. Dans ce cadre, les efforts consentis pas les producteurs pour proposer des produits de saison, cultivés sans intrants chimiques, sont récompensés par l'accès à un marché protégé où les consommateurs sont disposés à prépayer l'acquisition des denrées et consentent à amortir tout ou partie des aléas de la production. En retour, les mangeurs accèdent à des produits dont ils connaissent la provenance et les qualités pour un prix moyen légèrement en dessous du marché ainsi qu'aux différentes rétributions à l'engagement que procure l'insertion dans un collectif. En termes de travail militant, l'engagement dans une AMAP est différent selon que l'on s'intéresse aux producteurs ou aux mangeurs. Du reste, la part du travail effectivement partagé entre ces deux groupes consiste en l'organisation des distributions, au partage des journées de travail et de convivialité à la ferme, et à la participation aux discussions relatives à l'approvisionnement et au fonctionnement des AMAP au cours des AG.

Le public des AMAP est assez divers, tant du point de vue du genre que de l'âge des mangeurs. Les groupes se composent ainsi d'un nombre équivalent d'hommes et de femmes âgés de 18 à 65 ans. Fait remarquable, la catégorie des 30-50 ans est y dominante, là où elle est souvent peu représentée dans les trois autres collectifs. La catégorie des plus de 50 ans est minoritaire, tandis que celle des 18-25 ans s'est généralement étoffée au cours des quatre années du travail d'investigation. Hormis les plus jeunes, souvent en cours d'étude ou à la recherche de leur premier emploi stable, les mangeurs sont intégrés professionnellement et exercent dans les secteurs de l'éducation, de la recherche, de la santé et du travail social, principalement dans la fonction publique. Les salariés du secteur privé et les travailleurs indépendants sont aussi représentés, quoique dans des proportions modestes, et comptent des intermittents du spectacle, des journalistes et/ou des pigistes et des petits indépendants du secteur des nouvelles technologies, de l'information et de la communication. Si la description des caractéristiques du public des AMAP révèle un recrutement social

relativement homogène, cette diversité n'existe pas dans tous les groupes. En effet, le recrutement dans les AMAP est souvent l'écho des processus de gentrification qui structurent les quartiers où elles se sont implantées. La composition des groupes de mangeurs varie selon que la structure est implantée en centre-ville, à proximité des infrastructures hospitalières, universitaires, et administratives, dans un quartier résidentiel où domine le logement social, ou dans une commune limitrophe caractérisée par l'habitat résidentiel pavillonnaire privé.

Modalité du travail d'investigation :
Le travail mené auprès des AMAP implantées dans la métropole nantaise a reposé sur la conduite d'observations au cours de plusieurs temps de distribution dans plusieurs structures, à la participation à plusieurs journées conviviales et/ou de travail à la ferme, une présence régulière aux réunions du Comité Inter-AMAP 44, et des entretiens réalisés auprès de mangeurs et d'exploitants maraîchers fournisseurs.
La part visible du travail militant réalisé dans les AMAP se limite aux distributions, aux temps conviviaux et aux AG bisannuelles de fin de saison. La pratique générique partagée par les groupes de mangeurs ne permet que difficilement de distinguer les structures les unes des autres. Dans leur cas, le raisonnement comparatif a été d'autant plus central dans le processus d'objectivation que c'était la seule méthode capable de révéler les micro-compromis et les systèmes de justification qui caractérisent les différents groupes.

2. Des voies plus méconnaissables qu'improbables[15] de la mobilisation collective

Le travail d'investigation que nous avons mené entre 2007 et 2012 vise à rendre compte des processus de socialisation militante et de politisation qui ont cours dans les organisations politiques contestataires. Cette recherche porte plus spécifiquement sur les groupes militants dont le fonctionnement collectif s'écarte le plus du fonctionnement du champ politique et des modèles de la mobilisation partisane, syndicale et associative. Elle prend ainsi pour objet les processus de recrutement, de formation, de politisation et de fidélisation des publics militants dans le cadre contestataire, et la caractérisation des organisations politiques non conventionnelles (ou OPNC) et de leur projet politique. Elle permettra finalement d'apprécier combien cette modalité de la mobilisation collective et de la participation politique est représentative de la position relative qu'occupent les moyens-petits dans l'espace social.

15. Sur cette question voir notamment, Collovald Annie, Mathieu Lilian, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix,* 2009/2, Volume 22, pp. 119-143 ; Abdelnour Sarah, Collovald Annie, Mathieu Lilian, Péroumal Frédéric, Perrin Evelyne, « Précarité et luttes collectives. Renouvellement, refus de la délégation ou décalages d'expériences militantes. », *Sociétés contemporaines*, n° 74, 2009, pp. 73-95 ; Béroud Sophie, « Organiser les inorganisés. Des expérimentations syndicales entre renouveau des pratiques et échec de la syndicalisation », *Politix* 2009/1, Volume 22, pp. 127-146 ; Maurer Sophie, Pierru Emmanuel, « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un miracle social », *Revue française de science politique*, Année 2001, vol. 51, n°3, pp. 371- 407 ; Eff Carine, « Journal d'une femme de chambre. La lutte improbable des salariées d'Arcade », *Vacarme*, 2003/1 (n° 22), p. 60-66 ; Eff Carine, « journal d'une femme de chambre (2). Suite et fin d'une grève désaxée », *Vacarme,* 2003/3 (n° 24), p. 62-64.

2.1 Les groupes militants inorganisés : une histoire sans fin entre héritages et réinventions permanentes

Avec le recul, on comprend mieux aujourd'hui l'intention des chercheurs qui ont prêché le nouveau[16] pour avoir le vrai, au moment où un nombre toujours plus important de travaux consacrés aux mouvements sociaux interrogent les effets d'interprétations structurellement marquées par le légitimisme. D'un autre côté, les tentatives pour s'affranchir d'un cadre de pensée devenu trop exigu sans pour autant être caduque a fait courir un risque équivalent d'essentialiser des mouvements sociaux dont on devinait l'originalité sans pouvoir encore la qualifier précisément. Tout en autorisant une approche renouvelée et salutaire des mobilisations collectives, la pensée-outil de la « nouveauté » conduisait aussi dans le même mouvement à les couper de leur contexte, mais plus encore du terreau historique où elles plongent leurs racines. Les débats qui traversent la discipline sociologique à l'égard des mobilisations collectives ont influencé cette recherche tout au long du travail d'investigation et nous a amenée à inscrire les collectifs de lutte observés dans leur contexte, mais aussi dans leur histoire. Couplé au travail d'observation, ce travail généalogique a ainsi permis de découvrir les fondations historiques sur lesquelles reposent les groupes contestataires et, plus encore, tout ce qu'ils doivent aux mobilisations ouvrières qui ont ponctué l'histoire sociale du XXe siècle. En effet, une grande partie des valeurs et des modes d'action mobilisés aujourd'hui par les OPNC apparaissent comme une réappropriation et une réactualisation de cet héritage. C'est dire, comme le dénonçait à juste titre Annie Collovald[17], que définir ce qui fonde la spécificité des mobilisations contestataires ne peut reposer sur une dépréciation, même implicite, d'autres plus anciennes et/ou plus populaires, puisqu'elles leur empruntent tout ou presque de leur culture politique. La première partie de cette thèse sera ainsi consacrée à la description de la culture politique des OPNC et de son histoire, ainsi qu'à la manière dont ces ressources idéologiques sont mobilisées pour édifier les collectifs de lutte, les militants et leurs causes. Le premier chapitre sera l'occasion de retracer l'histoire modeste et néanmoins continue des groupes militants inorganisés d'extrême gauche depuis le début du XXe siècle. Revisiter l'histoire des gauches conseillistes, de leurs idées, de leurs valeurs, mais aussi des débats et des crises qui les ont traversés, nous permettra de mieux apprécier les

16. Sur cette question voir Maheu Louis, « Les nouveaux mouvements sociaux entre les voies de l'identité et les enjeux du politique », dans Maheu Louis, Sales Arnaud, *La recomposition du politique. Politique et Économie*, Éditions l'Harmattan, Paris, 1991, pp. 164-192. Voir aussi Offe Claus, « New social movements. Challeging the boundaries of institutional politics », *Social Research*, vol 52, n° 4, 1985, pp. 817-868 et enfin Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux,* La Découverte, 2015.

17. Collovald Annie, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », dans Collovald Annie, Lechien Marie-Hélène, Willemez Laurent (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002.

caractéristiques des OPNC. Nous constaterons alors que ces dernières nées de la tendance politique libertaire inorganisée partagent nombre de leurs traits, tant du point de vue de leurs qualités que de leurs fragilités. Après avoir décrit la culture libertaire des OPNC, le deuxième chapitre sera consacré à la manière dont les militants sont progressivement initiés puis convertis aux valeurs qui la sous-tendent. Nous observerons ainsi comment la transmission de ces contenus passe par leur mise en sourdine, avant de s'opérer par la bande, c'est-à-dire en actes et au fil des interactions. Nous conclurons cette première partie en ayant décrit le travail de cadrage mis en œuvre à partir des ressources idéologiques et en montrant la façon dont cette socialisation en clair-obscur participe à la fois à un abaissement des coûts d'entrée dans le militantisme et à la formulation de constats partagés limités, et néanmoins suffisants pour fonder une démarche collective.

2.2 Structuration politique et dynamique des interactions

Dans le sillage d'Elisabeth Clemens[18] nous tenons pour acquis que, de même qu'il existe différents répertoires d'action disponibles et mobilisables par les organisations collectives en fonction du contexte politique dans lequel elles s'inscrivent et des caractéristiques sociales des militants qui les composent ; il existe, pour les mêmes raisons différents répertoires organisationnels inégalement accessibles aux collectifs et à leurs militants. Ces « (…) répertoires organisationnels sont autant de manières de faire du collectif et de s'associer à un moment donné dans lesquels les groupes sociaux puisent pour publiciser leurs griefs[19] ». De ce point de vue, le répertoire organisationnel emprunté par un groupe militant en particulier ou d'une famille d'entreprises politiques en général –ici les OPNC – dit quelque chose de la société au sein de laquelle ils se développent et de la structuration du champ politique au cœur ou à la marge duquel ils s'inscrivent d'une part ; et de leur projet politique et des caractéristiques sociales de leurs militants, d'autre part. En effet, si ce choix obéit en partie à des considérations tactiques, il est aussi contraint par les dispositions et indispositions à l'engagement qui caractérise les militants, ainsi que le type et le niveau de ressources qu'ils peuvent mobiliser dans cette perspective (capital culturel, social, économique, temps libéré, etc.). De ce point de vue, le répertoire contestataire et sa stratégie singulière de lobbying[20] est un choix tactique d'autant plus pertinent que les publics militants

18. Clemens Elisabeth, « Organizational Repertoires and Institutional Change : Women's Groups and the Transformation of US Politics, 1890-1920 », *The American Journal of Sociology*, vol 4, n°98, 1993, p. 750-788.
19. Pierru Emmanuel, « Organisations et ressources », dans Fillieule Olivier, Mathieu Lilian, Péchu Cécile (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 2009, p. 398. Sur cette question, voir aussi Pierru Emmanuel, « Organisations et ressources », dans Agrikoliansky Éric, Sommier Isabelle, Fillieule Olivier (dir.), *Penser les mouvements sociaux,* La Découverte, 2010, p. 19-38.
20. Eder Klaus, « The « New Social Movements » : Moral Crusades, Political Pressure Groupes, or Social Movements ? », *Social Research*, vol.52, n°4, 1985.

qui le mobilisent savent qu'ils n'ont, par ailleurs, aucune chance d'accéder aux positions de pouvoir dans le champ politique. Les mobilisations collectives ne reposent pas seulement, ni même principalement, sur la construction et la publicisation réussie d'un problème social (proposition d'un diagnostic, d'une solution définitive ou progressive et d'incitations à agir). Au-delà de la définition d'une grille d'interprétation crédible, les organisations doivent aussi être en mesure de proposer des technologies d'association qui entrent en écho avec les caractéristiques sociales des individus et groupes sociaux mobilisés. « Les formes et cadres organisationnels doivent ainsi être pensés comme des structures de relations objectives qui articulent des identités sociales et des pratiques[21] », c'est-à-dire des points de vue et des options politiques. On voit par là que, comme le dit Lilian Mathieu, la question « Comment lutter ? » n'est pas qu'un enjeu technique, mais bien un enjeu stratégique et éminemment politique pour les groupes et les militants qui les composent. C'est à la description des ressources organisationnelles et de la manière dont elles sont mobilisées au sein des OPNC qu'est consacrée la deuxième partie de cette recherche. Elle sera l'occasion d'étudier dans le détail les technologies d'association – supports pratiques et discursifs – mobilisées à la fois pour construire et entretenir la dynamique collective et former les militants. Dans le premier chapitre, nous discuterons des différents mécanismes de coordination qui se cachent derrière l'usage du terme de *« collectif »*. Ce sera notamment l'occasion de discuter de la physionomie des groupes contestataires et des mécanismes qui participent à construire les groupes autant qu'à générer le sentiment d'intégration collective sur les plans formels, idéologiques et symboliques chez les militants. Le deuxième chapitre nous permettra d'interroger plus finement les mécanismes qui facilitent le recrutement, la fidélisation, mais aussi la distribution des militants dans les groupes. Cela nous donnera l'occasion d'observer la formation de groupes de pairs ou de quasi pairs, d'autant plus aptes à coopérer sur des bases informelles qu'ils évoluent entre égaux ou presque. Nous conclurons ce chapitre en décrivant la division, y compris sociale, du travail militant qui prévaut dans ces collectifs et la manière dont leur fonctionnement, si informel soit-il, n'en reflète pas moins systématiquement les inégalités sociales, notamment culturelles, de départ. Après avoir décrit les collectifs de lutte, leur densité sociale, collective et politique, nous consacrerons le troisième chapitre à la question de leur intégration dans leur environnement politique et militant. Ce sera l'occasion de décrire la plasticité de réseaux de coopération qui peuvent rassembler, plus ou moins durablement, des groupes contestataires, mais aussi partisans, syndicaux, voire confessionnels, autour de causes et, ou d'actions définies génériquement. Nous explorerons

21. Pierru Emmanuel, *ibid*, p 399.

alors la manière dont la radicalité affichée des différents collectifs de lutte s'équilibrent à travers une conception souple, souvent stratégique, de la coopération qui se satisfait, voire se félicite, de participer à une forme de division du travail politique qui accrédite la thèse d'un continuum de la participation politique en régime démocratique.

3.3 Je te suis, donc j'y pense. Socialisation militante et politisation par l'expérimentation[22]

Dans le prolongement des travaux qui invitent à saisir l'engagement en tant que processus dynamique et comme résultat du travail de mobilisation et de conviction réalisé au sein des collectifs de lutte, nous avons choisi dans la troisième partie de cette thèse de décrire les mécanismes et les supports de la socialisation et de la politisation des militants au sein des OPNC. Nous avons ainsi cherché à observer ces apprentissages en train de se faire, « (…) dans les épreuves de réalité et de justification sur le terrain, dans les interactions identitaires et argumentatives entre activistes, dans leurs conversations ordinaires, dans les situations de réunions ou de manifestations[23] (…) », mais surtout à travers les contraintes du milieu (dispositions et indispositions à l'engagement) et les aléas de la rencontre (édification des groupes et des militants dans l'échange de coups et de contrecoups). Porter attention aux conditions et aux modalités d'acquisition des compétences militantes nous a conduit à identifier plusieurs dispositifs d'apprentissages dont la particularité est de reposer sur l'expérimentation. L'acquisition progressive des connaissances et des compétences nécessaires à l'engagement et à la mobilisation collective s'effectue en actes et en situations, c'est-à-dire dans la dynamique physique, relationnelle/émotionnelle et intellectuelle générée par la mise en œuvre du travail militant et la participation aux interactions auxquelles elle donne lieu. Nous consacrerons la troisième et dernière partie de la thèse à l'analyse de ce phénomène. Afin de donner à comprendre cette dynamique, le premier chapitre propose le récit ethnographique détaillé d'une session de formation aux techniques de lutte relavant de l'action directe et de la désobéissance civile. Les trois chapitres suivants sont ensuite l'occasion de revenir sur la diversité des apprentissages réalisés et les différents dispositifs qui en sont les vecteurs (mobilisation par *l'agir*, via les émotions et la pensée réflexive). Nous discuterons ainsi successivement des modalités d'acquisition des savoir-faire (chapitre 1), des savoir-être (chapitre2) et du sens de l'engagement et de l'action collective (chapitre 3) dans les groupes contestataires. Nous conclurons cette partie en ayant montré qu'au sein des OPNC, le

22. Zask Joëlle, « La politique comme expérimentation », dans Dewey John, *Le public et ses problèmes*, Éditions Léo Scheer, 2003, p. 7-43.
23. Cefaï Daniel, Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective, La Découverte/MAUSS, Paris, 2007, p 29.

déroulement des carrières militantes repose sur l'acquisition du sens du jeu collectif, du métier de militant et, enfin, du sens de la participation politique.

La réflexion consacrée aux processus de socialisation militante et de politisation du public des moyens-petits dans les OPNC nous permet de formuler la thèse selon laquelle le modèle d'organisation informel et réticulaire et le répertoire contestataire sont aux petites classes moyennes ce que le modèle délégataire et unitaire et le répertoire syndical sont aux classes populaires ; c'est-à-dire un format de participation politique qui leur permet de mobiliser les ressources spécifiques dont ils disposent effectivement et qui leur garantit à la fois des incitations et des rétributions individuelles et collectives susceptibles d'alimenter une mobilisation durable. Coincés entre leurs dispositions à participer et leur incapacité à le faire selon des motifs politiques propres, les moyens-petits diversifient leurs pratiques de participation dans l'optique de la maximisation des chances de réussite. Plus réformateurs radicaux que révolutionnaires, ils se plient à l'exercice des scrutins électoraux, se prêtent à ceux de la mobilisation syndicale et associative et s'emploient à défricher des chemins de traverses ajustés à leurs dispositions sociales et culturelles. Produits de la défiance vis-à-vis du fonctionnement du champ politique qui organise leur dépossession de pouvoir, la mobilisation contestataire est ainsi une réponse adaptative qui leur permet d'installer un rapport de force sensiblement plus équilibré tout en continuant à jouer le jeu, qu'ils n'ont de toute façon pas les moyens de redéfinir à leur avantage. De ce point de vue, les caractéristiques des organisations et des mobilisations contestataires s'avèrent finalement moins surprenantes que prévisibles puisqu'elles sont largement déterminées par les caractéristiques sociales de leurs publics militants et, a fortiori, par la position relative qu'ils occupent dans l'espace social en général et dans le champ politique en particulier. En ce sens, elles sont bien des entreprises politiques « comme les autres » dans la mesure où la mobilisation collective y est le résultat d'un travail continu d'édification des groupes, des militants et des causes. Finalement, elles tirent leur originalité du fait d'être façonnées et animées par des militants convaincus qu'ils ont des chances de défendre efficacement les intérêts de leurs groupes en se saisissant, parfois rudement et pour mieux les renforcer, des possibilités de contestation offertes par le régime démocratique et son État de droit.

Ire PARTIE. LA MOBILISATION TOUT EN CONTRASTE DES RESSOURCES IDÉOLOGIQUES

L'un des aspects les plus remarquables des OPNC[24], par comparaison avec les OPC, est l'absence de références idéologiques explicitement exprimées et revendiquées. Non seulement les militants – entrepreneurs de cause compris – n'y font peu ou pas référence, mais encore ces derniers développent-ils de nombreuses stratégies pour masquer celles qui composent leur culture politique, tandis qu'elles transparaissent dans leurs mots et leurs actes.

De façon apparemment contradictoire et en réalité complémentaire, ce rapport évanescent aux contenus idéologiques se manifeste aussi quand les militants se revendiquent, de façon très directe, de corpus théoriques dont le contenu n'est pas ou peu connu et/ou stabilisé. Ainsi, la référence à l'altermondialisme, tout en convoquant un imaginaire politique dense et complexe, ne trouve pas à se traduire dans des principes fondamentaux explicites et clairement identifiables qui seraient partagés par tous les individus et groupes qui s'en revendiquent ou en discutent. Ce cadre théorique rassemble pourtant des militants et des groupes qui se reconnaissent entre eux et qui, malgré leur lutte continuelle pour imposer leur définition de ce terme, trouvent là matière à partager des causes et des manières de les servir communes, sinon proches.

Lorsque l'on se penche sur les discours et les pratiques des militants qui s'en revendiquent et, le plus souvent, se contentent d'accepter ou de ne pas rejeter cette étiquette, ce qui les unit se définit d'abord en creux. C'est finalement le préfixe *alter-* qui caractérise leur intention politique et la seule conviction qu'ils ont en commun : la nécessité de penser et de faire « *autrement*[25] ». Cette conception de « *l'alternative* » se comprend à l'intersection de deux idées. La première se présente, sans surprise, sous la forme d'un contenu idéologique à large spectre, qui propose de passer d'un modèle de société (ensemble des systèmes politiques et économiques) basé sur l'économie capitaliste de marché à un autre plus attentif à la gestion (stock), la circulation (flux) et à la répartition des différents types de ressources. Savant mélange de rouge et/ou de noir, teinté d'une dose plus ou moins importante de vert, l'ensemble des propositions idéologiques ainsi défini est le résultat d'un croisement entre l'anticapitalisme d'inspiration marxiste, l'écologie politique et la pensée systémique. Là où la tension vers un idéal politique englobant – communisme, libéralisme, etc. – envisage le grand

24. « OPNC » est l'acronyme utilisé dans ce manuscrit pour désigner les organisations politiques non conventionnelles, par opposition aux OPC, ou « organisations politiques conventionnelles », telles que les partis, les syndicats et les associations loi 1901.

25. Ce terme cité entre guillemets est extrait des nombreux entretiens et conversations informelles menés avec les enquêtés, où ils faisaient régulièrement référence au fait de « *faire de la politique autrement* », pendant positif d'une autre expression récurrente – en contradiction avec les situations observées – « *nous, on ne fait pas de politique* ».

saut, ce mode de raisonnement politique s'appuie sur un imaginaire de l'accumulation, y compris désordonnée, de petits pas.

La seconde, plus discrète, mais de loin la plus structurante et la plus unanimement partagée par les militants, s'entend au sens strict d'une autre manière de faire. Directement inspirée du mode de raisonnement systémique, cette ambition – entre réalité et fantasme – se traduit par l'intention pratique de réinventer les modes de participation politique et de mobilisation collective (rénovation et invention). De ce point de vue, il apparaît que la radicalité dont font preuve les OPNC n'est pas toujours où on la croit et que, loin d'innover dans le contenu des revendications, elles cherchent plutôt à modifier les modalités de leur poursuite. Par exemple, les groupes en AMAP sont loin de tous se revendiquer de l'anticapitalisme et sont même, pour la plupart, convaincus de l'effet structurant et bénéfique des échanges marchands pour la collectivité. Ces organisations sont à la fois des dispositifs critiques du fonctionnement de l'économie de marché et des tentatives de refondation de cette dernière. Dans cette perspective, il ne s'agit pas forcément de faire différemment, c'est-à-dire de faire autre chose, mais plutôt de le faire « *autrement* », c'est-à-dire d'espérer neutraliser les seuls effets pervers d'un mécanisme jugé efficient par ailleurs ou de créer de nouvelles opportunités en changeant de procédé.

La dénégation de la dimension politique des mobilisations – « *nous, on ne fait pas de politique* » –, de leurs soubassements idéologiques et le recours à des contenus idéologiques plastiques n'est pas le fait de la relative jeunesse de ces collectifs de lutte, ni de celle des militants ; en dépit du fait qu'une partie d'entre eux sont effectivement des primo-engagés. Ce n'est pas non plus le résultat d'un déficit de culture politique ou d'un défaut de construction du projet collectif. De façon contre-intuitive, c'est l'absence de références théoriques explicites et exclusives qui signe la culture politique des OPNC et dévoile, toujours en creux, le camaïeu idéologique qui la compose.

De quelles nuances se compose ce camaïeu ? Dans quelle histoire et dans quelles tendances politiques ces options inscrivent-elles les objets d'étude qui nous intéressent ? Comment des éléments de culture politique qui inspirent au quotidien l'activité des groupes militants et des individus qui les composent sont-ils, suivant les cas, oubliés, cachés, niés ou encore tenus pour un facteur négligeable de la mobilisation ? Malgré ces préventions, quelles valeurs sont défendues et transmises aux militants et par quels procédés ? Comment la manière de mobiliser les ressources idéologiques participe-t-elle à créer une offre d'engagement propre aux OPNC ? Nous répondrons à ces interrogations en abordant la

question de la culture idéologique des OPNC et de l'histoire des idées politiques des gauches conseillistes tout au long du XX^{e} siècle, avant de nous intéresser aux conditions de mobilisation de ces ressources au sein des groupes contestataires.

Chapitre 1. Le syncrétisme libertaire pour héritage

La culture politique commune à chacun de nos objets d'étude est composite, mais présente les principales caractéristiques du cadre de pensée « libertaire[26] ». Le contenu de ce bagage idéologique se construit de façon syncrétique, par emprunts et articulations successifs entre différents aspects des théories communistes et anarchistes. Selon l'objet d'étude considéré parmi les quatre que nous avons retenus, on rencontre un niveau de connaissance, d'appropriation, d'interprétation et de mise en application plus ou moins docte et radical de ces contenus idéologiques.

Il serait vain de prétendre établir précisément et définitivement le périmètre idéologique qui inspire les organisations militantes composant la nébuleuse des OPNC. La raison même du syncrétisme politique est d'autoriser la confection de patchworks idéologiques performatifs parce qu'ajustés aux nécessités des mobilisations collectives et des engagements individuels sur lesquels elles s'appuient. Il serait tout aussi naïf de croire que ces recompositions idéologiques s'opèrent toutes choses égales par ailleurs et en dehors de l'histoire des idées et des organisations politiques qui les ont défendues par le passé. Reconstituer l'histoire des idées politiques qui fondent la pensée libertaire permet de comprendre qu'elle est le produit d'une tension historique continue entre pensées communiste et anarchiste. C'est à partir de cette confrontation systématique et des arbitrages successifs qu'elle a engendrés que s'est structurée la pensée politique de l'extrême gauche mouvementiste, parfois appelée « *ultragauche* ». Revisiter cet héritage permet de mieux situer l'offre politique des OPNC, en révélant la constance des débats qui l'animent et la dynamique – même heurtée et apparemment instable – qui la caractérise.

La façon dont l'identité politique des OPNC s'est construite au carrefour des théories communiste, anarchiste et, plus tard, autonomiste est visible à travers l'histoire des organisations qui ont opéré des arrangements successifs entre ces trois influences depuis le début du XXe siècle et, plus sûrement encore, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette histoire est celle des gauches communistes et des organisations anarchistes, d'une part, et de leurs héritières influencées par l'autonomie qui se sont progressivement reconfigurées à partir des années 1990, d'autre part. Chacune de leur côté, les organisations communistes, anarchistes, puis autonomistes ont tenté d'opérer une synthèse entre ces différents courants

26. Les différents sens qu'a recouverts ce terme au cours de l'histoire sont explicités en détail dans les travaux de Simon LUCK. LUCK Simon, *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisation individuelle, expériences collectives et cultures politiques alternatives,* thèse de science politique, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2008, p. 9-11.

de pensée pour aboutir à des formes variées de conseillisme[27] associées ou non à une option organisationnelle de type syndical.

Dans la mesure où elle n'intéresse pas directement notre objet d'étude, nous n'évoquerons pas dans le détail l'histoire des partis et organisations socialistes (SFIO, PSU) et communistes (PC) ainsi que celles des groupes d'extrême gauche trotskistes (LCR) et maoïstes (PCMLF). Le lecteur gardera cependant à l'esprit que, pendant toute la période considérée, ce sont bien ces organisations qui tiennent le haut du pavé des luttes menées à partir de la gauche de l'échiquier politique (Front populaire, etc.). Notre projet, plus modeste, consiste à éclairer l'histoire des gauches communistes et/ou conseillistes[28] au XXe siècle, afin d'éclairer celle, plus contemporaine, de leurs héritières : les OPNC.

1.1 Le communisme de conseils

Dès mars 1919, il existe une tendance constituée sous le nom de « communisme de gauche », pour CG, au sein de la IIIe Internationale. Antiparlementaristes farouches, méfiants vis-à-vis des syndicats et globalement critiques, les militants de la tendance CG sont expulsés de la méta-organisation au mois d'octobre de la même année, alors que le processus de bolchevisation des partis communistes s'amorce à partir de 1920 dans toute l'Europe continentale. À partir de 1927, et plus sûrement de 1929, l'organisation du nom de Groupes communistes internationaux, pour GIC, rassemble sous sa bannière une multitude de petits groupes militants sous un régime fédéraliste. Ces militants antiléninistes, très peu nombreux, sont organisés dans une matrice de type conseilliste appelée « *union* ». Jusqu'à cette date, les communismes de gauche se sont développés en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique . Le premier groupe politique français identifiable à revendiquer cette influence est le Groupes ouvriers communistes, pour GOC (1929-1931), dont l'utilisation du pluriel restera un vœu pieu. Le GOC incarne en France ce que le GIK est aux Pays-Bas ; et le KAUD, à l'Allemagne[29].

27. Le « conseillisme », « communisme de gauche » ou encore « communisme de conseils » est un courant idéologique inspiré du marxisme. Antiléninistes, les groupes inspirés par ce courant rejettent les formes partisanes et syndicales, perçues comme des structures réformistes au profit des conseils ouvriers fonctionnant sur la base de la démocratie directe. Durant le XXe siècle, les groupes conseillistes rassemblent indistinctement des militants communistes et anarchistes au sein d'organisations en recomposition quasiment permanente (scission, fusion, disparition, création).

28. La reconstitution de l'histoire des gauches communistes présentée dans ces pages s'appuie sur la lecture croisée et critique d'articles et d'ouvrages sociologiques et militants relatant l'histoire des idées politiques du XXe siècle, ainsi que la consultation de nombreuses archives au format numérique mises à disposition par les réseaux militants concernés. Parmi ces nombreuses références, on retiendra prioritairement les travaux de Simon LUCK et notamment sa thèse (*ibid.*), les deux tomes de « *La coutume ouvrière » de Maxime LEROY,* ainsi que les travaux de Christophe BOURSEILLER. LEROY Maxime, *La coutume ouvrière. Syndicats, bourses du travail, fédérations professionnelles, coopératives. Doctrines et institutions*, tomes 1 et 2, Éditions de la CNT, Paris, 2007 ; BOURSEILLER Christophe, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Éditions Denoël, Paris, 2003.

29. Le GIK, ou Gruppe Internationale Kommunisten (1927-1940, Pays-Bas), et le KAUD, ou Kommunistische Arbeiter-Union Deutschland (1931-1934, Allemagne), sont parmi les premières organisations communistes conseillistes qui apparaissent en Europe occidentale au début du XXe siècle. Elles influencent notamment

L'organisation s'inscrit dans la lutte des classes tout en s'opposant au communisme orthodoxe (léninisme), en refusant le principe de délégation qu'il soit parlementaire, partisan ou syndical et en revendiquant l'organisation de la lutte à un échelon localisé (usine, ville, port, etc.). Le groupe communiste et conseilliste suivant opérera entre 1933 et 1938 sous le nom d'Union communiste, pour UC. D'abord située à la gauche du PC français, l'UC se rapproche progressivement de la Ligue communiste avant de faire scission et d'embrasser définitivement les valeurs du communisme de conseils. Fondamentalement anti-autoritaires et antistaliniens, les militants de l'UC dénoncent le régime politique de l'URSS d'alors sous les termes d'un capitalisme d'État. Conseillistes, ils se défient de l'unité syndicale et partisane des gauches, qui conduira deux ans plus tard à la création du Front populaire. Le groupe se dissout progressivement du fait de l'appel d'air que constituent le rassemblement des gauches et ses nombreuses réussites[30], puis de la menace de plus en plus palpable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Entre 1939 et 1945, l'activisme politique et militant conseilliste reflue sous la pression de la guerre et de l'Occupation. Fin 1941, des militants issus de différents horizons politiques de la gauche isolés par le conflit se rencontrent et forment le Groupe révolutionnaire prolétarien, pour GRP, (1941-1944). Les membres de ce groupe se rassemblent sur le partage de l'unique conviction commune que l'URSS est un capitalisme d'État, laissant ainsi de côté les débats théoriques, notamment les questions organisationnelles, qui pourraient les séparer par ailleurs. Clandestin, le groupe s'engage bientôt dans la résistance en lui conférant une dimension politique révolutionnaire. Conseilliste, il défend le projet d'établissement d'une « *république internationale des conseils ouvriers* ».

Les deux dernières années du conflit, trois groupes politiques de la famille des gauches communistes voient le jour. Il s'agit de la Fraction française de la gauche communiste internationale, pour FFGCI (1943-1951), et du petit groupe de la Gauche communiste de France (GCF) qui lui est directement associé, de l'Union des communistes internationalistes, pour UCI (1944-1947), et enfin de l'Organisation communiste révolutionnaire, pour OCR

l'émergence des tendances puis des groupes autonomes inspirés par les théories communistes conseillistes en France.

30. On doit au gouvernement du Front populaire, au pouvoir en France de 1936 à 1938, l'apparition des conventions collectives, de la semaine de 40 heures et des congés payés – pour n'évoquer que les mesures les plus emblématiques. Ce que l'on sait moins, c'est que ces avancées n'ont pas été obtenues sur le seul front de la discussion politique institutionnelle, mais au prix d'une mobilisation continue et parfois radicale des réseaux militants sur le terrain. L'effet d'opportunité créé par l'apparition d'un gouvernement de gauche radicale au pouvoir, d'une part, et la dynamique militante qui l'accompagnait sur le terrain, d'autre part, a contribué à rassembler toutes les forces militantes mobilisables autour du projet de réforme et, ce faisant, à dévitaliser au moins ponctuellement les réseaux militants antiparlementaires parmi lesquels on trouvait les groupes communistes et anarchistes de tendances conseillistes.

(1944-1946). Le groupe FFGCI dénonce le capitalisme d'État russe tout en conservant des positions léninistes. Composé de deux tendances – l'une léniniste, l'autre conseilliste –, il rassemble une partie des anciens militants de l'UC, un groupe fractionnaire de l'OCR du nom de « *Contre-courant* », qui a lui-même attiré des militants déçus de l'UCI, ainsi qu'un petit nombre de militants de la SFIO. Fin avril 1947, lors des grèves initiées au sein de la régie de Renault, les militants de la FFGCI se distinguent en prônant l'auto-organisation et l'action autonome des ouvriers contre la CGT qui dénonce la grève en raison de ses liens avec le PC, alors membre du gouvernement. Entre 1949 et 1951, les divergences entre les courants communiste-léniniste et communiste-conseilliste sont telles que ces derniers quittent la FFGCI pour rejoindre l'organisation Socialisme ou barbarie[31] tandis que les membres restants dissolvent l'organisation. En parallèle naît l'Union des communistes internationalistes, pour UCI ; héritière directe du GRP, elle rassemble des organisations et des militants communistes trotskistes. Ce groupe se revendique d'une lecture originaire de Marx et Engels, et prône le renversement du capitalisme par la mobilisation du groupe ouvrier et la prise de contrôle du pouvoir étatique par ce dernier, fustigeant au passage « *la bureaucratie petite-bourgeoise* » des organisations perçues comme « *réformistes* », au premier rang desquelles on trouve les partis et les organisations syndicales dont les appareils ne sont pas pilotés par des ouvriers. Cette organisation perd progressivement de son influence jusqu'à disparaître en 1947. En parallèle de ces deux organisations toujours naît l'Organisation communiste révolutionnaire, pour OCR (1944-1946). D'abord courant trotskiste militant au sein du Parti communiste international, l'OCR se disloque très vite sous l'effet de la Libération. Une partie des militants intègrent alors les rangs des organisations anarchistes conformément à la tendance conseilliste qui les anime depuis la création du groupe, tandis que l'autre dissout officiellement l'organisation en 1946. À la fin des années 1940, la FFGCI représente donc quasiment à elle seule la voie intermédiaire entre le communisme, incarné par le PCI (1944-1968), d'un côté, et l'anarchisme, incarné par la FA (1945-1953), de l'autre.

À partir de 1948, c'est l'organisation SouB qui prend le relais des gauches communistes. D'abord intégré en tant que courant au sein du PCI, sous le nom de « *tendance Chaulieu-Montal* » jusqu'en 1946, le groupe SouB s'autonomise et se rapproche du communisme de conseils sous l'influence des anciens militants de la FFGCI qui rejoignent progressivement ses rangs. Les militants de SouB se revendiquent d'une lecture non dogmatique du marxisme, ils dénoncent le stalinisme et l'ensemble des pays socialistes en tant que capitalismes d'État ainsi que l'ensemble des systèmes bureaucratiques qui permettent à la classe dominante de les

31. Le nom « Socialisme ou barbarie » sera abrégé dans la suite du document sous la forme « SouB ».

diriger. SouB prône les valeurs de l'autogestion au travail et dans les groupes militants ouvriers, mais reste marqué par la théorie de l'avant-gardisme trotskiste qui l'a vu naître. Le groupe est structuré autour de deux tendances qui ont des points de vue opposés quant aux conditions d'émergence des ingrédients de la révolution. Alors qu'une tendance léniniste prône la création d'un parti révolutionnaire doté d'un programme politique unique ; une autre d'inspiration plus conseilliste, sinon déjà anarchiste, préconise un travail de liaison entre les multiples noyaux de militants organisant librement leurs activités politiques. Cette opposition sera consommée en 1958 avec le départ des militants conseillistes. Fragilisé, le groupe essuie une nouvelle scission en 1963, tandis que sa déréliction progressive conduit les militants restants à rejoindre d'autres organisations avant sa dissolution définitive en 1967. Les militants issus du courant léniniste de l'organisation gagnent progressivement la LCR trotskiste et le PCMLF maoïste ; tandis que ceux proches du courant conseilliste se rapprochent des organisations anarchistes ou de l'Internationale situationniste, pour IS, qui prend forme à partir de 1957. L'IS (1957-1968) s'inscrit dans la tradition des gauches conseillistes. L'organisation est marxiste et révolutionnaire. Elle prône l'autogestion et l'exercice de la démocratie directe au sein des conseils ouvriers qui détiennent le pouvoir politique localement, même si, comme beaucoup d'autres après elle, elle en compte peu, sinon aucun, dans ses rangs. L'IS est l'un des premiers groupes issus de la matrice communiste à se revendiquer, en plus de la lutte des classes, d'une forme d'individualisme – ici hédoniste et artistique – et, en ce sens, à pouvoir être qualifié de libertaire.

L'histoire des gauches communistes entre le début du XX^{e} siècle et la veille de 1968 est celle de la tension entre une tendance dite « organisationnelle », qui prône la construction d'un appareil politique structuré rassemblé autour d'une ligne politique unique et celle dite « conseilliste », qui valorise l'autonomie des groupes militants et le fédéralisme comme mécanisme de coordination.

1.2 La synthèse anarchiste

En parallèle, le monde anarchiste traverse le début du siècle en ordre relativement groupé jusqu'en 1927, malgré l'effet de ciseau de la Première Guerre mondiale. La Fédération communiste anarchiste, pour FCA, est la première organisation anarchiste française à pouvoir se prévaloir d'une envergure nationale. Née sous le nom de « Fédération révolutionnaire communiste » (FRC) en 1912, elle disparaîtra en août 1914, au moment de la déclaration de la Première Guerre mondiale, sous le nom de « Fédération communiste anarchiste révolutionnaire » (FCAR). Proche de l'aile gauche de la CGT de l'époque, cette organisation

revendique son orientation communiste. Anarchiste, l'organisation est néanmoins anti-autoritaire et prône le fédéralisme. Opposée au parlementarisme et aux partis, elle en appelle cependant au syndicalisme révolutionnaire – en l'occurrence celui de la CGT – en tant qu'outil d'organisation de la « *grève générale expropriatrice* ». L'organisation est aussi antimilitariste, mais n'appelle pas à la démobilisation du fait du contexte de guerre. En dépit de cette option pacifiste, elle tolère aussi le recours à l'illégalité et à l'usage de la force en tant qu'outil de propagande. Anarchiste et communiste, la FCAR récuse les thèses individualistes en incitant ses militants à rejoindre les organisations syndicales dites « révolutionnaires ». Malgré des réserves quant à l'organisation hiérarchique et délégataire de ces dernières, l'option syndicale est alors considérée comme un mal nécessaire à la mobilisation des masses.

L'Union anarchiste, pour UA (1920-1926), apparaît en 1920 sur les décombres encore fumants de la guerre et rassemble les militants anarchistes de toutes tendances autour de positions antiléninistes. Profitant de la paix, l'UA se transforme en UAC, pour Union anarchiste communiste, en juillet 1926. L'organisation est alors divisée en deux courants : celui, majoritaire, qui réunit les militants autour du principe plateformiste ; et l'autre, minoritaire, qui rassemble les militants synthétistes. Lors de son congrès de 1927, l'organisation adopte définitivement « *le projet de plateforme organisationnelle pour une union générale des anarchistes*[32] ». En réaffirmant l'essence ouvrière du mouvement anarchiste, l'organisation veut résorber les tendances individualistes, perçues comme bourgeoises, qui évoluent en son sein. Dès l'adoption de la plateforme, l'opposition synthétiste – toujours minoritaire – quitte l'UAC pour fonder l'Association des fédéralistes anarchistes, pour AFA (1927-1930). Les deux organisations cohabitent jusqu'en 1930, date à laquelle elles vont de nouveau se rapprocher.

Entre temps, ce sont les militants communistes libertaires et anarchistes syndicalistes de la CGTU qui portent la contradiction. Alors que la CGTU s'appuie de plus en plus sur les aspects communistes de sa culture politique, les militants de la tendance anarchiste dénoncent ce qu'ils perçoivent comme la bolchevisation de l'organisation. Ils quittent la

32. Le texte, aussi appelé « Plateforme d'Archinov », du nom d'un de ses auteurs, paraît en France en 1926. Son contenu est une réflexion sur les raisons de l'échec du projet libertaire porté par les anarchistes au profit du projet communiste bolchevique porté par Lénine et ses sympathisants, après la révolution russe de 1917. Le texte s'organise en trois parties, dont une entièrement consacrée à la problématique organisationnelle. Les auteurs y plébiscitent l'organisation du mouvement anarchiste autour de l'unité théorique, de l'unité tactique, de la responsabilité collective et du fédéralisme. Ce courant de la pensée anarchiste s'oppose à celui du « synthétisme ». Formalisée en 1928 par Sébastien Faure et Voline, la « synthèse anarchiste » se présente comme une alternative à la plateforme, accusée d'être l'outil de la bolchevisation de l'anarchisme. Elle propose de faire une synthèse théorique et philosophique des valeurs qui animent les courants libertaires, anarcho-syndicaliste et individualiste à partir de laquelle ces derniers pourront échafauder une organisation commune qui permette une représentation des trois tendances plutôt que leur disparition, au profit d'une unité théorique jugée aussi insatisfaisante qu'inatteignable.

CGTU pour créer la Confédération générale du travail-Syndicaliste révolutionnaire, pour CGT-SR, en 1926. Cette scission dans le mouvement syndical encourage un rapprochement des organisations politiques anarchistes révolutionnaires et conduit en 1930 l'UAC, l'AFA et la CGT-SR à publier une déclaration commune contre le colonialisme. La reprise du dialogue entre les membres de l'AFA et de l'UAC conduit les deux organisations à fusionner sur la base des valeurs antifascistes dans une nouvelle Union anarchiste, pour UA, en 1934. Pourtant, l'organisation se fissure, dès son apparition, avec la scission d'une branche minoritaire connue sous le nom de « Fédération communiste libertaire », puis une seconde fois, en 1936, à la faveur de nouvelles oppositions face aux hypothèses de rapprochement avec le Front populaire et du soutien apporté au mouvement républicain espagnol. C'est ainsi que renaît la Fédération anarchiste française, pour FAF, qui cohabitera avec l'UA jusqu'à ce qu'elles disparaissent l'une et l'autre pendant le conflit de 1939-1945.

Laminé par la guerre, le mouvement anarchiste renaît au milieu des cendres en 1944 avec la création de la Fédération anarchiste (FA), officiellement née le 2 décembre lors d'un congrès constitutif à Paris. La FA réunit d'anciens militants de l'UA plateformiste et de l'AFA synthétiste, et de nouveaux engagés qui se sont politisés au sein de la Résistance. Les militants anarchistes individualistes, les pacifistes et les syndicalistes de la Fédération syndicaliste française, pour FSF, (minorité anarcho-syndicaliste de la CGT réunifiée en 1936) restent autonomes, mais acceptent de coordonner leurs efforts avec la FA. À partir de 1946, les militants anarchistes individualistes et communistes libertaires de cette organisation se déchirent ; ces derniers s'autonomisent et transforment la FSF en Confédération nationale du travail, pour CNT. En parallèle, après le départ d'une partie des militants révolutionnaires et syndicalistes, la FA se stabilise jusqu'en 1950 jusqu'à la création d'un courant interne clandestin nommé « Organisation Pensée Bataille », pour OPB. Les militants qui intègrent secrètement l'OPB sont inspirés par les thèses des gauches communistes et ambitionnent de noyauter la FA synthétiste, afin de lui faire adopter une ligne politique unique appuyée sur une organisation militante structurée. Les militants doublement affiliés, très actifs, occupent bientôt les mandats à responsabilité et entament la transformation de la FA, en instaurant la pratique du vote dès 1951. Entre 1951 et 1953, les militants opposants à cette nouvelle ligne quittent progressivement la FA, jusqu'à ce qu'elle se rebaptise « Fédération communiste libertaire », pour FCL. La même année (1953), les militants opposés à cette évolution qui ont quitté les rangs de l'organisation mère profitent de l'occasion pour fonder une nouvelle Fédération anarchiste (FA) antiléniniste et synthétiste. Anarchistes et communistes libertaires restent séparés jusqu'en 1957. Dans le même temps, la FCL connaît des difficultés

dont les effets croisés vont signer sa disparition. À cette époque, la FCL, devenue parlementariste, décide de présenter des « *candidatures révolutionnaires* » aux élections. Cette nouvelle orientation conduit une partie des militants à quitter l'organisation tandis qu'elle incite l'État, visiblement inquiet, à interdire puis dissoudre l'organisation, qui ne survivra pas à cette répression. Les militants antiparlementaristes qui y ont échappé s'autonomisent et créent bientôt le Groupes anarchistes d'action révolutionnaire, pour GAAR. Ils adoptent la plateforme et soutiennent, dès 1955, les luttes de libération nationale qui émergent à la faveur du processus de décolonisation récent.

En 1960, le GAAR plateformiste entame des négociations avec la FA synthétiste ; ils créent ensemble la Fédération anarchiste communiste, pour FAC. La FAC se divise la même année et, tandis qu'une partie des militants plateformistes se maintient dans l'organisation, l'autre intègre la FA synthétiste en 1961 sous la forme d'une tendance organisée nommée « Union des groupes anarchistes communistes », pour UGAC. La possibilité récente de créer des tendances organisées au sein de l'organisation facilite la création d'un nouveau courant baptisé « Union des anarcho-syndicalistes », pour UAS. En 1964, l'UGAC sort de la FA. L'organisation est mise à la porte tout autant qu'elle la claque, puisque cette nouvelle scission intervient alors que cet organe plateformiste a tenté de noyauter la nouvelle FA synthétiste, comme l'avait fait l'OPB avant elle. L'UGAC se dilapide progressivement d'elle-même, en 1966, au cours de rapprochements sans lendemain avec des organisations trotskistes et maoïstes dont elle partage la conviction syndicaliste, mais pas la culture politique communiste. Une partie des militants anarchistes se retrouvent donc sans organisation jusqu'en 1967, avant de réintégrer la FA au sein d'une tendance officielle du nom d'« Organisation révolutionnaire anarchiste », pour ORA. En parallèle, les militants communistes libertaires se réunissent au sein du Mouvement communiste libertaire (MCL). L'organisation rassemble tous les militants que leur culture à dominante communiste a convaincus de refuser la réintégration à la FA.

Début des années 1970, le scénario qui apparaît en filigrane tout au long de l'histoire des anarchismes en France se répète encore une fois, lorsque l'ORA quitte la FA (1969). En 1969 et 1970, l'UGAC et l'UAS s'autodissolvent pour une part au profit de l'ORA. En 1971, les deux tendances anarchistes et communistes du MCL et de l'ORA tentent un rapprochement qui se traduit par un remarquable chassé-croisé de militants. Les déplacements sont majoritairement favorables au MCL, qui renaît sous le nom d'« Organisation communiste libertaire », en 1970. La première OCL entre rapidement en contact avec des groupes conseillistes et voit progressivement ses effectifs militants diminuer sous l'effet de cette

influence, avant la disparition de l'organisation en 1974. Les militants qui sont restés dans l'ORA se séparent, la tendance communiste libertaire crée une organisation ouvriériste, syndicaliste et révolutionnaire sous le nom d'« Union des travailleurs communistes libertaires » (UTCL) et critique l'ultragauchisme de l'ORA au sens de son antisyndicalisme. En 1976, l'ORA exclut la tendance UTCL. L'organisation, qui se rebaptise OCL, est toujours en activité aujourd'hui. De son côté, l'UTCL naît officiellement en 1978 et rassemble les militants anarchistes, libertaires et syndicalistes, qui resteront actifs pendant environ une dizaine d'années encore.

L'histoire des groupes anarchistes français entre 1900 et 1968 est celle de la tension entre les options plateformiste et synthétiste. Le débat se déroule encore plus à gauche que dans le cas des gauches communistes, mais oppose toujours des tendances organisées qui prônent l'action syndicale et d'autres conseillistes plus enclines à l'individualisme autogestionnaire. À la suite des luttes de Mai 68, cette dernière tendance donnera d'ailleurs naissance à une pratique militante connexe à celle que nous avons décrite jusque-là, l'autonomie.

1.3 L'autonomie

De la même façon que le dynamisme militant et les succès politiques ont vu la captation d'une grande partie des publics militants des groupes conseillistes communistes et anarchistes par les organisations en tête de la lutte (SFIO, Front populaire), on constate un mouvement équivalent dans la période qui précède et suit immédiatement Mai 68. Une étude fine et localisée telle que celle mise en œuvre dans le cadre de l'ANR Sombrero[33] permet cependant de constater que les groupes et leurs différentes sensibilités politiques ne disparaissent pas à proprement parler. Dans un contexte politique porteur, les groupes militants ont à la fois plus d'occasions et des incitations plus fortes à collaborer, ce qui contribue à flouter leurs frontières – y compris idéologiques – respectives. Mécaniquement, lorsque le reflux militant s'amorce, l'effet de rassemblement perd de son efficacité et laisse

33. L'ANR Sombrero, dirigé par Olivier Fillieule, rassemble les chercheurs de différents laboratoires (CERAPS, CESSP, CMW, CENS) dans le cadre de travaux consacrés à la question des conséquences biographiques de l'engagement. Il s'agit d'interroger ce à quoi conduisent les pratiques d'engagement, c'est-à-dire la manière dont la participation politique entraîne des changements dans la trajectoire sociale des militants dans les différents domaines de la vie privée, de la vie professionnelle et, plus largement, des conditions de leur intégration sociale. Pour ce faire, cinq équipes réparties dans les villes de Nantes, Rennes, Lille, Lyon, Marseille et Aix-en-Provence interrogent les carrières militantes (trajectoires objectives et carrières morales) de militants mobilisés entre 1965 et 1980 dans les organisations syndicales, féministes et d'extrême gauche. L'analyse localisée puis croisée de l'ensemble des données recueillies permet de révéler les conséquences récurrentes de l'engagement sur les trajectoires de vie, tout en prenant en compte les variations fines dues au contexte historique, à la composition et au dynamisme des scènes militantes locales, au choix des causes et des modalités de lutte et, enfin, aux effets de genre. Nous sommes partie prenante de l'équipe de recherche basée à Nantes, placée sous la direction d'Annie Collovald et plus particulièrement mobilisée dans l'étude des groupes situés d'extrême gauche.

réapparaître les clivages préexistants, souvent renforcés par l'abattement, sinon les moments de crise, que traversent les groupes et les militants qui les composent.

C'est à cette période de flux puis de reflux politique qui suit 1968 que le mouvement autonome prend forme. Pendant les événements de 1968 et dans les années suivantes, les militants autonomistes grossissent souvent les rangs de ceux qu'on appelle les « *inorganisés*[34] » et participent aux mobilisations de l'époque dans la perspective de leur radicalisation. Les groupes politiques autonomes se réfèrent aux mêmes contenus idéologiques que les organisations communistes et anarchistes de tendance conseilliste, mais opèrent une lecture plus radicale des principes d'autodétermination politique, d'autogestion et d'autonomie comprise au sens politique figuré, mais aussi littéral d'autosuffisance. Alors que le reflux militant s'impose durement à toutes les organisations situées à l'extrême gauche à partir du milieu des années 1970, et plus sûrement encore du début des années 1980, le courant autonome élabore une critique radicale des modèles d'organisation collective qu'empruntent les groupes politiques d'extrême gauche – anarchistes et communistes confondus – et se radicalise. Profitant de son enracinement dans le mouvement social, il conserve puis renouvelle son souffle à partir de la fin des années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980 en s'ancrant matériellement et politiquement à travers des campagnes d'ouverture de squats, notamment à Paris.

Directement inspirés du principe d'autonomie ouvrière qui a émergé en France à la fin du XIX^e^ siècle et foncièrement anti-autoritaires, les militants autonomes poussent le principe de refus de la délégation à son terme en ne reconnaissant que le modèle de la libre association, si besoin organisée à l'échelle de coordinations temporaires. Loin de prendre un quelconque contre-pied idéologique, les militants autonomes se distinguent plutôt par le fait de réfuter toute forme de construction d'un appareil militant. Ce principe les conduit à refuser unilatéralement toute forme de délégation politique, qu'elle soit partisane ou syndicale, mais aussi à percevoir la dépendance à la société de consommation comme un obstacle à l'émancipation de la classe ouvrière. Porteurs d'une conception dure du principe anticapitaliste, les groupes autonomes empruntent souvent le répertoire organisationnel de l'anarcho-syndicalisme. Par ailleurs adeptes de l'individualisme anarchiste, les collectifs se constituent souvent selon une logique affinitaire et rassemblent de petits effectifs militants prompts à pratiquer l'association spontanée, temporaire et stratégique avec d'autres groupes.

34. Par effet de miroir avec les groupes militants qui ont adopté les formes partisane, syndicale ou associative pour défendre leur projet politique, le terme indigène « inorganisé » s'applique aux militants et groupes politiques qui ont fait le choix de ne pas formaliser leur existence par la création d'un appareil politique, quelle que soit la forme choisie.

Les groupes autonomes se distinguent aussi du reste des gauches conseillistes par un rapport encore plus affirmé à l'action directe et l'emprunt d'un répertoire d'actions parfois plus insurrectionnel que contestataire. Cette radicalité se traduit dans le choix des modes d'action. Selon les groupes considérés, l'usage de la force contre les biens (sabotage) et/ou les personnes (violence) peut être perçu comme un moyen d'action légitime. Si cet élément de la culture politique autonome apparaît bien comme le plus saillant en comparaison avec les courants politiques proches, ce n'est cependant pas ce qui la caractérise le plus. En effet, la valorisation de l'action directe consiste moins en l'adoption d'une posture systématiquement offensive qu'à l'adoption d'une lecture « *radicale* » des problèmes sociaux qui se traduit par une volonté d'agir teintée de spontanéisme et de pragmatisme. Ici, la notion de radicalité doit se comprendre au sens étymologique du terme, c'est-à-dire d'une action directe, parfois drastique, mise en œuvre pour régler, contourner ou déplacer un problème en le prenant, littéralement, à la racine. Les groupes autonomes, plus que leurs confrères libertaires anarchistes et/ou communistes, sont ainsi enclins à pratiquer des formes variées d'appropriation, de réquisition, de détérioration ou d'abstention de certaines pratiques, notamment dans le domaine de la consommation. Ils se sont, par exemple, souvent distingués par des pratiques d'ouverture et de gestion de squats et de création de coopératives, qu'elles soient alimentaires, énergétiques, ou encore d'échanges de services. Attachés à l'anonymat, voire à la clandestinité, les militants autonomes font partie intégrante de ceux que l'on nomme toujours les « *inorganisés* », même s'ils en constituent la partie la plus radicalisée, notamment du fait de leur usage de la force.

En tant que branche dernière-née du mouvement des gauches conseillistes, et au-delà des apports idéologiques spécifiques des cultures politiques communistes et anarchistes, la culture autonome est une composante à part entière de l'héritage politique des OPNC. Cette influence se traduit par le choix d'une activité politique construite sur la base du caractère immédiatement opératoire des actions militantes (squat, autoréduction alimentaire, sabotage d'engins de chantier, destruction de cultures, abstention de certaines pratiques de consommation), le choix de la désorganisation et de son corollaire, la constitution des groupes militants sur le mode affinitaire.

1.4 1980–1990 : passage à vide et réémergence

Le reflux militant continu et bientôt généralisé qui s'amorce à partir de 1975 est parachevé par l'arrivée au pouvoir du parti socialiste en 1981, pour deux mandats consécutifs. À cette époque, les premiers signes du repli, sinon de la crise économique, le virage libéral

amorcé par le gouvernement à partir de 1983 et le vide créé par la perte des illusions idéologiques laissent les organisations d'extrême gauche, les gauches communistes, les groupes anarchistes et l'ensemble de leurs militants exsangues. La plupart des organisations entrent en sommeil, les autres disparaissent définitivement sans faire de bruit ou s'autodissolvent au profit d'organisations plus solides, notamment syndicales et associatives, qui résistent mieux au ressac. Les militants inorganisés et autonomes souffrent aussi du reflux, car, même s'ils étaient très critiques, leurs initiatives profitaient largement de la force d'entraînement militante constituée par la mobilisation des groupes politiques organisés. La transition est cependant moins douloureuse et la reconversion des militants autonomes moins difficile, car leurs activités politiques sont déjà structurées par la défense simultanée de plusieurs causes dont une partie au sein du mouvement social.

Le rétrécissement de l'espace politique organisé à l'extrême gauche incite nombre de militants à déplacer ou à diversifier leurs objets de lutte en investissant, à côté des luttes du travail, les causes antinucléaire, antifasciste, féministe, des droits de l'homme et internationaliste nouvelle façon[35], pour ne citer qu'elles. Sans être l'occasion de constituer l'unité parmi les différents groupes politiques d'obédience libertaire, les luttes contre l'utilisation civile et militaire de l'énergie nucléaire (Creys-Malville, 1976-1977), contre les grands projets d'aménagement (Larzac, 1971-1981), des mouvements étudiants (loi Debré, 1973 ; plan Saunier-Seïté, 1976 ; projet de loi Devaquet, 1986) et contre le Front national (SCALP, 1984 ; Scalp-Reflexe-No Pasaran, 1993) permettent aux militants de se retrouver – à défaut de se rassembler – et de côtoyer l'ensemble des forces qui composent la gauche libertaire et participent au dynamisme des mobilisations collectives d'alors.

Durant cette période, les organisations des gauches communistes et anarchistes de tendance conseilliste disparaissent dans un premier temps au profit d'organisations de mouvement social qui apparaissent, suivant les points de vue, comme des structures d'accueil ou de refuge et constitueront bientôt le terreau à partir duquel se développe une nouvelle donne politique à la gauche de l'extrême gauche traditionnelle à partir de 1990, et plus sûrement encore dans la décennie suivante. C'est à cette époque, en effet, que les militants libertaires trouvent à se réorganiser en fonction des trois tendances anarchiste,

35. Les organisations d'extrême gauche et des gauches communistes ont investi très tôt les causes internationalistes en soutenant les luttes pour renverser des régimes autoritaires (Amérique latine, Espagne), et pour l'indépendance (Asie, Afrique, Maghreb). À l'époque, cet intérêt pour ces causes s'appuie sur la perspective internationaliste de libération et de conversion politique des peuples et des États au modèle politique communiste. Dans les années 1980, et à plus forte raison dans la décennie suivante, l'intérêt pour les causes internationales porté par les groupes qui composent la galaxie libertaire est toujours animé par le soutien aux luttes d'émancipation, mais plutôt sur le registre de la solidarité et de l'entraide que sur celui politique et idéologique.

autonome/inorganisée et communiste qui les ont toujours animés avec, notamment, la création d'Alternative libertaire (1991), de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne dite « Attac » (1998) et du Nouveau Parti anticapitaliste (2009). Loin de n'être qu'un retour des équilibres précédents, ces groupes militants – nouveaux ou renouvelés de l'intérieur – se structurent et se différencient principalement les uns des autres par leurs choix organisationnels tandis qu'ils reconnaissent partager le large espace de sens et de valeurs défini au croisement des pensées altermondialiste et anticapitaliste.

Plus encore, si les militants des gauches communistes et anarchistes de type conseilliste ont trouvé à se regrouper au sein d'organisations aujourd'hui bien identifiées, il reste que la majorité de leurs héritiers évolue à la périphérie de ces dernières. « (…) L'influence libertaire se ressent dans une myriade de groupes investis dans la nébuleuse, qu'ils soient écologistes, anticapitalistes ou tiers-mondistes, et qu'ils se revendiquent de l'anarchisme ou non. Ces collectifs ont pour caractéristiques communes une organisation égalitaire et autonome du pouvoir politique, et un fonctionnement au consensus orienté vers la réalisation d'actions protestataires[36]. » La galaxie libertaire se compose d'OPNC qui ont pignon sur rue et de leurs réseaux militants immédiats et lointains, le tout formant une entité politique relativement cohérente. Sur le sol européen, une grande partie de cet ensemble s'est donné à observer pour la première fois dans son unité au sein de ce qu'on appelle aujourd'hui la « Convergence des luttes anti-autoritaires et anticapitalistes » (CLAAAC), mobilisée lors des premières grandes manifestations altermondialistes organisées à Gênes (2001), Florence (2002), Évian (2003) et Strasbourg (2009).

1.5 En rouge et noir

Retracer l'histoire des gauches conseillistes jusqu'à la veille des années 2000 nous a permis d'esquisser les contours de l'héritage politique des OPNC et de commencer à définir le bagage idéologique libertaire qu'elles mobilisent explicitement ou non.

Les emprunts et refontes que les OPNC opèrent à partir des idéologies communiste et anarchiste puis autonomiste esquissent une culture politique syncrétique que l'on peut qualifier, selon le dosage de rouge et de noir, de communisme libertaire ou d'anarcho-syndicalisme. Si ces trois intentions politiques ne se confondent pas tout à fait, en pratique

36. AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna, « Aux origines de l'altermondialisme français », dans AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, 2005, p. 24 ; FILLIEULE Olivier et *al.*, « L'altermondialiste en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian. », *Politix*, 2004, vol 17, n°68, p. 13-48.

elles sont souvent convoquées ensemble sous l'appellation résumée de « pensée libertaire ». À des degrés variables et en fonction des options choisies par chaque groupe militant, les OPNC s'organisent et promeuvent toutes les principes d'autodétermination politique, d'autogestion, de démocratie directe, de fédéralisme, de mobilisation collective et d'émancipation individuelle envisagés dans le cadre plus large de la lutte contre les inégalités analysées à travers le prisme de la lutte entre les classes et entre les places ou, pour mieux dire, entre les statuts (homme/femme, actifs/inactifs, etc.).

Ainsi, les OPNC que nous avons étudiées puisent une partie de leur bagage idéologique dans les cultures communistes et développent une lecture du monde social à partir des notions de classes sociales, d'inégalités et de domination. De façon plus précise, elles empruntent au courant de pensée des gauches communistes, c'est-à-dire antiléniniste, antistalinienne et anti-autoritaire ; elles sont dès lors enclines à promouvoir l'autogestion au travail comme dans l'activité militante. Du point de vue théorique, elles sont influencées par les théories marxistes dites « non dogmatiques ». Elles réfutent l'idée marxiste de révolution prolétarienne et son corollaire, le productivisme communiste, au profit de la notion de changement social entendu comme une forme radicalisée de réformisme. Leurs représentations du monde social et de la lutte politique reposent donc sur les catégories de lutte des classes (pas uniquement ouvrière) et de lutte des places[37]. Ni communiste orthodoxe, encore moins trotskiste ou maoïste, l'héritage communiste des OPNC est conseilliste. C'est entre autres sur ce point que les idéologies communiste et anarchiste trouvent à s'articuler dans le cadre de la pensée libertaire.

En parallèle, la culture politique des OPNC puise largement ses racines dans l'ensemble des pensées anarchistes. Les courants de l'anarchisme individualiste, de la pensée synthétiste et de l'anarcho-syndicalisme sont les trois principales matrices empruntées à ce corpus théorique. La culture libertaire des OPNC partage avec la pensée anarchiste les valeurs d'émancipation individuelle, d'égalité, d'autonomie et d'autodétermination politique. Par ailleurs, nombre des luttes des OPNC se structurent autour de la critique du capitalisme en tant que système d'exploitation économique généralisée et appareil de domination des masses qui ne doit pas être réformé, mais purement et simplement remplacé.

Largement inspirée par l'anarchisme individualiste, la culture politique des OPNC défend aussi une conception élargie de l'émancipation individuelle (politique, économique, culturelle, sexuelle) en tant qu'objectif politique à part entière. Ici, l'appréciation de la

37. DE GAULEJAC Vincent et TABOADA-LEONETTI Isabel, *La lutte des places*, Desclée de Brouwer, 1994.

balance entre individu et société penche clairement du côté du premier en tant qu'il est la plus petite unité politique significative dans le monde social. De ce point de vue, l'émancipation individuelle apparaît non seulement comme un préalable à l'engagement, mais encore comme une condition nécessaire à l'autodétermination et l'autogestion collective ; ces dernières ne pouvant théoriquement se fonder que sur l'existence de la première. Cet aspect de leur culture politique explique pourquoi les militants des OPNC sont aussi fermement attachés au principe de la démocratie directe et qu'ils s'opposent tout aussi fermement à celui de la délégation du pouvoir – systématiquement vécue comme une remise de soi – malgré toutes les difficultés qu'entraînent ces deux options dans le quotidien des luttes.

La pensée libertaire des OPNC est notamment construite à partir de la composante anarchiste synthétiste. Opposée à la théorie de la « plateforme[38] », celle de la « synthèse » réfute l'exclusivité du rôle du travail et de la classe ouvrière dans le processus de changement social. Sans nier la place et l'importance de ce groupe social dans la lutte politique, la « *synthèse* » affirme que « l'individualisme libertaire » est un aspect indissociable du projet anarchiste, faisant de l'homme (au sens existentiel) et de la culture des objets légitimes et incontournables de la lutte. De la pensée synthétiste, les OPNC ont finalement conservé une conception globalisante des objets et des ressorts de la lutte politique. C'est ce qui explique que les militants des OPNC se mobilisent indifféremment dans le cadre de luttes du travail (condition de travail, rémunération) et pour le travail (précarité, chômage), dans les luttes d'émancipation (immigration, sans-papiers, sans-abri, féminisme), mais aussi dans les luttes environnementalistes[39], c'est-à-dire à la fois celles écologiques (grand projet d'aménagement, OGM, nucléaire civil et militaire, etc.) et celles relatives aux modes de vie (coopératives alimentaires, système d'échange de savoirs, éducation populaire par les loisirs, simplicité volontaire[40], etc.).

La culture politique des OPNC est aussi influencée par la pensée anarcho-syndicaliste. On a déjà évoqué l'anti-autoritarisme et le rejet du principe de délégation à l'origine du refus

38. Pour rappel, la pensée anarchiste dite de la « plateforme » prend ses racines dans le communisme libertaire et condamne le courant de pensée « synthétiste », plus individualiste, comme une influence bourgeoise qui détourne l'anarchisme de ses origines ouvrières et affaiblit sa portée en tant que mouvement politique révolutionnaire.

39. Cotgrove Stephen, Duff Andrew, « Environmentalism, middle-class radicalisme and politics », *Sociological Review*, vol 28, n°2, 1980 ; Cotgrove Stephen, Duff Andrew, « Environementalism, values ans social change », *The british Journal of Sociology*, vol 32, n°1, 1981, p. 92-110 ; Robyn Eckersley, « Green Politics and the new class : Selfishness or Virtue ? », *Political Studies*, vol 27, 1989, p. 205-223 .

40. Le principe de « simplicité volontaire » se veut une déclinaison modérée de celui de « décroissance », qui incite les individus qui s'en réclament à des formes diverses de rationalisation de leurs actes de consommation. L'idée de simplicité volontaire incite à des formes variées d'économies (réduction de la consommation de certains produits), de réparation (prolongement de la durée d'utilisation), de recyclage (transformation d'un produit utilisé) et de partage (troc, covoiturage, etc.).

de s'organiser selon les modèles partisans, syndicaux et parfois associatifs chez les militants des OPNC. Cette conviction n'entraîne pas pour autant le rejet de toute forme de mise en commun et de structuration collective ; la création de groupes solidaires et mobilisés – appelés « *collectifs* » – étant perçue comme une des conditions de la défense des causes et de l'aboutissement des luttes. Ainsi, le rejet du modèle syndical n'empêche pas les militants des OPNC d'avoir fait leurs les principes de fonctionnement promus dans le syndicalisme anarchiste. Elles lui empruntent notamment son modèle d'organisation formalisé a minima ainsi que sa conception et son mode de répartition du travail militant au sein des groupes. Le principe « d'autodétermination politique » réapproprié dans les OPNC consiste ainsi à plébisciter la démocratie directe, l'autogestion et, le cas échéant, le fédéralisme par opposition au collectivisme. Dans ce cadre, les tâches qui composent le travail militant doivent être assurées par l'ensemble des individus engagés soit collectivement, soit individuellement et à tour de rôle selon les modalités du mandat impératif. En théorie, et en dépit d'une pratique nécessairement plus nuancée, les OPNC se refusent à mettre en pratique le système du mandat représentatif, mais ne s'opposent pas à désigner des représentants – élus ou volontaires – temporairement responsables devant les membres du groupe pour assurer une tâche précise pendant un temps donné. Tout en récusant l'idée selon laquelle le syndicat de travailleurs est le seul mode de structuration politique à même de fédérer les masses dans l'optique de la lutte ou du gouvernement des sociétés, les militants des OPNC reconnaissent donc la nécessité d'organiser collectivement l'activité politique et le travail militant, mais s'abstiennent autant que faire se peut de les systématiser.

Enfin, et de façon plus récente, les OPNC empruntent aussi certains de ses traits à la pensée autonomiste. Le courant autonomiste étant lui-même un héritier des gauches conseillistes, communistes et anarchistes, il est délicat et parfois superfétatoire de distinguer les traits qu'elles doivent à l'un ou à l'autre de ces trois courants. Quoique, de façon schématique, on peut néanmoins avancer l'idée que les OPNC reproduisent le rapport distancié que le mouvement autonome cultive à l'égard des contenus idéologiques et qu'elles lui empruntent une conception radicale, sinon littérale, de l'autodétermination politique et de l'autogestion en prônant un recours plus systématique à l'action directe. Ces organisations ont aussi conservé le périmètre élargi des luttes défendues par le mouvement autonome au-delà des problématiques liées au travail et à l'emploi. Enfin, les OPNC reproduisent une partie des options organisationnelles caractéristiques du mouvement autonome. Elles privilégient la constitution de groupes militants de petit taille dont les membres s'associent selon des logiques affinitaires au sein de collectifs dont le fonctionnement repose sur la libre

association et sont intéressés par des formes variées de coopérations ponctuelles et stratégiques.

« VG : Et maintenant, dans quel(s) courant(s) tu t'inscris ?

ND : Moi, je viens du marxisme et je reste marxiste dans mon interprétation des choses. Après, c'est un marxisme mâtiné de, de, de… de conceptions libertaires. Sur l'échiquier politique, pour être précis, ça s'appelle soit l'ultragauche, soit le communisme libertaire, le communisme des conseils, tout ce… ce marxisme anti-autoritaire en fait. Autogestionnaire, horizontal, basiste, tout ce qu'on veut. Et qui, pour le coup, a intégré depuis bien longtemps le féminisme, l'écologie, les questions de sexualité, les questions de… Un petit peu moins les animaux, mais un petit peu, à la marge. Enfin, la notion de droit des animaux. Bref, un truc qui est antidogmatique, qui est antibolchevique, anti, heu… Historiquement, classiquement, certains étaient plutôt pour la violence. Mais à mon sens, ça se marie bien avec l'altermondialisme et sa remise en question de la centralité du pouvoir et de la violence comme instrument de la révolution. »

Nicolas Deli, militant Désobéissants et antinucléaire, entrepreneur de cause.

Conclusion du chapitre 1 : L'intention libertaire comme tension historique

Visiter l'histoire des organisations politiques des gauches conseillistes nous permet de constater l'existence continue, depuis le début du XX^{e} siècle, d'un courant de pensée politique enclin à tenter la synthèse des idéologies communiste et anarchiste, puis autonomiste que l'on reconnaît aujourd'hui sous le qualificatif de « libertaire ». Les collectifs de lutte auxquels nous avons choisi de consacrer ces travaux sont les derniers-nés et, ce faisant, les héritiers de cette tradition politique et militante. Ils en empruntent le bagage idéologique libertaire, la double influence théorique du communisme et de l'anarchisme ainsi que la tension permanente entre aspiration au commun (collectivisme) et autodétermination politique (individualisme).

La lecture transversale de l'histoire des gauches conseillistes nous a montré que les gauches communistes penchent tantôt du côté du collectivisme tantôt du côté conseillisme ouvrier, tandis que les organisations anarchistes suivent un mouvement de balancier entre les postures plateformiste et synthétiste. De façon moins visible et aussi plus tardive, nous avons constaté que les groupes qui composent la mouvance autonome achoppent aussi régulièrement sur cette problématique, en particulier dans le cadre de mobilisations collectives de grande ampleur où se pose systématiquement la question des modalités de la coopération politique avec les autres groupes. Comme leurs aînées, les OPNC continuent à se heurter et à se diviser entre elles sur la question organisationnelle. Elles oscillent entre deux options qui prônent, respectivement, la mise sur pied d'une structure unifiée et hiérarchisée autour d'une ligne politique commune ou d'un modèle fédératif basé sur l'autodétermination politique et l'autonomie d'action de chaque groupe. Au-delà de l'intérêt qu'il y a à retracer l'histoire des organisations conseillistes jusqu'à aujourd'hui et à cerner plus précisément les valeurs qu'elles défendent, les constats établis amènent à réévaluer l'importance des ressources organisationnelles. Loin de n'être que des options de forme, elles traduisent autrement le projet politique des groupes militants qu'elles contribuent à faire exister et reflètent une partie des caractéristiques sociales des militants qu'elles parviennent à mobiliser.

Chapitre 2. Un processus de cadrage en clair-obscur

L'absence de références idéologiques explicites associée à la grande variabilité organisationnelle qui existe chez les OPNC conduit, de prime abord, à penser la culture politique de ces organisations comme inachevée au sens péjoratif d'incomplète ou, plus évolutionniste, d'une construction en cours. Au contraire, nous faisons l'hypothèse que cette absence et, pour être plus précise, cette invisibilité organisée signent définitivement la culture libertaire des OPNC. Dans ce cas, le peu de mise en valeur des références idéologiques et théoriques qui alimentent la pratique politique des militants ne doit pas être interprétée comme un défaut de références, mais au contraire comme le résultat d'un processus de politisation singulier.

La philosophie et l'histoire des pensées politiques nous ont habitués à étudier les mobilisations collectives par le biais des corpus organisés de valeurs qui leur servent de guide. Les contenus idéologiques sont devenus des marqueurs essentiels à l'analyse des mouvements sociaux au point de constituer une grille de lecture appliquée de façon systématique à toutes les formes de pratiques revendicatives. Historiquement, notamment du fait de la prédominance des discussions théoriques dans les mobilisations qui se sont développées au XX^{e} siècle, la référence à un corpus idéologique organisé est passée du statut d'une dimension remarquable des mouvements sociaux à celui d'un ingrédient obligé d'une mobilisation collective reconnue comme telle. Or, les OPNC se démarquent de cette norme en renonçant, de façon plus ou moins explicite, à se doter ou se revendiquer d'un corpus idéologique aussi précis et construit.

Les ressources idéologiques fournissent aux militants un cadre de pensée à travers lequel réfléchir sur les problèmes sociaux qui les préoccupent, un support pour donner forme à leurs pratiques de mobilisation, les moyens de se vivre en tant que groupe solidaire et, enfin, des qualités visibles de l'extérieur qui leur permettent d'être identifiés et compris dans leurs intentions par leurs interlocuteurs. De ce point de vue, l'élaboration et la revendication d'un référentiel idéologique apparaissent bien comme une des constantes des mobilisations collectives. Ce faisant, les motifs et les effets de ce renoncement au sein des OPNC ne peuvent qu'interroger le sociologue du politique. Compte tenu de l'importance structurelle de la mobilisation des ressources idéologiques, on comprend mal comment des organisations contestataires – souvent portées par des petits effectifs militants – peuvent renoncer à cette manne. Comment et pourquoi ces éléments de culture politiques sont-ils invisibilisés dans les OPNC ?

Comprendre les mécanismes qui participent à cet effacement, les nécessités auxquelles il répond et les objectifs qu'il sert passe par le fait d'accorder une attention toute particulière aux manières de penser, de parler et de présenter les objets de lutte défendus par les militants afin de justifier de leur engagement. C'est en portant attention à ces pratiques que nous pourrons comprendre comment l'euphémisation des apports idéologiques est politiquement significatif, mais aussi socialement efficace. Cette option révèle une stratégie de recrutement des militants et de politisation des militants propre aux OPNC.

2.1. L'effacement des marqueurs idéologiques

Après avoir permis d'établir l'absence de marqueurs idéologiques explicites dans le quotidien des groupes politiques, l'observation approfondie amène à constater que ce renoncement est un produit à part entière de la mobilisation dans les OPNC et, ce faisant, le résultat d'une démarche active de la part des militants. Dans les quatre objets d'étude observés, la neutralisation des marqueurs idéologiques est recherchée et mise en œuvre volontairement de façon plus ou moins lucide et stratégique par les militants, et en particulier par les entrepreneurs de cause. Dans cette configuration, l'absence de référence à un corpus idéologique explicite apparaît moins comme un renoncement à toute mise en forme d'une pensée politique structurée que comme un marquage politique d'autant plus puissant qu'il agit en creux. L'effacement organisé des marqueurs idéologiques signale, non seulement, un bagage politique spécifique, mais agit encore comme un puissant facteur distinctif. En effet, dans la mesure où cette option politique n'apparaît pas directement pour ce qu'elle est, elle agit d'abord auprès des militants comme le marqueur de l'option « *alternative* » que les OPNC ont l'ambition d'incarner du point de vue de la participation politique, en comparaison avec la proposition des OPC. Par l'effet de ces positions relatives interposées, une certaine forme d'abstention idéologique agit finalement pour les OPNC comme une opportunité de recrutement des militants et de maintien de la mobilisation collective là où elle ferait défaut aux entreprises politiques institutionnalisées.

À partir de l'observation croisée du travail militant développé quotidiennement au sein des quatre organisations de référence de notre étude, nous avons identifié quatre procédés à travers lesquels sont organisés l'effacement des marqueurs idéologiques et l'euphémisation des enjeux qu'ils recouvrent. Ces mécanismes, pratiques et discursifs, sont mis en œuvre par l'ensemble des individus mobilisés à des niveaux différents. Tandis que les militants les plus aguerris, notamment les entrepreneurs de cause, mobilisent activement ces procédés sur le

registre stratégique, ceux qui sont les moins expérimentés les emploient et/ou s'y conforment sur un mode plus passif jusqu'à accéder à leur parfaite maîtrise.

2.1.1. Dépassement

Les premiers de ces mécanismes consistent en des pratiques discursives et performatives qui désamorcent la question idéologique en arguant de son obsolescence, en euphémisant les enjeux qu'elle recouvre ou encore en minimisant les effets de ces derniers dans le quotidien des luttes. Dans leur charte, les Désobéissants tiennent pour acquis « *l'absence de contradiction entre les différentes causes menées dans l'optique alter-mondialiste*[41] ». On notera ici la césure introduite dans le terme originel d'« altermondialiste » dans le but d'élargir l'audience de la charte à toutes les causes qui relèvent d'une alternative au fonctionnement actuel de l'économie capitaliste mondialisée, sans nécessairement se limiter aux perspectives politiques développées au sein du mouvement Attac. Tout en l'évoquant indirectement, ce mot d'ordre réussit subtilement à faire de la problématique de la cohabitation et de la coopération entre les différentes cultures politiques un enjeu dépassé et, de ce fait, dépassable. Le message implicite est que la recherche de l'unité à partir de la définition d'une ligne politique commune, parce qu'unique, est une impasse. En suggérant que la question ne se pose déjà plus en ces termes, il s'agit d'affirmer et de promouvoir un mécanisme de coopération organisé non pas à partir d'un contenu idéologique partagé, mais de pratiques équivalentes ou complémentaires mises en œuvre à partir d'intentions politiques non contradictoires.

Sur un registre sensiblement équivalent, les compagnies de Théâtre de l'Opprimé·e, ou TO, s'expriment ainsi en faveur de « la transformation sociale et politique », tandis que les mangeurs et producteurs réunis en AMAP se revendiquent unanimement de « l'agriculture paysanne » et du « développement durable[42] ». Dans ces cas, l'évocation de principes généraux – qui plus est généreux – et aux contenus peu précis permet de proposer une ligne de mire aux militants sans pour autant aller jusqu'à expliciter les enjeux idéologiques que ces termes contribuent finalement autant à désigner qu'à masquer. Par exemple, l'expression « d'agriculture paysanne » s'appuie sur l'image d'Épinal dont se revendique encore largement l'ensemble de la profession, alors même que ses rangs sont largement divisés, notamment sur les questions relatives à l'écologie. Sous cette forme, cette proposition apparaît non seulement

41. Extrait du manifeste des Désobéissants, accessible à partir du site http://www.desobeir.net et à consulter dans l'annexe n° 1, p. 398.

42. Ici, la référence à la notion de « développement durable » doit s'entendre comme la référence à une pratique, ici agricole et commerciale, dont les modalités de mise en œuvre sont économiquement viables, socialement équitables et écologiquement saines.

souhaitable, mais devient encore difficile à réfuter pour ses détracteurs alors même que les principes qu'elle recouvre, tels que le non-recours aux intrants chimiques, la réduction de la taille des exploitations ou la production selon les normes biologiques, prêtent largement au débat et à la contradiction parmi les professionnels et consommateurs, y compris chez les plus convaincus.

Ce mécanisme de présentation est particulièrement mobilisé dans les textes, chartes et autres règlements qui encadrent les pratiques militantes des OPNC que nous avons observées. Bien que les termes employés indiquent effectivement une direction politique, c'est finalement ce que leur usage permet de ne pas avoir à trancher ou à décider une fois pour toute qui s'avère efficace pour la mobilisation. Du point de vue de l'emploi des ressources idéologiques, le recours à ce type de revendication agit finalement en trompe-l'œil. En effet, ces propositions génériques autorisent plusieurs niveaux de compréhension et d'adhésion au message qu'elles véhiculent. Pour un militant initié ou un observateur attentif, elles convoquent implicitement des références idéologiques significatives qui composent une grille de lecture politique très précise du monde social. Dans le même temps, du fait de leur imprécision ou de l'absence d'une définition arrêtée et reconnue par tous, elles permettent à des individus engagés, mais peu ou pas (encore) politisés d'en faire une appréciation souple sur le registre de la déclaration d'un principe dont les contours et la mise en œuvre restent à élaborer collectivement au sein des groupes militants et, donc, en partie par eux-mêmes.

Le principe de « *convergence des luttes* » invoqué par les militants Désobéissants est particulièrement représentatif de ce procédé puisque, tout en exprimant une idée apparemment simple et frappée au coin du bon sens, elle n'est pas interprétée de la même manière selon les individus qui y font référence. Son caractère générique vient, en quelque sorte, alimenter la réflexion politique des individus engagés au niveau exact où ils souhaitent ou sont capables de s'en saisir. Alors que certains y reconnaissent un projet politique à part entière conduisant à la formation d'une force politique coalisée dotée d'un pouvoir d'influence significatif par le truchement de la désorganisation, d'autres l'entendent comme une direction à suivre dans l'optique du seul renforcement de la position politique incarnée par les OPNC, tandis que d'autres encore l'envisagent plus globalement comme l'indice d'une intention politique marquée par une aspiration au collectif et aux « *communs*[43] ».

43. Ce terme indigène, sans faire référence à la pensée communiste dont il s'inspire, est utilisé pour qualifier une chose ou un service qui relève du bien commun, c'est-à-dire de la propriété collective. Les exemples les plus discutés concernent l'accès aux ressources naturelles (eau, semences, terres arables et, dans une moindre mesure, Internet, etc.). Ces ressources non créées par l'homme (à l'exclusion d'Internet) ne pourraient être privatisées et devraient donc être gérées collectivement afin d'être accessibles à tous sans conditions. Proche de la notion de « service public », celle de « commun » entend désigner un ensemble de choses et de services dont la propriété se définit notamment par l'usage.

L'emploi de principes politiques génériques autorise ainsi chacun à donner la profondeur qui lui convient aux termes qu'il mobilise à un moment donné. De même que le principe qui veut que la beauté soit dans l'œil de celui qui regarde épargne aux observateurs d'avoir à s'entendre sur la définition de canons esthétiques communs : ici, les implications idéologiques et stratégiques qu'implique la poursuite de ces objectifs ne sont pas soumises à la discussion. L'énoncé d'une ambition politique générique telle que la « *convergence des luttes* », « *la transformation sociale* » ou l'avènement de « *l'agriculture paysanne* » permet de créer les conditions de perception d'un horizon partagé entre tous les militants, mais qui n'a pas l'ambition d'être ou de devenir commun au sens strict du terme.

Au-delà de ce premier niveau de lecture, les points de vue sur les options à prendre et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre un objectif politique donné commencent, bien sûr, à diverger sensiblement sous l'influence de références idéologiques sous-jacentes qui animent chaque individu et/ou groupe. Ces divergences ne tardent pas à produire leurs effets au sein des groupes et favorisent l'émergence de tendances concurrentes que leurs défenseurs réaffirment à chaque occasion. Si ces différentes positions divisent le groupe, elles ne sont pas vécues comme des défauts de cohérence ou des écarts, mais comme des options également légitimes qui n'ont pas à être départagées a priori puisque leur existence est inhérente à l'exercice de la mobilisation collective. La petitesse des groupes militants et la conscience nécessairement partielle que les militants ont de ce qui les rassemble, mais aussi de ce qui les sépare, expliquent ce parti pris. Il leur permet en effet d'organiser la cohabitation de ces points de vue et, le cas échéant, la prédominance temporaire des uns sur les autres sans remettre en cause la légitimité et l'intégrité du groupe militant.

Cette capacité d'ajustement marginale se donne particulièrement à observer dans les organes de type fédératif, au sein desquels s'associent, temporairement ou non, les OPNC, à l'image du Comité Inter-AMAP 44. Ce groupe rassemble l'ensemble des représentants des AMAP volontaires au sein d'un collectif dont l'ambition est de réfléchir collectivement au développement des AMAP sur le territoire et, le cas échéant, de coordonner l'effort collectif en mutualisant des moyens. Chacune des AMAP qui composent ce comité organise son activité en fonction de l'interprétation plus ou moins radicale qu'elle fait des principes contenus dans la charte des AMAP. Si les AMAP partagent les références à l'agriculture paysanne, au développement durable et au localisme, tous les groupes locaux, du fait de leurs différentes sensibilités idéologiques, des opportunités dont ils disposent (nombre de

mangeurs, accès aux producteurs) et des contingences pratiques, n'en font pas strictement la même interprétation.

Au sein du Comité Inter-AMAP 44, ces différentes tendances s'expriment notamment au sujet de l'obligation ou non faite aux AMAP de s'associer uniquement avec des exploitants qui produisent selon le cahier des charges de l'agriculture biologique et qui ont obtenu la certification correspondante. Or, sur ces points, les options défendues par les différents groupes de mangeurs et catégories de producteurs divergent. En effet, le texte de référence de la charte ne traite pas précisément de cette question et ne permet donc pas de départager les différents points de vue. Les repères idéologiques mobilisés, à la fois théoriques et pratiques, sont façonnés de telle sorte qu'ils autorisent plusieurs niveaux de lecture qui s'étirent d'une interprétation stricte, relevant d'une lecture termes à termes, jusqu'à une appréciation d'ensemble plus souple, en passant par toutes les positions intermédiaires. La façon dont se manifeste cette question dans le Comité Inter-AMAP 44 est caractéristique du jeu de position et d'opposition qui s'instaure entre les militants mobilisés à partir de principes génériques.

Il existe trois postures différentes et, bien sûr, concurrentes sur les questions de l'opportunité de réserver le marché des AMAP aux producteurs biologiques et de l'obligation de la certification. Elles sont perçues à la fois comme légitimes et irréductibles tandis que leur coexistence, même houleuse, apparaît normale et même souhaitable, c'est-à-dire non problématique. On trouve ainsi des producteurs tenants d'une ligne stricte qui prônent des méthodes de production biologiques certifiées et militent pour que le marché de niche des AMAP soit réservé à cette catégorie d'exploitants. Leurs arguments consistent à défendre l'idée que le système de solidarité économique dont procèdent les AMAP doit profiter aux exploitants dont le niveau d'exigence, notamment écologique, dessert le plus en termes de coûts de production et de conditions de rémunération de leur travail. En ce qui concerne l'impératif de certification, ils insistent sur l'idée que certains groupes de mangeurs pourraient se faire facilement abuser par des producteurs qui se revendiqueraient d'une démarche biologique sans en adopter l'ensemble des contraintes. Ce point de vue vient se heurter à celui des producteurs qui, tout en étant largement sensibles à la question écologique et sanitaire, produisent selon le principe de l'agriculture raisonnée et/ou sont en cours de conversion à la production biologique sans pouvoir encore s'en réclamer. Leurs arguments consistent à défendre l'idée que les AMAP sont avant tout des leviers de sensibilisation et de conversion progressive des producteurs aux valeurs écologiques. De ce point de vue, l'accès aux contrats AMAP doit rester ouvert afin que le plus grand nombre de producteurs puissent

profiter de la force de conviction, de l'émulation collective et de la sécurité économique qu'ils procurent pour assurer les phases de transition toujours périlleuses entre deux modes d'exploitation[44]. Enfin, un troisième et dernier groupe de producteurs, souvent les moins nombreux, observe une position intermédiaire. Ils travaillent généralement dans le respect du cahier des charges de l'agriculture biologique, mais se refusent, pour des raisons économiques et politiques, à faire les démarches de certification. Une partie des producteurs engagés dans les AMAP de Loire-Atlantique s'opposent à la certification au motif que c'est un coût supplémentaire[45], sinon une sanction, imputé à des exploitations déjà fragiles économiquement alors qu'elles participent à l'effort global d'assainissement des méthodes de production. Rapporté au système de subvention de la PAC, qui valorise les exploitations en proportion du nombre d'hectares exploités et exclut mécaniquement cette catégorie d'exploitants, le coût de la certification leur apparaît non seulement comme une taxe injuste et dissuasive, mais encore comme un choix politique délibéré contre lequel ils s'élèvent en refusant d'intégrer un système qu'ils jugent déloyal. La variété des points de vue observables chez les producteurs croise aussi celle exprimée par les mangeurs par la voie de leurs représentants. Suivant la couleur politique des groupes, ces derniers vont plébisciter la certification biologique stricte, jouer de la force de conviction et de conversion qu'on leur prête en optant pour un panachage des modes de production en travaillant dans le sens de leur verdissement, ou encore privilégier la relation directe aux producteurs en reléguant la question des modes de production et de la certification au second plan.

Ces positions proches, mais potentiellement contradictoires, révèlent les lignes de force politique qui structurent le fonctionnement du Comité Inter-AMAP. L'expression systématique de ces différents points de vue au cours des comités alimente les jeux de position et d'opposition entre les différents groupes de mangeurs, mais jamais au point de les fragiliser.

44. Pour mémoire, lorsque les terres agricoles ne sont pas déjà exploitées selon les méthodes biologiques, l'obtention du label « Agriculture biologique » exige que soit respecté un délai de conversion, variant selon les productions et les antécédents, qui peut aller jusqu'à 3 ans. Durant ce laps de temps, le producteur peut soit laisser la terre en jachère, soit l'exploiter dans le respect du cahier des charges biologique, mais sans pouvoir s'en prévaloir pour la vente de ses produits. La phase de conversion d'une exploitation est un facteur potentiel de fragilisation économique puisqu'elle implique soit de réduire le volume de terres effectivement exploitées, soit d'augmenter les coûts de production des produits du fait du surplus de main-d'œuvre qu'exige la production biologique, sans pouvoir les répercuter sur les prix de vente. Dans les deux cas, et tout particulièrement pour les plus petites exploitations, la période de conversion peut entraîner une réduction importante du chiffre d'affaires. Dans cette configuration, la signature de contrats AMAP est une véritable opportunité, en garantissant des revenus réguliers – même limités –, théoriquement calculés pour rémunérer le travail effectivement mis en œuvre par le producteur et pas seulement la qualité certifiée de ses produits. Lorsqu'un groupe de mangeurs fait le choix de soutenir un producteur en cours de conversion, il rémunère financièrement, mais aussi symboliquement, l'effort de conversion.

45. Malgré la possibilité d'obtenir des aides, la conversion à l'agriculture biologique entraîne non seulement des coûts, mais aussi souvent un manque à gagner important. Vient ensuite s'ajouter le coût du contrôle annuel obligatoire, qui est entièrement à la charge de l'exploitant (de 400 à 1 000 euros en fonction de la taille et de la nature de l'exploitation).

En effet, si la création des Comités Inter-AMAP est le signe que la confrontation des points de vue est jugée utile, reste qu'elle n'est pas censée aboutir à l'établissement d'une norme. Sur ce sujet particulier, chacune des propositions évoquées est tenue pour pertinente du fait de la part de réalité qu'elle décrit. Pour autant, chaque groupe est renvoyé à sa responsabilité quant aux options qui sont les siennes. De ce point de vue, les Comités Inter-AMAP sont des lieux de débat et d'expression des conflits dont le fonctionnement repose sur le mécanisme de la persuasion et de la conversion plutôt que celui de l'arbitrage majoritaire.

Du fait de l'adoption de ce système de discussion collective, l'observation du Comité Inter-AMAP, sur un délai trop court, pourrait facilement laisser l'impression du maintien d'un statu quo frileux que traduirait l'emprunt de postures loyaliste ou apathique par les groupes qui le composent. Mais ce serait ignorer que ces positions s'inscrivent dans des rapports de force politique et que l'influence continue qu'elles exercent sur le comité n'a aucunement besoin d'être formalisée par des procédures pour produire des effets. En pratique, cela se traduit de trois façons différentes dans le fonctionnement des instances fédératives. La première, c'est de n'entraîner qu'un faible volume de changement des points de vue et de pratiques. La deuxième, c'est que les conversions, si peu nombreuses soient-elles, sont le fruit d'un long processus de maturation et se donnent systématiquement à voir comme un choix politique d'autant plus (re)marqué qu'il est fait en conscience. Enfin, la troisième, et c'est là l'aspect le plus remarquable de ce mécanisme, c'est que ces débats qui n'ont finalement de feutrés que le nom innervent la discussion et la dynamique collective aussi sûrement que s'ils étaient menés de façon visible et ouverte. En dépit du fait qu'ils n'ont pas vertu à aboutir à une prise de décision unanime, leur simple existence oblige les militants et groupes à se positionner les uns par rapport aux autres et, pour ce faire, à interroger leurs propres pratiques d'engagement ainsi que les valeurs – en partie implicites – qui les motivent. Ainsi, ce qui peut apparaître comme un système de discussion collective défaillant, car apparemment non contraignant, agit bien comme un mécanisme de révélation des enjeux qui structurent la défense de la cause. Ce système de régulation contraint les groupes et les militants qui les composent à prendre et à révéler leur position et, par là, à entrer dans le débat et à en discuter pour éventuellement les remettre en question.

Ce mécanisme n'est pas aussi spécifique qu'on pourrait le croire et n'est pas l'apanage des seules OPNC. Il est aussi à l'œuvre dans les OPC, dans lesquelles il agit comme un facteur de régulation des débats internes à la fois en amont et, dans une moindre mesure, en aval des procédures formalisées de construction des décisions collectives. En effet, sauf situations

exceptionnelles, ces mécanismes consistent en l'enregistrement du résultat des débats qui les ont précédés entre les différentes tendances. N'ayant pas l'utilité de consolider l'unité politique formelle nécessaire à la mobilisation efficace d'un appareil politique, le souci des OPNC, notamment du fait de la petitesse des effectifs militants, est plutôt d'organiser la cohabitation des tendances. Le recours à ce système de discussion collective non assortie de l'obligation de trancher permet de révéler les points de désaccord irréductible qui divisent potentiellement le groupe et, ce faisant, de les écarter explicitement du débat au bénéfice de sa cohésion sans pour autant ignorer leur existence.

Loin d'être une modalité de fonctionnement angélique, ce système permet aux militants de ne pas avoir à mener des guerres de position à l'intérieur de groupes caractérisés par la petitesse de leur effectif avant que la mise en œuvre d'une action, l'élaboration et la signature d'un texte ou la mise sur pied d'une nouvelle campagne d'information ne l'exigent. Du fait même qu'ils sont régulièrement exprimés, les points de discussion qui opposent radicalement les différentes tendances au sein des groupes mobilisés sont connus de tous. Sans être niés, ces débats sont subordonnés le plus longtemps possible à l'unité, ne serait-ce que pratique, des groupes militants. Dans le cas des AMAP, la conviction que chacun des groupes participe d'une manière ou d'une autre au soutien à un producteur et à la promotion de l'agriculture paysanne et du modèle de l'AMAP prévaut sur les autres aspects de la mobilisation. Cette conception du collectif s'appuie sur le fait de focaliser sur ce que les militants et les groupes partagent a minima – pratique générique – plutôt que sur les différentes modalités possibles de sa mise en œuvre. Du reste, lorsque les options des uns et des autres divergent au point de ne plus pouvoir cohabiter, les divisions idéologiques jouent pleinement leur rôle et le conflit se solde par des formes plus ou moins radicales d'exit[46] (retrait momentané, départ individuel, scission). Le cas des instances fédératives des réseaux d'AMAP et, notamment, celui d'Alliance Provence est symptomatique de cette situation. Deux tendances concurrentes ont cohabité au sein de cet appareil fédératif sans remettre en cause la diversité des pratiques des différents groupes pendant des années. Ces deux points de vue étant devenus irréconciliables, chacune des AMAP membre s'est repositionnée afin de mettre

46. Dans la lignée des travaux de BAJOIT Guy (1988) et de HIRSCHMAN Albert O. (1995), nous faisons régulièrement appel aux quatre notions *exit*, *voice*, *loyalty* et *apathy* pour décrire les différentes réactions et comportements accessibles aux militants ponctuellement ou durablement insatisfaits du fonctionnement du groupe politique auquel ils appartiennent, et de leurs effets sur la vie collective de ce dernier. Plus ou moins engageante et ouvertement critique, chacune de ces postures définit une attitude et une intention vis-à-vis du collectif de lutte suivant qu'on le quitte bruyamment ou non, qu'on le critique dans l'optique de la réforme au risque de la scission, ou qu'on décide le maintien du statu quo dans l'optique de la préservation – quitte à aliéner une partie de la dynamique militante. Pour plus de précision, voir notamment : BAJOIT Guy, « Exit, voice, loyalty… and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, 1988, p. 325-345 et HIRSCHMAN Albert O., *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, Fayard, Paris, 1995.

en œuvre son principe d'action – développement d'AMAP – en fonction de ses options idéologiques de référence sans plus tenir compte de l'activité des autres. Les unes, minoritaires, sont restées dans l'ancien appareil fédératif, les autres, majoritaires, se sont rassemblées dans une nouvelle organisation commune non formalisée.

En tant qu'OPNC et dignes héritières de leurs aînées communistes, anarchistes et autonomistes, les AMAP rassemblées dans l'association Alliance Provence se sont séparées sur des considérations organisationnelles et donc éminemment politiques. Ce débat opposait les tenants de la mise sur pied d'un appareil politique unifié en tant qu'organe de pilotage du développement des AMAP dans la région et ceux qui privilégiaient le maintien d'une coalition de principe où chaque structure est un moteur indépendant de la défense de la cause. Si les échanges de coups et de contrecoups ont abouti à une scission au sein de l'association Alliance Provence, ce débat traverse l'ensemble des organes fédératifs des AMAP depuis leur création sans que cela aboutisse à leur dissolution. Ces deux points de vue politiques cohabitent au sein du Comité Inter-AMAP de Loire-Atlantique et s'expriment très distinctement dans les propos de deux figures du mouvement au niveau local (extraits n° 1 et 2) qui s'opposent sur le sujet, tout en appartenant au même groupe de mangeurs.

Extrait n° 1 : mangeur, coordinateur de l'AMAP et représentant au Comité Inter-AMAP 44, partisan de la création d'un appareil fédératif.

« VG : Les AMAP commencent à représenter un peu de monde. Les Comités Inter-AMAP d'un côté, Alliance Provence de l'autre ; ce n'est pas les mêmes manières d'envisager les choses, de s'organiser, etc. ; mais ça commence à avoir un poids. En discutant avec les gens, j'ai vu qu'ils commençaient à y avoir des démarches vers les élus, la mairie, le conseil général, etc.

JS : Nantes Métropole.

VG : Aussi. C'est quoi les rapports des AMAP avec les pouvoirs publics ?

JS : Alors il y a deux niveaux très, très, très, très différents pour l'instant selon moi. Et c'est là que le bât blesse, franchement. À l'intérieur de notre AMAP et j'ose espérer des autres AMAP, ça roule, c'est impeccable. Mais avoir des représentants de l'Inter-AMAP ? J'y suis allé une fois, je me suis endormi. Je tombe. Je ne suis pas fâché, mais c'est juste qu'ils tiennent totalement ce truc-là… Là on était dans de la militance, dans le refus de ceci… Comme il se trouve que dans mon boulot je suis un peu dedans, j'ai représenté des AMAP avec deux autres personnes pour aller rencontrer le vice-président de l'agglo pour voir s'il n'y avait pas des terres dispo pour faire du bio dans le coin. Enfin bon je connaissais, je suis dans la boutique, alors j'étais dans les trois. Mais pourquoi j'y ai été, moi ? Qui m'a demandé ? Pas clair, pas clair, pas clair. Y aurait tout un boulot à faire pour structurer tout ce bordel, quoi. L'Inter-AMAP, pour être clair, c'est très flou pour l'instant. Alors je m'y suis mis, c'est marrant parce j'ai lancé une AMAP, je suis le coordinateur et je n'étais pas dans la discussion depuis le début. Et puis je vois des trucs passer, je ne sais pas qui est qui là-dedans, je me dis qu'il faudrait structurer tout ça.

VG : L'idée de structurer un système au-dessus des AMAP revient à créer un niveau de

prise de décision supplémentaire ?

JS : Oui, mais il faut. C'est par la force des choses, c'est pragmatique. On a un politique à voir, qui va le voir ? Et au nom de qui ? Et pour dire quoi ? Pour défendre quoi ? Là, il faut qu'on discute, quand même. Moi, j'ai des idées, l'autre à côté il a complètement autre chose. Qui y va ? C'est pour défendre mon point de vue ou son point de vue ? Parce qu'à partir du moment où on est dans l'individuel, chacun fait… Y a un moment où il ne faut plus être dans l'individuel, il faut songer au collectif. Je ne pense pas que ce soit nécessaire au sein de l'AMAP, ça marche très bien en associatif, en association de fait plutôt. Mais là, on arrive à un niveau où… En quoi je suis représentant des AMAP ? Et qu'est-ce que je demande ? De quoi on a besoin prioritairement ? Donc là, désolé il faut qu'on arrive à l'organisation pyramidale. Je ne suis pas fan, mais c'est indispensable. Il faut qu'il y ait un représentant des AMAP. Il faut que l'Inter-AMAP soit M. ou M^{me} Untel.

VG : Ce serait deux niveaux différents ?

JS : Sur autre chose. On représente, là, heu… S'il n'y avait qu'une AMAP sur Nantes et que c'était la nôtre. Là, on se serait sans doute créés en association avec un vrai responsable qui nous représente au niveau politique. Mais ce n'était pas du tout utile, on se démerde très bien comme ça et c'est super. Mais là, dans l'Inter-AMAP, il faut qu'on décide qui fait quoi, qui dit quoi, qui défend quoi. C'est quoi nos priorités ? On n'en parle pas, mais on va négocier. On va négocier quoi ? Là, moi, je trouve qu'on n'est pas clairs quand même, pour le moins.

VG : Dans les collectifs que je côtoie, il y a une contradiction, je ne sais pas si elle est réelle, mais elle est au moins vécue, à organiser et à structurer. Finalement les gens préfèrent ne pas le faire, quitte à faire le deuil du surplus d'efficacité que cela pourrait avoir.

JS : Voilà, c'est ce que j'allais dire. C'est-à-dire, en gros, on accepte de ne pas être efficaces, quoi. C'est-à-dire, c'est, on s'empêche nous-mêmes de se développer, de développer cette idée qu'on trouve tous bonne. Du coup, qu'est-ce qui se passe ? La nature ayant horreur du vide, c'est qu'on continue, à part dans les tous petits endroits où on est, à laisser se développer un système qu'on trouve nul. Je ne trouve pas ça très satisfaisant. Il se trouve que, par pragmatisme, le fonctionnement actuel de chaque AMAP me semble super. Mais que, aussi par pragmatisme, puisque ce modèle est bon et parce que moi je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui pense que c'est mauvais, il faut le développer. Parce que, par contre, pour les autres systèmes où tout le monde trouve pis que pendre à redire… Enfin, pourquoi on laisse les autres s'organiser et nous non ? Là on arrive clairement sur de la politique où on va revendiquer des trucs, les faire porter, les faire évoluer. Soit on fait un cercle vertueux, soit on ne fait rien, quoi. Et là, on ne fait rien. C'est vexant.

VG : Ça se traduit par une peur du jeu politique ?

JS : Oui, bien sûr. On est avec des… Souvent les quelques responsables AMAP que j'ai pu voir sont… ce que je disais tout à l'heure. Un peu négatifs, c'est contre, heu… Bah oui, mais bon, là, c'est des raccourcis terribles, à la hache. C'est comme ça que les Verts ont démarré il y a 20 ans. C'était que des associatifs qu'étaient machin… Oui, mais si on veut qu'à un moment, si on est tous d'accord et que les gouvernements continuent à nous emmerder à polluer, on les laisse faire ? On ne veut pas de chef, on ne veut pas de machin, oui, mais enfin bon, on veut que ça arrête ce truc-là ou pas ? Bon, y a des associations qui ont fait les Verts, d'autres sont restées et ont critiqué, mais qui n'ont rien fait. Et là, avec les AMAP, on est typiquement sur ça. On est à la naissance des Verts. Y a un moment il va falloir qu'on se structure. Y en a à qui ça ne plaît pas. Pourquoi vous trouvez l'idée mauvaise ? Vous n'avez pas envie qu'elle se développe ? Il faut y aller. Moi, mon métier, c'est être dans la politique à fond, donc

pour moi, c'est clair.

VG : C'est une évidence ?

JS : Oui, voilà. Et pourtant le fonctionnement de mon AMAP est génial comme ça. Et je ne veux surtout pas mettre de pyramide ou de choses comme ça. Mais pour permettre cette autonomie non seulement de fonctionner et de faire des petits, il faut qu'on structure. Je veux dire voilà. Pour que son gamin devienne autonome, il faut qu'on fasse son rôle de parent. Ah oui. Alors le parent, des fois, il n'est pas sympa, des fois, il se plante, mais il fait son boulot. Il essaie, quoi. Là, il faut qu'on ait un petit peu quelque chose comme ça, je pense. »

Jacques Soudeux, mangeur et coordinateur en AMAP, militant du groupe les Verts, conseiller auprès des élus Verts de sa commune de résidence.

Extrait n° 2 : mangeuse, créatrice de la première AMAP en Loire-Atlantique, représentante dans le Comité Inter-AMAP 44, partisane de la désorganisation.

« VG : C'est quoi les réunions Inter-AMAP ? Comment ça fonctionne ?

DM : Il n'y a pas de supervision des AMAP.

VG : D'accord. Mais à quoi ça sert, alors ?

DM : C'est une coordination des AMAP au niveau local. Comment ça s'est mis en place la première fois. J'essaie de réfléchir. Comme on avait des liens avec les autres AMAP, comme c'étaient des AMAP issues de la première, je crois que c'est venu de là. Ça devait être au moment où sont apparues les premières difficultés [contrôles sanitaires et de la CCRF[47]]. *On s'est dit qu'il fallait peut-être qu'on réfléchisse collectivement à comment on fait évoluer les AMAP, quelles valeurs on veut mettre en avant. Et puis on devait être sollicités par la presse, aussi.*

VG : Le reste du monde vous est tombé sur le dos et il a fallu gérer ça ?

DM : On s'est dit il fallait peut-être qu'on s'organise un petit peu, tout en restant indépendants. Mais en effet, c'est compliqué. Parce qu'on n'est pas tous pareils. Déjà les producteurs qu'on a, ils ne sont pas tous comme celle de G., militante puriste. On a aussi des producteurs qui se convertissent au bio, qui n'étaient pas dans le bio avant, ou alors qui s'installent et qui sont fragiles. Ils n'ont pas le punch, donc ils ne peuvent pas forcément adhérer à un discours radical parce qu'ils ont peur… Ils ont plus besoin d'être soutenus. Et puis dans les consommateurs, il y a la même chose. On a ceux qui sont hyper rigoureux sur l'application de la charte et… heu… Au moins, l'avantage que j'ai d'être ancienne, c'est que j'ai pu éprouver différentes choses. Et le truc, c'est que, dans ma nouvelle AMAP qui n'existe que depuis un an, j'ai l'impression qu'on veut nous imposer des choses de l'extérieur pour nous faire fonctionner sans faire confiance à l'histoire qui existe entre les producteurs et les consommateurs. Moi, je pense que c'est ça le fondamental de l'AMAP, c'est qu'il n'y a pas deux AMAP identiques et c'est aussi une histoire entre des consommateurs et un producteur.

VG : Particulière ?

DM : Particulière, qui a ses propres richesses, ses propres difficultés et sa propre histoire de travail, de carrière, de… Donc on ne peut pas intervenir comme ça sur les AMAP. On peut juste aider à réfléchir, on peut juste donner des outils, transmettre des documents, proposer une aide si besoin, mais on ne peut pas s'imposer et on ne peut pas juger.

VG : Donc, il ne peut pas y avoir des instances… ?

47. Le CCRF est un organisme du ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique en charge du contrôle du respect des règles de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

DM : Ce n'est plus des AMAP.

VG : … ça impliquerait que toutes fonctionnent de la même manière ?

DM : Et du coup, c'est plus un échange. Si tout doit entrer dans un protocole, le producteur, il n'a plus besoin d'échanger avec les consommateurs. Tout est écrit, quoi. Alors que la richesse, c'est ça, c'est justement que l'AMAP évolue avec son producteur au fil du temps. Et puis les gens changent, tout ça quoi. Donc l'Inter-AMAP là-dedans, ça permet au moins d'avoir ces échanges-là, que les producteurs entendent des discours différents. Ça aide à réfléchir. Enfin, moi je le prends plutôt comme ça : l'Inter-AMAP, c'est un moyen de s'aider à avancer collectivement par rapport à des choses, pour aller à l'essentiel de ce qu'on veut défendre, en fait.

VG : C'est la philosophie des AMAP qui est en permanence rediscutée entre les membres ?

DM : Voilà. Pour resituer les choses dans une juste mesure, quoi. On veut être indépendants. Comme on dit : "On veut être une savonnette." Qu'on ne puisse pas nous saisir pour que justement chaque AMAP ait sa propre vie et qu'il n'y ait pas une hiérarchie où on s'adresse à un qui va parler au nom de tout le monde. Non, si on veut voir les AMAP, il faut les rencontrer. Il n'y a pas une position unique, si ce n'est la charte vers laquelle tout le monde tend à aller. Après qu'il y en ait qui sont plus ou moins prêts, ça, c'est l'histoire de chaque AMAP. »

Delphine Michaud, mangeuse en AMAP, aucune affiliation politique, syndicale ou associative, par ailleurs.

On peut trouver d'autres applications de cette prévention idéologique et/ou théorique dans l'activité mise en œuvre par les compagnies de TO. Leurs publics et, dans une moindre mesure, les comédiens engagés ne présentent pas tous le même niveau de compétence culturelle et, à plus forte raison, politique et militante. Délibérément inscrite dans une démarche d'éducation populaire et de politisation de leurs publics, la mise en œuvre complète d'une démarche de TO initie les participants à une pratique spécifique de réflexion et de discussion collective, mais sans jamais astreindre les individus à se saisir du débat à un niveau déterminé comme souhaitable sur l'un ou l'autre des registres théorique, idéologique ou intellectuel.

L'activité de « *Chantier* » que met en œuvre la compagnie NAJE[48] tous les 2 ans, à raison d'une année de travail organisée dans le cadre d'un groupe de 30 à 50 personnes autour d'une problématique spécifique, débute systématiquement par une journée d'information collective sur le sujet retenu. Cette journée est l'occasion de convier des intervenants choisis pour leur connaissance et/ou leur point de vue particulier sur la problématique en cours, mais aussi des journalistes, des chercheurs, des militants, des professionnels dont les fonctions les amènent à côtoyer directement les causes ou les effets de la question traitée et de les inviter à s'exprimer sur le sujet. Lors de ces rencontres, chacun de ces acteurs vient à la fois témoigner et défendre un point de vue, à plus forte raison quand il s'agit de représentant d'organisations

48. Dans la suite de ce manuscrit, le nom complet de la compagnie NAJE sera abrégé en « C^ie NAJE ».

syndicales ou associatives qui investissent aussi ces moments pour leur potentiel de publicisation de leur cause. Au-delà de l'information des individus mobilisés pour le Chantier et de la création d'une base de connaissance partielle et inégale, mais néanmoins commune, qui va servir le travail de création partagé par la suite, ces moments sont l'occasion pour les publics du TO de voir et de faire l'expérience d'un débat politique en acte. En effet, si tous les invités sont a priori acquis à la nécessité de se mobiliser sur la cause, tous ne partagent pas les mêmes points de vue, loin s'en faut, sur les options à prendre pour la défendre. Dans ce cadre, l'expression de ces différentes positions est tenue pour légitime et même souhaitable puisqu'il s'agit d'une autre forme de débat politique, mais la discussion s'arrête là puisqu'il ne fait pas partie des objectifs de cette journée de travailler à la recherche d'un consensus ou encore d'aboutir à un accord minimal. Plus encore, cette discussion reste cantonnée à l'espace spécifique de la journée d'information, puisque les entrepreneurs de cause et, pour une part, les publics mobilisés tiennent pour acquis que la recherche d'une ligne commune fragiliserait le groupe en démobilisant les membres dont le faible niveau de culture politique et de capital militant tendrait à exclure, tandis qu'elle limiterait la capacité des militants plus aguerris qui ne partagent pas exactement les mêmes options politiques à travailler ensemble. Dans le cadre des Chantiers et, plus globalement, de la création d'une démarche de TO, l'objectif est de parvenir à une perception commune d'une problématique spécifique via sa mise en scène et de promouvoir un modèle de sortie par le haut qui passe par la mobilisation collective, le plus souvent syndicale et/ou associative, sans jamais promouvoir la ligne politique d'une organisation en particulier. Dans ce cadre, comme dans celui des AMAP, aucun participant n'est amené à se justifier des motifs de son engagement puisqu'il est généralement admis que sa présence et les actions concrètes et collectives auxquelles il se prête suffisent à signaler ses intentions au-delà des questions idéologiques.

2.1.2. Contournement

À ce mécanisme de neutralisation des facteurs idéologiques par le *dépassement* s'ajoute une technique discursive qui fonctionne par *contournement*. Sur ce registre, les repères idéologiques sont transmis en creux, par refus et/ou dépréciation de modalités de raisonnement et d'action, c'est-à-dire de valeurs, qui ne correspondent pas à la culture politique de référence des groupes, fût-elle tacite.

En pratique, ce procédé se traduit par la dénonciation directe ou encore la raillerie développée à l'égard d'options auxquelles on s'oppose sans que cela se traduise systématiquement par l'affirmation d'un point de vue alternatif explicite. Dans ce cas, le

travail de cadrage idéologique a lieu par retranchements et recoupements successifs et produit à terme un profilage relativement précis. Ici, les valeurs défendues par le groupe sont finalement définies par l'extérieur, de même que l'espace des possibles politiques.

Dans la majorité des cas, les valeurs et/ou comportements négativement connotés sont dénoncés par le biais de l'humour, de la dérision voire de l'autodérision, ou encore condamnés plus fermement parce que reconnus comme des principes de fonctionnement caractéristiques des opposants politiques. Ces remarques ne mettent pas directement en cause des contenus politiques explicites, mais critiquent plutôt leurs effets visibles quitte à exagérer le trait.

Sur ce registre, et alors que les militants des OPNC côtoient et coopèrent beaucoup avec leurs homologues syndicalistes, ce sont les organisations syndicales, les partis politiques et, dans une moindre mesure, les associations loi 1901 qui servent de figures repoussoir. Il n'y a rien de surprenant à cela puisqu'au-delà de la défense des causes – qu'elles partagent souvent, d'ailleurs –, c'est sur la question organisationnelle et les enjeux politiques qu'elle renferme que ces organisations s'opposent. Il s'agit donc, le plus souvent, de dénoncer la division du travail militant entre conception et mise en œuvre du projet politique dans les OPC.

« VG : Qu'est-ce qui t'a amené à la désobéissance civile ?

ND : Alors, mon parcours militant est passé par différents engagements qu'on peut, au début, considérer comme classiques. J'ai commencé à m'intéresser aux luttes anti-nucléaires et environnementales. Pas seulement, mais dans ses premières luttes, ça s'est illustré dans mon engagement à Greenpeace et puis d'autres associations. Pour le coup, en tout cas pour les autres associations, des choses assez classiques de travail militant de sensibilisation, de pression sur le politique, sur des projets. Pour Greenpeace, y avait quand même déjà un petit peu la notion d'action, d'action non violente, qui fait partie de l'identité de l'asso. C'est difficile de se remémorer comment on s'engage, mais ça jouait un petit peu déjà.

VG : C'est quelque chose qui t'avait fait tilter, le fait de passer à l'acte ?

ND : Oui. Mais je pense plus par le côté médiatique, quoi. On voit que ça en impose donc… Le côté cowboy, c'est du lourd. Sans forcément être conscient de tout l'aspect rapport de force et de comment les campagneurs de Greenpeace utilisaient ça derrière. C'était un peu le côté ludique avant tout qui m'avait attiré, je pense. Mais bon, je voulais travailler sur du fond, donc j'étais aussi impliqué dans du travail sur l'énergie, du lobbying un petit peu. À l'époque, j'ai commencé un travail auprès de députés puisqu'il y avait un projet de loi qui allait sortir. Le truc classique.

VG : De la recherche, de la réécriture, etc. ?

ND : Oui. Un petit peu. Y avait des trucs prémâchés, en gros, mais il fallait s'accaparer les argumentaires et puis aller voir les gens pour essayer de les convaincre. Et puis, la démarche du manifeste des Désobéissants c'est après, un peu en parallèle. Je faisais partie de la campagne contre la relance de l'arme nucléaire en France, la campagne du M51. C'est parti d'un constat qu'il fallait peut-être aller au-delà d'une action d'intrusion sur un centre d'essais des Landes – une base militaire – qui venait d'être

menée et de l'importance de se former, etc. Quelques personnes, une personne en particulier, ont rédigé un manifeste qui lançait l'idée de se former autour de ça, et de proposer la formation à d'autres. L'autoformation, un côté assez, heu… comment dire ?

VG : Avec plus d'autonomie ?

ND : Oui, autonome. Enfin, faire…

VG : Qu'est-ce qui t'a fait passer d'un format à un autre, finalement ? Quelque chose qui t'a déplu ou qui t'a paru insuffisant dans l'investissement associatif ?

ND : C'est compliqué. J'avais quand même goûté un petit peu, pas forcément ce qu'on pourrait appeler la désobéissance, mais ce qu'on pourrait appeler l'action directe non violente [ADNV]*, avec Greenpeace. J'avais déjà fait un petit stage pour former des activistes qui y passaient comme ça. Mais ce n'est pas du tout dans la même démarche, c'était assez "petit soldat". Sans jeter la pierre, c'est le format de l'asso où on ne demande pas à tous les activistes de réfléchir à l'action qui leur est proposée.*

VG : Y a un truc d'exécution, un peu ?

ND : Oui, voilà. Après, le glissement s'est fait progressivement. Se rendre compte que c'était possible ailleurs, que c'était possible de manière autonome, qu'il y avait une démarche un peu plus forte et un peu plus approfondie d'émancipation des personnes qu'on côtoie. Enfin, une attention à son propre épanouissement et à l'émancipation personnelle [des autres]*. Enfin, qu'on pouvait semer des graines de désobéissance et d'insoumission en rencontrant des gens et en proposant un format stage et de rencontres, etc. Mais, heu, je n'ai pas souvenir de comment j'ai été critique du système de pétition, etc. J'en ai fait beaucoup, à Greenpeace. Parfois, c'était efficace. Au niveau national, ils disaient : "Voilà, au niveau européen, il y a eu 100 000 signatures et ça a été pris en compte." Enfin pris en compte, ça faisait partie d'un truc… Il y a eu des discussions avec les députés. Tu es content, tu te dis bon… Les manifs, c'est pareil, c'est pas tout le temps une manif qui va arrêter les projets, mais quand tu fais une manif de 40 personnes contre l'EPR, ça permet de se compter et de se dire, voilà, on est légitimes, nous aussi. Autant la démarche désobéissante part de la critique du militantisme classique, qui est encadré par les pouvoirs publics, et de la manière dont il est pris en compte, autant je ne renie pas complètement le travail associatif de base qui peut être fait.*

VG : C'est complémentaire ?

ND : Voilà. Personnellement, j'essaie quand même des fois de pousser les gens dans leurs retranchements quand ils organisent des manifs. Qu'est-ce que tu attends derrière ça ? Quels sont tes objectifs ? Parce qu'il y a la culture de la manif pour la manif…

VG : C'est l'idée de modèles usés par la répétition ?

ND : Voilà. C'est ça. Donc j'y viens [à la désobéissance] *progressivement avec d'autres. C'est une réflexion personnelle, mais aussi une réflexion collective sur comment des choses comme ça* [collectif Désobéissants] *pourraient être efficaces. Je ne sais pas si on a réfléchi à l'efficacité dès le début, mais en tout cas ça nous paraissait nécessaire pour nous, pour le rapport de force, pour résister. »*

Nicolas Deli, militant Désobéissants et antinucléaire, entrepreneur de cause.

Sur le même registre, l'inertie des appareils est dénoncée via la figure des caciques souvent caricaturés sous les traits de « *freineurs* » soucieux de ménager l'organisation dans son ensemble et leur position en particulier, au détriment du dynamisme de la lutte et de l'efficacité des actions. Ces organisations sont aussi critiquées pour leur « *réformisme* »

entendu comme une conception timorée de la lutte politique qui s'oppose au registre contestataire et démonstratif des OPNC. La condamnation de cette posture passe souvent par le fait de railler le recours systématique à la manifestation de rue, qui participe selon eux à banaliser et déprécier les mobilisations et signe leur absence de vision stratégique, sinon leur apathie. Ces condamnations et railleries sont indirectement l'occasion de réaffirmer les principes et valeurs qui animent les OPNC en insistant sur ce qui distingue leur offre politique de celles proposées par les OPC, caricatures à l'appui.

Lorsque l'on étudie les interactions entre militants au plus près, on constate que ce sont en premier lieu les entrepreneurs de cause et les militants les plus expérimentés qui tiennent le plus souvent ce type de propos. De fait, en tant que leaders et membres influents du groupe, ce sont eux qui maîtrisent le plus les enjeux organisationnels, la position relative des OPNC au regard des OPC et, ce faisant, les plus à même de donner le ton et de suggérer le cadre effectif du débat politique auprès des engagés plus récents. L'analyse du parcours individuel de ces militants montre d'ailleurs que l'emploi de cette technique de valorisation en miroir ne répond pas seulement à un objectif de démarcation stratégique et concurrentiel, mais exprime aussi une partie des frustrations qu'ils ont eux-mêmes éprouvées en accomplissant une partie de leur carrière au sein des structures dont ils dénoncent aujourd'hui les travers en s'engageant dans les OPNC.

> *« VG : Et du coup, tu es rentré dans No Pasaran, après tu as connu le réseau Désobéissants et après tu es entré dans l'activisme clown ? J'ai du mal à remettre l'ordre chronologique dans tout ça…*
> *DB : Non, ça a plus démarré par l'activisme clown. Parce qu'en fait, ça faisait deux ans, avec D. et M., qu'on en avait ras-le-bol de faire toujours les mêmes choses, etc.*
> *VG : Genre manif, tract ?*
> *DB : Moi, j'ai passé plusieurs années à écrire, à écrire, à essayer de faire avancer un peu tout le monde. Et après oui, on est tombés sur le mouvement… On s'était dit, de toute façon, il ne faut plus qu'on fasse comme on fait maintenant, il faut tout changer. Et là, c'est vrai qu'on a découvert le clown-activisme et c'est vrai que ça nous a parlé par rapport à la position qu'on avait à ce moment-là. Se dire "bah en fait, ça ne marche pas ce qu'on fait, il faut faire autre chose", on en avait marre, quoi.*
> *VG : Mais de quoi ?*
> *DB : (Silence lourd de dépit et de sens) Laisse tomber. Ras-le-bol. Tourner autour de la place X* [place centrale de la ville] *pendant des heures. Ras-le-bol. Et puis bon, moi, c'est vrai qu'après j'ai bougé, donc quand tu bouges, tu recrées ton réseau. »*
>
> *David Berureau, militant Désobéissants, clown-activiste membre du collectif Greenpitre, entrepreneur de cause.*

2.1.3. Évitement

Aux mécanismes d'euphémisation des facteurs idéologiques par dépassement et contournement s'ajoute une technique discursive qui fonctionne par évitement. Ce mécanisme de neutralisation des marqueurs idéologiques consiste en la construction d'un rapport suspendu à l'histoire des luttes sociales. Cela se traduit en pratique par une amnésie superficielle et sélective quant à l'histoire générale des organisations politiques et des luttes politiques et sociales du XXe siècle et, plus encore, vis-à-vis des liens de filiation qui les rassemblent.

Dans le cas des OPNC, les groupes militants, leurs entrepreneurs de cause et les intermédiaires qui les côtoient pour les étudier (journalistes, chercheurs, services de police) s'accordent pour leur façonner et/ou leur attribuer un profil anhistorique. Tandis que les premiers se réclament de l'alternative et font mine de solder le passif des mobilisations qui les précèdent, les deuxièmes s'interrogent et cherchent à caractériser leur nouveauté, alors que les derniers instrumentalisent ce déracinement apparent comme un indice de leur immaturité et donc de leur dangerosité. Les carrières fulgurantes qu'ont connues les termes « d'ultragauche », suite à « l'affaire Tarnac », et de « zadiste » – récemment intégrés dans l'édition 2016 du Petit Robert – témoignent de cette tendance à l'essentialisation, bien comprise des groupes militants qui y sont associés.

Les choix organisationnels participent aussi à créer et à entretenir l'impression de ce déracinement. Au sein de ces groupes, les causes, les modes d'action et les valeurs politiques sont défendus et développés dans une forme de relation immédiate au contexte, aux autres et à soi-même. Dans le quotidien du travail militant, comme dans le temps plus spécifique des actions, l'emploi du présent de l'indicatif et de pronoms inclusifs, mais relativement indéfinis tels que « nous » et « on », dans le cadre d'interactions qui relèvent systématiquement du face-à-face, participent à ramener la réalité politique vécue dans l'ici et le maintenant. Ce phénomène est d'autant plus marqué dans le cas des OPNC que la mise au point d'actions procède d'une méthodologie discontinue où elles sont conçues comme des événements ponctuels et autonomes, avant de s'agréger les unes aux autres et de s'articuler de façon cohérente au bénéfice de la cause défendue. Cette situation tend à faire de chaque initiative un objet de mobilisation en soi qui renforce l'impression d'immédiateté dans le rapport à la lutte et la suspension subséquente du rapport à l'histoire de cette dernière.

Au-delà d'une stratégie de présentation et de mobilisation bien comprise, ce rapport évanescent à l'histoire politique est une des manifestations de la diffusion sociale très large de

l'idée d'un âge d'or de la mobilisation collective durant les Trente Glorieuses, où la fin des années 1970 signe le reflux militant et les décennies 1980 et 1990 marquent l'entrée dans une ère de vide politique. Quelle que soit la pertinence de ces propositions, leur degré d'imprégnation est proportionnel à la promotion médiatique qui en a été faite tant sur le registre de la fin de l'histoire et/ou des idéologies, du désengagement des jeunes, que de la perte d'efficacité et de représentativité des syndicats de salariés et des partis politiques. La construction d'un rapport anhistorique aux luttes, perçu selon les points de vue comme une forme de « spontanéisme naïf » ou de « présentéisme débile », est souvent comprise comme la marque « d'engagements à bon compte » et/ou de formes diverses de « consumérisme militant ». S'il est indéniable que les entrepreneurs de cause profitent de l'effet d'opportunité que constitue, à court terme, l'apparente simplicité d'un engagement allégé de l'obligation d'acquisition d'un bagage historique et théorique minimal, à l'observation, cette suspension apparaît moins comme une négation de l'Histoire qu'une adaptation secondaire devenue stratégique. Ici, le poids de l'histoire sociale n'est pas tant nié que surestimé par les militants qui en redoutent paradoxalement les effets démobilisateurs. Cette stratégie présentéiste permet en fait aux individus mobilisés de composer avec le bagage aussi riche qu'encombrant que constitue pour eux l'histoire politique et militante récente (1968-1995). Reconnu pour sa valeur intrinsèque, mais aussi connu à travers ses images d'Épinal, cet héritage agit autant comme une ressource que comme une charge symbolique. Chez les militants, il incarne souvent un âge d'or du militantisme vécu, suivant les cas, sur le registre nostalgique ou culpabilisé d'une forme adoucie de c'était mieux ou, à tout le moins, plus facile avant. En effet, les militants qui composent les OPNC sont autant les héritiers de l'émulation militante qui traverse la France du milieu des années 1960 jusqu'au milieu des années 1970 ; que du reflux de la mobilisation collective qui s'est manifestée à partir de 1975 et de la gueule de bois politique qui a suivi l'arrivée de la gauche au pouvoir pour deux mandats de 1981 à 1995. Cet héritage vécu tantôt comme idéal indépassable, tantôt comme un constat d'échec s'avère d'autant plus pesant qu'il leur apparaît impossible à recycler en l'état de leurs ressources pour alimenter leur propre démarche d'engagement individuel et de mobilisation collective. À la frustration de ne pas pouvoir mobiliser et se mobiliser sur un registre militant dont la force de suggestion reste importante, s'ajoute donc parfois l'insécurité de ne pas savoir comment le dépasser sans jeter le bébé avec l'eau du bain.

Même si cette situation n'épuise pas les raisons, y compris stratégiques, pour lesquelles les militants des OPNC mobilisent cet argument, c'est principalement sous cet angle qu'il faut comprendre l'invocation « *d'un autrement* », « *d'une alternative* » et/ou « *d'un ailleurs*

politique ». L'usage de ces termes signale moins la volonté de se démarquer en rejetant un modèle de mobilisation collective qui a fait ses preuves que la conviction qu'il n'est plus disponible et qu'il y a un impératif à renouveler les stratégies et outils de luttes pour réussir à mobiliser de nouveau aussi largement et, dans l'idéal, efficacement. Mettre en scène, principalement par évitement, le caractère atemporel des modes d'actions et désidéologiser les valeurs et les principes au nom desquels la mobilisation est conduite épargnent donc aux militants d'avoir à faire, systématiquement et/ou dès leurs premiers pas d'engagés, le travail d'appropriation et d'objection de conscience des 40 années de luttes qui les ont précédés. Ce faisant, on leur épargne le fait de se heurter au constat éculé, mais toujours aussi prégnant d'un recul de l'activisme, d'une moindre efficacité des mobilisations collectives, de la montée de l'individualisme et au fait que le ciel idéologique, lui aussi, est vide.

2.2. D'autres mots pour le dire

On a déjà évoqué comment le recours à l'évocation de valeurs et de principes génériques aux définitions extensibles participe d'une mise en sourdine des enjeux idéologiques. Pour autant, le travail militant mis en œuvre au sein des OPNC n'est développé ni sans repères ni sans guides. D'abord, les pratiques d'euphémisation des marqueurs idéologiques et de décontextualisation historique ne sont ni totales ni systématiques. Ensuite, ce processus de formation politique en creux n'exclut pas le recours à des formes de socialisation idéologiques actives.

2.2.1 Le détour par les parcours

L'une des stratégies de présentation indirecte des contenus idéologiques – particulièrement utilisée dans le réseau Désobéissants – consiste à évoquer les parcours politiques de militants célèbres et de théoriciens du politique qui ont marqué leur époque en passant par le petit bout de la lorgnette, c'est-à-dire en privilégiant leur autobiographie, le récit réaliste ou les documentaires qui retracent leur parcours personnel et l'histoire des causes qu'ils ont défendues. La subtilité consiste ici à évoquer la carrière militante ainsi que le cheminement politique et intellectuel des individus, plutôt que les débats théoriques qui ont animé leurs luttes et/ou leurs écrits. Privilégier l'incarnation des dynamiques d'engagement renforce les militants dans leur propre démarche en donnant à voir et à penser la réflexion politique et la mobilisation collective en tant qu'elles sont enchâssées dans des parcours de vie, faits de convictions, d'égarements, de réussites, d'échecs et de temps morts.

« VG : Tu as l'air d'avoir avalé une bibliothèque ?

DB : Oui. Je ne sais pas, je lis quatre, cinq livres par mois pour mon analyse personnelle. Ah oui ! Tu vois, c'est quarante à cinquante livres à l'année.

VG : Pourtant, il faut se les farcir, ce sont des théories complexes ?

DB : Après, c'est pareil, je ne lis pas n'importe quoi, je lis vraiment des trucs où je me renseigne.

VG : Et tu trouves tes sources comment ?

DB : D. et M. pas mal, parce qu'eux, ils en avalent entre cinquante et cent, eux. Et puis, en fait, tous les livres que je commande pour revendre, je les lis avant. Voilà, et puis on s'en prête pas mal. Là, ils m'ont filé, c'est heu… L'écologie du désir. *Ça revient un petit peu aussi à… Un livre qui est super bien aussi, c'est celui de Chaia Heller,* L'écologie sociale au quotidien. *Je l'ai lu trois fois.*

VG : Pour être sûr d'avoir bien tout enregistré ?

DB : Ah ! c'est excellent, y a tout sur tout. […] Sur les désirs qu'on peut avoir, donc y a tout un paramètre psychologique, à travers les pulsions qu'on a, le moi, etc. Elle s'exprime beaucoup aussi sur l'écoféminisme. C'est elle qui a suivi Emma Goldman par rapport au féminisme. Le féminisme, Emma Goldman, pour ça, elle a déchiré, c'est une bombe, cette femme, attention. Un vécu énorme, quoi.

VG : Et tu as commencé à lire…

DB : Je ne sais plus… heu… Emma Goldman, 7 ans de taule, exilée en Russie, virée de Russie, enfin…

VG : Et tu as toujours lu à cette cadence-là depuis que tu as commencé à t'engager politiquement ?

DB : Non. Non.

VG : C'est venu progressivement ?

DB : Oui. J'ai lu pas mal de bouquins, mais heu… J'ai vraiment approfondi sur l'anarchie via l'écologie, en fait. À travers des personnes comme Demuret.

VG : C'est les deux tendances qui t'ont porté ?

DB : Oui. Au début, tu lis des trucs basiques, heu… Mais Bookchin, c'est quand même… Il a quand même créé une école de l'écologie sociale, il a formé 1 750 élèves quoi, enfin profs d'écologie sociale.

VG : Qui ont prêché la bonne parole à leur tour ?

DB : Oui. C'est pas rien. Pareil, ce mec surdiplômé et tout.

VG : Une tête, quoi ?

DB : Oui.

VG : Un peu comme nos petits anarcho-autonomes qui sortent des grandes écoles, finalement ? (Rires partagés)

DB : Oui, voilà. C'est pour ça, c'est pareil, Élisée Reclus… Mais ce qui est intéressant en fait, moi, ce que j'aime bien, c'est lire les biographies. Tu comprends, en fait, dans leur jeunesse, pourquoi ils ont réussi à faire ça…

VG : Comment ils ont construit un système de pensée ?

DB : Voilà. Louise Michel, si elle est devenue un peu rebelle comme elle l'était… Souvent, en fait… Kropotkine, c'était un bourge ! Louise Michel a été élevée dans le milieu bourgeois, aussi. Donc, en fait, c'est une facilité d'accès à la culture. Tu n'as pas le choix, quand tu les lis tous, Élisée Reclus, c'est pareil, Bakounine, tout ça, hein, c'est pas des nobles, mais ils ont accès à la culture. »

David Berureau, militant Désobéissants, clown-activiste membre du collectif Greenpitre, entrepreneur de cause.

Saupoudrée au cours des préparations d'actions, évoquée au cours d'un débat ou de l'ordinaire de la vie des groupes militants, l'évocation de ces parcours – entre anecdotes et récits de moments cruciaux – incarne les valeurs et les points de vue politiques défendus dans les collectifs. En donnant littéralement corps aux contenus idéologiques, cette stratégie de présentation renforce la portée des valeurs défendues en les créditant d'une certaine profondeur historique, sans pour autant les alourdir du poids effectif de l'Histoire. Les références aux bagages idéologiques communiste et anarchiste n'en appellent jamais aux penseurs dont les noms font désormais partie de l'inconscient collectif (Marx, Lénine, Proudhon, etc.) pour éviter de convoquer toute la complexité théorique, mais aussi socio-historique qui leur fait suite. Quoique le corpus d'auteurs convoqué par les militants Désobéissants signale très clairement leur culture politique de référence pour le lecteur averti, les noms mobilisés profitent d'une certaine confidentialité tels que Louise Michel, Élisée Reclus, H.D. Thoreau, Murray Bookchin, Emma Goldman, etc. Cet effet de neutralisation agit de façon inégale sur les militants en fonction de leur niveau de culture politique préalable et décroît ensuite proportionnellement sous l'effet de son développement progressif au contact des groupes. Cette stratégie de diffusion des contenus idéologiques, outil du processus de politisation dans les OPNC, agit en trompe-l'œil.

Sur ce point particulier, les compagnies de TO apparaissent encore moins prolixes. L'importance accordée au parcours d'Augusto Boal peut laisser croire à une réflexion centrée sur la dynamique théâtrale. Mais c'est oublier que, pour les militants-comédiens, l'acquisition des savoir-faire liés à la pratique implique la découverte du parcours du dramaturge – de la reconnaissance académique jusqu'à la prison et à l'exil –, du contexte politique de la dictature militaire (1964-1985), des causes qu'il défend – lutte pour la liberté de la presse, au profit des petits exploitants agricoles, etc. –, des modes d'action qu'il prescrit et encourage dans ses interventions – luttes collectives, actions directes y compris armées – et des quelques références directes qu'il fait au socialisme[49]. Le fait que seuls les militant-comédiens aient accès à ces références n'empêche pas que les publics des représentations du TO soient soumis à leurs influences. En pratique, lors d'une création et/ou d'une représentation, les militants-comédiens – en particulier celui qui officie en tant que joker – agissent en entrepreneurs de mobilisation. À travers leurs manières de jouer et surtout de guider le jeu, ils proposent, voire

49. Après la fin du régime militaire, en 1986, Augusto Boal retrouve le Brésil, où il poursuit son engagement politique à travers la pratique du théâtre, mais aussi l'engagement au sein du Parti des travailleurs (PT). En 1992, il se présente aux élections sur la liste du PT et est élu à un poste équivalent à celui de conseiller municipal dans la ville de Rio de Janeiro.

prescrivent un ensemble de repères et de valeurs marqués politiquement dans le cadre desquels les participants sont invités à évoluer.

De façon plus spécifique, le recours privilégié aux références biographiques révèle l'importance et la prévalence accordées à l'individu et à l'agir dans les OPNC. Cette stratégie de présentation participe à valoriser, et donc à rendre souhaitable, la construction de parcours politiques individuels exemplaires, sinon remarquables, en accord avec le modèle de politisation que ces groupes plébiscitent. Évidemment, selon les groupes et les orientations idéologiques tacites qui les animent, ce ne sont ni les mêmes parcours ni les mêmes biographies qui sont proposés à l'appréciation des militants. Étudier finement les recommandations qui sont faites en cette matière permet d'identifier les inclinaisons de chaque groupe et d'apprécier les subtilités de leur culture politique libertaire suivant le mélange de rouge, de noir et parfois de vert qui la compose.

2.2.2. Le langage (idéologique) des signes

Sur un registre différent, la socialisation aux valeurs libertaires passe aussi par la pratique, c'est-à-dire les manières de justifier et de mettre en œuvre le travail militant sans nécessairement expliciter leur fondement politique.

Au sein des OPNC, le processus de politisation des militants, c'est-à-dire l'acquisition des compétences militantes et des éléments de culture politique qui leur donnent sens, passe essentiellement par la pratique. La centralité de ce processus dans le fonctionnement des OPNC et, par conséquent, dans notre propos rend cette question impossible à traiter une fois pour toutes. Au contraire, la dimension transversale de ces manifestations et la simultanéité de leurs effets nous oblige à séquencer leur présentation et leur discussion sociologique. Toutes les dimensions du processus de politisation par *l'agir* propre aux OPNC seront discutées au fur et à mesure dans ce manuscrit. Reste que, du point de vue de la mobilisation des ressources idéologiques, c'est notamment dans le mouvement physique, intellectuel, mais aussi émotionnel qu'implique la mise en œuvre du travail militant que les activistes sont progressivement initiés aux références politiques qui structurent l'activité des collectifs de lutte.

Dans les OPNC, le recours au répertoire d'actions protestataire et, plus encore, aux modes d'action souvent spectaculaires et/ou radicaux qui le caractérisent participe à modeler la culture politique des militants. Nous discuterons de ces différents éléments en détail dans les chapitres suivants, mais voulons insister ici sur le fait que le choix de répertoire et de

modes d'action ne se limite pas à une question stratégique. Le recours à tel ou tel mode d'action n'est neutre ni politiquement ni socialement, puisque chacun d'eux charrie avec lui l'histoire des luttes sociales dont il est un des produits. Loin de n'être que des outils de défense des causes, répertoires et modes d'action sont des instruments à part entière de la construction du sens engagé dans les luttes. Les choix opérés par les groupes militants en cette matière traduisent donc indirectement leurs perspectives politiques et participent à la formation des militants sur le plan idéologique.

La part de formation idéologique par la pratique qu'implique la mobilisation d'un mode d'action spécifique s'apprécie souvent en creux, c'est-à-dire en révélant la manière dont les tâches prescrites contribuent non seulement à guider la pratique, mais aussi à exclure du domaine des possibles d'autres manières de penser et donc de faire. Au sein des AMAP, la manière dont se pose la question de la gestion des paniers non réclamés par les mangeurs donne un bon aperçu de ce mécanisme.

Pour simplifier leurs relations au quotidien, mangeurs et producteurs réunis en AMAP ont souvent convenu que, pour tout panier non réclamé au terme d'une distribution, le bénéfice de la vente est acquis pour le producteur (ni remboursement ni compensation) et les marchandises perdues pour le mangeur. Malgré cette précaution réglementaire et les services que se rendent mutuellement les mangeurs en cas d'absence, un petit nombre de paniers restent régulièrement en souffrance à la fin des distributions, en particulier pendant les périodes de vacances scolaires. Les groupes de mangeurs se sont donc interrogés sur la façon de gérer ces surplus. Cette question, a priori anecdotique, a été l'occasion d'organiser des discussions de fond sur les valeurs et les principes politiques qui régissent le fonctionnement des AMAP au sein des différents groupes de mangeurs.

Dans un certain nombre de structures, les mangeurs ont envisagé de faire don des paniers à des associations et/ou des publics en situation de précarité, notamment par l'intermédiaire des centres communaux d'action sociale présents dans les quartiers d'implantation des AMAP. Après avoir reçu un accueil positif a priori, cette perspective a rapidement été abandonnée par les groupes concernés, le principe du don leur étant rapidement apparu comme contraire à l'esprit et à l'intention politique des AMAP. Les mangeurs ont refusé de s'inscrire dans une démarche de type philanthropique au motif que ce système ne permettrait pas aux bénéficiaires de participer pleinement à la démarche et que cela les priverait mécaniquement des bénéfices qui peuvent en être retirés. Par la suite, d'autres mangeurs ont imaginé que les bénéficiaires pourraient recevoir les paniers en

échange de leur participation régulière, sinon systématique, à la mise en place des distributions. Dans cette configuration, leur impossibilité de contribuer financièrement est remplacée par leur participation active à la vie du groupe. Malgré le fait qu'elle apportait des réponses aux problèmes de la participation et de l'intégration au groupe de mangeurs, cette proposition a rapidement achoppé sur le fait que c'est en partie à travers la prise en charge collective de ces tâches que se construit la solidarité entre les mangeurs des AMAP. De ce point de vue, les confier à des tiers – même dans une démarche de solidarité – contribuerait à créer des différences de statut entre les mangeurs – entre ceux qui paient et ceux qui travaillent – et à fragiliser les groupes de mangeurs. Toutes les AMAP enquêtées n'ont pas répondu exactement de la même façon à cette question, mais la majorité a opté pour que le contenu du ou des paniers non distribués soit réparti entre les mangeurs qui ont participé à la mise en place de la distribution. À travers cet exemple, on voit bien comment le sens de l'engagement en AMAP repose non seulement sur le fait de signer un contrat, de côtoyer régulièrement mangeurs et producteurs, mais aussi de participer directement à la mise en œuvre du principe d'action qui fait l'identité des AMAP. Le refus de mobiliser le répertoire d'actions philanthropique montre comment les contenus du travail militant dans les AMAP participent bien à promouvoir certaines valeurs au détriment d'autres. Dans le cadre des AMAP, les mangeurs s'entendent a minima pour s'en référer au cadre de la pensée libertaire – égalité, autonomie et autogestion –, ce qui n'empêche pas une partie d'entre eux de se mobiliser dans un cadre philanthropique par ailleurs, le plus souvent sous la forme de don (financier, matériel, etc.) à des associations.

Sur un registre similaire, les promoteurs du logiciel libre et des systèmes open source rassemblés au sein du collectif Linux-Nantes, installé à B17, se refusent aux pratiques de piratage des licences propriétaires. Le projet politique porté par les groupes d'utilisateurs Linux (GNU/Linux) est de développer, de promouvoir et diffuser des outils libres (systèmes d'exploitation, logiciels, applications, etc.) auprès du plus grand nombre. Dans cette perspective, le groupe présent à B17 organise deux fois par mois des sessions d'installation de solutions libres. Les sessions sont ouvertes au public et consistent à apporter un soutien technique et un appui pédagogique aux participants pour leur permettre d'acquérir et de maîtriser ces différents outils. Au cours de ces sessions, les militants du libre proposent aux participants de venir directement avec leurs ordinateurs et exigent qu'ils apportent avec eux les supports d'installation des systèmes propriétaires orignaux. Formulée de la part de militants dont les pratiques s'étirent du codage au hacking, cette exigence peut surprendre. Elle est pourtant cohérente avec l'objectif politique de promotion et de défense des licences

copyleft, qui permettent la diffusion légale d'outils libres et/ou gratuits, à côté de celles régies par le principe du *copyright*. Leur parti pris consiste à promouvoir une alternative libre et non le détournement illégal des droits de priorité et/ou des droits d'auteur des outils informatiques et numériques. De ce point de vue, promouvoir les outils et valoriser les initiatives des développeurs qui éditent leur création sous licence publique libre implique de faire respecter les licences propriétaires. En pratique, les militants du libre perçoivent comme contre-productif le piratage d'outils qui ont des équivalents publiés sous licence publique générale (GNU). Les sessions d'installation sont l'occasion de rappeler ces enjeux et d'inciter les participants à faire un choix motivé et, dans l'idéal, politisé plutôt que de céder au mirage de la gratuité. Dans cet exemple, on voit bien comment une partie importante du sens de l'engagement des militants du libre consiste à privilégier l'utilisation concrète de certains outils plutôt que d'autres, en dépit de performances équivalentes. On perçoit aussi comment le passage à l'acte participe à familiariser les participants à des valeurs politiques conformes à l'obédience libertaire du groupe de promoteurs, à savoir : la liberté, l'autonomie et leurs pendants, parfois contraignants, l'autogestion et le respect des règles communes.

Ces derniers exemples nous montrent de nouveau comment, dans les OPNC, les différents mécanismes qui participent à la transmission des contenus idéologiques agissent en trompe-l'œil. Ici, le cadre de référence théorique qui structure la défense des causes se donne plus à éprouver qu'à entendre ou à lire. Les militants et sympathisants intègrent progressivement le bagage politique libertaire par petites touches, au gré des échanges qui accompagnent l'exécution des tâches qui composent le travail militant.

Conclusion du chapitre 2 : Des comportements finalement orientés en valeurs[50]

Dans les quatre organisations que nous avons observées, la socialisation des militants aux valeurs libertaires passe par diverses pratiques d'euphémisation des enjeux idéologiques et de socialisation politique en trompe-l'œil à ces mêmes contenus.

Dans les collectifs de lutte, ce processus de cadrage passe par la mise en œuvre concrète des tâches qui composent le travail militant et les interactions auxquelles elle donne lieu. Dans les discours, on observe à la fois des pratiques conscientes d'effacement des marqueurs idéologiques les plus évidents – référence à des courants de pensée, à des concepts et à des noms passés à la postérité –, et à des convocations détournées des valeurs libertaires par la valorisation de certains principes d'action (démocratie directe, autogestion, etc.) et de parcours militants exemplaires. La socialisation idéologique des militants passe aussi, et même principalement, par la prescription et la proscription de certaines pratiques qui réfèrent, toujours indirectement, aux valeurs et aux partis pris libertaires.

Dans les OPNC, le déplacement du lieu de la discussion politique de la question idéologique à la question organisationnelle concentre une grande partie des enjeux militants dans les manières de faire, là où ils sont plus souvent discutés sur le mode du débat d'idées dans les autres groupes. De ce point de vue, la manière de mettre en œuvre les tâches qui composent le travail militant (partage des activités assimilées au travail domestique, refus du mécanisme délégataire, autogestion, etc.), d'organiser la discussion au sein des collectifs (utilisation de la communication non violente [CNV], recherche du consensus, limitation du vote, etc.) et le recours préférentiel à certains modes d'action (actions directes, réorientation des modes de vie, etc.) s'avèrent être des vecteurs très efficaces du processus de cadrage idéologique, car ils permettent une discussion en actes des valeurs et des principes politiques qui guident l'action collective.

L'observation attentive des carrières des militants amène à conclure que les résultats obtenus en termes de socialisation politique sont comparables à ceux produits par la mobilisation de contenus théoriques et idéologiques explicites. Dans l'une comme dans l'autre l'option, les militants acquièrent, d'abord pour eux-mêmes, des raisons d'agir à même de soutenir leur initiative du point de vue de l'engagement, puis de la mobilisation dans un cadre collectif.

50. WEBER Max, *Économie et société*, tome 1, Éditions Plon, Paris, 1971.

Conclusion de la 1re partie

Si les résultats du processus de cadrage idéologique mis en œuvre dans les organisations politiques conventionnelles et contestataires sont les mêmes, la question la plus intéressante n'est pas tant de savoir laquelle de ces méthodes est la plus efficace, mais de comprendre ce que le recours à l'une ou l'autre de ces options dit des organisations qui les mobilisent et des militants qui les composent.

L'étude approfondie des différents systèmes de présentation et de justification mobilisés au sein des collectifs de lutte enquêtés dessine une culture politique spécifique. Propre aux OPNC, cette manière de voir et de faire ne repose pas sur la construction d'un système de pensée à même de justifier la mobilisation, mais sur l'établissement d'un constat minimal et suffisant pour suggérer la nécessité d'agir collectivement.

La mobilisation à partir de causes et au nom de principes politiques définis génériquement permet aux militants de s'engager dans la lutte en leur épargnant, dans un premier temps, d'avoir à définir strictement la ou les manières de mettre en œuvre le changement. Il n'est pas question ici de discuter de la viabilité ou encore de l'efficacité politique de cette option, mais bien d'identifier en quoi elle participe à un processus de cadrage idéologique spécifique. Les membres des différents groupes observés ne partagent pas, entrepreneurs de cause mis à part, de références idéologiques strictement communes, mais bien une certaine vision du monde ; et moins un avis politique arrêté et confondu sur ce dernier qu'un positionnement par rapport à lui. De façon subtile, ces groupes proposent moins un programme politique qu'ils ne suggèrent une posture à partir de laquelle agir politiquement.

De ce point de vue, l'euphémisation des marqueurs idéologiques et des enjeux qu'ils recouvrent apparaît à la fois comme un produit et un outil de la mobilisation au sein des OPNC. Ces pratiques signalent que les militants partagent la connaissance pratique que « ce qui fait parfois tenir les mobilisations, c'est moins l'alignement des cadres que des formes d'occultation des désalignements. Et qu'en ce sens, l'essentiel n'est pas tant qu'il y ait alignement des cadrages [idéologiques], mais que le désalignement puisse être assez occulté pour qu'on puisse faire croire à un tel alignement[51] ».

Au sein des OPNC, dissimuler les désalignements passe par le fait de ne pas formaliser directement la culture politique libertaire qui irrigue la défense des causes, mais aussi à

51. CONTAMIN Jean-Gabriel, « Analyse des cadres », dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Condé-sur-Noireau, p. 45.

minimiser la portée des enjeux idéologiques sur la mobilisation collective. Cette stratégie agit sur deux facteurs qui influencent positivement l'engagement du public militant des OPNC. L'effacement des marqueurs idéologiques agit d'abord comme un voile pudique jeté sur les partis pris sur lesquels reposent le bagage libertaire et la façon dont ces enjeux politiques se sont matérialisés au cours de l'Histoire. Renoncer à l'exploitation directe des ressources idéologiques représente un coup pour les OPNC, mais cet effort reste malgré tout une opportunité, car il contribue à désamorcer les craintes d'enrégimentement qui caractérisent le rapport à l'engagement de leurs publics militants. En s'abstenant de mettre en avant les théories politiques qui les inspirent, les OPNC émettent un signal perçu comme rassurant. Elles ne nient pas les influences idéologiques qui sont les leurs, mais minorent leur importance en les renvoyant à la catégorie d'outils utiles, mais pas prédominants, ni même suffisants pour la mobilisation. Par effet de miroir, ce geste, si symbolique soit-il, est interprété par les militants comme un indice tangible de l'importance relative accordée à l'expression et à la prise en compte de leurs points de vue.

À un second niveau, cette mise en sourdine des savoirs théoriques, associée à la valorisation de l'engagement par l'action, aplanit la violence symbolique qui se joue entre les militants à l'intérieur des groupes du fait des inégalités culturelles, notamment sous l'angle de la maîtrise de ses contenus spécifiques. Ce mécanisme évite aux militants d'être immédiatement confrontés à des débats politiques qui leur sont inégalement accessibles et les incite à penser l'engagement comme un processus cumulatif. Cette représentation de l'engagement en tant que parcours d'apprentissage allège sensiblement le coût d'entrée dans la démarche. Elle désamorce l'idée selon laquelle tout passage à l'acte doit d'abord être motivé sur le fond, pour en faire les étapes constitutives de leur culture et de leur carrière militantes. Réduire symboliquement les inégalités de culture politique entre militants à des différences réelles, mais secondaires, participent aussi à désamorcer les craintes d'enrégimentement. Cela permet notamment d'aménager les conditions d'une remise de soi acceptable, parce que négociée entre les militants professionnels amenés à occuper les positions de leaders et les militants ordinaires. Nous discuterons de ce point en détail ultérieurement, mais pouvons déjà signaler ici que cette stratégie participe à la mise en œuvre et à la mise en scène du fonctionnement « *horizontal* » dont se revendiquent les OPNC.

De façon plus stratégique encore, l'euphémisation des enjeux politiques théoriques dans la lutte permet, au moins dans un premier temps, d'ouvrir le recrutement social des OPNC. Les effets d'étiquetage et d'identification étant plus ou moins efficacement estompés,

les groupes militants peuvent jouer de leur objet de lutte et, plus sûrement encore, de leur répertoire d'actions pour attirer des publics militants qui partagent un même constat – par exemple, l'opposition à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes – sans pour autant se retrouver sur les motifs politiques de ce rejet. Bien sûr, la cohabitation entre ces différentes tendances politiques ne se fait ni sans difficulté ni sans heurts. Du reste, passé un premier effet d'écrémage, ce mécanisme participe au maintien d'un niveau de cohésion minimal entre militants non alignés au sein des groupes et entre les différents groupes rassemblés au bénéfice d'une cause commune – dans le cas de la lutte contre l'aéroport : exploitants agricoles, élus locaux, occupants de la ZAD, etc.

Dans les OPNC, la mobilisation en clair-obscur des ressources idéologiques permet de surmonter une partie des obstacles à l'engagement de leur public militant et d'aménager un cadre de mobilisation qui peut être efficace collectivement parce qu'il est défini a minima. Le mécanisme d'euphémisation des contenus théoriques et de leurs enjeux crée ainsi un abaissement du coût d'entrée dans l'engagement pour les militants et stabilise les dynamiques de mobilisation collective en facilitant la cohabitation et la coopération de ces derniers au sein des groupes. In fine, les effets cumulés de cette stratégie produisent des incitations à l'engagement et au maintien de la mobilisation collective en permettant une socialisation progressive, discontinue, et même heurtée, des militants au cadre de pensée libertaire. Au fur et à mesure de leur acquisition, les ressources idéologiques servent de catalyseur au processus de politisation et facilitent la conversion des savoirs d'expérience retirés de la participation aux actions en capital militant.

IIe PARTIE. AUX (RE)SOURCES DE L'ORGANISATION

Lorsque l'on décrit les mouvements sociaux et, parmi eux, les OPNC, l'impression d'une inconstance formelle s'ajoute souvent à celle d'imprécision ou de polysémie idéologique. Sur ce registre, la structure organisationnelle semble s'accorder à celle du fond dans la mesure où sa principale caractéristique serait, selon les points de vue, l'instabilité chronique ou une forme extrême de plasticité. Alors qu'ils produisent des effets multiples et souvent contradictoires sur les organisations concernées, ces deux facteurs sont souvent convoqués pour expliquer l'inconstance des mobilisations collectives mises en œuvre à partir des OPNC et une forme, plus ou moins aiguë, d'inconsistance des engagements militants (improbables, intermittents ou à bon compte, etc.).

Envisagé au regard du fonctionnement des OPC, celui des organisations contestataires ne peut effectivement apparaître qu'erratique. L'observateur attentif est, par exemple, immédiatement amené à constater les coûts spécifiques entraînés par cette option organisationnelle en termes de turnover des militants. Pour autant, beaucoup de ces groupes – dont les quatre collectifs auprès desquels nous avons enquêté – sont nés entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, et comptent aujourd'hui entre 10 et 15 années d'existence. La contradiction, au moins apparente, qui naît au croisement de données attestant à la fois d'une inconstance formelle et d'une durée relativement longue d'existence, plaide pour un nouvel examen des ressources organisationnelles mobilisées par les OPNC et leurs effets sur les mobilisations. Si l'on admet qu'au sein des OPC la structure de l'appareil militant participe à maintenir la cohésion du groupe et de son projet politique, qu'en est-il pour celles qui n'ont pas retenu cette option ?

Nous savons aujourd'hui que l'impression de permanence qui se dégage des appareils militants des OPC n'empêche en rien ces groupes politiques d'être confrontés à l'alternance de phases de dynamisme, de ralentissement, voire de mise en sommeil des luttes. Ici, la structure des appareils politiques permet aux groupes de gérer les flux et les reflux de l'activité militante en préservant les principaux outils de la mobilisation collective (structure d'accueil, identité collective, ressources, réseau militant, etc.). Comment les OPNC s'organisent-elles pour faire face à l'alternance de ces phases de creux et de plein en l'absence de cet outil ? Au-delà de la question de la pérennité des organisations dans le temps, qu'est-ce qui permet à ces collectifs de se faire connaître, d'accueillir et de fédérer les militants au quotidien sans infrastructure d'accueil et recrutement ? Sans nier les effets déjà amplement documentés de

ce qu'on rassemble aujourd'hui sous l'expression de « tyrannie de l'absence de structure[52] », il apparaît nécessaire d'interroger en contrepoint les mécanismes qui charpentent l'activité des OPNC.

Quels types de ressources organisationnelles mobilisent les OPNC ? Comment les militants sont-ils recrutés, formés et intégrés aux collectifs de lutte ? Selon quels mécanismes les militants sont-ils mis en relations de façon à servir la cause ? Comment s'organisent la répartition et l'exécution des tâches qui composent le travail militant ? Comment les collectifs militants s'inscrivent-ils dans leur environnement politique ? Quelle forme prennent les réseaux militants et quels types de liens rassemblent les collectifs entre eux ? Le cas échéant, quels mécanismes organisationnels permettent aux collectifs militants de coordonner leurs actions au service d'une même cause en dépit de leurs différences et de leur organisation en petites unités d'engagement ? De quelles manières ces choix participent à créer une offre d'engagement spécifique et en quoi le modèle de la désorganisation facilite et pérennise la mobilisation dans les organisations contestataires ?

52. FREEMAN Jo, *The Tyranny of Structurelessness* (conférence), Southern Female Rights Union, Beulah, Mississippi, mai 1970. L'intégralité du texte (notes mises en forme en 1971) de la conférence est accessible sur le site de l'auteur : http://www.jofreeman.com/joreen/tyranny.htm À noter, le texte a ultérieurement été publié dans les revues *The Second Wave* (vol. 2, n° 1, 1972) et *Berkeley Journal of Sociology* (vol. 17, 1972-73, p. 151-165).

Chapitre 1. De quoi le collectif est-il le nom ?

Pour les militants des OPNC, l'usage du terme « *collectif* » a une double fonction. La première est de distinguer ces dernières des autres groupes militants en s'écartant délibérément du champ lexical associé à la mobilisation au sein des OPC (section, fédération, représentant, délégué, parti, syndicat, etc.). La seconde est de suggérer ou, pour les plus avertis, de désigner une modalité spécifique de fonctionnement des groupes militants. Les infirmières ont fait le même choix en 1988 lorsqu'elles se sont rassemblées au sein d'une « coordination » pour lutter collectivement contre la déqualification de leur métier[53]. Cela leur a permis de mener cette lutte du travail en dehors du cadre et du répertoire d'actions syndical préexistant, tout en permettant des formes de coopération choisies avec les organisations professionnelles.

Ainsi, le terme « *collectif* » désigne à la fois la physionomie et le fonctionnement des organisations militantes contestataires. Ces groupes se caractérisent d'abord par leur petite taille (de 10 à 70 personnes) et par une organisation peu formalisée. Ils se singularisent ensuite en rassemblant les militants selon une logique affinitaire. Rassembler des individus ayant des raisons et des motifs de s'engager assez proches facilite la constitution des groupes et l'invention des identités collectives correspondantes. L'association de ces deux qualités révèle que l'activité militante des OPNC repose essentiellement sur la dynamique des interactions entraînée par la mise en œuvre du travail militant. En s'attachant à *un collectif,* les militants intègrent ainsi des petites unités d'engagement où les relations de face-à-face donnent forme à des organisations qui en semblent apparemment dépourvues. Nous avons déjà évoqué un certain nombre de caractéristiques de nos objets d'étude dans l'introduction de ce manuscrit. Dans ce chapitre, nous allons revenir en détail sur une partie d'entre elles afin de caractériser les technologies d'association qui ont cours dans les OPNC.

1.1. La [petite] taille critique des collectifs

Comme la présentation de nos quatre objets d'étude l'atteste, les groupes militants non conventionnels se caractérisent d'abord par leur petite taille. Le nombre de militants se situe le plus souvent entre 10 et 70 personnes, sachant que la majorité des collectifs de lutte se trouvent plutôt dans la moyenne basse (10-30). Historiquement, l'offre d'engagement proposée par les organisations radicales situées à l'extrême gauche de l'échiquier politique a

53. IMBERT Françoise *et al.*, *Les infirmières et leur coordination,* Lamarre, Paris, 1992. Sur cette question, voir aussi HASSENTEUFEL Patrick, « Pratiques représentatives et constructions identitaires : une approche des coordinations », *Revue française de sciences politique*s, vol. 41, n° 1, 1991, p. 5-28 et LESCHI Didier, « Les coordinations, filles des années 1968 », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n°3, 1996.

toujours attiré un très petit nombre de militants en comparaison de ceux dont peuvent se prévaloir les organisations partisanes dites « de gouvernement » (PS, Europe Écologie Les Verts, Front de gauche, Insoumis, etc.), les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, etc.) et les associations d'envergure nationale (LDH, etc.). Dans le cas des OPNC, cependant, la réalité des effectifs militants ne s'explique pas seulement par le niveau d'audience potentiel que peuvent rencontrer leur projet politique et/ou leur cause. Au-delà de cet effet structurel, la petite taille des groupes militants est un élément déterminant du fonctionnement des organisations que nous avons observées.

1.1.1. Le numerus clausus des AMAP

La valorisation des relations de proximité, notamment par la relocalisation des échanges marchands, fait ainsi partie des valeurs revendiquées par les AMAP. Au-delà des arguments économiques et écologiques, les mangeurs défendent une certaine conception des relations sociales. Ces dernières seraient d'autant plus profitables qu'elles sont engagées dans des interactions directes, régulières et localisées, c'est-à-dire mises en œuvre dans leur environnement quotidien et immédiat. Dans les AMAP, cette intention se manifeste par l'importance accordée aux échanges entre mangeurs et entre ces derniers et les producteurs. Si elle connaît des applications pratiques variables, la volonté de participer « *au développement de liens sociaux de proximité* » fait l'unanimité et se traduit notamment par une attention spécifique portée à la taille des groupes.

La taille des groupes de mangeurs se construit au croisement de deux facteurs. Le premier correspond au volume de marchandise que les maraîchers, systématiquement identifiés comme les principaux fournisseurs dans les AMAP, mettent à disposition des mangeurs. Le second réside dans l'interprétation que les mangeurs et les producteurs font de la charte des AMAP et de la notion de « *proximité* ». La charte des AMAP prévoit « *la proximité du producteur et des consommateurs : indispensable pour assurer le lien direct entre eux et pour favoriser le circuit le plus court entre producteur et consommateurs*[54] ». À partir de leur expérience et suivant l'interprétation plus ou moins radicale qu'ils font de ce principe, les mangeurs évaluent une taille de groupe maximale au-delà de laquelle ils estiment que les relations entre mangeurs ne sont plus profitables et établissent un numerus clausus. Dans ce système, l'accession d'un nouveau foyer aux contrats AMAP est nécessairement due au départ d'un autre, d'où l'apparition de listes d'attente où le nombre de candidats peut aller jusqu'à représenter un tiers de l'effectif total des groupes.

54. Voir le texte de la charte des AMAP, annexe n° 2, p. 399.

Pour les mangeurs, l'engagement dans une AMAP implique d'accepter un certain nombre de contraintes telles que l'obligation de venir retirer son panier de marchandises un jour précis de la semaine, devoir composer avec un contenu imposé et, souvent, l'obligation de multiplier les temps de travail domestique consacrés au ravitaillement et à la transformation des produits. Dans le cadre des AMAP, ces contraintes sont théoriquement compensées par la qualité des relations qui peuvent se tisser entre mangeurs, c'est-à-dire la convivialité et la reconnaissance sociale adossées à la démarche d'engagement. La gestion de la taille des groupes est un enjeu stratégique pour ces organisations, car c'est un des principaux moyens dont elles disposent pour influencer sur la quantité et qualité des interactions de façon à atteindre le niveau d'échanges à même d'encourager et de participer à la rétribution des engagements.

Du point de vue de certains des mangeurs, la toute première AMAP mise sur pied à Rezé a, par exemple, fait les frais de son initiative. Cette association de fait a très vite attiré les premiers curieux et convaincus de ce modèle de consommation en circuit court. D'une saison à l'autre, le groupe s'est étoffé pour passer de 30 à 90 paniers distribués. Si le succès de la démarche a galvanisé le groupe de mangeurs dans un premier temps, une partie de ceux qui avaient vu l'AMAP fonctionner avec 30, puis 50 paniers, se sont plaints de la perte progressive de la qualité des relations entre les mangeurs et avec les producteurs. Cette situation a engendré de l'exit, notamment parmi les premiers engagés, qui occupaient les positions de coordinateurs des différents contrats AMAP. Si certains ont quitté le groupe en exposant leur point de vue, d'autres se sont contentés de voter avec leurs pieds en ne renouvelant pas leurs contrats la saison suivante. Une petite partie de ces mangeurs a définitivement renoncé au principe de l'AMAP, d'autres ont rejoint des AMAP existantes ou en cours de constitution, tandis que certains ont contribué à la création de nouvelles structures. Du fait de cette expérience, ces deux dernières catégories de mangeurs ont systématiquement conservé un souci pour la taille des groupes et l'ont fait valoir dans leur nouvelle AMAP de rattachement.

Dans le cas des AMAP, la limitation de la taille des groupes de mangeurs est une mesure structurelle liée au volume de marchandise disponible, mais aussi un parti pris organisationnel dont le but est de préserver l'attractivité du modèle. Cette mesure permet, en effet, de maintenir un niveau minimal d'incitation à l'engagement – donner l'envie d'en être – et de rétributions du militantisme au sein du groupe – donner l'envie de rester – en contrepoint des contraintes assumées au seul niveau individuel (prépaiement, jour de retrait

fixe, types de marchandises imposés, multiplication et allongement des temps de travail domestiques consacrés au ravitaillement et à la préparation des produits, etc.).

1.1.2. Le jeu des proximités relatives chez les militants Désobéissants

D'une façon différente, les groupes mobilisés dans les actions de désobéissance civile et d'ADNV sont soumis au même impératif de développement d'interactions de proximité entre les militants et les sympathisants. Le projet politique des Désobéissants consiste, entre autres, à former le plus grand nombre de personnes possible aux modes d'action de l'ADNV et de la désobéissance civile sur tout le territoire national. L'objectif est de créer un réseau de militants capables de coopération et susceptibles d'être mobilisés rapidement, durablement ou ponctuellement, pour participer à une campagne de lutte ou une action directe précise.

Tous les militants passés par les stages de formation proposés par le groupe Désobéissants sont inscrits sur la liste de diffusion du collectif et reçoivent régulièrement des e-mails pour les informer des projets d'action et les inviter à y participer. En parallèle, les stagiaires qui ont profité des stages pour se rapprocher d'un groupe militant spécifique ont aussi échangé l'intégralité de leurs coordonnées personnelles. Ils sont alors susceptibles de recevoir un nombre plus important d'informations et d'invitations, notamment dans le cadre de projets d'action plus confidentiels[55]. Le fonctionnement décentralisé et dématérialisé du groupe et le principe d'association ponctuel qu'il promeut implique pour les militants d'endosser le rôle d'activistes. C'est-à-dire de se mobiliser pour la mise en œuvre d'une action donnée en venant renforcer les effectifs d'un groupe à l'initiative sur la base de la seule appartenance commune au réseau Désobéissants.

Dans cette situation, les militants, expérimentés ou non, viennent rejoindre ledit groupe et se mettent en situation d'avoir à coopérer de façon très pointue et/ou rapprochée avec d'autres militants avec lesquels ils partagent une intention politique, voire une cause précise, mais pas nécessairement un quotidien d'engagement. Ce mécanisme, donc, exige de chacun un niveau minimal de confiance dans le réseau et les acteurs qui le composent. Ce type de procédé implique aussi que les militants puissent rapidement, sinon spontanément, s'engager dans des relations de confiance et de solidarité réciproques, même temporaires, pour coopérer efficacement dans l'action. Ici aussi, cette capacité est dépendante de la qualité

55. Ma participation à plusieurs stages de formation mis en œuvre par le réseau Désobéissants, en tant qu'observatrice participante, m'a ainsi valu d'être inscrite sur la liste de diffusion du collectif et de recevoir toutes les informations et appels à action le concernant durant 4 ans. Tisser des liens plus spécifiques avec les militants environnementalistes antinucléaire, anti-aéroport (NDDL) et anti-OGM m'a aussi permis d'être informée par courrier postal et/ou par téléphone de l'opportunité de participer à des actions restées confidentielles jusqu'au jour de leur réalisation.

des interactions que les activistes peuvent nouer avant de s'engager dans l'action, au cours des stages de formation et des phases de briefing qui précèdent sa mise en œuvre.

Au sein du réseau, le recrutement des activistes, militants et/ou sympathisants, pour la réalisation d'une action donnée s'organise en plusieurs phases. Le premier tri s'opère au moment de la diffusion des informations relatives à l'organisation de l'action. En plus de l'objet de l'action, de ses objectifs, du lieu de rendez-vous et des informations pratiques complémentaires, ces annonces comprennent en général des mentions qui qualifient le niveau d'exposition au risque juridique encouru et, le cas échéant, le niveau de tension et/ou de répression attendu sur le terrain (risque physique). Lorsqu'ils arrivent au point de rendez-vous pour le briefing, les militants présents ont fait leur choix à partir d'éléments concrets. La deuxième phase se déroule quand les militants décidés à participer à l'action se rencontrent pour le briefing. La communication d'informations plus précises et la rencontre avec d'autres activistes volontaires leur permettent de se faire une idée plus précise des conditions de mise en œuvre de l'action. À la lumière de ces derniers éléments, les militants et sympathisants qui le souhaitent peuvent encore choisir de se retirer. Ensuite seulement, les activistes décidés à participer se rendent sur le lieu de l'action tenu secret jusqu'ici.

Dans cette configuration, il est rare que les militants aient suffisamment de temps pour faire ou refaire connaissance avant la mise en œuvre de l'action. Le plus souvent, ils profitent plutôt des différents temps de présentation des ressorts et des enjeux de l'action pour s'échanger des signaux qui témoignent de leur volonté et de leur capacité à coopérer et à tenir le rôle qui leur sera attribué au sein du groupe. Dans un laps de temps aussi limité, quand bien même une partie des militants se sont déjà croisés précédemment, la possibilité d'avoir ces échanges tient au fait que le nombre d'individus engagés reste relativement limité.

Au cours des actions auxquelles j'ai assisté, un des indices de la volonté de coopérer reposait sur la mise en scène de l'écoute attentive accordée à la présentation de l'action par ses concepteurs. En plus de renseigner les militants pour eux-mêmes, cette posture de corps délibérément appuyée permettait à toutes les personnes présentes de se démontrer les unes aux autres leur intention de s'en tenir au scénario validé collectivement. Durant les différentes phases de briefing, tous les militants présents participent à ce dialogue muet et interprètent ces signes en continu. Ici, le langage corporel devient un élément fondamental utilisé par tous pour afficher l'adhésion, la confiance, l'enthousiasme, mais parfois aussi le doute, l'incompréhension ou le refus. La possibilité qu'ont ou non les militants de conduire ce type

de dialogue influence directement leurs capacités de coordination, y compris émotionnelles, dans l'action.

De façon apparemment contradictoire, l'intention de coopération est aussi mise en scène à travers l'expression de réserves immédiatement suivie d'une réaffirmation de la volonté de participer, qui apparaît alors d'autant plus crédible que les limites perçues ont été verbalisées et qu'elles ont pu conduire à une adaptation du scénario de l'action ou une redistribution des tâches. Ainsi, lorsqu'un doute apparaît et qu'il est rendu visible par le langage corporel, le silence s'installe progressivement pour offrir l'opportunité à celui dont il émane d'exprimer ouvertement sa position. Le plus souvent, les militants en question prennent la parole pour exprimer un souhait, un besoin ou un impossible et demandent à pouvoir s'engager dans l'action en occupant un rôle plutôt qu'un autre. C'est typiquement le cas dans les actions de blocage de sites où les militants sont invités à faire barrage de leurs corps en s'attachant à l'aide de différents matériels. Il n'est alors pas rare que chacun se prononce sur sa capacité à faire partie des militants « *lockés*[56] », à endosser le rôle « *d'ange gardien* » ou sur son besoin d'occuper un rôle moins exposé. Ce type d'action n'est évidemment jamais mis en œuvre sans que ses initiateurs sachent qu'ils peuvent compter sur un nombre suffisant de militants aguerris en capacité d'occuper ces rôles. Ici, l'important est qu'exprimer une incapacité à tenir un rôle donné a le même effet qu'avoir manifesté une posture d'écoute. Cela exprime indirectement la volonté de s'en tenir au plan élaboré collectivement et la conscience de l'engagement pris vis-à-vis des autres membres du groupe. Lors de la phase qui précède le déploiement d'une action, le fait que les militants expriment publiquement leurs limites apparaît comme un gage de sérieux et un indice du niveau de responsabilisation de chacun. Ces initiatives influencent positivement la cohésion du groupe d'activistes.

Mener des observations participantes m'a amenée à faire ce type de choix, à les expliciter, au même titre que les autres militants. Ainsi, que ce soit durant les jeux de rôle organisés pendant les stages de formation ou des actions réelles, j'ai systématiquement refusé

56. Le terme « *lockage* » est utilisé par les militants Désobéissants pour désigner toutes les pratiques qui conduisent à attacher et/ou suspendre un militant à un objet, ou entre eux, à l'aide d'outils. Celui de « *blocage* » désigne les techniques corporelles qui permettent de garder une position. Les militants antinucléaires qui se suspendent grâce à du matériel d'escalade au-dessus des lignes de chemin de fer pour empêcher la circulation des wagons transportant du combustible nucléaire sont « *lockés* ». Ceux qui forment un cordon pour empêcher l'accès à un lieu sans être entravés par des liens sont « *bloqués* ». Les deux termes permettent de différencier la situation des militants sur le terrain. Les premiers sont attachés par l'intermédiaire d'un objet et ne gardent pas de moyen de se détacher sur eux, tandis que les autres sont seulement bloqués par le rôle et la position qu'ils doivent tenir dans l'action, mais peuvent l'abandonner en cas de besoin. Pour des raisons de sécurité, un militant « *locké* » est toujours accompagné d'un ange gardien, qui veille à sa sécurité et détient le moyen de le libérer rapidement en cas de besoin.

d'être *lockée* ou de tenir le rôle *d'ange gardien*, mais accepté d'utiliser des systèmes de blocage d'où je pouvais me dégager seule. Cette posture avait largement de quoi apparaître indélicate aux autres militants engagés, puisqu'elle soulignait mon refus absolu de m'en remettre à eux et, plus encore, qu'ils s'en remettent à moi. Ce choix révélait en fait la particularité de ma position de chercheuse sur le terrain, plus militante de la pratique ethnographique et des obligations qu'elle entraîne vis-à-vis des enquêtés, que des causes que j'observais[57]. Ce qui aurait légitimement pu être interprété comme un risque de défaut de solidarité de ma part a, au contraire, été accueilli comme un gage d'honnêteté face à l'ambiguïté de mon rôle d'observatrice durant les actions et du sérieux avec lequel j'entendais composer avec cette réalité[58].

Le fait que les militants expriment des limites qui, sans relever de l'intime, procèdent néanmoins du dévoilement personnel est aussi accueilli comme la marque d'un pas fait en direction du groupe et une manière de s'en remettre à lui. Ces prises de parole contribuent à créer réciprocité et solidarité entre militants. Pour poursuivre notre exemple, les risques endossés par les activistes attachés durant les actions obligent moralement les autres individus engagés à leur côté. C'est d'autant plus vrai pour le militant « *ange gardien* », qui détient la clé capable de libérer le militant entravé. Durant une action, il a pour mission de veiller au confort, au ravitaillement et à la sécurité de ce dernier. Lorsque les forces de police décident de dégager un militant attaché (chaînes, cadenas, antivol, cordages, etc.) à l'aide d'outils appropriés (pinces coupantes, scies à métaux ou circulaires, couteaux, etc.), c'est encore à l'ange gardien qu'appartient de décider du moment où mettre fin à la manœuvre au

57. Pour une discussion plus approfondie sur ce point, voir BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, n° 75/2, 2009.

58. Mon parti pris en tant qu'observatrice participante a consisté à informer systématiquement les personnes auprès desquelles j'enquêtais de mon statut de chercheuse. J'ai présenté succinctement mon projet de recherche ainsi que la posture d'enquête qui était la mienne à tous mes interlocuteurs lors de mon entrée dans les collectifs auprès desquels j'ai travaillé. Compte-tenu de l'enjeu de discrétion dont se sentent investis les collectifs observés, cette mise au point m'est apparue comme une condition de réussite de mon projet de recherche. La prétention à participer à des actions politiques, notamment illégales ou dangereuses, implique de pouvoir à la fois inspirer confiance et compter sur celle des autres. Dissimuler mon statut de chercheuse à mes enquêtés m'aurait exposée à des risques, réels et fantasmés, d'être découverte et finalement progressivement exclue de mes terrains d'enquête. Contrairement à d'autres situations d'enquête, taire mon statut ne me procurait donc aucun avantage stratégique quant à la conduite de ma recherche. Pour autant, il serait faux d'affirmer que les militants auprès desquels j'ai travaillé avaient continuellement à l'esprit mon statut d'enquêtrice. En effet, l'association de la posture ethnographique et de la méthode de l'observation participante font que le comportement de l'enquêteur se confond de plus en plus avec celui de ses enquêtés, jusqu'à rendre ce dernier impossible à distinguer pour un observateur non averti. Par ailleurs, si je ne me cachais pas de ce statut, je ne le réaffirmais pas à chaque fois que j'arrivais sur un lieu d'observation. La plupart des militants auprès desquels je travaillais étant informés, ce matraquage serait paru incongru. Le turnover qui existe dans les différents groupes militants que j'ai observés durant 4 ans a donc pu avoir pour conséquence qu'une partie des enquêtés, a fortiori s'ils ne s'engageaient pas durablement, n'étaient pas au fait de mon statut d'enquêtrice de terrain. Du reste, les entretiens que j'ai menés auprès des militants, même peu nombreux, sont venus rappeler régulièrement mes intentions aux yeux de tous.

croisement de ce qu'il perçoit de la volonté du militant attaché, des risques encourus et des besoins de l'action.

D'un point de vue extérieur, ces indices peuvent paraître insignifiants, ils n'en demeurent pas moins capitaux pour les militants engagés. Ils permettent à chacun de prendre et de signaler sa place dans le groupe, à tous de pouvoir compter sur la prévisibilité des comportements des autres au cours de l'action et contribue, ce faisant, à sécuriser tout le monde. Aussi infimes soient-ils, ces différents éléments participent à créer les conditions d'apparition des sentiments de solidarité et d'intégration collective chez les militants. Or, la majeure partie d'entre eux ne peuvent se déployer que dans des interactions de proximité capables d'inclure dans un même échange la totalité des militants mobilisés.

À travers ces deux exemples, nous avons montré l'importance pour les OPNC d'être structurées en petits groupes, quitte à ce que ces derniers soient ensuite organisés en réseaux afin de faciliter leur collaboration. Le dimensionnement de ces groupes militants atteste de l'existence d'une taille critique au-delà de laquelle les militants ne sont plus en capacité de coordonner efficacement leurs efforts. Cette caractéristique des OPNC fait écho au courant d'analyse de la micromobilisation[59] où les relations de face-à-face sont considérées comme les premiers vecteurs du processus de cadrage et, ce faisant, des facteurs incontournables de politisation et de mobilisation durable des militants au sein des groupes.

1.1.3. Le spectre de la scissiparité en question

Même si ce n'est pas le seul élément à prendre en compte pour comprendre ce phénomène, identifier l'enjeu organisationnel, et donc stratégique, que représente la taille des collectifs de lutte permet d'envisager la tendance à la scissiparité des OPNC sous un nouvel angle. Plus la taille des groupes militants augmente, moins le mécanisme intégrateur des interactions s'avère efficace, et plus les effets des désalignements entre les différentes tendances internes au groupe se font sentir. Lorsque la force de cohésion du groupe est mise à mal par l'augmentation du nombre de militants et la multiplication des sensibilités politiques fines, la diminution des interactions agit comme une force centrifuge. Ce phénomène accentue les risques de polarisation des différents points de vue et, à terme, de dislocation des collectifs.

Nous ne discuterons pas ici de la pluralité des motifs, notamment idéologiques, qui conduisent à la séparation des collectifs, cependant nous avons pu observer que le facteur de

59. À ce sujet, voir notamment SNOW David A. *et al.*, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 1986, p. 461-481

la dimension des groupes joue systématiquement. La plupart de ceux que nous avons vus se scinder avaient des difficultés à garantir un niveau d'intégration collective suffisant pour maintenir leur cohésion interne du fait d'avoir atteint leur taille critique. Alors que, dans des groupes de taille restreinte, les désalignements politiques bénins peuvent trouver à se compenser dans le cadre des interactions de proximité, cet effet de régulation perd de sa force lorsque les occasions d'échanges entre les tenants des différentes positions diminuent. De nouvelles distances, physique et relationnelle, s'ajoutent à celles politiques et/ou idéologiques. Cet éloignement tous azimuts vient remettre en cause la force morale contraignante qui structure les engagements réciproques tissés dans le cadre des relations de proximité qu'implique la réalisation du travail militant. Ce mécanisme conduit à un abaissement progressif des coûts, individuels et collectifs, associés à la perte de l'unité collective initiale, et facilite la séparation des groupes en plusieurs unités autonomes.

Dans les OPC, la scission est souvent l'étape ultime d'une crise politique interne qui couve depuis un long moment. Étant donné l'importance et l'attention accordées à l'appareil politique en tant qu'outil de rassemblement des militants, la séparation signe l'impossibilité des différentes tendances à trouver une issue en conservant l'unité de départ. L'unité organisationnelle étant autant un moyen qu'un objectif politique dans le registre de mobilisation conventionnel, chaque scission est vécue comme un échec qui ébranle souvent lourdement les militants toutes tendances confondues.

Dans les OPNC aussi, les phénomènes de scission sont l'expression de difficultés internes aux collectifs. Cependant, l'intégrité politique et collective du groupe étant structurellement moins dépendante de son unité formelle, les conséquences de ces crises semblent moins coûteuses collectivement. Il ne s'agit pas d'affirmer ici que les désaccords idéologiques et les crises politiques n'affaiblissent pas les collectifs de lutte, mais plutôt d'introduire une nuance. Pour les OPNC, la baisse des effectifs militants est une perte d'autant plus sèche que leurs effectifs sont limités. Elle constitue aussi un risque organisationnel puisque le volume et une partie de la qualité des interactions qui trament le quotidien des luttes diminuent proportionnellement. Ce type de crise est souvent fatal aux plus petits des groupes (entre 5 et 10 personnes). Mais, compte tenu de l'enjeu représenté par les interactions, la scission peut aussi être une mesure d'adaptation et/ou de conservation qui permet aux groupes de retrouver des dimensions adaptées à leur modèle organisationnel. Dans cette perspective, les groupes issus de la scission consolideraient leur existence en

retrouvant les effectifs et donc le volume d'interactions nécessaire pour garantir la cohésion collective et la mise en œuvre du travail militant.

C'est ce qui s'est produit dans le collectif des Désobéissants alors que l'organisation de stages de formation toujours plus nombreux sur l'ensemble du territoire a fait augmenter de façon conséquente le nombre de sympathisants et militants rattachés à la plateforme. À l'origine, le groupe des Désobéissants rassemble 10 à 15 membres présentant des caractéristiques sociales et politiques très homogènes. Ce sont tous des hommes âgés de 20 à 30 ans concernés par la cause antinucléaire. Lorsqu'ils mettent sur pied la plateforme et engagent les campagnes de formation aux pratiques de l'ADNV et de la désobéissance civile, le collectif est extrêmement soudé du fait de sa petite taille, des proximités tous azimuts qui lient les militants entre eux et du succès que rencontre leur initiative. Progressivement, l'organisation d'un à deux stages de formation par mois pendant 4 ans sur tout le territoire national a fini par rassembler un effectif à la fois trop important et trop éparpillé pour maintenir la cohésion du groupe. L'élévation rapide du nombre d'individus mobilisés et l'effet de diversification, même relatif, de leurs caractéristiques sociales ont ainsi eu pour effet de le fragiliser en faisant s'enrayer les mécanismes d'intégration collective.

Alors que l'activité des militants entrepreneurs de cause est saturée par l'exécution des actions directes et l'animation des stages, l'organisation des formations crée une demande d'engagement à laquelle ni le groupe ni les réseaux militants locaux ne peuvent répondre. Face à cet afflux, le collectif Désobéissants s'est retrouvé submergé et partiellement écartelé malgré sa structure en réseau. Ce phénomène a alimenté des tensions au sein du groupe, notamment parmi les entrepreneurs de cause.

Progressivement, une ligne de démarcation est apparue entre deux tendances. La première, basée dans l'ouest de la France et majoritaire chez les entrepreneurs de cause, défend une conception typiquement conseilliste en valorisant l'ancrage dans les scènes militantes locales faisant du collectif un outil de lutte plutôt qu'un groupe politique en soi. La seconde, basée à Paris et concentrant une part importante des individus passés par les stages, s'est mise à défendre une conception légèrement plus centralisatrice en revendiquant l'existence du collectif en tant que tel et en travaillant à sa promotion. Cette polarisation progressive s'explique, entre autres, par un effet de nombre et de structuration des interactions entre militants. Du fait de leur concentration sur un même territoire, les militants rassemblés dans la première tendance pouvaient se côtoyer et associer régulièrement leurs forces pour animer les stages de formation et participer aux actions

directes. Cela les a encouragés à privilégier l'option « *localiste* » et à développer le groupe en cherchant à densifier les liens et la mobilisation à cette échelle de territoire plutôt que de les développer vers l'extérieur. À l'inverse, le militant basé à Paris était plus isolé du groupe initial, mais aussi plus à même de profiter de l'étalement du réseau. Cette configuration l'a encouragé à privilégier une forme d'investissement délocalisé et à souhaiter construire une unité d'intention et d'action collective à l'échelle nationale pour le mouvement.

La cohabitation de ces deux tendances a nourri des débats soutenus au sein du collectif, avant que les positions se polarisent suffisamment pour que ses acteurs perçoivent l'impossibilité de faire converger leur point de vue. Face à cette crise politique et au risque de démobilisation généralisée que représentait une lutte fratricide entre militants entrepreneurs de cause, ces derniers ont choisi d'entériner un fonctionnement plus décentralisé. La création de sous-réseaux devait permettre aux spécificités locales de s'exprimer tout en sanctuarisant la plateforme commune. Alors que le site Désobéir.net et l'adresse e-mail qui lui est rattachée restent les points d'entrée communs à tous les militants au niveau national, des adresses e-mails régionales facilitent l'organisation du travail militant à l'échelon local. Le « *manifeste des Désobéissants*[60] » a été revu et corrigé de façon à intégrer les deux conceptions de la mobilisation collective qui cohabitent au sein du mouvement. En parallèle, la mise en œuvre du travail militant s'est développée en fonction des différentes sensibilités politiques. Dans l'ouest, la scission a fait apparaître un ensemble de collectifs intéressés par les problématiques politiques locales, formant un réseau militant de proximité dense caractérisé par ses capacités de coopération. Le sous-groupe ancré à Paris coiffe un réseau de groupes plus divers et plus dispersés, dont les activités sont centrées sur les campagnes de formation et une stratégie offensive de publicisation des causes avec le recours systématique à des actions à haute valeur ajoutée médiatique.

Ce qui n'était au départ qu'une ligne de partage géographique, polarisation du travail militant faisant, est donc devenu une ligne de front séparant deux conceptions du développement du réseau Désobéissants. Aujourd'hui, ces deux sous-groupes fonctionnent parallèlement l'un à l'autre et se saisissent régulièrement de leur proximité de vues et d'intérêts pour coopérer dans le cadre de campagnes et/ou d'actions de grande ampleur. Si la tentative de régionalisation n'a pas porté tous ses fruits[61], reste que les militants qui s'opposaient au sein du collectif initial se sont entendus pour se séparer sans faire imploser le

60. Pour consulter le manifeste du collectif Désobéissants, voir annexe n° 1, p. 399.

61. En pratique, seul le sous-réseau Nord-Ouest, où sont implantés une partie des fondateurs du collectif Désobéissants, est parvenu à se saisir et à fonctionner à cet échelon. C'est pourquoi j'ai eu l'occasion de participer à plusieurs « *stages d'été du réseau Désobéissants Nord-Ouest* », dont l'objectif était de consolider les liens entre militants locaux au cours de temps partagés, essentiellement conviviaux.

mouvement. Ce réflexe organisationnel a permis de faire baisser la taille des groupes de référence, d'accroître le niveau d'affinités électives partagées par les militants et d'augmenter significativement le volume des interactions.

Sur ce point, le principe de fonctionnement des AMAP apparaît remarquable puisqu'il organise, sur un registre positif et valorisant, l'épuisement contractuel des engagements tous les 6 mois, mais encore la subdivision des groupes de départ. Le mécanisme de « *l'essaimage* » sert la diffusion du modèle des AMAP. C'est aussi un des outils à partir desquels s'organise la subdivision des groupes à des fins d'homogénéisation du public militant en préservant ces derniers des coûts d'une crise politique. Les mangeurs hiérarchisent différemment les arguments favorables à ce système d'échange de marchandises en circuits courts en fonction de leurs caractéristiques sociales et de leurs aspirations politiques. Suivant l'importance relative qu'ils accordent aux arguments sanitaire, relationnel, économique et écologique, les groupes adoptent une ligne politique – mélange de rouge (communiste), de vert (écologiste) et de noir (anarchiste) – plus ou moins marquée. Ici encore, il serait naïf de croire que la confrontation des points de vue et la défection de certains mangeurs, notamment parmi les plus actifs, n'ont aucun impact sur le dynamisme du groupe initial. Cependant, le mécanisme de l'essaimage offre une porte de sortie positive aux amapiens en leur permettant de continuer à se percevoir comme mus par un objectif commun en dépit et/ou justement grâce à la possibilité de scission. Quand le nombre de candidats à l'intégration est suffisant pour compenser les sorties, l'autonomisation d'une partie d'un groupe suite à un désaccord politique est réinterprétée à la lumière des ambitions d'expansion du modèle.

Les ressources organisationnelles sont à la fois les outils et les produits de la mobilisation collective. Le choix d'un modèle d'organisation en particulier doit être envisagé autant du point de vue des opportunités que des risques qu'il représente pour les collectifs. Le choix d'un modèle d'organisation s'effectue ainsi au croisement de considérations politiques tactiques et de celles stratégiques relatives à la cohésion interne des groupes militants. D'un côté, le recours au modèle de la désorganisation expose continuellement les collectifs au risque de scissiparité et à l'affaiblissement consécutif de leur message politique ; de l'autre, la plasticité organisationnelle qui autorise la subdivision des groupes en préservant leur intention politique initiale est un facteur de maintien des engagements individuels et du dynamisme des luttes.

L'expansion continue des communautés d'engagement fondées sur des échanges réguliers et rapprochés génère de l'épuisement chez les militants, notamment les

entrepreneurs de cause, par l'augmentation potentiellement exponentielle des tâches nécessaires pour maintenir la cohésion collective. Chez les groupes concepteurs de logiciels libres décrits par Didier Demazière[62], la création d'unités de travail juxtaposées et quasiment autonomes les unes des autres permet à la fois d'organiser la production et d'encourager la participation des contributeurs. Les groupes contestataires ne souhaitant pas accéder aux positions politiques institutionnelles, leur stratégie militante repose moins sur la recherche de l'unité programmatique que de l'unité d'action. Or, le recours au modèle de la désorganisation est particulièrement adapté à la création de petits groupes qui tirent leur efficacité de l'homogénéité de leur public militant. De ce point de vue, le phénomène de subdivision des collectifs peut être apprécié comme le type de résilience organisationnelle caractéristique du modèle des OPNC. Là où le modèle d'organisation centralisé offre des opportunités en termes de pérennisation des groupes et des projets politiques au risque de la fragilisation des liens avec les militants ordinaires ; celui de la désorganisation privilégierait la maximisation des chances d'engagement et de mobilisation au sein des collectifs au risque de la confidentialité.

1.2. La libre association

Chez le public militant des OPNC, la crainte de l'enrégimentement et le refus de la délégation sont à l'origine de l'attachement au principe de la démocratie directe. On a déjà dit comment les OPNC tentent de composer avec ces indispositions à l'engagement, en constituant des groupes structurés sur la base de relations de face-à-face, en euphémisant les enjeux idéologiques et les effets des inégalités culturelles, notamment en termes de compétences militantes. L'attachement au principe d'autodétermination politique, dont l'exercice de la démocratie directe n'est qu'une des traductions, se traduit aussi dans la manière dont s'agrègent les militants pour construire de l'être ensemble et faire groupe : la libre association.

1.2.1. De l'intégration formelle

Chacun de nos objets d'étude, et par extension la très grande majorité des OPNC, se présente sous les traits d'associations de fait, c'est-à-dire d'un groupe d'individus réunis pour promouvoir une idée politique à travers la mise en œuvre d'actions concrètes, dont la cohésion repose sur les volontés individuelles de faire groupe en l'absence de tout système de

62. DEMAZIÈRE Didier, HORN François et ZUNE Marc, « Sociabilité et contrôle sociale dans les collectifs de développement de logiciels libres », dans NICOURD Sandrine (dir), *Le travail militant*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 117- 126 ; DEMAZIÈRE Didier, HORN François et ZUNE Marc, « Des relations de travail sans règles ? L'énigme de la production des logiciels libres », *Sociétés contemporaines*, n° 66, 2007, p. 101-125.

formalisation de ce dernier. Le processus selon lequel s'agrègent les militants au sein des OPNC peut être efficacement désigné par le terme de « libre association ». Le principe de libre association est la synthèse idéelle et idéaliste entre les tensions individualistes et collectivistes dont sont animés les militants engagés dans ces organisations. Héritée des influences anarchiste et autonomiste, cette modalité de structuration des groupes militants se caractérise par son ouverture, c'est-à-dire l'absence de frontières et de système formalisé de contrôle des entrées et sorties.

De l'absence de structure…

Ainsi, les groupes que nous avons eu l'occasion d'observer ne sont pas organisés à l'intérieur de frontières techniques ou administratives, sauf pour en faire un mode d'action sur le plan stratégique. C'est notamment le cas d'une partie des AMAP passées du statut d'associations de fait à celui d'associations loi 1901 déclarées en préfecture afin d'obtenir le droit d'organiser les distributions hebdomadaires dans les cours d'écoles[63]. Pour des raisons différentes, c'est aussi le choix qu'a fait le collectif du Théâtre de l'Opprimé·e de Nantes (TON). Ce groupe a opté pour un statut associatif afin d'ouvrir un compte bancaire où verser les rémunérations et/ou les défraiements obtenus lors des interventions. Pour autant, aucune des militantes-comédiennes ne devient effectivement adhérente de l'association du TON en versant une cotisation. Le terme d'association n'est d'ailleurs jamais utilisé lorsqu'il s'agit de désigner le collectif, les militantes préférant parler du « *TO* ». Dans le quotidien du travail militant, l'existence de l'association n'est mentionnée qu'indirectement lorsque la militante en charge de la gestion du compte bancaire fait le point sur l'état des finances en prévision de l'organisation du stage de perfectionnement annuel[64] et de « *la bouffe de fin d'année* », tous deux financés sur les deniers du collectif.

Cette distinction existe aussi au sein du l'espace autogéré B17. Au-delà du projet politique transversal aux différentes organisations présentes dans le lieu, la gestion collective d'un bien immobilier, même en tant que locataire à titre gratuit, implique l'existence d'une structure juridique officielle et la désignation d'un responsable légal de l'intégrité du bâtiment auprès du propriétaire et de ses assureurs. Lors de la création officielle du lieu autogéré en 2001, deux militants se sont donc portés volontaires pour que leurs noms figurent

63. À Nantes, suite à des demandes répétées et du fait de la présence d'élu·e·s Verts, puis d'Europe Écologie Les Verts, au conseil municipal, les AMAP ont obtenu l'autorisation d'organiser les distributions dans les cours des écoles primaires. Pour des questions administratives et assurantielles, les AMAP qui souhaitent bénéficier de cette possibilité ont l'obligation d'être répertoriées en tant qu'association loi 1901.

64. Chaque année, les militantes-comédiennes du TON invitent et rémunèrent la directrice – et néanmoins amie – de la C^ie^ NAJE à animer un stage de perfectionnement à la pratique du TO pendant 2 jours.

sur le commodat[65] signé entre le propriétaire des murs – l'Atelier Mécanique – et les militants d'extrême gauche fédérés pour l'occasion. Mais ici aussi, le recours aux outils administratifs utiles au collectif ne fait pas partie de ses préoccupations quotidiennes. Les habitudes et les routines du fonctionnement collégial et, dans une moindre mesure, le turnover militant ont fait oublier ce détail aux militants investis de longue date et ont privé les plus récents de la connaissance de cet élément. En pratique, c'est le déménagement programmé d'une de ces deux personnes – ayant par ailleurs cessé de fréquenter le lieu autogéré depuis longtemps – qui a obligé le Collectif de Gestion, ou CG, à se saisir de cette question. Ses membres actifs ont dû se donner le temps et les moyens de se réapproprier les implications de cet engagement jusqu'alors remisé aux archives. Dans ce cas, la distinction entre outils administratifs et technologie d'association se révèle de façon d'autant plus évidente que c'est justement le projet politique de B17 que d'organiser la cohabitation de plusieurs organisations par le partage et la gestion d'un lieu de vie militant commun. Or, ici, ce sont moins les mesures administratives qui permettent formellement la jouissance du lieu que les règles qui régissent la cohabitation des différents groupes militants au quotidien qui servent de technologie d'association. Cela explique notamment l'attention stratégique, parfois tatillonne, que les membres du CG accordent à cet ensemble de règles afin d'adapter régulièrement son contenu aux évolutions, modestes, mais néanmoins continues, des manières de s'engager et de se mobiliser[66].

En pratique, les OPNC ont souvent recours au statut d'association loi 1901 alors même qu'elles critiquent les organisations militantes qui fonctionnent selon ce modèle (AMAP, B17, TON). Dans leur cas, en effet, ce statut est envisagé comme un instrument technique et non un mécanisme de fédération des militants et d'organisation de l'action collective. Alors qu'elles désapprouvent la division, y compris sociale, du travail militant qu'implique le modèle organisationnel typique du cadre de la loi 1901, une partie des OPNC y ont néanmoins recours pour bénéficier des outils administratifs auxquels il donne accès. Dans ce cas, le modèle associatif de loi 1901 est utilisé en tant que plateforme modale, tandis qu'on lui superpose le modèle organisationnel de la libre association comme technologie d'association des militants et de collectivisation de la lutte.

65. Le « commodat » est un contrat juridique de prêt à usage qui peut être assimilé à un contrat de location sans paiement de loyer. Le commodataire (emprunteur) est responsable du bien qu'il occupe (administration, entretien, règlement des frais d'assurance et d'énergie) et doit le restituer au commodant (propriétaire), sur sa demande, dans l'état initial où il a été mis à sa disposition.

66. Pour consulter le règlement Intérieur de B17 et apprécier les différentes marges de manœuvre dont disposent les groupes en fonction de leur statut voir annexe n°3, p 400.

… à la structure dynamique des interactions

Au quotidien, cette intention organisationnelle se traduit par l'usage du terme « *collectif* » en lieu et place de celui de groupe et a fortiori de parti, de syndicat ou d'association. Ce terme indigène est utilisé par les militants pour décrire les groupes constitués sur la base de la libre association. Alors que celui de « groupe » est associé à l'idée d'une intégration militante formelle, idéologique et symbolique forte, celui de « collectif » veut traduire la souplesse, sinon la malléabilité des outils de cette intégration.

Les OPC mobilisent un certain nombre d'outils qui participent à marquer l'intégration des militants dans les groupes et, plus encore, à les démarquer de ceux qui n'y appartiennent pas. En plus de leur utilité politique et administrative, c'est une des raisons d'être des cartes de membre et des listes d'adhérents (intégration formelle), des journaux et autres newsletters qui permettent de diffuser la ligne politique du groupe (intégration idéologique) et, enfin, des autocollants, drapeaux et autres objets qui signalent l'adhésion et l'appartenance à un groupe constitué et solidaire (intégration symbolique). Tous ces éléments participent à désigner et à distinguer les militants en tant que membres d'un groupe donné, lui-même identifiable parmi les autres organisations qui composent son environnement militant immédiat. Dans le modèle organisationnel des OPC, ces outils contribuent à délimiter un dedans et un dehors et à marquer le passage du statut de sympathisant à celui de militant. Dans celui des OPNC (libre association), on observe les mêmes mécanismes d'intégration formelle, idéologique et symbolique, mais ils se manifestent de façon indirecte et sont généralement réduits à leur plus simple expression. Par ailleurs, ils ne participent pas à déterminer un dedans et un dehors, mais scandent plutôt les différentes étapes d'un processus d'intégration progressif et diffus qui fonctionne par paliers.

Au sein des OPNC, l'intégration formelle des militants se joue et se rejoue continuellement dans la mise en œuvre régulière et partagée du travail militant et les interactions que cela entraîne entre les individus mobilisés. Il s'agit d'acheter collectivement et à un prix équivalent tout ou partie de la récolte d'un producteur dans le cas des AMAP, de participer à des stages de formation et à des actions relevant de la désobéissance civile et de l'ADNV chez les Désobéissants, de participer aux répétitions et aux interventions dans le cas des troupes de TO et, enfin, de se mobiliser en même temps pour la cause de son groupe de référence et celle du lieu autogéré à B17.

La poursuite de notre raisonnement nous oblige à marquer le pas pour éclairer la manière dont nous allons mobiliser les données issues de l'enquête pour étayer notre propos.

Certains des mécanismes qui participent à l'intégration des militants dans les collectifs de lutte ne peuvent être observés directement, c'est-à-dire à travers leurs manifestations positives. C'est d'autant plus vrai lorsque leurs effets ne se manifestent pas à travers des objets ou des structures manifestes (carte de membre, liste d'adhérents, organigramme, etc.), mais uniquement par des phénomènes dynamiques assimilables à des forces. Dans ce contexte, l'observateur ne trouve pas à fixer son regard sur quelque chose en particulier. Il ne peut qu'observer et décrire précisément les différents états de son objet d'étude – notamment les plus extrêmes – afin de comprendre les mécanismes qui participent à faire passer ce dernier de l'un à l'autre. L'objet d'un groupe militant étant d'être mobilisé, il est souvent plus facile d'isoler les ressorts de l'intégration collective lorsque cette mécanique se dérègle plutôt qu'à une période de fonctionnement optimal, par ailleurs souvent confondu avec l'état *normal* du groupe. Partant de ce principe, le mécanisme de la libre association est plus facile à décrire et à comprendre au moment où ces effets intégrateurs s'amenuisent ou disparaissent. L'observation des phases de flux et de reflux du dynamisme militant permet ainsi de réfléchir *en creux* aux différents processus qui participent à créer de la cohésion collective au sein des OPNC.

L'incidence négative du recours au mode d'organisation de la libre association apparaît lorsque le volume et, surtout, la densité des interactions entre militants diminuent. L'intégration collective est corrélée à la quantité d'interactions qui relient les militants et, ce faisant, au volume de travail militant que le groupe est en capacité de générer et de distribuer sous la forme de tâches partagées. Lorsque leur nombre baisse, celui des interactions diminue en proportion et entraîne une diminution progressive du sentiment d'intégration collective chez les militants. Lorsque le niveau d'activité décline durablement, les militants sont exposés à une sensation extrêmement inconfortable de déprise relationnelle susceptible de créer une suspension temporaire des investissements militants et, plus rarement, du désengagement[67].

Dans cette situation, l'intensité de l'inconfort ressenti par les militants est une conséquence directe du recours à la libre association en tant que mécanisme d'intégration collective. Encore une fois, le cas des OPNC n'est pas toujours aussi spécifique que l'on veut bien le croire. Cependant, les particularités de ces organisations ont parfois pour effet d'accentuer des processus observables dans les autres catégories de mouvements sociaux. Les

67. Pour une réflexion plus poussée sur les mécanismes de l'épuisement et du désengagement militants, voir notamment FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Belin, Paris, 2005 ; GAXIE Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, n° 11, vol. 1, 2005, p. 157-188 et HIRSCHMAN Albert O., *Bonheur privé, action publique*, Fayard, Paris, 1983.

OPC sont régulièrement soumises aux effets démobilisateurs des reflux de l'activité militante sur le vécu des individus mobilisés : léger ennui, repli dans les espaces de convivialité, posture d'attente, retrait partiel ou définitif, etc. Durant ce laps de temps, les militants des OPC vivent eux aussi un sentiment de déprise, mais celui-ci reste relatif. En effet, l'appareil politique dont ils se sont dotés fonctionne comme un exosquelette organisationnel, une infrastructure qui permet de maintenir une unité de forme, un volume minimal d'interactions et un sentiment d'intégration collective relativement constant en attendant que l'activité militante reprenne. Dans cette configuration, la structure administrative agit en tant que refuge symbolique et signe visible de la permanence de l'existence du groupe, de son projet politique et des causes qu'il défend. Plus encore, la gestion et l'entretien de l'appareil militant exigent qu'un certain nombre de tâches soient régulièrement accomplies – ne serait-ce que des réunions périodiques. La possibilité qu'ont les militants de reporter leur attention sur cet outil commun les protège, jusqu'à un certain point, des effets de l'absence de dynamisme politique. Dans ce cas, c'est seulement lorsque le reflux s'éternise ou que le groupe militant ne parvient pas à se repositionner à temps sur un segment plus porteur pour la lutte que le sentiment de déprise s'accentue au point d'entraîner sa mise en sommeil, voire sa dissolution.

Dans le cas des OPNC, le reflux de l'activité a des effets à la fois plus immédiats et plus profonds. Par définition, ces collectifs ne sont pas organisés dans un appareil. La constance de la mobilisation et la coordination des engagements individuels reposent entièrement sur le mouvement – théoriquement perpétuel – généré par la mise en œuvre du travail militant et les interactions auxquelles il donne lieu. Dans cette configuration, le manque d'activités combiné à l'absence d'appareil militant peut entraîner la diminution du volume des interactions au point de laisser les militants face au vide.

Nous avons vu les effets des variations de l'activité militante sur les quatre objets étudiés au cours de nos observations. Le groupe du TON y est régulièrement soumis lorsque les demandes d'intervention diminuent ou que les militantes-comédiennes écartent celles qui leur parviennent pour divergences politiques. Un projet d'intervention engage les militantes-comédiennes dans un processus dynamique qui mobilise l'ensemble de leurs compétences militantes et théâtrales dans l'optique de la réalisation d'une action concrète. La création d'un modèle[68] implique de multiples occasions d'échanges entre les militantes-comédiennes, avec

68. Dans la pratique du TO, le terme « modèle » est utilisé comme un équivalent à celui de « pièce » dans le théâtre classique. Il est le résultat du travail d'écriture et/ou de co-écriture des militants-comédiens et/ou du public concerné qui permet d'interroger une problématique spécifique grâce à l'outil du TO. La création d'un modèle implique de nombreuses phases de travail dont : la mise en récit et en jeu des expériences personnelles de tous les participants, le choix des récits les plus significatifs (représentatifs et signifiants), le réglage de la mise en scène et, enfin, l'écriture des dialogues et des portraits des différents personnages. La présentation du modèle

les représentants des commanditaires, les experts qu'elles peuvent consulter et, enfin, avec les membres du public au cours de la représentation du TO. La quantité et la qualité de ces interactions varient selon les différentes phases du processus. Les deux périodes les plus dynamiques correspondent à l'écriture et à la représentation publique du modèle, ce sont aussi les étapes les plus denses en interactions. Le travail d'écriture des textes et d'ajustement de la mise en scène est l'occasion pour les militantes-comédiennes d'échanger à partir d'expériences vécues, d'avoir des débats d'idées et d'élaborer une analyse collective des situations à travers le jeu de théâtre. Partager un sujet et un outil de réflexion communs crée un effet de coordination positif entre les militantes. C'est notamment durant ces phases de création que les efforts et les initiatives des militantes trouvent à se conjuguer de la façon la plus pertinente et la plus fluide. D'une façon différente, les improvisations que suscitent les interventions du public sur scène créent une dynamique vertueuse sensiblement équivalente. Ici, la densité et la qualité spécifiques de ces interactions renforcent le sentiment d'intégration collective de chaque militante. À l'inverse, le manque d'activités génère de l'inertie et diminue d'autant les occasions de discussions et d'élaborations collectives. Habituées à composer avec les flux et les reflux de l'activité militante, les comédiennes s'organisent alors pour déplacer la dynamique des interactions en privilégiant les temps d'échanges conviviaux et en profitant des occasions de rencontres, fournis par le partage d'autres espaces d'engagements (manifestations nationales, réunions syndicales et/ou associatives, etc.).

Par définition, ces baisses d'activité s'observent très rarement au sein des AMAP puisque la mobilisation des mangeurs repose sur un échange marchand dont la régularité est prévue par contrat. La perte de récoltes entières étant heureusement extrêmement rare, je n'ai jamais eu l'occasion d'assister à l'annulation d'un nombre suffisant de distributions susceptible de causer du tort au groupe de mangeurs. Les contrats individuels sont les supports des interactions – fussent-elles marchandes – et garantissent, à la manière des appareils militants, le maintien d'un niveau minimum d'échanges entre mangeurs et producteurs. Dans le cas des AMAP, ce sont plutôt les conflits idéologiques, souvent larvés, qui apparaissent entre les mangeurs et/ou avec les producteurs qui peuvent fragiliser le groupe (interprétation de la charte, mécanismes de fixation des prix, modalités de la solidarité avec les producteurs, etc.). Si elles n'altèrent pas formellement le fonctionnement de l'AMAP dans un premier temps, les divergences de points de vue se traduisent rapidement

et le jeu d'improvisation entre militants-comédiens et publics concernés sont censés aboutir à la réécriture de l'histoire.

par la baisse de la quantité et de la qualité des interactions entre les mangeurs, voire de la défection par le non-renouvellement des contrats à la saison suivante.

En application du principe organisationnel de libre association, les OPNC n'ont pas d'exosquelette administratif. Leur architecture, plus relationnelle que matérielle, repose sur la mise en œuvre du travail militant et les interactions auxquelles donne lieu la poursuite de leurs objectifs politiques. Quelle que soit leur forme – OPC ou OPNC –, les périodes de basses eaux militantes fragilisent les collectifs d'engagement en leur retirant une partie des objets auxquels s'appliquent et à partir desquels se construisent les mobilisations collectives. Les OPNC s'avèrent particulièrement sensibles à ces fluctuations, car l'absence d'infrastructure formelle les prive d'un support qui facilite le maintien des engagements en préservant le cadre des interactions entre militants.

1.2.2. Intégration idéologique

Nous avons déjà évoqué le processus de cadrage idéologique en clair-obscur qui a lieu dans les OPNC. Même si cela passe par l'évocation de principes politiques de portée générale, les militants n'en sont pas moins progressivement socialisés à un corpus de valeurs bien spécifique dont une partie leur est transmise sur le mode d'une socialisation de contact, par acclimatation. Les militants sont ainsi sensibilisés, puis initiés aux valeurs libertaires d'autogestion et d'autodétermination politique par le recours au mode d'organisation de la libre association.

Ce sont les militants du collectif Désobéissants qui jouent le plus du potentiel socialisateur du mécanisme de la libre association. Les récits ethnographiques des stages de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile, et des ADNV présentés tout au long de ce manuscrit donnent l'occasion d'observer la manière dont les militants-formateurs - entrepreneurs de cause – utilisent sciemment les outils organisationnels comme des leviers pour la formation, puis la politisation des militants et sympathisants.

De ce point de vue, et même s'il s'agit du cas le plus radical que nous avons pu observer, c'est le stage de formation à l'activisme clown[69] qui nous fournit l'exemple le plus pertinent. Fidèle à sa culture politique libertaire, le militant-formateur a mis en place un fonctionnement de stage inspiré des principes d'autogestion et d'autodétermination politique, la première étant à ses yeux la traduction pratique et la condition d'accès à la seconde. Alors que dans les autres formations observées, ces valeurs étaient distillées à doses

69. Le récit ethnographique complet de ce nouveau stage de formation conclu par la mise en œuvre d'une action directe réelle est présenté annexe n° 6, p. 414.

homéopathiques régulières aux militants à travers les différents débats et ateliers, lors du stage de formation au clown-activisme, le militant-formateur a pris le parti de mettre les stagiaires au pied du mur. Il savait que le public du stage était acquis, au moins en théorie, aux valeurs de l'autogestion et de l'autodétermination politique, mais aussi que leur expérience militante ne leur avait pas donné l'occasion de mesurer pleinement les tenants et les aboutissants de ces principes. Du point de vue de l'organisation et du fonctionnement interne des groupes, cela passe notamment par l'exercice de la « *démocratie directe* » et la volonté de construire des rapports « *horizontaux* » entre militants. Profitant de cette unanimité de principe, il s'est délibérément – même si partiellement – soustrait à son rôle d'animateur du stage en refusant de leur fournir a priori une formule et un cadre d'apprentissage. Ce parti pris, politique et pédagogique, a mécaniquement et systématiquement obligé les stagiaires à reconnaître l'ambiguïté de leur position en leur faisant constater la manière dont l'adhésion aux valeurs de l'autogestion et l'autodétermination cohabitaient chez eux avec le besoin et/ou le souhait d'être guidés, encadrés, sinon commandés dans leur démarche d'engagement. On ne peut plus frontale, cette stratégie a d'abord déstabilisé les stagiaires au point de remettre en cause l'objet du stage. Ensuite, les stagiaires ont progressivement, même si inégalement, quitté leur posture attentiste en prenant ponctuellement l'initiative, autant pour se soustraire à l'inconfort de la situation que parce qu'ils avaient saisi – au moins en partie – la leçon.

Dans cet exemple, on voit comment le militant-formateur use délibérément des leviers que lui fournit le mécanisme de la libre association pour initier plus avant les participants aux valeurs politiques qui lui sont rattachées. Ici, les apprentissages militants se situent du côté des connaissances et des savoir-être. Dans cette situation, en effet, les stagiaires ont dû abandonner l'idée approximative, sinon naïve, qu'ils se faisaient des principes d'autogestion et d'autodétermination politique. Ils ont aussi fait l'expérience pour eux-mêmes des ambiguïtés qu'accompagne toute volonté d'engagement et abandonné une représentation simpliste de ce que cela implique effectivement (existence concomitante des coûts et des rétributions du militantisme). Enfin, parce qu'ils ont pu observer la façon dont le fonctionnement du groupe a été affecté, ils ont réalisé que, dans la mobilisation collective, une part relativement importante du travail militant n'est pas investie directement au service de la cause, mais dédiée au fonctionnement du groupe qui la défend, c'est-à-dire au mécanisme qui permet la coordination efficace des intentions militantes individuelles.

1.2.3. Intégration symbolique

De même que l'intégration idéologique se passe d'étiquettes immédiatement visibles, l'intégration symbolique n'apparaît pas de façon explicite et transparaît seulement dans les interactions entre militants. Encore une fois, les indices sont délicats à relever puisqu'ils constituent la trame des interactions, mais ils concordent tous pour donner le sentiment aux militants d'être intégrés au groupe non seulement pour leurs options politiques, mais aussi pour eux-mêmes, en tant que personnes à part entière. En pratique, cela se traduit par l'instauration d'un rapport familier, parfois presque familial, entre les activistes.

De façon évidente, ce type d'interaction est marqué par l'usage systématique et immédiat du tutoiement et, c'est plus notable, par le fait que les militants veillent à s'interpeller tous très rapidement par leur prénom. De façon plus subtile, cela se traduit par une certaine proximité physique. Alors même qu'ils n'ont pas toujours eu l'occasion d'apprendre à se connaître, les militants se positionnent les uns envers les autres dans le type de proximité dévolu aux relations familiales du second degré (hors enfant et conjoint). Sans jamais franchir la frontière symbolique de l'intime, les relations engagées dans ce périmètre se construisent donc immédiatement sur un registre relationnel qui inclut les affects. Le rapport aux repas et à leur partage, la manière dont les militants s'adressent et se présentent les uns aux autres, et la distance qui sépare leurs corps sont autant d'éléments qui offrent aux militants le sentiment d'appartenir à un tout solidaire qui fait littéralement corps ou, pour mieux dire, qui fait aussi avec leur corps. Encore une fois, ces détails peuvent apparaître anecdotiques, mais ce registre de relation est à la fois caractéristique et fondamental pour ces collectifs. Nous avons déjà dit combien la dynamique militante est dépendante des interactions et la façon dont ces liens peuvent être mis à rude épreuve par la diminution des activités militantes. Dans les OPC, l'existence d'un appareil permet de continuer à relier les militants entre eux malgré ces reflux temporaires. Dans les OPNC, ce sont ces liens particuliers, faits de proximité physique et émotionnelle, qui servent de support au maintien des interactions en cas de baisse dans la dynamique militante. Le mécanisme d'intégration symbolique qui passe par la création des liens de types familiers, sinon familiaux, permet ainsi de faire tenir autrement les militants entre eux au sein des collectifs de lutte.

En tant qu'observatrice participante, les caractéristiques et les effets de ce type de liens sur le quotidien des militants et des collectifs de lutte m'ont longtemps échappé. Dans un premier temps, cela tenait au fait que je ne les distinguais pas des relations de camaraderie qui, sous couvert de bonhomie, servent en général à signifier la proximité des points de vue et

des positions. Par la suite, leur sens a continué à m'échapper parce que je me suis longtemps défendue de jouer pleinement le jeu de ces manières de se lier entre militants. En dépit des compétences acquises au cours de mes années de recherche du point de vue des implications et de la gestion de la posture ethnographique et de ses effets sur le travail d'enquête, j'ai souvent éprouvé de l'inconfort dans mes terrains. Convaincue de la nécessité pour l'enquêteur de conserver une forme de *distance* ou, pour mieux dire, de se ménager un endroit où il n'est pas soumis aux effets de l'immersion, j'ai longtemps résisté à laisser s'établir ce type de familiarité entre moi et mes enquêtés. Concentrée sur le maintien d'une posture d'enquête que je me figurais nécessaire, et bientôt arc-boutée sur sa défense du fait de sollicitations toujours plus prégnantes, il m'a fallu de nombreux allers-retours sur le terrain pour comprendre que je cherchais confusément à résister à ce que j'étais pourtant venue observer. Mon engagement ethnographique, non exempt de certaines rigidités, m'a ainsi longtemps privée des moyens d'interpréter le sens et les raisons d'être de cette manière d'engager les interactions entre militants au sein des collectifs.

Le mécanisme de la libre association permet de fédérer les militants par le biais de différents mécanismes d'intégration formelle, idéologique et symbolique. Ces mécanismes agissent dans le cadre des interactions généré par la mise en œuvre du travail. Tandis que l'intégration formelle passe par l'inscription dans une trame resserrée d'interactions, l'intégration idéologique procède par acclimatation alors que les militants s'imprègnent progressivement des valeurs et principes politiques qui président au choix de fonctionnement des groupes. Enfin, l'intégration symbolique passe par la construction de relations de proximité qui intègrent l'individu comme un tout, en prenant délibérément en compte ses dimensions culturelle, identitaire, corporelle, affective, etc. Schématiquement, dans les OPC, les militants sont intégrés en devenant progressivement les parties d'un tout. Ce mécanisme génère de la reconnaissance individuelle et de la solidarité collective en faisant de chacun d'eux des éléments indispensables, mais aussi relativement indifférenciés des groupes militants. Dans les OPNC, au contraire, les militants sont pris en compte et en charge comme des entités spécifiques à intégrer sous la forme d'entiers (au sens mathématique de ce terme). Ce mécanisme de reconnaissance croisée leur procure à tous le sentiment d'être indispensables de façon particulière à la lutte et encourage dans le même mouvement l'apparition de relations de solidarité. D'un côté, la densité de ces liens encourage effectivement un engagement durable au sein des collectifs et au bénéfice des luttes ; de l'autre, le niveau d'attention relativement élevé porté aux individualités rend plus complexe la coordination des intentions politiques de départ et exige des collectifs qu'ils y consacrent une

part non négligeable de leurs ressources. Ce dernier constat va ainsi nous amener à discuter d'une autre caractéristique typique de ces organisations militantes : la constitution des groupes affinitaires.

Conclusion du chapitre 1 : Favoriser la cohésion pour assurer la coopération

Les OPNC attirent et rassemblent des militants au sein de petits groupes peu enclins à la structuration. Le choix de la désorganisation et de la libre association influence directement la manière dont les militants s'agrègent au sein des collectifs de lutte et, ce faisant, la manière dont ils se mobilisent au bénéfice d'une cause. Dans ces groupes, la définition de l'identité collective n'est pas le résultat d'un travail d'élaboration conscient et partagé, mais plutôt le produit toujours instable des compromis faits au croisement des proximités (idéologique, socioprofessionnelle, culturelle, générationnelle, géographique, etc.) partagées par les militants. Dans cette configuration, c'est à travers les interactions que se structurent les possibles de coopération et, ce faisant, les voies potentielles de défense de la cause. Ici, la mobilisation des militants repose moins sur la production d'un consensus politique que sur leur capacité à s'entendre sur un constat minimal et néanmoins suffisant pour alimenter une démarche collective.

Chapitre 2. Les affinités électives motrices de la cohésion collective

Tandis que dans les OPC une partie des mécanismes intégrateurs se jouent à l'avant-scène (existence d'un appareil politique, formalisation de frontières, existence d'une ligne politique officielle, etc.), dans les organisations contestataires la crainte de l'enrégimentement et le refus de la délégation ont conduit à transférer ces mécanismes dans les coulisses[70]. Dans cette configuration, les interactions sont les rouages de base du cadrage organisationnel opéré au sein des OPNC. La constitution des groupes, de leur identité collective, mais aussi de leur culture et de leur projet politique se joue et se rejoue ainsi continuellement dans la dynamique des échanges entre les militants.

Les ressources organisationnelles mobilisées par les groupes contestataires tirent leur efficacité de la quantité et de la qualité des interactions qu'elles permettent de tisser entre les militants. Nous venons de montrer comment le recours au modèle de la libre association favorise l'apparition de collectifs non formalisés et de petite taille privilégiant l'établissement de relations en face-à-face et une socialisation de contacts incluant les affects et les corps. Dans cette configuration, le développement d'un volume d'interactions suffisant pour entraîner la dynamique collective dépend aussi de la possibilité qu'ont les militants de s'entendre, y compris au niveau infra-argumentatif, sur ce qui se joue dans ces échanges. Cela exige que les militants aient des représentations du monde qui, sans être strictement équivalentes, entretiennent des relations de proximité susceptibles de nourrir l'apparition d'affinités électives[71]. Les collectifs de lutte apparaissent ainsi systématiquement sous la forme de groupes affinitaires et réunissent des individus aux caractéristiques sociales relativement homogènes. Conscients ou non, les effets de ces proximités politique, sociale et culturelle permettent aux militants d'entrer rapidement dans des interactions denses, intéressantes

70. Le recours à la notion de « coulisse » fait explicitement référence à la sociologie d'Erving GOFFMAN. Dans le cadre de cette recherche, cet emprunt se double d'un déplacement inspiré du fait que les aspects les plus visibles de luttes ne suffisent pas à expliciter le processus de mobilisation collective. Ici, les interactions des militants au cours des actions et des événements politiques constituent la « scène », tandis que celles qui structurent la vie quotidienne et interne des collectifs constituent les « coulisses ». Voir notamment, GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi* et *2. Les relations en public,* Éditions de Minuit, 1973.

71. Notre emprunt à la sociologie de Max WEBER s'accompagne lui aussi d'un déplacement. Appliquée à notre travail, cette notion souhaite désigner le mécanisme à travers lequel les différentes tendances et/ou cultures politiques des individus peuvent entrer dans un rapport d'attraction, de convergence active et renforcement mutuel à partir de certaines analogies significatives. Pour une approche détaillée de la notion d'affinités électives, voir notamment WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Agora, Paris, 1985 et LÖWY Michael, « Le concept d'affinité élective chez Max Weber », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 127, 2004, p. 93-103.

parce qu'intéressées aux mêmes enjeux, à partir desquelles ils peuvent nouer le type de relations nécessaire au dynamisme des groupes militants[72].

Le modèle organisationnel des OPC permet de créer de l'homogénéité dans les groupes militants en amont. Dans ce cadre, l'ensemble des mécanismes d'intégration formelle, idéologique et symbolique agissent comme des filtres. Une fois le processus de sélection abouti, les militants présentent un nombre suffisant de caractéristiques sociales communes (origine sociale, statut dans l'emploi, niveaux de ressource économique et culturel, etc.) à partir desquelles construire la cohésion interne et développer l'activité militante. Nous l'avons expliqué plus haut, les processus de recrutement et d'intégration agissent différemment dans les OPNC. Il en va de même pour les mécanismes qui permettent de sérier les militants afin de constituer des groupes capables d'un niveau de cohésion sociale et politique suffisant à partir duquel fabriquer le *collectif* et défendre la cause. Après avoir dépeint les modalités d'intégration collective, nous étudierons la manière dont les militants sont recrutés, sélectionnés et finalement classés à des fins de coopération au sein des collectifs de lutte.

2.1. De proche(s) en proche : les mécanismes de recrutement des OPNC

Les OPNC ne sont pas organisées à l'intérieur de frontières qui signalent l'existence d'un groupe. Au contraire, ces collectifs se caractérisent par l'ouverture de leur modèle organisationnel et l'absence d'appareil militant. L'aspect non formalisé des groupes présente certains avantages du point de vue des incitations et du maintien des engagements de publics militants opposés au principe de délégation. C'est aussi un handicap du point de vue du recrutement des militants, car leur aspect diffus les rend difficiles à repérer, à identifier et à approcher pour les non-initiés. Hormis le cas de B17, dont le projet politique s'incarne physiquement dans l'existence d'un lieu ouvert au public, il est difficile, sinon impossible, de se rendre *quelque part* pour rencontrer ces organisations et leurs militants. Même si l'accessibilité des OPC ne se réduit pas à ces lieux, dans le cas des OPNC, ni locaux, ni antennes de partis, ni maisons des Syndicats ou des Associations.

72. Pour un contre-exemple, voir SALLES Pierre-Olivier, « Les systèmes d'échanges solidaires et la crise en Argentine », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 255-271. L'auteur y dépeint le fonctionnement d'un système d'échanges volontaires et non marchands de biens et de services à l'échelon local : les SEL. Après avoir expliqué les mécanismes qui régulent les transactions, il démontre que c'est la proximité des intérêts, des moyens et des besoins des individus engagés qui permet la réciprocité dans les échanges. Il explique ensuite comment l'arrivée d'individus qui ne disposent pas du même niveau de ressources économiques et culturelles déstabilise ces mécanismes, entraîne un désajustement dans les attentes des différents publics militants et conduit à la disparition progressive des groupes.

En pratique, les OPNC n'ont souvent pas d'autres vitrines que les pages web qui leur servent d'architecture virtuelle. Or, leur niveau de référencement dans les principaux moteurs de recherche exclut la possibilité qu'on puisse consulter ces pages par hasard, à l'exception notable du réseau Désobéissants. Ces collectifs de lutte souffrent aussi passablement de la petitesse de leurs effectifs militants, qui limite structurellement la base à partir de laquelle se déploie le recrutement par cooptation. Astreintes comme toutes les entreprises politiques à assurer le renouvellement de leur public militant par l'intégration régulière de nouvelles recrues, les OPNC déploient diverses stratégies pour faire connaître leur cause et/ou leur mode d'action et conduire des sympathisants jusqu'à elles.

Comme dans les OPC, une grande partie du recrutement des nouveaux militants s'effectue par cooptation. Dans ce cas, des militants sensibilisent des personnes de leur entourage, les invitent à se rapprocher du collectif et, le cas échéant, facilitent leur intégration dans le jeu des interactions au sein du groupe. Le potentiel de recrutement par cooptation a beau être limité du fait de la taille restreinte des effectifs militants, cela n'altère en rien son efficacité. J'ai pu l'observer lors de la création d'une AMAP dans le nord de la ville de Nantes. Les quatre premières personnes engagées dans le montage du collectif ont très rapidement sollicité leur entourage – proches et voisins – afin de rassembler suffisamment de mangeurs pour garantir la rentabilité du modèle au producteur. Dans ce cas précis, la diffusion de l'information et la sollicitation des relations de voisinage, de celles développées via la scolarisation des enfants d'âge primaire, mais aussi dans les associations sportives et culturelles ont suffi à rassembler les titulaires des 40 premiers contrats nécessaires au lancement de l'AMAP. Toujours pour s'assurer de la stabilité économique du modèle, mangeurs et producteurs se sont souvent limités à proposer une seule taille de panier, avant d'élargir la gamme à deux ou trois propositions après 1 à 2 années de fonctionnement. Ce choix désavantageait particulièrement les petits ménages, essentiellement les couples sans enfants et les célibataires, qui représentent pourtant une part non négligeable des effectifs dans les AMAP. Cette difficulté a ainsi conduit certains d'entre eux à mobiliser leur réseau personnel, notamment amical, pour partager le contenu d'un panier en dehors du groupe initial. Dans un de ces cas, une mangeuse signataire d'un contrat a convié deux personnes – son frère et un ami – à se répartir les produits acquis. Ils ont partagé le contenu du panier pendant 1 an, en veillant à se présenter aux distributions à tour de rôle pour participer et profiter des échanges avec les autres amapiens. Dès que le fonctionnement de l'AMAP l'a permis, mangeurs et producteurs se sont entendus pour proposer trois tailles de panier et pour inviter ces deux personnes à signer leur propre contrat. Le recrutement par

cooptation peut aussi agir de façon indirecte et/ou différée dans le temps. Ainsi, des rencontres et/ou des conversations ponctuelles peuvent être l'occasion d'échanger des informations susceptibles de conduire les militants vers les groupes politiques ultérieurement. C'est ainsi que j'ai fait la connaissance du lieu autogéré B17 quelques années avant le début de mes travaux de doctorat. Un ami d'amie, ancien militant actif ayant conservé des relations à B17, m'a invitée à partager un verre à l'occasion de la réunion publique de rentrée annuelle. Cette première et unique incursion m'a permis quelques années plus tard d'inclure B17 à ma réflexion au moment de la construction de mon objet de recherche.

Si la cooptation dans les réseaux d'interconnaissance est le mécanisme de recrutement le plus courant et le plus systématiquement efficace, il reste souvent insuffisant pour garnir les rangs des organisations contestataires. En plus de la cooptation et du bouche-à-oreille, les OPNC déploient des mécanismes de recrutement adossés aux stratégies de publicisation de leur cause[73]. Nous avons fait le choix de ne pas discuter directement de l'aspect tactique de la mobilisation du répertoire contestataire, mais pouvons néanmoins avancer que les modes d'action mobilisés offrent une certaine visibilité aux collectifs dans les espaces publics, médiatiques et virtuels. Les dimensions symbolique et télégénique des actions militantes augmentent les chances des groupes d'être identifiés et, ce faisant, de recruter de nouveaux sympathisants et militants.

Dans l'espace virtuel, les collectifs déploient une stratégie de présentation globale en mettant à disposition un volume d'informations relativement important, publié sous des formes variées susceptibles d'intéresser différentes catégories d'internautes. Par souci de concision, nous ne présenterons pas ici les contenus des sites web de nos quatre objets d'étude, mais pouvons néanmoins avancer que ces derniers sont construits comme des vitrines. Les curieux peuvent, en effet, s'y renseigner de façon autonome et strictement anonyme avant d'entrer en contact avec les collectifs, s'ils le souhaitent. Au-delà de la stricte présentation des projets politiques, des causes et des valeurs, la publication illimitée de textes et, plus encore, de photographies et de vidéos permet aux futures recrues de se faire une idée relativement précise de l'offre d'engagement proposée (modes d'action) et de la composition du collectif (nombre et profils sociaux des militants). Pour ne citer que cet exemple, le site de la C^ie^ NAJE est organisé à partir de huit entrées thématiques contenant elles-mêmes plusieurs pages web dédiées à la présentation de contenus spécifiques tels que : les principes d'action

73. Sur la question générale de la construction des problèmes sociaux, voir notamment CEFAÏ Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situation dans des arènes publiques », *Réseaux*, n° 75, 1996, p. 44-66 et COLLOVALD Annie et GAÏTI Brigitte, « Des causes qui "parlent"… », *Politix*, vol. 4, n° 16, 1991, p. 7-22.

du TO ; l'identité de la compagnie, de ses membres et de ses partenaires ; son projet politique, ses principales ressources théoriques et ses différentes activités ; les textes, captations vidéo et comptes-rendus des différents spectacles et, enfin, les articles de presse, les publications et les mémoires de recherche qui mentionnent la compagnie.

En parallèle, le traitement médiatique des actions participe à faire connaître les collectifs, et ce, quel que soit le ton employé à leur égard. À titre d'exemple, au cours de mes 4 années de travail de terrain, pas moins de 30 articles de presse accessibles aux formats papier et numérique, sous forme de textes, de photographies ou de vidéos ont été consacrés au collectif Désobéissants. Alors que les premiers papiers présentaient les ressorts d'une action directe donnée, les suivants s'intéressaient plus largement au projet de société environnementaliste des militants et, plus particulièrement, à leur campagne de formation aux pratiques de l'ADNV et de la désobéissance civile. Cette publicité a été jusqu'à prendre la forme de reportages courts diffusés lors des journaux télévisés du midi et du soir, et de formats plus longs diffusés en première ou deuxième partie de soirée sur des chaînes nationales et régionales[74]. Ces opportunités de diffusion d'information à grande échelle ont un intérêt stratégique pour le collectif. C'est notamment visible dans la manière dont les militants réexploitent ces contenus afin de maximiser les profits médiatiques. Après les diffusions en direct, les contenus vidéo sont ainsi systématiquement piratés et publiés sur des sites d'hébergement de contenus à large audience tels que *YouTube* et *Dailymotion*. Lorsque les reportages ne sont pas entièrement dédiés à la présentation du collectif Désobéissants, les séquences vidéo concernées sont isolées avant d'être publiées et référencées. Le jeu des pseudonymes ne m'a pas permis d'identifier précisément les auteurs de ces démarches. Néanmoins, le fait que ces vidéos ou des liens cliquables y conduisant apparaissent systématiquement et presque simultanément sur le site du collectif permet d'affirmer que ce sont bien des initiatives internes. L'étude détaillée du site et des listes de diffusion du collectif montre enfin que tous les contenus produits par des journalistes (textes, vidéos, etc.) sont captés, commentés puis rediffusés dans le réseau militant du groupe afin de prolonger leur exploitation au bénéfice de la cause. La stratégie de communication déployée par les militants Désobéissants dans l'espace virtuel a porté ses fruits au point que leur site apparaît systématiquement parmi les cinq premières occurrences dans différents moteurs de

74. À titre d'exemple, parmi l'ensemble des références que nous avons consultées : le reportage diffusé sur LCP en 2013 (52 min) intitulé « Les nouveaux Désobéissants » – http://www.lcp.fr/emissions/droit-de-suite/151402-les-nouveaux-desobeissants ; un reportage court (3 min) diffusé en 2008 dans le journal de 20 h d'Arte, consacré à la présentation des stages de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile proposés par le collectif Désobéissants – https://www.youtube.com/watch?v=vNOmaXAuCUM ; un reportage court (4 min) diffusé en 2013 dans le journal de 20 h de TF1, pour présenter le public militant du collectif Désobéissants, un échantillon des causes défendues et le principe de la désobéissance civile – https://www.youtube.com/watch?v=_Os3FkiJ6WU

recherche lorsqu'on entre les mots-clés « désobéissance civile ». Outre que cela indique une maîtrise pointue du fonctionnement des outils numériques et virtuels (conception des sites, processus de référencement dans les moteurs de recherche), ce niveau d'indexation sur Internet prouve l'enjeu que représente la visibilité du site pour le recrutement des militants et les efforts qui y sont consacrés.

Même si ce n'est pas le but premier des groupes politiques contestataires, la dimension expressive de leurs actions militantes participe indéniablement à les faire connaître, eux et leur cause. L'actualité politique récente regorge d'exemples de l'effet surgénérateur entraîné par la médiatisation d'une cause. À condition que les militants en maîtrisent un tant soit peu les mécanismes, les retombées en termes de recrutement militant peuvent s'avérer remarquables. Pour ne citer qu'un exemple, le mouvement d'opposition à la construction de l'aéroport de NDDL a largement profité de la médiatisation de la lutte. Sur ce registre, l'activité médiatique a notamment facilité la diffusion et l'appropriation des termes d'un débat qui a aujourd'hui largement dépassé la seule question de l'opportunité de construction d'un aéroport.



1. Illustration : Implantation des Comités de soutien à la lutte contre l'aéroport de NDDL. Extrait du blog éponyme administré par les militants de l'ACIPA. http://comites-ndl.blogspot.fr

Cet effet de diffusion devient visible lorsque l'on s'intéresse aux « *comités de soutien à la lutte contre l'aéroport de NDDL* ». L'étude d'une carte ne dit rien du dynamisme militant qui anime

effectivement ces cellules. Reste que leur nombre et leur implantation illustrent bien la manière dont les efforts de publicisation mis en œuvre par les militants de l'ACIPA[75] et l'activité de publication autonome portée par les différents organes de presse[76] créent les conditions d'une appropriation de la cause dans des territoires et par des sympathisants a priori éloignés du projet et des questions qu'il soulève localement.

Une partie des groupes que nous avons étudiés déploient aussi des stratégies de présentation et de recrutement plus ciblées en cherchant à s'inscrire dans les scènes et les réseaux militants locaux. Dans ces organisations, l'influence libertaire, la prévalence de l'agir et l'aspect stratégique du développement de relations de proximité se traduisent par une représentation positive du principe de « *localisme* ». Cette perspective les conduit à organiser une partie de leurs activités, et donc du travail de recrutement, à proximité de foyers de contestation identifiés (NDDL, Sivens, Flamanville, etc.). Il s'agit alors autant d'alimenter que de profiter de la dynamique militante préexistante. Proposer des contenus ajustés à la défense de la cause afin de renforcer la mobilisation crée des occasions de partage du travail militant. Ces rencontres facilitent à leur tour le recrutement croisé de nouveaux militants par les collectifs.

Les militants Désobéissants font ainsi de « *la convergence des luttes* » et du « *localisme* » des modes d'action et des objectifs politiques à part entière. C'est d'ailleurs ce qui a conduit le collectif à organiser plusieurs stages de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile à proximité du projet d'aéroport et à participer aux événements militants et actions de masse organisés par les opposants locaux, tels que la « *Semaine de la Résistance contre le projet d'aéroport de NDDL*[77] ». Au-delà de l'opposition au projet d'aéroport et dans la

75. ACIPA, ou Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, est une association formée par les militants historiques de la lutte contre le projet aéroportuaire. Cette organisation constitue la figure de proue du mouvement. Elle est à l'initiative ou en soutien actif de la majorité des actions militantes mises en œuvre en faveur de la lutte (manifestations de rue, recours juridiques, mobilisation d'expertises techniques, festivals militants, occupation de la ZAD, grève de la faim, etc.).
76. Pour une réflexion plus précise sur la construction d'un rapport stratégique aux médias chez les militants, voir notamment NEVEU Erik, « Médias et protestation collective », dans AGRIKOLIANSKY Éric, SOMMIER Isabelle et FILLIEULE Olivier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines,* La Découverte, Paris, 2010 ; PELLEN Cédric, « Les manifestations paysannes polonaises de 1998-1999. Politisation, médiatisation et personnalisation d'une mobilisation contestataire », *Politix,* n° 2, vol. 22, 2009, p. 167-188 ; VOIROL Olivier, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique » *Réseaux,* vol. 1, n° 129-130, 2005, p. 89-121 et NEVEU Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 17-85.
77. « *La semaine de résistance contre le projet d'aéroport à NDDL* » s'est déroulée du 1er au 9 août 2009 à proximité de Nantes. Cet événement militant a été organisé par une coordination rassemblant 28 OPNC, dont les deux organisations historiquement opposées au projet, ACIPA et ADEPA. Cette manifestation a aussi profité du soutien de 15 OPC telles que des partis, des syndicats et des associations loi 1901 d'envergure nationale. Cette mobilisation collective a reposé sur des conférences thématiques, des diffusions de films militants, des soirées de concerts et, enfin, la préparation et réalisation d'actions collectives cordonnées à Nantes, à l'aéroport de Nantes Atlantique et sur le site du projet de construction, le dernier jour.

poursuite de ses objectifs politiques déclarés, il s'agit pour le collectif de sensibiliser les militants locaux à ses modes d'action et à sa conception de l'action collective et, incidemment, de recruter des activistes susceptibles d'intégrer le réseau de militants environnementalistes qu'il aspire à créer.

C'est aussi le cas des troupes de TO qui se mobilisent auprès de leurs commanditaires et publics désignés, mais aussi auprès de groupes militants qui souhaitent être formés à cette technique afin de développer une pratique autonome inscrite dans un territoire ou une lutte donnée. En 2015, des militantes anti-aéroport installées sur la ZAD ont ainsi sollicité le groupe du TON pour échanger sur la question des inégalités et des discriminations de genre dans les luttes collectives. Après deux rencontres, la formation des militantes zadistes à la technique du TO est apparue comme la meilleure manière d'inscrire cette question à l'agenda des débats sur le site. Au-delà de l'aspect technique, les séances de répétition partagées programmées durant 1 année ont aussi été l'occasion de faire dialoguer et se rapprocher deux conceptions sensiblement différentes du féminisme et de la mobilisation collective.

La stratégie de l'inscription locale fait le pari du développement d'interactions de proximité susceptibles de stimuler la curiosité et/ou d'encourager l'approfondissement des démarches d'engagement. Cette intention est une des traductions de la culture politique libertaire des collectifs. Plus prosaïquement, cette stratégie de recrutement permet aux collectifs de jouer leur meilleure carte – l'intégration collective – tout en composant avec la faiblesse des effectifs militants de départ.

Étudier les mécanismes de recrutement des militants et des sympathisants confirme, sans grande surprise, que le public militant rassemblé dans les organisations contestataires présente déjà un certain nombre de caractéristiques sociales communes. Ainsi, le partage de lieux de résidence et/ou d'espaces professionnels et de loisirs communs, le rapport et les usages d'Internet, mais aussi la sensibilité à la question du développement du lien social dessinent les contours des coopérations militantes possibles. Les effets cumulés des mécanismes de sélection à l'entrée des collectifs ne suffisent pourtant pas à créer le niveau d'homogénéité sociale et culturelle nécessaire à la constitution de groupes affinitaires. C'est pourquoi de nouveaux dispositifs de triage prennent le relais afin d'affiner la distribution des militants au sein des collectifs de lutte.

2.2. De la distribution des militants dans les collectifs de lutte : mécanismes de classement, de déclassement et de reclassement[78]

Du fait de l'absence d'appareil militant, la physionomie des OPNC se traduit par une organisation dynamique qui prend la forme d'un halo, c'est-à-dire d'un groupe organisé autour d'un cœur relativement dense et dont la consistance diminue progressivement lorsqu'on atteint ces marges. Si tous les individus entrés dans la sphère d'influence d'un groupe vont être intégrés temporairement, seuls ceux dont les caractéristiques sociales et options idéologiques sont proches des celles des militants composant son noyau vont trouver à s'intégrer plus avant. Différents mécanismes de classement agissent donc simultanément de façon à homogénéiser la composition sociale des groupes et à classer les militants entre eux au sein des collectifs de lutte.

Ces mécanismes sont sélectifs. Ils permettent de sérier les militants et de les intégrer en fonction du degré de proximité qui existe entre leurs motifs et raisons de s'engager et ceux plébiscités par les collectifs de lutte. Il est cependant relativement moins exclusif que celui adopté dans les OPC puisqu'il prévoit la coexistence de plusieurs niveaux d'engagements, dont une partie à la lisière du groupe. Cette organisation en cercles concentriques autorise le voisinage de points de vue politiques sensiblement différents et permet de faire cohabiter des militants aux caractéristiques sociales variées à différents niveaux d'intégration dans le collectif. La possibilité de s'investir dans les marges du collectif, ni marginale (volume) ni marginalisée (symbolique), facilite la circulation des militants entre groupes proches et la coopération de ces derniers.

Quels que soient les vecteurs mobilisés – cooptation ou publicisation –, le recrutement des publics militants conduit un certain nombre d'individus auprès des collectifs. La première étape du processus d'intégration s'appuie donc sur un mécanisme de captation large et peu sélectif qui entraîne dans son sillage des individus sensibles *d'une manière ou d'une autre* aux causes défendues. Durant cette phase, les groupes militants peuvent rassembler temporairement des individus aux profils assez diversifiés qui ne partagent pas toujours des motifs et des raisons d'agir strictement équivalents.

Une fois les individus captés aux marges d'un groupe donné, ils sont intégrés à sa dynamique de fonctionnement et participent à l'exécution d'une partie du travail militant et aux interactions que cela entraîne. Ce processus n'exclut pas que certaines tâches soient réservées aux militants aguerris, mais implique en revanche que tous les impétrants soient en

78. BOURDIEU Pierre, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales,* vol. 24, 1978, p. 2-22.

position de participer directement aux actions qui caractérisent et définissent le collectif de lutte et son projet politique. Cela pose peu de difficultés dans les AMAP, où l'acte d'achat et de retrait des marchandises ne constitue pas un coup d'entrée significatif pour les mangeurs. C'est un peu moins vrai dans celui des troupes de TO, où les participants doivent se prêter au jeu de l'improvisation théâtrale et de l'expression en public. Enfin, c'est par définition plus exigeant et aussi plus risqué dans le cadre des actions directes mises en œuvre par les militants Désobéissants. Dans ce cas particulier, militants aguerris et nouveaux venus doivent composer avec l'inexpérience de ces derniers, ce qui a des incidences notables sur la conduite, le déroulement et l'impact politique potentiel des actions.

Ces premiers moments d'échange et de mise en œuvre partagée du travail militant font office de gare de triage. Pris dans le quotidien du collectif et les interactions qui le sous-tendent, les nouveaux venus éprouvent très concrètement leur aspiration et leur capacité *à faire* et *à en être*. Cela revient à tester en actes la cohérence entre leurs raisons d'agir et celles développées par le groupe, mais aussi le degré de connivence culturelle et politique qu'ils partagent avec les autres militants (motifs). Ils sont alors en situation d'évaluer le niveau d'adéquation entre leur demande d'engagement et l'offre spécifique proposée par un groupe donné. Lorsqu'il est jugé suffisant, les sympathisants prolongent leur démarche et participent de plus en plus régulièrement aux activités militantes. À l'inverse, ils se retirent rapidement lorsque ces premières initiatives ne sont pas concluantes. Dans ce cas, soit ils se déplacent pour tenter leur chance auprès d'un autre collectif qui leur apparaît plus proche de leurs aspirations, soit ils renoncent, temporairement ou non, à s'engager.

De ce point de vue, l'ADNV organisée par les clowns-activistes de *Greenpitre* contre l'ouverture des grands magasins le dimanche, le 21 décembre 2008, apparaît exemplaire[79]. David, le leader du collectif et militant-formateur dans le réseau Désobéissants, a eu l'opportunité d'animer plusieurs ateliers d'initiation durant les stages proposés par le réseau et d'organiser une session de formation dédiée au clown-activisme au cours de l'année 2008. Soucieux de proposer une suite concrète à ces initiatives et de recruter de nouveaux militants au sein du collectif Greenpitre, il conçoit un projet d'action accessible pour des militants inexpérimentés et en diffuse l'appel sur la liste de diffusion du réseau « *Désobéissants-Grand-Ouest* » afin d'atteindre tous les formés en 2008. Ce faisant, il compte non seulement recruter un nombre suffisant d'activistes pour réaliser l'action, mais encore se servir de cette opportunité pour convaincre plus avant les sympathisants en question. Lors de cette action, les militants ont été mis en difficulté. Les clients et la direction de la galerie marchande leur

79. Voir le récit ethnographique complet de cette action directe p. 335 de ce manuscrit.

ont opposé une fin de non-recevoir qui les a laissés sans publics ni interlocuteurs. Être confrontés au risque de rejet ou d'indifférence inhérent à toute prise de parole politique en public a obligé les participants à interroger leur aspiration à l'engagement à la lumière de cette expérience et de ce qu'elle révèle de la mobilisation collective. Suite à cette action, la majeure partie des impétrants, échaudés, ont opté pour le retrait ou le déplacement vers un autre collectif de lutte. D'autres, moins nombreux, mais convaincus, ont poursuivi leur démarche et leur parcours d'intégration dans les collectifs Greenpitre et/ou des Désobéissants.

À moyen terme et passé le premier niveau d'intégration dans les groupes, la mise en œuvre partagée du travail militant révèle ensuite les alignements et désalignements politiques, idéologiques et culturels qui structurent les interactions entre les militants. Les collectifs de lutte sont alors soumis à l'action de deux forces contradictoires – centripète et centrifuge – qui vont agir sur la distribution des militants au sein des collectifs de lutte. Leurs actions complémentaires contribuent ainsi à intégrer plus avant les militants qui présentent un ensemble de proximités sociales suffisant pour permettre de constituer un groupe affinitaire, tandis qu'elles repoussent aux marges du groupe ceux dont les caractéristiques s'écartent de cette norme centrale.

Ce phénomène de classement est particulièrement visible au sein des AMAP. Dans ces collectifs, le coût d'entrée est relativement faible une fois le seuil des listes d'attente franchi. Sauf cas particulier, à cette étape du processus de recrutement, le retrait d'un panier de denrées alimentaires pour un coût donné et à date fixe n'apparaît pas contraignant aux mangeurs. En revanche, la possibilité de s'inscrire dans les interactions et de profiter durablement de ces relations est directement liée au degré de connivence sociale et politique qui peut s'installer entre amapiens. Or, selon l'interprétation plus ou moins radicale que ces derniers font de la charte, chaque AMAP offre un profil politique spécifique. Rarement, sinon jamais explicitées, ces tendances n'en produisent pas moins des effets concrets et significatifs sur la manière de concevoir et d'organiser l'échange marchand, le fonctionnement du collectif et les relations au sein du groupe. L'émergence d'une ligne politique propre est à la fois la cause et le produit du processus de classement des militants dans les groupes de mangeurs. Les effets de ces mécanismes sont particulièrement visibles au moment de la création des structures. Coquilles politiques apparemment vides au départ, les AMAP acquièrent progressivement une densité idéologique dont le contenu est largement influencé par les points de vue et les aspirations des individus ou du groupe d'individus – majoritaires ou influents – qui dominent dans les collectifs. Selon les cas, ce groupe d'entrepreneurs de cause

se compose des 3 à 4 militants à l'initiative de la création de l'AMAP et/ou d'un de ses principaux fournisseurs, souvent le maraîcher. Au fur et à mesure, ils peuvent être rejoints par les mangeurs les plus convaincus, qui viennent renforcer la cohésion du groupe initial. Au fur et à mesure des interprétations faites de la charte et des distributions, les décisions prises par ces militants contribuent progressivement à modeler l'identité politique et collective du groupe. Comme dans les guildes de joueurs décrites par Alexandre Largier, ici « ce ne sont pas les règles qui déterminent les pratiques des membres, mais bien les joueurs qui déterminent les règles, de sorte qu'elles s'adaptent à leurs pratiques de jeu[80] ». Ces orientations et réorientations successives interrogent progressivement les signataires des premiers contrats dans leur manière de concevoir les objectifs de l'AMAP et de se définir en tant que mangeurs. Si la coloration politique des groupes est toujours implicite, les effets d'alignement et de désalignement se répercutent directement dans les interactions entre mangeurs. Or, la quantité et la qualité objective, mais aussi perçue, de ces échanges vont fluctuer selon le degré de congruence entre les conceptions et les valeurs défendues par le groupe et celles de ses membres. À l'usage, les mangeurs convaincus par les options choisies se rapprochent puis se concentrent au cœur de l'AMAP, notamment en endossant différentes responsabilités au sein du groupe ; tandis qu'à l'usure, ceux qui ne s'y retrouvent pas gagnent ses marges en empruntant des postures de loyauté ou d'apathie, quand ils ne quittent pas définitivement la structure (exit).

« VG : Y'a jamais de problèmes, y'a jamais de disputes ou de discussions un peu sérrées ?

PR : Dans cette AMAP, des discussions oui, mais de la confrontation j'en ai pas eu vraiment. À (commune proche) y'en a eu l'autre année là, avec l'histoire des paniers. Ça échangeait un peu plus durement quoi. Du coup, y'en a quelques-uns qui ont arrêté suite à ça quoi. Ils ont senti qu'ils étaient peut-être moins bien à leur place. Et puis bon, l'idéologie à un moment donnée parait un peu quand même tu vois, dans l'esprit.

VG : Au bout d'un moment on finit par identifier les trucs de fond ?

PR : Au niveau du groupe tu vois bien un peu déjà les looks, la façon de parler, les mots utilisés… Bon, je crois qu'il y a des gens qui étaient bien à droite qui ne se sentaient pas suffisamment bien en place non plus quoi.

VG : Des gens qui étaient OK sur le principe, mais plus du tout sur l'orientation ?

PR : Oui et puis après avec les gens… À un moment donné, ils ne sont pas bien là quoi.

VG : Oui, donc il y a de la cohérence qui se crée à l'usage ?

80. LARGIER Alexandre, « Réseaux et dispositions organisationnelles : une guilde de joueurs sur Internet », *Sociologies pratiques*, n° 13, vol. 2, 2006.

PR : Oui quand même. On voit bien quoi. Y'a quand même… On voit bien la couleur globale quoi, c'est obligé.

VG : Les gens ne sont pas si différents que ça finalement ?

PR : Non. »

Paul Renier, exploitant maraîcher répartissant son activité entre vente à la ferme, marchés de plein vent et AMAP.

L'action de ce mécanisme de triage des militants crée inévitablement du désengagement, mais invite aussi souvent à des repositionnements, c'est-à-dire un déclassement suivi d'un reclassement. C'est le cas des mangeurs qui, convaincus par le principe de l'AMAP, mais opposés à l'orientation politique de leur groupe, s'inscrivent sur la liste d'attente de structures qu'ils savent plus proches de leurs aspirations, afin de passer de l'une à l'autre à la première occasion. Plus rarement, les mangeurs qui ont vu leur position progressivement marginalisée au sein du groupe prennent l'initiative de créer de nouvelles AMAP. Au fur et à mesure de ce processus, le groupe de mangeurs gagne en homogénéité tant du point de vue des caractéristiques sociales que des aspirations politiques de ses membres. Ce faisant, le collectif militant gagne en consistance et en capacité d'action, car les interactions qui sont à la base de la dynamique collective reposent désormais sur un solide maillage d'affinités électives.

Ainsi, une partie des individus captés lors des phases de recrutement ne dépassent jamais le premier niveau d'intégration dans le groupe et finissent par s'éloigner de sa sphère d'influence, avant de disparaître définitivement de son horizon. Ceux dont les aspirations politiques et les caractéristiques sociales entretiennent des relations de proximité avec celles effectivement valorisées s'insèrent durablement dans les groupes selon différents niveaux d'intégration. Sous les effets conjugués de ces mécanismes de tri et du déroulement des carrières militantes dans le temps, les militants sont ensuite progressivement distribués dans les différents cercles concentriques et s'investissent dans le groupe en tant qu'entrepreneurs de cause, militants professionnels, militants ordinaires réguliers ou militants ordinaires intérimaires.

Les mécanismes de sélection, de tri et placement que nous venons de détailler agissent autant à partir de motifs politiques explicites (valeurs communes, niveau de compétences et d'expérience militante, etc.) qu'implicites (disponibilité biographique, proximités sociales et culturelles en partie inconscientes). Dans la plupart des cas, les militants trouvent donc une place au niveau d'intégration qui traduit le degré d'affinité élective qu'ils partagent

effectivement avec le projet politique du groupe et les membres qui le composent. C'est à partir de cette position initiale et des potentiels – pas toujours conscientisés – qui y sont rattachés qu'ils étoffent leur expérience militante et poursuivent leur carrière d'engagés au sein des collectifs.

Le fonctionnement et les effets de ces mécanismes de placement sont particulièrement visibles sur le parcours d'intégration des militants multipositionnés, des entrepreneurs de cause de groupes militants proches et d'acteurs *hors catégorie* tels que l'enquêteur de terrain. Le collectif Désobéissants fédère un réseau de groupes militants d'obédience environnementaliste qui partagent des modes d'action communs. Ces collectifs sont engagés dans un système de coopération tactique qui permet de recruter temporairement des activistes dans le cadre d'une action ou d'un événement militant donné. Ainsi, des militants intégrés dans un collectif A viennent ponctuellement renforcer les effectifs du collectif B. Ces échanges réguliers de main-d'œuvre rapprochent les militants des deux groupes. Dans cette configuration, les activistes entrent réciproquement dans la sphère d'affluence de leur collectif, mais peuvent ne jamais dépasser le premier niveau d'intégration. Ils n'ont pas nécessairement vertu à intégrer plus avant les différents groupes auxquels ils viennent prêter main-forte. Le fonctionnement du collectif Désobéissants prévoit, en effet, que des militants puissent évoluer durablement dans les marges intégrées des différents groupes. Cette mesure facilite les recrutements temporaires nécessaires à la réalisation des actions, tout en permettant de faire l'économie du travail de mise en commun systématique des raisons d'agir. Ici, l'intégration au réseau militant Désobéissants suffit à qualifier ses activistes aux yeux des collectifs qui les accueillent. Ces *intérimaires* bénéficient néanmoins d'une reconnaissance pleine et entière au sein des collectifs puisqu'ils contribuent effectivement, même si ponctuellement, à la mise en œuvre des actions militantes.

Ce mécanisme de partage occasionnel du travail militant crée aussi des occasions de recrutement lorsque ces activistes intérimaires partagent un niveau suffisant d'affinités électives. Plus intéressant, lorsque ces militants finissent par entrer dans un nouveau groupe leur parcours d'intégration s'accélère jusqu'à les conduire au niveau d'intégration dont ils profitent dans leur groupe d'appartenance initial. Ici, la proximité des niveaux d'expériences et des aspirations militantes, mais plus encore des caractéristiques sociales entraînent ces militants auprès de leurs pairs dans chaque collectif. C'est notamment ce qui s'est passé pour Luc, militant Faucheur volontaire très actif dans sa région d'origine, quand il a rencontré le collectif des Désobéissants. Formé politiquement au sein du réseau anti-OGM, Luc est un

militant rompu aux techniques de lutte inspirées de la désobéissance civile et assez influent dans le Grand Ouest. Lorsqu'ils se rencontrent, ni le militant anti-OGM ni les militants Désobéissants – majoritairement investis dans la lutte antinucléaire – n'ont formellement quelque chose à s'apprendre. Mais la proximité de leur cause, du répertoire et des modes d'action qu'ils mobilisent et, finalement, de leur situation en termes de position sociale et de placement dans leurs organisations respectives, les a conduits à développer des liens de coopération durables. En pratique, cela s'est traduit par la présence de plus en plus régulière de Luc lors des actions des militants Désobéissants jusqu'à ce que, du fait de son niveau d'expérience militante, il devienne un militant-formateur à part entière du collectif.

Si ce mécanisme de classement participe à rapprocher des militants qui ont effectivement des intérêts à se mobiliser ensemble, il arrive que l'effet de placement surprenne certains individus en les mettant en position d'avoir à occuper des rôles que leur niveau objectif de compétence et d'expérience militante ne leur permet pas ou difficilement d'assumer. Ces situations s'observent d'autant plus facilement dans les OPNC, où les effectifs sont réduits et où le volume de travail militant à mettre en œuvre pour assurer le dynamisme du collectif dépasse régulièrement les capacités des groupes. Ainsi, des militants peu ou pas expérimentés, mais qui partagent a priori un nombre important de caractéristiques sociales communes avec les militants professionnels, sont rapidement entraînés au centre des collectifs. S'ils détiennent effectivement une partie des compétences socioculturelles requises pour occuper ces rôles stratégiques, ils n'ont pas nécessairement eu l'occasion de se projeter dans la perspective de les occuper, ni même d'acquérir les compétences nécessaires pour y parvenir. Dans cette configuration, la trajectoire objective de ces militants dans les collectifs devance un peu trop rapidement le parcours subjectif qui l'accompagne nécessairement. À l'inverse de l'effet escompté, cette accélération peut les exposer à l'épuisement et au désengagement militant du fait du déséquilibre créé dans le déroulement de leur carrière.

Avant de comprendre le fonctionnement de ces mécanismes de classement, en observant les entrées et sorties, les plafonds et couloirs de verre qui influencent la trajectoire des militants au sein des groupes, j'ai moi-même été exposée aux effets de cette accélération subite d'intégration. La posture ethnographique et la méthode de l'observation participante étant des choix délibérés et mûrement réfléchis, je ne me suis pas étonnée de l'effet de captation ressenti lors de mon entrée dans mes terrains. Mon expérience de recherche dans le milieu du graffiti m'avait, par ailleurs, habituée à gérer les multiples effets de la proximité d'origine et de situation sociale avec les enquêtés en aiguisant mon usage de la réflexivité.

J'étais donc préparée à passer à travers une partie du processus de politisation ayant cours dans les OPNC et comptais sur cette initiation *à côté* pour récolter des données. En cohérence avec ce projet et compte tenu de mon absence totale d'expérience militante préalable, j'ai construit ma posture d'observatrice de terrain avec l'ambition de faire ce chemin *à train de sénateur*. L'objectif était d'observer en parallèle les trajectoires des autres militants et d'en identifier les différents ressorts. C'était sans compter sur les particularités et la force des mécanismes d'intégration collective qui agissent au sein des groupes affinitaires. Le degré de proximité sociale que je partageais avec une partie des militants entrepreneurs de cause, en termes d'origine et de devenir social, de qualification scolaire, mais aussi d'âge et de situation sur le marché du travail, était tel qu'on pourrait évoquer une forme de *promiscuité sociale*. Cette situation m'a valu d'être tractée très rapidement à proximité, sinon au cœur des groupes contestataires que j'ai étudiés. Dans un premier temps, cette situation a largement déstabilisé ma posture sur le terrain. Non seulement je n'étais pas encore en capacité de m'expliquer ce phénomène, mais il sapait ma stratégie d'investigation en me laissant l'impression de *brûler des étapes* et en réduisant mon champ d'investigation aux carrières des militants professionnels au détriment des autres catégories d'engagés. Le fait d'occuper ces positions m'obligeait à accepter les rôles correspondants. Or, mon absence d'expérience militante préalable et la connaissance encore relative que j'avais de chacun de mes objets de recherche me mettaient clairement en difficulté pour donner le change aux enquêtés. Ce fut notamment le cas à B17, alors que j'avais intégré le CG depuis environ 6 mois (six réunions) – en parallèle de mes autres terrains d'étude – et que je travaillais encore à comprendre le fonctionnement de cette instance et du lieu autogéré. Un des militants les plus influents du CG, sociologue de formation, m'a proposé de l'aider à organiser la réunion publique de rentrée. Voyant là une occasion d'observer un temps de convivialité militante, sinon une phase de recrutement, j'ai accepté l'invitation. Les effets cumulés de ma bonne volonté ethnographique, de ma socialisation de genre et de ma proximité sociale avec les militants m'ont effectivement permis de profiter de cette opportunité d'observation tout en remplissant efficacement le rôle d'hôtesse et de facilitatrice qui m'était confié. Ce succès, même relatif, a convaincu le militant et, à sa suite, tous les membres du CG, de me recommander aux personnes et aux groupes militants qui envisageaient ou venaient tout juste d'intégrer B17 pour les accueillir et les informer sur le fonctionnement du lieu autogéré (statuts des groupes, système de réservation des salles, fonctionnement du CG, obligations financières, relations entre les membres, etc.). Les connaissances et compétences militantes dont je disposais objectivement à ce moment de mon travail d'investigation auraient dû écarter la possibilité que j'occupe ce rôle. En revanche,

mes caractéristiques sociales visibles, notamment socioculturelles, ont été interprétées par les militants entrepreneurs de cause comme autant d'indices de ma capacité à les acquérir suffisamment rapidement pour servir la cause.

En tant qu'observatrice participante, être emportée aussi rapidement au cœur des collectifs m'a d'abord laissé la sensation de tomber dans mon objet ou, plus précisément, d'y être précipitée en dépit de l'attention que je portais à ma posture de recherche. Combinée à l'analyse des trajectoires des autres militants, cette expérience m'a finalement permis d'objectiver le mécanisme de sélection et de mise en série des militants qui opère au sein de collectifs. Elle m'a aussi permis de comprendre comment ce système alimente l'attachement au principe de désorganisation et la croyance en l'absence de hiérarchisation des rôles et des militants entre eux. À première vue, il permet effectivement à des individus aux compétences politiques et militantes inégales d'occuper des positions proches ou équivalentes au sein des collectifs de lutte.

2.3 Des relations de travail sans règles[81] à la division sociale du travail militant

Étudier les modalités de recrutement et de mise en série des militants nous a permis d'identifier les mécanismes qui participent à construire les collectifs de lutte sous la forme de groupes affinitaires. Le niveau d'homogénéité socioculturelle, et bientôt politique, ainsi obtenu garantit aux collectifs la possibilité d'engager la lutte en mobilisant des militants réciproquement capables et intéressés à coopérer dans la durée[82]. Si les groupes militants sont bien constitués de pairs, les caractéristiques sociales des militants continuent néanmoins à varier du point de vue de l'âge, du genre, de la qualification scolaire, du niveau de ressources

81. Le titre de ce chapitre fait référence aux travaux de Didier DEMAZIÈRE et Marc ZUNE consacrés aux « communautés » du logiciel libre dans les perspectives croisées de la sociologie du travail et de la sociologie des mobilisations collectives. Voir notamment DEMAZIÈRE Didier, HORN François et ZUNE Marc, « Des relations de travail sans règles ? L'énigme de la production des logiciels libres », *Sociétés contemporaines*, n° 66, 2007, p. 101-125.

82. Sur la question de la nécessité, pour les organisations collectives, de rassembler les militants autour d'un point d'ancrage commun et de la difficulté à construire les collectifs de lutte en l'absence de cet élément, on se reportera aux différents travaux discutant des problématiques rencontrées par les organisations syndicales pour faire cohabiter et collaborer des salariés aux statuts différents dans l'emploi (CDI, CDD, intérimaire, saisonnier, etc.). Parmi eux, voir notamment BELKACEM Rachid *et al.*, « Mobiliser, défendre les intérimaires. Les difficultés de l'action syndicale », *La Revue de l'Ires,* 2014/4 (n° 83), p. 3-28 ; GROLLIER Sébastien, « Quelle syndicalisation des travailleurs de l'intérim », *Savoir/Agir*, n° 12, 2010, p. 27-33 ; BOUFFARTIGUE Paul, « Attendre le CDI pour faire grève et se syndiquer ? Précaires et action collective à la Poste », dans BÉROUD Sophie et BOUFFARTIGUE Paul (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, La Dispute, Paris, 2009, p. 133-147 ; BOUFFARTIGUE Paul, « Précarités professionnelles et action collective », *Travail et Emploi*, n° 116, 2008, p. 33-43 ; DUFOUR Cécile *et al.*, « Flexibilité et action collective. Salariés précaires et représentation syndicale », *Documents d'études*, n° 144, Dares, août 2008 ; GROZELIER Anne-Marie, « Les syndicats difficilement en phase avec les transformations du travail », *Mouvements*, n° 43, 2006, p. 15-22 ; FRIBOURG Bertrand, « Le travail intérimaire comme défi posé au syndicalisme : l'exemple du SNSETT-CGT aux chantiers navals de Saint-Nazaire », *Contraintes, normes et compétences au travail*, Actes des IX[e] Journées de sociologie du travail, 2003, Paris, p. 71-79.

économiques et culturelles, des statuts dans l'emploi et, enfin, du capital militant. Ces différences alimentent un mécanisme de reproduction des inégalités sociales de départ dans la distribution des rôles occupés par les militants au sein des collectifs. Alors qu'elles apparaissant comme des variations autour de situations sociales proches, ces inégalités sont rejouées dans et par la mobilisation collective de sorte à reproduire les hiérarchies entre les positions relatives initiales. À l'instar de Xavier Dunezat[83], l'observation des conditions de mise en œuvre du travail militant révèle l'existence d'une division sociale du travail militant dans des collectifs qui restent pourtant caractérisés par l'absence d'organisation formelle de leurs activités. Nous avons évoqué la façon dont la mobilisation des ressources organisationnelles participe à créer des groupes militants homogènes. Nous voulons maintenant discuter des mécanismes qui permettent aux collectifs de composer avec les inégalités sociales de départ et d'organiser la division et la répartition du travail militant entre les activistes en tenant compte de leurs effets.

2.3.1 Vagues hiérarchies

Constituer des collectifs de lutte aux effectifs relativement limités et composés d'individus rassemblés sur le mode affinitaire permet de rassembler des militants dont les motifs et les raisons d'agir sont alignés de façon implicite. De façon complémentaire, les mécanismes qui autorisent la coopération entre sous-groupes ayant une cause, et/ou un mode d'action commun, sans pour autant partager strictement les mêmes valeurs, renforcent ce phénomène de cohésion. C'est ce qui permet aux AMAP de Loire-Atlantique de coopérer au sein du Comité Inter-AMAP malgré la diversité de leurs orientations idéologiques, et aux nombreux groupes militants présents à B17 de collaborer dans le cadre du projet autogestionnaire en dépit de divergences parfois fondamentales. Les effets cumulés des mécanismes de distribution des militants dans les sous-groupes et de leur classement au sein des collectifs contribuent à créer les conditions d'existence d'une organisation du travail militant peu différenciée. La taille limitée des collectifs, les interactions de face-à-face et le recours aux méthodes délibératives inspirées de la démocratie directe autorisent effectivement une forme non hiérarchique de régulation collective. Dans cette configuration, les relations interindividuelles facilitent l'exercice d'une forme relativement immédiate de contrôle social qui tend à limiter les comportements individualistes et/ou autoritaires. Que ce soit dans le cadre du CG à B17, des répétitions du TON ou des séances de préparation des

83. DUNEZAT Xavier, *Chômage et action collective. Luttes dans la lutte. Mouvements et chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, thèse de sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004.

actions directes dans le collectif Désobéissants, les militants sont ainsi toujours en situation d'interpeller directement un individu en particulier ou le groupe dans son ensemble afin d'exprimer leur point de vue sur une question donnée. L'utilisation de certaines techniques de discussion collective, telles que l'organisation régulière de tours de parole (B17), les mises en situation (TON) et la CNV (Désobéissants), renforce ces possibilités en diversifiant les modalités d'échanges. Cependant, les efforts organisationnels mis en œuvre pour faciliter la participation de tous s'avèrent insuffisants pour compenser l'inégale distribution des compétences et du sentiment de compétence nécessaire pour se prononcer sur les sujets stratégiques.

Concrètement, cela se traduit par l'apparition de leaders, c'est-à-dire d'entrepreneurs de cause, qui assument les tâches d'animation des groupes, de préparation et de validation des décisions collectives et, enfin, d'organisation de la mise en œuvre partagée du travail militant. Au sein du CG, du TON, des groupes Désobéissants porteurs d'un projet d'action et du cercle formé par les coordinateurs dans les AMAP, les leaders présentent tous les mêmes qualités. Ils ont souvent participé à la création des collectifs, et ce sont eux aussi qui détiennent l'expérience militante la plus longue, le niveau de capital militant le plus important et qui, de ce fait, profitent d'une autorité de type charismatique[84]. Ainsi, le phénomène du leadership s'entretient lui-même puisque l'exercice de ces responsabilités contribue à renforcer les arguments qui président à leur distribution entre les militants.

Étant donné leur intérêt pour l'autodétermination politique et, à l'inverse, leur souci de limiter les phénomènes de délégation, les choix organisationnels faits par les collectifs permettent généralement d'éviter la concentration du pouvoir dans les mains d'une seule personne et la cristallisation définitive des positions d'influence. Dans les collectifs que nous avons observés, cela se traduit par une répartition délibérée de l'exercice du leadership entre 2 à 4 personnes, sachant qu'une d'entre elles assume la fonction symbolique du rôle[85]. Dans les AMAP, ce sont les mangeurs qui occupent les fonctions de coordination des différents contrats qui assurent la gouvernance de la structure. Parmi eux, le « *coordinateur principal* » de l'AMAP, souvent le responsable du contrat avec le maraîcher, lui-même principal fournisseur, officie à la tête de ce comité de pilotage. À B17, les différents groupes sont représentés par 1 à 2 membres au sein du CG et assurent collectivement cette fonction. En

84. WEBER Max, *Économie et société*, tome 1, Éditions Plon, Paris, 1971.

85. Pour une illustration du mécanisme de désignation d'une hiérarchie tacite dans des collectifs de lutte informels, voir DOUZOU Laurent, « La démocratie sans le vote. La question de la décision dans la Résistance », *Actes de la recherche en sciences sociales,* vol. 4, n° 140, 2001, p. 57-67. L'auteur explique notamment comment émergeaient les leaders dans les réseaux résistants. Sortes de *primus inter pares,* ces leaders étaient désignés de façon implicite par les résistants membres des différents réseaux et jouissaient de l'autorité hiérarchique sans jamais avoir été élus ou désignés ouvertement et collectivement.

pratique, le leadership est assuré par 4 militants qui, selon les cas, appartiennent à plusieurs groupes ou représentent les plus importants d'entre eux en termes d'effectif militant. Au sein du TON, les 5 militantes-comédiennes qui pilotent à tour de rôle les différents projets de création et/ou de représentation du TO sont aussi les leaders du groupe. Chez les militants Désobéissants, enfin, les leaders sont les militants qui ont contribué à la création du collectif et, parmi eux, 2 militants particulièrement mobilisés sur la question de l'avenir politique du groupe et des voies de son développement.

À l'idéal d'horizontalité où tous les individus disposeraient du même pouvoir d'expression et de délibération, les collectifs qui mobilisent le modèle de la désorganisation subordonnent un mécanisme de hiérarchies en vagues. Ainsi, les membres des collectifs s'accordent de façon plus ou moins explicite pour s'accommoder de fonctionnements hiérarchiques épisodiques, mouvants ou encore sujets à modération. Dans les cas de nos quatre objets d'étude, une des manières d'y parvenir consiste à répartir le pouvoir d'influence entre plusieurs individus. Si ces derniers partagent incontestablement des aspirations et des représentations politiques communes, reste qu'ils n'ont pas toujours les mêmes points de vue sur les manières de conduire la lutte collective. L'apparition de *comités exécutifs* en position d'organiser le fonctionnement des groupes et d'orienter leurs activités militantes est une constante dans les organisations collectives et ne distingue pas les groupes contestataires. Il faut néanmoins conserver à l'esprit que la taille des collectifs est déterminante en matière de gouvernance. Le modèle de la désorganisation a ainsi pour effet de créer un rapport un peu plus équilibré que la moyenne entre le nombre d'entrepreneurs de cause et de militants ordinaires dans les groupes militants. Ce rapport est, par exemple, de 5 pour 15 à 20 personnes au sein du TO, de 4 pour 15 dans le CG à B17 et de 5 à 10 (suivant le nombre de fournisseurs) pour 60 mangeurs en moyenne dans les AMAP[86]. Si ces leaders disposent effectivement de l'autorité et du pouvoir d'influence, la taille des groupes et la prévalence des relations de face-à-face entre militants les soumettent à un contrôle social à la fois constant et immédiat. De ce point de vue, les efforts mis en œuvre par les collectifs en matière organisationnelle contribuent effectivement à une ouverture, nécessairement partielle, du jeu démocratique interne.

86. Si nous avons identifié formellement les principaux entrepreneurs de cause mobilisés au sein du collectif des Désobéissants, les partis pris ethnographiques et comparatifs de notre travail d'enquête ne nous ont pas permis de mesurer l'extension réelle de ce réseau militant. En conséquence, nous ne sommes pas en mesure de proposer une évaluation crédible du même rapport pour ce collectif.

2.3.2 Le double jeu de la sélection par les compétences

La faible formalisation des règles de fonctionnement des OPNC a deux effets notables. Le premier est d'ouvrir largement les groupes sur leur environnement (absence de frontières) et de proposer un mode de gouvernance relativement partagé (petits groupes, relations de face-à-face et contrôle social). Ce choix organisationnel crée des opportunités pour les militants, qui y trouvent une offre de mobilisation adaptée à leurs dispositions et indispositions à la mobilisation collective. C'est aussi un atout pour les collectifs de lutte qui maximisent leurs chances de recrutement et leurs capacités à susciter des engagements durables. Le second est de ne pas, ou très peu, organiser les parcours des militants et donc de laisser jouer pleinement les mécanismes de la reproduction sociale dans la distribution des rôles au sein des groupes. En effet, moins les règles d'attribution et l'économie relationnelle valable entre ces positions sont explicites, plus leur distribution est dépendante de variables extra-politiques. Dans cette configuration, les positions et les rôles sont attribués aux militants en fonction de leur niveau estimé de compétences militantes, lui-même mesuré à l'aune de leur capacité à évoluer de façon efficace et autonome[87] dans les collectifs de lutte. Or, ces possibilités se définissent au croisement du capital culturel et du capital militant détenu par chaque militant. Dans les organisations où la mobilisation collective s'organise principalement à travers les interactions, les compétences culturelles et notamment relationnelles sont essentielles. Être en capacité de s'inscrire dans les échanges, d'interpréter correctement leur contenu, notamment à partir de la compréhension du contexte, et d'y contribuer avec à-propos distingue les militants. L'absence d'organisation formelle et de mots d'ordre précis renforce ce phénomène en exigeant des activistes qu'ils ajustent leur posture et équilibrent leur position dans le groupe en fonction de la compréhension qu'ils ont de son fonctionnement et de ses ambitions politiques. De la même manière, détenir des savoir-faire spécifiques qui peuvent être directement réinvestis ou mobilisés après reconversion dans le cadre de l'engagement facilite la participation et l'intégration des militants dans les collectifs. Pour ne donner qu'un seul exemple, disposer de compétences en matière d'informatique et de technologies numériques est particulièrement distinctif. Dans trois des quatre groupes auprès desquels nous avons enquêté les militants entrepreneurs de cause détiennent ce type de savoir-faire (B17, collectif Désobéissants, AMAP). Or, ces compétences ne sont pas neutres, elles leur permettent non seulement d'apporter une contribution remarquée à la production collective, mais encore d'être positionnés au cœur des flux d'informations et de la dynamique des interactions qui structurent l'activité militante des groupes.

87. LENZI Catherine, « L'injonction à l'autonomie comme mode de sélection sociale des militants dans les SEL », dans NICOURD Sandrine (dir), *Le travail militant*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 95 – 105.

L'incidence du niveau de capital militant et de capital social sur la distribution des rôles au sein des collectifs est particulièrement visible lorsqu'on s'intéresse aux carrières des différentes catégories de militants et, notamment, celles des entrepreneurs de cause. Avant de proposer les portraits succincts des leaders des différents groupes auprès desquels nous avons enquêté, nous pouvons déjà avancer que : sauf dans les organisations non-mixtes telles que le TON, les militants entrepreneurs de cause sont majoritairement des hommes, blancs, âgés de 30 à 65 ans, disposant d'un niveau de qualification scolaire supérieur (BTS, DUT, licence, master, doctorat), actifs en emploi ou retraités et détenteurs d'une longue expérience militante (relativement à leur âge).

Au sein de l'AMAP que nous avons choisie comme référence, 2 mangeurs, respectivement représentant auprès du Comité Inter-AMAP et coordinateur général, exercent des fonctions de leaders dans le groupe. La première, Delphine Michaud, 38 ans, est célibataire et n'a pas d'enfants au moment de l'étude. Après un parcours scolaire sans heurts, elle exerce les fonctions d'infirmière en psychiatrie (Bac + 3) dans un établissement public. L'établissement où elle travaille est implanté dans un grand centre urbain, mais elle réside par choix en zone rurale où elle a construit sa résidence en empruntant des matériaux et des méthodes de construction écologiques. Sensibilisée aux enjeux de préservation de l'environnement et préoccupée par la dégradation des conditions de travail de ses parents exploitants agricoles, elle met progressivement son mode de vie en conformité avec ses aspirations politiques. La lecture de *Charlie Hebdo* et la consultation régulière des informations diffusées par l'association Alliance Paysans, Écologistes, Consommateurs la conduisent à créer la première AMAP de Loire-Atlantique en collaboration avec 5 autres personnes rencontrées grâce à l'APEC[88]. En parallèle, elle se renseigne auprès des organisations syndicales de son secteur, d'un groupe local d'Attac et d'un Système d'échange local (SEL), mais finit par s'en détourner faute d'y trouver l'équilibre entre radicalité et application concrète des valeurs qu'elle souhaite défendre. Elle quitte cette AMAP, car elle s'oppose à l'augmentation continue du nombre de paniers et de mangeurs dans laquelle elle perçoit un risque de dévoiement du modèle. Elle intègre aussitôt une autre structure où elle donne le change en endossant, avec conviction et légèreté, le rôle de gardienne des principes initiaux du modèle. Reconnue comme la militante « *canal historique* » au sein du groupe, elle participe régulièrement aux réunions du Comité Inter-AMAP et s'intéresse de près aux différentes voies de développement empruntées par les AMAP. Mangeuse convaincue, mais

88. APEC ou Alliance Paysans, Écologistes, Consommateurs.

critique, Delphine est une votante régulière et n'exclut pas de renouveler ses démarches auprès d'organisations politiques et syndicales à l'avenir.

Le second, Jacques Soudeux, 43 ans, vit en couple et a deux enfants au moment de l'étude. Nous ne disposons que d'informations incomplètes sur le parcours scolaire de ce mangeur, en dehors du fait qu'il a obtenu un diplôme universitaire. Sa trajectoire est très tôt et très largement influencée par ses convictions politiques. Il s'engage au sein des Verts, puis d'Europe Écologie Les Verts durant ses études, où il milite activement. Durant sa carrière professionnelle et jusqu'à aujourd'hui, il occupe différents postes de collaborateurs d'élus dans plusieurs villes situées dans l'ouest de la France. Il est membre de l'ACEVA[89], qu'il anime en qualité de président entre 2008 et 2014. Militant écologiste et social convaincu, il s'investit dans ces causes à travers son emploi, son engagement dans le parti, mais aussi dans de nombreuses structures associatives, notamment sportives. Sensibilisé aux questions relatives à l'économie sociale et solidaire grâce à son activité de collaborateur et convaincu par le récit que lui en font ses collègues, il décide de créer l'AMAP dans laquelle il occupe les fonctions de coordinateur principal. Rompu au travail militant, et notamment à l'exercice du leadership, il mobilise l'expérience politique qu'il a accumulée dans le temps au sein de cette structure et du Comité Inter-AMAP. Attaché au principe d'initiative de la société civile, il défend l'autonomie des AMAP, tout en plaidant pour qu'elles s'organisent dans un groupe militant commun afin de faire valoir leurs intérêts auprès des pouvoirs publics au niveau local et national. Militant politique professionnel et associatif convaincu, Jacques Soudeux défend les intérêts des AMAP à chaque fois qu'il en a l'occasion et participe régulièrement aux scrutins électoraux.

À B17, ce sont les militants représentants des différents groupes membres qui occupent les fonctions d'entrepreneurs de cause. Nous avons retenu le cas de 2 d'entre eux. Le premier, Vincent Airgathe, 38 ans, vit en couple et a un enfant au moment de l'étude. Après un parcours scolaire sans heurts, il intègre l'université en faculté de sociologie d'où il ressort diplômé d'un doctorat. En parallèle de ses études, il suit une formation diplômante à la pratique d'une médecine traditionnelle assimilée aux thérapies par massages. Initialement tenté par la carrière universitaire, il ouvre finalement un cabinet où il exerce en tant que praticien libéral. Militant anticapitaliste et environnementaliste convaincu, il s'engage très tôt au sein de B17 en intégrant plusieurs groupes membres et siège au CG. Ses multiples engagements se répartissent entre une organisation politique anarchiste et différents groupes de promotion d'un mode de vie alternatif allant de la participation à une coopérative alimentaire, à la promotion des technologies numériques libres, en passant par l'animation et

89. ACEVA ou Association des collaborateurs d'élu·e·s d'Europe Écologie - Les Verts et apparentés.

la contribution à un média en ligne indépendant[90]. Continu, l'engagement militant de Vincent se caractérise par son intérêt pour les technologies numériques, leurs usages militants et sa volonté de les rendre accessibles à tous.

Le second, Jacques Descant, 62 ans, est célibataire et sans enfants au moment de l'étude. Passé par le Petit Séminaire, il intègre les bancs des premiers lycées agricoles publics dans les années 1970. Issu d'une famille d'agriculteurs proche de la JAC, il milite très tôt au MRJC[91], où il rencontre des militants PSU et UTCL qui lui enseignent les premiers rudiments du marxisme. Il est contraint au service militaire et vit de petits emplois agricoles l'année suivante. Il intègre ensuite la faculté de sociologie de Poitiers en 1973 et rejoint très vite un groupe maoïste. Il poursuit son cursus universitaire tout en devenant établi chez un agriculteur en 1974, suivant en cela l'exemple de sa compagne. Il milite de façon continue au sein de l'organisation maoïste et dans plusieurs groupes inorganisés jusqu'en 1981 (luttes féministes dont mouvement pro-IVG, causes internationales, antinucléaire et antimilitariste). À la même période, il s'attelle à la préparation d'un CAP informatique par correspondance et poursuit en parallèle son apprentissage en autodidacte avant d'obtenir un poste de programmateur informatique dans un organisme public. Peu convaincu par l'accès du PS au pouvoir, marxiste devenu anti-autoritaire, il s'engage dans différentes organisations de mouvement social au milieu des années 1980, dont une association d'aide aux demandeurs d'asile locale et à la FASTI[92], où il assume des responsabilités nationales. Il participe ensuite à créer un groupe local de la CNT (1995) et s'investit en parallèle dans le réseau No Pasaran alors qu'il quitte la FASTI. Il participe avec d'autres militants à créer le *Local*, espace militant partagé d'où émanera le projet autogestionnaire B17. Tout en animant une émission libertaire sur une radio locale, il reprend des études de philosophie en 2007. Ses engagements évoluent de nouveau pour privilégier une conception élargie des principes d'autonomie et d'autodétermination politique. Il s'investit tout particulièrement dans le projet B17, qu'il ne quittera plus jusqu'à son décès prématuré en 2015. Militant politique toujours multipositionné et souvent « inorganisé », la carrière de Jacques Descant est marquée par le souci du partage et de la transmission gratuite des connaissances, auxquels il s'est notamment employé à

90. Pour une discussion plus précise sur la mobilisation au sein de médias dits « alternatifs » et leurs ambitions politiques, voir notamment CARDON Dominique et GRANJON Fabien, « Médias alternatifs et radicalisation de la critique », dans COLLOVALD Annie et GAÏTI Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, La dispute/SNEDIT, Paris, 2006, p. 309-334.
91. MRJC ou Mouvement rurale de jeunesse chrétienne.
92. FASTI ou Fédération des associations de solidarité avec tou·te·s les immigré·e·s.

travers la publication d'ouvrages, de textes diffusés en ligne et l'animation d'une émission de radio[93].

Au sein du TON, 5 militantes sont en position d'entrepreneuses de cause. Pour des questions de concision nous ne retiendrons les cas que de deux d'entre elles[94]. La première, Odile Braudy, 60 ans, est mariée, vit en couple et est mère d'un garçon tout juste majeur au moment de l'étude. Retraitée depuis 2015, elle a exercé des fonctions de travailleuse sociale à différents niveaux de responsabilités (animatrice, directrice, coordinatrice de service, directrice de mission) et dans différents organismes associatifs et/ou publics. Après un court passage à la faculté de droit, elle obtient un diplôme d'animatrice socioculturelle en 1980, complété par la validation successive d'un DESA[95] en 1991 et d'un DHEPS en 1993. Elle valide ensuite un master universitaire traitant de la question de l'action publique en direction des femmes pauvres et/ou précaires en 2007. Ses différentes expériences professionnelles l'amènent très rapidement à rencontrer des militantes féministes et à s'inscrire dans les divers initiatives, associations et groupes locaux promouvant la cause des femmes. Durant sa carrière professionnelle, elle milite successivement à la CFDT, puis à la CGT. En 1995, elle participe à la création du groupe du TON, avec des militant·e·s associatifs locaux, où elle continue à s'investir à ce jour. Militante féministe chevronnée et multipositionnée, Odile est aussi une votante régulière.

La seconde, Nadine Lempereur, 62 ans au moment de l'étude, vit en couple et a fait le choix de ne pas avoir d'enfant. Retraitée depuis 2012, elle a exercé différentes fonctions de travailleuse sociale puis de soignante (monitrice éducatrice, éducatrice spécialisée, manipulatrice radio) dans les secteurs de la santé psychique et physique, et dans différentes structures de soins publiques. Après avoir obtenu son bac en 1970, elle est diplômée d'un deug d'histoire en 1972. Après une réorientation, elle prépare le diplôme d'éducatrice spécialisée, qu'elle valide en 1976. En 1979, elle est agrégée conseillère conjugale et familiale après avoir suivi une formation proposée en interne au planning familial. En 1982, elle obtient la certification de manipulatrice radio. Elle complétera ce savoir-faire par une formation en

93. Les données mobilisées dans le cadre de ce portrait sont issues de notre travail d'investigation. Elles ont été recoupées et significativement complétées grâce à l'écoute de l'entretien de Jacques Descant conduit par les coréalisateurs de l'émission de radio qu'il animait (2011). L'enregistrement complet de cet entretien est en accès libre sur la page web de l'émission : https://maglib.boum.org/

94. Au début de notre travail d'investigation au sein du TON, les militantes-comédiennes ont exprimé le souhait de ne pas participer à des entretiens sociologiques. Une partie des informations présentées dans le manuscrit sont le résultat de notre travail d'observation. Ces dernières ont pu être recoupées et complétées de façon décisive grâce au travail collectif mené au sein du programme de recherche Sombrero. Plusieurs militantes du TON ont été interrogées au cours de cette vaste enquête consacrée à l'évaluation des conséquences biographiques de l'engagement (voir note de bas de page p. 47 de ce manuscrit).

95. Le sigle DESA désigne le diplôme d'études supérieures de l'animation ; celui de DHEPS, le diplôme des hautes études des pratiques sociales.

gestion hospitalière (CNAM) lorsqu'elle obtient un poste de cadre dans son service. La carrière militante de Nadine n'a connu aucune interruption et se caractérise par le fait de s'être déployée dans des organisations partisane (LCR de 1974 à 2009), syndicales (CFDT de 1974 à 1977, puis CGT de 1978 à 2004) et associatives (MLAC, AIDES, planning familial de 1979 à aujourd'hui). Elle participe à la création du TON, au sein duquel elle milite depuis 1995. Militante politique infatigable et multipositionnée, Nadine participe régulièrement aux scrutins électoraux.

Dans le collectif Désobéissants, deux des militants à l'origine de sa création sont particulièrement influents. Le premier, Jean Delem, 32 ans, est particulièrement mobilisé dans la mise en œuvre des actions directes et des stages de formation. Célibataire sans enfant, il vit en colocation avec deux autres activistes du collectif. Occupant des emplois irréguliers et essentiellement alimentaires au moment de l'étude, il consacre une grande partie de son temps disponible à l'animation du réseau. Il débute sa carrière de militant en parallèle de ses études supérieures dans le cadre d'associations de défense de l'environnement. Il s'intéresse progressivement à la cause antinucléaire, jusqu'à rejoindre les rangs de l'organisation Greenpeace. Il devient un « *campagneurs* » actif, séduit autant par la perspective de mener des actions directes que par le travail de sensibilisation et de lobbying qu'il déploie, notamment auprès des députés. Son engagement au sein de Greenpeace lui donne l'occasion de rencontrer les militants antinucléaires engagés de la campagne contre le programme militaire nucléaire M51[96]. Une position de plus en plus critique vis-à-vis de la gouvernance de l'association, renforcée par le sentiment d'une cause antinucléaire largement inaudible, le convainc de rejoindre le petit groupe militant qui sera à l'origine de la création du collectif Désobéissants en 2006. Jean est un leader du réseau au niveau national, mais aussi localement dans le Grand Ouest. Par conviction politique, il ne participe pas aux scrutins électoraux[97].

Le second, Nicolas Deli, 34 ans, est lui aussi particulièrement actif au sein du collectif (formations, actions). Il vit en couple et n'a pas d'enfants. Il n'occupe et ne recherche pas

96. La campagne d'action contre le développement du missile à tête nucléaire M51 fédère un groupe de 13 organisations, dont les associations Sortir du nucléaire et Greenpeace. Outre les voies de contestation et de mobilisation classiques (tractage, diffusion d'information, lobbying auprès des élus, campagnes de sensibilisation et manifestations), le groupe Non au missile M51 développe à partir de 2006 une pratique « *d'inspection citoyenne* ». Ces inspections ont conduit une dizaine d'activistes à pénétrer et/ou à occuper le site de lancement de Biscarrosse à trois reprises entre 2006 et 2009 alors qu'ils soupçonnaient la réalisation de tirs d'essai. Le 1er décembre 2009, 7 d'entre eux sont arrêtés pour l'occupation d'un radar du centre d'essai de lancement de missile de Biscarrosse le jour de l'ouverture du créneau de tir du 4e tir d'essai du missile M51. Ils ont été reconnus coupables avec dispense de peine par les tribunaux concernés le 8 septembre 2010. Parmi les militants mobilisés et ceux condamnés figurent les fondateurs du collectif Désobéissants.

97. Luck Simon, « Entre contestation et participation. L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaires », *Revue française de science politiques*, vol 58, n°2, 2008, p. 231-256.

d'emploi au moment de l'étude. Par choix, il consacre tout son temps à l'activité militante et particulièrement à l'animation du réseau Désobéissants, tandis que sa compagne pourvoit aux besoins du foyer. Militant altermondialiste et environnementaliste convaincu, il débute et développe sa carrière de militant en parallèle de ses études supérieures. Il intègre d'abord l'organisation antifasciste Scalp-Reflex à Sciences Po, Paris. Il se mobilise avec les militants de l'UNEF, tout en côtoyant des groupes de l'extrême gauche trotskyste et anarchiste durant toute cette période. Il intègre ensuite la faculté d'Assas, où il entame un travail de recherche sur le GUD[98], tout en animant ponctuellement des émissions sur Radio Libertaire. Il part ensuite en coopération pendant un an en qualité d'enseignant à l'université du Cap, en Afrique du Sud. Durant l'année suivante, il occupe plusieurs emplois précaires avant d'abandonner sa thèse et d'être embauché comme chargé de campagne antinucléaire par Greenpeace en 2005. Ce poste lui permet de rencontrer les militants des autres organisations antinucléaires françaises et de participer à la campagne contre le programme militaire M51. Des insatisfactions réciproques le poussent vers la sortie de Greenpeace. Il s'allie alors avec d'autres militants soucieux de rendre cette cause plus audible, pour créer le collectif Désobéissants. Si Nicolas Deli est un des leaders du collectif, il en est incontestablement la figure de proue. Ses compétences scolaires et culturelles ainsi que ses options tactiques l'incitent à jouer systématiquement la carte de la publicisation, en multipliant les projets éditoriaux et les coups médiatiques[99]. Ses choix ne l'empêchent pas de participer régulièrement aux scrutins électoraux.

Ce qui est particulièrement visible dans le cas des militants entrepreneurs de cause se vérifie aussi pour les militants professionnels et les militants ordinaires réguliers. Lorsqu'on poursuit l'observation, on constate en effet que les caractéristiques de ces deux catégories d'activistes sont des déclinaisons de celles des entrepreneurs de cause. On compte ainsi sensiblement plus de femmes parmi les militants professionnels, même si elles restent minoritaires. C'est dans les troupes du TO et dans les AMAP que leur part est la plus

98. Le Groupe union défense, ou GUD, est une organisation étudiante française d'extrême droite réputée pour ses actions violentes. Créée en 1968 à la faculté de droit de l'université Paris II Panthéon Assas et très active dans les années 1970, l'association est dissoute en 1981 et son activité s'éteint progressivement pendant les 25 années suivantes. En 2009, un organe de presse de la même obédience annonce la reformation du GUD sous le nom d' « Union de défense de la jeunesse » sur les différents campus de l'université Paris II Panthéon Assas, de Lyon III et de Nancy.

99. Nicolas DELI est l'auteur de plusieurs ouvrages, parus entre 2006 et 2011, dans différentes maisons d'édition, mais aussi d'un jeu de société satirique, en 2004. Parmi ses références, on trouve : *La privatisation de la violence*, Agone, 2006 ; *Petit manuel de désobéissance civile : à l'usage de ceux qui veulent vraiment changer le monde,* Éditions Syllepse, 2009 ; *Désobéir. Le petit manuel*, Le Passager clandestin, 2012. Chez le même éditeur, il écrit et dirige une collection composée de six petits formats publiés entre 2009 et 2011 : *Désobéir au sexisme, dans l'entreprise, par le rire, avec les sans-papiers, à la pub* et, enfin, *à l'argent*. C'est aussi lui qui assure les interviews auprès des rédactions des différents organes de presse et de télévision qui réalisent des reportages sur le collectif Désobéissants, entre 2006 et 2017.

importante à ce niveau d'influence dans les groupes. Cette mixité s'explique notamment par la proximité entre une partie des compétences attendues au regard du mode d'action choisi et les qualités stéréotypiques prêtées aux femmes. Ainsi, les capacités d'empathie, d'écoute et d'expression des sentiments et des émotions sont particulièrement valorisées et valorisables dans la pratique du TO, tandis que les tâches domestiques associées aux repas (ravitaillement, préparation) et la gestion des questions de santé (veille sanitaire, prise des rendez-vous médicaux, suivi des traitements, etc.) cadrent facilement avec l'engagement en AMAP.

« VG : Et toi, comment tu es arrivé à l'AMAP ?
JL : À l'AMAP ? Parce qu'Annette, ma copine, a eu l'idée d'être en AMAP. Un truc un peu bobo au départ, je pense. Et ensuite, elle s'est, heu… En montant toute l'AMAP avec Carole, notamment, elle s'est rendu compte que c'était plus compliqué qu'une histoire de… enfin…
VG : De choix de manière de manger ?
JL : Oui, voilà. Ça ne correspondait pas forcément au reportage de France 2. Qu'il y avait tout un truc… Elle, voilà, je pense qu'elle est devenue militante par le biais de l'AMAP. Alors que…
VG : Ce n'était pas ça qu'elle cherchait, mais ce serait ce qu'elle a finalement trouvé ?
JL : Oui, exactement. C'est ça. Moi, je suis prof et plutôt dans ce qui est heu, manif et trucs comme ça. Et puis je râle tout le temps. C'est très con de râler devant sa télé, mais bon.
CM : Tu râles tout le temps, toi ?

JL : Ouais, mais un peu le râleur de Cabu. Enfin, je ne sais pas. Je trouve que dans le fait d'avoir monté le truc avec les autres, je trouve qu'il y a un côté vraiment concret. Peut être que ce n'est que ça, mais...

VG : C'est déjà ça ?
JL : C'est déjà ça, et c'est largement ça ! Parce qu'au fond, il y a un truc.
CM : C'est vrai. Parce que dès que tu commences à t'investir, tu… Ta responsabilité est grande, parce qu'il y a des tâches qui ne se voient pas. Et pour qu'il y ait 63 familles qui aient leur panier…
JL : Même plus que ça ! Pour qu'il y ait 63 familles qui aient un peu conscience de ce ça veut dire aussi. Et tu vois, on n'y est pas encore. En même temps, je crois que jamais vous ne vous étiez dit que, dès le premier panier, tout le monde serait convaincu. C'est un travail de longue haleine, ça.
VG : Ça viendrait en faisant, finalement ?
CM : C'est ça. »

Carole Minguet (mangeuse et cofondatrice de la structure) et Julien Luveaux (mangeur), évoquant le parcours d'engagement d'Annette Cherroux (mangeuse et cofondatrice de la structure) au cours de la journée de pique-nique annuel de l'AMAP organisée sur la ferme du maraîcher qui fournit la structure.

La tranche d'âge des militants professionnels est moins large que celle des entrepreneurs de cause et s'étire de 25 à 45 ans. Ils sont majoritairement actifs en emploi et/ou indépendants en activité, même si les plus jeunes d'entre eux sont sur le point de terminer leurs études supérieures ou en attente d'une intégration durable sur le marché du travail. Si leurs caractéristiques sociales sont assez homogènes, ces activistes disposent de niveaux de capital

militant relativement inégaux selon la durée de leur engagement au sein des collectifs, mais aussi de leurs expériences collectives précédentes ou parallèles (activités associatives et/ou syndicales). Ainsi, la création de l'AMAP et l'exercice des responsabilités de coordinatrice d'un des contrats est la première expérience de mobilisation collective d'Annette Cherroux (voir extrait d'entretien ci-dessus). Le cas de cette militante illustre bien la manière dont les compétences socioculturelles et les raisons d'agir qui lui ont permis de se mobiliser au départ ont évolué au fil de son engagement. Alors qu'elle débute sa carrière en tant que simple mangeuse, elle donne progressivement un sens politique à sa démarche et fait désormais partie de ceux qui font profession d'organiser et de convaincre.

Les militants ordinaires réguliers sont relativement plus jeunes (22-35 ans) et rassemblent une proportion équilibrée d'hommes et de femmes. Ils sont aussi plus souvent encore en étude, en quête d'intégration sur le marché du travail et/ou en reconversion professionnelle après plusieurs tentatives infructueuses. Leurs parcours scolaires sont sensiblement plus courts (CAP/BEP, Bac généraux et professionnels) et aussi plus hachés, une partie d'entre eux ayant acquis une partie de ces compétences suite à une reprise d'études. Ces parcours professionnels et de formation sur le point d'aboutir et/ou en dents de scie exposent ces militants à des situations de précarité économique plus ou moins importantes et durables. Pour la grande majorité d'entre eux, enfin, l'intégration aux différents collectifs est leur première expérience d'engagement et de mobilisation collective, en dehors des associations de loisirs, notamment sportives, qu'ils ont pu côtoyer.

Passer en revue les profils des militants mobilisés confirme que les mécanismes de sélection contribuent à rassembler des individus aux caractéristiques sociales suffisamment homogènes pour composer des groupes affinitaires. Cela montre aussi que les différentes positions accessibles sont distribuées en fonction du niveau de capital culturel détenu par les militants. Dans cette configuration, les inégalités socioculturelles de départ sont reproduites dans et par la mobilisation, or, comme l'a montré Daniel Gaxie[100], ces dernières influencent aussi bien le fait de disposer de compétences politiques que le sentiment de les détenir et de pouvoir les acquérir.

100. Pour plus de détails sur ce phénomène, voir les travaux de GAXIE Daniel et notamment GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n° 1, vol. 27, 1977, p. 123-154 ; GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Éditions du Seuil, Paris, 1993 ; et GAXIE Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, n°1, vol. 11, 2005, p. 157-188.

Conclusion du chapitre 2 : La conscience collective comme produit d'une fiction performative de l'égalité[101]

Étudier les ressources organisationnelles mobilisées par les OPNC nous a permis de comprendre comment sont construits et entretenus les collectifs de lutte et les dynamiques militantes qui les habitent. Les effets – successifs et cumulatifs – du recrutement, de la constitution des groupes affinitaires, et de la mise en série des activistes au sein des groupes contribuent à rassembler des militants aux caractéristiques sociales et aux aspirations politiques proches. Les potentiels de coopération ainsi créés sont ensuite développés et exploités au bénéfice de la cause à partir des interactions auxquelles donne lieu la mise en œuvre partagée du travail militant.

Nous avons aussi montré que l'activité des groupes s'organise sur la base d'une division sociale du travail militant. La faible formalisation idéologique et organisationnelle des collectifs et la mobilisation au bénéfice de causes génériques amènent à valoriser les capacités d'autonomie et d'initiative chez les militants. Or, le fait de posséder et d'être en capacité de mobiliser efficacement ces savoir-être est étroitement lié au type et au niveau de ressources culturelles dont ils disposent. Ce mécanisme conduit ainsi à attribuer les rôles et les positions de pouvoir aux activistes qui détiennent les niveaux de capital culturel et militant les plus importants, sachant que l'acquisition du second est étroitement corrélé au fait de posséder le premier.

Passer en revue les effets structurants du modèle de la désorganisation nous a, enfin, permis de révéler un des leviers du processus de politisation des militants au sein des OPNC. Dans ces groupes, la construction de l'identité collective à même d'encourager et de fonder l'engagement et la mobilisation repose sur une stratégie de dissimulation des clivages sociaux qui séparent le public militant des « moyens-petits[102] ». Dans cette configuration, le recours à la désorganisation permet dans le même temps de compenser et de composer avec ces différences et, à plus fortes raisons, avec les inégalités culturelles et politiques qu'elles entraînent.

101. FLEURY Laurent, « Abolition des classes sociales ou production d'une fiction d'égalité ? La réalisation d'un espace utopique au TNP de Vilar », dans CHOPART Jean-Noël et MARTIN Claude (dir.), *Que reste-t-il des classes sociales ?*, Éditions ENSP, 2004, p. 121-136.

102. Ce terme fait directement référence aux travaux que CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier et SIBLOT Yasmine ont consacrés aux « petits-moyens ». Ce groupe se compose essentiellement d'ouvriers et d'employés, pour la plupart qualifiés, dont certains ont intégré la fonction publique. L'emprunt et le retournement de cette formule en « moyens-petits » veut désigner un autre segment des classes moyennes situé juste au-dessus du premier, où évoluent les militants des OPNC. Le groupe des « moyens-petits » rassemble ainsi des étudiants de l'enseignement supérieur, des « intellos précaires » exposés à la précarité au travail et au risque de chômage, mais aussi des professions intermédiaires, des petits indépendants (exploitants agricoles, artisans, professions libérales, etc.) et des cadres de la fonction publique. Pour plus de détails, voir CARTIER Marie *et al.*, *La France des "petits-moyens" : enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Éditions La Découverte, Paris, 2008.

Chapitre 3. De la nébuleuse à la galaxie des organisations contestataires

La description des OPNC présentée dans les deux chapitres précédents pourrait laisser croire à l'existence de petits groupes politiques repliés sur eux-mêmes. En effet, le recours à la désorganisation présente aussi des inconvénients, dont celui de complexifier le développement des moyens de défense des causes du fait de la limitation structurelle de la taille des collectifs. L'effet de contrainte est tel, qu'aux premiers stades de l'investigation, les données récoltées sur le terrain donnent effectivement à penser que ces collectifs composent une nébuleuse, c'est-à-dire un amas inorganisé de petits groupes que leurs affinités politiques ne suffisent pas à rassembler. Ces premières impressions laissent aussi présager que ces collectifs seraient structurellement condamnés au morcellement, à la concurrence, sinon au cannibalisme et à une certaine inefficacité politique. Or, ce qui apparaissait de prime abord constituer un risque pour ces groupes militants (scissiparité, insularité[103]) s'est finalement révélé être un nouvel élément du dispositif organisationnel qui structure l'activité militante des OPNC.

De même qu'aucune entreprise politique ne peut faire l'économie de fournir des cadres d'interprétation (ressources idéologiques) et de rassemblement (ressources organisationnelles) aux militants, elles ne peuvent pas non plus contourner l'impératif de s'insérer dans leur environnement politique immédiat. Face à cette nécessité, les OPNC développent un système de mise en relations et de coordination des groupes qui se présente comme une extension du mécanisme de libre association. Appréhender le fonctionnement de ce système permet alors de passer d'une vision d'un environnement militant morcelé et chaotique (nébuleuse) à une autre, où les rapports de coopération, de concurrence et d'opposition qui se tissent entre les collectifs confèrent une certaine structuration à cet ensemble (galaxie). Ici, les interactions entre les groupes militants donnent de la stabilité à

103. Par le terme « scissiparité », Pierre BOURDIEU a décrit le risque organisationnel encouru par « *les groupuscules d'avant-garde* » qui cherchent à intégrer le champ politique alors qu'ils sont dépourvus de base et donc de force politique. La comparaison avec les OPNC est éclairante. En effet, même si les OPNC ne cherchent pas à obtenir le pouvoir en accédant au champ politique, la radicalité de leur méthode et de leur revendication exclut souvent leur démocratisation. Le risque de marginalisation constante qui en découle conduirait ces groupes à débattre, puis à se diviser sur la manière d'obtenir des résultats de toute façon inaccessibles en l'état. Notre travail de recherche nous a menée à identifier un autre risque organisationnel : l'insularité. Les OPNC fonctionnent comme des entités relativement autonomes. Chaque groupe militant est objectivement en situation de servir la cause via la mobilisation du mode d'action qui signe l'identité du collectif. Néanmoins, l'activité des groupes est étroitement dépendante des relations que ces derniers parviennent à développer avec les organisations qui composent leur environnement militant (homologues, opposants, requérants). Hors de cette dynamique, les groupes s'effondrent sur eux-mêmes, faute de pouvoir puiser dans leur environnement les éléments nécessaires pour maintenir leur identité politique et collective. De ce point de vue, l'isolement est le risque structurel le plus important auquel sont exposées les OPNC. Voir BOURDIEU Pierre, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociale*s, vol. 36-37, février/mars 1981, p. 3-24.

leur environnement politique commun et, ce faisant, à leur projet militant respectif en agissant comme un nouvel élément, extérieur celui-là, de structuration des mobilisations.

3.1. Pratique générique

Nous avons déjà évoqué les différents composants idéologiques qui structurent la culture politique libertaire des OPNC. Nous avons aussi discuté des mécanismes qui permettent à ces groupes de proposer des contenus idéologiques aux militants pour structurer les engagements individuels et guider l'effort de mobilisation collective. Ainsi, le recours à des principes politiques à large spectre permet de définir une intention, une direction, tout en offrant des marges de manœuvre en termes d'interprétation – de la plus radicale à la plus modérée – et de mise en œuvre du travail militant. Un mécanisme similaire, en fait complémentaire, permet aux collectifs de décliner ses intentions politiques en cause pour lesquelles se mobiliser et en modes d'action auxquels recourir, tout en ouvrant le champ des possibles en matière de définition des contenus du travail militant. Par rapport à une cause donnée, les militants ou collectifs militants à l'initiative définissent ainsi un principe d'action générique qu'ils sont en capacité de partager. Il s'agit de l'achat d'un panier de denrées alimentaires prépayé directement auprès d'un producteur (AMAP), de la lutte et de la constitution d'un réseau militant spécialisé sur la base des modes d'action de l'ADNV et de la désobéissance civile (réseau Désobéissants), de la sensibilisation à la mobilisation collective à partir de la méthodologie du théâtre-forum (groupes de TO) ou encore de la pratique de l'autogestion comme moteur de la coordination entre groupes militants (B17).

Définir un principe d'action « générique » à partir duquel se mobiliser permet ensuite aux collectifs de lutte d'adapter la manière dont ils s'en saisissent en fonction des dispositions de leur public militant respectif. Ainsi, chaque collectif s'empare de cette intention initiale pour la décliner en tâches concrètes et en manières d'orchestrer l'exécution du travail militant en conformité avec sa tendance politique latente, ainsi qu'avec les caractéristiques sociales et les aspirations politiques des militants. De cette façon, des collectifs militants autonomes défendant la même cause à partir d'un mode d'action défini de façon générique partagent de fait une base de mobilisation commune qui facilite la coordination de leurs actions tout en laissant à chacun des marges d'appropriation et d'ajustement en interne.

La présentation détaillée de nos objets d'étude dans l'introduction nous a donné l'occasion d'exposer les intentions et les revendications politiques des collectifs et de décrire précisément les modes d'action qu'ils emploient. Nous avons aussi montré comment le cadrage idéologique opéré au sein de ces groupes laisse une marge de manœuvre et

d'interprétation aux militants qui s'en saisissent. Dans la poursuite de cette logique, nous avons aussi analysé les contenus des documents – charte, manifeste, règlement intérieur[104], etc. – à partir desquels sont élaborés les contenus du travail militant au sein de ces différents groupes. L'étude de ces supports nous a permis de révéler qu'ils se composent de directives explicites, mais finalement assez peu détaillées, qui, tout en définissant des principes d'action clairs, laissent aux militants le soin de les mettre en pratique en fonction de leurs conceptions de l'engagement militant, de la mobilisation collective, mais aussi de la participation et l'efficacité politique.

La mobilisation à partir de modes d'action définis génériquement explique la relative diversité de l'offre politique proposée par les collectifs militants alors même qu'ils ont recours à des pratiques de lutte en tous points similaires. Le travail d'investigation mené auprès des AMAP de Loire-Atlantique fournit de nombreux exemples allant dans ce sens. Toutes les AMAP observées se réclament de la charte du même nom (voir ci-dessous). Établie en 18 points, cette charte définit le principe de fonctionnement des AMAP ainsi que les obligations, spécifiques et réciproques, entre les producteurs et les mangeurs qui s'engagent dans ce système d'échange.

104. Pour consulter ces différents documents, voir les annexes n°1 à 3, p. 398 à 400.

CHARTE des AMAP

1. La référence à la charte de l'agriculture paysanne (cf annexe) pour chaque producteur.
2. Une production de dimension humaine adaptée aux types de culture et d'élevage.
3. Une production respectueuse de la nature, de l'environnement et de l'animal : développement d'une biodiversité, fertilité des sols, production sans engrais chimiques ni pesticides, gestion économique de l'eau
4. Une bonne qualité des produits : gustative, sanitaire, environnementale.
5. L'appui à l'agriculture paysanne locale.
6. La solidarité et des liens actifs avec tous les acteurs locaux œuvrant pour le maintien de l'agriculture durable et d'un commerce solidaire.
7. Le respect des normes sociales par rapport aux employés de l'exploitation, y compris le personnel temporaire.
8. La recherche de la transparence dans les actes d'achat, de production, de transformation et de vente des produits agricoles.
9. L'accompagnement des producteurs à l'autonomie, c'est-à-dire la capacité à être maître de ses choix.
10. La proximité du producteur et des consommateurs : elle est indispensable pour assurer le lien direct entre eux et pour favoriser le circuit le plus court entre producteur et consommateurs.
11. Une AMAP par producteur et par groupe local de consommateurs.
12. La formalisation et le respect des contrats à chaque saison entre consommateurs et producteurs.
13. Aucun intermédiaire entre producteur et consommateurs, pas de produits achetés et revendus par le producteur sans accord des consommateurs.
14. La définition à chaque saison d'un prix équitable entre producteur et consommateurs.
15. Une information fréquente du consommateur sur les produits.
16. La solidarité des consommateurs avec le producteur dans les aléas de la production.
17. Une participation active des consommateurs à l'AMAP favorisée notamment par la responsabilisation du maximum d'adhérents.
18. Une sensibilisation des adhérents de l'AMAP aux particularités de l'agriculture paysanne.

2. Illustration : Charte des AMAP extrait de Charte des AMAP et guide de création, Alliance Provence, 2003.

Quoique libellés de façon explicite, la majorité des 18 items laisse une marge d'interprétation et donc de manœuvre aux groupes de mangeurs. Les items 11 à 14 prescrivent littéralement le principe de fonctionnement de l'échange en AMAP. Ils sont en quelque sorte l'infrastructure de base du modèle et définissent les procédures fondamentales qui ne souffrent normalement aucune entorse. Les autres propositions, tout en continuant à agir comme guides pour l'action, sont une formulation plus large (par opposition à flou) et moins directement restrictive. Ainsi, alors que l'item n° 13 proscrit l'existence d'un intermédiaire entre producteurs et consommateur – mesure stricte –, l'item n° 8 prescrit « *la recherche de la transparence dans les actes d'achat, de production, de transformation et de vente des produits agricoles* » sans définir plus avant les moyens concrets de mise en œuvre de ce principe – mesure souple.

Chaque collectif de mangeurs rencontré a ainsi dû définir une ambition et un protocole de mise en œuvre de cette mesure. Or, sous une apparence anodine et suivant l'interprétation qu'on en fait, son application peut s'avérer assez contraignante, notamment

pour les producteurs. Dans certains groupes, « *la recherche de la transparence* » se limite pour ces derniers à présenter un bilan financier global et commenté de leur activité lors de l'assemblée générale annuelle de l'AMAP (quantités de denrées produites, quantités vendues, chiffre d'affaires global, coût de production, investissements, niveau de rémunération de son travail). Pour d'autres, cette recherche implique de fournir des informations plus régulières et plus précises tout au long de l'année. Cette manière de procéder procure aux mangeurs un droit de consultation, de regard, voire une certaine influence, sur la procédure d'établissement des prix et d'utilisation des bénéfices retirés des contrats AMAP.

Tout dépend ici du niveau d'ingérence mutuelle sur lequel mangeurs et producteurs se sont accordés au moment d'acter leur coopération. On a déjà dit comment le principe d'échange marchand en AMAP contribue à rendre poreux les rôles de producteur et de mangeurs en offrant la possibilité au premier d'intervenir sur les libertés d'achat des uns, et aux seconds d'influencer en retour les conditions de production et de vente des produits. Concrètement, les producteurs troquent une partie de leur liberté d'organisation du travail contre l'assurance d'un revenu acquis et prépayé pendant 6 mois, tandis les mangeurs troquent leur liberté de choix et d'optimisation économique dans leurs achats contre des garanties du point de vue des modes de production et de qualité sanitaire des aliments.

Lorsque l'on observe le fonctionnement des AMAP dans la durée, on s'aperçoit que tous les groupes d'amapiens n'ont pas opéré les mêmes arbitrages sur cette question. Une grande partie des groupes a retenu une option modérée. Dans ce cas, les mangeurs se contentent d'informations générales sur le fonctionnement de l'exploitation, veillent d'un œil distant sur la fixation des prix et tiennent pour acquis que, sauf accident, la comptabilité de l'entreprise ne les concerne pas. En retour, les obligations en termes de solidarité envers le producteur (item n° 16), qu'il s'agisse de la solidarité économique en cas d'aléas dans la production ou des appels/recours à la main d'œuvre des mangeurs (récolte des pommes de terre, etc.), sont appliquées avec la même mesure. Lors des accidents de production, la solidarité des mangeurs agit de façon partielle de manière à couvrir les coûts de production, mais pas le manque à gagner. De son côté, le producteur remplace souvent une petite partie de la perte des mangeurs en fournissant un produit de remplacement acheté auprès d'un confrère pour agrémenter les paniers temporairement dégarnis.

D'autres groupes, moins nombreux, ont opté pour une lecture plus radicale. Ici, mangeurs et producteurs ont aussi cherché à équilibrer les termes de leur relation, mais ils se sont entendus sur le fait d'aller plus loin dans l'interpénétration de leurs rôles respectifs. Dans

cette configuration, les mangeurs s'intéressent plus précisément au fonctionnement de l'exploitation, aux choix de production, au processus de travail, aux projets d'investissements et à la rémunération du producteur, etc. Pour le producteur, cela exige de transférer une partie, même infime, de sa capacité d'autodétermination au travail et d'accepter, sans pour autant devenir leur subordonné, que les mangeurs puissent avoir des suggestions, des préférences, sinon des besoins – qu'il choisit ou non de satisfaire – auxquels il n'aurait pas pensé à répondre dans une relation marchande classique. En retour, les mangeurs s'accordent pour mettre en œuvre les mécanismes de solidarité de façon plus systématique et plus totale (item n° 16). Les aléas de production sont entièrement compensés (coûts de production et manque à gagner) et l'offre de produits de remplacement immédiatement repoussée. Alors que, pour les groupes modérés, les « *journées à la ferme* » sont le plus souvent des temps conviviaux et facultatifs, pour ceux plus radicaux, les appels à la main d'œuvre sont plus suivis et interviennent aussi plus régulièrement à des moments clé du processus de production. Si cette lecture radicale n'empêche pas à ces temps de travaux collectifs d'être organisés autour de moments de convivialité – essentiellement les repas –, ce n'est pas leur première destination. Ici, la participation des mangeurs aux travaux agricoles est envisagée comme une forme supplémentaire de solidarité avec le producteur au moment où son activité réclame un apport de main d'œuvre qu'il n'a pas les moyens de s'offrir sauf à grever les revenus que son travail auprès des AMAP est justement censé lui garantir.

L'item n° 3, qui prévoit « *une production respectueuse de la nature, de l'environnement et de l'animal : développement d'une biodiversité, fertilité des sols, production sans engrais chimiques ni pesticides, gestion économique de l'eau…* », fait l'objet de tractations et d'ajustements internes équivalents dans chaque groupe de mangeurs. Dans les faits, les pratiques de production empruntées par les producteurs et cautionnées par les mangeurs via la signature des contrats s'étendent de la production biologique certifiée ou non, en passant par les différents niveaux d'application des méthodes de l'agriculture raisonnée, jusqu'au projet de conversion biologique, c'est-à-dire le passage organisé dans le temps du modèle de production intensif à celui extensif. Là encore, tous les groupes ne font pas les mêmes arbitrages et optent, selon leur tendance, pour des options plus ou moins modérées suivant qu'ils exigent ou non la certification biologique, qu'ils s'associent avec un producteur en cours de conversion ou encore qu'ils se satisfassent de la seule promesse du producteur d'avoir une utilisation raisonnable de la chimie.

Ces trois exemples (items n° 3, 8 et 16) montrent bien comment apparaît la variété des propositions politiques défendues par les différents groupes de mangeurs alors qu'ils utilisent le même mode d'action : la signature de contrats AMAP. Ce qui peut, de prime abord, apparaître comme un facteur de morcellement de la mobilisation collective des mangeurs en AMAP se révèle ainsi être un facteur de pérennité des collectifs et de leurs démarches et, donc, de diffusion du modèle. Là encore, il s'agit d'une adaptation organisationnelle stratégique du point de vue des caractéristiques des OPNC et de leur public militant. Là où les OPC ont intérêt à construire une ligne politique forte, sinon unique, et à jouer la carte de la mobilisation de masse, les OPNC, du fait de la taille des collectifs et de la moindre audience de leurs causes, ont intérêt à jouer celle de l'adaptabilité. Dans cette configuration, la mobilisation à partir de pratiques génériques permet à différents groupes et sous-groupes sociaux relativement proches de s'approprier une même cause, par le biais d'un mode d'action commun, tout en ménageant l'expression des variations politiques marginales au sein des collectifs. Dans les OPC, le travail de construction de la ligne politique crée du commun et de l'homogénéité dans le recrutement social des militants plus en amont. Dans les OPNC, c'est le mode d'action qui sert de référence commune, tandis que la recherche du niveau d'homogénéité sociale utile à la cohésion du groupe et à la défense effective de la cause se joue en aval au sein de chaque collectif.

Compte tenu des caractéristiques sociales et des tendances politiques du public militant des AMAP, on peut affirmer qu'en l'absence de ce mécanisme d'adaptation ce mode de consommation en circuits courts ne se serait pas diffusé aussi largement. Dans ce cas, l'élan initial aurait rapidement souffert d'une option organisationnelle centralisatrice peu adaptée aux premières étapes de diffusion du modèle en décourageant un public militant culturellement rétif aux procédures d'homogénéisation mises en œuvre a priori.

À Nantes et dans sa région, le nombre des AMAP a cessé d'augmenter tandis que celui des mangeurs reste stable. Globalement, l'offre d'engagement proposée à partir de ces structures a rencontré son public, puisque les collectifs sont pérennes malgré le turnover des mangeurs. En regardant de plus près, on remarque que cette constance est en grande partie due à l'adaptabilité du modèle. La mobilisation à partir d'un mode d'action commun permet, dans le même mouvement, d'ajuster à la marge les contenus du travail militant aux dispositions et aspirations des militants rassemblés sur le mode affinitaire, et de créer les conditions de la cohabitation et/ou de la coopération des différents groupes au service de la cause.

Ce qui apparaît relativement facilement à l'observateur au sujet des AMAP est moins évident à déceler dans les trois autres organisations observées. En effet, la charte des AMAP, pour concise qu'elle soit, n'en est pas moins assez détaillée et permet de différencier facilement les règles de fonctionnement selon qu'elles sont strictes ou plus lâches. Les règles, implicites et explicites, qui définissent les principes d'action génériques propres aux groupes de TO, au collectif des Désobéissants et au lieu autogéré B17 sont moins directement identifiables, même si elles sont construites selon le même principe.

Dans le cas des troupes de théâtre, on trouve le plus souvent une courte évocation de la méthodologie du théâtre-forum sur les sites des compagnies. Bien que ces descriptions disent la même chose sur le fond – description du mode d'action –, ce sont les termes et les références utilisés qui marquent leurs différentes obédiences. Ici, l'éventail des possibles se donne à voir dans la façon dont chaque troupe se positionne au regard de l'héritage d'Augusto Boal. Tandis que dans les groupes modérés le dramaturge n'est cité qu'à titre historique, dans ceux plus politisés, c'est l'ensemble de sa démarche qui est revendiquée, notamment à travers l'évocation du contexte politique dictatorial où elle émerge. Alors que certaines compagnies, professionnelles ou non, ont investi une pratique qui envisage l'intervention sociale sous ses aspects socioculturels et artistiques – le théâtre forum ; d'autres orientent leur activité vers l'analyse institutionnelle[105], envisagée comme un outil de changement social (C^ie^ NAJE et TON) et/ou se spécialisent autour d'une cause telle que le droit des femmes (TON) en faisant du « *Théâtre de l'Opprimé·e* ».

Les conditions d'acquisition de la méthode théâtrale influencent aussi directement le rapport que chaque comédien construit à sa pratique. Les comédiennes et militantes du TON m'ont ainsi rapidement prêté leurs exemplaires des livres écrits par le dramaturge dans le but de me « *donner les clés* » et, plus globalement, de comprendre comment l'outil du TO peut être un support de débat politique, et donc d'engagement. À l'inverse, lorsque j'ai eu l'occasion de rencontrer des compagnies qui faisaient un autre usage de cet outil – théâtre-forum –, j'ai pu constater que ces ouvrages étaient peu ou pas connus des comédiens. Dans le premier cas, l'acquisition de la méthode est systématiquement associée à la connaissance du contexte de sa création, du parcours militant du dramaturge et de ses ambitions politiques. Ce parcours est proposé aux militants-comédiens comme un modèle ou, pour mieux dire, une

105. L'analyse institutionnelle est un courant théorique qui s'est développé au croisement de la psychanalyse, de la philosophie, de la sociologie et de l'histoire à partir des années 1960, et qui promeut une méthode d'analyse et d'intervention sur le social, une démarche d'analyse qui vise à mettre à jour les rapports de pouvoir dissimulés sous la fausse banalité de l'évidence. En France, cette méthode est notamment développée par Georges Lapassade et René Lourau.

intention à poursuivre ici et maintenant. Dans le second, ces éléments ont beaucoup moins d'importance et sont mobilisés pour crédibiliser l'outil plus que pour le fonder politiquement.

En pratique, ces deux conceptions de l'outil théâtral créent différentes ambitions quant à l'usage qui peut en être fait, ici l'occurrence, dans une perspective plus ou moins militante. Ce qui différencie les compagnies, selon qu'elles sont politisées ou non, est visible dans la manière dont elles conduisent la discussion théâtrale. Dans la pratique de la C^ie^ NAJE et du TON, l'ensemble du processus de travail (recueil des témoignages, écriture, jeu de théâtre et jokage[106]) est élaboré dans l'objectif de la promotion de la mobilisation collective qui doit se matérialiser symboliquement sur scène à un moment ou à un autre du temps de jeu. Le processus de travail des troupes plus modérées, élaboré à partir des mêmes ingrédients, a lui pour but de dévoiler les enjeux d'une scène en montrant les positions des différentes protagonistes. Il s'agit alors de gagner en compréhension de la problématique traitée en prenant le recul permis par le jeu de théâtre, mais pas nécessairement de promouvoir une stratégie, a fortiori militante, de dépassement de la situation.

Pour schématiser, ces deux catégories de troupes cherchent un effet de catharsis, mais pas le même. Dans la pratique des troupes non ou peu politisées – plus proches de la convention théâtrale classique –, l'effet de catharsis repose sur la prise de recul au regard d'une problématique donnée permise par la discussion théâtrale. Dans la pratique politisée du TO, l'effet de catharsis recherché n'intervient pas au moment de l'extériorisation de la problématique, mais au contraire au moment de sa réappropriation collective – dans l'idéal plus dynamique – et du potentiel de dépassement que cela augure. De ce point de vue, si la révélation des jeux de positions et d'oppositions entre protagonistes dans une scène donnée est une étape nécessaire, elle reste insuffisante pour espérer déclencher une prise de conscience et amorcer une réflexion collective. La version politisée de cette forme d'intervention exige donc une étape supplémentaire qui consiste, toujours à travers le jeu, à guider le public jusqu'à l'ébauche d'une mise en commun et d'une articulation des griefs individuels. C'est ce qu'entendait Augusto Boal lorsqu'il évoquait la conduite du forum en tant que « *répétition de l'action* [collective] ».

Dans les deux cas, les objectifs d'une représentation consistent en la révélation et ou l'explicitation des ressorts d'une problématique qui induit une forme de libération symbolique des membres du public. Pour les troupes les moins politisées, cela se traduit

106. Le « jokage » décrit le rôle du « joker » lors d'une représentation de TO. Le joker se positionne entre les militants-comédiens et les membres du public. Il joue le rôle d'interface en encourageant le public à monter sur scène, en supervisant improvisation entre militants et membres du public et, enfin, en reformulant et synthétisant les idées qui apparaissent durant ces échanges.

généralement par un soulagement individuel où les spectateurs deviennent plus à même de composer avec le problème énoncé. Dans le cas des troupes politisées, le résultat est proche, puisqu'il s'agit bien de soustraire les individus à la problématique, mais l'ambition est plus poussée, puisqu'il est aussi question de les inciter à s'opposer collectivement au problème. Ces deux manières d'utiliser l'outil théâtral ont leur légitimité, leurs ambitions et leurs effets – réels et potentiels – propres. Du reste, cet exemple illustre une nouvelle fois comment des groupes peuvent se mobiliser à partir d'une même pratique définie génériquement tout en ayant des intentions politiques et militantes très différentes.

À B17, la cohérence du projet politique porté par les différents groupes militants qui investissent le lieu autogéré est organisée à partir du principe de « *promotion des alternatives à l'économie de profits*[107] ». C'est le CG, composé des représentants de chaque groupe militant, qui veille au respect de cette mesure, en accordant ou non l'entrée aux groupes candidats à l'intégration après présentation de leur projet. Toutes les organisations présentes dans le lieu s'inscrivent effectivement dans cette perspective politique, et ce, quels que soient l'objet de lutte et le mode d'action qu'ils ont retenus pour militer en faveur de cette cause. Chaque groupe est ainsi libre de développer une activité militante propre et/ou spécifique. Néanmoins, tous doivent adhérer et participer au projet autogestionnaire qui fait figure de pratique générique commune. En théorie, aucun groupe ne peut rester longtemps occupant du lieu sans s'investir, plus ou moins intensément, dans le projet autogestionnaire.

Sur ce point, le règlement prévoit explicitement que les groupes puissent se mobiliser selon plusieurs modalités, des plus intégratives et contraignantes, aux plus souples et distanciées. Le règlement prévoit plusieurs degrés de participation au projet politique commun auxquels sont rattachées des prérogatives et des obligations différentes. Le statut de « *membre occasionnel* » autorise, par exemple, un niveau de participation très limité et peu coûteux en termes d'investissement militant, parfaitement adapté à la préparation d'événements politiques ponctuels ou pour les groupes en cours de structuration. Cette mesure fait du B17 un lieu d'incubation de projets collectifs, en favorisant la conduite de projets transversaux tels que la « *Semaine de la Résistance contre le projet d'aéroport de NDDL* », et en permettant aux groupes émergents de poursuivre leur construction jusqu'à atteindre le niveau de maturation suffisant pour élargir leur activité à la participation au projet autogestionnaire. Passé ce premier niveau d'intégration, le règlement prévoit deux autres degrés de participation – *membres permanents* et *réguliers* – afin que chaque collectif participe au projet commun au croisement de ses besoins d'occupation des locaux, de sa

107. Extrait du règlement intérieur de B17, voir annexe n°3, p 400.

disponibilité et/ou de l'importance accordée à la dynamique autogestionnaire. Ce système adaptatif permet ainsi aux collectifs les plus intégrés d'articuler la défense de leur cause et l'investissement dans le projet autogestionnaire au plus près de la réalité de leurs activités – successions de pics et de creux – et de l'état de leurs ressources militantes à une période donnée. Typiquement, les militants du Nouveau Parti anticapitaliste profitaient de cette souplesse organisationnelle au moment des scrutins électoraux, alors que l'activité politique du groupe augmentait de façon notable en amont de ces échéances pour se tarir aussitôt, pendant un moment, en aval. Dans le même ordre d'idées, quand la fragilité de certains collectifs de lutte était avérée, l'absence au CG – symbole de la participation au projet autogestionnaire – était tolérée pendant un certain temps avant qu'un rappel ne soit signifié. Ce fut notamment le cas pour l'une des organisations anarchistes présentes dans le lieu. Absente du fait d'une crise politique interne, elle a été invitée quelques mois plus tard à rejoindre le CG pour évoquer sa situation et réintégrer sa place de « *membre permanent* » avec la suggestion de faire de cette occasion un des leviers de la remobilisation du groupe.

Dans le cas de B17, la définition d'un mode d'action et, plus précisément, de participation générique permet aux différents groupes militants d'équilibrer leur investissement dans leur projet politique spécifique et dans le projet autogestionnaire selon la logique des vases communicants. Lorsque leurs activités politiques respectives réclament tout ou partie de leur attention, B17 reste un point d'ancrage et un lieu de ressources important, même s'ils ne consacrent plus qu'une petite partie de leurs moyens à la mise en œuvre du projet autogestionnaire. Lorsque le niveau d'activité militante diminue sensiblement dans les différents collectifs, le lieu autogéré redevient un espace d'engagement à part entière. Le projet autogestionnaire réceptionne une partie de la demande d'engagement qui émane des collectifs et profite directement de cet apport de ressources. Enfin, quand l'activité militante se tarit durablement – comme dans le cas de l'organisation anarchiste –, il fait temporairement office de projet politique refuge le temps que les militants s'adaptent et se repositionnent.

La plasticité de ce mécanisme d'intégration permet donc aux différents groupes d'adapter ponctuellement leur niveau d'implication dans le projet collectif en fonction de l'état de leur force. Mais les qualités de ce système font aussi évidemment ses défauts. Ainsi, il arrive qu'une grande partie des groupes militants soient fortement et durablement mobilisés sur une cause tierce pour que le projet autogestionnaire passe au deuxième, sinon au dernier plan, et en ressorte fragilisé. Ce fut, notamment, le cas lors des vastes campagnes

d'installation et d'occupation du site de construction du projet d'aéroport de NDDL entre 2009 et 2013, durant lesquelles le lieu autogéré a un peu pâti de l'attractivité de lieux de rassemblement situés plus à proximité tels que celui de la « *La Vache Rit* ». Il peut aussi arriver qu'un groupe fragilisé détourne l'ensemble de son activité au profit du projet autogestionnaire et qu'il déstabilise d'autant le fonctionnement du CG, qui n'est pas configuré pour accueillir un tel niveau d'investissement militant sans qu'apparaissent des difficultés vis-à-vis des autres groupes membres mécaniquement moins disponibles.

La plasticité organisationnelle procurée par la mobilisation à partir de modes d'action définis génériquement facilite le fonctionnement des collectifs militants en autorisant des ajustements en interne. Comme nous venons de le voir dans le cas des groupes politiques associés dans le projet autogestionnaire du B17, elle facilite aussi la coopération entre collectifs proches qui parviennent, sur cette base, à articuler et coordonner au mieux leurs activités politiques (adaptabilité externe). On peut bien sûr observer ces phénomènes d'ajustement dans les OPC, mais la plupart du temps ces derniers s'opèrent de façon tacite, sinon dissimulée, et sont souvent perçus comme des signes inquiétants révélant les lignes de fracture des groupes constitués. L'originalité des OPNC consiste à avoir directement intégré des mécanismes adaptatifs à leur modèle organisationnel, de façon à prévenir et réguler des difficultés auxquelles elles se savent régulièrement confrontées (scissiparité, insularité).

3.2. La plasticité des réseaux de coopération

Dans le modèle organisationnel des OPNC, la coordination entre groupes militants est permise par un double mécanisme : la définition de principes politiques à large spectre et de modes d'action génériques d'une part, et l'élargissement du principe de libre association aux groupes politiques qui composent leur environnement militant d'autre part. Aux ajustements internes possibles au sein des groupes s'ajoute donc une certaine plasticité des mécanismes de coopération entre les groupes militants organisés en réseau.

3.2.1. La géométrie coopérative variable des collectifs

Dans les pages précédentes, nous avons décrit les OPNC comme des collectifs militants aux effectifs relativement limités, qui se revendiquent des valeurs politiques à large spectre et se mobilisent à partir de modes d'action définis de façon générique. Ce faisant, nous avons montré la façon dont une cause donnée peut être servie par plusieurs collectifs qui empruntent les mêmes modes d'action tout en restant autonomes les uns des autres, notamment du point de vue des arguments politiques invoqués. De la même manière qu'il

permet aux militants de s'associer au sein des collectifs sans être obligés de partager l'ensemble de leurs raisons d'agir, le mécanisme de la libre association permet aux collectifs militants de se côtoyer et de s'associer, de façon plus ou moins systématique et opportune, sans se confondre politiquement.

Une fois de plus, le cas des AMAP est remarquable de ce point de vue. Ces structures sont un certain nombre à se côtoyer sur un même territoire, quand elles ne partagent pas les mêmes fournisseurs, tout en fonctionnant et restant autonomes les unes vis-à-vis des autres. À partir de là et sur la base de leur mode d'action commun, chaque groupe est libre de développer ou non des relations avec ses homologues en fonction de proximités politiques et territoriales. Tels qu'il m'a été donné de les observer, ces rapprochements peuvent passer par la mise en place de démarches de référencement sur les annuaires partagés, des rencontres organisées par l'intermédiaire d'un producteur commun, la mutualisation de moyens afin d'accéder à de nouveaux produits[108] ou encore l'inscription dans des structures de coordination départementale (Comité Inter-AMAP 44) et/ou nationale (Mouvement inter-régional des AMAP ou Miramap).

Le cas des Désobéissants fournit un autre exemple des potentiels de coopération possibles entre des collectifs qui défendent une cause générique commune à partir de modes d'action relativement variés. L'ancrage dans le réseau militant Désobéissants permet ainsi à de nombreux militants mobilisés dans différents collectifs de se côtoyer au cours des actions et, plus sûrement encore, lors des stages de formation et de perfectionnement aux pratiques de l'ADNV et de la désobéissance civile. Ces occasions permettent aux défenseurs de causes proches, mais néanmoins différentes, de se rencontrer, d'échanger et, le cas échéant, de convenir d'alliances individuelles ou collectives, ponctuelles ou non, sur la base de la proximité de leurs points de vue tant en termes idéologiques (altermondialisme, environnementalisme, anticapitalisme) que stratégiques (action directe, lobbying, désobéissance civile, etc.).

Les opportunités de coalition offertes par la mobilisation du mécanisme de la libre association à l'échelle des collectifs m'ont ainsi donné l'occasion d'observer une action de sabotage de chasse à courre organisé par des militants « *Sabs*[109] » de tendance autonomiste

108. Entre 2010 et 2013, les marins-pêcheurs de l'île d'Yeu et plusieurs AMAP nantaises ont mis au point, expérimenté et systématisé le fonctionnement d'une AMAP produits de la mer. Outre les aménagements nécessaires du fait de la nature du produit (règlement sanitaire, impératif de fraîcheur, etc.), les structures nantaises ont dû se fédérer afin d'offrir des débouchés suffisants aux pêcheurs (quantité) et d'organiser des distributions communes en l'absence des exploitants (rythme de travail décalé dans le secteur) afin de faciliter la livraison des produits.

109. Les militants anti-chasse à courre, sensibles à la défense de la « *condition animale* » et/ou du « *droit des animaux* », se reconnaissent comme des « *saboteurs* » et utilisent le plus souvent le diminutif « *Sabs* » pour se

originaires d'Ille-et-Vilaine, dans une forêt de Loire-Atlantique, alors que j'enquêtais depuis plusieurs mois auprès du groupe clown-activiste Greenpitre d'obédience écologiste implanté en Vendée. En l'espèce, la chasse à courre et l'action visant à la neutraliser étaient planifiées de longue date par leurs organisateurs respectifs.

Quelques semaines auparavant, un stage d'été du réseau Désobéissants Grand-Ouest a offert l'occasion aux militants des deux collectifs de se rencontrer et d'échanger sur leurs motivations et intentions respectives. Le partage de conceptions environnementalistes, leur goût commun pour l'ADNV, leur habitude de se grimer et/ou d'utiliser des déguisements pour protéger l'anonymat des militants et la recherche d'impact symbolique dans leurs actions les ont convaincus de s'allier ponctuellement pour mener à bien le sabotage de ladite chasse à courre. Le jour J, l'alliance des deux collectifs militants a permis de mobiliser une douzaine de personnes durant une journée entière (8h-17h) pour empêcher la chasse d'un cerf. Suite à la réalisation de cette action, les deux groupes ont immédiatement mis fin à leur coopération pour divergences politiques. Ici, le partage du travail militant a fourni l'occasion aux deux collectifs de mesurer ce qui les sépare du point de vue politique, au-delà de ce qui les rapproche en tant que membres à part entière du réseau militant Désobéissants.

Dans ce cas particulier, les clowns-activistes, qui se mobilisent sur un registre ludique et pacifiste, ne se sont pas retrouvés dans l'offre d'engagement des saboteurs qui, s'ils ne recourent pas à l'usage de la force, recherchent systématiquement une confrontation symbolique dure. Cette posture, qui n'est pas sans rappeler l'esthétique de la guérilla ou du terrorisme dans l'esprit des différents protagonistes, a été jugée inutilement provocatrice par les militants clowns-activistes. Conformément à leur tendance, ces derniers ont estimé qu'il aurait été plus approprié d'organiser le sabotage à partir du détournement de l'étiquette propre à la chasse à courre (déguisements colorés, attitude bruyante et récréative), seul capable à leurs yeux de dénoncer efficacement cette pratique tout en désamorçant les risques de confrontations physiques. À l'inverse, les militants *Sabs*, conformément à leur culture politique, privilégient une posture plus radicale où le recours à la force – même symbolique – est envisagée comme une option légitime, dans la mesure où elle répond à une violence perçue comme équivalente. Pour ces militants, la chasse à courre – où un groupe de personnes armées (chiens, couteaux) et équipées (chevaux, rabatteurs, etc.) recherchent un animal pour l'abattre – représente typiquement l'usage récréatif d'une violence gratuite et disproportionnée à laquelle il convient de répondre sur un registre, non pas identique, mais analogue dont témoignent justement leurs tenues et le strict silence observé pendant les

désigner eux-mêmes.

actions. De ce point de vue, la dimension ludique-ironique de la démarche des clowns-activistes leur apparaît insuffisante, car elle détournerait l'attention de l'opposition à une pratique organisée et hiérarchisée dont l'objectif est la mort de l'animal.

Si dans cet exemple le rapprochement permis par la plasticité des relations de coopération ne dépasse pas le cadre d'une action temporaire, il arrive que des groupes rassemblés par une cause commune, mais séparés par de nombreuses options stratégiques, continuent à collaborer plus ou moins étroitement sur le long terme. C'est le cas des différents collectifs et associations qui luttent contre l'implantation d'un aéroport à NDDL. S'ils partagent tous la conviction de l'inutilité de ce projet d'aménagement, tout ou partie de ces groupes se différencient et s'opposent sur les arguments et les modes d'action qu'ils tiennent pour légitimes à mobiliser dans la lutte. Les exemples les plus flagrants de ces oppositions ont été observés lors des grandes manifestations de rue organisées à Nantes contre le projet, entre 2010 et 2015. Tandis que la majorité des groupes associatifs se projetaient dans des manifestations dites « *familiales* », sous-entendu faciles d'accès pour des opposants non militants, plusieurs groupes radicaux ont eu recours à des méthodes variées de dégradation par le graffitage, l'incendie et l'usage de la force – jets de pavés – en direction des services de police. Après coup, les associations organisatrices rassemblées derrière le mot d'ordre d'une manifestation « *tous publics* » ont exprimé leur désaccord vis-à-vis des groupes radicaux sans pour autant condamner unilatéralement l'action de ces derniers. Ils ont déploré l'usage de modes d'action qui, d'après eux, n'avaient pas leur place dans une manifestation grand public, tout en affirmant leur utilité sur le site du projet de construction où le rapport de force se joue effectivement en ces termes. Ainsi, les groupes modérés ont condamné le recours à la force dans ce contexte particulier, mais pas son usage politique en général, sachant bien qu'il demeure une ressource stratégique incontournable sur d'autres théâtres d'opérations (ZAD). Ici, la plasticité du système de coopération s'apprécie à la manière dont les collectifs cohabitent et coopèrent sans pour autant adhérer à la totalité des options idéologiques et stratégiques des uns et des autres. Dans ce cas précis, l'occupation et la dégradation légère de biens ont été admises pour des raisons stratégiques par nombre de groupes politiques qui les excluent habituellement de leurs pratiques ; tandis que le recours à la force physique envers les personnes et la destruction systématique de biens ont été abandonnés par ceux qui pouvaient les tenir pour des options disponibles.

À proprement parler, ce type d'association n'est pas l'apanage des seules OPNC. Les OPC s'associent régulièrement sur la base de plateforme de revendications communes. Dans

le cas des OPC, la coopération repose sur l'établissement d'un compromis en amont, au cours duquel les différentes organisations s'entendent sur leurs aspirations communes afin de les valoriser, mais aussi sur le fait de mettre de côté, c'est-à-dire d'exclure de l'accord, les points sur lesquels elles ont des divergences. La différence avec les OPNC repose sur le fait qu'ici la coordination entre les différents collectifs militants s'établit d'abord en pratique, sur le terrain, avant de donner lieu à des débats équivalents en aval. Ces discussions aboutissent généralement à la reconnaissance des positions de chacun et à la définition d'un périmètre, non pas d'inclusion, mais d'exclusion de la coordination ; c'est-à-dire les propos et les actes qui vaudraient à leur auteur – groupe ou individu – de se voir retirer la légitimité à se revendiquer de l'appartenance au mouvement.

Cette modalité d'association laisse une plus grande marge de manœuvre aux différents groupes pour trouver un terrain d'entente une fois acté leur engagement en faveur d'une cause commune. En effet, leur culture politique et leur crainte de l'enrégimentement interdisent pratiquement à ces groupes d'emprunter la voie de l'accord préalable sous peine de faire avorter précocement les négociations. Au contraire, leur choix organisationnel (désorganisation, technologies d'association) garantit de meilleures chances d'aboutir à une coopération effective. En pratique, ces différents groupes militants coopèrent dans le cadre de la défense d'une cause commune, non sans difficultés et sans heurts, en jouant au mieux de l'arsenal que leur procurent leurs différents modes d'action grâce au mécanisme de la libre association.

3.2.2. Un système collaboratif à deux vitesses : le rhizome et le réseau

La plasticité potentielle des réseaux de coopération générés par le mécanisme de libre association ne doit pas pour autant laisser croire que les alliances, mêmes temporaires, s'opèrent au hasard ou de façon strictement stratégique et instrumentale. Au contraire, ces opportunités se tissent sur la base d'un ensemble complexe de proximités et de distances en termes idéologiques (raisons d'agir), de recrutement social des militants (motifs en partie inconscients de l'action) et de complémentarité perçue entre les revendications et modes d'action. Dans la lignée des travaux de Mario Diani[110], nous envisageons les réseaux militants comme une multitude de liens qui connectent des individus, des groupes et des organisations formelles par des relations d'interdépendances réciproques et inégales. C'est donc à partir du point de vue holistique, intéressé par les structures de connexions et leurs effets sur les

110. DIANI Mario, « The Concept of Social Movement », *Sociological Review*, 40, 1992, p. 1-25 et *Green Networks. A structural Analysis of the Italian Environmental Movement*, Edinburgh University Press, Édimbourg, 2005.

acteurs, que nous avons continué à interroger les caractéristiques du registre de mobilisation contestataire.

L'observation assidue de l'environnement politique dans lequel s'inscrivent mes objets d'étude m'a permis de reconstituer la topographie et les caractéristiques des réseaux militants de chacun de ces collectifs. De façon générale, les réseaux militants se laissent apprécier à travers deux types de liens, les relations visibles et reconnues par les collectifs et celles qui existent de fait sans qu'elles soient mentionnées ou affichées explicitement. À un premier niveau, la composition d'un réseau militant repose sur les relations de collaboration réciproques et officielles qui lient différents groupes militants. C'est le cas des AMAP qui se réunissent au sein du Comité Inter-AMAP de Loire-Atlantique, des différentes organisations qui cohabitent au sein du lieu autogéré B17, des troupes françaises de TO qui ont adhéré à l'association internationale « *Theater of the Oppressed* » et, enfin, des différents groupes de lutte contre l'usage civil et militaire de l'énergie nucléaire associés à la plateforme des Désobéissants. Ces relations de proximité et de coopération au long cours se traduisent par des rencontres régulières au cours d'actions ou d'événements militants et sont systématiquement revendiquées comme telles sur les pages web des différents collectifs. À un deuxième niveau, non officiel celui-ci, le réseau militant s'apprécie sur le terrain des luttes, c'est-à-dire dans le cadre des échanges auxquels donnent lieu actions et événements militants. Dans ce cas, le seul moyen d'objectiver la composition du réseau à un moment donné est d'observer les alliances in situ : soit des groupes identifiés coopèrent effectivement dans le cadre de l'exécution du travail militant, soit des militants particuliers, parce que multipositionnés, signent par leur présence la proximité entre deux groupes politiques sans pour autant arborer un quelconque signe distinctif.

L'observation des relations qu'entretiennent les quatre collectifs de lutte étudiés avec les groupes qui composent leur environnement politique nous a conduite à distinguer deux niveaux de coopération et donc d'intégration distincts dans les réseaux militants. La nuance que nous tentons d'introduire en faisant appel aux notions de *rhizome* et de *réseau* repose sur l'appréciation différenciée de la force et la densité des liens qui relient les militants et les organisations à ces deux échelles. Ainsi, certains militants et organisations constituent le *rhizome* de la plateforme des Désobéissants. Sans en être le cœur, leur présence et leur activisme sont nécessaires au maintien du dynamisme militant qui irrigue le collectif. Les interactions fortes qui lient ces militants et ces organisations à la plateforme font qu'ils en constituent la moelle épinière. La notion de *réseau* sert, quant à elle, à caractériser des

interactions faibles et plus ou moins structurantes avec des organisations qui ne sont pas reliées organiquement entre elles. Quoique plus éloignées, ces organisations n'en constituent pas moins l'environnement politique immédiat de la plateforme. À ce niveau de proximité, les relations entre groupes contribuent à dynamiser les luttes collectives, mais aussi et surtout à leur fournir des ressources identitaires en soulignant les similitudes et les différences entre leurs projets politiques respectifs.

Pour poursuivre notre exemple, le syndicat de la Confédération paysanne fait partie du *rhizome* du collectif des Désobéissants. La ligne politique de ce syndicat et les modes d'action qu'il développe font de lui un parent très proche de la plateforme. Concrètement, ces deux groupes ont un certain nombre de militants et de sympathisants mobilisés en faveur de l'écologie et de l'environnementalisme en commun. Ces proximités, qui passent tantôt par les collectifs dans leur ensemble, tantôt par le biais de militants multipositionnés, facilitent les échanges d'information, les occasions de rencontre et de coopération à travers la mise en œuvre d'actions ponctuelles ou de campagnes militantes au long cours. Outre des affinités idéologiques, ces collectifs ont très souvent des modes d'action communs même s'ils ne partagent pas la totalité de leur répertoire. Ainsi, la plateforme des Désobéissants et le syndicat de la Confédération paysanne ont un goût pour l'action directe et une certaine conception du localisme, qui les autorisent régulièrement à mettre leurs ressources militantes en commun. En revanche, les cellules syndicales SUD-Solidaires et, à plus forte raison, celle de la CGT, font partie du seul *réseau* du collectif des Désobéissants. Ces organisations sont des interlocutrices et des partenaires régulières dans les mobilisations. Les relations entre les collectifs sont donc solides, mais aussi plus ponctuelles et plus circonscrites. Dans cette configuration, peu de militants appartiennent à la fois à ces organisations et au collectif Désobéissants. Les occasions de coopération dans la lutte sont plus opportunes et s'appuient plus souvent sur l'articulation de leurs modes d'action respectifs que sur le partage de pratiques communes. Ici, il s'agit moins de mettre des moyens en commun que d'organiser le chaînage des différentes compétences et l'agrégation ponctuelle des effectifs militants. C'est notamment le cas dans les mobilisations *du* ou *pour* le travail où l'association des répertoires syndicaux et contestataires permet de cumuler les bénéfices des actions de grève – plus ou moins massives – et ceux d'actions à haute valeur ajoutée médiatique capables de renforcer la publicisation de la cause défendue.

Distinguer ces deux niveaux d'intégration permet de mieux comprendre la stabilité de l'environnement politique des OPNC et des différentes organisations qui le composent. Loin

de n'être qu'une nébuleuse, il se présente sous la forme d'une galaxie. D'un côté, les relations de type organique (rhizome) contribuent à l'assise de chaque collectif ainsi qu'à une partie de leur dynamisme du fait du jeu des interactions fortes. De l'autre, les relations qui prévalent dans le réseau élargi dessinent des potentiels de coordination à plus grande échelle, plus limités, mais aussi plus souples et plus adaptables, sur la base du jeu des interactions faibles[111].

Les collectifs reliés par des interactions fortes (rhizome) sont interdépendants dans leur fonctionnement ; l'ensemble ainsi formé constitue une sorte de biotope où chacun puise et échange continuellement des ressources humaines, techniques et financières pour alimenter sa démarche. Leurs échanges, réciproques, mais pas nécessairement égaux, structurent et conditionnent la vie de ces collectifs. C'est notamment le cas à B17, où les différents groupes se sont alliés pour créer une infrastructure commune dans laquelle ils mutualisent des moyens techniques (le lieu), économiques (cotisations et paiements pour l'occupation des salles), une partie des effectifs militants et toutes sortes de compétences –des plus anodines aux plus stratégiques – pour faciliter la réalisation du travail politique militant au quotidien.

Plus qu'un lieu d'accueil, B17 est un réservoir de ressources militantes. L'importance de cet apport est visible lorsque les groupes perdent leur accès à ces dernières. Ce fut le cas du TON, que des travaux de gros œuvre dans la salle où il a pour habitude de répéter à B17 l'ont obligé à délocaliser ses activités pendant 4 mois. Les premières répétitions hors du lieu n'ont pas eu beaucoup d'impact sur la vie du groupe, même si trouver un espace disponible n'a pas été sans poser de difficultés. Progressivement, un certain malaise s'est installé et a conduit à la fragilisation du groupe selon le processus que nous avons décrit précédemment. Ces difficultés ont finalement persuadé les militantes-comédiennes de largement espacer les répétitions jusqu'à pouvoir réintégrer les locaux de B17. Ici, l'inertie et le début de démobilisation qui ont gagné le groupe du TON s'expliquent par la sensation de déracinement prolongé qui s'est progressivement imposée. Le groupe avait non seulement ses habitudes, mais aussi ses repères à B17. Dans le quotidien du travail militant, les routines, tant pratiques que relationnelles, qui sont attachées à l'activité du TO, se confondent avec le fait « d'être à B17 ». Pouvoir se rendre 2 fois par mois à B17, y répéter, y rencontrer d'autres groupes et d'autres militants fait partie des raisons d'agir et des motifs d'engagement des militantes-

111. Les références aux interactions faible et forte sont un nouvel emprunt aux sciences physiques et, plus particulièrement, à la mécanique quantique. Les interactions forte, faible, électromagnétique ainsi que la gravité sont les quatre forces qui structurent le dynamisme du monde physique à l'échelle quantique. Facteurs de stabilité d'un côté, le jeu continuel entre ces différentes forces crée, dans le même mouvement, un bouillonnement permanent des qualités des objets observés qui empêche d'en décrire les caractéristiques physiques au-delà d'une approche probabiliste.

comédiennes. L'ancrage dans le lieu autogéré est un des éléments qui structurent l'identité politique et collective du groupe. L'accès au lieu, la participation à son fonctionnement et à la vie militante qui se développe entre les différents collectifs membres fait partie intégrante de sa dynamique interne. Hors de ce biotope, le groupe peut continuer temporairement à se mobiliser sur ses propres bases, mais s'épuise rapidement faute de pouvoir trouver en son sein les ressources suffisantes pour y parvenir, notamment du point de vue des rétributions à l'engagement pour les militantes-comédiennes.

La relation organique qui relie le groupe du TON à B17 n'empêche pas les militantes-comédiennes d'entretenir un rapport ambigu avec le projet autogestionnaire. Dans l'exemple précédent, une partie du malaise et de l'inertie tient également au fait que les militantes n'ont pas participé aux travaux engagés dans la salle où elles répètent pourtant depuis des années. Ces travaux d'aménagement consistaient à supprimer le plancher qui sépare les deux étages du bâtiment avant d'en poser un neuf, en faisant appel au volontariat. Lors de la réalisation des tâches de gros œuvre, les militantes-comédiennes ont pleinement assumé de ne pas se mobiliser, ne sentant ni les compétences ni la force physique nécessaire pour participer. Une fois le plafond et le plancher remontés, un parquet neuf a été installé. Ce dernier nécessitait d'être ciré à plusieurs reprises avant que la salle ne soit effectivement remise à disposition des différents groupes. En tant qu'occupant régulier de cette salle, le TON se percevait et était attendu par les autres groupes comme un des collectifs qui apporterait une aide concrète en mobilisant quelques-unes de ses membres pour assurer cette tâche. Là encore, aucune des militantes-comédiennes ne s'est mobilisée, alors même que l'accès au lieu leur faisait clairement défaut. Mais, à ce stade, un sentiment de contradiction, voire de culpabilité, s'est diffusé chez les militantes, tiraillées entre le besoin d'accéder aux ressources disponibles dans le lieu et les investissements à concéder pour ce faire. Les conséquences délétères du déracinement et les contradictions inhérentes à la participation au projet autogestionnaire rencontrées par les militantes-comédiennes sont les deux faces d'une même médaille. Leurs effets, apparemment contradictoires, démontrent l'importance et le caractère structurant du lien, fait d'obligations réciproques, qu'entretiennent le groupe du TON et le lieu autogéré.

Les collectifs qui sont liés par des interactions faibles (réseau) sont, quant à eux strictement indépendants les uns des autres du point de vue de leur fonctionnement et de leur dynamisme militant. Sachant que chacune de ces organisations s'appuie elle-même sur un tissu de relations fortes (rhizome), les alliances nouées à cette échelle influencent la vie des groupes sans pour autant structurer leurs activités. Ainsi, les associations Greenpeace

France et Sea Shepherd France[112] font partie du réseau militant des Désobéissants. D'un côté, les raisons d'agir, essentiellement environnementalistes, de ces organisations et leur culture commune de l'action directe expliquent l'existence de ces liens ; d'un autre, leurs spécificités, notamment en termes d'échelle d'intervention et de moyens engagés (financier, technique et humain), en font des cousines éloignées. En pratique, ces organisations s'intéressent aux campagnes et actions menées par les unes et par les autres, et relaient une partie de l'actualité de ces luttes et des appels à actions à partir de leur interface web. Mais au-delà de cet intérêt pour des causes communes et de ces échanges de contenus réciproques, les occasions effectives de coopération sont rares. Ces dernières résultent, la plupart du temps, d'appels à mobilisation très larges du type contre-sommets ou, au contraire, d'actions ponctuelles très localisées. C'est ce qui s'est passé le 28 janvier 2005 dans le port de Lorient, lors du blocage d'un navire transportant 32 000 tonnes de tourteaux de soja génétiquement modifié, suite à l'appel du collectif des Faucheurs volontaires, de la Confédération paysanne et de Greenpeace. Plusieurs centaines de manifestants, dont des militants Désobéissants, s'étaient mobilisés, pour partie en mer (navire *MV Esperanza*, Greenpeace), pour partie sur les terminaux du port, afin d'empêcher le déchargement de la cargaison. Des représentants locaux des organisations Attac, France Nature Environnement, des partis politiques des Verts et de la LCR s'étaient aussi rendus sur place en soutien. Enfin, le syndicat de la CGT, majoritaire parmi les dockers, avait pris fait et cause pour les militants, sans se prononcer sur la question des OGM, en refusant de décharger la cargaison avant que les forces de l'ordre, mobilisées pour l'occasion, n'aient évacué l'enceinte du port. De la même façon, une cohabitation de principe s'est organisée le 23 juillet 2007 entre militants anti-OGM français et de la CGT du port de Saint-Nazaire, lors de l'occupation du terminal alimentaire par 150 militants Faucheurs volontaires et Désobéissants, visant à empêcher le déchargement d'un navire en approche et la sortie par camions de céréales déjà stockées en silo. De nouveau, à l'appel de la CGT et sans prendre officiellement parti sur la question OGM, les dockers n'ont opposé aucune résistance à l'installation des militants sur le site et au blocage de l'infrastructure. Ces exemples montrent comment des organisations politiques appartenant à un même réseau militant élargi peuvent

112. Créée en 1971 à Vancouver pour lutter contre le développement de l'énergie nucléaire et militaire, l'organisation non gouvernementale internationale Greenpeace est implantée dans différents pays à travers le monde. Entièrement autofinancées, ses campagnes, menées sur la base d'ADNV et de lobbying, se sont progressivement élargies à l'ensemble des problématiques environnementalistes (préservation de la biodiversité, lutte contre le réchauffement climatique, promotion des énergies renouvelables, etc.). Basée aux États-Unis, la Sea Shepherd Conservation Society est, quant à elle, une organisation non gouvernementale internationale maritime fondée en 1977 par Paul Watson. Elle est consacrée à la protection de l'environnement marin et sa biodiversité. Entièrement autofinancées, les campagnes de cette organisation se déploient sur la base d'une importante flotte et à partir d'une stratégie d'opposition directe incluant le sabotage. L'usage de la force et le recours à la destruction lui valent d'être régulièrement accusée d'« écoterrorisme ».

ponctuellement s'associer pour des motifs divers en faveur d'une cause et/ou au nom de principes politiques génériques communs.

À l'échelle des réseaux militants, le mécanisme de la libre association et des deux niveaux d'intégration dans les échanges du rhizome et du réseau participent à définir une technologie de coopération à la fois souple et structurante pour les collectifs de lutte. L'espace politique occupé par les organisations contestataires apparaît donc bien sous la forme d'une galaxie – et non d'une nébuleuse –, où les jeux de proximités et de distances ainsi que la qualité des liens faibles ou forts qui existent entre les groupes agissent comme des facteurs de stabilisation de l'ensemble et de chaque collectif particulier en leur fournissant un environnement où puiser des ressources, notamment identitaires.

3.2.3. De la division du travail politique

Outre le fait que cette technologie d'association facilite la coopération entre les différents groupes, ce parti pris organisationnel permet de mettre en œuvre une division stratégique du travail militant en faveur d'une cause donnée au sein d'un même *rhizome*. Dans cette configuration, les technologies d'association empruntées par les OPNC facilitent la création d'une offre d'engagement organisée en segments où les différentes catégories de public militant peuvent trouver une proposition conforme à leurs attentes et à leurs dispositions à l'engagement et à la mobilisation collective. Ici, la plasticité des réseaux de coopération permet à des sous-groupes sociaux de lutter en faveur d'une même cause à partir de collectifs dont les caractéristiques, notamment idéologiques et stratégiques, varient pour mieux répondre à leurs aspirations politiques spécifiques tout en autorisant leur pleine coopération.

Le travail d'enquête mené auprès des militants Désobéissants et des Faucheurs volontaires m'ont amenée à constater que la lutte anti-OGM est structurée sous la forme d'une constellation d'organisations fédérées par le partage d'une cause et d'un public militant commun, et organisées en différents segments eux-mêmes caractérisés par le recours à un mode d'action particulier. Contrairement aux cas des OPC, où les différentes activités militantes sont intégrées dans un appareil militant unique, dans celui de la lutte anti-OGM, la production des « biens politiques[113] » est décentralisée et répartie entre plusieurs organisations. En pratique, la lutte anti-OGM fait l'objet d'une division du travail militant

113. Les notions de « biens » et « d'entreprise politique » sont empruntées à Michel OFFERLÉ. Il s'agit d'envisager les organisations politiques en tant que systèmes productifs qui, sur la base du travail militant et des tensions internes et externes qui les animent, fabriquent des biens spécifiques valorisables à l'intérieur et à la marge du champ politique institutionnel. Voir OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, PUF, Paris, 1987.

entre ces sous-groupes, qui opèrent selon différents modes d'action tout en étant reliés par des liens organiques. Dans cette configuration, chacune des organisations membres de ce « milieu militant[114] » met en place des moyens spécifiques de lutte dans l'optique de mobiliser – militants et sympathisants – puis de toucher – opinion publique – différentes catégories de populations.

En tant que groupe militant le plus médiatisé, le collectif des Faucheurs volontaires est un des piliers de la lutte anti-OGM, même s'il en constitue fondamentalement plus la figure de proue que la cheville ouvrière. Émanation récente du réseau militant anti-OGM, le collectif est créé en 2003 pour pallier l'épuisement et/ou l'absence de recours légaux pour lutter contre la propagation des produits OGM dans l'environnement. Lorsqu'ils signent la charte, les militants Faucheurs s'engagent à lutter contre la production, la vente et l'utilisation de produits OGM sur le sol français via les modes d'action de l'ADNV (actes légaux) et de la désobéissance civile (actes illégaux). Les volontaires intègrent un groupe semi-clandestin et décentralisé qui se revendique de la protection de l'environnement et des consommateurs en développant des actions militantes, légales ou non, rassemblées sous le terme générique « *fauchage* ». Ces derniers pratiquent la destruction des produits OGM exploités hors confinement par arrachage manuel et la pollution ou la neutralisation symbolique des plants et des réserves de grains dans le but de les rendre impropres à l'exploitation agricole et à la consommation. En pratique, les militants recourent aussi à l'occupation et au blocage des lieux de stockage et à l'intrusion dans des sites de recherche et de développement des technologies OGM au titre « *d'inspections citoyennes* ». Le choix de l'action directe est justifié par le fait que, « *face à un danger immédiat* » et « *devant l'état de nécessité* » qui en découle, les militants sont contraints de mettre en place des actions aux « *effets concrets*[115] », fussent-elles illégales. À travers la destruction intentionnelle, collective, pacifique et, le plus souvent, publique d'OGM, les militants entendent obtenir une modification des textes de loi qui régulent leur exploitation aux niveaux national, européen et international[116]. Pour ce faire, ils

114. La notion de « milieu militant » développée par SAWICKI Frédéric au sujet des organisations partisanes est ici empruntée et appliquée, par extrapolation, aux OPNC. Voir SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, Paris, 1997.

115. Les termes entre guillemets sont extraits des notes prises lors de l'observation menée au cours de l'assemblée générale de Faucheurs volontaires du 11 et 12 juillet 2009 et de la charte des Faucheurs volontaires.

116. Pour une réflexion plus poussée sur l'usage militant du droit, voir notamment MICHEL Hélène et WILLEMEZ Laurent, « Introduction. Justice professionnelle et non professionnelle : rapports ordinaires à la justice et questions de frontières », dans MICHEL Hélène et WILLEMEZ Laurent, *La justice au risque des profanes*, Presses universitaires de France, 2007, p. 7-11 ; COMMAILLE Jacques, « Introduction : La découverte du droit par les sciences sociales », dans ISRAËL Liora *et al.*, *Sur la portée sociale du droit. Usages et légitimité du registre juridique,* PUF, 2005, p. 108-110 ; BUTON François, « Le droit comme véhicule. Portrait sociologique d'un justiciable », *Ibid.*, p. 108-110 ; MICHEL Hélène, « Pour une sociologie des pratiques de défense : le recours au droit par les groupes d'intérêt », *Sociétés contemporaines*, n° 53, 2003, p. 5-16 ; SILBEY Susan S. et EWICK Patricia, « Devant la loi : la construction sociale du juridique », dans KOURILSKY-AUGGEVEN Chantal (dir.),

usent de pratiques à la fois illégales et spectaculaires afin de s'approprier les espaces juridique et médiatique à des fins politiques dans l'optique de la « publicisation du problème social[117] » OGM.

La cheville ouvrière du mouvement se compose des deux associations « *Sans gène* » et « *Inf'OGM – Veille citoyenne* ». Le gros des militants et sympathisants anti-OGM est rassemblé de fait ou par adhésion au sein de l'association Sans gène, qui est le navire amiral du réseau militant. Créée en 2007, elle est aussi le pivot légal de la lutte anti-OGM. En tant que plaque tournante de l'activité militante anti-OGM en France, l'association fait usage de plusieurs modes d'action. Forte de son ancrage légal et des moyens humains et financiers dont elle dispose, c'est au sein de cette structure qu'est bâtie et structurée la ligne politique du mouvement. C'est aussi à partir de cette vitrine légale qu'est organisée la diffusion de l'information sur la lutte anti-OGM. C'est notamment à partir de son site Internet, des publications et des événements publics qu'elle met sur pied que la cause est promue tant à destination de l'opinion publique, que des militants et sympathisants (festivals, conférences, pique-niques citoyens, caravanes d'été, pétitions et quêtes dans l'espace public, etc.). Par ailleurs, c'est sur son initiative et/ou grâce à son concours que sont organisés les événements proprement militants : assemblées générales annuelles, mais aussi journées de formation théorique et pratique aux technologies OGM et à la désobéissance civile, qui mobilisent des chercheurs, des juristes et aussi, en l'occurrence, le collectif des Désobéissants. Une autre des missions assurées par l'association consiste à motiver et recueillir les soutiens symboliques et financiers des sympathisants de la cause anti-OGM. Les soutiens symboliques sont recueillis par l'intermédiaire de campagnes d'information et la diffusion régulière de pétitions dans l'espace public – physique et virtuel – afin d'inciter l'opinion à se positionner sur la question OGM. Les soutiens financiers sont récoltés à travers plusieurs canaux. Le plus important d'entre eux consiste à inciter le public au don en organisant la récolte de fonds via le site Internet et l'organisation de quêtes dans l'espace public. L'organisation d'événements militants dédiés (concerts, pique-niques, etc.) et la participation à des initiatives équivalentes développées par des organisations qui composent son réseau militant élargi apportent des ressources supplémentaires. Enfin, la vente de produits militants dérivés tels que les badges, autocollants, tee-shirts et de produits plus spécifiques tels que la « *Bière des Faucheurs*[118] » ou

Socialisation juridique et conscience du droit, Réseau européen Droit et Société, Paris, 1997, p. 34-56.

117. CEFAÏ Daniel, « La construction des problèmes publics. Définition de situations dans les arènes publiques », *Réseaux*, 75, janv.-fév. 1996, p. 43-66.

118. Il est difficile d'établir clairement le niveau de diffusion de ces différents produits. Leur distribution profite de la circulation des militants multipositionnés dans le réseau militant élargi. Enfin, certains magasins et enseignes spécialisés dans la vente de produits biologiques proposent tout ou partie de ces articles.

le « *Jeu de l'Oie des Faucheurs* » complètent le dispositif. L'association recueille une masse relativement importante de dons en grande partie réinvestis dans l'organisation de la solidarité financière avec les militants Faucheurs volontaires. S'il est difficile d'évaluer les montants recueillis, force est de constater que l'association a systématiquement pourvu aux dépenses nécessaires à la défense des militants mis en cause devant les tribunaux en dépit de l'importance des frais engagés (frais d'avocats, coûts des expertises, financement des déplacements, coûts d'organisation des piquets de grève, paiement solidaire des amendes après condamnation hors dommages et intérêts). Le profil de l'association Sans gène est délibérément construit à destination des sympathisants et du grand public. Il mobilise donc tous les modes d'action, souvent classiques et modérés, à sa disposition, allant dans le sens d'un travail de conviction en faveur de la cause.

En parallèle, l'association « *Inf'OGM – Veille citoyenne* », au profil encore moins contestataire, s'est spécialisée dans le travail de lobbying auprès des élus, qu'ils soient locaux, nationaux ou européens. Cette structure se donne pour but « *d'organiser et d'alimenter un réseau de veille citoyenne sur la question des OGM à l'échelle internationale*[119] », officiellement « *sans prendre position* », via la mise en œuvre d'une veille juridique spécifique et relativement exhaustive vue l'étendue des sources traitées. À l'image de sa consœur, cette association travaille à la diffusion de la cause anti-OGM à travers l'animation d'un site Internet dédié et la diffusion du journal papier « *Inf'OGM* ». Son site Internet offre un accès libre aux contenus des textes réglementaires français, européens et internationaux qui encadrent l'utilisation des technologies OGM, et en propose des synthèses vulgarisées. Cette offre est complétée par une information juridique sur la législation des brevets et la liste de ceux officiellement déposés en France et en Europe. On y trouve aussi un guide téléchargeable consacré aux « *OGM et au droit* ». Ce document évoque dans le détail l'éventail des recours administratifs et politiques disponibles pour s'opposer légalement à l'implantation d'OGM dans les territoires. Toutes les démarches possibles ainsi que leurs enjeux sont décrits de façon minutieuse, des documents types sont même directement proposés à l'utilisation par téléchargement. En parallèle du travail effectué à partir du web, l'association mobilise des militants afin de mettre en œuvre des actions de lobbying (courriers, mailing, pétitions, rencontres) auprès de différentes catégories d'élus pour les inciter à se prononcer clairement sur la question OGM. De façon plus spécifique encore, elle leur offre la possibilité de bénéficier « *de formations afin qu'ils puissent se réapproprier le débat et devenir acteurs à l'échelle locale* [120] ». Le contenu des formations se concentre sur les actions légales accessibles

119. http://www.infogm.org/
120. http://www.infogm.org/spip.php?article4053

aux élus pour s'opposer à l'implantation de cultures OGM dans les territoires. Cette activité de lobbying a progressivement entraîné l'apparition de sous-groupes associatifs spécialisés dont les pages web sont hébergées sur le site Inf'OGM. C'est le cas de « *l'Association nationale des collectivités sans OGM* » et du « *Réseau des régions européennes sans OGM* », qui rassemblent respectivement les municipalités et départements français et les régions européennes qui se sont prononcés contre l'implantation des cultures OGM. Toute l'activité de l'association est calibrée pour répondre aux besoins et aux exigences du public cible des élus, en tenant compte de leurs obligations statutaires et des moyens légaux dont ils disposent dans le but de faciliter la conversion légale des territoires et de leurs représentants à la cause anti-OGM.

Enfin, ce tour d'horizon du réseau militant anti-OGM français ne serait pas complet sans évoquer les groupes politiques autonomes, associés officiellement ou non, au mouvement anti-OGM. Tout en ayant une activité militante et des objectifs politiques plus larges, ces organisations (associations, ONG, syndicats, partis) s'engagent ou s'associent à la lutte contre les OGM en utilisant des répertoires d'actions qui leur sont propres. Toutes présentent en effet des qualités, des dimensions et des lignes politiques sensiblement différentes de celles développées par les collectifs évoqués jusqu'ici. Elles viennent donc appuyer et/ou compléter, plus ou moins ponctuellement, les initiatives anti-OGM portées par les trois collectifs piliers du mouvement, en mettant à disposition les ressources spécifiques dont elles disposent. Ces rapprochements se fondent sur le constat commun du caractère problématique de l'utilisation des technologies OGM. À partir de là, cependant, la formulation des arguments et des revendications, les répertoires d'actions, les modèles organisationnels empruntés et, dans une moindre mesure, la composition des publics militants divergent. Sans entrer dans les détails et, des organisations les plus proches ou plus lointaines, on trouve l'ensemble du réseau militant altermondialiste avec l'association Attac, l'association des Amis de la Terre et l'ONG Greenpeace en tête, mais aussi les syndicats de la Confédération paysanne et de la Confédération nationale des syndicats d'exploitants familiaux et, enfin, les structures partisanes des Verts[121] et du Front de gauche.

Cette configuration organisationnelle singulière est une chance pour le mouvement anti-OGM français. Elle lui permet de cloisonner stratégiquement ses différentes activités, notamment légales et illégales et, en évitant l'amalgame, de se prémunir des certaines difficultés. Elle lui permet aussi d'adapter à la marge ses stratégies de promotion de la lutte

121. Le groupe politique des Verts devient le groupe Europe Écologie Les Verts en 2010, suite au rapprochement des deux structures éponymes.

anti-OGM en fonction des publics visés. Enfin et surtout, ce système de division du travail militant est une véritable opportunité du point de vue du recrutement et de la fidélisation des militants. L'association des différents groupes (Faucheurs volontaires, Sans gène, Inf'OGM) et de leur mode d'action spécifique (ADNV, activité associative, lobbying et travail législatif) présente un éventail cohérent de propositions d'engagement, de la plus radicale à la plus classique, en passant par la plus technique, en faveur de la cause. Grâce à la pluralité de cette offre d'engagement, chaque sympathisant ou militant de la cause anti-OGM choisit d'intégrer le collectif dont l'activité militante correspond le mieux à ses attentes et, surtout, à ses dispositions à l'engagement. La variété des propositions augmente ainsi les chances du mouvement anti-OGM de rencontrer son public militant et de le fidéliser dans la durée en facilitant le passage d'un collectif à un autre.

Le *rhizome* anti-OGM français se compose ainsi de trois groupes ou ensemble de groupes militants différents qui organisent la défense de leur cause commune à partir de mots d'ordre, de répertoires et de modes d'action spécifiques. Si on peut théoriquement relier chaque action à un groupe particulier, c'est bien à cette échelle que les retombées politiques sont appréciées par les militants. Cependant, la coopération effective entre les groupes militants anti-OGM ne doit pas masquer le fait que cette coordination est aussi la somme des divisions qui la précèdent et la composent. En effet, la division du travail militant observable au sein du mouvement anti-OGM n'est pas le résultat d'une volonté politique et stratégique initiale. La constellation anti-OGM ne s'est pas structurée volontairement sous cette forme, elle a plutôt émergé en tant que telle, notamment à partir des désaccords entre les groupes, avant que ce potentiel soit reconnu puis valorisé au sein du mouvement social comme une option organisationnelle stratégique. La force et la pérennité du réseau militant anti-OGM tiennent donc autant aux proximités qu'aux oppositions qui rapprochent les organisations et les militants qui les composent. L'existence de la constellation anti-OGM et l'efficacité de la coopération entre ces différents groupes reposent donc sur l'entretien des liens et des motivations à la coordination mis en œuvre simultanément au sein de chaque collectif. Tel un jeu d'aimants, ce sont bien des mécanismes d'attraction et de répulsion qui stabilisent cette constellation militante et lui confèrent le niveau d'impact et d'efficacité politique qu'on lui reconnaît aujourd'hui.

Conclusion du chapitre 3 : Diviser… pour mieux régner ?

Étudier les modalités d'insertion des OPNC dans leur environnement militant nous a permis de montrer en quoi les interactions avec d'autres organisations (homologues, dissidentes, opposantes) sont stratégiques, mais aussi vitales pour les OPNC. Comme toutes les entreprises politiques, ces collectifs élaborent, amendent et renforcent leurs projets politiques et leurs identités collectives à travers les relations avec les autres groupes. De ce point de vue, l'échange de coups et de contrecoups, mais aussi de services et de coups de main, contribue à l'édification des collectifs de lutte autant que des causes. Ces liens sont d'autant plus importants pour les OPNC qu'en l'absence d'appareil militant, ces échanges contribuent à formaliser les groupes en désignant leurs qualités spécifiques par effets de contraste (projet politique, modes d'action, public militant). La dynamique des interactions qui s'établit entre les groupes contribue à stabiliser leur environnement militant commun et, ce faisant, à structurer leurs projets respectifs.

Loin d'être spontanée ou acquise, l'instauration de relations entre collectifs proches est un produit du travail de mobilisation. Les options idéologiques (fédéralisme) et organisationnelles (groupes affinitaires) retenues par les OPNC les amènent ainsi à privilégier l'établissement de systèmes de coopération souples basés sur la définition d'accords limités à leur plus simple et/ou stricte expression. La mobilisation à partir de causes et/ou de modes d'action définis génériquement permet à des groupes militants intéressés à des sujets communs de collaborer à des degrés très variables sans avoir à s'accorder sur la totalité de leurs convictions politiques. Loin d'avoir des effets miraculeux – cette option ne conduira pas plus à « la convergence des luttes » que la précédente à « la dictature du prolétariat » –, ce mécanisme peut renforcer la défense des causes en élargissant les modalités de contributions et les possibles de collaboration. De ce point de vue, le modèle de mobilisation des OPNC semble jouer le nombre, là où les répertoires partisans et syndicaux appellent la masse[122].

122. L'utilisation de ces deux termes est exempte de tout jugement de valeurs. L'objectif est de caractériser deux logiques de mise en coopération des groupes et des militants qui les composent. La première joue la carte de la juxtaposition et de l'addition d'initiatives aux ambitions partagées, mais aux motivations passablement non alignées ; la seconde, celle du rassemblement, mais aussi de la mise en cohérence progressive et la plus aboutie possible des raisons d'agir.

Conclusion de la 2e partie

Le terme de « *collectif* » désigne une modalité spécifique de construction et de fonctionnement des groupes où l'activité militante repose quasiment entièrement sur la dynamique des interactions croisées entre les activistes, les collectifs proches et leur environnement militant.

Dans la lignée des travaux de Francesca Polletta[123], nous considérons que le recours aux modes d'organisations informels et aux pratiques délibératives inspirées de la démocratie directe ne constitue pas simplement une disposition idéologique, mais aussi un savoir-faire des militants qui trouvent dans cette modalité d'organisation des solutions pratiques pour surmonter certains obstacles à l'action collective.

Structurant, mais aussi contraignant et même coûteux politiquement, le modèle de la désorganisation fait écho aux dispositions sociales des publics militants des OPNC. En effet, leurs caractéristiques sociales et notamment leurs ressources culturelles leur permettent de contribuer et de profiter pleinement des opportunités offertes par l'intégration dans un espace faiblement régulé. De ce point de vue, il s'avère moins coûteux pour les moyens-petits de s'adapter à une organisation dynamique, mais aussi potentiellement toujours changeante, que d'avoir à composer avec un modèle plus stable, mais aussi plus structuré où leurs marges de manœuvre, notamment individuelles, tendent à se réduire, sinon à disparaître.

123. POLLETTA Francesca, *Freedom is an Endless Meeting. Democracy in American Social Movements, Chicago (III.)*, The University of Chicago Press, 2002.

IIIe partie. Corps et Âmes[124]. Socialisation militante et processus de politisation par l'expérimentation

Le processus de socialisation militante et, au-delà, politique repose sur l'action concomitante de mécanismes et de phénomènes complexes qui sont difficiles à traiter séparément du point de vue sociologique. Pourtant, chacun d'entre eux agit de façon spécifique et à travers des vecteurs particuliers pour contribuer à la formalisation de résultats d'ensemble qui se matérialisent dans les étapes qui jalonnent les carrières militantes (trajectoire objective et carrière morale). L'acquisition des compétences militantes (connaissances, savoir-faire, savoir-être) se produit au carrefour des dispositions sociales préalables des individus, notamment sous l'angle de la socialisation politique primaire, et des dispositifs de mobilisation proposés par les différentes entreprises politiques, notamment ceux qui participent à la transmission des compétences nécessaires à l'exécution du travail militant. Après avoir discuté des mécanismes qui participent au cadrage idéologique et organisationnel des mobilisations dans les OPNC, nous voulons détailler le fonctionnement de ceux qui permettent l'apprentissage du métier[125] de militant, puis l'intériorisation de ces capacités sous la forme de capital[126] (conscient et convertible).

Dans les OPNC, « faire » à valeur de « dire ». L'exécution du travail militant, des tâches les plus routinières à la participation aux actions directes, procède d'une mise en mouvement physique, émotionnelle et intellectuelle qui agit comme un puissant facteur de politisation par l'expérimentation. C'est à travers l'exécution du travail militant que les militants acquièrent progressivement les savoir-faire, les savoir-être et les connaissances qui composent le métier de militant. Par ce biais, les militants sont en quelque sorte doublement socialisés au sens de l'acquisition du métier de militant, qui leur permet de s'inscrire dans une

124. Ce titre fait explicitement référence aux travaux que WACQUANT Loïc a consacrés à l'acquisition des compétences pugilistiques. Voir WACQUANT Loïc, *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Éditions Agone, 2001.

125. Pour une réflexion plus large sur la notion interactionniste de « métier », consulter la sociologie d'Howard BECKER et, notamment, BECKER Howard, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance* (traduction française par J.-P. Briand et J.-M. Chapoulie), Éditions Métailié, Paris, 1985. Pour une réflexion plus précise sur l'usage de cette notion en sociologie politique, consulter les travaux, passés et présents, des membres du Groupe d'étude du métier politique (GEMEP), et notamment LAGROYE Jacques, « Être du métier », *Politix,* vol. 7, n° 28, 1994, p. 5-15. On consultera enfin, pour information, le livre de Jacques GAUTRAT (paru sous le nom d'emprunt Daniel MOTHÉ), MOTHÉ Daniel, *Le métier de militant*, Éditions du Seuil, Paris, 1973.

126. Pour une réflexion plus précise sur le capital militant, voir l'intégralité du n° 155 de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales* paru en 2004 et consacré à cette notion et consulter, notamment, MATONTI Frédérique et POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004/5, p. 4-11. Pour une réflexion plus large sur le concept de « capital », voir notamment BOURDIEU Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1979.

dynamique collective et aussi d'une politisation plus large à travers laquelle ils donnent progressivement un sens politique à cette mobilisation.

Dans les quatre collectifs que nous avons observés, l'acquisition de ces différentes compétences passe par la mise en œuvre du travail militant dans sa dimension pratique, c'est-à-dire dans le mouvement qu'implique l'agir. Quoi que les résultats de cette socialisation s'apprécient dans leur ensemble, on peut distinguer trois mécanismes d'acquisition spécifiques à travers lesquels les militants se forment et sont formés à différents types de compétences et de connaissances. Le premier de ces dispositifs permet l'acquisition des savoir-faire, c'est-à-dire des compétences pratiques à partir desquelles mettre en œuvre le travail militant au quotidien (rédiger un tract, se tenir informé, organiser et conduire un débat, s'inscrire dans la discussion et en retirer des éléments de réflexion, mettre sur pied une action collective – manifestation de rue, pétition en ligne, occupation d'un site –, participer à une action collective, etc.). L'acquisition de ces compétences passe principalement par le mimétisme et relève d'un apprentissage *par corps*.

Le second dispositif permet l'acquisition des savoir-être nécessaires à la mobilisation dans un collectif. Ces compétences, essentiellement relationnelles, permettent aux militants d'acquérir un sens pratique de l'économie des échanges entre militants qui prend en compte les situations, les rôles de chacun et le jeu qui s'instaure entre ces positions relatives. Ces savoir-être leur permettent de s'inscrire dans les interactions qui structurent la dynamique collective et facilitent la mise en œuvre commune du travail militant (trouver sa place dans un groupe, faire comprendre son point de vue, entendre celui des autres, savoir interpeller le groupe ou un individu en particulier, savoir jouer le jeu du débat et de la prise de décision collective, composer avec les désalignements idéologiques et les inégalités, notamment culturelles, entre militants, etc.). L'acquisition de ces compétences passe, entre autres, par la mobilisation des émotions ou, pour être plus précise, des affects – attendus ou non – que produit l'exécution du travail militant. Sur ce registre et pour poursuivre la métaphore, on peut évoquer un mécanisme d'apprentissage *par cœur*.

Enfin, un troisième dispositif permet l'acquisition de connaissances formelles et de compétences intellectuelles et cognitives qui participent à la compréhension globale de la dynamique des engagements individuels et de la mobilisation collective. Au sein des collectifs de lutte, cet apprentissage repose principalement sur la mise en mots et en perspectives des expériences vécues par corps et par cœur. Ce dispositif mobilise principalement la pensée réflexive et permet l'élaboration d'effets de sens et de cohérence qui viennent renforcer le

processus de socialisation militante et, dans une certaine mesure, celui plus vaste de la politisation. Ce dispositif constitue la clé de voûte du processus, car il vient approfondir et parachever les différents apprentissages en les mettant en cohérence et en leur donnant une signification politique explicite. À terme, l'agrégation et l'intériorisation progressive de ces effets de sens participent à la formation du capital militant.

Dans les chapitres suivants, nous allons présenter puis discuter des modalités d'application de ces trois dispositifs de socialisation militante, puis de leurs implications pour les militants mobilisés et les collectifs de lutte. Les nécessités de la présentation des données de terrain nous obligent à fractionner le produit du processus de formation des militants en différents éléments pour faciliter la discussion et l'interprétation sociologique. La lecture de ces chapitres implique de conserver à l'esprit deux précautions essentielles. L'apprentissage du métier de militant est un processus long et cumulatif auquel il est impossible de déterminer un terme dans la mesure où les compétences acquises au fur et à mesure continuent de s'affiner, voire sont contraintes d'évoluer, du fait des changements qui interviennent dans l'environnement / le contexte où elles sont mobilisées. De ce point de vue, il est extrêmement difficile de tenter de définir une fois pour toutes ce que pourrait être un seuil de capital militant pouvant être considéré comme opérant/complet à défaut d'être définitif, et, plus encore de déterminer la liste des compétences qui le composent aux différentes phases du processus. Dans les faits, ou plutôt à l'épreuve de ces derniers, il s'avère donc difficile d'aborder frontalement la question des circonstances précises qui conduisent à l'acquisition définitive d'une compétence donnée. La tâche se complexifie encore lorsque l'on tente d'apprécier ce phénomène non plus seulement à l'échelle d'un individu, mais à celle d'un groupe. En revanche, il est possible de se pencher très précisément sur les leviers qui sont mobilisés, stratégiquement ou non, pour permettre cette acquisition en gardant à l'esprit que leurs effets sont non seulement inégaux (volume), mais aussi différents (structure) selon les individus (caractéristiques sociales, niveaux de culture politique et d'expérience militante préalable).

Nous attirons enfin l'attention sur le fait qu'établir un lien entre un type de savoir ou de savoir-faire particulier et un vecteur d'apprentissage spécifique participe d'une certaine réduction de la réalité. En pratique, l'acquisition d'un savoir ou d'une compétence est un processus complexe, c'est-à-dire multifactoriel, et dynamique qui s'inscrit dans le temps, c'est-à-dire dans la répétition. Les liens que nous établirons entre différentes connaissances/compétences et des vecteurs d'apprentissage privilégiés ont pour ambition de

mettre en valeur le vecteur principal, et non unique, de ces acquisitions. Ainsi, acquérir les compétences qui permettent d'organiser puis d'animer un débat (savoir-faire) implique nécessairement de posséder une connaissance – même sommaire ou implicite – de l'économie relationnelle qui prévaut entre les individus qui y participent (savoir-être), et des capacités d'analyse du sens et des enjeux politiques qui s'expriment à travers les positions exprimées par les uns et les autres au regard d'une question donnée (compétences culturelles et réflexives).

Chapitre 1. Ethnographie d'un stage de formation à l'action directe non violente et à la désobéissance civile par le collectif Désobéissants

Dans le collectif Désobéissants, l'acquisition, l'entretien et l'enrichissement des compétences militantes passent par la participation régulière de tous les militants aux différentes activités de l'organisation. Cela comprend la participation aux stages de formation (en tant que stagiaire ou formateur), aux rassemblements conviviaux, aux discussions et échanges de contenus en ligne (site Internet et listes de diffusion) ainsi qu'à la mise en œuvre des ADNV.

S'il n'existe pas de dispositifs de formation type des militants, les sollicitations – diverses et continues – qu'ils reçoivent au nom du collectif se succèdent dans le temps et constituent, in fine, des parcours de formation. Parmi ces différentes propositions, deux dispositifs se révèlent centraux du point de vue de l'acquisition du métier, puis du capital militant : les stages de formation et les ADNV. Tout en étant moins importants, le partage de temps conviviaux, les échanges par e-mails, et plus rarement par téléphone, n'en restent pas moins indispensables dans la mesure où ils contribuent à rendre possible la mobilisation dans le cadre des stages et des actions directes. Les différents stages de formation auxquels j'ai eu l'occasion d'assister en tant qu'observatrice participante sont d'ailleurs tous construits de façon à articuler des temps de transmission des savoirs formels, des temps conviviaux et des temps de mise en œuvre d'ADNV, qu'elles soient simulées – comme dans l'exemple qui va suivre – ou réelles – comme dans celui présenté en annexe page 413. Dans cette configuration, tous les participants profitent également de la dynamique d'ensemble, mais acquièrent différents types et niveaux de savoir-faire en fonction des inégalités de compétences militantes de départ et de la durée de leur investissement dans le collectif.

Le récit ethnographique qui va suivre présente la diversité des contenus et la densité des expériences proposées aux stagiaires lors des sessions de formation. L'exemple du stage de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile organisé par le collectif Désobéissants en Loire-Atlantique en février 2008 permettra d'interroger l'organisation pratique du stage, les contenus et les méthodes mobilisés pour la transmission des connaissances et la gestion du groupe de travail. Sans aller plus avant dans l'analyse, nous détaillerons aussi les réactions collectives et individuelles que suscitent les différentes phases de travail et l'acquisition progressive des savoirs militants. Nous attirons l'attention du lecteur sur le fait que le choix d'un récit chronologique exhaustif et exempt de tout effort de contextualisation n'est pas

fortuit. Il est une transposition écrite du processus via lequel les futurs militants sont effectivement repérés, initiés, formés, puis définitivement recrutés et fidélisés par ce collectif. Ici, c'est bien la participation répétée à des expériences denses, intenses et relativement longues qui permet l'acquisition progressive du métier, puis du capital militant, par l'expérimentation.

Entrer en contact

Comme nous l'avons précisé dans la présentation de nos objets d'étude, le réseau militant Désobéissants repose sur l'existence d'une double architecture physique et virtuelle. La première est constituée par les nombreux activistes qui composent le réseau militant de la plateforme. Qu'ils soient rassemblés au cœur du groupe militant Désobéissants ou disséminés dans d'autres groupes du fait de leur multipositionnement, ces activistes sont les premiers vecteurs de recrutement de nouveaux membres. Leur implantation dans les scènes militantes locales en général et dans les groupes militants en particulier (collectif antinucléaire, anti-OGM, association Greenpeace, etc.) en fait de véritables émissaires par l'intermédiaire desquels des groupes et/ou des individus, militants ou non, peuvent être conduits vers la plateforme des Désobéissants. Ici comme ailleurs, les relations de proximité et le type d'interaction auxquels elles donnent lieu facilitent le recrutement par cooptation. Malgré tout, c'est sur le site Internet des Désobéissants – principal élément de l'architecture virtuelle du réseau militant – qu'aboutit systématiquement toute initiative de recherche d'information, de prise de contact et/ou de rencontre avec le collectif.

Nous avons déjà décrit en détail l'interface virtuelle de ce groupe, nous nous contenterons donc de rappeler que son architecture est construite de façon à présenter succinctement le collectif et son orientation politique via son manifeste, la liste des causes qu'il soutient et, enfin, à proposer de se former aux pratiques de l'ADNV et de la désobéissance civile via la participation à des stages et/ou des actions collectives qui font l'objet de la diffusion d'un appel à mobilisation. Le site des Désobéissants expose brièvement et directement les partis pris du groupe dont un contenu idéologique générique – « *l'alter-mondialisme*[127] » –, la revendication du registre politique contestataire, le recours aux répertoires d'actions de l'ADNV et de la désobéissance civile et, incidemment, son orientation vers « l'agir ». Le site Internet est volontairement et explicitement construit pour montrer et inciter à faire et venir faire. Visiter chacun des *items* prend environ 30 min et permet de passer du manifeste aux multiples supports (texte, audio et vidéo) qui présentent systématiquement

127. La césure est introduite par les militants dans le texte du manifeste. Voir annexe n° 1, p. 398.

des actions militantes auxquelles ont participé des membres du collectif et le contenu des stages de formation. Tel qu'il est construit, le site n'est pas à proprement parler une interface, ce n'est pas un guichet où l'on peut s'adresser directement à un interlocuteur et avoir des échanges, mais plutôt une vitrine qui incite à franchir le seuil du collectif en montrant non pas ce qu'il est, mais ce qu'il fait. Rapidement, en effet, la lecture des contenus du site amène à comprendre que la seule manière d'aller plus avant dans la connaissance du groupe consiste à envoyer un e-mail pour demander des informations et, plus sûrement encore, à s'inscrire à un des stages de formation proposés. L'*item* « contact » conduit à une boîte de dialogue formelle à partir de laquelle les utilisateurs réguliers d'Internet connaissent leurs faibles chances d'obtenir une réponse. Peu convaincue par cette possibilité en tant qu'enquêtrice, je me suis rendue directement sur l'*item* « *stage* », comme l'ont fait la majorité des personnes que j'ai rencontrées par la suite lors de ces temps de formation.

En tant qu'enquêtrice, j'ai assisté à 5 stages de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile proposés par le collectif des Désobéissants[128]. Pour chacun d'eux, la procédure a été la même. Je me suis rendue sur le site et j'ai consulté la page où sont publiées les annonces de stage. Une fois repérée une session de formation, un nouveau lien cliquable conduit à une page où sont rappelés l'intention et les objectifs des militants-formateurs. Enfin, une adresse e-mail du type « *prénom@desobeir.net* » est transmise, avec pour consigne d'écrire à cet interlocuteur et de demander son inscription.

> *« Nos stages de formation à l'action directe non violente et à la désobéissance civile se tiennent en général sur deux jours.*
>
> *Ils s'adressent aux militants expérimentés comme aux militants débutants, et impliquent une adhésion à l'esprit du manifeste des Désobéissants. Ils associent approche théorique et exercices pratiques, mises en situation, techniques et bricolage destinés à permettre de mener à bien des actions directes non violentes. Les stages favorisent l'échange de savoirs et de pratiques, la réflexion par petits groupes, l'autoformation et des modes de fonctionnement égalitaires et non violents. Des ateliers « médias » et « juridiques » offrent aussi l'occasion de mieux comprendre comment rendre visibles nos luttes et mieux nous défendre contre la répression, voire utiliser celle-ci lorsqu'elle peut être utile. L'émergence de formateurs est encouragée. Les stages sont réservés aux personnes majeures (à partir de 18 ans).*

128. Les stages de formation proposés par le collectif des Désobéissants peuvent être généralistes ou thématiques. Les stages dits « généralistes » se concentrent sur la formation militante et l'initiation aux modes d'action de la désobéissance civile et de l'ADNV. Les stages dits « thématiques » sont organisés dans les mêmes perspectives, mais les contenus sont choisis de façon à permettre aux militants de se perfectionner dans le recours à l'utilisation de certaines techniques – stage « *grimpe* » – ou pour servir une cause spécifique – stage *Faucheurs volontaires*.

La participation aux frais est destinée à couvrir les frais tels que le transport des formateurs, la nourriture, l'hébergement et le fonctionnement du collectif. L'argent ne doit jamais être un obstacle à la participation à un stage : nos stages sont à prix libres pour les petits et sans-revenus. »

Extrait du site Internet des Désobéissants, http://www.desobeir.net/se-former/les-stages

Une fois cette démarche effectuée, un premier e-mail laconique est renvoyé à l'ensemble des demandeurs pour leur confirmer leur inscription et prévenir qu'un autre leur parviendra une semaine avant le début du stage afin de transmettre toutes les informations nécessaires aux participants. Cet e-mail, au caractère strictement informatif, n'appelle aucune réponse et incite à la patience. Lors de ma première démarche en tant qu'enquêtrice, j'ai régulièrement parcouru le site des Désobéissants pour en faire une analyse de contenus. Quinze jours avant le début de la formation, une de ces visites m'a permis de constater que les inscriptions pour le stage en question étaient closes. Par acquit de conscience, j'ai envoyé un nouvel e-mail à l'adresse indiquée pour vérifier que mon inscription avait bien été prise en compte, en feignant de m'interroger sur la suite des événements. Immédiatement décryptée, ma démarche a fait l'objet d'une réponse à la fois bienveillante et ironique. Mon premier interlocuteur a fait suivre mon message à un second – un autre militant-formateur du stage – et nous a répondu à tous les deux en s'adressant à lui sur le fait que « [j'étais] *visiblement inquiète et qu'il ne* [savait] *pas comment me rassurer* ». Et l'autre, pleinement conscient de la manœuvre, de le faire aussitôt en me rappelant que mon inscription était acquise depuis notre premier échange d'e-mails et qu'à partir de maintenant la meilleure chose à faire était encore d'attendre… La réponse ainsi que le ton employé m'ont surprise. En l'espace de deux e-mails, nous sommes passés d'une qualité d'échanges à une autre. Strictement informatifs d'abord, ils sont passés ensuite sur un registre plus informel, voire un peu familier, du fait de l'ironie avec laquelle on m'a répondu. Avec le recours à un tiers, la répétition de mon prénom et le ton goguenard, mes interlocuteurs ont choisi de me rassurer tout en me signifiant au passage, de façon bienveillante, qu'ils n'étaient pas dupes des motifs réels de ma démarche puisque je les avais informés de mon travail d'enquête dès le premier e-mail. Ces échanges m'ont permis de comprendre plusieurs choses. La première m'a renseignée sur le type de relation que les membres du réseau entretiennent entre eux. Elles s'établissent rapidement sur le registre interpersonnel et empruntent un style simple et direct où la communication est limitée à l'essentiel puisque le véritable espace de rencontre est le stage. Enfin, j'ai décelé dans cette réponse le degré de proximité culturelle que je partageais avec mes interlocuteurs et,

par-là, leur situation probable dans l'espace social. En effet, toutes les précautions que j'avais prises pour rédiger les e-mails envoyés ne les ont pas empêchés d'accéder à leur sous-texte.

Comme prévu initialement, une semaine avant le début du stage, tous les participants ont reçu un e-mail plus détaillé concernant le contenu, le déroulement et l'organisation pratique du stage. Les informations concernant le fond de la formation (apprentissages) et les objectifs politiques poursuivis par le collectif (création d'une communauté d'activistes) sont mêlées à celles qui concernent sa forme (planning, menus, matériels à emporter, tenues à prévoir). L'e-mail débute par le rappel de l'engagement que les participants ont pris en s'inscrivant au stage vis-à-vis du projet politique porté par le collectif des Désobéissants. L'analyse détaillée de cet e-mail fournit déjà de nombreux éléments concernant le projet et la culture politique du collectif qui, à ce stade de leur démarche, avertit les stagiaires qu'ils s'apprêtent à entrer dans une « *famille* ». La manière dont est rédigé l'e-mail, sur la forme comme sur le fond, laisse une impression d'efficacité en termes d'organisation (planning à la journée, type de connaissances transmises et méthodes d'apprentissages, etc.), mais, plus encore, le sentiment d'une prise en charge globale incluant explicitement le souci des individus jusque dans la dimension domestique (suggestion du covoiturage, préparation et partage de repas communs, veille aux régimes alimentaires spécifiques, détails sur les modalités de couchage), qui participe à l'aspect totalisant de l'expérience du stage.

Bonjour et bienvenus dans la famille des Désobéissants !

Vous avez demandé à participer au stage de formation à l'action directe non violente que nous organisons les 16 et 17 (15 facultatif) février prochains à Nantes.
Ce faisant, vous avez signifié votre soutien à la démarche et aux valeurs décrites dans le manifeste des Désobéissants. Merci et bienvenus !

Le site : http://www.desobeir.net/

I – Objectifs de nos stages

1. La création d'une communauté d'activistes unis par des conceptions du monde proches et des liens de solidarité forts.
2. La diffusion de la culture de l'action directe non violente (désobéissance, principes, techniques, précautions…) auprès du maximum de militants, afin d'accroître l'efficacité de nos campagnes respectives et la sécurité des militants.
3. L'émergence de vocations de formateurs et la formation des formateurs débutants.

Nous venons tous d'horizons et de luttes différents et nous n'avons pas tous le même degré d'expérience, du coup les stages sont des moments uniques de partage et d'échanges vraiment très enrichissants pour tous !

II – Durée du stage
Vendredi soir (15/02) : accueil à partir de 20 h et jusqu'à pas d'heure ; soirée informelle (facultative) pour faire connaissance.
Il est souhaitable d'arriver le vendredi en ayant dîné, ou chacun peut apporter un repas qu'il a confectionné et on met tout en commun. Vous avez le choix.
Samedi (16/02) : début du stage à 9 h. Le planning du stage vous sera donné le jour même.
Dimanche (17/02) : le stage s'achèvera autour de 18 h.

Les repas seront BIO & végétariens. Surtout, si l'un d'entre vous a un régime alimentaire bien spécifique, m'en faire part.

III – Contenu du stage
Le stage se compose de différents ateliers : positionnements philosophiques, jeux de rôle, communication non violente, techniques et bricolage divers, élaboration de projets, sécurité, média training, briefing juridique, clown activisme, mise en situation, etc.
La formation des Désobéissants part du principe que chacun doit être acteur de sa formation, en apportant son expérience et sa réflexion, ses idées et ses envies aux animateurs des ateliers, qui sont eux-mêmes des formateurs et des activistes plus ou moins expérimentés.

IV – Ce qu'il faut amener
Nous sommes hébergés dans une propriété militante écolo. Le site est un vrai bonheur, vous allez l'adorer !!!
Ce qu'il faut pour le couchage (20 lits pour plus de 36 personnes). La répartition se fera tous ensemble. Il est donc très important que chacun apporte :

- **Un duvet chaud ;**
- **Un matelas (gonflable, de mousse…), le plus épais possible ;**
- **Un drap-housse ;**
- **Une taie d'oreiller ;**

- Vos outils d'activiste, si vous avez de l'expérience dans ce domaine ;
- Toute vidéo/DVD/photos… d'actions ;
- Vos documents militants (tracts…) à distribuer si vous voulez ;

- Des vêtements chauds et qui ne craignent plus rien (oubliez l'esthétique !) ;
- Des marqueurs si vous en avez, papier, stylos ;
- Des compléments alimentaires si vous suivez un régime alimentaire autre que classique ou végétarien.

V – <u>Participation aux frais</u>
La participation est de 45 euros tout compris, et je souhaiterais que le stage soit <u>réglé en espèces</u>. Merci de votre compréhension.
Cette somme forfaitaire permet de payer la confection des repas bios, l'hébergement, les frais d'organisation, l'achat de petit matériel, les frais de formation, les activités liées au manifeste…
Tout le monde est bénévole, y compris les animateurs.

VI – <u>Pour s'y rendre</u>
Par la route : je vous transmets l'adresse et les indications pour s'y rendre dans la semaine.
Si vous n'avez pas de véhicule, s'il vous reste de la place dans votre auto, contactez-moi pour l'organisation du **covoiturage.**

Pour tout autre renseignement ou en cas de doute, appelez-moi au 06 ** ** ** **

À très bientôt !

3. Illustration : e-mails envoyés par le collectif Désobéissants aux stagiaires, en préparation de la formation à l'ADNV et la désobéissance civile organisée le 15 février 2008 en Loire-Atlantique.

Arrivée sur le lieu du stage

Comme suggéré dans l'e-mail, j'arrive sur le lieu de stage la veille au soir après le dîner vers 21 h pour faire connaissance avec les autres stagiaires. Les sites qui accueillent les stages sont la plupart du temps situés en zone rurale et offrent un grand espace pour évoluer ainsi qu'une pièce de grande envergure où l'ensemble du groupe – entre 30 et 50 personnes – peut se réunir pour travailler et partager les repas. En été, les stages prennent la forme de campements dans des champs mis à disposition par leurs propriétaires, où chaque participant amène sa propre tente, tandis que les organisateurs ont monté de petits chapiteaux et des tentes *Mess* de façon à organiser et multiplier les espaces de travail en groupes. En hiver, ils sont organisés dans des lieux associatifs ou des gîtes que leurs propriétaires laissent à disposition gratuitement ou pour une somme très modique du fait de la saison.

À mon arrivée, je me dirige spontanément vers la pièce principale de la structure et trouve, attablés par petits groupes, les autres participants et les militants-formateurs que je ne distingue pas encore. L'accueil n'est pas formalisé à proprement parler, mais chaque entrée s'accompagne d'un geste de tous, allant du simple hochement de tête jusqu'à l'invitation à s'asseoir. Des petits groupes de discussion se forment au fur et à mesure des entrées en fonction de réseaux d'interconnaissance préexistants, du mimétisme social et des places

assises encore disponibles. Une fois installés, les présentations entre participants sont aussi succinctes que chaleureuses : on échange les prénoms, l'endroit d'où l'on vient et on commente les conditions de route en attrapant le verre d'eau, de vin ou de thé qui nous est tendu, avant d'enchaîner sur l'aspect agréable des lieux.

Après m'être présentée et avoir stipulé que je viens de Nantes et que c'est mon premier stage, les personnes qui m'entourent font de même, ce qui me donne l'occasion de repérer Jean[129], qui me gratifie d'un sourire complice au moment où je fais le lien entre lui et l'organisateur avec lequel j'ai échangé les e-mails pour l'inscription. Progressivement, les discussions s'étoffent un peu, mais sans jamais prendre une dimension explicitement militante ou politique. On s'interroge mutuellement sur la manière dont on a entendu parler du collectif et ce qui a motivé l'inscription au stage ; ceux qui sont mobilisés dans une cause ou auprès d'un groupe militant en particulier évoquent brièvement leur engagement, tandis que les autres expliquent leur aspiration et leur volonté « *d'aller vers du collectif*[130] ».

Du fait de son lieu d'organisation et de son caractère généraliste, ce stage compte beaucoup de personnes qui font état de leur opposition à la construction de l'aéroport de NDDL. Par comparaison, celui organisé à proximité de Rennes et spécialisé sur la « *grimpe* » rassemblera un nombre conséquent de sympathisants et de militants antinucléaires du fait de sa thématique[131] et de sa proximité avec de nombreuses infrastructures contestées[132]. La composition du public des stages est donc systématiquement influencée par son implantation géographique, sa thématique et l'actualité des luttes collectives locales.

Dans une autre situation, la faible densité des discussions pourrait conduire à créer de légers malaises, mais il n'en est rien. Les arrivées successives, les gestes et mots d'accueil suffisent à ponctuer le temps qui passe et, accessoirement, facilitent le passage d'une conversation à une autre. L'ambiance qui se dégage du groupe est faite de discrétion, de bienveillance et de retenue. Cela conduit les uns et les autres à adopter des comportements et

129. Au cours des stages, mais aussi dans les échanges par e-mails, tous les protagonistes (stagiaires et militants-formateurs) s'interpellent immédiatement par leur prénom. Nous avons conservé ce système dans le récit. Tous les prénoms ont été modifiés afin de préserver l'anonymat des enquêtés.

130. Dans ce récit ethnographique, les propos présentés en italique et entre guillemets sont le fait des participants au stage. La position d'observatrice participante ne nous permettait pas toujours de prendre des notes exhaustives (participation aux jeux de rôle et aux débats en plénière, etc.). Pour faciliter le recueil des données, tous les propos recueillis en dehors du cadre d'entretiens enregistrés ont été systématiquement associés à leur auteur suivant qu'ils étaient militants-formateurs ou stagiaires. Tous les propos cités entre guillemets sont donc a minima rapportés à l'une de ces deux catégories d'acteurs.

131. Les techniques de « grimpe » et de « lockage » sont très prisées par les militants antinucléaires, qui y ont recours pour empêcher l'accès à des sites, interrompre leur fonctionnement en s'y installant ou en entravant la circulation des convois, notamment ferroviaires, en se suspendant au-dessus des voies de chemin de fer.

132. Il s'agit notamment des installations militaires du Finistère, des sites d'enfouissement de déchets du Morbihan et de l'ensemble des infrastructures situées dans la région normande, dont l'EPR et ses installations annexes (ligne THT).

des paroles accueillantes et à montrer de l'intérêt pour ses interlocuteurs – d'où vient-il ? A-t-il fait bonne route ? Est-ce son premier stage ? – sans jamais aller trop loin dans son questionnement, c'est-à-dire sans lui demander ce qu'il fait dans la vie, s'il a des enfants ou encore des passions. L'aspect immédiatement chaleureux des interactions semble être le pendant d'une forme détournée d'évitement social, qui évacue délibérément d'objectiver les situations des uns et des autres, au moins dans un premier temps.

Autre fait remarquable, les conversations évitent soigneusement le sujet des contenus du stage. Le fait que les militants-formateurs, présents dans la plupart des groupes informels, n'abordent pas eux-mêmes le sujet incite sans aucun doute les participants à ne pas s'avancer. Tacitement, tout le monde semble admettre l'idée que le stage commence le lendemain et qu'il serait inutile, sinon dommageable, d'en préempter le contenu avant que tous les stagiaires ne soient arrivés. Ces deux mécanismes montrent l'implicite culturel qui permet aux individus présents de s'entendre au niveau infra-argumentatif, de façon à ne pas court-circuiter le fonctionnement du stage et, plus encore, d'être à l'aise dans des échanges qui se déroulent sur le seul registre phatique.

Le temps s'écoule doucement dans cette ambiance bienveillante, volontaire, mais encore éparpillée. Il est 22 h 30 quand je demande à pouvoir aller me coucher. J'entraîne dans mon sillage trois des personnes avec lesquelles je suis attablée. J'installe mes affaires dans un des chalets présents sur le site. Il se compose d'une chambre équipée d'un lit deux places, d'une salle de bains munie de toilettes sèches et d'une petite pièce d'entrée où trônent une table, deux chaises, un frigidaire et un téléviseur. Je suis bientôt rejointe par une autre femme de mon âge. Les places de couchage étant en nombre limité, les militants-formateurs ont suggéré une répartition qui permet d'utiliser au mieux les infrastructures, en veillant à séparer les hommes et les femmes. Sans plus de cérémonie, nous nous installons toutes les deux de part et d'autre du lit, chacune enveloppée dans son duvet.

L'entrée en matière

Le début du stage est programmé à 9 h, mon réveil sonne à 7 h 30. Le petit matin me permet de découvrir les lieux plus avant. La seule configuration des lieux de stage en dit long sur le réseau militant du collectif Désobéissants et les sensibilités des stagiaires. Le gîte rural qui nous accueille s'organise autour d'un bâtiment principal et d'une dizaine de petits chalets répartis dans un cadre verdoyant façonné par l'activité agricole. Il affiche une orientation écologiquement responsable par les matériaux de construction privilégiés (bois, pierres, matériaux de récupération), la présence d'une éolienne, de toilettes sèches et de récupérateurs

d'eau, ainsi que de panneaux d'informations qui détaillent le processus qui a permis d'atteindre l'équilibre entre production et consommation d'énergie en 2005 et la diminution par deux de la consommation d'eau[133].

Trouver un lieu capable d'accueillir les stagiaires et offrant la configuration minimale pour travailler (salle de réunion, couchages, espaces extérieurs) est un souci récurrent pour les formateurs du réseau Désobéissants. Les formations étant organisées sur l'ensemble du territoire français, les militants-formateurs sont partiellement délocalisés lorsqu'ils arrivent sur un lieu de stage. Lors de la préparation des sessions de formation, ils mobilisent autant que possible leur propre réseau, et, s'ils n'ont pas de pistes, en appellent directement aux futurs stagiaires par e-mails pour qu'ils leur suggèrent des lieux ou des noms de personnes susceptibles d'accueillir le stage dans leurs locaux (hiver) ou sur leurs terres (été). Cette manière de procéder traduit le besoin et le souci qu'a le collectif d'entrer en relation avec les réseaux préexistants afin de profiter des dynamiques militantes locales lorsqu'elles existent.

Il est 8 h. À mon arrivée dans la grande pièce, les lieux sont installés de façon à accueillir les stagiaires pour un petit déjeuner échelonné sur 45 min. Au menu : thé, café, lait chaud, pain, beurre et autre confiture, le tout biologique et, autant que possible, produit dans les environs. Chaque participant est invité à se servir à volonté, à débarrasser et nettoyer sa place avant de faire la vaisselle qu'il a utilisée dans les bacs laissés en évidence à proximité de la cuisine. Les stagiaires s'installent progressivement, se saluent et déjeunent sans plus de bavardage après les politesses d'usage. Partager le petit déjeuner permet aux stagiaires de faire plus ample connaissance. Néanmoins, chacun vaque à ses occupations et à ses routines matinales afin d'être prêt pour le début officiel du stage.

Les stagiaires qui n'ont pas profité de l'hébergement de la veille arrivent progressivement un peu avant 9 h. Sur demande d'un des militants-formateurs, ils écartent les tables et disposent les chaises en rond face à un tableau. Vers 9 h, tous les participants sont invités à s'asseoir. Je repère Jean, l'un des militants-formateurs, qui s'est installé près du paperboard. Il prend immédiatement la parole, se présente en tant que militant antinucléaire, désobéissant et formateur. Il transmet aussitôt la parole aux autres formateurs répartis parmi les stagiaires, qui en font autant et précisent, le cas échéant, s'ils vont occuper des fonctions spécifiques durant le stage (trésorier, cuisinier, etc.). Il cède ensuite la parole au propriétaire

133. Lors du stage organisé près de Rennes, le groupe est installé dans un champ qui jouxte immédiatement un ancien corps de ferme. Les organisateurs du stage ont installé des toilettes sèches en faisant appel à des associations de leur connaissance, tandis que les propriétaires ont mis à disposition du groupe des fours solaires de fabrication artisanale et des panneaux solaires reliés à des batteries, pour stocker l'énergie accumulée dans la journée afin de l'utiliser une fois la nuit tombée.

des lieux, qui nous souhaite la bienvenue, explique en deux mots les raisons pour lesquelles il a choisi d'accueillir le stage – affinité avec le projet politique du collectif et opposition à la construction de l'aéroport de NDDL – et nous souhaite une bonne journée. Remerciement général.

Jean reprend la parole pour nous présenter rapidement la démarche du collectif des Désobéissants et les objectifs des stages de formation, en s'appuyant sur le texte du manifeste. Il précise ensuite le programme des deux journées de formation, organisées par plages horaires et par thèmes, en précisant les cas où les stagiaires travailleront en plénière ou en groupes. Il présente ensuite le règlement intérieur valable durant la durée du stage. Ce document fixe les conditions d'utilisation des dortoirs, les horaires des repas, la répartition des tâches domestiques (préparation des repas, vaisselle, nettoyage de la salle principale, gestion des déchets, des toilettes sèches, rangement des matériels, etc.) et rappelle quelques règles de cohabitation (pas de bruit après 22 h 30 dans les dortoirs, etc.). Des exemplaires du programme et du règlement sont affichés à l'entrée du bâtiment principal de sorte que chacun puisse s'y reporter en cas de besoin. Jean revient ensuite brièvement sur le contenu de chaque atelier en cédant volontiers la parole aux autres militants-formateurs lorsque ces derniers souhaitent ajouter des informations. Il clôt les 30 min de présentation en précisant que chaque participant doit être « *acteur de sa formation* » et que si « *les militants-formateurs ont des expériences et des connaissances à partager* » il appartient à chacun d'apporter les siennes au pot commun.

Après avoir accordé un temps pour répondre aux éventuelles questions, Jean propose d'organiser un tour de table pour faire les présentations. Le groupe se compose d'une trentaine de stagiaires et de six militants-formateurs. Deux par deux, les stagiaires sont invités à se présenter rapidement l'un à l'autre par leur prénom, leur ville de résidence, leurs engagements éventuels et leurs attentes vis-à-vis du stage. Cinq minutes plus tard, le tour de table commence. Chaque personne est présentée par son voisin. Durant le tour de table, chacun veille à présenter son voisin et, indirectement, lui-même, sous son meilleur jour et accorde ensuite de l'attention à la présentation des autres. Cette manœuvre oblige chacun à se faire le relais de la parole d'un stagiaire au bénéfice de tous les autres et, ce faisant, à adopter une perspective collective qui facilite la construction du groupe de travail. Un quart d'heure suffit à ce que tous les stagiaires soient présentés les uns aux autres. Un second tour de table est accordé pour que chacun puisse apporter des précisions s'il le souhaite.

Sous couvert de bon sens et de ludisme, la présentation des formateurs, la communication du règlement intérieur et du programme du stage, la précision du fonctionnement souhaité dans le groupe et les jeux de présentation amènent les participants à se rapprocher les uns des autres et à se constituer en tant que collectif. Le recours à ces outils didactiques et pédagogiques caractéristiques des mouvements d'éducation populaire et l'aisance avec laquelle les militants-formateurs les utilisent montrent qu'ils n'en sont pas à leur coup d'essai et dévoilent une partie du bagage culturel et militant qui est le leur.

Le vif du sujet : débats et prise de décision collective

9 h 50, le premier atelier est intitulé « *Communication non violente et consensus* ». Une nouvelle page du paperboard est dévoilée ; et un polycopié[134], distribué à chaque stagiaire. Deux animateurs assurent la direction de cet atelier et nous présentent les bases d'un système de communication censé faciliter la discussion et, ce faisant, la prise de décision collective[135]. Les deux animateurs nous disent poursuivre plusieurs objectifs : offrir des moyens pratiques aux stagiaires pour organiser et participer à des discussions collectives afin d'aboutir à la réalisation d'actions militantes et, accessoirement, doter le groupe de travail d'une méthode de discussion et de régulation des échanges qui aura cours durant le stage.

L'outil de la CNV se présente comme un ensemble de gestes simples, faciles à exécuter et à interpréter, auxquels sont associées des propositions qui permettent d'exprimer des opinions visibles de tous au cours d'un débat tout en restant silencieux. Un doigt levé signifie réclamer la parole. Deux doigts levés signifient qu'on pense détenir la solution à la question ou au problème posé et qu'on réclame la parole immédiatement, sous-entendu en contournant les tours de parole, pour la présenter rapidement. Le geste qui consiste à *mouliner* avec ses deux mains est là pour signifier à l'orateur qu'on a compris son propos et qu'il peut abréger, qu'il se répète ou que le débat tourne en rond dans son ensemble. Former une pyramide au-dessus de sa tête revient à réclamer le silence, sachant que chaque personne qui se joint à cet appel doit aussitôt reproduire ce geste en silence de sorte que ce dernier se propage à toutes les personnes présentes.

Nous lisons collectivement le document et exécutons un à un les gestes préconisés en en rappelant le sens. Pour ce faire, un des formateurs rappelle la consigne de communication en mimant le geste, puis le second fait une proposition orale en tirant un exemple de son

134. La plupart des polycopiés distribués aux stagiaires sont des photocopies de pages tirées de la littérature militante et/ou récupérées à partir de sites Internet ayant la même vocation. Parmi les plus connus, on citera : BABA Morjane, *Guérilla kit. Ruses et nouvelles techniques des luttes anticapitalistes*, La Découverte, Paris, 2003.

135. URFALINO Philippe, « La décision au consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLV, n°136, 2007, p. 47-70.

expérience militante pour inciter les participants à se positionner. Les exemples ne sont visiblement pas choisis au hasard et visent tantôt à consolider le groupe en lui rappelant ce que ses membres ont en commun, tantôt à dévoiler les lignes de partage et de clivage qui les séparent potentiellement. La proposition « *je suis contre la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes* » rassemble un nombre de suffrages positifs (mains agitées et levées vers le haut) qui ne souffre aucun appel. Dans la même logique, celle qui préconise de « *je pourrais m'en prendre physiquement aux ouvriers qui viendront travailler sur le chantier* » trouve le même type d'écho, mais sur le versant négatif (mains agitées et positionnées vers le bas).

Au fur et à mesure, les propositions se complexifient pour faire place à des questions plus difficiles à trancher. Par exemple, « *il est normal que les militants qui connaissent le mieux le sujet parlent le plus souvent et/ou le plus longtemps* » ou encore « *lorsqu'il faut prendre une décision, la majorité l'emporte* ». Dans ce cas précis, les réactions spontanées par la négative ont laissé place à un temps d'hésitation partagé par la majorité des participants, avant que le groupe ne finisse par se répartir entre ceux qui sont définitivement contre cette affirmation et ceux qui expriment un doute (mains agitées horizontalement devant soi). Après avoir proposé de nouveaux exemples tirés de leurs expériences, dont une partie de situations difficiles à trancher, les militants-formateurs expliquent qu'aboutir à une décision collective est un travail en soi et que les militants y consacrent, de façon générale, beaucoup de temps et d'énergie.

La préconisation d'utiliser la CNV est complétée par l'idée de désigner des régulateurs qui accompagnent les débats. Le « *gardien du temps* » veille à l'avancée des débats en les interrompant pour synthétiser le contenu évoqué jusque-là et inciter à l'aboutissement. Le « *modérateur* » intervient quand il le souhaite ou en priorité pour réorienter l'objet de la discussion sur la question initialement posée ou désamorcer un conflit qui fige le débat. Enfin, le « *distributeur de parole* » est chargé de relever dans l'ordre les prénoms de ceux qui souhaitent intervenir, de donner la parole à ceux qui la réclament immédiatement par le signe approprié et encore d'inciter ceux qui ne se sont pas exprimés à intervenir.

METHODE DE DISCUSSION (SOUPLE ET ADAPTABLE)

PRINCIPE

Nous vous proposons quelques éléments de méthode pour faciliter la discussion et la prise de décision. Les décisions peuvent être prises par une minorité, par une majorité, ou collectivement : par consensus. Le consensus part du principe qu'on est plus intelligent à tous en réseau qu'au même nombre en compétition. Le consensus ne consiste pas à s'entendre sur tout, il ne vise pas la négation des conflits d'idées ou de pouvoir. Il s'agit de se mettre d'accord sur des objectifs communs, puis de façonner progressivement des propositions : les informations et objections sont synthétisées pour atteindre une décision acceptable pour tous. Y parvenir requiert de la part de chacun bonne foi, participation, effort intellectuel pour chercher à comprendre les enjeux, volonté de parvenir au consensus. « Ce n'est pas la règle qui nous garde mais nous qui gardons la règle»

ROLES

Facilitateur

Aide au processus de formation d'ateliers et à la construction du consensus. Ne donne pas son avis.

Scripte

Écrit les suggestions, les inquiétudes et les décisions consensuelles, sur un papier affiché visible pour tout le monde. En atelier, est chargé de rapporter informations et propositions finales en plénière. Il s'engage à mettre ses notes au propre pour participer au compte-rendu de la rencontre.

Gardien du temps

Se sent responsable pour faire respecter le temps de discussion convenu. Dans les ateliers, prévient de l'imminence de la fin du temps pour permettre une lecture du compte-rendu dans l'atelier.

Distributeur de parole

Distribue la parole dans l'ordre des mains levées en principe. Peut donner, ou non, la parole à une personne qui aura levé les deux index.

LES SIGNES

Les signes permettent de ne pas se couper pas la parole.

Signe d'accord en agitant les mains

Il permet de repérer d'un regard le niveau de consensus qui se dégage au fur et à mesure que les propositions sont faites. Il évite l'applaudimètre et la répétition des idées.

Index levé

Pour demander la parole.

Deux index levés

Demande de parole pour pouvoir intervenir immédiatement et brièvement, de façon à apporter une précision suite à une intervention.

Moulin des mains

Signifie que l'intervention traîne en longueur.

T composé avec les deux mains

Problème technique, ne concerne pas les idées mais l'aménagement de l'espace de discussion.

Point levé

Block : je quitte le projet si mon opinion n'est pas prise en compte. Le block m'impose de participer à l'atelier ou au comité qui traitera de ce problème délicat.

TRUCS

Pour un consensus rapide et une économie d'énergie :

Je multiplie mon temps de parole par le nombre de participants autour de la table, et j'obtiens le temps que durera la réunion si tout le monde parle autant que moi. Je ne parle pas pour me faire plaisir, je ne répète pas ce que d'autres ont déjà dit et je ne rentre pas dans les détails de votre argumentation.

Tout le monde est responsable de la prise de décision consensuelle. Lorsqu'un accord est trouvé, il doit être mis en œuvre sans être toujours rediscuté.

Il faut savoir faire confiance à l'intelligence de tous et à la capacité des ateliers à prendre en compte toutes les objections imaginables.

4. Illustration : polycopié synthétisant les savoir-faire relatifs à la discussion et à la prise de décision collective, distribué lors du stage de formation animé par le collectif Désobéissants

La suite de l'atelier consiste en un débat outillé par la CNV sur la question de la prise de décision collective, des différentes méthodes et outils qui permettent d'y parvenir. C'est

l'occasion pour chacun d'évoquer des expériences passées, des cas particuliers ou encore des opinions sur le sujet. Conformément à la sensibilité politique libertaire que j'ai identifiée chez les militants des OPNC, les exemples proposés interrogent la question de la délégation du pouvoir dans les collectifs de lutte. Qui pose le problème ? Comment organiser la prise de parole ? Comment éviter que certaines personnes monopolisent le débat, malgré elles ou non, du fait de leur position d'influence dans le groupe ou de leur expertise sur un sujet donné ? L'influence de ces personnes est-elle toujours nuisible au groupe ? À l'inverse, comment inciter les personnes qui ne prennent pas ou peu la parole à s'exprimer ? Comment éviter la confrontation trop brutale des points de vue et les dépasser pour aboutir à un compromis ? Comment composer avec « la violence symbolique[136] et les effets de pouvoir » inhérents à l'existence d'un groupe et aux inégalités qui le structurent ?

Globalement, le recours à la CNV porte ses fruits et contribue à désencombrer la discussion. L'effet de régulation, si infime soit-il, apparaît surtout du point de vue des auditeurs qui, parce qu'ils ont la possibilité d'exprimer leur position aux yeux de tous en temps réel, semblent visiblement moins tentés d'entrer dans la contradiction au coup par coup, évitant ainsi la dynamique de ping-pong qui noyaute souvent les débats. Il est aussi visible chez les orateurs qui ne peuvent ignorer les signaux émis et s'en servent pour ajuster leur propos en temps réel. Enfin, il oblige les uns et les autres à réguler leur propre prise de parole, la possibilité qu'ont les participants de signifier le manque d'intérêt du propos s'avérant dissuasive.

Malgré le support de la CNV, le débat s'enlise du fait de la complexité inhérente à la question de la prise de décision collective. C'est le moment que choisit un des formateurs pour rappeler que cet outil n'est efficace que lorsqu'il est mobilisé par un groupe de taille restreinte et dans le cadre du traitement d'une question précise dont les enjeux sont a minima compris par tous : par exemple, la préparation d'ADNV.

Les militants-formateurs abordent ensuite une autre dimension de la discussion collective : le mécanisme de validation des décisions. Conformément à leur culture politique libertaire, et de façon plus terre à terre, aux modes d'action qu'ils plébiscitent, les formateurs répondent à cette question sur deux registres différents. Sur le premier aspect, ils différencient les principes du « *consensus* » et du « *compromis* » en plaidant largement pour le premier. À ce moment de l'atelier, ils sont les seuls à parler, même si des mains s'agitent

136. Au cours de ce débat, les stagiaires ont régulièrement employé le terme « violence » tandis que les militants-formateurs, Jean en particulier, utilisaient celui de « violence symbolique ». Nous discuterons dans les chapitres suivants de ce dont témoigne l'usage de ce concept du point de vue de l'origine sociale des militants entrepreneurs de cause et de la mobilisation des connaissances scientifiques dans une perspective militante.

régulièrement dans l'auditoire pour émettre un avis sur ce qui est dit. Le « *consensus* » est présenté comme relevant d'une adhésion collective consciente, c'est-à-dire pleine et entière vis-à-vis d'une proposition précise dans le cadre d'un débat donné. Validée par un consensus, une décision est présentée comme ayant l'avantage de fédérer les individus, y compris au niveau symbolique, par des liens d'engagement réciproques très puissants. Dans ce cas, non seulement la cohésion du groupe est censée être réaffirmée au moment de l'établissement du consensus, mais elle est aussi censée rester plus solide en cas de fragilisation de cette position par une intervention extérieure. Concrètement, cette unanimité contribuerait à conforter et, le cas échéant, à sécuriser les militants au cours d'une ADNV. Le « *compromis* » est ensuite présenté de façon plus circonspecte, mais pas unilatérale pour autant. Les formateurs insistent pour dire qu'il a son efficacité propre, mais que, par définition, il résulte d'un amendement ou d'un recul sur ces idées consenties par certains membres du groupe dans l'objectif d'aboutir. Les formateurs signalent que cette nécessité s'impose d'autant plus aux individus qui ont des opinions minoritaires ou encore qui ne font pas partie des membres les plus influents du collectif. De leur point de vue, le compromis comporte une notion de frustration et peut donc être porteur d'un risque de fragilisation du groupe. Ils insistent sur le fait que cette seule tension peut suffire à désorganiser le collectif lors de la réalisation d'une ADNV, et finalement à désolidariser les militants au moment où ils ont le plus besoin de compter sur la cohésion de groupe. Les militants-formateurs précisent ensuite qu'il n'y a parfois pas d'autre solution que de recourir au compromis et que cela peut même constituer une étape vers la construction du consensus ; l'important étant que les militants aient conscience que la méthode employée a nécessairement des effets sur la qualité des liens qui les rassemblent à un moment donné. Pour conclure, les formateurs expliquent que la voie du consensus est sans aucun doute la plus difficile à emprunter et que sa recherche représente un coût supplémentaire pour les collectifs de lutte, qui sont obligés de consacrer encore plus de temps à l'élaboration des décisions collectives alors que celui des militants est souvent compté.

Progressivement, les formateurs passent d'un propos théorique à un autre, plus pratique et nourri d'exemples. L'un des formateurs explique que l'usage de la CNV est un outil intéressant dans le processus de prise de décision, puisqu'il permet de sonder les différents points de vue et leurs évolutions au cours de la discussion sans pour autant que ces derniers aient à s'affronter directement. Il affirme ensuite que la recherche du consensus a pour but de se mettre d'accord sur une base commune, sur le partage d'une décision a minima qui scelle le collectif sans trop frustrer les individualités. Par cette simple phrase, le formateur sous-

entend que les participants à un débat ne sont pas obligés de se mettre d'accord sur tout, étant à peu près entendu que c'est impossible, du moment qu'ils le sont sur l'essentiel. De cette situation, le formateur dit qu'elle oblige le plus souvent à aller vers « *une troisième voie* » qui permet de satisfaire l'ensemble des parties en présence. Un autre formateur lui emboîte le pas pour expliquer que la recherche du consensus a aussi ses pièges et qu'elle peut se transformer en compromis déguisé en prenant la forme du « *consensus mou* », c'est-à-dire d'une adhésion par défaut qui ne présente pas les mêmes qualités. Pour éviter cet écueil, les formateurs préconisent d'acter les décisions intermédiaires le plus régulièrement possible afin que la discussion puisse toujours reprendre à un point consensuel précédent en cas de « blocage » ou de « décrochage ». Un autre formateur prend ensuite le relais et explique qu'au cours d'un débat le « *décrochage* » se traduit par le fait qu'une partie des participants se retirent progressivement et silencieusement de la discussion et, finalement, du projet commun. Dans le cas de la préparation d'une ADNV, elles ne critiquent pas et ne s'opposent pas à sa mise en œuvre, mais n'étant pas convaincues se retirent purement et simplement de sa réalisation : ce sera sans elles. Il conclut son propos en disant que les collectifs de lutte peuvent rarement s'offrir le luxe de laisser des militants sur la touche, que ces situations signalent souvent l'existence de malentendus dommageables pour le groupe, mais aussi des manques ou des écueils dans la préparation de l'action qu'il est important d'identifier pour y remédier avant sa réalisation.

Dans un troisième temps, les formateurs se font plus insistants et présentent la prise de décision par consensus comme un quasi impératif dans le cas du montage d'ADNV. La mise en œuvre de ce type d'action, souvent par un petit nombre d'individus, implique, selon eux, une grande cohésion du groupe et un niveau élevé de détermination individuelle, sachant que l'un doit alimenter l'autre. Dans cette perspective, les collectifs et les militants doivent avoir conscience que le niveau de cohésion qui fait leur force est aussi potentiellement leur talon d'Achille. En effet, la défection d'un membre, le débordement d'une personne ou encore une sortie du scénario initial sont présentés comme pouvant « *fusiller l'action* », mais aussi « *mettre en danger les autres membres du groupe, que ce soit au niveau physique ou juridique* ». De ce point de vue, partir sur la base d'une action dont le principe, les objectifs et le déroulement sont actés par consensus, est présenté comme un facteur de sécurisation des militants. Tous les éléments sont tenus pour dits, compris et validés par chacun des membres du groupe, qui savent donc comment se comporter au cours de l'action, notamment les uns vis-à-vis des autres. Le mot d'ordre est qu'une action bien préparée, même si elle ne permet pas d'atteindre tous les objectifs, ne nuit ni à la cause ni aux militants qui la défendent. A

contrario, un manque de préparation ou de cohésion pourrait avoir des effets contre-productifs en rendant le message illisible ou en exposant les militants à des situations inextricables qui risquent de les pousser vers la sortie de l'action ou du collectif. Les formateurs invoquent de nouveau des exemples tirés de leurs expériences pour illustrer tantôt le besoin de cohésion du groupe militant en action, tantôt ce qui peut le fragiliser, en continuant d'argumenter au passage en faveur d'une préparation d'action actée par le consensus.

Les formateurs ne font pas l'impasse sur les difficultés que soulève cette option et proposent des contre-exemples. Ils évoquent le risque du consensus mou, les cas où des décisions doivent être prises en urgence et incombent le plus souvent à l'instigateur de l'action ou au militant le plus expérimenté du fait de l'impossibilité d'organiser un débat digne de ce nom. Ils proposent aussi le cas où, face à une décision épineuse, la majorité des militants choisissent de ne pas se prononcer, ce qui a pour conséquence d'obliger les militants les plus aguerris à trancher et de renforcer leur position d'influence au sein du groupe. Loin d'en appeler à une vision naïve de l'exercice de la démocratie directe, les formateurs argumentent en faveur du consensus – estimant que c'est la seule voix tenable à long terme – tout en mettant au jour les difficultés qu'implique ce choix et en suggérant le recours à des méthodes pour y remédier partiellement.

Après ces discussions sur la question de la gouvernance des collectifs de lutte, les formateurs déclarent la première pause de la journée. Les fumeurs sortent quelques minutes tandis que les autres stagiaires restent au chaud. Les discussions informelles s'engagent plus facilement que la veille, le stage a officiellement débuté et les premiers ateliers offrent des sujets de conversation inépuisables aux participants.

Je profite de ce moment de pause pour faire le point sur la composition du groupe. Il est organisé autour de 6 formateurs, dont 3 hommes et 1 femme, effectivement mobilisés dans les divers ateliers, et 2 autres hommes qui se concentrent sur l'organisation pratique et les tâches domestiques. Quelques mots échangés avec l'un des militants-formateurs m'informent qu'ils discutent ensemble quotidiennement du programme, du contenu de la formation et du fonctionnement du groupe de stagiaires. Parmi les 30 stagiaires, seule une poignée ne semble pas déjà faire partie d'un groupe militant. Tous les autres semblent se connaître, au moins de vue, par collectifs de lutte inter ou juxtaposés. Le fait que nous soyons à proximité de NDDL et, ce faisant, tout proche d'un lieu qui concentre les intentions militantes locales, n'y est sans doute pas pour rien. Le groupe se répartit en trois classes d'âge : 7 personnes ont entre 20 et

30 ans ; 22 personnes, soit la majorité, sont âgées de 30 à 55 ans, enfin, 1 seule dépasse les 65 ans.

Durant le tour de table de présentation, la plupart des stagiaires ont mentionné défendre une cause et témoignent d'un engagement récent ou ancien dans un groupe politique informel et/ou une organisation collective ayant pignon sur rue (collectifs antinucléaires et anti-OGM[137], COPAIN 44, ACIPA, RESF, Confédération paysanne, CGT, Syndicat SUD-Solidaire, etc.). Parmi eux, certains ont déjà participé à un stage de formation proposé par le collectif des Désobéissants. Globalement, les militants actifs affirment venir chercher des méthodes et des principes d'action afin d'alimenter et/ou de renouveler leur lutte en en renforçant la portée. Dans le groupe des plus jeunes, qui sont aussi les moins expérimentés politiquement, les stagiaires sont à la fois moins diserts et plus flous sur les objectifs qu'ils poursuivent à travers le stage. L'observation et l'attention accordées aux conversations informelles permettent cependant d'avancer qu'ils sont souvent en quête de la confirmation d'un possible politique et militant qui, sans se désintéresser du collectif, est recherché dans un premier temps pour eux-mêmes.

Jeux de positions et d'opposition

Il est 10 h 30, les stagiaires sont invités à se séparer en deux groupes équivalents pour le prochain atelier. Je quitte temporairement les stagiaires dont je suis la plus proche depuis le début et m'engage dans le groupe qui va travailler à l'extérieur. Deux formateurs nous accompagnent pour l'atelier « *Positionnement philosophique* ». L'un d'entre eux installe des affiches aux quatre points cardinaux. L'espace est borné par les propositions « *violent* » et « *non-violen*t » d'une part, et « *je le fais* », « *je ne le fais pas* » d'autre part. L'exercice consiste à se positionner dans l'espace ainsi défini selon son point de vue personnel par rapport à une situation concrète énoncée par les formateurs. Chacun est ensuite amené à expliquer son point de vue et à écouter celui des autres, sachant que l'on peut changer de position à tout moment. Les formateurs proposent des cas concrets d'actions directes, formulés en une

137. Dans le cas des collectifs antinucléaires et anti-OGM, il n'y a pas ou peu d'adhésion formelle aux associations loi 1901, mais une participation régulière aux événements et réunions militants organisés, localement ou non, sur ces sujets. Le collectif COPAIN 44, ou Collectif des organisations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport, est une organisation paysanne informelle qui rassemble des exploitants agricoles par département. Les exploitants agricoles opposés à la construction du projet d'aéroport se rassemblent autour de l'idée que les terres arables doivent être dédiées en priorité à la production de denrées alimentaires selon des pratiques respectueuses de l'environnement et, ce faisant, la défense et la valorisation de leur profession. L'ACIPA réunit les opposants locaux au projet aéroportuaire dont les résidents des communes limitrophes du projet d'aménagement et de l'actuel aéroport de Nantes Atlantique qui craignent, notamment, les conséquences du projet sur leur environnement immédiat. L'acronyme RESF signifie « Réseau éducation sans frontières ». Ce réseau rassemble des organisations qui luttent contre la reconduite à la frontière d'enfants scolarisés en France, qu'ils soient étrangers ou nés en France de parents étrangers. La CGT est un des deux principaux syndicats de travailleurs en France.

phrase simple, qui balaient toute la palette des modes d'action utilisés par les militants Désobéissants.

Partiellement conscient de l'homogénéité sociale et politique qui le caractérise, le groupe est enthousiaste. L'exercice apparaît a priori d'autant plus facile que les catégories proposées sont larges et que chacun est convaincu du caractère univoque des termes affichés et des situations évoquées. Le premier exemple concerne le fauchage volontaire d'une parcelle de terre semée de plants OGM. Le groupe migre assez rapidement pour se positionner entre les affiches « *non-violent* » et « *je le fais* ». Les formateurs interrogent un stagiaire et lui donnent la parole tandis qu'une partie des autres membres du groupe agitent les mains vers le haut pour signifier leur adhésion. Le cas fait manifestement consensus. Les formateurs proposent ensuite celui d'un fauchage clandestin organisé de nuit. Ici, l'acte est formellement le même, mais la manière dont il est mis en œuvre le fait sortir du strict cadre de la désobéissance civile. Le groupe met un peu plus de temps à se positionner. Une partie reste là où il est « non-violent » et « je le fais », l'autre reste du côté « je le fais », mais migre du côté « violent ». Une personne de chaque groupe est invitée à s'exprimer. Ceux qui considèrent l'action comme « violente » argumentent sur l'importance de respecter le principe même de désobéissance civile, non seulement pour faire avancer la cause, mais pour éviter de lui nuire en prenant le risque de faire passer les militants pour de simples délinquants. Ceux qui la considèrent totalement légitime défendent la possibilité pour les Faucheurs volontaires de ne pas systématiquement s'exposer au risque d'interpellation et de condamnation afin de poursuivre leur lutte. Sans plus tarder, les formateurs reprennent l'exemple du fauchage en précisant qu'il a lieu en présence du producteur. Le groupe se repositionne, la majorité se place dans la zone « violent » et « je le fais ». Les autres stagiaires se sont positionnés dans l'espace « non-violent » et « je le fais ». Ceux-là argumentent au sujet de la nécessité d'agir et de l'aspect matériel des semis, tandis que les premiers abondent sur la nécessité d'agir tout en plaidant pour la prise en compte de la souffrance morale que constitue la destruction des fruits de son travail pour le producteur.

D'autres cas permettent aux militants de se positionner et au groupe d'en apprendre plus sur lui-même, tels que la participation à une grève de la faim en tant qu'aidant, puis en tant que gréviste ; le taguage d'une entreprise, l'occupation d'un bâtiment alors que des salariés sont à l'intérieur, la séquestration d'un dirigeant ; le sabotage d'engins de chantier ou de magasins ; l'installation d'un piquet de grève, la dissuasion de travailleurs non grévistes par des prises à partie personnelles et des insultes, etc. Malgré l'absence évidente d'unanimité, le

groupe se révèle néanmoins fédéré, car les militants sont systématiquement alignés par rapport à l'une ou l'autre des quatre balises. Quand tous estiment qu'un champ d'OGM peut légitimement être fauché, quelles que soient les conditions – fauchage clandestin, présence du producteur –, ils ne sont cependant pas d'accord sur la qualification du niveau de violence, fût-elle symbolique, qu'implique cette situation. À l'inverse, lorsqu'il est question de tenir un piquet de grève de façon à empêcher des salariés non grévistes de passer, tous s'accordent pour reconnaître un niveau élevé de violence, mais se séparent ensuite sur la question de le faire ou non.

De façon plus discrète, voire tacite, l'exercice révèle aussi la nécessité de tenir compte des variables individuelles dans la mobilisation collective. Ces dernières se présentent généralement sous les traits de limites infranchissables pour certaines personnes avec lesquelles le groupe doit pouvoir composer s'il veut maintenir sa cohésion. De fait, la participation à des actions directes, fussent-elles non violentes, implique souvent un niveau d'engagement personnel – physique ou moral – important et peut rapidement conduire les militants à leurs limites. Durant cet atelier, des positions se sont avérées non seulement irrecevables, mais encore insoutenables pour certains stagiaires. Ainsi, le fauchage d'un champ devant le producteur est venu heurter 1 ou 2 personnes sur un registre suffisamment profond pour que l'ensemble du groupe perçoive qu'à ce niveau il ne s'agissait plus d'une discussion politique, mais d'une limite d'autant plus infranchissable qu'elle relève de l'intime. La question de la participation à une grève de la faim, interrogeant très directement le rapport au corps, a suscité le même type de réactions chez 2 personnes, qui ont maintenu leur position en rejetant comme violent et infaisable autant leur participation en tant que gréviste que la seule assistance portée à ces derniers.

Tout en suscitant de l'intérêt, l'exercice déstabilise quelque peu le groupe en général et chacun de ses membres en particulier. Ici, le but des formateurs n'est pas de faire valider ou invalider la pertinence ou la légitimité d'un mode d'action, mais bien plutôt de révéler l'ensemble des positionnements qui peuvent coexister au sein d'un groupe pourtant caractérisé par une certaine homogénéité. En droite ligne de l'atelier sur la CNV et du choix entre consensus et compromis, celui consacré au positionnement philosophique a permis de révéler au groupe les lignes de démarcation qui le structurent. Cet exercice obéit d'ailleurs à la même logique que les précédents puisque des individus que tout semble rassembler sont invités à se projeter dans une action directe donnée et à prendre position individuellement sur le rôle qu'ils pourraient assumer dans ce cadre. En révélant l'ensemble de variations possibles

à l'égard d'une même proposition, l'atelier démontre indirectement l'importance de la préparation des actions et l'impossibilité d'accorder systématiquement tous les points de vue.

11 h 45, les deux militants-formateurs proposent de passer à l'exercice suivant. Le demi-groupe est séparé en deux, chacun accompagné par un des animateurs. Les stagiaires du groupe dans lequel j'évolue se voient confier le rôle d'agents de police et/ou de CRS dont la mission est de sécuriser une parcelle de terre. Nous aurons affaire à un groupe de militants dont l'objectif est de franchir notre cordon pour aller faucher un champ d'OGM selon le principe de l'ADNV. Nous avons pour consigne de ne pas laisser avancer les militants sans pour autant avoir recours à la force ou à des interpellations. C'est concis, mais précis. Les deux groupes échangent quelques regards et s'avancent les uns vers les autres pour engager l'opposition. Nous sommes respectivement 5 policiers et 5 militants. Les animateurs nous donnent la consigne de nous adresser uniquement à la personne située en face de nous pour éviter d'acculer l'une d'elle en particulier. Les corps se font face à distance raisonnable ; les regards vissés les uns dans les autres affichent une franche détermination, mais sans agressivité. Légèrement à l'écart, chaque formateur surveille de près le groupe qu'il a accompagné jusqu'ici.

Au début de l'exercice, mes comparses et moi-même adoptons quasi automatiquement une attitude rectiligne. D'abord espacés les uns des autres, les pieds bien ancrés dans le sol, nous gardons nos mains près du corps – à défaut de savoir quoi en faire – et adoptons une mine de circonstance faite de détermination douce. En face, les militants semblent sonder la situation. Les forces de l'ordre sont-elles déterminées ? Sont-elles soudées ? Y a-t-il une faille ? Ni moi ni les autres policiers de circonstance ne nous sentons obligés de parler. En revanche, les militants commencent à parler, d'abord entre eux, puis à lancer des mots d'ordre à la cantonade. Rapidement, une partie des commentaires passe des mots d'ordre à l'interpellation en prenant à témoin, puis à partie, les policiers devant « *l'injustice de la situation* » et leur « *complicité de fait* ».

Quelques secondes passent, les slogans et les prises à partie individuelles se normalisent. La tension monte d'un cran. Personnellement, je me retrouve face à un homme suffisamment grand et prêt de moi pour m'obliger à légèrement lever la tête. Je suis en posture défavorable, je le sais, il le sait et il en use. J'ai le réflexe de lui parler, il recule donc légèrement pour me regarder dans les yeux. Je tente une manœuvre bancale pour lui expliquer que mes fonctions m'obligent à protéger le bien d'autrui, mais que ça ne signifie pas que j'approuve l'utilisation des OGM en plein champ. Grave erreur, cet argument lui donne l'occasion de me

dire qu'il comprend ma situation et combien il est important qu'il y ait des gens qui puissent dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas en associant le geste à la parole pour franchir le cordon « *puisque nous sommes d'accord* ». Je m'y oppose en me déplaçant de façon à continuer à lui faire face. Il monte d'un ton, se débat légèrement, dit son incompréhension et sa révolte. Alors que je suis concentrée sur l'interaction que j'ai avec ce stagiaire en particulier, j'entends que les voix des militants se font de plus en plus fortes, tandis que celles des policiers disparaissent progressivement après des tentatives tout aussi infructueuses que la mienne.

Le ton monte une nouvelle fois. Tous les binômes sont littéralement au coude à coude. Les militants poussent maintenant les policiers en s'appuyant sur eux pour créer un passage. Il n'y a aucune agressivité dans leur geste, ils font simplement reposer leur poids sur le cordon formé par les forces de l'ordre. En tant que policiers, nous avons resserré nos positions pour faire front et fermer les possibilités de passage. Nous faisons corps, littéralement. C'est rassurant. Comme les militants, nous n'utilisons pas nos mains, mais opposons une force contraire à leur poussée, de façon à ne pas perdre un centimètre.

Les stagiaires qui jouent le rôle des militants ont reçu la consigne d'avancer. Le poids et les gestes opposés pour passer outre le cordon de policiers sont de plus en plus imposants ; et les efforts pour le maintenir, à l'avenant. Les militants commencent à agripper nos vêtements pour nous écarter et dégager la voie. Les policiers en font de même pour ralentir leur progression ou camper sur leur position. Progressivement, les deux parties ne forment plus qu'un amas. C'est le statu quo, mais il est coûteux physiquement et mentalement et ne pourra pas être maintenu bien longtemps.

Nous entrons dans une nouvelle phase de l'opposition. Certains militants continuent à pousser le cordon tandis que l'un d'eux se détache pour passer au large. Rapidement, un premier policier situé aux extrémités se détache, la pression mise sur le cordon augmente. Le policier stoppe le militant, ils se sont neutralisés mutuellement. Le formateur qui guide le groupe de policiers nous rappelle l'ordre de ne pas laisser les militants avancer. Ce rappel nous encourage à plus de fermeté. Celui qui guide les militants insiste, il va falloir passer, et vite, sinon les renforts vont arriver. Pour les policiers, l'opposition est maintenant totale, mais les ordres nous empêchent d'avoir recours à la force. La situation est sur le point de dégénérer. Le groupe des militants finit par déborder celui des faux policiers qui ont cédé, pris en tenaille entre l'ordre de ne pas les laisser passer et l'interdiction de procéder à des arrestations. Sentant la gêne s'installer, les formateurs mettent fin à ce premier tête-à-tête.

Ils nous proposent ensuite trois autres scénarios équivalents, au cours desquels les deux groupes passent d'un rôle à l'autre. À la fin de chaque scène, les stagiaires qui se sont opposés frontalement sont invités à poser une question banale à leur interlocuteur et à lui faire une bise ou lui serrer la main pour désamorcer le début de relation conflictuelle qui s'est établi entre eux. La démarche me surprend, mais je suis rapidement obligée d'admettre que ce geste me procure un certain apaisement. Il m'oblige en même temps à constater la façon dont, sans m'en rendre compte, je me suis progressivement *braquée* durant l'atelier dans un contexte de stage et de jeux de rôle pourtant extrêmement sécurisant par ailleurs. L'exercice peut sembler banal, mais il est en réalité assez éprouvant. Son but est de donner aux militants l'occasion de se confronter aux sensations de l'opposition physique, à la difficulté de garder son sang-froid et aussi de toucher du doigt le vécu probable de cette situation par leurs opposants ; le plus souvent, les forces de l'ordre.

À la fin de l'exercice, les deux groupes sont invités à s'exprimer sur leurs ressentis. De part et d'autre, c'est la frustration qui domine. Pour les militants d'abord, qui expriment avoir dû refréner l'envie d'utiliser la force pour se frayer un passage : ils reconnaissent que ce sentiment se serait exprimé différemment en face de véritables policiers, dont les uniformes et l'équipement les auraient impressionnés et sans doute dissuadés d'aller à la confrontation. Les policiers d'un jour expriment leur sentiment d'avoir la légitimité pour eux. Ils disent leur frustration de ne pas avoir eu le droit d'utiliser les outils et procédures légales à leur disposition, convaincus qu'il ne leur aurait pas fallu plus de quelques minutes pour neutraliser les militants si cela avait été le cas.

Par la suite, les militants-formateurs reprennent la main et viennent illustrer et compléter ces ressentis avec des connaissances acquises au cours d'ADNV. Ils discutent de l'installation progressive de la relation d'opposition, du passage à la confrontation et des risques de dérapage que cela implique de part et d'autre. Ils disent le besoin de « désescalade » en rappelant aux militants que, s'ils sont intimement convaincus du bien-fondé de leur action, ils sont rarement assez nombreux et assez expérimentés pour pouvoir opposer une force équivalente à celle des professionnels équipés et entraînés. Ils poursuivent en relevant les erreurs et les réflexes qu'ont eus les uns et les autres. Ils soulignent que les militants qui sont parvenus à passer l'ont fait de façon détournée alors que les autres maintenaient la pression sur le groupe des policiers et que c'est là une stratégie utile lorsqu'on est en petit nombre. Ils évoquent le réflexe des militants de s'adresser directement aux policiers et l'erreur commise par la plupart des policiers d'avoir tenté d'entrer dans le dialogue.

Ils expliquent que, dans une telle situation, mis à part de brefs échanges de mots qui permettent de sonder la situation ou de la maintenir à un niveau gérable, les policiers évitent de parler pour ne pas fragiliser leur posture et leur groupe. Ils rappellent que les policiers sont « au boulot » et qu'on ne leur demande pas leur avis sur les questions auxquelles ils sont confrontés. Enfin, ils rappellent que leur situation peut être physiquement difficile à soutenir dans la durée du fait du poids de leurs matériels, mais aussi du fonctionnement de la chaîne de commandement qui obéit à d'autres logiques, notamment politique et médiatique, qui soumet les forces de l'ordre à l'immobilité et à l'attente quand ils pourraient objectivement avoir le dessus. Pour conclure, ils terminent l'atelier en disant que la frustration accumulée, notamment chez les policiers, peut conduire à un effet de libération de la pression très dommageable pour les militants et que ces derniers doivent réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une confrontation, car il est peu probable qu'ils aient le dessus sans « *qu'il y ait de la casse* ».

Cet atelier n'a pas procuré de savoir-faire spécifiques aux militants, mais les a dotés d'une première expérience des situations d'opposition physique et des règles, en partie tacites, reposant sur le langage corporel, qui en régissent l'évolution. Passer d'un rôle à un autre a permis de sensibiliser les militants aux types d'interactions qui se déroulent le plus souvent entre les activistes et les forces de l'ordre, en insistant notamment sur l'intérêt stratégique qu'il y a pour eux à tenir compte du vécu probable des policiers pour éviter que la situation ne tourne à leur désavantage.

La convivialité des repas

Il est 12 h 45, nous rejoignons la pièce principale et le reste du groupe pour le déjeuner. Les groupes se forment autour des tables en fonction d'interconnaissances préalables, mais aussi d'affinités en termes d'âge, de condition militante ou encore autour des formateurs qui ont de nouveau pris soin de se répartir dans toute la salle.

Les repas sont biologiques, végétariens. Composés d'éléments simples et roboratifs (légumes façon pot-au-feu, riz, pain à la mie serrée, beurre salé, fromages, fruits, eau et vin rouge), les plats sont servis à même la table et offrent l'occasion aux stagiaires d'échanger les amabilités d'usage.

Placées sous le signe de la convivialité, les discussions s'engagent encore plus facilement que le matin. J'apprends que les deux groupes ont fait le même exercice en deuxième partie de matinée, et guette les réactions de mes voisins de table. Il y a de

l'enthousiasme, mais aussi un peu plus de gravité et un changement perceptible dans la posture des uns et des autres. Chacun y va de son commentaire sur le recours aux jeux de rôle comme méthode d'apprentissage, évoque sa surprise, son intérêt ou sa gêne à réfléchir sur la dimension corporelle de l'engagement, et partage ses réflexions et ses interrogations sur l'investissement qu'impliquent la mise au point d'une ADNV et le coût du travail de coordination, c'est-à-dire de la mobilisation collective.

L'usage de la force physique et sa régulation : cas pratiques

14 h 30, le repas touche à sa fin. L'heure avancée et la densité du programme de la journée nous évitent la corvée de vaisselle à condition de venir prêter main-forte pour la préparation et le nettoyage le soir même. Nous sommes de nouveau installés dans la salle principale en plénière. Les formateurs abordent la notion de « désescalade ». Après avoir fait le lien avec l'atelier de la fin de la matinée, ils définissent la désescalade comme toute attitude, intervention physique ou orale de la part des militants qui permet d'atténuer ou de désamorcer l'expression de la violence physique dans une situation. CNV, positionnement philosophique, jeux de rôle impliquant la confrontation physique et maintenant la désescalade, la cohérence et la progression du programme de la journée m'apparaissent de plus en plus clairement. La mécanique des stages est construite, routinière et bien huilée ; quant aux militants-formateurs, s'ils ne l'étaient pas avant d'entrer dans le collectif des Désobéissants, ils sont devenus de véritables professionnels de la formation.

Les formateurs présentent la désescalade comme une veille de tous les militants sur eux-mêmes, les autres et la situation en général. La posture de désescalade entend fonctionner comme un principe d'autocontrôle pendant l'action. Il s'agit de se surveiller soi-même, d'accepter être surveillé par les autres et de les surveiller en retour pour veiller ensemble à son bon déroulement, c'est-à-dire sa conformité au scénario d'une action directe, qui plus est non violente. Il s'agit d'un outil stratégique qui consiste à s'assurer que l'action reste en cohérence avec les revendications et les principes politiques affichés et revendiqués par les militants, afin de les protéger des conséquences d'une intervention musclée des forces de l'ordre et de préserver le potentiel politique, y compris médiatique, des actions. Ce nouveau point fait indirectement écho à la question du consensus puisque le parti pris de la désescalade implique que toutes les parties en présence connaissent et approuvent, au moins formellement, les buts et le déroulement souhaité d'une action donnée.

Après avoir présenté le principe, les formateurs évoquent quelques cas concrets d'actions qui s'engagent mal ou débordent du cadre prévu. Ils évoquent le cas d'un militant

qui, face au prolongement du face-à-face avec les forces de l'ordre et une situation qu'il perçoit comme fondamentalement injuste, est littéralement sorti de ses gonds, offrant, par là même, une occasion à la police d'intervenir et de mettre fin à l'action. Dans cette situation, deux autres activistes sont intervenus auprès du militant à bout de nerfs pour l'inviter à rejoindre les lignes arrières et à rester avec eux le temps de faire redescendre la pression. Ce débordement est présenté comme une réaction exagérée, mais légitime et compréhensible, dont la gestion incombe au groupe solidaire puisque le premier intéressé n'est plus en mesure de le faire. Lors des actions directes, le recours aux techniques de désescalade est finalement présenté comme obéissant à un objectif stratégique de contrôle de la situation. Il s'agit de maintenir les conditions de réalisation de l'action, en régulant la tension à laquelle sont soumis les militants mobilisés et en évitant d'offrir des motifs d'intervention aux forces de l'ordre.

Après avoir présenté le principe de la désescalade du point de vue théorique, les formateurs proposent un nouveau jeu de rôle. L'exercice consiste à camper une situation d'opposition entre des militants et des agents de police et à observer la façon dont le risque d'apparition de la violence physique augmente ou diminue en fonction de l'attitude des différents protagonistes. Tandis que des stagiaires volontaires assumeront les différents rôles, ceux restés assis devront observer attentivement les différentes situations présentées et repérer les points de bascule, c'est-à-dire les moments où le recours à la force physique est proche de se concrétiser et ceux où cette menace semble reculer. Les observations des uns et des autres seront ensuite discutées en plénière afin d'alimenter la réflexion sur la désescalade pour aboutir à la définition de quelques principes de base utiles à sa mise en œuvre.

Pendant qu'un des formateurs donne les consignes, un autre installe un paperboard sur lequel est figurée une affiche qui vante les mérites du futur aéroport de NDDL. Ils invitent ensuite 5 volontaires à venir jouer les rôles de 3 militants anti-aéroport et de 2 agents de police. Quatre hommes et 1 femme se lèvent et rejoignent un des formateurs dans un coin de la pièce. Ils sont rapidement séparés en deux groupes, militants d'un côté et agents de police de l'autre, et reçoivent de brefs conseils du formateur qui les accompagne.

Trois situations sont présentées successivement au groupe. Les saynètes durent entre 2 et 10 min. Dans chacune d'elle, les militants ont pour objectif de détourner et/ou détruire l'affiche ; et les policiers, de la protéger. À chaque fois et quel que soit leur rôle, les stagiaires sont invités à improviser. Entre chaque scène, militants et policiers retournent séparément vers le formateur afin de recevoir quelques indications supplémentaires.

Dans la première saynète, les 2 policiers se placent de part et d'autre du paperboard. Les militants arrivent. Ni eux ni les policiers ne semblent être dans une posture vindicative. Les militants ont l'avantage d'être 3. Les policiers se manifestent verbalement, mais sans grande conviction, sans que cela empêche l'avancée des activistes. Assez spontanément, les 2 policiers tentent de s'opposer physiquement aux 2 hommes que compte le groupe de militants, tout en gardant leurs distances. Les militants acceptent le tête-à-tête silencieusement et semblent même s'en accommoder puisque c'est la militante qui, restée en arrière jusqu'ici, se lance vers l'affiche pour y inscrire le désormais fameux « Non à l'aéroport ! ». Les policiers mettent moins d'une seconde à comprendre la situation, mais ne réagissent pas.

De la salle, la situation apparaît étrange. Un doute s'installe dans l'assistance du fait du décalage qui existe entre la présence de 2 policiers pour garder l'affiche et leur peu de réaction face à l'action des militants. Si l'action des militants a bien abouti, elle semble dépréciée par l'absence d'opposition des forces de l'ordre. Les observateurs font remarquer que le peu de volonté et d'énergie qu'ils consacrent à défendre l'affiche interroge l'objectif même de l'action. Le groupe s'interroge : le taguage de l'affiche est-il un élément significatif pour la défense de la cause ? Que cache une telle liberté et facilité de mouvement des militants et l'apathie visible des policiers ? L'affiche et sa surveillance sont-elles des leurres ? Malgré l'atteinte de l'objectif, quelque chose tombe un peu à plat tant du côté des militants que des faux policiers.

La deuxième saynète engage les mêmes protagonistes, mais cette fois les militants sont positionnés avant les policiers. Tandis que 2 d'entre eux commencent à taguer l'affiche, 1 autre fait le guet. Les policiers arrivent peu après. Ils avancent vers les militants en parlant calmement, poliment, mais fermement pour réclamer qu'ils arrêtent immédiatement. Face à l'absence de réaction des militants, les 2 policiers font mouvement pour aller chercher ceux qui s'occupent de l'affiche. Le premier policier est stoppé dans son avancée par le militant qui fait le guet. L'opposition se déroule à « *distance de sécurité* », c'est-à-dire avant d'être à portée de main l'un de l'autre. Le deuxième policier avance vers l'affiche et les militants qui sont toujours en train de dessiner. Il répète son injonction à stopper l'action. En l'absence de réaction, il s'approche de la militante et essaie d'attraper son crayon sans la toucher. Elle tente de s'y opposer, le policier se fait plus engageant, la neutralise par le bras et finit par attraper le crayon puisqu'elle a cessé toute résistance. Le deuxième militant, près de l'affiche, continue à dessiner tout en levant les yeux de temps en temps pour recueillir l'assentiment des 2 autres militants « *neutralisés* ». Fin de la deuxième saynète.

L'impression générale est un engagement plus ferme de part et d'autre. Il ressort aussi visiblement que les deux parties partagent la volonté de ne pas en venir aux mains. Le militant qui fait le guet et le policier qui lui fait face se font mutuellement barrage sans que ni l'un ni l'autre n'aille plus avant. La militante stoppée par le policier n'oppose aucune résistance et semble même volontairement rester près de lui tandis qu'il desserre son emprise au point d'être de pure forme, même si celle-ci peut devenir de nouveau contraignante à tout moment. Chacun dans leur rôle, les stagiaires mettent tout en œuvre pour éviter le contact physique et, quand celui-ci intervient, ils cessent tout simplement de bouger afin de ne pas attiser la confrontation sans pour autant se désengager de l'interaction. Ils se neutralisent, littéralement.

Troisième saynète. Les militants sont toujours présents avant les policiers. Ils ont le temps de commencer à s'en prendre à l'affiche, mais sont vite rejoints par les forces de l'ordre. Les policiers s'annoncent, réclament toujours poliment, mais fermement, l'arrêt de l'action. En l'absence de réponses, ils foncent sur les 2 militants qui taguent l'affiche, en contournant fermement le militant qui assure le rôle de guet. Ils tentent de s'emparer des crayons, les 2 militants résistent. Les policiers se positionnent entre l'affiche et les militants tout en continuant de vouloir leur arracher les crayons des mains. Ils sont très près les uns des autres, la confrontation se joue de plus en plus sur le registre physique. Le militant qui a été contourné est comme neutralisé. Il ne peut pas aller vers un de ses camarades sauf à donner l'impression qu'il va s'en prendre à un des deux policiers et justifier une intervention plus ferme. Il parle, il répète le mot « doucement » plusieurs fois sans qu'on sache bien à qui il s'adresse. La situation est équilibrée, mais se prolonge dangereusement. Un des policiers s'exclame « *ça suffit !* » et bloque définitivement la militante en lui entravant les deux bras et en la maintenant fermement. Désormais incapable de bouger, elle manifeste sa gêne par un cri. Les 2 autres militants cessent immédiatement toute opposition. Celui qui assurait la position de guet récupère le crayon dans la main de la militante neutralisée pour le tendre à l'autre policier, l'autre activiste fait de même. Tous deux s'écartent ensuite de l'affiche, laissant les policiers et la militante entre elle et eux. Ils annoncent ne plus chercher à atteindre le paperboard, disent que l'action est terminée et qu'ils veulent récupérer leur collègue. Les policiers toisent les militants en silence et semblent sonder la situation pendant un moment. Ils laissent finalement l'un des militants venir récupérer sa collègue jusque dans leurs bras avant de l'emmener un peu plus loin. Tout en continuant à surveiller, les policiers posent les crayons en bas du paperboard et incitent le militant resté sur place à suivre les deux autres et à partir. Il ne bouge pas et leur présente les motifs de son action – opposition au projet de

construction à l'aéroport de NDDL – tout en affirmant ne pas vouloir créer de problème. Profitant du fait que son collègue occupe les 2 policiers, l'un des 2 militants qui s'étaient éloignés revient subrepticement par-derrière le paperboard. Il s'empare rapidement d'un crayon et fait un petit dessin à la va-vite avant de reposer le crayon à toute vitesse et de lever les mains en signe de reddition. Les policiers ont juste le temps de se rendre compte de ce qui se passe alors qu'il repose le crayon. Ils se sont fait berner, expriment leur agacement et le sentiment d'abus de leur bienveillance. Le militant qui vient d'agir dans leur dos est retourné auprès de sa collègue et invite celui qui fait toujours face aux policiers à quitter les lieux. Les policiers ne bougent pas et attendent que les militants s'en aillent sans les quitter du regard. Militants et policiers semblent s'accorder spontanément sur le fait qu'il s'agit là de la fin réelle de l'action. Les militants se retirent, les policiers restent encore un peu devant l'affiche avant de s'en aller à leur tour.

Les stagiaires qui ont assuré les différents rôles sont invités à s'asseoir avec les autres et à exprimer leur vécu. Un des animateurs engage la discussion en résumant la première saynète et l'incompréhension qu'elle a suscitée. Les militants disent ne pas avoir pris le temps de se préparer et, en l'absence de cette réflexion préalable, ne pas avoir pu donner suffisamment de sens à leur action ne serait-ce qu'à leurs propres yeux, d'où la sensation de flottement qui se dégageait de la scène. Les policiers disent ne pas avoir su comment réagir non plus. S'attendant à être confrontés à un groupe, ils se sont retrouvés à gérer des individus visiblement peu ou pas coordonnés. Dans le doute et en l'absence d'une opposition construite de la part des militants, ils se sont abstenus et ont décidé de ne pas entrer dans l'opposition pour une simple affiche. Ce cas laisse les stagiaires perplexes, et la salle s'exprime peu sur le sujet. Un des formateurs insiste de nouveau sur la nécessité de bien préparer des actions. Il explique que leur sens initial peut se perdre en cours de route, désorganiser les militants le jour J, et porter préjudice à la cause en offrant le spectacle d'un groupe peu ou pas cohérent qui entraînera la condamnation du message politique. Il fait ensuite remarquer l'absence d'initiative des policiers qui, du fait de l'organisation de leur service, peuvent choisir de référer de la situation à leurs supérieurs et de s'enquérir de leurs ordres plutôt que d'intervenir immédiatement et rappelle, ce faisant, l'importance de l'effet de surprise dans les ADNV.

Les deux autres saynètes suscitent plus de commentaires dans la salle. L'opposition était plus évidente, et les stratégies déployées par les militants et les policiers ont permis d'observer les phases de montée et de descente de la tension. Les positions relatives des 5 personnes révèlent l'importance significative de la distance physique entre les corps qui s'est

successivement raccourcie et rallongée en fonction de l'état de l'opposition. On remarque aussi les variations dans la fermeté des gestes et leurs conséquences. Une opposition relativement souple qui engage du mouvement, c'est-à-dire de l'évitement plus que de la force, peut être initiée sans aggraver la situation ; en revanche, dès que la force physique se manifeste par la contrainte, un cap est franchi. Les formateurs soulignent les moments où policiers et militants suspendent temporairement leurs assauts pour contenir la situation. Cela passe par le maintien d'une certaine distance physique, le fait de tenir la position, mais de cesser de forcer et de continuer à surveiller l'ensemble de la scène pour saisir les opportunités qui se font et se défont au fur et à mesure du déroulement de l'interaction. Ils soulignent le bon réflexe qu'ont eu les militants de stopper l'action quand la militante a signalé qu'elle était définitivement entravée. Ils évoquent le risque supplémentaire pris par le militant qui a décidé de reprendre un des marqueurs dans le dos des policiers alors que les deux parties s'acheminaient progressivement vers la fin de l'action. Ils disent comprendre les motivations de ce geste, mais soulignent que, dans un contexte d'action réelle où la longue durée serait venue accentuer la tension, il aurait pu suffire à motiver une arrestation – vérification d'identité au poste de police – qui, pour être de pure forme, n'en est pas moins inutilement éprouvante pour les militants.

Le débriefing des saynètes ouvre la porte à une discussion plus large sur les conditions d'application du principe de non-violence et de désescalade. On évoque la difficulté à maintenir ces postures lors des actions du fait de la charge émotionnelle qu'elles impliquent et de l'échange des coups et contrecoups – le plus souvent symboliques – entre militants et forces de l'ordre. Les exercices pratiques ont permis de donner corps à l'idée de désescalade et d'entrevoir les leviers mobilisables pour agir sur le niveau de tension dans une situation donnée (distance entre les corps, souplesse des gestes, absence de rigidité dans les postures, dialogue minimal pour désamorcer des situations avant qu'elles ne basculent). Ils révèlent les possibilités offertes par la stratégie de la non-violence et la désescalade, et les difficultés que ces choix impliquent. À la fin de l'atelier, les stagiaires sont à la fois légèrement abasourdis par la diversité des risques inhérents à la mise en œuvre d'une ADNV, la sensibilité des mécanismes qui régissent le déclenchement de l'usage de la force, et rassurés par la transmission concomitante des outils qui permettent de les limiter.

Principes actifs

16 h 10. La pause initialement prévue n'aura pas lieu. Ceux qui le souhaitent sont invités à prendre 5 min pour prendre l'air, aller aux toilettes ou encore fumer tandis que les

autres réorganisent les chaises en îlots. L'enjeu de cet atelier consiste à élaborer le scénario d'une action directe afin d'en lister les différentes étapes préparatoires et exécutoires. Chaque groupe de stagiaires doit répondre à la question suivante : « À quoi faut-il penser lors de la préparation d'une action ? » Les groupes se forment rapidement en fonction des logiques affinitaires visibles au moment des repas. Je m'assieds rapidement sur une des chaises et attend d'être rejointe pour tester une nouvelle fois cette hypothèse. Finalement, nous nous retrouvons entre jeunes de 25 à 30 ans environ, pour la majorité inexpérimentés du point de vue politique. À notre surprise, le doyen du stage, qui est aussi un des militants historiques de la lutte contre la construction de l'aéroport de NDDL, nous rejoint.

Contre toute attente, la présence de ce militant actif et très expérimenté va compliquer la tâche du groupe. Nous ne parlons pas du même endroit, et ce décalage nous empêche de nous comprendre les uns les autres. Étant inexpérimentés, la plupart des membres du groupe ont besoin de se mettre en situation et de se donner des points de repère. Dans quel cadre agissons-nous ? La lutte contre l'aéroport. En quoi consiste-t-elle ? Le blocage d'un véhicule. De quel camion s'agit-il ? Un camion qui transporte des engins de chantier. Le camion est-il isolé et déjà sur site au milieu d'autres matériaux et travailleurs ? Isolé et en cours d'acheminement… Ces préliminaires apparaissent sans doute trop longs au militant anti-aéroport. Il prend donc la parole pour relater plusieurs actions directes auxquelles il a participé. Ses récits se prolongent et se perdent en détail, il ne parvient pas à faire comprendre son intention vis-à-vis de l'exercice. Le dialogue est difficile, aucun des autres stagiaires ne se sent la légitimité de l'interrompre alors que tout le monde est visiblement gêné. La situation paraît insoluble. En dépit de la bonne volonté de tous ses membres, le groupe est enlisé dans un bourbier communicationnel qui neutralise les possibilités de concrétisation de l'exercice dans le laps de temps imparti.

Un distributeur de parole s'autodésigne et propose d'adopter la CNV. La discussion reste poussive, mais la parole tourne et permet aux uns et aux autres de lancer quelques idées. En vrac, nous pensons nous renseigner sur l'entreprise, faire du repérage sur les heures et les itinéraires de circulation des camions en direction du chantier. On avance aussi l'idée d'obtenir l'assentiment du voisinage, voire son soutien, en faisant en sorte que l'action soit compréhensible pour d'éventuels témoins, ce qui implique de déléguer 2 activistes à cette tâche. Nouvelle prise de parole du militant anti-aéroport : il évoque une autre de ses expériences passées, sans que les autres stagiaires comprennent l'objectif de son intervention au regard de l'exercice proposé. D'un côté, le militant anti-aéroport souhaite certainement

que ses expériences alimentent la réflexion, mais la forme du récit détaillé referme l'histoire sur elle-même et ne laisse pas entrevoir aux autres stagiaires la façon dont ils pourraient s'en saisir et en extraire de la matière à exploiter immédiatement. De l'autre, les stagiaires, peu ou pas expérimentés, ne parviennent pas à s'emparer de ces cas – pourtant pertinents –, qui apparaissent comme des objets accomplis alors que la consigne de l'exercice consiste justement à démonter ce mécanisme.

Pendant ce temps, les militants-formateurs passent de groupe en groupe pour s'assurer de l'avancée de la réflexion et les informer du temps qu'il leur reste. Lors de son premier passage, un des formateurs nous signale que nous entrons trop dans les détails. Animés par la volonté de bien faire et de maintenir un dialogue, même poussif, plutôt que de laisser s'installer un silence gêné, nous continuons malgré tout à échanger des idées décousues. Le formateur revient rapidement vers nous et, constatant les difficultés du groupe, nous soulage d'un poids en nous disant que nous ne serons pas obligés de présenter nos réflexions en plénière si nous ne sommes pas satisfaits du résultat. Nous continuons à échanger quelques idées pour la forme, jusqu'à l'épuisement du temps imparti. Nous sommes passés à côté de l'exercice.

Les chaises sont de nouveau organisées pour une plénière. Un des formateurs invite chacun des groupes à évoquer les étapes de préparation qu'ils ont identifiés et les inscrit sur le paperboard avant de les commenter. Suite à l'intervention des deux premiers groupes, je comprends que nous n'avions pas saisi la règle de l'exercice. Nous pensions rechercher les étapes d'une action en particulier – blocage d'un véhicule – alors qu'il fallait seulement lister celles qui structurent la préparation d'une action en général en s'aidant, au besoin, de l'exemple du blocage de véhicule. Un à un, les groupes énumèrent les étapes préparatoires qu'ils ont identifiées. Le militant-formateur les reporte en les plaçant à différents endroits sur le paperboard, laissant deviner l'apparition d'une progression type.

Au final, les notes reportées sur le paperboard à partir des propositions des différents groupes permettent d'identifier plusieurs étapes-clés. La première consiste à définir le but de l'action, sa cible, la méthode pour l'atteindre ainsi que le lieu et la date à laquelle elle va se dérouler. La deuxième est celle de la conception du scénario de l'action et de son déroulement en se saisissant, au passage, des éléments qui apparaissent en termes de topographie, de besoins de matériels, d'obstacles et d'opportunités prévisibles. Cette étape permet aussi de faire une évaluation du nombre d'activistes minimum nécessaire pour réaliser l'action et d'envisager son ouverture à un plus grand nombre. Vient ensuite l'étape de conception de la

fin de l'action – présentée comme une des phases les plus importantes – et du *testing* de scénarios probables pour tenter d'envisager toutes les évolutions possibles de la situation. Cette phase du travail permet aussi d'évoquer la conduite à tenir en cas de couacs, d'intervention des forces de l'ordre et/ou d'arrestation. Elle est suivie par celle de la distribution des différents rôles, qui est l'occasion d'en affiner de nouveau les contours. Il s'agit de penser aux tâches à réaliser le jour J, mais aussi en amont et en aval de l'action. C'est à ce moment que les militants-formateurs évoquent la mise en forme des communiqués de presse, de l'argumentaire confié au militant responsable de la communication et de la manière dont vont être sollicités les réseaux militants invités à participer ou à soutenir l'action. Vient ensuite le moment d'envisager le rôle « *des acteurs tiers* » ; celui des avocats contactés en amont et prévenus de la typologie de l'action envisagée et dont les coordonnées seront distribuées à chaque activiste en cas d'arrestation, et celui des journalistes choisis pour leur implantation locale, l'étendue de la couverture médiatique qu'ils proposent et/ou leur intérêt probable pour l'événement. Pour conclure l'atelier, chaque *item* inscrit sur le paperboard est rapidement commenté et/ou illustré par un des formateurs à partir de leurs expériences militantes personnelles.

Précis juridique

Il est 18 h 15, le programme de la journée n'est pas terminé, mais la fatigue commence à se lire sur les visages. Les formateurs déclarent une pause d'un quart d'heure. À 18 h 30 précises, ils appellent l'ensemble des stagiaires à s'installer en plénière et annoncent une heure de travail commun consacré au « briefing juridique ». Ils justifient ensuite longuement « *de devoir garder la parole* » durant presque tout l'atelier du fait des connaissances très précises à transmettre et de la nécessité de les illustrer par des exemples tout aussi détaillés. Ils invitent cependant les stagiaires expérimentés à faire part de leurs expériences si elles permettent d'illustrer le propos, et les autres à poser des questions sans hésiter. Ce niveau de précaution me surprend. Il y a quelque chose de la posture dans cette intervention, pourtant ce discours vient indéniablement flatter quelque chose chez les stagiaires, qui acquiescent en silence.

Les formateurs déclinent tous les aspects théoriques et pratiques inhérents à la réalisation d'une ADNV et/ou relevant de la désobéissance civile au regard du droit. Comme dans tous les ateliers précédents, le propos s'appuie sur un mélange d'apports théoriques et de données pratiques associées à des expériences vécues. Chaque stagiaire reçoit un feuillet recto verso intitulé « *mémento juridique* ». Le texte est composé d'extraits empruntés à des sites

Internet et à des livres, dont les références et liens URL sont placés en fin de document. On y retrouve notamment des références largement diffusées dans les réseaux militants conventionnels comme non conventionnels (fascicules publiés par le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France ; guides du militant édités à l'initiative des syndicats de travailleurs ; guides thématiques dédiés à une cause ou un mode d'action spécifique).

Memento juridique

Conseil de lecture :
« Face à la police / Face à la justice » de Élie Escondida & Dante Timélos aux éditions L'Altiplano (7€50) Février 2007. Site officiel avec plein de mise à jour : **www.actujuridique.com**
Le livre est en version libre et gratuite à : **www.guidejuridique.net**
Vos papiers ! Que faire face à la police ? Un livre du Syndicat de la magistrature publié à L'Esprit frappeur (3€). La dernière édition date de 2004. **www.syndicat-magistrature.org**

Kit keuf (mars 2006) : **http://www.raidh.org/kitkeufv3.pdf** :

LE RELEVÉ D'IDENTITÉ

A la suite d'une infraction (code de la route, transports en commun, vol), quasiment tout représentant des forces de l'ordre, contrôleur ou agents de sécurité des transports (RATP, SNCF?) peut vous demander vos papiers d'identité pour dresser un procès verbal. S'ils ne sont pas satisfaits des documents présentés, vous pouvez faire l'objet d'une vérification d'identité. A l'entrée d'un lieu public, les vigiles (de supermarché, stade?) ont le droit de regarder votre sac et procéder à une palpation uniquement si vous donnez votre accord ou s'ils sont accompagnés d'un officier de police judiciaire. En cas de flagrant délit, les vigiles n'ont pas le droit de demander votre identité mais peuvent, comme tout citoyen, vous retenir jusqu'à l'arrivée d'un policier.

LE CONTRÔLE D'IDENTITÉ

La police peut procéder à un contrôle d'identité pour de nombreux prétextes et sans obligation de les préciser. En pratique, elle estime parfois avoir tous les droits. En réalité, voici les cas où elle peut procéder à des contrôles:

Quand ? La police peut procéder à un contrôle d'identité lorsque :
- elle vous soupçonne d'être sur le point de commettre une infraction ou vous êtes en flagrant délit d'infraction ;
- la police considère qu'une « atteinte à l'ordre public , notamment à la sécurité des personnes ou des biens, » pourra être commise ;
- l'infraction est plus ancienne, le Procureur peut autoriser la police à contrôler votre identité et cela, même sur votre lieu de travail ;
- vous êtes témoin d'une infraction ;
- vous êtes dans une zone frontalière, dans une gare, un aéroport ou un port international ;
- des « critères objectifs » font présumer à la police que vous êtes étranger.

Où ? N'importe où.

Qui ? Un officier de police judiciaire (OPJ) ou un agent de police judiciaire (APJ) sous contrôle d'un OPJ (qui n'est pas tenu d'être sur place). Les douaniers ont en tout temps et tout lieu le pouvoir de contrôler votre véhicule et vos bagages et de relever et contrôler votre identité. Les agents de police judiciaire peuvent aussi contrôler votre véhicule si le Procureur les en a autorisé.

Que présenter ? En pratique des papiers officiels : carte d'identité, passeport, permis de conduire. Attention, la carte orange, de lycéen, d'étudiant, professionnel etc., ne sont pas des papiers officiels.
En théorie vous n'êtes pas obligé d'avoir vos papiers, même un témoignage peut suffire, mais, si vous ne présentez pas vos papiers, la police peut vous emmener au poste pour faire une vérification d'identité.

LA VÉRIFICATION D'IDENTITÉ

But C'est la procédure qui permet à la police d'établir clairement votre identité.

Qui ? Un officier de police judiciaire uniquement.

Où ? Au poste de police la plupart du temps.

Pour combien de temps ? Les policiers ont 4 heures pour établir votre identité ; au delà de ce délai, ils doivent vous relâcher ou vous placer en garde à vue.

Conseils
Ne répondez qu'aux questions qui ont un rapport avec la vérification d'identité. Demandez à informer le Procureur ou toute personne de votre choix. Vérifiez avant de signer le procès verbal qu'il mentionne la raison et qu'il précise que les policiers vous ont bien informé de vos droits.
Ne signez le procès-verbal que si vous êtes d'accord avec son contenu.
Qu'est-ce qui peut contribuer à établir votre identité ?
- tous moyens sous réserve de leur prise en compte par la police (témoignage d'un tiers, quittance de loyer, appels téléphoniques?)
- en cas de difficulté à établir votre identité, la police peut prendre vos empreintes et une photo, et si vous le refusez, vous risquez 3 mois de prison et 3.750 euro d'amende...

LA GARDE À VUE

But Vous interroger, éviter que vous ne communiquiez avec d'autres personnes et que vous ne dissimuliez des preuves.

Durée (à compter du début du contrôle d'identité s'il y en a eu un)
Pour les majeurs et les plus de 16 ans : 24 heures renouvelables une fois ou deux fois si vous êtes soupçonné de d'association de malfaiteurs, de proxénétisme, d'extorsion de fonds, de terrorisme et trafic

de stup', de torture, de traite des êtres humains, de blanchiment d'argent, de fausse monnaie, d'aide aux séjours irréguliers,
De 13 à 16 ans : 24 heures,
De 10 à 13 ans : 10 heures lorsqu'ils sont soupçonnés de crimes (prolongation possible).
Les prolongations sont décidées par le Procureur.

Vos droits en garde à vue

Ils sont marqués sur le Procès-Verbal de placement en garde à vue : être informé de la nature de l'infraction qui justifie votre garde à vue, être informé de la durée de votre garde à vue, faire prévenir un de vos proches (sauf décision contraire du Procureur), vous faire examiner par un médecin à tout moment et nécessairement lors de prolongation, s'entretenir avec un avocat (que vous connaissez ou commis d'office) dès le début de la garde à vue et dès le début de sa prolongation éventuelle ou à la 48eme heure pour les infractions d'association de malfaiteurs, de proxénétisme, d'extorsion de fonds et les infractions commises en bande organisée ou à la 72eme heure pour les infractions de terrorisme et trafic de stup',
- être informé de tous ces droits dans les trois premières heures de la garde à vue dans une langue que l'on comprend,

Conseils

Faites attention à ce que vous dites, particulièrement lorsque vous êtes arrêté en groupe.
Ne signez les différents documents (notification des droits, déposition, notification de fin de garde à vue, inventaire et rendu de fouille) que si vous êtes d'accord avec leur contenu. N'hésitez pas à demander à corriger le contenu de ces documents.
A la suite de la garde à vue, vous êtes soit :
- déféré devant le Parquet;
- vous rencontrez le Procureur,
- vous êtes mis en cellule au dépôt du palais de justice,
- vous pouvez contacter un avocat,
- vous êtes jugé en comparution immédiate : soit vous acceptez et le procès débute-dans l'instant, soit vous demandez un délai de trois semaines pour être jugé (fortement recommandé pour préparer correctement votre défense), vous risquez toutefois une détention préventive en attendant le procès.
- convoqué, dès la sortie de la garde à vue, à un procès ultérieur:
- si vous êtes soupçonné d'avoir commis un crime ou un délit dans une affaire complexe, vous serez convoqué par le juge d'instruction,
- relâché sans convocation mais, si vous êtes soupçonné d'avoir commis un délit vous recevrez peut-être une convocation pour votre procès dans les trois ans qui suivent, ou alors vous serez convoqué dans quelques semaines à une médiation pénale et, si vous reconnaissez votre culpabilité, vous devrez payer une amende et, éventuellement, exécuter des travaux d'intérêt général.

Attention, cette procédure n'est pas toujours à votre avantage, contactez un avocat avant d'accepter.

Extrait du guide du CAMI (Collectif d'Aide aux Manifestant-e-s Interpellé-e-s)

http://pajol.eu.org/article150.html http://www.monde-solidaire.org/spip/article.php3?id_article=1206

La règle, en matière d'action collective, est de ne rien déclarer, c'est-à-dire de décliner identité, adresse et profession, ce qui est obligatoire ; puis de répondre "je n'ai rien à déclarer", à toutes autres questions **(vous n'êtes pas obligé de répondre au "grand état civil" au cours duquel il vous sera demandé si vous avez le permis de conduire, la nature de votre logement, le nom de votre propriétaire, de votre employeur...)**. En effet, dans un cadre collectif, le risque de réponses contradictoires voire dangereuses pour les autres fait préférer un silence collectif. Attention : toute discussion, même informelle, dans un couloir, est un début d'interrogatoire.

Si vous signez le procès-verbal, veillez à ne laisser aucun espace blanc entre la déclaration et la signature.
Si vous ne signez pas vous pourrez le justifier devant le juge après ("j'ai subi des pressions des policiers, j'ai été frappé-e, donc j'ai refusé de signer, ce qui est mon droit").
Arrêté-e et questionné-e après une action, refusez de répondre sur tout ce qui concerne préparation, comment vous avez été prévenu-e, quel était le rendez-vous, etc..., NE CITEZ AUCUN NOM. Quand vous êtes face à une question embarrassante, ne répondez rien.

En action : pas d'arme (pas d'Opinel par exemple), une carte d'identité, un peu de monnaie, le numéro de l'avocat et d'un contact (legal team – le référent « juridique » etc...)

A approfondir :

L'arme judiciaire de « l'association de malfaiteurs » Le prélèvement ADN : accepter ? refuser ?
La nouvelle loi sur la récidive Le contexte particulier des droits (et non-droits) des sans-papiers
Tout ce qui relève de la défense nationale (intrusion sur des bases militaires etc...)
La comparution immédiate Les perquisitions Les casiers-judiciaires Les squats/occupations

http://ldh.npdc.free.fr/garde_a_vue.htm
http://www.asso-dmc.fr/?cat=6

5. Illustration : polycopié distribué lors du stage de formation animé par le collectif Désobéissants, synthétisant les connaissances relatives aux procédures judiciaires.

L'atelier est l'occasion d'aborder des questions de droit sous un angle très pragmatique. Toutes les propositions sont rapportées aux réactions que leur respect ou non peut provoquer

sur le parcours d'un militant donné, notamment vis-à-vis des forces de l'ordre, mais aussi des médecins, des avocats et des juges, soit toutes les personnes qu'il est susceptible de rencontrer en cas d'arrestation.

Il est d'abord question de l'arrestation à proprement parler et de la façon dont on peut limiter les risques d'interpellation en tâchant de ne pas offrir de motifs légitimes aux policiers. On évoque la nécessité d'avoir une pièce d'identité en cours de validité sur soi, afin de pouvoir se soumettre au contrôle d'identité exigible de la part d'agents assermentés en toute occasion. Les stagiaires s'interrogent sur le fait que cela revient aussi à faciliter le travail d'enquête de la police sur le réseau militant afin de circonscrire leurs activités, voire de les neutraliser. Les formateurs expliquent alors que le choix de l'ADNV et, à plus forte raison, de la désobéissance civile implique normalement que les militants assument publiquement leurs actes et s'abstiennent d'utiliser toute forme de violence qui pourrait mener à une condamnation. Les formateurs affirment l'inutilité d'un recours systématique à la clandestinité et l'illusion qui consiste à croire que ne pas donner son nom empêche les forces de l'ordre de se renseigner par ailleurs. Ils expliquent qu'eux-mêmes se savent surveillés et que, si cette situation n'est pas toujours confortable intellectuellement, elle leur apparaît en revanche tout à fait logique du point de vue de la mission qui incombe aux forces de l'ordre. Ils disent composer avec cette contrainte plutôt que de chercher à s'en défendre et expliquent que le plus difficile pour eux est de déjouer cette surveillance légitime, pour protéger le secret de leurs projets d'actions jusqu'au moment de leur réalisation. Il est ensuite question de ce que transportent les militants sur eux et dans leurs véhicules, notamment tous les objets qui pourraient être assimilés à des armes par destination et des matériaux jugés dangereux. La consigne est donnée de ne pas en emporter avec soi ou, quand certains outils s'avèrent nécessaires, de concentrer leur utilisation au début de l'action et de prévoir qu'un tiers les emporte plus loin une fois utilisés. J'apprends à cette occasion que, lors du contrôle d'un véhicule, les agents de police ne peuvent s'adresser qu'au conducteur et propriétaire de ce dernier et que toutes les autres personnes présentes à bord peuvent légalement se soustraire à un contrôle d'identité. En cas d'arrestation, il est conseillé de ne pas opposer de résistance et de s'assurer, au besoin en hurlant son nom et son prénom, que d'autres militants ont relevé le fait que l'on va être conduit au poste.

Viennent ensuite les informations relatives à la vérification d'identité au poste et à la garde à vue. Après avoir expliqué le principe de la garde à vue, sa durée et les étapes qui la jalonnent (arrestation, contrôle d'identité, notification de la garde à vue au bout de 4 heures,

auditions filmées auprès d'un officier de police judiciaire, ou OPJ, libération ou renouvellement au bout de 24 heures, possibilité de voir un avocat[138] et un médecin), les formateurs apportent leurs témoignages. Ils évoquent la difficulté, voire la détresse, que peut impliquer de passer par ce moment, même pour des militants avertis et déterminés dans la défense de leur cause. Tout en insistant sur la sécurité que l'État de droit garantit vis-à-vis de l'arbitraire, ils précisent que, selon le contexte, les personnes auxquelles on a affaire et son propre état, le vécu de la situation peut varier du tout au tout. Ils préviennent les stagiaires sur le choc et l'angoisse que peuvent générer la privation de liberté, la solitude, le fait d'être coupé du monde et la sensation d'avoir été dépouillé de ses effets personnels (lacets, ceinture, etc.). Ils expliquent encore l'inconfort des cellules souvent froides, sales, parfois occupées et n'offrant généralement pas d'intimité pour aller aux toilettes. La succession des témoignages fait l'effet d'une douche froide sur le groupe.

Comme ils l'ont fait jusqu'ici les formateurs proposent aux stagiaires de prendre conscience de la difficulté plutôt que de la nier, afin de s'y préparer. Ils expliquent que la personne enfermée, tout en étant déboussolée, doit pouvoir trouver des moyens pour parvenir à traverser ce moment le mieux possible. Les policiers ne peuvent pas être des alliés puisque c'est justement en profitant de cette situation de fragilité relative qu'ils espèrent pouvoir faire parler les militants. Les formateurs conseillent donc aux stagiaires de s'en tenir au strict minimum dans les échanges avec eux. En revanche, ils encouragent tous ceux qui ne parviennent pas à composer avec l'isolement à demander à voir un avocat et/ou un médecin. Ici, il n'est toujours pas question de vraiment parler avec eux, sauf à connaître l'avocat en question, mais plutôt d'utiliser ce temps de présence d'un tiers pour rechercher un peu de réconfort. Ils précisent que les avocats et les médecins, au-delà des obligations de leur profession, peuvent avoir des opinions politiques et/ou des points de vue qui les opposent aux militants. Il est donc important, selon eux, de ne pas leur parler directement des raisons supposées ou réelles de leur arrestation parce que ces interlocuteurs sont aussi ceux des policiers et qu'ils peuvent leur transmettre des informations. À ce sujet, les formateurs insistent pour dire que le recours à ces professionnels doit véritablement être utilisé avec parcimonie, car ces initiatives peuvent dégrader la qualité de la relation entamée avec les agents de police. En effet, ces derniers perçoivent souvent la présence de ces tiers comme un contrôle et, indirectement, une critique de leurs méthodes de travail ou de leurs qualités professionnelles. Le fait de ne pas la réclamer est, par conséquent, interprété comme une

138. En 2008, au moment de l'enquête et du stage de formation, la loi qui permet au gardé à vue de rencontrer un avocat au cours des quatre premières heures de sa détention n'est pas encore entrée en vigueur.

marque de reconnaissance de leur professionnalisme profitable au militant à court et moyen terme.

S'ensuit l'évocation de l'audition qui, dans ces conditions, est un moment risqué pour le militant. Il s'agit de « jouer le jeu », tout en se protégeant lui-même et le collectif de lutte dans son ensemble. Les formateurs insistent sur le fait que les officiers de police judiciaire sont des professionnels de l'interrogatoire et que, contrairement aux clichés véhiculés dans les séries policières, ils usent de techniques subtiles pour obtenir des informations. Le mot d'ordre est donc de parler le moins possible et de se réfugier derrière le droit et ce qu'il autorise en répondant systématiquement « je n'ai rien à déclarer » à toutes les questions qui sont posées. Il s'agit à la fois de ne pas trop en dire, mais aussi de ne pas laisser de place à de mauvaises interprétations. Les formateurs insistent sur l'importance de s'en tenir au minimum nécessaire parce que toutes les informations peuvent être utilisées comme outils de pression sur les militants durant l'audition.

Un autre formateur explique la différence entre décliner l'état civil dit « complet » et le « petit état civil ». Ce dernier comprend la vérification de l'identité d'une personne par le seul relevé de son nom, de son prénom, de sa date et de son lieu de naissance, ainsi que des informations équivalentes pour ses deux parents. Le premier, plus complet, réclame le relevé des informations déjà citées, de l'adresse de résidence, de la profession et les coordonnées de l'employeur éventuel. Le formateur poursuit en expliquant que, lors d'un contrôle, les militants ne sont pas tenus d'aller au-delà du « petit état civil », puisque ces informations suffisent à vérifier leur identité. Il insiste en disant qu'ils ont tout intérêt à refuser de répondre aux questions concernant leur lieu de résidence, la composition de leur famille, leur profession ou leur employeur, même si les policiers ont souvent les moyens de les obtenir par d'autres voies. Pour appuyer son propos, il relate une expérience d'audition au commissariat au cours de laquelle l'agent qui l'interrogeait a brandi la menace de prévenir son employeur de ses agissements alors qu'il refusait de coopérer. Il poursuit en disant que, dans cette situation, il se serait bien passé de la crainte supplémentaire de voir ternir sa réputation sur son lieu de travail ou, pire, son emploi remis en question. Les militants-formateurs rappellent que la posture du « rien à déclarer » est très difficile à tenir pour les militants arrêtés, mais que c'est la seule qui, tout en satisfaisant les obligations légales, leur permet de nuire, directement ou indirectement, ni au collectif ni à eux-mêmes.

Il est finalement question du procès-verbal. Les militants-formateurs précisent qu'il doit être lu du début à la fin et que les militants ne doivent pas hésiter à demander des

modifications si besoin. Ils expliquent aussi qu'en cas de désaccord avec le contenu du PV ils peuvent purement et simplement refuser de le signer en précisant que la pièce sera de toute façon versée au dossier, mais que le procureur ou le juge leur offrira normalement l'occasion de s'en expliquer. S'ils le signent, les formateurs indiquent qu'il faut parapher le document au plus près de la dernière ligne écrite afin de ne pas laisser d'espace utilisable après-coup.

En complément, ils précisent que, sauf autorisation spécifique de la part du procureur en charge du suivi du dossier, les policiers ne peuvent pas accéder aux contenus des téléphones portables, appareils photo et autres caméras numériques sans le consentement de leur propriétaire. Il est donc important que les militants ne leur donnent pas eux-mêmes accès à ces données en pensant qu'ils y sont tenus a priori. Enfin, tout en précisant que c'est un cas rare, les formateurs insistent pour que les militants refusent la procédure de comparution immédiate en expliquant que les peines prononcées sont systématiquement plus sévères que celles émises par un tribunal régulier. Ils poursuivent en disant que, dans les cas les plus graves, théoriquement hors propos dans le cadre des actions d'ADNV et de désobéissance civile, ce refus peut conduire le militant à être placé en détention provisoire jusqu'à ce que son affaire puisse être entendue par un tribunal.

Face à cette vague d'informations et à l'objectivation des risques juridiques qu'implique l'engagement dans des actions directes, l'auditoire reste figé, sans voix ou presque. Les quelques stagiaires qui ont déjà expérimenté ce type de situation racontent leur vécu. Visiblement, ce récit permet à certains de partager un moment inconfortable, sinon difficile. D'autres expliquent les difficultés traversées sur le moment, mais aussi le fait que leur situation s'est finalement toujours arrangée et que ces épreuves n'ont pas entamé leur volonté de participer à des actions directes.

Progressivement, la discussion se décale pour évoquer les questions de la gestion individuelle et/ou collective des peines d'amendes majoritairement prononcées à l'encontre des militants Désobéissants – contravention ou délit – lorsqu'ils ont déjà profité de mesures alternatives aux poursuites (rappel à la loi, médiation pénale, etc.) ou de composition pénale (travaux d'intérêt général, amendes, stages de sensibilisation, etc.). Les militants-formateurs rappellent que les montants sont normalement proportionnés aux revenus et qu'ils ne deviennent importants que dans les cas de récidives. Ils en profitent pour appuyer l'idée que cette question fait partie des points à aborder lors de la préparation d'une action. Non seulement les participants doivent être informés des risques juridiques encourus, mais la question du paiement des amendes doit être discutée collectivement lorsque le risque de

condamnation est probable. Le système mis en place par les militants anti-OGM pour organiser la solidarité financière avec le Collectif des faucheurs volontaires est cité en exemple[139].

Plus tard, le groupe reprend progressivement des couleurs en passant de la réalité froide des questions de droit à une humeur plus combative à propos des dispositions légales qui autorisent le prélèvement ADN en cas d'arrestation. Les militants – formateurs et stagiaires – qui ont été exposés au problème expliquent pourquoi et comment ils ont refusé le prélèvement, ainsi que l'aggravation des poursuites pénales encourues. L'évocation de cette mesure déclenche une réaction immédiate et unanime des stagiaires, tous y sont farouchement opposés et la détermination affleure dans les propos échangés. Cet effet de conviction galvanise de nouveau le groupe et réchauffe l'ambiance après la confrontation successive avec deux des aspects les plus difficiles à gérer de l'engagement au sein du collectif Désobéissants : les prises de risques physiques et juridiques individuelles.

Échafauder un plan d'action

19 h 30 : nous devions théoriquement consacrer le prochain atelier aux différentes techniques de blocage, mais les militants-formateurs nous annoncent que nous sommes déjà trop en retard sur le programme et reportent cet atelier à la journée du lendemain. À la place, ils nous proposent de consacrer une dernière heure de travail collectif à la conception d'une ADNV susceptible d'être mise en œuvre dans les mois qui viennent, au bénéfice de la cause de notre choix. Les militants-formateurs insistent sur l'importance qu'ils accordent à la transmission de savoir-faire, mais aussi au fait de susciter des échanges, des prises de contact et des initiatives qui vont conduire les stagiaires à, effectivement, mettre en œuvre des actions directes au service des luttes qu'ils défendent. Pour ce faire, les stagiaires sont invités à se regrouper par « affinités » afin d'élaborer un plan d'action concret et complet qui sera ensuite mis en commun en plénière et/ou passé en revue par les militants-formateurs pour bénéficier de leurs conseils en toute discrétion. Les groupes se répartissent dans la salle selon le schéma observé jusqu'ici par affinités de causes, d'âges, de niveaux d'expérience militante et par groupe de 7 personnes environ.

Celui des plus jeunes et des plus inexpérimentés – dont je fais partie – décide de jeter son dévolu sur « la prison pour adolescents », ou établissement pénitentiaire pour mineurs

139. Pour une réflexion plus détaillée et plus large sur la composition et l'organisation du réseau militant anti-OGM français, voir GRANDHOMME Virginie, « Les mobilisations politiques contestataires ou les marges intégrées du débat démocratique : le cas de la lutte anti-OGM », dans JOSSERAND Philippe et LE JEUNE Françoise (dir.), *La marge*, L'Harmattan, Paris, 2012, p.107-118.

(EPM[140]), récemment installé dans une ville proche et qui vient d'accueillir ses vingt premiers pensionnaires à la date du stage. Assez rapidement, nous tombons d'accord sur le principe d'une dénonciation de l'enfermement de ces adolescents basée sur la dérision humoristique. Du fait de notre inexpérience, ce registre nous semble plus accessible que les autres et aussi plus stratégique, car il permet de contourner la gravité d'un sujet qui pourrait s'avérer repoussante pour le public s'il était abordé de front. Nous imaginons faire appel à une chorale militante que nous savons exister dans une ville voisine et nous joindre à elle afin d'entonner des chansons du type *Les Choristes* et *Les jolies colonies de vacances*, habillés en culottes courtes façon bagnard. On évoque la nécessité de confectionner une affiche et des banderoles ainsi que des tracts que des militants non chanteurs pourraient distribuer aux passants afin de leur expliquer le motif de notre action et les conditions d'incarcération des mineurs. On imagine aussi que le directeur de chorale pourrait parfois haranguer la foule avec des discours provocateurs. La formation serait celle typique des photos de classe, ce qui implique de se procurer et de transporter des bancs. Nous sommes tous enthousiastes, les idées fusent et le potentiel de notre action nous apparaît évident. Le projet nous semble d'autant plus sûr et à notre mesure qu'il implique une prise de risque physique et juridique nulle ou presque. Nous nous aidons des notes prises en début d'après-midi et tâchons d'aborder tous les points nécessaires à la préparation d'une action. Nous aboutissons à un scénario crédible, pourvu d'une logistique relativement légère, mais nécessitant une certaine préparation pour confectionner les costumes, écrire et se familiariser avec les chansons. Nous décidons que la fin de l'action aura lieu 30 min après l'installation et qu'elle sera conduite par le maître de chœur déguisé en gardien de prison pour siffler la fin de la récréation.

Âgés de 25 à 30 ans, inexpérimentés du point de vue militant, les hommes et les femmes qui composent le petit groupe de travail où j'évolue sont étudiants, apprentis en formation, salariés ou demandeurs d'emploi dans les secteurs de l'enseignement, du travail social ou de l'animation socioculturelle. Nos parcours et trajectoires nous permettent de nous retrouver a minima, mais aussi à moindres frais, dans une certaine conception de l'enfance et de l'adolescence et dans la perspective d'une action de détournement par la dérision qui, parce qu'elle autorise l'exagération, l'absurde et le déguisement, nous rassure quant à notre capacité à la mener et à l'assumer. Nous sommes persuadés de la force symbolique de notre

140. Placés sous la responsabilité de l'administration pénitentiaire, les EPM sont censés offrir un cadre plus adapté à l'incarcération et à l'éducation des mineurs délinquants (13-18 ans) condamnés, en leur faisant notamment quitter les établissements pénitenciers réguliers. À l'époque de leur création, les EPM essuient un flot de critiques, car ils sont accusés de systématiser le principe d'incarcération des mineurs que l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante définit comme devant avoir « *un caractère exceptionnel* ».

action et à peu près convaincus de son bien-fondé compte tenu de nos orientations politiques globales et des quelques connaissances que nous avons ou pensons avoir sur le sujet. Le groupe est visiblement galvanisé par le projet d'action : on s'y voit, littéralement. Plus que la défense de cette cause en tant que telle, la mise en œuvre de cette action apparaît aux stagiaires comme une occasion de sauter le pas de l'engagement collectif.

Un par un, les différents groupes présentent leur projet d'action, à l'exception de celui que les stagiaires ont décidé de mettre sur pied dans les mois qui viennent – afin de conserver un maximum de discrétion sur le sujet. À la suite des autres stagiaires invités à faire part de leurs remarques, les formateurs s'emparent de chacun des exemples pour approfondir des points techniques et stratégiques et soulèvent les manquements ou les fragilités potentielles des différents projets. La présentation de mon groupe soulève peu de remarques, une seule suffira pourtant à nous démontrer qu'elle aurait été un échec du fait de l'imprécision de nos objectifs.

Nous avions prévu d'installer la chorale devant l'EPM. Nous souhaitions par là rendre visible une infrastructure volontairement implantée loin du centre de la ville pour « *évacuer le problème* ». On nous fait remarquer que l'établissement est isolé, qu'une place commerçante un samedi après-midi serait beaucoup plus appropriée pour attirer l'attention du public. Le groupe en convient facilement. La nécessité de définir précisément les objectifs nous apparaît alors plus clairement. Il ne s'agit pas seulement de se mobiliser contre ou pour un objet de lutte particulier, mais encore de décider à qui l'on souhaite s'adresser et comment. Un autre formateur nous fait remarquer que le soutien aux mineurs détenus était aussi une option, mais qu'il faudrait alors monter une action qui tienne compte de leur situation objective. Avons-nous envisagé le fait que les détenus pourraient se saisir de la manifestation extérieure pour se mobiliser eux-mêmes, notamment à travers des pratiques de grabuge ou de désobéissance au règlement ? Avons-nous pensé aux effets que pourrait provoquer la manifestation à l'intérieur de l'établissement ? Aux conséquences pour les détenus et les professionnels ? Surtout, qu'avons-nous à leur proposer ? Plus prosaïquement, avons-nous bien réfléchi à l'intérêt que pourraient présenter ces images pour les journalistes que nous avons invités ? Les images produites devant le bâtiment où l'on verrait des militants face à une porte close seraient-elles efficaces ? Permettraient-elles aux journalistes d'obtenir ce dont ils ont besoin ? Sous le flot de questions, notre enthousiasme dégringole. L'ensemble des remarques qui nous sont adressées sont pertinentes et bienveillantes, mais aussi directes et franches et ne manquent pas de révéler – sans pour autant le condamner – notre manque

d'expérience militante et de culture politique. Les autres groupes récoltent le même type de remarques entre suggestions d'amélioration, mises en garde et relevé d'erreurs stratégiques.

Il est 20 h 45. La présentation des différents projets d'action terminée, les discussions dans les groupes s'engagent sur le mode informel. Les uns et les autres témoignent de leur sentiment d'avoir appris des choses, de se sentir plus confiants dans leur démarche et dans la possibilité de faire advenir et aboutir des luttes collectives.

La convivialité de la veillée

Je retrouve l'ensemble du groupe, après une pause, alors que la plupart des stagiaires sont attablés. Le jeu des places restantes me permet de m'asseoir près de stagiaires avec qui je n'ai jamais passé de moments informels. Dans un premier temps, nous discutons tranquillement du contenu du stage. Les deux militants-formateurs chargés de la « *logistique cuisine* » rejoignent la table. Leur arrivée reconfigure la dynamique des échanges qui, progressivement, tendent tous vers eux. Constatant que je ne suis plus attablée avec des stagiaires, mais plutôt avec les formateurs, je décide de réorienter mes questions. J'évoque une sensation de prise de confiance en moi, qui me ravit d'autant plus qu'elle me surprend. Les deux militants-formateurs acquiescent en m'expliquant que c'est un des effets recherchés par le stage. Cette réponse me permet de mieux comprendre l'enjeu que recèle la conduite du stage et confirme l'hypothèse selon laquelle des savoir-être transmis – sans toujours avoir été explicités – sont au moins aussi importants à leurs yeux que les savoir-faire.

Je les interroge ensuite sur la fréquence de l'organisation des stages. Ils m'expliquent que le collectif Désobéissants se consacre entièrement à cette tâche et que seules l'organisation ou la participation à des manifestations ou à des actions directes prévues par ailleurs détournent les militants-formateurs de cet objectif. L'un d'eux m'explique que l'offre est visiblement insuffisante pour répondre à la demande et que les stages organisés rencontrent toujours leur public. Il poursuit en disant que ce succès leur vaut d'être surveillés et que des policiers des renseignements généraux se sont déjà infiltrés dans les stages. L'autre formateur acquiesce. Ils me racontent le cas d'un stage où le comportement d'une personne avait éveillé des soupçons dans l'équipe, sans pour autant leur fournir d'éléments objectifs suffisants pour étayer leur point de vue. Plusieurs indices, tels que l'opposition au label AB, considéré comme « *une opération de marketing* », le fait de ne jamais employer le « *je* », de rester un peu à l'écart du groupe et de s'installer toujours dans le même endroit de la salle principale révélaient une difficulté notoire à s'intégrer et une attitude légèrement défensive quoiqu'attentive. L'un de mes interlocuteurs a finalement surpris ce stagiaire, au petit matin,

en train de relever les plaques d'immatriculation de l'ensemble des participants. Il m'explique avoir fait le choix délibéré de se taire pour ne pas déstabiliser le groupe de travail, éviter de saper les effets de la formation et de fragiliser les liens qui avaient commencé à se tisser entre stagiaires. Sa décision de préserver le groupe de stagiaires confirme que les objectifs de la formation ne relèvent pas de la seule transmission de savoir-faire militants et que le huis clos du stage est aussi un espace d'émulation politique individuelle et collective qu'il convient de préserver des interférences extérieures.

Le repas ne se prolonge pas. Une poignée de stagiaires prend le relais à la cuisine pour débarrasser, nettoyer et ranger la salle ; ils en seront dispensés le midi suivant. Je rejoins la cuisine et profite de pouvoir essuyer mécaniquement la vaisselle pour m'accorder un moment de répit dans le travail d'observation. Les visages trahissent la fatigue ; les attitudes, un travail de réflexion soutenu et le besoin de repos. Les différents ateliers, les jeux de rôle et les débriefings auxquels nous avons participé ainsi que la somme de connaissances formelles, de questions, d'émotions et de réflexions contradictoires qu'ils ont suscitées nous ont littéralement épuisés.

Pendant ce temps, les formateurs ont distribué des petits papiers à chacun des stagiaires en leur demandant la plus grande discrétion avant de s'isoler dans un coin de la pièce pour faire un point sur la journée. Le message m'indique que je suis convoquée le lendemain à 9 h à un point précis du domaine dans l'optique de la participation à une ADNV. Je regagne la table principale, où je m'installe, un verre de vin rouge à la main, pour participer aux quelques conversations qui s'étirent alors que les stagiaires partent un à un rejoindre leur lit. Les discussions semblent vouloir se prolonger jusque tard dans la nuit. Je m'éclipse vers 23 h 30, en laissant les stagiaires avec lesquels j'étais attablée en compagnie d'un militant clown-activiste qui assure un atelier l'après-midi suivant et qui a d'ores et déjà captivé son auditoire.

Passer à l'action

7 h 30. le petit déjeuner collectif semble être devenu une routine pour le groupe. Sans un mot sur le sujet, chacun s'arrange pour se rendre au lieu de rendez-vous qu'on lui a signifié la veille.

9 h. Une fois sur place, je retrouve 8 stagiaires, qui sont aussi peu informés que moi sur la suite des événements. Un formateur nous rejoint et nous explique que nous serons des militants Désobéissants et que notre cible – située derrière les grilles auxquelles nous faisons face – est un parking d'usine où sont stationnés des engins de chantier que nous devons empêcher de sortir, ce qui implique de neutraliser l'accès et de refuser l'entrée aux salariés. Il nous renseigne rapidement sur les différentes techniques de « *lockage*[141] » avec des outils (chaînes, cadenas, antivol, arm-lock[142]) et des techniques de blocage corporel. Il met ensuite à notre disposition des zips en plastique qui feront office de chaîne, des arm-lock, une banderole vierge et des surtenues flanquées de logos antinucléaires. Il nous quitte après nous avoir expliqué que nous avons 45 min pour préparer l'action et la mettre en œuvre.

La consigne fait l'effet d'un couperet, mais les esprits sont frais. Nous nous rendons dans la salle principale. Nous devinons que les autres stagiaires vont jouer les rôles des salariés et des forces de police. Rapidement, 2 personnes sont envoyées en repérage sur l'endroit qu'on nous a désigné comme le lieu de l'action. Elles reviennent avec un plan sommaire et nous font part de l'existence d'un poste de garde et de la présence d'un vigile. Nous adoptons la CNV. Nous sommes à la fois excités et légèrement déboussolés. Nous réfléchissons et mobilisons toutes les connaissances et tous les repères que nous a fournis la première journée de stage. Nous commençons par discuter de la façon dont on peut concrètement et le plus longuement possible bloquer l'ouverture des différentes grilles. Le portail se compose d'une grille coulissante qui laisse passer les engins, elle-même arrimée à un poteau en béton auquel est fixée la petite grille qui laisse passer les salariés. Nous décidons

141. Le terme de « *lockage* » est utilisé par les militants désobéissants pour désigner toutes les pratiques qui conduisent à attacher et/ou suspendre un militant à un objet ou entre eux à l'aide d'outils. Celui de « *blocage* » désigne les techniques corporelles qui permettent de garder une position. Les militants anti-nucléaire qui se suspendent grâce à du matériel d'escalade au-dessus des lignes de chemin de fer pour empêcher la circulation des wagons qui transportent du combustible nucléaire sont « *lockés* ». Ceux qui forment un cordon sont « *bloqués* ». Les deux termes permettent de différencier la situation des militants sur le terrain. Les premiers sont attachés par l'intermédiaire d'un objet et ne gardent pas de moyen de se détacher sur eux, tandis que les autres sont seulement bloqués par le rôle et la position qu'ils doivent tenir dans l'action, mais peuvent l'abandonner en cas de besoin.

142. Un arm-lock se présente comme un tuyau, souvent en PVC, assez large pour que des activistes y passent leur bras d'un côté et de l'autre. Une tige en métal est fichée au milieu du tuyau, sans pour autant dépasser de ce dernier. Chaque militant porte un bracelet auquel est accroché un mousqueton avec lequel il va s'attacher à la tige de métal. Le tube rend le dispositif invisible et interdit, dans un premier temps, toute tentative de découpage du tube en plastique pour séparer les militants.

qu'il faut détourner l'attention du vigile, voire le neutraliser, sans violence, en cas de besoin, et attribuons 2 personnes à cette tâche. Elles devront maintenir le dialogue ou l'effort durant l'installation du dispositif (moins de 5 min), puis, sur un registre plus souple, être les interlocutrices de tous les salariés afin qu'ils ne s'en prennent pas aux militants positionnés devant les grilles. Nous décidons que les deux grilles seront verrouillées à l'aide de chaînes. Ce dispositif est doublé par la présence d'un militant locké par le cou, grâce à un cadenas en U, au poteau et aux montants des deux grilles auxquelles il sert de point d'ancrage. Cette option implique de lui adjoindre un « *ange gardien* », c'est-à-dire un militant qui veille à sa sécurité et son confort, et qui détient le moyen de le détacher rapidement en cas de besoin. D'autres militants seront positionnés assis devant la grande grille. Deux d'entre eux, placés au milieu, seront attachés ensemble par un arm-lock. Ils seront « *lockés* », mais pourront se détacher seuls à chaque instant : on ne leur désigne donc pas d'ange gardien. Trois autres personnes – dont l'ange gardien – seront assises entre le militant locké avec le cadenas en U et ceux pris dans le arm-lock, pour masquer les zips en plastique qui figurent les chaînes. Nous désignons ensuite un porte-parole responsable de la médiation avec les forces de l'ordre et les pouvoirs publics. L'animateur qui nous a donné la consigne s'approche du groupe et, constatant nos lacunes, nous signale que nous n'avons pas pensé à convoquer la presse. Aussitôt, nous décidons de programmer l'arrivée des journalistes 10 min après le début de l'action. Le militant chargé des relations avec la police assurera aussi la fonction de « *contact presse* ». Sa mission consistera à présenter les motifs de l'action et les revendications du groupe sans que nous ayons vraiment le temps de les mettre au point. Le temps passe et l'inquiétude commence à poindre sur la faisabilité de notre plan d'action. Quelques voix se font entendre à propos de la fin et de la sortie de l'action. À court d'idées et pressés par le temps, mais déterminés à rester solidaires, nous décidons que nous serons arrêtés collectivement. Après un court moment de silence, chacun vérifie qu'il dispose bien de tous les outils nécessaires pour tenir son rôle, et nous partons vers le site de l'action. Nous avons beau être dans le cadre d'un exercice, nous sommes tous tendus, voire un peu anxieux.

Nous avons décidé d'une installation échelonnée. Les 2 premiers activistes chargés de « neutraliser » le vigile s'avancent en conversant, un air serein sur le visage. Ils manifestent, dans leur attitude, la volonté de s'adresser au vigile – incarné par un des formateurs –, qui s'avance vers eux avec un peu de surprise, mais sans inquiétude. Une fois les 2 militants assez proches du vigile pour parer à toute intervention de sa part, les autres activistes s'élancent et se concentrent sur l'installation du dispositif sans prêter plus d'attention au reste de la scène. Il faut moins de 5 min pour que tout le monde soit en place.

Pendant ce temps, les militants s'opposent au vigile. Il s'est rapidement agacé en voyant les chaînes et les cadenas se refermer. D'abord sans se toucher, puis en essayant de se contourner et de se repousser les uns les autres, le vigile et les militants finissent par trébucher sur une pierre qui dépasse du sol. Les activistes en profitent et freinent le vigile dans son mouvement pour se relever en attendant que nous leur criions que nous sommes en place et qu'ils peuvent relâcher leur surveillance. Le vigile s'agace, proteste, s'alarme et décide de prévenir la direction de l'entreprise et la police.

Un moment de flottement s'installe. Les réactions du vigile attirent l'attention de tous. Le formateur qui joue ce rôle est terriblement convaincant dans la manière dont il exprime l'indignation et la colère. Rapidement, un nouvel employé – lui aussi un des formateurs – se présente au portail tandis que la police et les médias arrivent coup sur coup. L'arrivée des journalistes et des policiers nous rassure, toutes les pièces du puzzle sont en place et devraient normalement se neutraliser les unes les autres. Le militant dont c'est le rôle se rend disponible auprès des journalistes. Il se prête à l'exercice de présentation de l'action et de ses motifs, répond aux questions qui lui apparaissent servir son propos et oppose un silence poli aux autres.

Les salariés, maintenant plus nombreux, s'époumonent et protestent. Ils arguent de leur droit à travailler, accusent les militants d'idéalisme, puis de fainéantise et de débilité… Le ton monte. Les militants accrochés à la grille gardent le silence, ils observent la situation et surveillent du regard les policiers et les journalistes qui pointent vers eux leurs caméras, appareils photo et micros. L'action suit son cours.

Après avoir inspecté rapidement les lieux, les policiers se répartissent en plusieurs points de la scène. Quatre s'approchent du vigile, du premier salarié arrivé sur les lieux et des 2 militants qui leur font face. Ils se positionnent pour éviter que la situation ne dégénère entre salariés et militants. Les policiers se sont aussi déployés debout face aux militants assis le long de la grille. Ils tentent d'entrer en discussion et les interrogent sur les motifs de leur action, leurs revendications et l'existence d'un porte-parole, tout en expliquant sereinement et poliment qu'il faudra partir « *de toute façon* ». Un peu à l'écart, un des stagiaires joue le rôle de chef de brigade et fait mine de communiquer par téléphone avec un formateur qui lui donne la réplique en tant que préfet.

Les journalistes – un de TF1 et un de la presse locale – interviewent successivement les militants, notamment le porte-parole, des salariés et le chef des forces de police. La situation ne donne pas de signe d'évolution ; au contraire, elle s'installe. Le vigile s'agace de nouveau et

réclame que les policiers enregistrent une plainte pour coups et blessures suite à sa chute qu'il dit avoir été provoquée par les militants. Le ton monte du côté des salariés, ce qui oblige le chef de brigade à déplacer quelques agents pour assurer la surveillance de ceux qui continuent d'arriver.

Le temps commence à s'étirer en longueur. Le chef de brigade rend des comptes au préfet par téléphone. Immobilisés et quelque peu démunis, les activistes lockés dont je suis décident de reprendre la main et d'attirer l'attention en chantant des chansons. Notre banderole est vierge, nous n'avons eu ni le temps ni l'idée de préparer un slogan qui nous permettrait de donner de la voix. C'est un manque relativement cruel dans notre situation, car, en plus de participer à expliciter nos revendications, entonner un slogan nous rassurerait par l'occupation de rôles actifs dans la guerre de position larvée qui se joue à ce moment. Ce déficit nous pousse à emprunter un répertoire familier. Nous entamons plusieurs refrains avec conviction, mais sans réelle maîtrise des textes. À court d'idée, un des militants commence à entonner le titre *Sois fainéant*, de Coluche. La précipitation du journaliste nous tendant son micro-bouteille-de-lait flanqué du logo TF1 nous coupe le souffle.

Notre porte-parole est abordé par le chef de brigade, qui l'interroge sur nos intentions et revendications. Les journalistes continuent à tourner et/ou enregistrer, mais se lassent. Il ne se passe plus rien depuis un moment. Cela fait 35 min que nous sommes en place, et nous commençons à trouver le temps très long. Je réalise la difficulté que représente le maintien d'un piquet de grève ou d'une occupation, et l'efficacité de la stratégie d'enlisement qu'utilisent régulièrement forces de l'ordre et pouvoirs publics dans ces situations.

Le statu quo confine maintenant à l'enlisement. Le chef de brigade rappelle une partie de ses hommes, tout en veillant à contenir les salariés. Les agents reviennent ensuite vers nous dans leur position initiale et engagent de nouveau les pourparlers, mais sur un ton plus ferme. Ils demandent à ce que nous quittions les lieux par nous-mêmes. Ils insistent, glissent progressivement vers un ton plus ferme et répètent en boucle « *Il faut partir, détachez-vous* ». Pendant ce temps, ils inspectent nos liens. S'ils se heurtent aux chaînes, à l'antivol et au arm-lock, ils se rendent rapidement compte qu'une partie des activistes ne sont pas attachés. Nouveau mouvement de flux et de reflux chez les forces de l'ordre. Lorsqu'ils reviennent vers nous, ils sont équipés de paires de ciseaux – censées représenter des pinces-monseigneur – et exigent que nous nous détachions immédiatement et que nous partions de notre plein gré, sur un ton qui ne souffre aucune discussion.

Face à notre absence de réaction et au silence entêté que nous affichons, ils décident d'agir. Deux policiers se détachent du lot et repoussent doucement les journalistes en prétextant une conférence de presse assurée par le chef de brigade. Nous leur crions qu'il s'agit d'une manœuvre pour les empêcher de faire leur travail. Les journalistes résistent autant que la situation le leur permet, mais n'ont aucun intérêt a être évacués définitivement, maintenant qu'il se passe enfin quelque chose. Ils reculent. Les représentants de la presse écartés, les policiers commencent à nous séparer et décident d'exfiltrer les militants qui ne sont pas attachés. Ces derniers s'accrochent à la grille, cherchent à éviter ou contrecarrer l'emprise des mains des policiers sur leurs jambes et leurs bras, mais n'opposent aucune force. Ils sont rapidement écartés – non sans difficulté – et conduits dans un fourgon fictif. Les 2 militants qui faisaient face aux salariés sont arrêtés eux aussi. Seul le porte-parole est laissé en paix, sans doute dans l'optique de maintenir les conditions d'un hypothétique dialogue.

Pour le militant locké par l'antivol en U, cette attention des policiers est d'autant plus importante que l'ange gardien qui détient la clé capable de le détacher n'est plus là pour l'aider. Sans pouvoir l'approcher, le porte-parole est la seule personne susceptible de l'aider en cas de besoin. J'échange quelques mots avec le militant accroché, comme moi, au arm-lock. Nous sommes inquiets pour la personne qui est attachée aux deux grilles avec l'antivol en U. Sa position est extrêmement délicate : elle est entravée par le cou et suffisamment éloignée de nous pour que nous ne lui soyons d'aucun soutien. Nous tentons de lui en témoigner malgré tout, en la cherchant des yeux et en échangeant quelques mots, mais l'inconfort se lit sur son visage. La position de l'antivol interdit toute intervention, les policiers la fouillent avec délicatesse pour trouver la clé, sans succès. Son ange gardien et la clé de l'antivol sont dans le fourgon de police qui, par chance, n'a pas quitté les lieux... Je jette un coup d'œil au militant ange gardien concerné. Il garde le silence, mais est visiblement gêné par la situation et le malaise qu'il perçoit chez le militant attaché. Les policiers décident de fouiller les militants dans le fourgon. Ces derniers organisent une « *boule*[143] ». Les militants résistent pour la forme avant de se laisser fouiller, afin que les policiers récupèrent la clé de l'antivol et évacuent l'activiste enchaîné.

Dans le même temps, les policiers coupent aux ciseaux les zips plastique qui bloquent les grilles. Ils restent interloqués par le arm-lock et ne parviennent pas à me séparer de mon acolyte. Ils menacent d'avoir à employer des moyens plus invasifs, de découper le tuyau qui cache nos bras et nos mains. Nous utilisons nos mains libres pour nous agripper à la grille.

143. Technique de blocage mise en œuvre par un groupe au niveau du sol, basée sur un entremêlement de prises au niveau des poignets et des chevilles des militants.

Doigt par doigt, les policiers nous détachent et nous déplacent vers le fourgon. Deux agents nous soulèvent et nous poussent à marcher. Je fais quelques pas et profite du dispositif qui nous relie pour entraîner mon acolyte dans une stratégie de « *poids morts* », qui nous rend difficiles à déplacer. Nous sommes finalement soulevés par 4 policiers et conduits vers le fourgon, dans lequel nous détachons nos mousquetons et sortons nos bras du arm-lock, non sans une certaine satisfaction. Enfin, le porte-parole est conduit dans le fourgon sans qu'il y ait besoin de l'encourager.

Les journalistes ont pu faire des images des dernières minutes et plient bagage. Les salariés sont invités à entrer le plus rapidement possible sur leur lieu de travail afin de couper court à tout nouveau rebondissement. On nous signale que le fourgon va se diriger vers le commissariat le plus proche. L'action est terminée et les différents protagonistes se retirent, tout simplement. Nous savons que l'exercice est terminé et que nous n'aurons pas à jouer la phase qui s'étend du contrôle d'identité jusqu'à l'audition par un OPJ. Dans le fourgon, les activistes sont plutôt satisfaits d'eux-mêmes puisque l'objectif principal a été atteint et que nous sommes restés solidaires jusqu'au bout.

Re-penser l'action

10 h 40, les formateurs annoncent la fin de l'atelier. Nous rassemblons le matériel, nous nous dirigeons vers la salle principale et rangeons ce qui doit l'être, avant une pause. Les fumeurs sortent, les autres restent à l'intérieur. Le groupe s'installe en cercle pour une plénière. Les militants-formateurs proposent d'assumer les différents rôles de régulateurs des débats et nous adoptons aussitôt la CNV. La parole est donnée aux activistes. Après une courte concertation, nous décidons de témoigner l'un après l'autre sur un aspect de ce que nous avons mis en place, vécu et compris de la situation avant de répondre ensemble aux éventuelles questions.

Chacun y va donc de son petit détail, de sa remarque ou de son interrogation quant à la préparation, au déroulement et aux finalités de l'action. Les autres stagiaires agitent les mains en fonction de leur point de vue sur ce qui est énoncé et demandent la parole de temps en temps. La discussion se concentre mécaniquement sur les interventions des militants-formateurs qui ont l'expérience et le recul nécessaire pour apprécier les défauts et les qualités de cette répétition grandeur nature. Ils commencent par féliciter le groupe de militants pour sa réactivité et l'effort mis en œuvre pour jouer le jeu. Le formateur qui nous suivait de près intervient pour alerter sur le fait que, pris par l'impératif d'efficacité, nous avons oublié de

faire appel à la presse alors que c'est un des éléments fondamentaux de l'efficacité d'une ADNV en tant que relais de la cause dans l'opinion publique. Nous ne pouvons qu'acquiescer.

Un autre formateur intervient ensuite pour dire que nous avons mal géré la situation avec le gardien, lors de sa chute accidentelle. Il explique comprendre la stratégie des militants qui en ont profité pour gagner du temps, mais qu'il aurait mieux valu pratiquer la désescalade en reculant et en l'aidant à se relever. Il insiste en disant que nous avons eu de la chance que les journalistes ne soient pas déjà sur place, car ces quelques images auraient certainement suffi « *à flinguer la mobilisation* » aux yeux de l'opinion publique. Nous acquiesçons de nouveau.

L'un des formateurs intervient aussitôt pour souligner qu'il a été judicieux de convoquer les journalistes un peu après l'installation, afin de prévenir tout problème durant cette phase critique de l'action. Il pense néanmoins qu'ils auraient pu arriver un peu plus tôt. Il suggère que le contact presse leur donne rendez-vous un peu à l'écart du lieu de l'action à l'heure dite et qu'il les conduise sur le site une fois les militants installés, pour éviter trop de battement. La salle s'interroge, il paraît difficile de prévoir et de s'en tenir à un minutage aussi précis. Elle s'étonne même que la visibilité médiatique de l'action soit au moins aussi importante et stratégique que l'action elle-même, car cela renverse la hiérarchie des valeurs qui animent les stagiaires, notamment les moins expérimentés.

On évoque ensuite le dispositif en lui-même. Les options de lockage sont validées ainsi que la répartition et la tenue des différents rôles. Un des formateurs nous fait remarquer, non sans ironie, que Coluche n'était pas le meilleur choix dans ce contexte. Cette remarque provoque un rire général. Les stagiaires activistes en profitent pour prendre la parole et s'exprimer sur le fait qu'une action doit être motivée par des convictions et, plus prosaïquement, nourrie par des slogans, des arguments et des réflexions qui permettent aux militants de s'exprimer au cours de l'action. Ils expliquent s'être sentis « *un peu à poil* », assis en dessous d'une banderole vierge et sans réel message à faire passer. Les formateurs approuvent des mains et en profitent pour rappeler qu'une ADNV est un outil stratégique qui doit être pensé dans une logique politique globale et qu'à défaut de base solide elle court à l'échec et peut même s'avérer contre-productive.

Sortant de sa réserve, le militant qui était locké avec l'antivol en forme de U soulève le problème de la sécurité. Il déclare s'être senti extrêmement vulnérable du fait d'être attaché par le cou entre deux grilles non solidaires qu'il sentait bouger autour du poteau. Il insiste pour dire que son ange gardien a assuré son rôle, puisqu'il n'a opposé qu'une résistance de

principe quand les policiers sont venus chercher la clé pour le délivrer, mais que le repérage aurait dû permettre de mieux réfléchir et de ne pas attacher quelqu'un à cet endroit précis. Un silence de plomb tombe sur la salle. Les stagiaires qui ont joué les rôles de militants sont visiblement désolés et ne savent pas comment réagir. Il s'agit d'une erreur de débutant faite dans le contexte sécurisé d'un stage de formation ; il serait idiot de s'en formaliser, mais le groupe est décontenancé. Les militants-formateurs formulent un rappel à l'ordre. Ils ne visent pas directement le groupe des activistes du jour, mais martèlent avec force que toute personne lockée est extrêmement vulnérable et qu'il convient de s'assurer de sa sécurité, de son ravitaillement et de son confort, sachant qu'il en va aussi du bon déroulement de l'action.

Les militants-formateurs, pour la plupart engagés dans la cause antinucléaire, profitent de cet exemple pour compléter les connaissances pratiques qu'ils souhaitent transmettre au sujet des techniques de lockage. Ils égrainent des cas particuliers, des déroulements d'action et nombre de détails pratiques qui facilitent ou, au contraire, rendent pénible la situation des militants entravés ou suspendus. Ils évoquent notamment le besoin d'aller aux toilettes en cas de blocage long, l'organisation des déplacements à tour de rôle ou encore l'utilisation de couches... Un nouveau couperet s'abat sur la salle. Quelques sourires gênés apparaissent sur les visages, mais les mines sont tendues et graves. Cet exemple force les stagiaires à abandonner l'archétype du militant héros, dépositaire d'une dignité faite de convictions et, souvent, d'une pointe de virilisme. La révolution sera peut-être télévisée, mais pas nécessairement glamour...

Enfin, les formateurs expliquent à l'assemblée que, si nous avons globalement réussi notre action, une fois mises de côté les erreurs de débutant, il reste que nous n'avons pas suffisamment réfléchi à la fin et à la sortie de l'action. Ils nous expliquent que nous avons fait le minimum en nous entendant sur le principe de solidarité finale menant jusqu'à l'arrestation collective des militants, mais que nous n'avions pas d'objectifs politiques précis. Ils précisent que nous aurions dû arrêter des exigences minimales afin de baliser la discussion avec les pouvoirs publics et d'obtenir la satisfaction d'au moins une de nos revendications. Ils proposent le déplacement d'un maire, d'un responsable de projet ou encore du préfet, auxquels nous aurions officiellement fait part de nos revendications devant les journalistes.

Le débat s'ouvre plus largement sur les phases de négociation et leurs impératifs. Les formateurs expliquent que les militants doivent toujours avoir quelque chose à négocier sous peine de subir de plein fouet la stratégie de l'enlisement. Il s'agit d'afficher clairement sa ou ses revendications principales, le refus de la construction du projet d'aéroport par exemple,

mais aussi un éventail de demandes intermédiaires à soumettre afin d'obtenir quelque chose sur le moment pour conclure l'action. Qu'aurions-nous fait si les forces de police s'étaient contentées d'attendre que les militants épuisés se détachent d'eux-mêmes après quelques heures ? Les militants-formateurs en appellent à la stratégie et au réalisme, et expliquent qu'un cadre d'entreprise ou encore un maire ne sont pas en position de donner entièrement satisfaction aux militants. En revanche, une négociation réussie peut aboutir à leur faire reconnaître publiquement qu'il y a effectivement un problème ou un enjeu, et que leur position sur le sujet n'est pas neutre. Les formateurs rappellent enfin, ou plutôt de nouveau, que le scénario de sortie d'action est au moins aussi important que celui qui encadre son déroulement et que si les militants ne font pas l'effort de le définir, ils se retrouvent de fait à la merci de leurs interlocuteurs, qui ont toute latitude pour mener la danse.

Après cette première phase de débriefing, la parole est laissée aux stagiaires qui ont tenu le rôle des forces de l'ordre. Ils font état d'une frustration « *énorme* ». Nous n'en sommes pas surpris puisque l'atelier de la veille nous a permis de nous glisser dans ce rôle et de faire l'expérience de ce sentiment. Le ton et les termes qu'ils choisissent nous font clairement entendre l'agacement et la colère qui peuvent se développer quand les actions se prolongent. Ils expliquent qu'il ne leur aurait pas fallu plus d'un quart d'heure pour nous déloger et nous conduire au poste si on les avait laissés faire et qu'ils « *subissent* » les exigences des temps médiatiques et politiques. Ils expriment s'être sentis inutiles, démunis et aux ordres d'une hiérarchie peu communicante qui ne fait pas grand cas de leur appréciation de la situation sur le terrain. Un des militants-formateurs en profite pour rappeler combien il peut être agaçant pour les agents de maintenir leur position en attendant les ordres de leur hiérarchie, alors qu'ils savent pertinemment que cette dernière joue sur un autre tableau – politique, en l'occurrence.

Vient ensuite le tour de parole des stagiaires qui ont assumé le rôle des journalistes. Ils soulignent leur difficulté à travailler. Ils regrettent de ne pas avoir été présents lors de l'installation des activistes sur le site, même s'ils comprennent bien pourquoi ils n'ont pas été conviés. Ils confirment, sourire en coin, que la chute avec le vigile aurait été dûment exploitée, de même que la chanson. Ils disent que le fait d'avoir un interlocuteur est utile et que les militants soient prêts à témoigner avec des phrases courtes, synthétiques et efficaces, même visiblement préparées, est fait pour les arranger. Ils déplorent qu'il ne se soit rien passé de particulier entre le moment de leur arrivée et celui de l'arrestation finale des militants. Enfin,

ils disent l'indélicatesse des forces de police, qui contiennent et restreignent systématiquement leur point de vue sur ce qui se passe.

L'exercice donne l'occasion de lire, pour en discuter rapidement, un document qui synthétise les savoir-faire et savoir-être de base nécessaires à une utilisation opportune des médias au service des luttes. Quelques commentaires fusent dans la salle. Les stagiaires s'offusquent de la centralité accordée à la dimension médiatique des actions. Les militants-formateurs affirment qu'il n'est pas question de tomber dans le travers d'offrir « *un spectacle* » aux journalistes. Ils répètent que la nécessité de dynamiser le déroulement de l'action par le franchissement d'étapes est utile du point de vue de l'opinion publique, mais aussi fondamentale pour les militants afin d'éviter l'enlisement.

Pour conclure, un des militants-formateurs revient sur la question de la définition des objectifs politiques de l'action et de la sortie de l'action. Il précise que si elle est bien définie en amont cela permet aux militants de faire plusieurs interventions auprès des médias. La première présente le collectif et l'objet de la mobilisation ; la deuxième, les revendications générales et l'argumentation en faveur de la cause ; la troisième, les points de négociation avec les autorités ; et enfin, quand cela est possible, la dernière permet de commenter les réponses politiques effectivement reçues. L'intervention soulève une nouvelle vague de discussions informelles entre les stagiaires qui, voyant l'heure, se mettent spontanément à installer les tables et à mettre le couvert pour le repas.

Memento communication

10 CONSEILS EFFICACES POUR TOUT RATER

1 . Ne lisez pas les journaux, n'écoutez pas la radio, ne regardez pas la télévision.
2 . Arrosez la presse de communiqués, sans discernement ni relâche.
3 . N'ayez, avec les journalistes, que des relations écrites.
4 . Faites les relances par téléphone aussi souvent qu'il le faudra : ils finiront bien par craquer !
5 . Protestez quand vos communiqués ne sont pas publiés.
6 . Faites jouer le droit de réponse à la moindre critique.
7 . Exigez de relire l'article avant sa parution.
8 . Adoptez un langage aussi technique que possible : les spécialistes apprécieront.
9 . Organisez une conférence de presse tous les mois (et n'invitez que les journalistes bien pensants).
10 . Exigez que toute demande d'interview (surtout pour les quotidiens, la radio et la télévision) soit présentée par écrit. Ne répondez qu'après une semaine de mûre réflexion.

REDIGER UN COMMUNIQUE DE PRESSE

Un bon CP doit être conçu comme un hameçon pour accrocher le journaliste. Il éveille la curiosité de quelqu'un qui est inondé d'infos par ailleurs. Il est là aussi pour faciliter son travail : lui donner des phrases bien faites et de bonnes citations d'un porte-parole. Par conséquent, dans la forme, le CP doit ressembler à un article de journaliste : une bonne info via un style factuel, et des prises de position plus tranchées via des citations...

La présentation

« Communiqué de presse – Mois / Année
LOGO

TITRE (deux lignes max)

Chapeau : lieu / date, info essentielle qui donne envie de lire le reste.

Texte avec plusieurs paragraphe de quelques lignes, texte aéré, facile à lire (impossible de tout dire dans un CP !). On peut aussi mettre des « Inter » en début de chaque paragraphe qui donnent l'info principale du paragraphe ou bien des puces. Possible également : mettre en gras quelques infos essentielles (chiffres, position). Attention toutefois à ne pas mélanger tous ces éléments d'édition : ils doivent être conçus comme des portes d'entrées pour faciliter la lecture.

Contacts (dans un encarté)
Nom / prénom/ numéro de portable / site web

Adresse permanente

Un CP tient sur une page A4 maximum Un texte justifié Une police standard : Arial, Times... Corps : 11 ou 12
Un titre centré, en gras, corps 14 Laisser une marge importante à gauche (pour les annotations du journaliste)
Ne rien souligner (le journaliste s'en charge !)
Préciser, s'il y a lieu, que des photos et images sont disponibles et que le site web de l'association est consultable.

L'écriture :
1- **Le titre** doit être percutant et « dans le sujet ». Peuvent être utilisés : point d'interrogation (poser une question), ou deux points pour poser le sujet. A éviter toutefois les points d'exclamation : il n'est pas forcément productif de chercher systématiquement une formule choc ou humoristique.
2- **Le chapeau** doit dire le sujet et donner envie de lire la suite. Pour bien le rédiger, se poser la question « qui, quoi, comment, où, pourquoi ? ». Attention le titre et le chapeau se complètent mais ne doivent pas faire doublon.
Ces deux éléments « d'habillage » du CP sont très importants. Pour beaucoup de destinataires, ils seront les seuls éléments lus. Il est donc préférable de les faire dans un second temps, une fois l'essentiel du texte rédigé et alors que l'information à communiquer est bien claire.
3- **Le texte** : avant la rédaction, se faire une petit plan et noter les idées phares à faire passer. Cela permet de ne rien oublier, ne pas se répéter et hiérarchiser les informations. Petit plus à passer en conclusion : replacer l'action dans un contexte plus large : national, international... et dans le futur : ce qui va se passer.
Pas de phrases longues et alambiquées mais courtes, à l'actif, au présent avec des mots précis. Doit rester factuel, impératif d'employer la troisième personne, forme grammaticale active, éviter les points d'exclamation... Deux ou trois paragraphes maximum qui développent l'information de façon positive et hiérarchique (par ordre d'importance décroissante),

Une conclusion qui reprend le message essentiel.

Inclure **deux ou trois citations** d'un porte-parole qui permettent de sortir du style neutre, d'avoir un discours avec formules chocs et des prises de position tranchées. Citations en italique et guillemet introduites par les formules suivantes : déclare, précise, ajoute, rappelle, s'insurge... La bonne utilisation de ces éléments de citations permet de construire un CP vivant... Idéalement peut être crée un effet de décalage entre le texte courant et ces éléments de citation afin de faire ressortir les prises de positions. Ces citations sont très importantes car elles sont celles qui seront être reprises.

Remarque : N'hésitez pas à faire relire votre communiqué par un proche. S'il ne le comprend pas, il y a alors de grandes chances pour que le journaliste ait la même réaction !

L'envoi :
Le communiqué est envoyé à un journaliste précis, son chef de service ou rédacteur en chef (pour pallier les absences). Il peut être adressé à plusieurs journalistes d'un même média.
Envoi par Fax (personnes importantes) ou mail (envoi plus large).
Mail : * Objet du mail : titre du CP, si titre trop long autre titre de 5 mots max.
* Corps du mail : « Bonjour » + le message du chapeau + « Pour plus d'informations, veuillez trouver en pièce jointe le

6. Illustration : Polycopié synthétisant les connaissances relatives à la préparation des outils de communication distribué lors du stage de formation animé par le collectif Désobéissants

communiqué de presse » + « Cordialement » + contact (nom – prénom – portable)
* CP en format PDF en pièce jointe (ainsi le journaliste peut l'imprimer correctement et les logos s'affichent correctement)

***Les relances* :**
Il ne s'agit pas de harceler le journaliste pour qu'il publie votre information ou pour lui demander que le sera le contenu de son papier ! Il s'agit plutôt de :
- S'assurer qu'il a bien eu connaissance de votre information,
- Lui préciser que vous disposez d'informations ou de photos / vidéos complémentaires,
- Lui proposer une interview.
Remarque : Si votre communiqué n'est pas publié sur le champ, cela peut signifier que votre information n'exige pas une diffusion immédiate, qu'elle va être utilisée dans le cadre d'une enquête plus approfondie, qu'elle est tout simplement archivée pour servir à une autre occasion !

REUSSIR SON INTERVIEW RADIO OU TV

Marche à suivre avant l'interview :
Il est toujours mieux de savoir dans quel cadre se déroule l'interview. Si le premier contact a lieu au téléphone, demandez au journaliste de vous rappeler 10 minutes plus tard, pour rassembler vos idées, cadrer votre message, choisir vos mots clefs.
Demandez bien au journaliste :
* Son identité, pour quel média il travaille, ses coordonnées et pourquoi il souhaite vous interroger.
* Sous quel angle va-t-il traiter son sujet ? Cela évite le hors-sujet
* Quelle sera la durée de votre intervention ? On ne s'exprime pas de la même manière si l'on a 20 secondes ou 3 minutes
* Quelle connaissance le journaliste a-t-il du sujet ? Il n'est pas forcément un spécialiste. N'hésitez pas à lui rappeler certaines informations essentielles sur le sujet avant l'interview
* Quels sont les autres interlocuteurs sollicités dans le cadre de ce reportage ? Autant savoir s'il s'agit de concurrents directs, d'opposants farouches, afin de pouvoir leur répondre
* Faites vous bien préciser si ce que vous dites est enregistré, et si vous souhaitez que certains propos ne soient pas retenus, dites-le également. Cela peut éviter certaines déconvenues.
Plus vous en saurez avant, plus vous pourrez vous préparer et votre communication n'en sera que meilleure. Il est vrai que la plupart du temps, les télés travaillent dans l'urgence, il est très courant qu'elles vous sollicitent le matin pour une interview l'après-midi même, voire plus tôt si possible. C'est évidemment un exercice compliqué.

Le journaliste vient chercher un sonore court, clair et concret
* Court : très souvent, votre intervention se limitera à une déclaration de 15-20 secondes insérée dans un reportage de quelques minutes à peine. Le journaliste va donc scruter dans vos propos les passages qui s'inscriront le mieux dans ses contraintes à lui. Il faut donc apprendre à formuler vos réponses de telle manière à ce qu'elles attirent l'attention du journaliste. Vos messages essentiels doivent pouvoir être dits en 15-20 secondes.
* Clair : le journaliste cherche des phrases simples. Le plus souvent, il faut privilégier les structures sujet-verbe-complément. Il faut bannir les termes techniques, le jargon, les mots trop conceptuels (les « ismes » par exemple).
* Concret : en règle générale, le journaliste ne retiendra pas les discours trop abstraits, les explications trop générales, les prises de position trop officielles. Ce qu'il vient chercher, c'est un témoignage, une illustration, un éclairage, une expertise basée sur l'expérience. Il vient chercher des faits, des exemples, des détails, des images.

Le journaliste vient avec ses questions, vous venez avec vos réponses
Ne cherchez pas à tout prix à répondre aux questions du journaliste. Il peut vous poser toutes les questions qu'il souhaite, vous êtes libres de répondre comme il vous plaît. Essayez notamment de placer votre « message » principal le plus tôt possible dans l'interview et de le répéter régulièrement au cours de l'interview, car vous ne savez pas combien de temps celle-ci durera et si l'occasion se représentera. Si cela vous aide, appuyez vous sur la formulation de la question pour entamer votre réponse. Soit vous la reprenez à votre compte si elle vous convient, soit vous prenez le contre-pied.

Un bon interview doit comprendre :
- UN message principal, clair et compréhensible à placer dès le début puis à replacer régulièrement
- éventuellement des messages secondaires
- deux ou trois chiffres clef sur la question traitée. Il faut trouver des chiffres parlants, marquants.
- des formules un peu choc, des exemples, des anecdotes qui vont renforcer votre message.

Enfin, n'hésitez pas à valoriser votre expérience, appuyez vous sur des études, des missions, des exemples précis, des situations humaines que vous avez connues. Il est plus efficace de s'adresser au cœur des gens plutôt qu'à leur tête.

Mémo 1

1 Mémoriser le message principal, idéalement une formule de 15 secondes. Se le mettre en bouche à voix haute.
2 Penser à respirer, on ne finit pas une réponse en apnée.
3 Faire des phrases simples, type sujet-verbe-complément.
4 Faire des réponses concrètes, détaillées, chiffrées.
5 Utiliser un vocabulaire compréhensible de tous.
6 Privilégier les formulations positives, éviter les « ne pas »...
7 Appuyer son propos, être convaincu, éliminer les hésitations.
8 Ne pas quitter le journaliste du regard.
9 Maîtriser son expression corporelle : buste droit, bras ouverts, tête haute.
10 Soyez naturel !

Mémo 2

- Choisissez un lieu calme pour votre interview, sans risque d'être dérangé par le téléphone ou une personne extérieure
- C'est votre image et celle de votre association que vous engagez
- Le public ne retient que peu de choses de votre discours
- Le journaliste a tout pouvoir d'utiliser à sa convenance tout ou partie de votre intervention
- Ce qui est dit est dit, on ne peut pas raturer
- Si vous n'avez pas assez d'informations sur un sujet, proposez d'autres interlocuteurs mieux à même de répondre (les chargés de campagne par exemple)

Le dernier repas

12 h 30, le groupe s'installe pour le déjeuner. Je me rapproche des militants-formateurs et leur demande si je peux profiter de l'attention de tous pour rappeler ma démarche de recherche et proposer à ceux et celles qui le souhaitent de me laisser leurs coordonnées, de prendre les miennes ou encore de venir me poser des questions. Ils acquiescent. Je sacrifie au rituel de la CNV, me positionne en vue de toutes les tables et place mes mains en pyramide au-dessus de ma tête. En moins d'une minute, le silence se fait et j'obtiens l'attention de la salle. J'ai préparé un topo assez succinct, et dépose un cahier en vue de tous sur une des tables de la grande salle pour que les uns et les autres puissent y déposer librement leur contact ou y inscrire des remarques. Mon intervention ne soulève pas de remarques et, après les politesses d'usage pour me signifier qu'elle a été bien accueillie, tout le monde retourne à son assiette, moi y compris.

La fatigue accumulée depuis la veille se fait déjà sentir. Le repas se prolonge un peu. La dynamique du groupe change. Nous savons tous que c'est le dernier moment de convivialité que nous allons partager et que la fin du stage approche.

Actualité des luttes et invitations à poursuivre

Une fois les tables débarrassées et la pièce réaménagée pour accueillir une plénière, nous nous asseyons tous, au hasard ou par petits groupes, pour boire un café. Le redémarrage se fait en douceur. Des stagiaires ont visiblement demandé un temps de parole. Le formateur et militant clown-activiste qui doit intervenir ensuite en profite pour circuler dans la salle et proposer aux stagiaires d'acquérir des articles militants (badges, autocollants, T-shirts barrés de mentions anti-OGM et antinucléaires), en précisant que cela alimente les caisses de lutte et pourrait accessoirement contribuer à renflouer le budget du stage, légèrement déficitaire. Je ne suis pas surprise : après tout, 30 personnes ont dormi, mangé et travaillé pendant 2 jours (2 nuitées et 5 repas), et les 25 euros de l'inscription peuvent difficilement couvrir tous les frais. En posant quelques questions éparses aux militants-formateurs, je comprends qu'il n'est pas question du coût du stage lui-même, mais du défraiement de leurs déplacements ou d'une partie de ces derniers. Compte tenu du nombre de stages organisés et de l'étendue de territoire qu'ils sont amenés à couvrir, je me demande jusqu'où leur engagement les conduit en termes d'investissement financier. Entre deux mots, j'évoque l'idée de mettre en place une caisse à prix libre dans laquelle chacun serait susceptible d'apporter la contribution qu'il peut et/ou juge souhaitable pour combler ce déficit. L'un des formateurs acquiesce et s'éloigne sans mot dire. Après une quinzaine de minutes, nous nous asseyons en plénière. Je suis déjà passée

à autre chose quand le formateur en question revient vers moi et me désigne une petite boîte déposée à l'entrée de la grande salle, où un écriteau stipule « *Prix libre* ». Je comprends à son geste que c'est à moi d'informer le groupe de l'existence de cette caisse.

Les formateurs annoncent un temps de communication d'informations et de dates à ne pas manquer dans les prochains mois. Chacun – stagiaires et formateurs – y va de ses engagements particuliers et des dates correspondantes. Globalement, il est question de lutte antinucléaire, de lutte anti-OGM et de lutte contre le projet d'aéroport de NDDL. Plusieurs dates de procès et d'appel à soutien en faveur des Faucheurs volontaires sont évoquées. On rappelle que les actions de fauchage se multiplient avant le printemps pour prévenir la dissémination des pollens, et que les volontaires sont les bienvenus. Les militants les plus chevronnés, dont une grande partie de formateurs, profitent de cette occasion pour demander l'accord de tous les participants afin que leurs contacts e-mails soient utilisés pour les informer des campagnes de mobilisation, qui reposeront notamment sur l'organisation d'ADNV. Il n'est fait mention d'aucune action précise, on désigne seulement les cibles potentielles, les causes et les méthodes. Les mines dubitatives des stagiaires conduisent les militants-formateurs à préciser leurs intentions. Ils expliquent que les collectifs militants qui évoluent dans le réseau Désobéissants sont toujours en recherche de nouveaux volontaires pour participer aux actions directes et/ou intégrer les collectifs, d'où l'intérêt de pouvoir diffuser et recevoir régulièrement les informations. Ils rappellent que la charte des Désobéissants précise noir sur blanc que l'objectif des stages est de diffuser des savoir-faire au plus grand nombre de personnes possible et de constituer un réseau, sinon un vivier, de militants susceptibles de venir grossir les rangs des collectifs dans le cadre d'actions données. Le propos surprend les stagiaires. Le fait de se prononcer sur leur disponibilité *probable* pour participer à des actions *potentielles* dont ils ne peuvent rien savoir ou *presque* à ce moment précis leur apparaît entrer en contradiction avec les principes d'autogestion et de démocratie directe valorisée dans les différents ateliers. Tout le monde acquiesce, néanmoins.

Sur ces mots, un groupe de stagiaires demande quelques minutes pour se concerter avant de prendre la parole. Ils s'isolent rapidement, discutent entre eux et reviennent vers le groupe moins de 5 min plus tard. Ils déclarent à la salle vouloir mettre en œuvre l'action qu'ils ont échafaudée au cours d'un des ateliers. L'un d'eux explique que l'action aura pour cadre la lutte contre l'aéroport de NDDL, qu'elle aura lieu un week-end d'ici quelques mois, qu'elle nécessitera dans l'idéal une petite centaine de personnes et qu'elle n'impliquera aucun risque juridique ou physique. Ils expliquent ne pas pouvoir en dire plus et proposent à tous les

stagiaires intéressés de laisser, dans un cahier, leurs coordonnées postales complètes afin de recevoir en temps voulu informations et invitations en bonne et due forme[144].

Surpris, et même agacés, par ce qui leur apparaît entretenir beaucoup de mystère, les stagiaires manifestent leur étonnement et interrogent la nécessité d'une telle discrétion. Les militants-formateurs ne sont pas étonnés par ces interrogations et répondent, chacun à leur tour, en citant un exemple d'action annulée ou ratée par la fuite de certaines informations ayant, par exemple, conduit à ce que les forces de l'ordre soient sur place à leur arrivée. Les réponses semblent convaincre l'auditoire. Les formateurs soulignent, par ailleurs, qu'évoquer ce projet d'action directe dans le cadre du stage à visages découverts constitue déjà une prise de risque et une marque de confiance envers les membres du groupe. Ils concluent en disant que, dans cette situation, la simple participation au stage induit une solidarité de principe et une obligation de discrétion, qu'on soit finalement volontaire pour y participer ou non.

Cette discussion est l'occasion d'aborder la question des modes de communication et, notamment, de l'usage des boîtes e-mails et des téléphones portables. Si tous les militants, formateurs compris, reconnaissent l'utilité de ces technologies et l'importance qu'elles ont dans le fonctionnement du réseau Désobéissants, ils affirment qu'il en va autrement dans le cadre des actions directes. Sans céder à la paranoïa, ils préconisent la plus grande prudence dans les temps de préparation et de réalisation des actions. Ils précisent que les téléphones mobiles peuvent être utilisés comme des outils de repérage des militants en suivant la façon dont leurs terminaux se connectent aux antennes-relais situées sur leur parcours. Ils relatent le cas d'une personne qui a déposé deux amies sur le lieu de briefing d'une action. Le briefing en lui-même ayant été de courte durée, l'action a commencé quasi immédiatement. Tandis qu'elle repartait, cette personne a reçu un appel qui a suffi à la signaler à l'heure et à l'endroit de l'action, alors qu'elle n'y participait pas, et à lui valoir une convocation au commissariat. Sans pouvoir l'expliquer techniquement, ils disent que l'expérience leur a fait admettre, par déduction, que ces outils pouvaient aussi être utilisés pour des écoutes. Ils préconisent donc non seulement d'éteindre les téléphones portables lors du départ vers un lieu de débriefing ou une réunion de préparation, mais encore de désolidariser la batterie de l'appareil et de désengager la puce électronique, l'idéal étant de laisser son téléphone portable chez soi. Le même type de prévention est formulé à l'encontre d'Internet, qu'il est préconisé d'utiliser pour la diffusion d'informations non stratégiques. Enfin, pour conclure, le militant clown-activiste précise qu'en la matière le service postal est le seul espace de communication qui reste, a

144. L'organisation et le déroulement de cette ADNV sont présentés en annexe n°5, p. 409.

priori, libre de toute surveillance et donc le seul réellement fiable pour la diffusion des appels à action[145].

La suite de la discussion s'étire avant de s'effilocher doucement une fois les projets de mobilisation et l'actualité militante locale épuisés. Je profite de la disponibilité de tous pour signaler l'existence d'une caisse à « prix libre » déposée à l'entrée afin de compléter le financement du stage et, notamment, le défraiement des déplacements des formateurs. Je lis sur les visages que l'information est passée. Chacun est ensuite invité à reporter sur une page du paperboard les dates et références qu'ils souhaitent communiquer aux autres stagiaires, avant de rejoindre le prochain atelier. Le document est affiché en évidence dans la grande salle.

Rire(s) militant(s) : sensibilisation au clown-activisme

15 h, l'ensemble des stagiaires gagne l'extérieur pour l'initiation à l'activisme clown. Le militant-formateur qui encadre cet atelier est un spectacle à lui tout seul. Il est politisé, fait profession de politiser autrui et use de l'aspect ludique du mode d'action dont il se revendique et de son enthousiasme pour partager ses intentions. De fait, le changement de ton est plutôt bienvenu et facilite l'assimilation des derniers savoirs et savoir-faire que les militants-formateurs entendent transmettre aux stagiaires alors que la formation a été intense, y compris au niveau émotionnel.

L'initiation débute par une présentation de l'activisme clown, de son histoire récente, de sa diffusion, de son principe d'action, de ses applications et de l'équipement que sa mise en œuvre implique. Le militant-formateur a revêtu sa tenue de clown-activiste et nous explique que cela consiste à emprunter les codes de l'uniforme militaire et/ou policier pour mieux les détourner et jouer de cette familiarité rigolarde avec le public et les forces de l'ordre. Il nous explique que l'atelier va être découpé en plusieurs exercices qui visent à nous faire découvrir et/ou approcher le registre du clown-activisme et à nous faire comprendre ce que le recours à cette figure autorise et interdit en comparaison de la posture militante ordinaire.

Le premier exercice consiste à s'approprier les éléments qui nous entourent pour trouver des manières d'aborder le public d'une action et d'engager une discussion – souvent absurde – sur cette base. Le militant-formateur nous rappelle que l'absurde sémantique et comportemental peut habilement dénoncer l'illégitimité d'une situation, d'un acte ou d'une condition aux yeux du public en simplifiant le message et donc en augmentant sa portée

145. Pour un exemple d'utilisation du service postal dans le cadre d'appels à action par les militants Désobéissants, voir annexe précédente.

potentielle. Il relate le cas de participation des clowns-activistes de Greenpitre à une manifestation organisée sous la forme d'un piquet de grève, à l'appel du réseau militant anti-OGM français. Dans ce cadre, les militants clowns-activistes se sont, notamment, emparés des parcmètres présents aux alentours afin d'obtenir des tickets de stationnement gratuit d'une durée de 15 min. Après en avoir récupéré une quantité suffisante, ils ont commencé à les distribuer aux badauds, observateurs et manifestants en leur expliquant que c'était « *le temps de manifestation légale* » qui leur restait avant que la police n'intervienne pour les déloger. L'exercice s'avère plus difficile qu'il n'y paraît. Non seulement il faut faire preuve d'imagination, mais encore s'exposer aux regards des autres dans des tentatives de jeu comique. La bienveillance qui règne dans le groupe de stagiaires les autorise progressivement à se prêter au jeu avec plus ou moins de succès. L'exercice a le mérite de nous faire entrevoir le registre d'argumentation d'un clown-activiste. Les stagiaires travaillent le plus souvent 2 par 2. Une fois que chacun s'est essayé une ou deux fois à l'exercice, on passe au suivant.

Au fur et à mesure, le militant-formateur explique que l'activité des militants politiques est souvent mal reçue et mal interprétée par le public, que les plus éloignés de ces questions peuvent la vivre comme une manière de les critiquer en dénonçant leur égoïsme, leur apathie ou leur naïveté, ou encore comme une manière de leur imposer un autre point de vue. Il poursuit en disant que la posture de clown-activiste, du fait du ridicule du personnage, contribue à désamorcer ce fantasme. Il insiste pour dire que cette stratégie ne suffit pas à convaincre, mais qu'elle permet souvent aux militants d'être plus facilement écoutés, voire entendus, par un public qui n'est pas déjà sensibilisé à une cause.

Une autre série d'exercices sert à expérimenter l'usage du bruit, de la musique et de comportements outranciers. L'un d'eux consiste à créer une figure de marche qui pourrait être mise en œuvre dans le cadre d'une manifestation de rue rythmée par une chanson ou un slogan. Divisés en 3 groupes, les stagiaires ont eu quelques minutes pour se décider avant d'effectuer leur pas de marche. Le premier groupe a emprunté la symbolique du défilé militaire et montré une marche cadencée, rectiligne, mais bizarrement désordonnée, construite selon la logique des trois pas en avant deux pas en arrière. Ils avancent, mais donnent le spectacle d'une inefficacité risible. Applaudissements. Le deuxième groupe met sur pied un saute-mouton pendant lequel les militants qui sont penchés bêlent à chaque fois qu'une personne passe au-dessus d'eux. Impact visuel et sonore garanti si la proposition entre effectivement en résonance avec l'objet de la mobilisation. Nouveaux applaudissements. Le groupe dont je fais partie rassemble les stagiaires, militants actifs pour la plupart, qui se sont

signalés comme des opposants au projet de construction du projet d'aéroport de NDDL durant le stage. Nous décidons donc de mettre en scène un escadron d'avions qui foncent vers un cortège d'opposants lors d'une manif et qui s'écraseraient en catastrophe à son approche, pour mettre en valeur la force du mouvement anti-aéroport. Nouveaux applaudissements. Le formateur signale que l'idée est intéressante, mais qu'elle ne peut prendre toute son ampleur que si elle est organisée à une échelle plus vaste.

Dans l'exercice suivant, le militant-formateur explique que le jeu est un bon moyen de pratiquer la désescalade avec le public, les forces de l'ordre ou encore entre activistes. Il nous propose de jouer à celui mis en œuvre dans le cadre des manifestations organisées en parallèle du sommet du G8 de 2007, à Berlin, alors qu'un des cortèges, clowns-activistes en tête, faisait face depuis plusieurs heures au cordon des forces de police qui protégeaient la zone rouge. Ce jeu est un mélange de pierre-papier-ciseaux et de balle au camp[146]. En théorie, il permet aux uns et aux autres de se dégourdir les jambes et de se défouler un peu en courant, en criant et en rejouant sur un autre registre l'opposition entre les deux camps. Il affirme que de petits jeux simples et courts peuvent être mobilisés efficacement, toujours en accord avec l'autre partie, dans un contexte de confrontation larvée qui n'a pas encore fait l'objet de débordements, pour apaiser les tensions physiques et psychologiques qui s'accumulent, en permettant à tous les protagonistes de sortir temporairement de leur rôle.

Le groupe de stagiaires se prête volontiers au jeu. Le fait d'organiser le jeu entre les stagiaires pourrait lui retirer tout intérêt, dans la mesure où rien ne les oppose. Ils s'en donnent pourtant à cœur joie – quoi de plus facile dans ce contexte ? – et semblent y trouver une forme de soulagement ou de détente proportionnelle au niveau de mobilisation et de concentration qu'a exigé le stage. À la fin du jeu, la fatigue accumulée pendant les 2 jours de

146. Une ligne centrale est déterminée et constitue une limite infranchissable pour les deux parties. En pratique, cette ligne correspond au centre de la zone tampon qui est maintenue entre les deux groupes. Quelques mètres plus loin apparaissent deux lignes de part et d'autre de la première. Ces lignes correspondent, en général, à celles que dessine le positionnement des deux groupes qui se font face avant le jeu. Ces secondes lignes délimitent des sanctuaires au sein desquels les groupes sont inatteignables : leur « maison ». Entre la première et les secondes lignes se trouve l'espace de jeu partagé par les deux groupes. Dans chaque groupe, seule la première ligne de militants et de policiers participe tandis que les suivantes continuent de garder la position. Ici, l'opposition n'est pas remise en cause, elle est suspendue le temps du jeu. Les militants et les agents se positionnent de façon à avoir un interlocuteur en face d'eux. Secrètement, chaque joueur décide d'incarner un des trois rôles disponibles dans le jeu : le magicien, qui se signale en criant « abracadabra » et qui a le pouvoir de désintégrer l'ogre ; l'ogre, qui se signale en criant « Ah ! » avec une voix caverneuse et qui a la force pour écraser le petit rikiki ; et, enfin, le petit rikiki, qui se signale par un rire aigu et a la capacité de neutraliser le magicien en grimpant le long de sa robe. Une fois tous les joueurs décidés, ils s'avancent vers la ligne centrale en se faisant face et dévoilent leur personnage par les cris correspondant au signal du maître du jeu. Une fois les rôles découverts, le plus faible a l'opportunité de s'échapper en allant se réfugier vers son camp, tandis que le plus fort tente de l'attraper pour le conduire dans le sien. Quand un des joueurs est fait prisonnier, il est conduit dans la maison opposée et change automatiquement de camp. Lorsque les deux personnes qui se font face dévoilent le même personnage, elles se prennent dans les bras puis retournent tranquillement dans leur camp en marchant.

formation est toujours de mise, mais une partie de la tension – physique et psychologique – qui l'accompagnait a disparu.

Le militant-formateur met un terme au jeu, pour dire que la désescalade passe souvent par un changement de posture, de ton et/ou de vocabulaire et que, dans une situation de tension importante, une des stratégies possibles consiste non pas à refréner son expression, mais à la libérer de façon canalisée. Il poursuit en disant qu'un des rôles du groupe des clowns-activistes peut aussi consister à « dérider les militants ». Dans ce cas de figure, il s'agit de « faire tampon » et de participer à la progression du cortège en régulant la tension qui s'accumule chez les militants eux-mêmes.

Le dernier exercice consiste à soulever une personne allongée à 4, en passant les mains sous ses aisselles et ses genoux. Cette manœuvre permet de déplacer un corps pratiquement sans produire d'efforts. Dans le contexte de la formation, elle permet de matérialiser l'intérêt de la collaboration et, surtout, la force – y compris physique – du collectif. Le recours à cet exercice me fait penser que beaucoup de ceux que nous avons mis en place cet après-midi ont un lien de parenté avec ceux mobilisés dans le cadre des représentations du TO pour faciliter les interactions entre les militants-comédiens et le public.

Nous remercions l'intervenant. Il profite des quelques minutes d'attention qui lui restent pour expliquer que le groupe « Greenpitre » est installé dans un département limitrophe, qu'il est à la recherche de nouvelles recrues – le gros des troupes clowns-activistes étant basé à Paris – et qu'il organise un stage de formation au clown-activisme au mois de mai suivant. Il précise que ce dernier durera 2 jours et que la dernière demi-journée sera consacrée à la réalisation d'une ADNV réelle. Il termine son intervention en disant que l'information sera bientôt disponible sur le site du réseau Désobéissants et nous libère. Le groupe se sépare en ordre dispersé, la pause s'invite d'elle-même.

Les stagiaires ont pleinement profité des exercices, et ce, à plusieurs niveaux, mais beaucoup doutent visiblement encore de la possibilité de mettre ces propositions en pratique dans le cadre d'une mobilisation.

Penser l'engagement : travail réflexif et communion émotionnelle

16 h 30. Passé une vingtaine de minutes, les stagiaires convergent vers la salle centrale, où ils trouvent les chaises disposées en plénière. Je réalise à ce moment-là que les militants-formateurs qui sont intervenus jusqu'à ce matin n'ont pas assisté à l'atelier de l'après-midi et qu'ils ont certainement mis ce temps à contribution. Nous nous installons pour le débriefing

général. Il y a de la satisfaction, de l'émotion et un certain trouble sur les visages. À l'invitation d'un des militants-formateurs, un tour de table commence pour que chacun exprime ce qu'il a retiré du stage. Personne ne se précipite pour prendre la parole tant il apparaît compliqué de témoigner sans tomber dans le pathos. Pas surpris outre mesure, Jean – le militant-formateur qui a inauguré le stage – prend assez rapidement la parole pour donner son avis et proposer un cadre de discussion et un modèle de témoignage. Il commence par remercier les autres militants-formateurs, notamment ceux qui sont restés dans l'ombre de la cuisine, ainsi que nos hôtes et enfin tous les stagiaires. Ses propos témoignent du plaisir qu'il a eu à partager ce moment avec tous, du soulagement de constater « *qu'il y a du monde* » et de sa joie d'avoir concrètement « *travaillé durant deux jours pour faire exister et vivre l'alternative politique* », qu'il juge efficace et appelle de ses vœux. Ça gigote sur les chaises, on sourit timidement, les regards sont lourds de sous-entendus. Son intervention, sincère et légèrement émue, fait mouche et révèle ou rehausse l'émotion visible et palpable dans l'atmosphère.

Le tour de table se poursuit. Les premières interventions sont peu bavardes, un peu étranglées même, et passent par l'expression de remerciements, de la satisfaction d'avoir participé, de l'intérêt pour la démarche et les apprentissages dispensés. Une à une, les interventions se succèdent dans ce sens, jusqu'à prendre un peu d'emphase. Même si chacun l'exprime en des termes différents, les stagiaires témoignent du bénéfice concret de l'apprentissage de modes d'action, qui vont compléter leur boîte à outils et, sur un autre registre, de la satisfaction, sinon du bienfait que leur procure la participation au stage, à travers l'idée « *qu'ils sont regonflés* » ou « *remontés à bloc* » ou encore « *qu'ils se sont découvert des capacités politiques* » qu'ils ne se connaissaient pas, ou mal. L'un des stagiaires évoque la notion de « *pouvoir politique* » et reçoit l'assentiment d'une partie de l'auditoire sous forme de mains agitées et levées.

Il est difficile de décrire le niveau et la diversité des émotions qui circulent entre les membres du groupe. C'est d'autant plus vrai qu'en tant qu'observatrice participante je ne fais pas exception à la règle et que la circulation de tous ces affects ne peut pas me laisser de marbre, tandis que je reconnais, dans certains des mots qui sont prononcés, une partie des ressentis que j'ai moi-même éprouvés au cours des différents ateliers. Ce sont les autres militants-formateurs qui terminent le tour de table. L'émotion est aussi visible sur leurs visages, et ce sont eux qui parviennent à exprimer le plus clairement les impressions dont ont témoigné les stagiaires. Ils affirment que la participation au stage est l'occasion pour eux

d'expérimenter et d'entretenir quelque chose de l'ordre de « *la liberté et de la conviction de la possibilité d'agir* ».

La mise en mots des ressentis conduit à une certaine unanimité et finit par user l'exercice en encourageant le glissement vers un registre plus illustratif, anecdotique et individuel. Les formateurs repèrent cet effet de redondance et, tout en veillant à ce que chacun dise quelques mots, prennent la parole en contrepoint pour remonter en généralité. Cette sorte d'acmé, qui renforce les stagiaires dans leurs convictions, leur légitimé et leurs capacités, est aussi le signe avant-coureur de la dispersion du groupe. Les militants-formateurs profitent de ce moment pour rappeler « *l'utilité et la nécessité du collectif* », du besoin de travailler à la « *convergence des luttes* » et au ralliement des uns et des autres sur la base d'agrégations volontaires respectueuses des manières de faire et de penser, à leurs yeux seuls capables d'aboutir à une efficacité sociale et politique réelle.

Pendant le tour de table, de nombreuses feuilles volantes, cahiers et autres carnets circulent de main en main, invitant chacun à laisser des coordonnées. La plupart des stagiaires et des formateurs se prêtent au jeu et laissent un prénom, une adresse e-mail et/ou postale et plus rarement un numéro de téléphone. Outre le rassemblement et les rapprochements qu'autorise la participation au stage en lui-même, c'est aussi par le biais de ce type d'échanges formels que s'échafaude concrètement le réseau militant Désobéissants, que s'étoffent les réseaux militants locaux préexistants ou que se forment des regroupements susceptibles de conduire à la formation de collectifs de lutte durables.

Fin de chantier

La fin du stage est imminente, le débriefing est clos par l'un des militants-formateurs, qui rappelle les attentes en termes de rangement et nettoyage des espaces utilisés, précise où trouver le matériel nécessaire et explique que nous disposons des lieux jusqu'à 19 h. Nous entrons dans un temps plus informel, où chacun range ses affaires et négocie pour lui-même et avec les autres la fin d'un temps vécu sur le registre de l'émulation collective. Je n'échappe pas à la règle et commence à faire des allers-retours entre le chalet où j'ai dormi, la salle principale, ma voiture et les groupes de stagiaires, qui profitent de la fin de journée à l'extérieur. On échange quelques mots, on partage une tâche (balayage de la grande salle, transport des déchets en verre, etc.). Les préparatifs de départ sont ponctués de rassemblements ponctuels en petits groupes où les échanges ont essentiellement une fonction phatique.

J'entre une dernière fois dans la grande salle ; un coup d'œil me fait constater que tout est à sa place. Les premières personnes ont commencé à partir il y a quelques minutes. Elles font toutes l'effort de venir saluer chaque petit groupe installé çà et là. Certaines sont bavardes, d'autres moins, de toute façon la suite potentielle des événements ne se joue pas ici. Les militants-formateurs se sont réunis à l'extérieur pour faire un débriefing du stage, de leur point de vue d'organisateurs. Ils restent debout. Je devine qu'il s'agit d'une manœuvre pour accélérer et optimiser la discussion. Le nombre de stagiaires diminue progressivement jusqu'à ne plus compter que ceux parmi les plus jeunes et/ou qui n'ont pas d'obligations, notamment familiales.

Je finis par annoncer mon départ et propose à ceux ou celles qui le souhaitent de les ramener dans la grande ville la plus proche. Deux jeunes femmes acceptent mon invitation. À notre tour, nous saluons tout le monde. Je m'apprête à déposer ma première covoyageuse devant chez elle, quand elle nous propose de boire un thé. Nous acceptons volontiers. Ce nouveau temps de transition ne sera pas de trop pour passer de l'effervescence et des contraintes de la vie de groupe à nos quotidiens respectifs. Sur le registre de l'humour, l'une d'elle explique que le stage lui a permis de renoncer au sabotage de la voiture du recteur de l'université, envisagé suite aux échecs successifs de la mobilisation contre la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (loi LRU ou loi Pécresse) qui s'est étirée de 2007 à 2009 et à laquelle elle a consacré beaucoup d'énergie. Elle se désespère du peu d'impact de la mobilisation et de ce qu'elle perçoit comme une forme d'apathie ou de résignation chez les étudiants. Nous allons dans son sens et discutons de la difficulté d'être engagé quand d'autres ne le sont pas ; et, en parallèle, de la difficulté de ne pas être engagé, alors que l'envie s'en fait sentir, parce que l'on se sait pas toujours comment s'y prendre. Nous finissons par envisager la voiture du recteur comme une cible toujours potentielle, mais qu'il conviendrait de relooker plutôt que de détruire ou de dégrader définitivement. Une heure plus tard, je dépose ma seconde covoyageuse, et je rentre chez moi.

Conclusion du chapitre 1 : Invitation à poursuivre

Au cours des mois qui ont suivi ce stage, tous les stagiaires sont a minima restés en contact avec le réseau militant Désobéissants par le biais d'e-mails envoyés via les listes de diffusion. Ces e-mails, relativement nombreux, informent les membres du réseau et l'ensemble des individus passés par les stages de formation des campagnes, appels à actions et rassemblements diffusés par le collectif lui-même ou par des organisations militantes proches. De façon plus ponctuelle, ils peuvent servir à transmettre des informations à propos d'actions récentes en présentant de courts bilans, souvent agrémentés de photographies ou de vidéos, qui invitent à se réjouir et à poursuivre la lutte en suivant des liens hypertextes renvoyant aux sites des organisations militantes concernées, collectif Désobéissants compris.

La transmission régulière de messages a pour but de maintenir le lien avec l'ensemble des participants des stages de formation, de les informer et, par là, de les convaincre du dynamisme du réseau, et de leur proposer des occasions de participation à différents types d'actions et d'événements militants. Pour les participants d'ores et déjà inscrits dans des groupes militants, la diffusion des informations et appels à action permet de peaufiner les savoirs et savoir-faire acquis en participant à des actions directes et, s'ils le souhaitent, d'entretenir le lien avec le collectif Désobéissants afin d'inscrire leur organisation dans son réseau militant. Pour tous les autres, la diffusion d'informations et d'appels à action se veut la poursuite du stage et le support à partir duquel ils vont pouvoir poursuivre leur démarche de formation et/ou leur intégration au réseau militant Désobéissants, en s'emparant de ces occasions de partager des temps de travail militant. Pour ceux qui ne sont pas inscrits dans des organisations au préalable, ces invitations sont aussi des occasions de côtoyer ponctuellement différents collectifs de lutte. Ces contacts réguliers peuvent, à terme, déboucher sur leur intégration dans ces groupes.

Les chances que ces démarches aboutissent effectivement à la création de liens durables et dynamiques entre individus et organisations sont structurellement assez faibles. Comme pour toute entreprise politique, elles sont non seulement soumises à la rencontre d'une offre et d'une demande d'engagement, mais aussi au dynamisme de la scène militante locale et aux capacités d'intégration des groupes à un moment donné. De ce point de vue, il en va des OPNC comme des OPC, le croisement de ces différents potentiels ne suffisant pas toujours à générer engagement et mobilisation collective. En revanche, ces points de rencontre sont une des conditions nécessaires au développement des possibles politiques et militants à moyen et long terme.

Pour mémoire, enfin, c'est ma participation à ce stage de formation en février 2008 en tant qu'observatrice participante qui m'a permis de m'inscrire dans le travail militant routinier du collectif Désobéissants et de présenter dans ce manuscrit une sélection représentative des événements militants – temps de formation, temps conviviaux et actions directes – qui lui ont succédé pendant 4 ans.

Chapitre 2. « On ne [le] propose pas, on le fait ![147] » ou l'art de se payer d'actes plus que de mots

Affirmer que l'exécution du travail militant est un vecteur de formation des militants relève du truisme et ne distingue pas les OPNC des autres entreprises politiques. Au-delà de cette corrélation entre expérimentation et acquisition de compétences, nous voulons montrer comment, au sein des OPNC, le choix du répertoire et des modes d'action contestataires appelle une forme spécifique de travail militant dont les caractéristiques influencent les contenus et le processus de formation des militants. Sur ce point particulier, les OPNC se paient d'actes plus que de mots et parient sur la répétition – au double sens d'essai et d'accumulation – des occasions de mettre en œuvre le mode d'action qui signe l'identité des collectifs comme moteur et support de l'acquisition du capital militant. Nous ne reviendrons ni sur les caractéristiques des modes d'action privilégiés par les quatre groupes militants observés ni sur les motifs stratégiques qui les ont conduits à ces choix dans la perspective de la recherche d'efficacité politique. Notre propos consistera à montrer comment la centralité accordée à l'apprentissage mimétique et l'expressivité des modes d'action contestataires sont les vecteurs d'un processus d'acquisition des savoir-faire militants en actes. De ce point de vue, l'exécution répétée des tâches qui composent le travail militant agit comme *une didactique du mouvement perpétuel* à travers laquelle les activistes acquièrent progressivement les compétences utiles pour alimenter et poursuivre leur démarche d'engagement.

147. Cette phrase est extraite d'un entretien réalisé avec le coordinateur principal d'une AMAP implantée dans le centre d'une grande agglomération.

2.1 La didactique du mouvement perpétuel

Le récit ethnographique du stage de formation organisé par les Désobéissants donne à voir la palette des dispositifs d'apprentissage mobilisés par les militants accomplis – professionnels et entrepreneurs de cause – dans la perspective du recrutement et de la formation, y compris continue, des membres du réseau. La variété des outils utilisés (cohabitation temporaire, jeu de présentation mutuelle, construction collective des règles communes, CNV, temps conviviaux, cours magistraux, récit d'expérience et invitation au récit de soi, jeux de débat et de construction des points de vue individuels et collectifs, humour et autodérision, recommandations/conseils pratiques, jeu de rôle, simulation de cas pratiques, improvisation, brainstorming, débriefing, etc.) montre la cohérence d'une intention pédagogique qui repose entièrement sur le *faire avec*, c'est-à-dire la proposition d'un accompagnement dans l'expérimentation des contenus proposés, explicitement ou non, dans le cadre des exercices. En ce qui concerne ce collectif, c'est dans la mise en œuvre d'actions directes, simulées ou réelles, que s'identifient le plus facilement les effets de l'apprentissage mimétique. C'est la raison pour laquelle la dernière journée du stage de formation est quasiment entièrement consacrée à cet exercice, qui inclut non seulement la préparation et la réalisation de l'action directe, mais aussi son « *débriefing* », occasion d'inventorier, d'organiser et de consolider les apprentissages faits en situation.

Bien sûr, le recours à ce type de pédagogie n'empêche pas la transmission de connaissances formelles, mais ce vecteur d'apprentissage reste secondaire. Dans le cas des Désobéissants, les connaissances relatives à la communication politique, notamment vis-à-vis des médias, à la loi et aux outils du débat collectif sont essentiellement abordées dans le cadre d'exercices pratiques, tandis que des polycopiés, exhaustifs et synthétiques, sont distribués en parallèle en guise de support de réflexion, mais surtout de pense-bête. La distribution de ces polycopiés sur les thématiques les plus structurantes de la vie d'un collectif (communication interne, prise de décision collective, communication vis-à-vis des tiers, notamment opposants et médias, précis juridique) dit l'importance que les militants-formateurs accordent à ces connaissances, mais aussi l'option pédagogique, ici stratégique, qui a retenu leur choix. Non seulement ils tablent sur le fait que c'est la sensibilisation – au sens littéral de ce terme – à ces connaissances qui est la plus pertinente dans le cadre du stage, mais encore que c'est à travers la mise en pratique – étayée par les polycopiés – censée lui succéder qu'elles seront définitivement acquises.

Dans le cas des troupes de théâtre militant du TON et de la C^ie^ NAJE, le mode d'action lui-même se veut un exercice de répétition de l'action militante, qui permet d'en affiner le contenu et de préparer ses auteurs à la mettre en œuvre et à obtenir la satisfaction de leurs revendications. Dans une sorte de mise en abyme, le mode d'action du théâtre-forum est à la fois le vecteur de formation militante des militantes-comédiennes et un outil de mobilisation pour les publics de leurs interventions. Sous le premier aspect, il est important de noter que les comédiennes du TON, pour la moitié d'entre elles militantes multipositionnées, membres de syndicats, de groupes féministes et/ou de défense des femmes et de leurs droits (SOS Femmes, planning familial, etc.), ont monté la troupe afin de créer un espace de réflexion et de travail collectif autour de la cause féministe, à un moment où cette problématique n'était pas audible et/ou traitée dans les milieux qu'elles fréquentaient ou leurs organisations d'appartenance. Comme en atteste le contenu de l'ensemble des modèles créés et joués durant mes années d'investigation au sein de la troupe, ce sont les inégalités, les discriminations ou les violences dont sont victimes les femmes dans les différents cadres de la famille, du travail et de la vie politique qui sont abordées. La troupe bénévole du TON ne dispose ni du même réseau militant ni des mêmes opportunités d'intervention que la C^ie^ NAJE, dont tout ou partie des militants-comédiens sont des professionnels rémunérés, le plus souvent à temps partiel. En l'absence de démarches de promotion des activités du groupe, les sollicitations adressées au TON proviennent des réseaux personnels que côtoient les militantes-comédiennes du fait de leur profession et de leurs autres engagements militants. Ne pouvant, la plupart du temps, pas disposer du temps nécessaire à la construction du modèle à partir des témoignages directs des publics concernés, les militantes-comédiennes mobilisent souvent leurs propres connaissances et expériences des problématiques traitées. Ainsi, selon les sujets abordés, la mobilisation des militantes-comédiennes dans la création d'un modèle conduit tout ou partie d'entre elles à traiter d'une problématique dont elles sont souvent elles-mêmes parties prenantes en tant que femmes. Le mode d'action du théâtre-forum leur permet de s'informer sur les tenants et aboutissants de ces questions, d'identifier via le travail de mise en scène les vecteurs d'expression de ces inégalités/discriminations ou violence et, enfin, dans le travail d'improvisation d'élaborer des pistes d'action susceptibles d'améliorer la situation ou de la modifier durablement. Dans une seconde phase, lorsque les militantes-comédiennes assurent la représentation du modèle auprès, puis en lien avec le public concerné, ces deux catégories d'acteurs sont de nouveau sensibilisées, quoique différemment et inégalement, aux enjeux de la problématique traitée. Tandis que les militantes-comédiennes poursuivent leur compréhension des mécanismes en jeu, le public, dans un premier temps en position de

spectateur, puis dans un second dans celle d'improvisation, est invité à analyser puis à tenter de modifier la situation qui lui est présentée. Enfin, l'un des objectifs politiques du TO consiste à conduire le débat collectif permis par l'outil théâtral vers la valorisation de la mobilisation collective et, de façon plus subtile, à diffuser une certaine conception, notamment politique, de la situation traitée et, ce faisant, du monde social en général. Si l'exercice théâtral mobilise le discours et la pensée réflexive, reste que c'est principalement par le biais de l'incarnation des jeux de positions et d'oppositions entre les différents protagonistes d'un modèle donné que les militantes-comédiennes et, a fortiori, le public acquièrent le sens de ce qui se joue dans les situations réelles correspondantes. Ainsi, c'est en travaillant les postures physiques, les positions relatives dans l'espace, le recours à des arguments et, à travers eux, à certains registres de vocabulaire et de tons que sont testées les solutions possibles.

Au sein des AMAP, la formation militante des mangeurs, qu'ils deviennent effectivement militants ou non, passe par une modification des pratiques d'achat, d'approvisionnement et de consommation des produits alimentaires. Si participer à une AMAP ne dit rien du niveau de politisation préexistant et potentiellement acquis au cours de ce processus pour un simple mangeur – c'est moins vrai pour les coordinateurs –, reste que l'engagement au sein de ce type de structure ne peut être dû au hasard, à un effet de mode ou d'opportunité, tant l'offre d'accès à des produits alimentaires biologiques et/ou distribués en circuits courts s'est développée et surtout diversifiée ces dernières années. Ici, ce sont les caractéristiques de la relation contractuelle et marchande qui lient mangeurs et producteurs ainsi que les interactions et les débats d'idées qui ont cours entre amapiens qui participent à la sensibilisation politique des mangeurs. Reste que la mise en œuvre pratique du mode d'action – l'achat collectif et solidaire d'un volume prépayé de denrées alimentaires en direct à un producteur – est le support pratique nécessaire au développement de ces échanges. Ainsi, c'est dans le changement des pratiques qu'implique le fait de signer un contrat AMAP que les mangeurs sont progressivement invités à donner un sens nouveau à leur acte de consommation. Aussi anodin que cela puisse paraître, devenir et surtout rester mangeur en AMAP implique de se plier à un certain nombre de contraintes telles que le prépaiement, le fait de consacrer une partie supplémentaire de son temps libéré aux tâches d'approvisionnement et d'accepter de ne plus choisir tout ou partie des denrées acquises, au nom de valeurs supérieures relatives à la justice sociale, la santé et/ou l'écologie. D'après les observations faites auprès du réseau nantais des AMAP, ces effets de contrainte épuisent rapidement les mangeurs, qui ne parviennent pas à donner un sens politique plus global à

cette option d'achat. Plus encore, la consommation des produits acquis dans le cadre des AMAP exige des mangeurs qu'ils opèrent des changements dans leurs habitudes alimentaires et plus particulièrement leur rapport au repas (composition, confection, consommation). Or, si ces implications de l'engagement dans une AMAP demeurent le plus souvent invisibles parce que confinées à l'espace domestique, reste qu'elles viennent bousculer les individus dans une des dimensions de leur existence les plus difficiles à déplacer du fait de la force de la socialisation primaire et de la charge symbolique et affective qui entourent les repas. Les déplacements occasionnés dans ce cadre n'ont pas, à proprement parler, un sens politique. Ils relèvent plutôt du travail sur soi à travers la modification de ses pratiques et du sens qui leur est associé dans une perspective collective et, lorsque le processus de socialisation parvient jusque-là, pleinement politique.

À B17, les vecteurs de formation et de socialisation des militants sont équivalents, mais sont mis en œuvre à deux niveaux. Le premier correspond à celui du collectif d'appartenance initial des militants – dans ma situation d'observatrice participante, le TON. Au sein de chaque groupe, les militants et sympathisants sont progressivement socialisés à la vie interne des collectifs, mais aussi aux tenants et aboutissants de leur intégration au lieu autogéré. C'est d'abord à travers les usages de chaque collectif donné que les militants sont progressivement initiés aux enjeux de la participation au projet autogéré. À ce niveau, le mécanisme de réservation des salles, les règles d'utilisation incitatives et limitatives, le financement du ravitaillement de denrées telles que le café, le thé, le sucre et le papier toilette par le biais de caisses dédiées et, enfin, le fait de croiser d'autres groupes au travail permettent à tous les militants de se faire progressivement une idée des principes qui organisent l'accès aux différents espaces et ressources (salles, outils, espaces de stockage, denrées alimentaires, etc.), ainsi que d'identifier les projets des différents collectifs hébergés et les relations qu'ils entretiennent entre eux. Ainsi, suivant leur niveau d'investissement dans le projet autogestionnaire identifiable à leur statut de membre, « membre permanent, régulier ou occasionnel », les collectifs ont des prérogatives différentes en termes d'accès aux différentes salles. En tant que « membre permanent », le collectif du TON dispose d'une totale autonomie pour réserver une salle de réunion, en l'occurrence de répétition, plusieurs mois à l'avance, tandis que les « membres réguliers » ne peuvent s'inscrire que d'une réunion à l'autre et que les « membres occasionnels » doivent contacter le « référent du mois » pour demander une inscription sur les créneaux disponibles et attendre confirmation. De la même manière, seuls les collectifs « membres permanents » disposent des clés de B17. En semaine et en journée, l'ouverture du lieu autogéré est assurée par les salariés de l'Atelier Mécanique, qui

utilisent l'espace cuisine de B17 pour confectionner et consommer leur repas du midi en qualité de membres permanents. En dehors des horaires d'ouverture de l'Atelier Mécanique, le soir à partir de 18 h et le week-end, ce sont les autres membres permanents qui ont la responsabilité d'ouvrir et de fermer les lieux. Ces derniers peuvent donc y accéder en fonction de leurs besoins, tandis que les membres réguliers et occasionnels doivent se conformer aux horaires d'ouverture habituels.

À l'échelle du lieu autogéré, c'est à travers la mise en œuvre partagée des tâches prévues par le règlement intérieur que les militants sont progressivement socialisés aux valeurs et aux pratiques autogestionnaires. À ce niveau, *l'agir* rassemble non pas les militants dans chacun des groupes, mais bien les différents groupes membres entre eux. Cette manière de fédérer constitue le cœur du projet autogestionnaire et se joue à travers la participation conjointe des collectifs, la plupart de temps d'un ou deux de leurs représentants, à la gestion politique du lieu. Ici, la formation et l'intégration collective des militants dans le lieu autogéré et leur collectif respectif passent par la mise en œuvre des prérogatives définies par leur statut. Ainsi, la participation active au CG et à l'assemblée générale annuelle, à l'entretien des locaux – ménage et travaux réguliers –, à l'animation politique transversale via la programmation des « *Vendredis de B17*[148] » et, enfin, le paiement des cotisations et des forfaits de location des salles permettant l'autonomie financière sont les principaux vecteurs d'intégration et, ce faisant, de socialisation des militants aux valeurs et aux pratiques autogestionnaires.

Par sa qualité de métagroupe, le cas du lieu autogéré B17 permet d'interroger très finement la question des mécanismes de construction des collectifs de lutte et la façon dont le partage des tâches qui composent le travail militant participe à ce processus. À B17, l'intégration politique et collective passe par l'investissement pratique dans la gestion du seul objet que les groupes politiques ont effectivement en partage : le lieu autogéré lui-même. Dans cette configuration, l'importance de l'*agir* se lit en transparence dans le règlement intérieur qui, en définissant les obligations des groupes selon leur qualité de membre permanent, régulier et occasionnel, définit aussi leurs prérogatives. Ici, l'accès aux ressources militantes disponibles dans le lieu autogéré est le pendant exact du niveau d'investissement dans le travail militant que les collectifs de lutte sont en mesure de déployer.

148. L'expression « Vendredis de B17 » désigne le programme d'événements militants organisés conjointement par les différents groupes membres le vendredi soir. Les propositions sont présentées au CG avant d'intégrer la programmation. Les membres actifs sont particulièrement attendus et mobilisés pour alimenter ces temps de débats. Durant notre travail d'investigation, en moyenne une invitation à participer à un débat, à venir écouter les témoignages de militants de différentes causes et/ou de différents pays, ou à visionner un film documentaire était diffusée par mois.

2.2. La tête la première : les conditions de la rencontre

L'enjeu que représente l'exécution du travail militant dans les OPNC du point de vue de la formation des activistes est visible dans la manière dont il est non pas présenté, mais immédiatement proposé aux individus qui aspirent à les intégrer. Nous avons évoqué dans la partie consacrée à la mobilisation des ressources organisationnelles qu'il n'existait pas de procédures formelles d'intégration au sein des OPNC. En pratique, pourtant, les prises de contact – qu'elles passent par Internet ou par le biais d'entremetteurs – aboutissent systématiquement à une invitation non pas à venir voir, mais à venir faire. Par voie de conséquence, tous ces groupes ont identifié et parfois formalisé des temps particuliers qui se prêtent à ces phases d'accueil. Le plus souvent, il s'agit de moments libérés des nécessités de la recherche d'efficacité politique, mais pas systématiquement. La plupart du temps, enfin, il s'agit de moments où les militants expérimentés, en premier lieu les entrepreneurs de cause, sont mobilisés pour montrer et démontrer les principes d'action des collectifs, ce qui exclut les temps de réunion et ceux uniquement conviviaux. Ainsi, dans les OPNC, en dépit de modalités concrètes sensiblement différentes selon les groupes, tout nouvel arrivant, qu'il soit expérimenté politiquement ou non, est invité à emboîter le pas de ceux qui sont déjà là, en s'investissant immédiatement sur la base des modes d'action qui signent l'identité du collectif.

Cette procédure d'entrée, littéralement dans le vif du sujet, est en soi un mécanisme de sélection. Si on se réfère à l'exemple du collectif Désobéissants, la façon dont est construite la plateforme virtuelle ne laisse que peu d'alternatives aux visiteurs intéressés après qu'ils en aient parcouru tous les contenus. Ils peuvent, au choix, envoyer un e-mail de demande d'information ou consulter les dates et lieux d'organisation des prochains stages de formation et s'y inscrire. Le récit ethnographique a montré le niveau d'engagement effectif qu'implique la participation au stage de formation. Cette exigence peut encore être renforcée lorsque les sessions se terminent par la réalisation d'une ADNV réelle, comme lors du stage de formation à l'activisme clown de mai 2008. Ainsi, la rencontre avec les activistes Désobéissants implique systématiquement la participation à une action directe, que ce soit dans le cadre sécurisé d'un stage de formation ou celui, plus impliquant, d'une ADNV construite dans la triple perspective de recherche d'efficacité politique, de formation des participants et de recrutement de nouveaux militants.

Dans le lieu autogéré B17, cette entrée en matière se traduit par l'obligation pour tous les groupes de rencontrer et de présenter leur projet politique aux membres du CG. Cette

instance se compose d'une à deux personnes représentantes de chaque groupe ayant qualité de « membre permanent » du lieu. Ces dernières assurent sa gestion en commun et sont chargées de veiller à la conformité entre les projets des groupes prétendant à l'intégration et les valeurs défendues à B17. La démarche a, sans conteste, une dimension formelle et symbolique, mais n'en demeure pas moins une étape significative tant pour les prétendants que pour les représentants des groupes réunis dans le CG. En effet, même si cela se traduit en pratique par l'organisation d'une réunion, il faut garder à l'esprit que le CG est bien le lieu de mise en application pratique du projet autogestionnaire à B17. C'est lors de ces rencontres que les différents groupes membres, à travers leurs représentants, discutent et décident des conditions de mise en œuvre du projet politique commun.

Durant mon travail d'investigation au sein du CG en tant que représentante du TON, j'ai assisté à plusieurs de ces présentations. En pratique, une à deux personnes représentantes du groupe prétendant à l'intégration sont invitées à se présenter et à expliciter leur projet ainsi que leur besoin d'occupation du lieu, en début de réunion. Après échanges, elles quittent le CG afin qu'il poursuive son travail et attendent que ce dernier reprenne contact avec le collectif concerné. La procédure aménage ensuite un temps de discussion entre les représentants des groupes permanents. Les discussions n'ont que très rarement porté sur l'opportunité d'accepter ou non un groupe prétendant, mais bien plutôt sur la manière de le faire pour garantir toutes les chances d'intégration et, ce faisant, de réussite de son projet politique. Les collectifs sont presque systématiquement accueillis, et l'invitation du CG s'accompagne souvent de conseils et de coups de pouce pour faciliter l'intégration et la visibilité de ces nouveaux groupes dans le lieu (inscriptions rapides sur les listes de diffusion, promotion des activités politiques sur le site et mise en avant éventuelle des événements proposés). En fonction de leur affinité avec les projets et/ou à tour de rôle, cela implique aussi qu'un des membres du CG se positionne en accompagnateur du groupe fraîchement intégré. Ce dernier profite généralement de l'annonce de la décision positive du CG pour engager des échanges réguliers et rapprochés durant quelques mois. Ces mesures, si anodines soient-elles, témoignent du fait que ce temps de présentation est bien le tout premier niveau d'intégration des collectifs dans le lieu autogéré. Ici, on voit bien comment la procédure de présentation des groupes est à la fois un des moments où le CG exerce sa fonction d'instance de pilotage du projet politique autogéré et celui où les collectifs prétendants sont initiés à ce fonctionnement en acceptant de s'y prêter, c'est-à-dire de reconnaître puis de participer à ce mode de régulation collective.

Auprès du TON et de la C^ie NAJE, le moment de la première rencontre est aussi différé. La prise de contact, souvent par e-mail, se traduit par un accueil bienveillant invitant à patienter jusqu'à ce que le groupe propose une rencontre à un moment jugé opportun. Ces deux collectifs diffèrent systématiquement les moments de rencontre avec leurs aspirants, de façon à les accueillir durant une phase de travail estimée propice à la rencontre, aux échanges et surtout à la découverte de la technique du théâtre-forum et, indirectement, des valeurs qui animent les deux groupes. Qu'il s'agisse de mon intégration ou de celle des personnes que j'ai vu arriver par la suite auprès du TON ou de la C^ie NAJE, toutes ont été invitées à patienter afin de pouvoir assister à une représentation publique de TO (quatre à cinq fois par an), à participer au stage de formation/perfectionnement à la technique du théâtre-forum (une fois par an) ou encore à la création d'un modèle dans son entier tel que ceux élaborés à l'occasion des Grands Chantiers, proposés tous les ans par la C^ie NAJE[149] (cinq week-ends de travail par an).

Lorsque j'ai pris contact avec le TON par e-mail, alors que je fréquentais déjà B17 en tant qu'enquêtrice, la réponse m'a invitée à venir rencontrer le groupe quelques semaines plus tard, à l'occasion du stage annuel de formation et de perfectionnement à la technique du TO. L'invitation stipulait que le stage durait deux jours, à raison de cinq à sept heures de répétition quotidienne, ponctuées de déjeuners partagés composés des plats apportés par les participantes. Elle précisait aussi qu'il n'y avait aucune obligation à se libérer les deux jours consécutifs, tout en y encourageant fortement en précisant que c'était encore la meilleure manière d'avoir une première vue complète du fonctionnement du groupe, de l'outil du TO et de faire connaissance avec tout le monde. Enfin, l'e-mail rappelait que, suite à ce stage, le groupe se réunirait pour discuter de l'opportunité d'intégrer de nouveaux membres et les tiendrait informé·e·s au plus vite. Le caractère systématique de cette procédure de sélection *par le faire* m'a été confirmé un an après mon intégration au TON et deux stages de formation plus tard, lorsque j'ai fait les démarches pour rencontrer les militants-comédiens de la C^ie NAJE. Pensant que mon intégration au TON et les deux stages de perfectionnement réalisés auprès de la directrice de cette compagnie me vaudraient une sorte de recommandation, j'ai

149. En parallèle de son activité rémunératrice, la C^ie NAJE organise bénévolement chaque année un « Grand Chantier ». Ce dispositif mobilise le réseau militant de la compagnie (environ 50 personnes hors militants-comédiens) dans le cadre de la création d'un modèle et de sa représentation publique. Le travail de conception du modèle s'étire sur une année et mobilise les différents participants durant cinq à six week-ends de travail à Paris. Le thème traité est proposé par les militants-comédiens, discuté avec des experts invités à partager leurs connaissances durant une à deux journées, avant d'être travaillé à partir des expériences des participants. Au terme de ce processus, les deux directeurs artistiques de la compagnie écrivent le texte et la mise en scène du modèle à partir des idées du groupe. Militants-comédiens et participants sont ensuite mobilisés pour assurer sa représentation publique. L'accès au spectacle est gratuit. La présentation du modèle est systématiquement captée en vidéo et diffusée via le site de la compagnie.

été surprise de voir ma demande différée de nouveau et d'être invitée à rejoindre la troupe lors d'un des week-ends de travail du Grand Chantier[150]. Alors que je comptais réaliser des entretiens avec des militants-comédiens de la compagnie et des individus qui composent son réseau militant en parallèle des travaux du groupe, j'ai de fait été astreinte à prendre part au Chantier pendant deux jours, avant de pouvoir m'entretenir avec eux au cours d'un nouveau séjour à Paris.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, les collectifs de lutte relevant des OPNC se construisent sur des bases affinitaires. Ce qui est vrai pour l'ensemble des groupes que nous avons étudiés l'est d'autant plus pour les compagnies de TO, dont le mode d'action implique que ses membres soient durablement capables de jouer sur scène ensemble. Ce type particulier d'entente, nécessaire à toute compagnie de théâtre sauf les plus professionnelles, est d'autant plus essentiel dans le cas du TO que les militants-comédiens sont amenés à incarner des rôles et à évoluer dans un cadre de relations où la violence symbolique, pour être fictive, n'en est pas moins portée à son paroxysme. Or, en pratique, la seule conscience de jouer ne suffit pas toujours à rester à distance de l'expression de cette violence et des interprètes qui la personnifient tout au long du travail de création et de présentation d'un modèle. Les comédiens-militants du TO ont d'autant plus besoin de s'assurer de la possibilité de construire des relations affinitaires fortes que ces dernières seront régulièrement mises à mal par les échanges, aiguisés, sinon acérés, qu'ils auront sur les planches dans la mise en œuvre même du mode d'action qu'ils ont choisi. Les moments de rencontre sont ainsi délibérément choisis pour offrir l'occasion aux prétendants de s'essayer à la mise en jeu de soi qu'implique l'exercice du TO (mode d'action), d'appréhender la dynamique du groupe et, en parallèle, aux membres du groupe accueillant d'évaluer in situ les possibilités de coopération future dans l'optique de l'action.

C'est encore au sein ou, pour mieux dire, aux portes des AMAP, que l'injonction à faire se révèle la plus prégnante. Par définition, les AMAP en fonctionnement comptent déjà assez de membres et n'accueillent pas de nouveaux mangeurs, à moins d'une défection. Pour autant et conformément aux valeurs évoquées dans la charte des AMAP, chaque groupe de mangeurs – dans les faits, les mangeurs devenus militants de la cause – s'engage dans « *l'essaimage* ». En pratique, cela consiste pour tout mangeur et producteur en AMAP à se saisir de toutes les opportunités pour présenter et valoriser le modèle et, le cas échéant, se

150. Le Grand Chantier organisé par la C^ie^ NAJE portait sur la question des sans-papiers. Il a rassemblé 44 personnes pendant 12 jours de travail, 20 pour les auteurs, répartis tout au long de l'année 2009-2010. Il a abouti à la représentation du spectacle intitulé *Les Étranges,* le 5 juin 2010 à Strasbourg.

rendre disponible pour accompagner une personne ou un groupe dans l'intégration ou la création d'une AMAP.

La prise de contact avec un groupe de mangeurs se fait généralement par e-mail. La plupart des groupes ont désigné une personne responsable du traitement des e-mails et, ce faisant, de la gestion des demandes de renseignements et de l'accueil des candidats les plus motivés. Les entretiens formels et informels menés auprès de ces responsables – souvent les coordinateurs principaux des AMAP – et des mangeurs fraîchement inclus permettent d'identifier une routine de sensibilisation et, le cas échéant, d'intégration. Ces responsables s'appliquent d'abord à répondre à chaque sollicitation reçue dans des délais raisonnables. La plupart informent immédiatement les prétendants qu'une nouvelle intégration ne peut être envisagée qu'à la prochaine saison et, dans la majorité des cas, que la structure ne peut plus accueillir de nouveaux mangeurs et/ou qu'il existe une liste d'attente qui peut, elle aussi, s'avérer close. En dépit de cette indisponibilité, les réponses invitent aussi généralement à poursuivre la conversation en venant assister à une distribution. Le plus souvent, l'initiation passe par le fait de suivre le mangeur accueillant dans son parcours de retrait des marchandises. Cette déambulation est l'occasion de raconter l'histoire de l'AMAP, d'expliquer l'organisation pratique d'une distribution, mais aussi de présenter le nouveau venu aux mangeurs et producteurs pour lui donner une idée du type de relation qui prévaut à l'intérieur du groupe. Engagée sur un registre convivial, cette première phase d'accueil est l'occasion d'expliciter le principe de fonctionnement des AMAP en général et d'exposer les choix de fonctionnement faits par cette AMAP en particulier. C'est aussi l'occasion pour le mangeur accompagnateur de sonder la disponibilité et la motivation des postulants et, le cas échéant, de les encourager à poursuivre leur démarche en proposant éventuellement un soutien rapproché.

La force avec laquelle s'impose ensuite l'impératif du *faire* vient parfois couper un peu court à la convivialité de l'accueil réservé aux intéressés. Très rapidement, en effet, ces derniers sont mis devant l'obligation de se positionner en opérant ou non un premier acte de foi : s'inscrire sur la liste d'attente ou s'engager dans la création d'une AMAP. Mangeurs et producteurs ne font reposer aucune pression sur les épaules des candidats, mais ils leur signifient souvent très directement et très clairement l'impossibilité, sinon l'inutilité, de poursuivre la discussion en l'absence d'initiative concrète.

> *« Et puis, la réaction qu'on m'avait renvoyée, et que je renvoie à tout le monde maintenant d'ailleurs, c'est : si tu trouves que c'est bien, fais en une* [AMAP]. *Parce que celles qui existent, par définition, sont déjà pleines. Elles ne fonctionnent que*

quand la liste est pleine. […] *Alors deux solutions, soit j'attendais, soit j'essayais d'en faire une… Justement, j'ai envoyé un mail en interne chez les Verts en disant : "Est-ce qu'il y en aurait, d'autres personnes dans mon cas, que ça intéresserait de lancer ça ?" Y en a plein qui sont déjà amapiens qui m'ont répondu des tas de trucs, c'était super sympa. Mais eux, en gros : "Nous, on y est déjà donc, nous perso, ça ne nous intéresse pas. Mais si tu veux qu'on t'aide pour t'expliquer comment ça fonctionne, pas de problème." Et donc, on a fait une sorte de petit groupe pour lancer cette AMAP, avec, à part moi, des gens déjà amapiens, des gens vraiment là pour aider à lancer, mais ensuite, débrouille-toi, quoi… Du coup, les informations, je les ai eues, et les deux grandes informations, les deux grands problèmes, c'était de trouver un local et un agriculteur. Une fois que tu as bien compris le truc, bon voilà si tu es toujours partant, il faut trouver un agriculteur. Le plus proche possible par définition, hein, par rapport à la notion d'AMAP, c'est ça. »*

Jacques Soudeux, 45 ans, créateur et coordinateur d'AMAP à Nantes, militant écologiste encarté.

L'exemple de Jacques est confirmé par celui antérieur de Delphine Michaud, qui s'est vue proposer d'intégrer un groupe pour former la première AMAP de l'agglomération nantaise en 2004, sur les recommandations d'un acteur associatif déjà mobilisé par ailleurs.

« DM : En fait, j'ai participé à la création de la première [AMAP] *sur la région, celle des Sorinières.*

VG : D'accord. Et c'est une idée qui avait déjà fait son chemin depuis longtemps, chez toi ?

DM : Non, pas du tout, pas du tout. C'est un truc assez rigolo. On était cinq sur Internet à être allés sur le site de l'APEC. L'association Alliance Paysans, Écologistes, Consommateurs.

VG : D'accord.

DM : Je ne sais pas ce que les autres avaient demandé. Moi, ce que j'avais demandé c'est, heu… En fait, à l'époque, j'avais un agenda Charlie Hebdo, parce que je suis abonnée à Charlie Hebdo*. Et, à la fin, il y a plein d'adresses. Il y avait les coordonnées de l'APEC et j'avais appelé pour demander s'il existait une délégation régionale pour avoir un lien direct avec des producteurs pour s'alimenter, enfin, pour trouver des produits directement. Et en fait, il y a quelqu'un à l'APEC qui nous a tous réorientés. On était cinq à les interpeller. Ils nous ont dit : "Vous êtes cinq de Nantes, donc mettez-vous en lien entre vous et vous pourrez peut-être créer quelque chose", en nous donnant l'idée des AMAP. Mais moi, je ne savais pas ce que c'était, une AMAP. Du coup, les cinq mails ont transité entre nous, on a parlé et on s'est réunis autour de l'idée de l'AMAP. Et après, déjà, sur les cinq… Si on est restés cinq, après chacun a ramené un peu des gens avec lui. Dans les cinq, il y en a qui ont arrêté de participer au groupe. Plus tard, quelqu'un de l'APEC est descendu nous aider lors d'une première réunion qui était là, d'ailleurs, à la table au bout* [désigne une table proche de celle où nous sommes attablées pour l'entretien]. *Et ça a été notre première réunion, là où il nous a descendu des documents, des trucs…*

VG : Toute la doc sur le principe des AMAP qui existait déjà ?

DM : Oui, et puis il nous a aidés à réfléchir à comment monter ça. Il nous a mis en garde sur des choses à éviter, donné des conseils sur comment procéder. C'est vrai que ça n'existait pas dans la région donc, heu… Voilà, et après on l'a fait tout seuls.

VG : Et ça s'est passé comment ?

DM : […] *Petit à petit, l'idée est venue qu'il fallait passer au concret. Donc moi, j'ai ma famille sur Paris, enfin, une partie de ma famille. Donc je suis allée assister à une distribution d'AMAP à Quentin, où était le mec de l'APEC qu'on avait rencontré ici.*

VG : Pour voir comment ça se passait ?

DM : Visualiser comment se passe une distribution. Parce que quand on n'en voit pas et qu'on a juste la théorie, c'est… On a une image, mais c'est pas forcément réaliste. Et puis pour pouvoir se présenter à des paysans en leur expliquant avec une réalité qu'on a observée, pour ne pas dire de conneries sur ce qu'on leur demande à eux, quoi. Parce qu'ici aucun paysan ne connaissait ce principe, donc il fallait bien qu'on les convainque en étant convaincus. »

Delphine Michaud, 38 ans, mangeuse en AMAP, cofondatrice de la première AMAP en Loire-Atlantique.

Dans ces deux exemples, on lit à la fois l'accueil réservé aux postulants qui ont systématiquement affaire à des interlocuteurs véritablement intéressés, mais aussi l'obligation que constitue l'engagement pratique pour poursuivre la discussion. L'existence de cette frontière symbolique du *faire* se confirme après coup, puisque les candidats les plus motivés obtiennent effectivement le soutien de leur interlocuteur initial pour mettre en œuvre les démarches nécessaires à l'intégration et, plus sûrement encore, la création d'une nouvelle structure. Ainsi, la phase d'accueil précédant l'intégration dans une AMAP est à la fois l'occasion pour les nouveaux venus de démontrer leur volonté de participer ; et pour les mangeurs, de poursuivre leur démarche d'engagement à travers une pratique active de promotion du modèle pouvant aller jusqu'à l'essaimage.

La manière dont le cadre des échanges s'élargit ou se rétrécit, voire disparaît, face à la question de l'agir démontre l'importance décisive et même constitutive de l'exécution du travail militant, en l'occurrence la mise en œuvre du mode d'action privilégié par les groupes, dans la formation des activistes, mais aussi dans la construction des collectifs de lutte. L'inscription à un stage de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile, la présentation au CG à B17, l'invitation à participer à une représentation, un stage ou un Chantier de TO, la signature d'un contrat AMAP sont des seuils. Peu ou prou, ces moments de rencontre entre aspirants et militants actifs au sein des collectifs de lutte prennent la forme d'une injonction à l'action. On demande littéralement aux postulants de produire l'effort qui leur permettra d'accéder au soutien de leurs pairs, plutôt que de le leur accorder en amont pour les aider à franchir le pas. Les procédures de recrutement centrées sur le *faire* agissent comme un mécanisme de tri, puisque seuls les individus les plus motivés prendront effectivement la décision de sauter le pas. En effet, la projection immédiate dans le *faire* dissuade une partie des candidats qui peuvent estimer ne pas disposer de suffisamment d'informations, s'effrayer

de cette injonction ou encore ne pas se sentir les capacités et/ou les moyens d'y parvenir, notamment du point de vue du temps à consacrer à l'engagement[151]. Dans les OPNC, le temps de la rencontre permet, dans le même mouvement, aux nouveaux venus de faire connaissance avec le collectif, son fonctionnement, ses méthodes et ses objectifs politiques, et au groupe d'évaluer – autant que possible dans ces conditions – les capacités des candidats à s'intégrer et à participer durablement à la mobilisation collective au sein du collectif.

2.3. Un silence assourdissant : mécanismes du débat et de la décision collective

Un autre indice de l'importance relative de l'exécution du travail militant dans la formation des activistes et la construction/consolidation des collectifs de lutte est, a contrario, le silence assourdissant qui accompagne cette mobilisation. Cette situation s'explique en partie par le recours aux pratiques génériques qui, comme nous l'avons expliqué précédemment, a tendance à réduire les principes d'action à leur plus simple expression espérant par là en faire les plus petits dénominateurs communs des militants. Elle est aussi le produit du renvoi au second plan des ressources idéologiques, signalé par l'effacement et l'euphémisation de ses apports spécifiques. Le fait que les OPNC n'aient pas ou peu recours aux ressources idéologiques et discursives ne les dédouane pas d'avoir à alimenter le processus de mobilisation collective et les engagements des militants, en leur proposant des modèles d'interprétation à même d'encourager et de nourrir leurs initiatives. Peu bavard, le travail de cadrage effectué au sein des OPNC passe par les pratiques de mobilisation collective elles-mêmes. Dans ce cas, la mise en œuvre concrète des tâches qui composent le travail militant devient, au sens littéral, un cadre pratique de réflexion où la mise en gestes des intentions de chacun permet l'organisation de débats et, le cas échéant, la production des arbitrages qui s'imposeront par la suite au groupe[152]. Déroutant pour le néophyte, ce vide discursif préalable

151. Ainsi, Christophe TRAÏNI invite à interroger autant les aspects socialisateurs et intégrateurs des dispositifs de sensibilisation que les effets d'exclusion dont ils peuvent être à l'origine : « [...] Dès lors que les participants à l'action collective adhéreraient à la cause, mais se révéleraient heurtés, ou rétifs, aux postures émotives attendues d'eux : que l'on pense aux formes très intellectuelles de l'action au sein de telle organisation altermondialiste, ou encore à l'inégale disposition à la violence au sein des organisations qui la valorisent. » TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions... Mobilisation !*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 26.

152. Nous n'ignorons pas les limites méthodologiques et les biais, notamment stratégistes et *alignistes*, prêtés au modèle d'analyse de la *frame analysis*. Si le recours à cet ensemble conceptuel pose légitimement question lorsqu'il s'agit de déterminer l'intentionnalité originelle ou les résultats d'un travail de cadrage particulier, il nous apparaît en revanche pertinent pour appréhender les différentes étapes de ces processus et identifier une partie des conditions de leur réalisation. Nous présenterons essentiellement dans ce chapitre les mécanismes/dispositifs mobilisés dans les OPNC dans la perspective du travail de cadrage organisationnel. Nous discuterons des conditions de réussite de cette entreprise et notamment des caractéristiques du public militant des OPNC dans le chapitre 3. Voir notamment MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100 ; CONTAMIN Jean-Gabriel, « Analyse des cadres », dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation

n'en est donc pas moins stratégique. Le silence qui entoure la rencontre, puis l'intégration et la formation des militants dans les collectifs, renforce la centralité du *faire* et la prédominance des vecteurs d'apprentissage que sont le mimétisme et les interactions. Ainsi, dans les OPNC, le peu de place accordée dans un premier temps au discours sur les raisons d'agir est le pendant de celle, considérable, accordée à *l'agir*.

2.3.1. L'appel du vide

Au sein des OPNC, l'expressivité du répertoire contestataire mobilisé dans le cadre de la lutte se double souvent d'une forme de mutisme sur les motifs politiques qui ont conduit à ce choix. Il peut sembler contradictoire d'évoquer l'activité souvent tapageuse – notamment médiatique – de ces collectifs, pour ensuite invoquer une forme de silence. C'est pourtant bien lui qui s'impose à l'observateur, lorsqu'il s'intéresse au sens que les activistes donnent aux tâches qui composent le travail militant. De même qu'ils ne se réfèrent pas directement à des contenus idéologiques, les militants sont peu loquaces sur les manières qu'ils ont de se mobiliser et sur le sens qu'ils donnent à un mode d'action en particulier. Tous sont, bien sûr, capables d'expliquer en quelques mots le mode d'action privilégié qui est le leur. Cependant, l'observation et les entretiens, formels et informels, amènent à constater que cette explication se réduit le plus souvent à sa plus simple expression, à laquelle s'ajoute opportunément un exemple qui finit de frapper l'ensemble de la proposition au coin du bon sens et donc à clore le sujet.

AMAP

> *« Si on prend tous les produits, ils mettent en moyenne 2 000 km pour arriver là. Je suis désolé, une salade qui pousse dans mon jardin, je ne vais pas lui faire faire 2 000 bornes, quand même. Enfin, je ne sais pas, ça paraît tellement évident. Et alors ça, ça crée la réflexion : comment on fait pour changer ça ? Quand même, on n'est pas en dictature, on a le droit d'organiser notre truc. Si on trouve que ça ne va pas, eh bien, on organise autre chose. Eh bien, voilà, le coup de l'AMAP s'est produit à 20 bornes, ça arrive directement et il n'y a pas d'intermédiaires et pas de machins, etc., etc. »*
>
> *Jacques Soudeux, 45 ans, créateur et coordinateur d'AMAP à Nantes, militant écologiste encarté.*

COLLECTIF DÉSOBÉISSANTS

> *ND : Je rejoins Greenpeace en 2005 ; là, je découvre l'écologie. De manière pratique, je veux dire. Et notamment son histoire d'action directe non violente, formidablement bien incarnée par Greenpeace. En tant que chargé de campagne à Greenpeace, j'apprends aussi la méthode et je vais voir ce que font les Belges engagés sur la même campagne, en termes de désobéissance civile.*

nationale des sciences politiques, Paris, 2009, p. 38-45.

VG : Le nucléaire ?

ND : C'est ça.

VG : J'ai trouvé un de tes livres en librairie, et je l'ai lu en venant.

ND : D'accord (rires). Donc, je découvre les Belges et leurs actions de désobéissance civile contre l'arme nucléaire. J'y participe. On est 1 000 à désobéir, 400 à être arrêtés et tous libérés, évidemment. Super ambiance, fort coup politique, parce que les députés se divisent, parce qu'il y a un débat national, parce que toute la presse, jusqu'aux USA, en parle[153]*. Enfin bref, on obtient en peu de temps les résultats que des années de manifs n'obtiennent pas. Donc, ça achève de me convaincre que tactiquement la non-violence est supérieure. La non-violence et la désobéissance civile sont supérieures. Mais je ne suis pas encore convaincu intellectuellement. Et c'est avec les Désobéissants que je vais y réfléchir, rencontrer des gens et progressivement me convaincre que la violence est presque systématiquement – j'ai du mal à juger pour des contextes différents comme la Résistance – contre-productive, ou moins productive, on va dire. Et, par ailleurs, relativement immorale.*

VG : Surtout dans une position numérique dominée, non ?

ND : Bien sûr. Mais si tu as des armes et que tu as la majorité, tu n'as pas besoin de t'en servir. Et si toi ou l'autre choisit la violence, alors que tu n'as pas les armes, tu es vulnérable.

Nicolas Deli, membre fondateur du collectif Désobéissants, militant environnementaliste et entrepreneur de cause.

Théâtre de l'opprime-e

« VG : Qu'est-ce ça produit, la démarche du Théâtre de l'Opprimé·e ?

*PR : Le Brésil de Boal, c'était différent. Dans notre contexte, aujourd'hui, en Europe, en France, à Paris, ce qu'il fait, c'est ce qu'on appelle de l'*empowerment*. Je ne sais pas si vous connaissez ce mot ?*

VG : Pas du tout.

PR : Alors on a du mal à le traduire en français, c'est pour ça que je le dis en anglais. C'est, en gros, augmenter les capacités d'agir des personnes. Renforcer leurs capacités à être acteurs dans leur quotidien.

VG : D'accord.

*PR : Que ce soit des capacités personnelles, intellectuelles, sociales, politiques, enfin bon… Donc l'idée, c'est ça. Le TO est de ce côté-là. Faire forum avec les personnes avec lesquelles on travaille et pour lesquelles on joue, ça fait de l'*empowerment*. C'est-à-dire que ça renforce leurs capacités d'agir, de penser et de comprendre dans tous les sens du terme. Donc, c'est utile socialement parce que ça arme un peu les gens pour faire face à leurs difficultés. »*

Paul Rousselot, militant-comédien amateur d'une compagnie de TO.

Reste que cette simplicité de surface pourrait tout aussi bien conduire à une forme de sagacité, une mise en mots plus nourrie à défaut d'être théorique. Or, sans en être incapables, mes interlocuteurs se gardaient le plus souvent et le plus longtemps possible de discuter des

153. Nous ne sommes pas parvenue à identifier précisément cette action et sommes dans l'incapacité d'en décrire plus précisément le contexte. Pour un exemple précis d'action antinucléaire à laquelle a participé Nicolas Deli, voir la note de bas de page n°96 p. 139 de ce manuscrit.

implications idéologiques et stratégiques de leur mode d'action. Toutes les questions que je posais dans ce sens semblaient tomber un peu à plat ou légèrement à côté. Lors des entretiens – formels et informels –, je percevais nettement que mes interlocuteurs comprenaient, mais aussi que la question leur apparaissait peu pertinente, comme si elle ne les concernait pas et qu'elle dépassait le cadre de leur pratique.

> *« JS : Sinon, moi, je revenais sur la question "Pourquoi ça marche si bien" ? Je pensais par rapport aux syndicats, aux partis, etc., souvent quand on est dans ces endroits-là, on est un peu contre…*
>
> *VG : Quelque chose ?*
>
> *JS : Quelque chose, ou alors on est dans la théorie. La loi Darcos machin. Moi, la loi Darcos, je ne l'ai pas lue. De ce qu'on m'a dit, ça a l'air nul, mais, heu… Tandis que là, dans l'AMAP, on crée quelque chose et c'est positif.*
>
> *VG : Ce serait une force de proposition plus qu'une force de contestation, en fait ?*
>
> *JS : On ne le propose pas, on le fait !*
>
> *VG : D'accord.*
>
> *JS : On est plus que dans la proposition. On n'est pas dans "Il faudrait faire une AMAP". On "est" dans l'AMAP ; l'AMAP, ça marche et je contribue au fait que ça marche. »*
>
> *Jacques Soudeux, 45 ans, créateur et coordinateur d'AMAP à Nantes, militant écologiste encarté.*

Cette difficulté à interroger un des traits que je percevais pourtant déjà comme central dans ma réflexion s'est progressivement vue renforcée par celles rencontrées pour obtenir des entretiens avec les enquêtés. Malgré de nombreuses tentatives, qui plus est renouvelées à de longs intervalles, mes demandes se sont majoritairement soldées par des refus explicites ou par des fins de non-recevoir[154]. À terme, je ne suis parvenue à m'entretenir qu'avec un nombre restreint d'entrepreneurs de cause et de sympathisants et/ou candidats à l'intégration dans les groupes. Les premiers ont finalement accepté de répondre à ma demande parce que leur position de leaders les y autorise et, plus encore, parce que leur fonction d'entrepreneurs de cause et de mobilisation implique qu'ils soient en capacité d'expliciter les intentions politiques et les raisons d'agir de leur groupe. Les seconds, parce qu'ils n'avaient pas encore été socialisés au principe de formation, de réflexion et d'action militante fondé sur l'agir, qui plaçait les militants professionnels et ordinaires à distance du sociologue. Plus encore, les

154. Les objectifs fixés au début du travail d'investigation prévoyaient explicitement de rencontrer un échantillon des militants des différents groupes dans le cadre d'entretiens compréhensifs. Les effectifs des collectifs de lutte étant relativement limités, nous comptions équilibrer notre échantillon en termes de genre, d'âge, de PCS et de niveau d'expérience politique et militante préalable en le construisant de façon transversale aux quatre groupes militants étudiés. Aiguillée par la littérature sur le sujet, nous escomptions, par ailleurs, nous entretenir dans chaque groupe avec au moins un entrepreneur de cause, un militant professionnel, un militant ordinaire et, le cas échéant, un sympathisant et/ou prétendant à l'intégration au collectif.

sympathisants et postulants étaient encouragés par les militants entrepreneurs de cause dans cette démarche, ces derniers voyant dans les entretiens sociologiques un outil de valorisation et d'encouragement de leur initiative.

De ce point de vue, le cas des deux troupes militantes de TO est symptomatique. Lorsque j'ai rencontré le groupe du TON, dans le cadre de la formation à laquelle j'ai été invitée, j'ai immédiatement informé les militantes-comédiennes de mes intentions de recherche. Alors que j'intégrais officiellement le groupe à l'occasion d'une répétition 15 jours plus tard, elles m'ont fait part de leur intérêt pour ma démarche de recherche, de leur souhait que mon engagement auprès du groupe ne s'y limite pas et, enfin, qu'après discussion et décision collective aucune d'entre elles ne se prêterait à un entretien sociologique. Cette précaution et, plus encore, le degré d'anticipation qu'elle révélait quant à la conduite de mes travaux de recherche et leur impact potentiel sur la vie du collectif m'a littéralement surprise. Si radicale qu'elle puisse apparaître pour un enquêteur ayant tout juste rejoint son terrain, cette mesure est restée isolée, puisque les militantes-comédiennes se sont par la suite régulièrement intéressées à l'avancée de mes travaux et se sont montrées encourageantes dans les phases d'enquêtes paraissant délicates. Ces militantes « professionnelles » ou « ordinaires », selon leur niveau d'expérience militante préalable et leur multipositionnement, m'ont tout simplement, mais aussi fermement, assignée à la seule posture envisageable au sein du groupe : *faire avec*.

Cette hypothèse s'est confirmée quand j'ai mis en œuvre les démarches pour rencontrer les membres de la C^ie^ NAJE, à Paris. Je profitais alors de deux années d'investigation dans le groupe du TON et avais, de ce fait, déjà rencontré la directrice et metteur en scène de la C^ie^ NAJE au cours de deux stages de perfectionnement de deux jours et lors d'une représentation de leur spectacle *Les Impactés*[155]. Habituée, comme tout enquêteur de terrain, à jouer subtilement de ces effets de recommandation pour en faire des leviers d'intégration auprès de nouveaux interlocuteurs, j'ai été surprise, sinon déstabilisée, par le vide auquel j'ai de fait été confrontée. Cela s'est traduit par la sensation d'être *lâchée* par mes principaux interlocuteurs et, surtout, d'être renvoyée au début de mon travail d'enquête, c'est-à-dire de ne pas pouvoir m'appuyer sur les expériences et connaissances acquises précédemment pour étayer ces nouvelles étapes d'investigation. En pratique, mes principaux

155. Le spectacle *Les Impactés* a été créé en 2008 par la C^ie^ NAJE sur demande et en collaboration avec le comité d'entreprise de France Télécom Île-de-France, pour discuter des effets jugés néfastes de la privatisation de l'entreprise sur les conditions de travail de ses salariés, alors que 35 salariés se donneront la mort entre 2007 et 2009. Une des représentations de ce spectacle a été filmée. Le film est accessible sur le site de la compagnie, http://www.compagnie-naje.fr/nos-videos-spectacle-par-spectacle

interlocuteurs ne m'ont pas évitée au sens strict de ce terme, mais systématiquement contournée, de sorte que je ne pouvais profiter du fait de les connaître, ni pour les interpeller directement ni pour approcher les autres participants. Évoluant pour ainsi dire hors-sol malgré un investissement de plus de deux ans, je me suis retrouvée dans l'obligation de produire les efforts d'intégration nécessaires pour ne pas rester isolée, en l'occurrence jouer le jeu du Chantier. Subie dans un premier temps, cette manœuvre d'adaptation m'a finalement permis de réaliser des entretiens avec quelques-uns des participants mobilisés dans le cadre du Chantier par l'intermédiaire des associations d'insertion qui composent le réseau militant de la compagnie. Enfin, dans les jours qui ont suivi le Chantier, trois des militants-comédiens se sont emparés de l'e-mail général que j'avais envoyé pour demander à rencontrer les membres de la compagnie afin de convenir de rendez-vous lors de mon passage à Paris. Pour les raisons invoquées précédemment, les entretiens ont ici aussi été menés auprès de sympathisants et d'entrepreneurs de cause (publics participants et militants-comédiens), alors que les militants ordinaires sont restés à distance.

Bien décidée à interroger cet aspect de l'engagement et de la mobilisation collective au sein des OPNC, mais systématiquement ramenée à mon incapacité à interroger mes interlocuteurs dans ce sens, j'ai fini par envisager ce trait comme une caractéristique supplémentaire de mes objets d'étude. Le refus d'aborder la question du choix des modes d'action et de se prêter à l'objectivation sociologique par l'entretien m'apparaissait alors comme une traduction potentielle de la culture politique libertaire de ces groupes et de leur attachement, même feint, à des formes non directives de mobilisation. Ce n'est que plus tard, en analysant l'échec en trompe-l'œil de mes démarches auprès du groupe du TON et de la C^{ie} NAJE à la lumière d'expériences de terrain équivalentes auprès du réseau Désobéissants, que je suis parvenue à analyser les ressorts de cette situation. Dans ces différents cas, j'arrivais en terrain conquis, c'est-à-dire en bénéficiant déjà de mon investissement au long cours auprès des collectifs et en comptant sur les relations solides nouées avec les leaders de ces groupes, pour servir de catalyseur et d'accélérateur à mes démarches. Or, dans les OPNC, les mécanismes de sélection, d'initiation, puis d'intégration passent par le partage des tâches qui composent le travail militant et exigent de tout nouveau venu, même connu, par ailleurs, qu'il se plie à cette discipline du *faire* avant d'accéder à d'autres modes d'échanges et de discussion avec les militants. Ce phénomène explique ma sensation d'être régulièrement ramenée à la case départ en tant qu'enquêtrice. Alors que je me représentais l'intégration à mes terrains comme un processus cumulatif et continu, elle a plutôt eu un caractère itératif au sens où j'ai dû jouer et même rejouer le jeu de la construction des collectifs par l'agir, à chaque fois que la

composition des groupes observés évoluait de façon notable. Ce que j'ai initialement interprété comme de la résistance à l'objectivation et une manière de tester mes intentions en tant qu'enquêtrice de la part de mes principaux interlocuteurs était en fait la manifestation concrète du processus d'intégration à travers lequel passe tout prétendant dans les OPNC : l'obligation d'agir sans plus d'explication, dans un premier temps au moins.

D'un côté, entrer dans un collectif par l'agir, *la tête la première*, permet de se sentir rapidement intégré à la dynamique collective et logé à la même enseigne que les autres militants, en dépit des inégalités d'expérience militante de départ ; d'un autre côté, et de façon apparemment contradictoire, cette expérience est aussi assez solitaire et peu même renvoyer à une sorte d'isolement. S'il est entendu qu'aucun prétendant n'y arrive, ces groupes ne prodiguent que très peu d'informations sur leur projet politique et leurs manières de privilégier le geste à la parole. Dans cette situation, les postulants sont invités à *agir* sans plus d'explication, c'est-à-dire la plupart du temps sans véritablement comprendre ce qui se joue. Loin d'être fortuit, ce mécanisme précipite l'entrée dans les interactions avec les autres membres du groupe en attisant le besoin de coordination. Dans cette configuration, en effet, les militants n'ont d'autre choix que de compenser le défaut d'informations explicites en recherchant du sens à travers la coordination dans les gestes et dans les échanges avec les autres militants. Les autres activistes deviennent des points de repère, suivis, imités et même interrogés en fonction de l'expérience qui leur est reconnue. Ce besoin d'être guidé fait d'ailleurs explicitement partie du contrat moral tacite qui rassemble les militants dans les collectifs. Quel que soit le terme que les groupes emploient pour désigner ce mécanisme, « *essaimage* » pour les AMAP, « *éducation populaire* » pour le collectif Désobéissants, « *autogestion* » et donc « autoformation » pour B17, « *jockage* » dans le TO, il s'agit dans tous les cas de désigner une forme d'accompagnement dans l'apprentissage mimétique des savoir-faire et des savoir-être valables dans les collectifs de lutte.

La répétition de ces expériences dans chacun de mes terrains d'étude m'a permis de tirer trois constats, tous corroborés par mes observations ultérieures, et de formuler une nouvelle interprétation de ce processus. Le premier est que les militants des OPNC se paient littéralement plus d'actes que de mots et que les difficultés rencontrées pour leur faire *dire* leur rapport à leur mode d'action tiennent au fait que, sauf à m'adresser aux entrepreneurs de causes, je passais littéralement à côté du sujet. Le deuxième m'a forcée à admettre que, malgré l'insistance de mes données de terrain, cette hypothèse ne m'était pas apparue immédiatement plausible. En effet, cette économie de mots, que je savais ne pas être due à un

défaut d'outillage culturel, ne pouvait s'expliquer que par une forme de résistance à l'objectivation et/ou illustrer une nouvelle option stratégique de ces groupes. Plus exactement, elle ne correspondait pas à mes attentes en tant que sociologue du politique. Les spéculations théoriques auxquelles je me suis livrée, quoique vraisemblables, s'avéraient insuffisantes pour épuiser le sens de ce que j'observais. Elles reflétaient ma représentation, teintée de légitimisme, de *l'engagé accompli* ou en passe de l'être, capable de justifier politiquement – au moins pour lui-même – sinon de ses choix, au moins de ses manières de faire. Ainsi, à défaut de pouvoir l'imaginer sociologiquement dans un premier temps, il m'était tout simplement impossible de comprendre le lien entre la primauté accordée à l'agir et le silence qui l'entoure, jusqu'à ce que j'accepte, comme tous les engagés, de me *laisser faire* au lieu de chercher à comprendre a priori, et surtout sous le seul angle intellectuel, ce que j'observais. Cette prise de conscience, produit de l'immersion de longue durée et de la dynamique du raisonnement comparatif, m'a enfin fait réaliser que mon travail d'immersion dans les collectifs de lutte m'exposait aux mêmes mécanismes de socialisation militante et politique que mes enquêtés. Résultat parmi d'autres, cette découverte a eu des conséquences notables dans la conduite du travail d'enquête du point de vue méthodologique. Associé aux mesures classiques de réflexivité, ce processus de socialisation *à-côté* est devenu un outil supplémentaire du travail d'investigation et un objet à part entière[156].

2.3.2. Joindre le geste à l'absence de parole

Dans les OPNC, l'injonction à faire et l'observation concomitante d'une forme de silence théorique sont les deux faces d'une même pièce. Ce mécanisme de formation incite les militants à investir des supports de coordination et des modalités de discussion qui ne reposent pas exclusivement sur les débats d'idées. Dans cette configuration, la formation des

156. En pratique, cela s'est traduit par un réagencement de nos méthodes de consignation des données de terrain. Ayant admis que nous étions aussi le sujet de notre objet de recherche et réalisé que saisir les mécanismes qui influencent notre parcours dans le terrain nous aiderait à interroger celui de nos enquêtés, nous avons cherché à documenter ce parcours de socialisation *à-côté*. Dès lors, chaque phase de travail sur le terrain a donné potentiellement lieu à la rédaction de trois comptes rendus dans des cahiers séparés. Le premier compte rendu servait à consigner le récit des affects ressentis sur le terrain. Ce premier outil nous autorisait à identifier précisément, et surtout à séparer les affects liés à l'activité d'enquête (effets d'enquête) de ceux liés à l'entreprise de socialisation politique et militante – via des dispositifs de sensibilisation par les émotions – à laquelle nous étions exposée de fait. Compte tenu des tâches de secrétariat qui nous étaient souvent allouées sur le terrain, le deuxième servait à rédiger les comptes rendus dans la forme attendue par les collectifs de lutte. Ce deuxième outil nous permettait de donner le change en réalisant effectivement les tâches dévolues au rôle occupé dans les terrains d'enquête et, à terme, de mesurer les différences de présentation des faits entre ce document et le compte rendu d'observation sociologique. Enfin, le troisième outil permettait la transcription des données d'observation, débarrassées des éléments inhérents aux effets de l'exposition à un processus de socialisation politique et militante, et de ceux de la position de chercheuse immergée dans son terrain. Sur cette question, voir notamment Pierre BOURDIEU, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales,* vol. 150, n° 1, p. 55 ; et Christophe BROQUA, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant. », *Genèses*, 2009/3, p. 119.

militants, la conduite des débats et, par la suite, l'établissement des compromis nécessaires au fonctionnement des collectifs de lutte se déroulent essentiellement en actes. Le fait que ces discussions se passent le plus souvent de mots n'empêche pas les militants d'être confrontés à la complexité des sujets traités, à l'acuité des débats et au difficile travail de construction des compromis. Tout comme l'élaboration d'une décision ou d'une ligne politique explicite, la recherche d'un *modus operandi* oblige les militants à examiner les tenants et les aboutissants d'une problématique donnée et des différentes solutions envisageables à la lumière de la composition, du fonctionnement et des valeurs défendues, même tacitement, par le groupe.

Ici, l'économie de mots n'est pas une façon de se détourner des sujets qui fâchent, mais plutôt une façon de contourner des difficultés identifiées comme structurelles dans les débats collectifs et directement associées au risque de désengagement individuel et d'affaiblissement de la mobilisation collective : l'expression des inégalités socioculturelles de départ (effets de domination et d'autorité) et de la variété des positionnements politiques initiaux. Le recours à la discussion en actes ne déjoue pas l'ensemble de ces mécanismes, mais neutralise ou arase une partie de leurs effets. Ce type de dispositif permet de légèrement déplacer le problème de l'inégale distribution des capacités à s'exprimer, à se faire entendre et à se faire comprendre en offrant la possibilité de montrer ses intentions plutôt que d'avoir à les démontrer par le biais d'un raisonnement théorique/rhétorique. Elle permet enfin d'adoucir les effets de la confrontation des points de vue politiques sans les occulter pour autant. Alors que les prises de parole entraînent la personnification des points de vue et leur cristallisation, la prise de position – au sens littéral de ce terme – autorise plus facilement les changements de point de vue. La médiation du *faire* permet symboliquement aux principaux intéressés de ne plus tant se déplacer les uns par rapport aux autres qu'au regard d'une situation donnée. Du point de vue de la formation des militants, ces facilitations permettent de passer en revue la diversité des points de vue au regard d'une question précise et, à partir de là, d'apercevoir les lignes de tension et de division, mais aussi les possibilités de coalition. Bien sûr, le recours à ces pratiques n'épuise pas, à lui seul, la question de l'élaboration des compromis politiques au sein des collectifs de lutte. Il facilite néanmoins la mobilisation collective (formation des militants, consolidation des groupes) en permettant, selon la formule désormais consacrée, d'occulter en partie les désalignements[157] politiques, mais aussi socioculturels, qui traversent et structurent de fait l'activité des collectifs de lutte.

157. CONTAMIN Jean-Gabriel, « Analyse des cadres », dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2009, p. 38-45.

Les récits ethnographiques présentés jusqu'ici regorgent d'exemples d'initiation à l'élaboration des décisions collectives par l'expérimentation. À des fins de concision, nous ne rappellerons qu'un seul exemple illustrant la manière dont les stagiaires sont initiés à la construction des compromis à travers l'identification de la diversité des points de vue coexistants et la conduite de débats en actes. Ainsi, l'exercice dit du « *positionnement philosophique* » est utilisé de façon systématique par les formateurs du réseau Désobéissants au début des stages. Il sert plusieurs objectifs puisqu'il permet dans le même mouvement d'éclairer les positions de chacun des participants et de révéler au groupe une partie de ses caractéristiques, notamment, ses lignes de division potentielles. À ce moment précis des sessions de formation, les stagiaires sont convaincus, à raison d'ailleurs, de la relative homogénéité du groupe qu'ils forment et de l'avantage que cela constitue dans la perspective de la mobilisation collective. Cette impression d'ensemble s'explique par le fait que les stagiaires présentent effectivement des caractéristiques sociales (âge, origines sociales, PCS, tendances politiques) relativement proches, la décision de participer à la formation venant ratifier cet état de fait. Mais ces proximités agissent aussi comme un écran de fumée en dissimulant des différences de vues pourtant structurantes du point de vue des valeurs qui motivent leur participation et, ce faisant, leur engagement au sein des collectifs. En matérialisant les positions des uns et des autres, cet exercice permet à la fois aux stagiaires de préciser et d'expliciter leur propre point de vue et d'identifier la variété des positions qui peuvent être adoptées à partir d'un cas précis. Ce faisant, ils sont directement conduits à apprécier la nécessité et le volume de travail que représente l'établissement d'un compromis acceptable par tous et permettant la réalisation d'une ADNV. Ainsi, ce qui est discuté ouvertement dans des OPC par le débat idéologique est appréhendé de façon sensiblement différente dans les OPNC, par un mécanisme qui privilégie la révélation des problématiques et des positions relatives des militants en actes. Ce mode opératoire permet, dans certains cas, qu'une partie des questions trouvent leur résolution dans des mesures pratiques qui autorisent l'économie d'une discussion théorique. Dans ce cas, la question politique qui se pose est appréhendée par le prisme de ces implications pratiques, et c'est en négociant à partir d'elles qu'une solution ou, à tout le moins, un *modus operandi*, est recherchée. Dans cet exemple, le cas du fauchage d'un champ d'OGM en plein jour en présence de l'agriculteur a obligé les participants à trouver une solution pour continuer à se projeter collectivement dans la réalisation de l'action en dépassant leurs oppositions sur l'existence ou non d'une forme de violence symbolique à l'encontre de l'exploitant. Tandis qu'une partie du groupe ne voyait pas là de quoi justifier la remise en cause de l'action, l'autre ne pouvait pas s'imaginer la mettre en

œuvre sans prendre en compte ce paramètre, alors que deux personnes, tout en adhérant à la cause anti-OGM, excluaient purement et simplement de participer à ce type d'action directe. La confrontation des points de vue a finalement conduit à la révision du plan d'action en prévoyant le fauchage du champ, mais aussi l'accompagnement du producteur par deux militants dans l'optique de lui expliquer leurs intentions, de lui témoigner leur soutien, de l'éloigner de la scène et de contenir ses réactions si nécessaire. Le groupe s'est, enfin, prononcé sur sa volonté de proposer d'autres formes d'actions directes pour que tous puissent prendre part à la lutte et que la participation ne se limite à des opérations de fauchage. Nous avons déjà abordé la question de la mobilisation des ressources idéologiques dans les OPNC et ne souhaitons pas y revenir dans ce chapitre. Néanmoins, cet exemple illustre de nouveau la façon dont le procédé de discussion en actes permet aux formateurs de formaliser et de faire valoir des partis pris idéologiques, en les ramenant et en les réduisant à leurs applications et implications pratiques.

De façon générale, le contenu des stages de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile est élaboré de façon à constituer une sorte de répétition des actions potentielles, mais aussi de façon à révéler les ressorts de ces dernières. Dans l'espace et l'entre-soi du stage, les ateliers successifs, notamment ceux tournés vers la conception de projet d'action, contribuent à créer de l'enthousiasme, de la confiance et une croyance grandissante dans l'opportunité que représente la mobilisation collective chez les stagiaires. Dans le même temps, les mêmes ateliers les mettent, non pas brutalement, mais plutôt systématiquement au pied du mur en termes de culture politique, de savoirs et de savoir-faire militants. Le mécanisme de transmission et d'apprentissage qui est mobilisé dans le stage est finalement aussi fluide que radical, dans la mesure où la mobilisation des cas pratiques met les stagiaires dans une position ambiguë de valorisation de leur initiative et de leur potentiel, en même temps que de révélation de l'étendue de leur méconnaissance – pour ne pas dire incompétence – pratique et théorique. Ici, ce ne sont pas les militants-formateurs qui enseignent, mais les faits habilement convoqués ou provoqués par eux dans les ateliers à travers l'évocation de cas concrets et de jeux de rôle.

Sur un registre plus subtil, mais en tout point similaire, la pratique du TO agit comme un vecteur de sensibilisation à des questions spécifiques (thèmes et questions traités dans les modèles), de débats sur l'analyse des situations, puis de discussion et d'arbitrage sur les directions à prendre pour tendre vers leur amélioration (répétition de l'action). Pour ses adeptes, la pratique du TO est un outil de répétition de l'action au sens où cet exercice

théâtral permet successivement de qualifier un problème collectivement, d'explorer le contexte et les conditions dans lequel il se développe, d'identifier ses effets, d'explorer différentes pistes de changement et, le cas échéant, d'élaborer des revendications et une stratégie pour les faire valoir. Ici, notre objectif n'est pas d'interroger l'efficacité politique de ce type de démarche, mais bien de montrer la façon dont le mode d'action du TO – usage militant de la technique du théâtre-forum – est à la fois un outil de débat collectif en actes et un vecteur de politisation de ses publics et des militants-comédiens qui l'utilisent.

En pratique, le recours à ce mode d'action organise et formalise deux espaces de débat et d'élaboration collective. Suivant la taille et la situation des troupes, le périmètre, les moyens et le temps alloué aux discussions sont plus ou moins importants et partagés entre militants-comédiens et publics des représentations. Le premier correspond à la phase de création du modèle, c'est-à-dire le récit d'expériences vécues et la recherche d'informations complémentaires, la mise en scène des expériences reconnues comme les plus emblématiques et/ou les plus explicites de la question traitée et, enfin, la stabilisation des contenus à travers la formalisation des textes, des intentions et des postures de chaque personnage. Le second correspond au temps de la représentation théâtrale divisée en deux étapes, la présentation du modèle par les militants-comédiens, puis le « *forum* », durant lequel les scènes sont rediscutées à partir des improvisations générées par l'intervention des membres du public sur scène. En pratique, chacune de ces étapes est un moment d'échange et/ou de débat qui passe par l'évocation orale de cas et/ou leur mise en situation et, le cas échéant, en scène.

Dans un premier temps, la libre évocation d'expériences personnelles liées de près ou de loin au sujet traité par petits groupes permet de faire émerger une connaissance pratique, lacunaire, mais aussi incarnée et partagée, même très inégalement, de la question traitée. La recherche de données factuelles, de témoignages de personnes concernées et/ou de spécialistes alimente ensuite la compréhension du phénomène traité. Cet exercice permet le partage et une forme de mise à niveau des informations détenues par chacun. Selon les situations, ces apports sont l'occasion d'ouvrir un débat à chaud ou permettent d'alimenter la discussion au moment des premières tentatives de jeu. Le travail d'exploration des contenus verbaux et non verbaux, et de formalisation des premières tentatives de mise en scène représente la part la plus importante du travail. Cette phase s'organise autour de petits exercices qui obligent les militants-comédiens et les participants à préciser leurs propos et, ce faisant, celui du modèle. À chaque changement d'exercice, les participants – militants-comédiens et publics – changent de rôle tandis que deux à trois personnes volontaires pour

écrire le texte de la pièce prennent des notes en temps réel et signalent les incohérences, les incompréhensions et les fulgurances. La répétition de ces tentatives organise une sorte de *débat-choral* et de *discussion de gestes* entre les militants-comédiens et les publics. Le réglage du modèle oblige à définir les termes du débat, à évaluer et tenir compte des effets de contexte, à explorer les différents possibles à travers la définition de personnage et de rôles réalistes et d'une progression narrative crédible. Le recours à ces différents dispositifs pratiques permet l'accumulation des cas, leur clarification par recoupements successifs, puis l'extraction par épuration de l'essence du propos. À ce stade, le modèle est une reconstitution épurée d'une situation où se déroule un phénomène désormais reconnu comme « *une oppression* » et « *se terminant mal* », c'est-à-dire qui ne rencontre aucune résistance ou limite dans son expression et la production de ses effets. La succession d'exercice qui aboutit à la création du modèle résulte d'une activité de cadrage au sens où les individus – militant-comédiens et/ou publics participants – sont invités à discuter collectivement d'une question, reconnue comme problématique (difficile, malheureuse, fatale) pour en clarifier les tenants et aboutissants (*diagnostic framing*[158]), la requalifier comme une injustice et, par là, aiguillonner le sentiment de la nécessité d'agir (*motivational framing*).

Une fois le modèle stabilisé, les militants-comédiens s'en emparent et profitent des répétitions pour affûter les rôles des personnages « *oppresseurs* » en testant les hypothèses d'intervention du public les plus probables, afin de les contrecarrer et définir, en creux, les pistes de sortie du problème qui leur apparaissent à la fois crédibles et souhaitables politiquement. Le temps de la représentation théâtrale en public s'organise en deux étapes. La première consiste en la représentation du modèle par les seuls militants-comédiens. Le public, directement concerné par la problématique et renvoyé à sa position de spectateur, est confirmé dans sa perception d'une injustice et, incidemment, dans le sentiment de la nécessité d'agir. La seconde représentation du modèle, appelée « temps du forum », offre la possibilité de passer à l'acte, ici d'intervenir sur scène en improvisant avec les militants-comédiens, pour tester grandeur nature et sous couvert du jeu de théâtre des solutions

158. Les termes « diagnostic framing », « motivational framing » et « prognostic framing » sont empruntés à la théorie de l'analyse des cadres, pour décrire le processus à travers lequel les groupes politiques travaillent auprès de leurs militants pour faire évoluer leurs représentations afin de les sensibiliser à une cause donnée et les convaincre de la nécessité et de la possibilité de s'engager dans la lutte. À ce sujet, voir notamment SNOW David A. *et al.*, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 1986, p. 461-481 ; SNOW David A., « Framing Process and Social Movement: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, 2000, p. 611-639 ; MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de sciences politiques*, 52 (1), 2002, p. 75-100 ; et, enfin, CONTAMIN Jean-Gabriel, « Analyse des cadres », dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2009, p. 38-45.

potentielles. Dans ce cadre, ce sont les interventions successives des membres du public, soutenues par l'improvisation des militants-comédiens et reformulées par le joker en direction de la salle qui instaure un nouveau moment de débat et d'élaboration collective. Les seuls échanges sur scène ne suffisent pas à faire discussion, ils sont plutôt les supports tangibles de cette dernière. Durant cette phase du travail militant, ce sont les interventions du joker qui permettent à la dynamique essai/erreur de gagner en profondeur, c'est-à-dire d'acquérir progressivement un sens politique. Le militant-comédien qui occupe la fonction de joker incite et encourage la participation des membres du public, orchestre discrètement le jeu des militants-comédiens sur scène et reformule systématiquement les effets – positifs ou négatifs – d'une intervention sur le déroulement de la scène. Le travail du joker rend visible et explicite ce qui se produit dans l'échange de coups et de contrecoups entre les militants-comédiens et les membres participants du public dont les intérêts s'opposent dans le modèle. Dans la phase du forum, le joker agit en entrepreneur de mobilisation et met en œuvre un travail de cadrage très actif. Il reformule et formalise les moyens dont se sont emparés les membres du public pour remédier au problème relaté dans la scène et, en s'adressant à tous, distingue ceux qui permettent selon lui de s'y attaquer efficacement de ceux qui entérinent ou aggravent la situation (*prognostic framing*). Ainsi, les militants-comédiens de la C^ie^ NAJE et de la troupe du TON travaillent la matière que leur fournissent les publics tout au long du processus et tentent systématiquement de faire aboutir les débats à l'idée que l'action et la solidarité sont les seules options à la fois structurellement et durablement efficaces. Ce faisant, ils promeuvent de fait l'action collective et, plus particulièrement, celle mise en œuvre dans les associations d'entraide et les syndicats de travailleurs.

Nous avons dit que le temps et les moyens alloués à la mise en œuvre du mode d'action qui caractérise la pratique du TO influencent très directement la portée de ce dispositif. Sur ce point, la comparaison entre la C^ie^ NAJE et le groupe du TON permet de souligner une nouvelle fois l'importance de la socialisation politique par l'agir des publics, mais aussi de révéler la façon dont l'exécution du travail militant est un vecteur de reproduction continu du collectif de lutte. La C^ie^ NAJE est une troupe professionnelle mobilisant des militants-comédiens pour partie rémunérés et disposant des moyens techniques et financiers mis à leur disposition par leurs commanditaires. Cette situation permet à la compagnie de mettre en œuvre auprès des publics toutes les étapes qui structurent le recours au mode d'action du TO (récit de soi, partage des connaissances, sélection des éléments de narration et de mise en scène, etc.). Dans cette configuration optimisée de moyens et de disponibilité des publics, le *débat-choral* et la *discussion de gestes* ont l'opportunité de se déployer dans le temps, ce qui a

pour effet de maximiser les retombées potentielles en termes de sensibilisation et/ou socialisation militante et politique des participants. Conscients de ces effets structurels, les militants-comédiens de la C^ie^ NAJE réinvestissent une partie des moyens accumulés dans l'organisation des Chantiers nationaux annuels mis en œuvre de façon strictement bénévole, c'est-à-dire sur le seul registre militant, auprès de publics qui auraient peu de chance d'y accéder par ailleurs. Le TON est un collectif de militantes mobilisées de façon bénévole. Le groupe ne dispose donc ni du temps ni des moyens mobilisables par la compagnie professionnelle. Si le mode d'action et les objectifs politiques poursuivis sont les mêmes, la variation des conditions de mise en œuvre joue autrement le potentiel de sensibilisation et/ou de politisation. Le groupe du TON met en œuvre toutes les phases du travail militant que nous avons décrites, mais de façon plus modeste. Ici en pratique, le travail d'élaboration du modèle est fait au sein du groupe après quelques échanges avec des représentants du public intéressé et non plus directement en lien avec lui. Dans cette configuration, le *débat-choral* et la *discussion de gestes* se limitent dans un premier temps au cercle des militantes-comédiennes, avant de s'élargir aux publics lors de la phase de représentation du modèle. L'espace et le temps de discussion et, ce faisant, le travail de cadrage politique se rétrécissent d'autant pour les publics, ce qui entraîne une variation proportionnelle des effets politiques potentiels. Du point de vue des militantes-comédiennes, en revanche, l'effet de politisation et de construction ou, pour mieux dire, de consolidation du collectif de lutte s'accentue. Ici en effet, la totalité du travail militant nécessaire pour élaborer un modèle est mise en œuvre par les militantes-comédiennes, ce qui contribue à alimenter leur démarche d'engagement au niveau individuel et à raffermir la dynamique de mobilisation collective au sein du groupe.

2.4. L'emballement de la machine : trop-plein et absence de faire

L'importance du *faire*, c'est-à-dire des effets de l'exécution pratique du travail militant du point de vue de la formation des activistes, de la construction et de la dynamisation des collectifs de lutte, se donne aussi à voir dans les moments où les groupes sont confrontés à l'absence de tâches à mettre en œuvre. Ces situations exposent les groupes et les militants à des moments de tensions et parfois à des situations de crise conduisant au retrait temporaire ou durable de certains activistes (épuisement, désengagement) et/ou à la mise en veille des collectifs.

2.4.1. Convergence des luttes et partage du travail militant

Dans le cas du collectif Désobéissants, qui a fait de l'ADNV le cœur de son répertoire, c'est à l'occasion de manifestations militantes co-organisées avec d'autres groupes politiques, mais aussi lors d'événements militants conviviaux, que ce défaut d'activité pèse de façon visible sur la dynamique collective. En effet, même si l'organisation de temps conviviaux et la « convergence des luttes » sont des aspirations à part entière du collectif, reste qu'elles impliquent de collaborer et donc de partager le travail militant. Compte tenu de l'importance accordée à *l'agir* dans les OPNC, ces temps de partage du travail et les efforts de coordination qu'ils entraînent sont décisifs pour développer les liens entre les différents groupes qui composent le réseau du collectif. Mais, là où le partage du travail facilite la coordination entre les organisations, sa division et sa nécessaire répartition peuvent, a contrario, fragiliser ces derniers en interne en offrant mécaniquement moins de possibilités aux militants de se mobiliser à travers l'exécution de différentes tâches. Moins sollicités et, dans les cas les plus marquants, privés de la dynamique d'intégration qui passe par l'agir, les militants peuvent ressentir un déficit d'intégration ou une perte momentanée du sens de leur engagement et de la mobilisation collective.

Le manque temporaire de travail militant a des conséquences plus ou moins délétères sur les collectifs de lutte suivant qu'ils ont intégré ou non l'existence de creux d'activité dans leur routine de fonctionnement et qu'ils ont créé ou non des outils qui leur permettent de les gérer. Sur ce point particulier, ce qui est vrai pour les groupes se vérifie aussi pour les militants pris individuellement. Même s'ils en ressentent systématiquement les effets, les plus expérimentés ont intégré l'existence de ces temps morts et sont en capacité de déployer des stratégies individuelles, qui viennent s'ajouter à celles déployées par les groupes lorsqu'elles existent, pour échapper à l'inertie créée par ce vide. Cette expérience leur permet, par exemple, d'anticiper les temps morts et de s'en prémunir en révisant légèrement à la baisse leur niveau d'investissement pour mieux revenir ensuite. L'importance des compétences de gestion de l'engagement individuel en fonction des flux et reflux de l'activité militante est encore plus flagrante chez les militants multipositionnés qui ont la possibilité de réguler leur niveau d'investissement entre plusieurs collectifs de lutte. À l'inverse, le manque de travail militant touche souvent de plein fouet les militants les moins expérimentés et les plus fraîchement engagés. En effet, ces derniers ne bénéficient pas de l'expérience qui leur permettrait de rester à distance des effets les plus démobilisants du manque de sollicitations et ne peuvent pas non plus compter sur un niveau d'intégration suffisant pour reporter la

totalité de leur besoin d'investissement dans les interactions entre pairs. Confrontés à l'absence d'activité et, mécaniquement, à celle d'occasions d'échanger avec les autres, ces militants font alors face à une sorte de vide de sens, accentué par l'absence d'appareil militant et de bagage idéologique explicite auxquels se raccrocher.

C'est typiquement la situation dans laquelle se sont retrouvés une partie des bénévoles mobilisés dans le cadre du « *festival de la Désobéissance et de l'Insoumission en soutien aux Faucheurs volontaires et à No Pasaran* » organisé par « *une équipe de militants* » implantés dans « *les réseaux politiques alternatifs* » du Grand Ouest de la France en septembre 2008. Animés par la volonté de participer activement à l'événement militant et, par là, de s'inscrire plus avant dans les collectifs de lutte par le biais desquels ils étaient arrivés jusqu'ici, la plupart ne bénéficiaient ni de l'expérience militante ni d'un niveau d'intégration suffisant dans les groupes pour trouver leur place dans cet espace dédié à la seule convivialité.

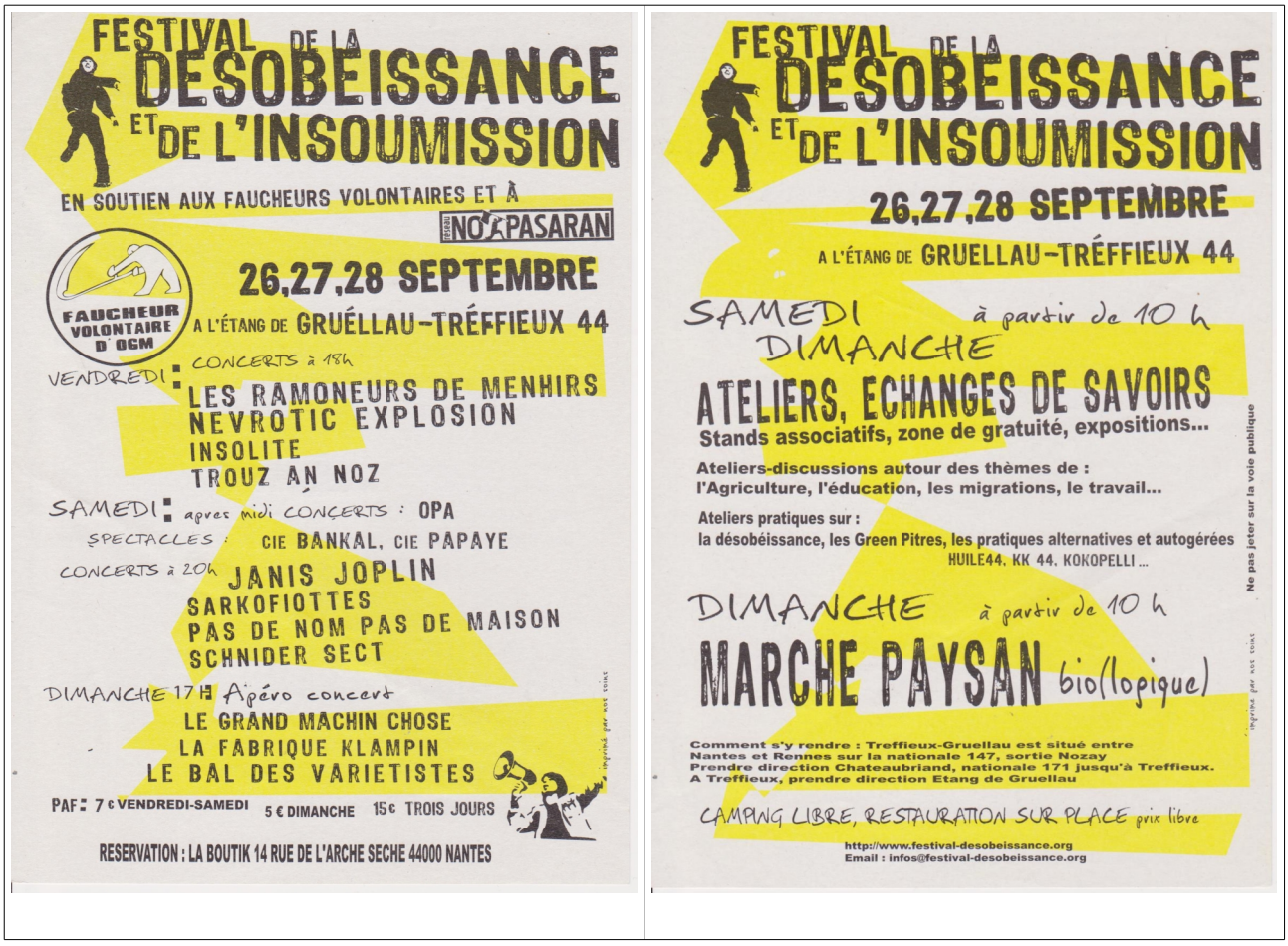
Festival de la Désobéissance et de l'Insoumission en soutien aux faucheurs volontaires et à No Pasaran, organisé par « *une équipe de militants* » implantés dans « les réseaux politiques alternatifs » du Grand Ouest de la France – septembre 2008

Ce festival est un événement militant, placé sous le signe de la convivialité, organisé par un ensemble d'organisations associatives et de collectifs militants du Grand Ouest de la France (Pays de la Loire et Bretagne) en soutien aux Faucheurs volontaires et au réseau No Pasaran. L'objectif du festival est de rassembler des fonds pour venir abonder les finances de ces deux organisations. C'est aussi l'occasion de créer, d'entretenir et de raffermir les liens entre les différentes organisations qui composent la scène militante « *alternative* » locale. Le mois de septembre a été choisi délibérément pour orchestrer une sorte de « *rentrée militante* ».

L'organisation du festival est le résultat d'un travail coordonné entre différentes OPNC et leurs antennes locales dont : collectif des Désobéissants, AC !, Faucheurs 44 & 49, Gasprom, les Objecteurs de croissance, plusieurs collectifs d'opposants à l'aéroport de NDDL, Réseau éducation sans frontières (RESF), Scalp/No Pasaran, Sortir du nucléaire Loire et Vilaine, Unis contre l'immigration jetable (UCIJ), Huile 44, KK 44, Kokopelli[159]. D'autres

159. Les trois dernières organisations de cette liste ont pour projet militant de promouvoir des alternatives pratiques aux modes de vie et de consommation capitalistes. Huile 44 participe à fabriquer et à promouvoir l'utilisation de l'huile végétale comme carburant pour les véhicules agricoles et individuels. En France, l'utilisation de ces carburants, qui échappent aux prélèvements fiscaux, est illégale. KK44 est une association de

collectifs et/ou militants d'organisations appartenant au même réseau envisagé à l'échelle régionale complètent cette liste, sans que nous puissions l'établir définitivement. Les réunions de préparation du festival se sont déroulées de janvier à juillet 2008 dans les locaux de B17, à raison d'une à deux réunions par mois en fonction des impératifs.



7. Illustration : tract et programme du festival de la Désobéissance et de l'Insoumission en soutien aux Faucheurs volontaires et à No Pasaran – septembre 2008.

Le festival dure trois jours et s'organise autour d'une programmation variée qui comprend trois soirées de concerts, avec 11 groupes musicaux dits « *engagés* », deux jours de projection de « *films militants* » (21 films), une après-midi de spectacles réunissant trois compagnies de théâtre et/ou de cirque et un groupe musical, deux jours d'ateliers consacrés à l'actualité des luttes et au débat (sept ateliers) et un marché biologique le dernier matin. Résolument inscrit dans les perspectives environnementalistes et altermondialistes, les

construction et de promotion de l'utilisation des toilettes sèches. Elle met notamment à disposition des organisateurs d'événements, militants ou non, des caravanes ou des camions aménagés avec ce dispositif. Kokopelli est une association qui recueille, recense, conserve et distribue gratuitement des semences potagères et aromatiques, en privilégiant la diversité des espèces. Ces semences libres de droits, non recensées dans le catalogue officiel des variétés commercialisables, sont théoriquement interdites à la vente et à la culture sur le territoire français.

thèmes traités vont des luttes écologiques et des luttes du travail, en passant par les luttes antiracistes et de défense des immigrés et des sans-papiers, jusqu'aux luttes sociales. Les manifestations de la journée sont libres d'accès ; et les soirées concerts payantes, à raison de 7 euros par soirée ou de 15 euros pour l'ensemble du festival. Les bénéfices retirés de la vente des repas et des boissons – alcools et softs – alimentent la caisse de soutien, dont le montant final est partagé entre les deux collectifs. Une zone de camping accueille les festivaliers qui souhaitent dormir sur place tandis que trois cuisines autogérées proposent des repas à prix libres tout au long du festival[160].

Au-delà des capacités d'organisation et de coordination entre les différents collectifs, la programmation révèle les dimensions de la galaxie « *alternative* », les ressources militantes dont ils disposent et le type de travail militant privilégié. Qu'ils soient structurés en association loi 1901 ou en collectifs informels, les groupes s'inscrivent tous dans la galaxie des OPNC, empruntent le répertoire politique contestataire et mobilisent des modes d'action proches des principes de l'action directe et de la recherche d'alternatives pratiques aux modes de vie des sociétés occidentales capitalistes contemporaines. Les différents contenus de la programmation et le fonctionnement pratique du festival apparaissent ainsi comme les traductions, sur le fond et la forme, des valeurs politiques défendues par les différents groupes militants organisateurs.

Une semaine avant le début de l'événement, où je prévoyais de me rendre en tant que festivalière, Marie – militante et formatrice du collectif Désobéissants – me propose de devenir bénévole et me confie les coordonnées d'une intermédiaire sur place pour régler les détails pratiques de ma participation. Je prends contact avec Rachelle, lui explique qui m'envoie et lui précise être disponible toute la journée du samedi pour occuper des postes où les bénévoles déjà répertoriés font défaut. Elle me répond en énumérant les tâches à assurer (gestion du parking, des entrées, du bar, des cuisines à prix libres, du nettoyage et du démontage) et me propose d'arriver à l'heure que je veux. Je comprends à demi-mot qu'il n'y a pas (encore ?) de planning prédéfini pour organiser l'intervention des bénévoles. Nous convenons que je la retrouverai sur le stand d'une des cuisines à prix libres en milieu de matinée.

J'arrive sur le site vers 10 h. Lors des derniers kilomètres, j'ai croisé des véhicules flanqués d'autocollants antinucléaires, anti-OGM ou encore anti-aéroport contrôlés par des policiers à moto, là où on ne rencontre habituellement que la gendarmerie. Après m'avoir indiqué où stationner ma voiture et vérifié par quelques questions bien senties que je faisais

160. Pour consulter le programme détaillé du festival, voir annexe n° 4, p 407.

partie de l'équipe des bénévoles, les deux personnes qui assurent la billetterie me laissent entrer et m'orientent vers la cuisine où je dois retrouver Rachelle. Le site est vide. Il est encore tôt, les festivaliers présents depuis la veille dorment toujours, alors que ceux du jour ne sont pas encore arrivés.

Je m'approche de la cuisine autogérée et constate qu'une dizaine de personnes s'affairent déjà. Chacun est penché sur sa tâche, il y a peu d'échanges. Je demande à parler à Rachelle. Une personne me répond qu'elle est partie chercher du matériel et qu'elle sera là dans un instant. Mon interlocuteur retourne à sa tâche, sans ajouter un mot de plus. Quoique cordial, l'échange m'apparaît un peu sec. Rachelle arrive avec des brûleurs de gazinière à la main, je l'interpelle, me présente, lui rappelle notre échange et lui signifie que je suis prête à aider là où il y a besoin. Elle fait visiblement un effort sincère pour me sourire, avant que l'expression de son visage ne se referme pour laisser apparaître un certain agacement. Il ne m'est pas destiné, mais je devine qu'elle estime avoir autre chose à faire que d'accueillir et de gérer les bénévoles. Je dérange. Je lui demande si elle sait où on pourrait avoir besoin de moi. Elle me répond qu'ils sont au complet dans cette cuisine et que j'aurai peut-être plus de chance sur les autres stands, avant de se replonger dans sa tâche.

Je me dirige vers une autre cuisine et demande à une personne occupée à éplucher des pommes de terre si je peux l'aider. Elle refuse en me remerciant et me renvoie vers deux autres personnes qui font cuire des légumes dans un grand plat à paella. Eux aussi sont occupés, et me renvoient poliment. Autour d'une grande table, plusieurs personnes sont installées et taillent des légumes en mirepoix. J'en fais le tour, constate qu'il n'y a plus de place et propose mon aide au cas où quelqu'un voudrait être relevé. Pas de réponse. Le silence entre les bénévoles des cuisines me surprend, il a quelque chose de pesant ; sans parler de l'accueil froid, bien que poli, réservé aux nouveaux arrivants. Je finis par approcher un jeune homme assis à une table, qui s'évertue à éplucher des potimarrons crus… Je propose de me joindre à lui. Vu l'ampleur et la difficulté de la tâche, il accepte.

À compter de cet instant, j'évolue de façon un peu plus sereine sur le site, mon statut officiel de bénévole étant justifié par l'aide concrète que j'apporte en cuisine. J'entame progressivement la conversation avec mon voisin de table. Après les présentations d'usage et l'évocation des motivations de notre présence, il m'explique qu'il ne connaît presque personne sur le site et aucune dans la cuisine. Je comprends à ses mots qu'il s'est résolu à préparer les potimarrons afin de s'occuper, faute de mieux. Une fois la tâche abattue, nous sommes de nouveau sans occupation. La gêne se réinstalle. Alors que mon voisin choisit de rester attablé

à défaut de savoir quoi faire d'autre, je quitte la cuisine en prétextant vouloir visiter le site et boire un café. L'un des bénévoles de la cuisine me remercie timidement pour mon aide et m'indique l'endroit où en trouver. Le malaise que je perçois chez les bénévoles depuis mon arrivée est suffisamment prégnant pour me déstabiliser moi aussi. Dans cette situation, pourtant, mon statut d'enquêtrice me permet plus facilement qu'à eux de me sentir occupée et, par là, d'avoir le sentiment de la légitimité de ma présence ici.

Appelés ou volontaires, il semble que tous les bénévoles ne soient pas intégrés en amont dans le planning et les équipes en charge des différents stands. Cela explique en partie l'accueil mitigé qui leur est réservé. Ils sont en surnombre au regard des besoins réels. Le fonctionnement des différents stands étant déjà assuré, l'arrivée des bénévoles devient une charge supplémentaire pour les équipes en place puisque les nouveaux venus attendent visiblement qu'elles leur confient une tâche. Or, participer à la gestion d'une cuisine autogérée et prendre en main l'organisation du travail d'un groupe de bénévoles sont deux choses bien différentes, notamment lorsque le travail militant fait défaut. Inconfortable, la situation l'est aussi pour les bénévoles, qui ont pris leurs dispositions pour se rendre utiles au nom du collectif de lutte auquel ils appartiennent ou qu'ils souhaitent intégrer, mais dont les démarches ne trouvent pas à se concrétiser – ou très difficilement.

Dans le grand hangar où se déroulent les concerts du soir, je rencontre quelques visages connus autour d'une cafetière. David – militant et formateur Désobéissants et membre de Greenpitre – arrive dans son costume de clown-activiste : l'atelier de formation prévu pour 11 h va bientôt commencer. Je finis mon café après leur départ et retourne en cuisine. Il n'y a plus rien à faire du côté de la cuisine *vegan*, je passe à la suivante et demande si je peux relever quelqu'un. Les places étant visiblement chères, je suis étonnée de m'entendre répondre oui et m'installe pour râper du fromage. Je fais connaissance avec les bénévoles présents. J'apprends leur prénom, la ville d'où ils viennent et leurs motivations à venir au festival. Une fois les présentations faites, la discussion retourne aux banalités d'usages et aux commentaires légers sur la tâche qui nous incombe. Les échanges me paraissent décidément assez futiles, mais, après tout, il est encore relativement tôt et la dynamique de festival ne s'est pas encore installée.

De loin, j'observe l'atelier clown-activiste. Je reconnais des exercices, des manières de dire et de présenter des points techniques chez David. Ce groupe est agréable à voir et à entendre, le bruit et l'humeur de fond qu'il installe contribuent à détendre un peu l'atmosphère. Alors que je continue à râper du fromage, on me demande trois à quatre fois si

je veux être remplacée. Je réponds poliment par la négative en expliquant que je viens de commencer et, plus sûrement encore, parce qu'avoir les mains occupées me procure un confort auquel je ne suis pas prête à renoncer. Au fur et à mesure, ce ballet attire mon attention et je remarque qu'il se joue à chacun des stands que je peux voir de là où je suis installée. Une des personnes qui m'a interrogée au tout début revient d'ailleurs régulièrement auprès de la table où je suis installée pour proposer ses services. Son insistance est pour le moins surprenante. De fait, les bénévoles occupés en cuisine tiennent la position en déclinant systématiquement son offre. Compte tenu de la situation, son attitude n'est pas loin de suggérer que nous devrions partager le travail, non pas au sens de répartir l'effort, mais de partager cette forme de rétribution qui permet d'être occupé et, ce faisant, de se sentir utile. Tout cela me fait envisager que la prégnance accordée à l'agir et à l'action directe dans les OPNC a son revers. Sans tâche à accomplir, les militants semblent non seulement s'ennuyer, mais encore ne pas se sentir intégrés symboliquement dans la communauté de lutte et, ce faisant, ne pas pouvoir profiter des rétributions de leur engagement. Une fois le fromage entièrement râpé, je décide de quitter la cuisine pour me rendre auprès d'un autre stand. Chaque bénévole est littéralement penché sur sa tâche : pas un mot ni même un regard ne semblent vouloir accompagner mon départ, je quitte les lieux sans plus de cérémonie.

Je retourne vers le hangar et rencontre deux militants clowns-activistes. Nous acceptons de servir au bar pendant une demi-heure, pour permettre à une personne de quitter temporairement son poste. Nettoyer les verres, compter la caisse, recharger les frigidaires et servir quelques bières nous donne le temps d'échanger quelques mots. J'interroge le militant clown-activiste sur le nombre de festivaliers présents hier soir, il me répond que le hangar était à moitié plein, ce qui est honorable pour un vendredi soir vu la taille du bâtiment. Il est appelé à l'autre bout du hangar et s'excuse de me laisser quelques minutes. Alors que je continue à servir, deux personnes passent derrière le bar et commencent elles aussi à faire le service. Je suis étonnée qu'elles ne soient pas venues vers moi et que nous ne nous soyons même pas saluées. Malgré mes tentatives pour engager la conversation, le dialogue peine à s'installer. Nous sommes trois, alors qu'il y a du travail pour une personne. La crispation, quasiment palpable, me pousse à aller vérifier sur le tableau d'organisation du travail bénévole que je n'ai pas pris leur place. Le tableau est pratiquement vierge, à l'exception des créneaux en soirée. Comme la majeure partie des bénévoles croisés jusqu'ici, ils sont en quête d'une tâche à accomplir et, ce faisant, d'une raison d'être ici. Après avoir pris soin d'inscrire mon prénom à différents endroits du planning pour le reste de la journée, je décide de céder

la place et d'aller déjeuner. Potentiellement risible, l'absurdité de la situation se révèle finalement pénible en générant un véritable malaise dans toutes les interactions.

Je retrouve deux autres personnes rencontrées lors du premier stage de formation à l'ADNV et la désobéissance civile dans la file d'attente d'une des cuisines. Une fois servis, nous allons nous installer ensemble et discutons, alors que d'autres visages connus nous rejoignent. Nous discutons principalement des expériences que nous avons faites depuis la formation. Tandis que certains ont eu l'occasion de participer à des actions et/ou à d'autres stages, d'autres se sont contentés de suivre l'actualité des luttes en consultant les informations qu'ils reçoivent par e-mail et/ou en se joignant aux événements militants conviviaux dédiés à l'entretien des liens entre les membres du réseau. À table, l'ambiance est plus détendue et aussi plus chaleureuse, même si les sujets de conversation sont redondants. Toutes les personnes présentes ont déjà partagé des temps de travail militant commun lors du stage et s'appuient sur cette base pour alimenter leurs échanges. Je quitte la table après le café pour aller rejoindre la première conférence de l'après-midi, animée par les Faucheurs volontaires.

Je m'installe au milieu des auditeurs, parmi lesquels je reconnais beaucoup des militants-formateurs des différents stages de formation animés par le réseau Désobéissants. Trois personnes mènent le débat : deux Faucheurs volontaires et un militant anti-OGM anglais, invité à faire état de la lutte au Royaume-Uni. La discussion est libre, les auditeurs peuvent intervenir, en levant la main pour demander la parole. L'un des animateurs présente la situation des militants anti-OGM à l'échelle nationale, européenne et internationale afin d'illustrer à la fois l'étendue du mouvement et la petitesse des effectifs. S'ensuit un état des lieux des législations en vigueur aux mêmes échelles de territoire. Les interventions croisées aboutissent à relever les contradictions existant entre les différents niveaux de décisions politiques. Après que le militant anti-OGM anglais a expliqué la situation en Angleterre, les deux intervenants répondent du mieux qu'ils peuvent aux questions législatives et techniques plus précises posées par les auditeurs.

Il est ensuite question de l'organisation de la lutte anti-OGM en France en général et des modes d'action empruntés par les Faucheurs volontaires en particulier, à savoir la destruction des plantes OGM cultivées en plein champ. Les militants réfutent l'accusation d'obscurantisme scientifique qui leur est souvent faite et expliquent qu'ils ne s'opposent pas à la mise en œuvre d'essais en milieu confiné, qui neutralise de fait les risques de contamination. Un des membres de l'auditoire intervient pour dénoncer la façon dont les industriels brandissent la carte du progrès scientifique alors qu'ils n'en jouent pas le jeu, en

refusant de publier les protocoles et les résultats de leurs propres recherches pour éviter toute critique de leurs travaux sur des bases contradictoires. L'argument fait mouche, la plupart des personnes présentes acquiescent. Cette intervention retient aussi mon attention. Dans ce contexte, défendre le point de vue anti-OGM en convoquant le principe de falsification n'était pas l'option la plus probable.

Le débat se déporte ensuite sur la question de l'efficacité politique de l'action des Faucheurs volontaires. De ce point de vue, l'impact des actions est incontestable, même s'il reste limité au regard du nombre d'hectares en jeu. Les animateurs insistent sur l'importance de l'impact symbolique des actions et des procès qui permettent de gagner la bataille de l'opinion et ont, selon eux, largement contribué à l'établissement d'un moratoire aujourd'hui incontesté sur l'exploitation des produits OGM en France.

Enfin, le débat conduit à interroger le principe de la désobéissance civile, qui encourage les Faucheurs volontaires à apporter la liste nominative des militants aux autorités à chaque action de fauchage afin de se revendiquer du principe de nécessité et de précaution devant les tribunaux et d'exiger d'être entendus collectivement devant ces instances. La discussion entérine le recours à la désobéissance civile, et les réactions illustrent la façon dont l'exemplarité militante est un des facteurs déterminants aux yeux de l'opinion publique. La problématique pour les militants actifs étant de pouvoir maintenir leurs pratiques alors que la récidive les expose progressivement à des risques juridiques et financiers de plus en plus importants. La discussion évolue ensuite sur l'opportunité de diversifier les moyens d'action, dont le recours au fauchage clandestin, du fait des difficultés pratiques auxquelles sont confrontés les militants, et le développement d'initiatives dites « *positives* » telles que la création du mouvement des « Semeurs volontaires[161] ». Les animateurs du débat clôturent l'atelier en faisant un point sur l'état des procédures judiciaires en cours et énumèrent les actions de soutien organisées dans chaque cas. Ils appellent, enfin, au rassemblement pour les piquets de grève et aux dons monétaires qui aident à payer les frais des procès et les éventuelles amendes dont écopent les militants. Animateurs et auditeurs quittent ensuite le chapiteau pour se diriger vers le bar situé dans le hangar ; je leur emboîte le pas. Je constate que le nombre de festivaliers a légèrement augmenté, mais que le public se compose surtout des militants et sympathisants des différentes causes qui interviennent au cours de la journée.

161. Initiative portée par le Réseau Semences Paysannes, consistant à recueillir, multiplier et distribuer des semences dites « paysannes », car non traitées chimiquement ou manipulées génétiquement, aux exploitants qui souhaitent les utiliser. Cette pratique est illégale, car elle revient à se soustraire à l'obligation d'utiliser des produits inscrits au Répertoire des semences. Les Faucheurs volontaires votent leur adhésion et leur participation à cette initiative en juillet 2008, au cours de l'assemblée générale annuelle des Faucheurs volontaires d'OGM.

Après avoir commandé à boire et pris un peu l'air, le groupe se dirige de nouveau vers le chapiteau, où débute un nouvel atelier sur l'éducation. J'entre en discussion à demi-voix avec Luc, un militant Faucheur volontaire, à propos de l'atelier. Nous finissons par déranger les autres participants, qui nous suggèrent poliment de sortir. Nous entendons le message et coupons court à notre échange. Je décide de quitter l'atelier et salue mon interlocuteur, il acquiesce et me répond que nous nous recroiserons probablement dans le cadre d'une action clown, puisqu'il a décidé de se lancer « *pour compenser le poids de la lutte anti-OGM et rire un peu* ». Je le quitte sur ces mots et l'écho qu'ils trouvent dans les propos d'autres militants croisés lors de mes différents terrains d'enquête.

Je passe le reste de l'après-midi à écouter les différentes conférences. Le public de ce samedi après-midi est limité, même s'il s'étoffe au fur et à mesure que le temps passe. Conduites par des militants actifs des différentes causes, les conférences attirent un public d'initiés, mais aussi d'obligés, les militants des groupes co-organisateurs de l'événement se faisant un devoir d'assister à une partie d'entre elles.

Vers 17 h 30, je gagne mon poste au bar, d'où je vois arriver les premiers festivaliers du soir durant les deux heures suivantes. Je profite de la fin de mon service pour aller rejoindre un groupe de personnes réunies à proximité, parmi lesquelles je reconnais des militants du réseau Désobéissants que j'ai eu l'occasion de côtoyer à plusieurs reprises depuis le début du travail d'enquête. Les discussions sont légères, mais aussi très clairsemées. Au fur et à mesure des départs et des arrivées des personnes et des verres consommés, on passe de l'échange d'idées, aux plaisanteries et, enfin, à une ambiance définitivement festive.

Je quitte le site vers 21 h. Le relatif inconfort que j'ai ressenti et aussi constaté chez une partie des bénévoles en début de journée s'est doublé le soir de la sensation de passer à côté des échanges dont j'étais témoin. La rédaction du compte rendu d'observation le lendemain me permettra de comprendre que, si l'absence de travail militant à partager a freiné l'intégration d'une partie des bénévoles à la démarche collective, le soir, c'est le fait de ne pas avoir développé de relations interpersonnelles avec les militants qui m'a tenue autrement à l'écart de l'événement.

2.4.2. Reflux de l'activité militante et fragilité organisationnelle

Malgré l'expérience et le capital militant accumulés par les militantes-comédiennes, le groupe est régulièrement sujet et, parfois, soumis aux effets des variations de l'activité militante. Le cas du TON est particulièrement intéressant pour réfléchir au rapport

structurant de *l'agir* dans les OPNC. Il permet d'interroger cette variable en l'isolant de celles qui concourent habituellement à impulser ou non une dynamique au sein des groupes (sentiment et niveau d'intégration collective, niveau d'expérience et de capital militant accumulé, sens de l'action politique collective). Lors des phases de dépression, le groupe ne peut pas souffrir d'une insuffisance de liens entre ses membres, la complicité – pas uniquement politique – qui lie ces femmes entre elles s'est construite au cours de 15 années d'engagement dans le cadre du TON, mais aussi dans d'autres organisations militantes parallèles. Étant donné la régularité des stages de formation, puis de perfectionnement et, enfin, des interventions qu'elles assurent chaque année, un défaut de maîtrise de la méthode du TO est aussi à exclure. Enfin, dans la mesure où la plupart des militantes sont multipositionnées et que la faiblesse de l'activité du TO n'a pas d'incidence négative sur leurs engagements parallèles, on peut aussi exclure l'affaiblissement ou la disparition des motifs (inconscients) et raisons d'agir (conscients) qui alimentent globalement leur démarche d'engagement.

En tant qu'observatrice participante au sein du TON, j'ai eu l'occasion de traverser à plusieurs reprises des phases de recul de l'activité militante. Ces expériences de terrain m'ont permis d'identifier les différentes phases d'installation d'une période de creux, les effets induits pour les militantes et le groupe dans son ensemble et, enfin, les stratégies mobilisées par les militantes-comédiennes pour y faire face.

Dans les premiers temps, les effets de l'entrée dans une phase de dépression de l'activité militante restent relativement imperceptibles et se manifestent au seul niveau individuel. Cela se traduit par un manque d'allant, que les militantes-comédiennes n'associent pas nécessairement au TO ; les autres aspects de leur existence étant tout aussi susceptibles d'influencer leur motivation. Dans la deuxième phase, alors que le volume de travail militant commence à faire explicitement défaut, les militantes prennent conscience que le sentiment d'inertie et de lassitude est partagé et qu'il gagne l'ensemble du groupe, à son corps défendant. Le réflexe des comédiennes consiste à formuler le problème et tenter de le contrer, en s'engageant plus avant dans les répétitions pour désamorcer la situation. La troisième et dernière phase survient après l'épuisement de ce second souffle, alors qu'aucune perspective de reprise de l'activité n'est en vue (demande d'intervention, projet interne). L'effet d'inertie atteint alors son apogée. À ce stade, la complicité qui existe entre les militantes-comédiennes, leurs convictions féministes et leur adhésion à la méthode du TO ne suffisent plus à déjouer l'absence de dynamique. Cette situation conduit progressivement les

militantes à redouter les moments de répétition, qui n'ont plus de destination et, finalement, à adopter des stratégies de contournement et/ou d'aménagement de cette difficulté. L'une d'elles consiste à transformer des séances de répétition en temps convivial et/ou en réunion au pied levé. La plupart du temps, les militantes profitent alors de l'accès à la cuisine de B17 pour préparer et partager un thé en discutant. Selon que le vide d'activité est récent ou commence à s'installer, les échanges s'engagent plutôt sur le registre de la camaraderie ou directement sur l'absence de perspectives, le risque de découragement et la nécessité de « *se ménager en attendant mieux* ». Une autre stratégie, plus discrète, consiste à espacer les temps de regroupement, en passant par exemple d'une répétition toutes les deux semaines à une toutes les trois semaines, en s'appuyant notamment sur les périodes de vacances scolaires, jusqu'à ce que des sollicitations extérieures ou un projet émergent au sein du collectif. Ces deux stratégies reviennent peu ou prou à faire correspondre l'effort de mobilisation des comédiennes avec le niveau d'activité militante effectivement accessible et, ce faisant, à les préserver des effets délétères du manque. Ces mécanismes, très facilement réversibles, permettent ainsi au groupe du TON de temporiser jusqu'à ce que le niveau d'activité remonte et offre suffisamment de perspectives et donc de travail militant aux comédiennes, pour alimenter leurs démarches d'engagement – individuelles et collectives – au sein du TON.

L'exemple du TON montre bien à quel point les effets de pression et de dépression de la dynamique militante au sein des groupes sont liés au volume de travail militant à mettre en œuvre. Ce cas révèle aussi en creux une des difficultés structurelles auxquelles sont exposées les OPNC ayant fait le choix de la désorganisation. Dans les phases de dépression, les militants ne peuvent pas se reposer et/ou investir l'appareil militant en tant qu'objet d'intérêt à part entière et structure refuge des investissements individuels et collectifs. Si cette forme de vulnérabilité organisationnelle caractérise toutes les OPNC, elle fragilise notamment les collectifs les plus récents et/ou ceux dont le public militant est pas ou peu expérimenté. Nous l'avons déjà dit : plus le niveau d'expérience et de capital militant accumulé dans les groupes est important, plus les collectifs et les militants ont la capacité de se préserver et de composer avec les flux et reflux d'activité. C'est le cas des militantes-comédiennes du TON qui, même si elles subissent les phases de dépression, ont intériorisé le reflux de l'activité militante et ses effets comme des phénomènes normaux auxquels il convient de s'adapter pour durer. Cet exemple rappelle aussi que, si la technologie de la libre association permet de faire l'économie d'avoir à composer avec le formalisme organisationnel d'un appareil, elle oblige en retour les militants à tenir eux-mêmes lieu de structure et à endosser individuellement un niveau de responsabilité vis-à-vis du collectif, d'autant plus grand. Alors que cette tâche est relativement

facile à assumer dans une période de dynamisme politique, elle devient de plus en plus périlleuse à assumer au fur et à mesure du ralentissement des activités militantes et de la diminution des interactions. Le tarissement des activités militantes entraîne mécaniquement une diminution des interactions entre engagés et/ou vide progressivement celles-ci de leur contenu politique (espacement et détournement de l'objet des répétitions pour le TON). Or, sans la dynamique des échanges sur laquelle repose l'ensemble des mécanismes d'intégration au collectif, les militants sont rapidement confrontés au doute quant à la pertinence de leurs raisons d'agir. Dans ce cas, un sentiment d'échec et de culpabilité – plus ou moins pesant sur les individus – vient souvent redoubler l'inconfort dû à la baisse d'activité et renforcer l'inertie qui frappe les groupes.

2.4.3. Voies de détournement du travail militant et intégration collective

À B17, les phénomènes de pression et de dépression empruntent des formes sensiblement différentes puisqu'ils n'influencent pas directement la vie de chacun des groupes, mais plutôt leurs capacités à cohabiter et à gérer collectivement le lieu. Lorsque la machinerie du travail militant partagé entre ces différentes organisations se détraque ou ne parvient pas à faire face à l'existant, c'est notamment au sein du CG que s'expriment, s'accumulent et parfois s'enkystent les difficultés, avant d'influencer indirectement la vie de chaque collectif membre.

Compte tenu du fonctionnement du lieu autogéré, le cas des « *individus* », c'est-à-dire des personnes qui souhaitent s'investir dans le projet autogestionnaire sans appartenir à un collectif par ailleurs, est révélateur de la centralité du *faire* dans l'intégration des militants et la dynamisation des collectifs de lutte. La lecture du règlement intérieur de B17 confirme que ce lieu est configuré pour accueillir, faciliter et coordonner le travail politique de groupes militants constitués. Or, à B17 comme ailleurs, la tendance à l'individualisation des conduites politiques a amené des individus à se rapprocher du lieu et à souhaiter participer au projet autogestionnaire. Au-delà du fait que cela va à l'encontre des habitudes du lieu, la présence de sympathisants qui évoluent hors groupe pose la question des voies de l'intégration au projet collectif global.

Dans les faits, ni le règlement intérieur ni le fonctionnement pratique du lieu ne leur permettent de s'engager dans les tâches qui fabriquent le collectif B17, puisqu'elles sont configurées pour correspondre aux capacités des groupes. Toutes ces tâches prévoient la mobilisation de représentants des groupes au sein du CG et au moment de l'assemblée générale, ou des groupes dans leur entier lorsqu'il s'agit de prendre en charge le nettoyage du

lieu, un ensemble de travaux ou encore la responsabilité d'organiser et d'animer un événement militant. Bien que leur motivation soit sincère et reconnue comme telle, ces individus se heurtent systématiquement à l'impossibilité de participer pleinement au projet autogestionnaire faute de pouvoir s'inscrire dans les routines militantes qui font sa cohésion et sa constance.

Durant mes quatre années d'observation à B17, le CG s'est heurté et même fracassé à plusieurs reprises sur cette question. Tandis qu'une partie de ses membres prônaient l'adaptation du règlement intérieur à cette nouvelle réalité politique, sans pour autant être en capacité d'inventer des tâches communes aux collectifs et aux individus susceptibles d'organiser cette cohabitation, d'autres arguaient que B17 devait, au contraire, soutenir la démarche de ces derniers en les encourageant à franchir l'étape décisive qui s'impose à tout individu désireux de s'engager politiquement : intégrer un groupe afin d'y apprendre le métier de militant. Dans les faits, seuls les « individus » qui ont effectivement intégré un groupe en le créant et/ou en rejoignant un collectif préexistant ont pu s'intégrer durablement à B17.

À B17, la question des « individus » s'impose aussi, quoique sur un registre sensiblement différent, à travers les cas des militants membres à part entière de plusieurs collectifs de lutte. On se représente assez facilement comment le manque de travail militant entraîne une moindre participation et, mécaniquement, le sentiment d'un défaut d'intégration collective. Le cas des militants multipositionnés de B17 illustre un autre aspect de la problématique de l'intégration par *l'agir*. Au sein du CG notamment, ce multipositionnement a rendu floues les conditions de leur participation en ne permettant plus aux autres représentants de savoir au nom de quel groupe, et donc de quels intérêts, ces militants parlaient. La place que ce statut leur procurait faisait, par ailleurs, craindre un effritement, voire un affaiblissement des principes de gouvernance du lieu autogéré, justement élaborés pour prévenir l'apparition de positions jugées trop absolues.

Ces activistes appartiennent à plusieurs collectifs de lutte et y occupent des positions influentes, faisant d'eux des militants professionnels, mais aussi potentiellement des leaders d'opinion et des entrepreneurs de cause. Du fait de leur position, ils développent rapidement une très bonne connaissance du lieu, des différents collectifs et des relations qu'ils entretiennent entre eux. Ces connaissances leur valent d'être souvent incités à participer aux instances formelles (CG) et informelles (listes de diffusion) de gestion et d'animation du lieu. Leurs compétences et leurs connaissances ainsi que les rôles qu'on leur propose d'endosser

ont vite fait, en partie malgré eux, de les installer dans une position qui leur confère une certaine omniscience et, ce faisant, omnipotence dans le lieu autogéré.

Ce phénomène a notamment pour effet de priver les différents groupes d'appartenance de ces militants d'une représentation pleine et entière auprès des autres membres du CG. En effet, ces militants multipositionnés devenus référents en toute chose sont progressivement envisagés comme des individus influents plutôt que pour leur qualité de représentants d'un de leurs groupes d'origine. Contre leur gré et celui des autres membres du CG, ce phénomène conduit progressivement à invisibiliser ces groupes, finalement plus figurés que représentés, et à fragiliser la relation entre les collectifs concernés et le projet autogestionnaire.

Sur ce point précis, la complexité et la gêne occasionnée n'échappent pas à ces militants qui, ne sachant pas plus que les autres comment résoudre le problème, ont commencé à se revendiquer du statut « d'individu » lors des réunions du CG. Si la manœuvre avait pour objectif de résoudre, au moins en apparence, la question des voies de leur participation à cette instance, elle illustre surtout la façon dont ces positions viennent remettre en cause le fonctionnement du lieu autogéré par un effet de sur-intégration.

Si la présence de militants professionnels dans le CG est une des conditions de fonctionnement de B17, elle entraîne aussi un nouveau risque de défaut d'intégration collective pour les différents groupes membres du fait de la concentration d'une part importante du travail militant entre leurs mains. D'un côté, le niveau de compétences et d'expériences militantes qu'ils détiennent permet aux collectifs de lutte d'optimiser l'utilisation de leurs ressources et de gagner en efficacité politique ; d'un autre côté, cette économie de ressources revient à organiser une économie de moyens et donc à réduire l'accès des groupes et de leurs activistes à une part conséquente du travail militant. Il serait absurde de prétendre qu'ils assument l'ensemble des tâches qui composent le travail militant, mais de fait, ils participent systématiquement à tout ou partie d'entre elles, qui plus est rarement dans des postures de simple exécution. En se retrouvant dans des positions de leader multiniveaux[162], ces quelques militants – quatre à cinq à B17 – finissent par concentrer et capter, au moins symboliquement, tout *le faire*. Nous sommes ici dans un cas de sur-intégration par la pratique, car ces militants finissent par incarner le lieu autogéré et ses activités, au-delà de leur qualité de représentants. Or, dans des entreprises politiques où l'intégration collective, mais aussi la politisation des activistes, passe par *l'agir,* cette

162. LAZEGA Emmanuel *et al.*, « Des poissons et des mares : l'analyse des réseaux multiniveaux », *Revue française de sociologie*, 48-1, 2007, p. 93-131.

concentration conduit inexorablement à réduire le volume de travail militant disponible et, ce faisant, à fragiliser les autres groupes.

Cette sur-intégration par le faire de quelques-uns ayant pour conséquence une moindre intégration pour d'autres – le niveau d'éviction est inégal selon les groupes – a plusieurs fois conduit le CG à la crise. L'une d'entre elles a vu le CG se vider de tous ses représentants en quelques mois, avant que ses activités ne trouvent opportunément la possibilité d'être suspendues à la faveur de la période d'été et de reprendre timidement à la rentrée suivante. À ce moment du travail d'enquête et en tant qu'observatrice participante, je représentais le groupe du TON au sein du CG. Après deux années consécutives d'investigation dans le CG, les derniers mois de travail dans cette instance se sont avérés pénibles. Le travail réflexif m'a conduite à interpréter cette *fatigue* par l'épuisement mécanique de l'intérêt sociologique que je portais à ce lieu d'observation en particulier, et aussi à relever chez moi des symptômes de découragement, sinon d'amertume qui, étrangers au travail de thèse en lui-même, étaient pourtant directement liés au rôle que me valait ma posture d'observatrice dans cet espace. Je profitai donc d'une répétition du TON pour faire part aux militantes-comédiennes que je cédais ma place au CG à la rentrée de septembre suivante et profitai des opportunités procurées par mon travail auprès des AMAP et du collectif Désobéissants pour contourner les trois dernières réunions du CG. Comme prévu initialement, une des militantes-comédiennes m'a succédé au CG. Céder le rôle de représentante au sein du CG a constitué un véritable soulagement pour l'enquêtrice que j'étais, et c'est seulement quelques mois plus tard que j'ai eu l'occasion d'interpréter plus finement les motifs de ce retrait.

Après deux mois de remplacement, la militante qui m'a succédé au CG a interpellé le groupe du TON pour demander à ne plus siéger seule dans cette instance. Militante syndicale et associative de longue date, elle décrit l'ambiance du CG comme « *délétère* », la façon dont les débats sont verrouillés par des « *militants historiques* » ne laissant aucune place aux représentants des autres groupes et, plus encore, la façon dont l'instance est neutralisée dans son action par les querelles politiques, mais aussi personnelles, qui les opposent. Sa demande de trouver une acolyte se présentait comme le moyen de ne pas abandonner le CG à la désertification qui le guettait, tout en préservant les représentantes du TON des tensions et du découragement d'être mobilisées dans un espace « *saturé* » qui ne jouait plus son rôle de liant entre les groupes. À la suite de cet échange et en aparté, cette militante m'a interpellée personnellement pour me conforter dans mon souhait de passer la main, en insistant sur la lourdeur de la situation. Suite à cette intervention, j'ai réalisé que l'épuisement que j'avais

ressenti et qui m'avait conduite à quitter le CG ne relevait pas d'un effet d'enquête tel qu'il s'impose à tout chercheur sur son terrain, mais bien du découragement et du risque de désengagement auxquels sont exposés les militants d'un groupe en crise. Ces nouvelles données m'ont permis de retourner en connaissance de cause vers les militants que je côtoyais alors au sein du CG, pour les interroger sur leur vécu de la situation. Ces échanges ont confirmé l'épuisement des différents représentants et le fait que la sortie stratégique que j'avais opérée sous couvert de passer le relais n'était que la première d'une longue série de défections aboutissant à vider progressivement le CG de ses membres, à l'exception notable des militants que nous avons qualifiés de sur-investis et, donc, de sur-intégrés. Dans cette situation, les représentants des groupes qui n'étaient pas en position d'influencer les débats – explicites et implicites – qui se jouaient entre les militants multipositionnés se sont épuisés du fait du caractère confiscatoire qu'avaient pris les oppositions entre ces derniers. Dans ce cas, les représentants des différents groupes ont été confrontés, non pas à l'absence de travail militant, mais à l'impossibilité de le mettre en œuvre. Ne pouvant pas continuer à *agir* au sein du CG, ils ont progressivement quitté l'instance au profit de leur collectif de lutte respectif.

2.4.4. Faire avec

Dans les AMAP, le trop-plein ou l'absence de faire est plus difficile à identifier puisqu'une partie du travail militant, tel que se le représentent les mangeurs, est dissimulée dans les contrats individuels d'achat de marchandises et dans les temps de travail domestique. L'enquête de terrain ne m'a pas permis de rencontrer les déçus de ce système de vente en circuit court et de les interroger sur les raisons de leur défection. En revanche, le suivi des différents groupes AMAP m'a donné l'occasion d'observer les cas de mangeurs qui, refusant l'*exit* pur et simple, ont choisi de s'exprimer sur les raisons de leur découragement/désengagement. L'extrait d'entretien suivant relate le cas d'un couple qui ne parvenait pas à donner suffisamment de sens à son engagement dans l'AMAP pour poursuivre la démarche. Ayant fait le choix de s'ouvrir de cette situation au groupe des mangeurs, ils se sont finalement rapprochés de la productrice principale et ont demandé à prendre des responsabilités dans l'AMAP pour alimenter leur motivation.

> *« JL : Après, c'est vrai qu'au départ elle* [sa compagne] *s'était dit que bien manger, c'était un mieux,* [elle n'avait] *pas forcément le côté humain. Et, en fait, y a un côté humain dans l'AMAP. Y a des gens qui travaillent, qui…*
>
> *AC : C'est ça. C'est en développant le côté humain que des gens qui ne seraient pas forcément convaincus pourraient adhérer et glisser finalement vers le… Exactement comme ceux avec lesquels la productrice a échangé un peu plus, dernièrement. En fait, ils sont rentrés* [dans l'AMAP] *y a pas si longtemps que ça, et ils l'ont quittée, déçus*

justement par le contenu des paniers, par les légumes qui ne varient pas trop. Parce que là, c'est forcément des légumes de saison. Et, en fait, ils se sont dit… Ils sont super, hein, parce qu'ils sont quand même allés à l'AG. Y avait pas grand monde. Ils ont entendu la productrice. Ensuite, ils ont discuté chez eux et se sont dit "peut-être qu'on peut rester", mais en essayant de s'investir. Pour comprendre ce qui se passe et tout ça. Parce que, si on part comme ça, c'est comme, heu…

VG : Un échec ?

AC : Oui. Être passés à côté du truc. Et du coup, ils sont là. Ils ont demandé : "Qu'est-ce qu'on peut faire ? Parce que si on reste finalement autant s'investir, quoi, par ce que, pour l'instant, on n'a pas trouvé le sens qui nous…"

VG : Qui peut nous maintenir ?

AC : Voilà. Et là, ils ont commencé à parler un peu plus avec la productrice, à faire des choses. Et ça commence à vachement les intéresser. »

Annette Cherroux et Julien Luveaux forment un couple et sont mangeurs dans l'AMAP. Annette fait partie des créateurs de l'AMAP et assume la fonction de coordinatrice d'un des contrats. Cet échange se déroule lors d'un temps convivial (visite et barbecue) organisé sur la ferme de la maraîchère qui fournit la structure.

Cet extrait est remarquable à deux titres. En premier lieu, parce que ce sont les mangeurs concernés eux-mêmes qui, faisant le constat de leur manque de motivation à poursuivre, réclament les moyens – supports pratiques et relationnels – de tenir leur engagement. Dans cet exemple, il s'agit d'accéder à plus de travail militant pour bénéficier des effets de sens et d'intégration collective supplémentaire. Il l'est aussi, parce que l'expérience vécue par ce couple, désormais connue de tous les mangeurs, est devenue un outil partagé à travers lequel ces derniers réfléchissent le sens de leur pratique et de leur engagement jusqu'à la mobiliser spontanément en présence du sociologue.

Ce qui relève d'une connaissance partielle et nécessairement inégale chez les mangeurs ordinaires est en revanche souvent acquis sur le registre du savoir-faire, sinon du sens pratique chez les militants – leaders ou professionnels – qui occupent le rôle d'entrepreneurs de cause au sein des collectifs. Ce nouvel extrait, tiré d'un entretien mené auprès du coordinateur principal d'une autre AMAP, illustre bien comment la mobilisation stratégique du travail militant agit au bénéfice de l'intégration des activistes et de la dynamisation des collectifs de lutte.

« JS : Moi, je pense que j'ai un avantage sur pas mal de potes dans l'AMAP et d'autres, c'est que j'ai une grosse expérience dans l'association. Et donc du fonctionnement, donc, c'est très basique, ça ne se base sur aucune théorie, c'est de l'habitude. Dans les choses que j'ai remarquées, alors là ce serait intéressant que j'étudie ça, un groupe ne fonctionne que quand les éléments du groupe sont sollicités. C'est-à-dire que, heu… Hors AMAP, il y a le groupe local des Verts, qui a une petite équipe, qui a repris le groupe en main, ça marche super bien, ils ont démarré super et puis là, ça s'essouffle complètement. J'étais à la dernière réunion là-dessus, lundi. J'écoutais et j'ai remarqué un truc, c'est qu'ils n'avaient pas de projet en ce moment, donc ils ne sollicitaient

personne pour aider. Ce qui fait que les adhérents, plus de nouvelles. Et à un moment, bah, chez les Verts, pour quoi faire ? Ils continuent à filer des tunes, mais ils veulent aussi s'emmerder à aller coller des affiches la nuit sous la flotte, parce que ça, ça motive, ça soude, ça machin. Qu'on ne les sollicite pas, et de suite, c'est : "Ouh là, je ne sers à rien, ça ne sert à rien, c'est nul." Du coup, c'est négatif et donc je ne sais plus…

VG : C'est le mouvement qui crée la dynamique ?

JS : Et moi, j'applique ça dans notre AMAP. Les autres, je ne sais pas comment ils font. Je suis toujours à solliciter les uns, les autres. Pas parce que je n'ai pas envie de… Pour moi, le coordinateur, le chef, le machin… dans un groupe, ce n'est pas celui qui fait le boulot. Ça, c'est le début de la fin. C'est celui qui fait faire. Et ça tourne super bien quand le coordinateur n'en branle pas une (rire). C'est-à-dire que tout le monde a son petit boulot. C'est-à-dire que, moi, je suis là en train de regarder tout le monde faire son truc et content de le faire et, là, c'est le bonheur. Si moi j'étais là à chaque fois à 17 h 30 pour aider, parce que j'ai peur que ça n'aille pas, et à 19 h 30, parce que je suis sûr que personne ne le fera, c'est zéro, quoi. Moi, ça me sera utile pour mon ego en me disant je suis utile, je suis indispensable, machin, mais pour moi, c'est nul. Et donc, en permanence, quand je vois des gens qui disent à peine bonjour et qui s'en vont, et bah, je les chope pour faire quelque chose, sinon on ne les voit plus. Et ça marche. Ça marche à fond. Dans l'AMAP, y a toujours quelqu'un… Et après, un autre petit truc, c'est toujours se rappeler que quelqu'un a fait quelque chose, parce que si on oublie ce n'est pas sympa, quand même. Exemple, y avait une télé ou une radio qui était venue à l'AMAP pour interviewer quelqu'un et ils voulaient le consommateur de base, bon, voilà. Et donc, y a une copine qui arrive, je ne la connaissais pas, c'était au début de l'AMAP, donc on ne se connaissait absolument pas. Et puis, ils commencent à l'interroger, elle. Donc elle, elle dit qu'elle accepte – déjà, première chose – et elle discute. Et puis j'entends, et puis elle se débrouillait bien, quoi. Bah, maintenant, à chaque fois qu'un média traîne, je la mets en lien et elle se débrouille. Elle n'est pas plus responsable que les autres. Il se trouve qu'elle a joué ce jeu-là.

VG : Elle a des facilités ?

JS : Voilà. Et puis, ça y est, elle a structuré sa façon d'expliquer, etc., donc heu… roule (invite d'un geste de la main la personne à poursuivre) ! C'est super. Et puis elle a son rôle dans l'AMAP, du coup, et elle voit l'AMAP totalement différemment. Elle discute avec tout le monde, elle explique son truc, on la chambre évidemment, et du coup, elle répond, on rigole, c'est devenu…

VG : Je crois que je l'ai rencontrée.

JS : Voilà. Voilà. Et chacun dans l'AMAP, non, pas chacun, beaucoup dans l'AMAP ont leur truc comme ça. Cette personne-là, je ne sais pas ce qu'elle fait comme boulot, je ne sais pas si, dans sa vie, tout va bien, je n'en sais rien.

VG : Mais son rôle dans l'AMAP ?

JS : Mais elle, c'est notre vedette télévisée. Donc voilà. »

Jacques Soudeux, 45 ans, créateur et coordinateur d'AMAP à Nantes, militant écologiste encarté.

La situation des mangeurs engagés dans une AMAP permet d'interroger finement le phénomène d'individualisation des conduites politiques et militantes. La participation, puis l'engagement au sein d'une AMAP, repose formellement sur la signature d'un ou plusieurs contrats individuels et, en pratique, sur la modification des pratiques quotidiennes

d'approvisionnement, de confection et de consommation des repas. Ainsi, une part importante du processus de sensibilisation à la cause, puis de socialisation militante qui peut lui succéder, relève effectivement d'une mobilisation de soi au sens où la mise en œuvre du mode d'action – achat d'un volume prépayé de denrées alimentaires en direct à un producteur – n'implique pas systématiquement la présence des autres mangeurs. L'exemple du couple présenté ci-dessus rappelle pourtant que, si l'engagement par *l'agir* possède une dimension individualiste, ce dernier ne peut prendre forme et sens que dans un cadre collectif qui est le support nécessaire à tout processus de *condensation politique*. Ici, le groupe de mangeurs n'est pas uniquement le moyen de rassembler un effectif suffisamment important de mangeurs pour s'assurer les services d'un producteur, mais le cadre relationnel à travers lequel le choix d'un mode de consommation peut acquérir un sens militant et alimenter un processus plus global de politisation.

Conclusion du chapitre 2 : Pratiques immersives

L'étude des conditions pratiques d'intégration des militants dans les groupes, des méthodes de sensibilisation au travail collectif et, en creux, des ratés dans le travail de coordination, démontre la centralité du *faire* dans la socialisation militante. Ce dispositif immersif sollicite et en aiguise les capacités des militants à ajuster leur comportement à la situation d'engagement et à coordonner leur action à celles des autres. L'accumulation de ces expériences partagées leur permet d'acquérir des connaissances et compétences formelles (savoir-faire), mais aussi la manière de les utiliser avec à-propos et/ou au moment adéquat.

Chapitre 3. Émotions… politisation ! Ou les mécanismes de l'apprentissage *par cœur*[163]

Le récit ethnographique du stage de formation à l'ADNV donne à voir ce qui se joue dans *l'agir* et permet d'évoquer l'apprentissage des savoir-faire militants en actes. Quoique cet autre type d'apprentissage se fasse de façon simultanée, nous voulons maintenant évoquer l'acquisition des savoir-être qui, pour s'appuyer elle aussi sur l'exécution du travail militant, se produit plutôt en situation, c'est-à-dire dans les interactions. En effet, donner à faire, c'est aussi donner à voir, à sentir et à ressentir en retour. S'il apparaît à première vue difficile de dissocier acquisition des savoir-faire et des savoir-être, il est néanmoins possible d'isoler les apprentissages qui relèvent explicitement de la participation aux situations du point de vue de leur dynamique relationnelle.

Nous avons largement évoqué comment la dynamique des interactions structure et organise l'activité militante dans les OPNC, là où c'est l'appareil militant qui sert de support dans les OPC. Les interactions ayant cet aspect structurant et stratégique, on ne s'étonnera pas qu'elles soient aussi un des principaux vecteurs de la formation des militants et de la construction des collectifs. Cependant, envisager l'écosystème d'un groupe comme une trame structurée et structurante d'interactions ne suffit pas à épuiser le sens de notre propos. Plus précisément, nous souhaitons montrer comment les échanges, notamment dans leur dimension émotionnelle, sont des vecteurs d'acquisition de compétences dont la compréhension n'est accessible que dans les interactions qui se produisent en situation.

Dans cette partie, nous voulons détailler tous les mécanismes de formation, dont une partie des dispositifs de sensibilisation, à travers lesquels les activistes acquièrent le sens des interactions entre militants, mais aussi avec les publics et leurs opposants, lors des actions et événements militants. Il s'agit de décrire précisément la manière dont les militants sont initiés au fait que la mobilisation collective est une mécanique relationnelle qui repose sur la production continue de micro-compromis au sein des collectifs et sur l'échange régulier de

163. Le titre de ce chapitre fait directement référence à l'ouvrage dirigé par Christophe TRAÏNI, réunissant les contributions de nombreux sociologues du politique qui interrogent les conditions et les résultats attendus ou non du recours aux dispositifs de sensibilisation à travers l'étude de cas de mobilisations collectives variés. S'inscrivant dans la poursuite de ces travaux, ce chapitre souhaite interroger plus précisément la façon dont, au sein des OPNC, le recours à des dispositifs de sensibilisation spécifiques participe à la formation des militants via l'acquisition des savoir-être nécessaires à l'inscription dans une dynamique de travail collectif et, ce faisant, à mobiliser et consolider les collectifs de lutte. TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009. Pour plus de précisions sur cette question, voir aussi GOODWIN Jeff, JASPER James M. et POLLETTA Francesca, « The Return of the Repressed: The Fall and Rise of Emotions in Social Movement Theory », *Mobilization*, 5 (1), 2000, p. 65-84 et GOODWIN Jeff, JASPER James M. et POLLETTA Francesca, « Why Emotions Matter », dans GOODWIN Jeff, JASPER James M. et POLLETTA Francesca (éditeurs), « Passionate Politics »,University of Chicago Press, Chicago, 2001, p. 1-24.

coups et de contrecoups avec les opposants et/ou un tiers – souvent l'État – désigné comme arbitre.

Ce faisant, nous serons amenée à expliquer dans quelle mesure la mobilisation de dispositifs de sensibilisation engendre des effets de sens qui entraînent à leur tour la compréhension, même partielle et inégale, des divers enjeux qui structurent l'économie des échanges en milieu militant et le dynamisme des luttes collectives. Cela nous conduira aussi à décrire dans quelle mesure ces apprentissages procèdent d'une activité de cadrage, en partie maîtrisée par les entrepreneurs de cause, qui s'appuie sur le travail fait à partir, sur et à travers les émotions, attendues ou non, que suscite la mise en œuvre du travail militant dans le cadre collectif. In fine, nous expliquerons comment l'acquisition de ces savoir-être permet aux militants de se positionner efficacement dans les collectifs et/ou les coordinations mobilisées au bénéfice de la lutte, mais aussi au regard – au sens propre comme figuré – des publics qu'ils cherchent à convaincre et des opposants qu'ils souhaitent déstabiliser.

3.1. Un monde diplomatique : dynamique des échanges en milieu militant

Souvent assimilée à un préalable, c'est-à-dire à un moyen plutôt qu'à un produit de la mobilisation collective, l'acquisition du sens de l'économie des interactions qui prévaut dans les collectifs de lutte est généralement moins discutée que les autres aspects du capital militant. Elle est pourtant fondamentale, car c'est en prenant appui sur cette base relationnelle que s'élaborent et s'entretiennent les raisons d'agir des activistes.

Quel que soit le degré d'homogénéité sociale qui caractérise les collectifs de lutte, ces derniers sont confrontés à l'effort qu'implique d'instaurer, d'entretenir et de préserver les conditions du dialogue et de l'élaboration collective. Or, les groupes militants sont soumis et traversés par l'ensemble des rapports qui structurent le monde social. À l'échelle des collectifs de lutte, cela implique que les militants se donnent les moyens de composer avec l'incommensurabilité des points de vue, la nécessaire cohabitation de perspectives politiques proches, mais non superposables, et les effets cumulés des inégalités et des mécanismes de domination (inégalités socioculturelles, économiques, de genre, de race et de classe[164], etc.).

164. Sur cette question, voir notamment BENELLI Natalie, « Elsa Dorlin : Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination », *Nouvelles Questions Féministes*, 2010/3 (vol. 29), p. 110-113 ; JAUNAIT Alexandre, CHAUVIN Sébastien, « Représenter l'intersection. Les théories de l'intersectionnalité à l'épreuve des sciences sociales », *Revue française de science politique*, 2012/1 (vol. 62), p. 5-20 ; DUNEZAT Xavier, *Chômage et action collective. Luttes dans la lutte. Mouvements et chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapport sociaux de sexe*, thèse de sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004 ; et, enfin, MEURET-CAMPFORT Eve, *Des ouvrières en lutte : mondes populaires et genre du syndicalisme dans un secteur d'emploi "féminin" : le cas de l'usine Chantelle à Nantes (1966-2005)*, thèse de sociologie, université de

Composer avec les inégalités sociales de départ, les désalignements idéologiques et la complexité propre au travail d'élaboration collective exige des groupes qu'ils définissent et transmettent aux militants des règles formelles, mais aussi des manières d'être à soi et aux autres qui encadrent – facilitent et contiennent – la discussion collective. Cet apprentissage passe par le recours à diverses techniques de discussion, mais aussi par la reconnaissance des sentiments et des émotions induits par ces échanges. Leur prise en compte permet de renforcer la compréhension et l'intériorisation des manières d'être, de dire et de faire à même de faciliter la mise en œuvre du travail militant. Plus encore, ce nouvel aspect de la socialisation militante agit comme un garde-fou, en initiant les activistes à gérer les rapports de force et les conflits, pas uniquement politiques ni même toujours explicites, qui influencent leurs interactions. L'attention accordée à la circulation des affects dans les groupes peut ainsi contribuer à repérer les phénomènes de découragement et à prévenir les risques de démobilisation.

La lecture des différents récits ethnographiques montre combien les stages de formation à l'ADNV et au clown-activisme[165] sont des dispositifs de sensibilisation à l'action collective, c'est-à-dire aux mécanismes et aux conditions du partage du travail militant au bénéfice d'une cause donnée. En deçà de l'élaboration des raisons d'agir et des arguments idéologiques, une part importante de l'activité de formation consiste à initier les activistes au sens de l'économie des échanges en milieu militant. Les connaissances et savoir-être correspondants sont mobilisés par les entrepreneurs de cause et les militants professionnels dans le processus même de formation, afin de prescrire et de proscrire, explicitement ou non, des manières de faire, de dire et de se comporter qui influencent les conditions du dialogue au sein des groupes militants et, ce faisant, les dynamiques d'engagement et de mobilisation.

Les comportements adoptés et, en creux, ceux qui sont proscrits, ne sont pas neutres politiquement. Ils disent autrement les valeurs revendiquées et défendues par les collectifs, mais aussi celles qui animent les militants et structurent leur engagement. Dans les quatre groupes que nous avons observés, la valeur cardinale de l'autodétermination politique est revendiquée et mise en œuvre à travers les principes d'autogestion et « d'horizontalité » entendue au sens d'une forme renouvelée d'anti-autoritarisme organisationnel. Structurant la

Nantes, 2014.

165. Le manuscrit présentant un volume de données ethnographiques relativement dense, nous avons choisi de ne pas relater l'ensemble des stages de formation suivis dans le cadre du réseau Désobéissants. Néanmoins, la lecture parallèle des deux récits du stage de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile et du stage de formation à l'activisme clown nous apparaît pertinente, car elle permet de révéler les mécanismes de formation des militants communs à ces deux espaces, mais aussi de souligner les éléments qui distinguent le mode d'action Désobéissants de celui de clown-activiste. Pour rappel, le récit détaillé de ce deuxième stage de formation a été placé dans l'annexe n° 6 p. 413.

vie des collectifs de lutte, ces valeurs reflètent par ailleurs les dispositions et les indispositions à l'engagement de leur public militant, notamment à l'égard du mécanisme de délégation politique systématiquement associé à l'idée de remise de soi. Dans les collectifs que nous avons observés, la gestion des inégalités sociales et des dominations croisées qui influencent inévitablement la vie des groupes apparaît donc aussi importante que celle des désalignements idéologiques à proprement parler. Pour ces collectifs, élaborer, transmettre et mobiliser des outils qui permettent aux militants de composer avec ces inégalités est un enjeu majeur.

Les militants des collectifs ne peuvent pas nier ou contrecarrer l'existence des effets d'influence et de compétences, mais aussi plus simplement l'expression des inégalités sociales et culturelles qui traversent les groupes. Il n'y a pas de main invisible du travail militant qui instaurerait une forme d'égalité de fait des moyens de s'engager et de participer à la vie des collectifs de lutte. Ces derniers sont donc amenés à recourir à des méthodes, souvent très classiques, qui facilitent l'expression du plus grand nombre (vote à main levée, tour de table, mandat temporaire, etc.), mais aussi à faire accepter ces inégalités et une partie de leurs effets en proposant des mesures compensatoires, essentiellement symboliques. Dans ces groupes, l'idéal de l'horizontalité où tous les individus ont le même pouvoir d'expression et de décision est, de fait, remplacé par un fonctionnement hiérarchique en vagues dans lequel les membres s'accordent pour tolérer des fonctionnements hiérarchiques épisodiques, mouvants ou encore sujets à modération/régulation.

Ainsi, dans le cadre d'une action ou d'une discussion relevant d'un projet limité dans le temps, des individus porteurs d'informations, de connaissances ou de savoirs spécifiques sont spontanément placés en position de coordinateurs, leur mandat expirant mécaniquement au terme de cette séquence. Ce fut le cas, lors de l'observation menée au cours du sabotage d'une chasse à courre qui a réuni un certain nombre de militants Désobéissants – dont des activistes chevronnés – auprès d'un collectif de Saboteurs, aussi appelé « *Sabs* ». Une fois tous les participants arrivés sur le lieu de rendez-vous, un des militants du collectif Sabs a pris la parole et, de fait, pris en main la conduite des opérations avec l'assentiment général et immédiat de tous les activistes.

Lorsque les occasions de rencontre sont régulières et que l'exécution des tâches exige une forme d'organisation et donc de division du travail, les rôles sont théoriquement occupés par des personnes différentes à chaque fois, à moins que le nombre de participants et/ou de volontaires ne le permette pas. C'est normalement ce mécanisme qui organise le

fonctionnement du CG à B17, avec la prise en charge tournante des tâches d'animation des réunions, de rédaction des comptes rendus et du rôle de référent[166]. Le rôle de référent est effectivement partagé par les membres du CG. En tant que représentante du TON, je me suis acquittée de cette tâche deux fois en deux ans. C'est, en revanche, beaucoup moins vrai pour les tâches d'animation des réunions et de rédaction des comptes rendus. D'abord, parce qu'endosser ces rôles neutralise sensiblement la parole politique de ceux qui les occupent ; les prendre en charge ne s'avère donc pas toujours efficace d'un point de vue tactique. Ensuite, parce que les compétences culturelles et relationnelles exigées par ces tâches ne sont pas également réparties entre les participants. Entre les prises de position tactiques des uns – dont celui de l'observatrice – et l'auto-exclusion des autres, les tâches stratégiques de conduite et de facilitation des débats reviennent de fait aux trois ou quatre personnes qui disposent des capitaux culturels et militants les plus importants.

Enfin, quand une personne est à l'origine de la fondation d'un collectif, qu'elle s'est illustrée par sa bravoure, sa fidélité ou encore sa maîtrise des enjeux de la lutte collective, sa position de leader est tacitement reconnue et légitimée par l'ensemble des militants à condition que l'usage de ce pouvoir soit ostensiblement modéré par celui ou celle qui en dispose. Dans ce cas, le leader doit régulièrement faire preuve de la conscience qu'il a de ce pouvoir d'influence et de sa volonté, fût-elle symbolique, de ne pas l'utiliser pour instrumentaliser le groupe et sa cause. Il doit ainsi régulièrement signifier aux autres membres qu'il a conscience du fait qu'ils lui ont délégué un bien précieux et accepter, dès lors, qu'ils exercent un droit de regard sur ses agissements et ses prises de position. Par des mots et des gestes, les militants professionnels et/ou entrepreneurs de cause agissent de sorte à céder ponctuellement leur place à d'autres militants quand les circonstances le permettent. Cela peut consister à s'effacer dans les moments de décision où les enjeux ne sont pas stratégiques, à déléguer des tâches valorisantes, à soumettre leurs idées et demander l'avis des membres du groupe par principe, ou encore à reconnaître préventivement le recours à une parole d'autorité pour mieux la désamorcer avant de la mettre en œuvre.

Dans le groupe des Désobéissants, un certain nombre de dispositifs – CNV, rotation, limitation et révocabilité des mandats –, d'arguments – préférence pour les décisions validées au consensus plutôt qu'au compromis – et de comportements attestent et mettent en scène

166. À B17, le rôle de « référent » consiste à prendre en charge la gestion des appels téléphoniques qui arrivent sur le portable du lieu autogéré, à répondre aux sollicitations des groupes membres en termes de réservation des salles ou d'autres interlocuteurs qui souhaitent entrer en lien avec le CG, et à tenir à jour le tableau de réservation des salles qui permet d'établir tous les mois le niveau de participation financière de chaque collectif en fonction de son statut et de ses usages du lieu. Les membres du CG assurent ce rôle pendant 1 mois chacun à leur tour.

aux yeux de tous les efforts consentis pour prévenir les effets d'autorité. C'est ce qui s'est passé au cours du stage de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile au moment de l'atelier juridique. Les leaders du groupe, les militants entrepreneurs de cause et animateurs du stage ont longuement introduit la séquence pour expliquer et, finalement, justifier le fait qu'il ne s'agirait pas d'un atelier, mais plutôt d'une intervention magistrale où les militants les plus expérimentés occuperaient tout l'espace de parole. Au cours de l'observation, la répétition de ces ronds de jambe m'a d'abord surprise, l'existence de temps de transmission empruntant un schéma descendant ne m'apparaissant pas incongrue dans une formation, à plus forte raison sur une thématique aussi spécifique que le droit. Du reste, c'était bien la première fois que le groupe de stagiaires se trouvait dans cette configuration puisque toutes les activités de la journée avaient effectivement reposé sur des ateliers où les stagiaires fournissaient à la fois la matière et les outils de réflexion. Ici, les formateurs préconisent un certain type de comportement et de relations entre les militants et, à plus forte raison, entre ceux qui sont en position d'influence sur le groupe et les autres. Dans ce cas précis, les précautions qui entourent la prise de parole viennent reconnaître les inégalités de position des uns et des autres et souligner la volonté des leaders de ne pas en abuser. En prenant le soin de justifier au préalable leurs intentions auprès des stagiaires, les formateurs font, en quelque sorte, amende honorable. Nous sommes ici dans le registre de la démonstration d'intention : il est bien évidemment exclu que quiconque s'oppose à cette proposition, mais symboliquement l'équation de l'interaction est rééquilibrée. L'autorité et le pouvoir conférés par l'accumulation de capital culturel et militant dans les mains des entrepreneurs de cause ne sont pas remis en question, mais il est intéressant de constater que ces derniers doivent se plier à certaines règles pour ne pas s'exposer à la contestation et éviter de fragiliser le groupe. En effet, si ces leaders ne concédaient pas régulièrement des marques de déférence envers le groupe, sa cause et ses mandataires, les militants voteraient avec leurs pieds en choisissant l'apathie, l'*exit* et, plus rarement, la critique de la situation (*voice*).

Derrière cette formule se cache une certaine conception de l'économie des relations entre militants au sein des collectifs. La légitimité et l'écoute accordées aux militants-formateurs par les stagiaires reposent sur la reconnaissance de leurs expériences, mais aussi sur leur adhésion aux manières et aux méthodes qu'ils utilisent pour les partager. Or, celles employées par les entrepreneurs de cause du réseau Désobéissants veillent systématiquement à euphémiser la relation inégale entre leaders et militants ordinaires, de façon à ce que ces derniers n'aient pas l'impression d'avoir à en rabattre du point de vue symbolique. Sous cet angle, la conduite du groupe de stagiaires par les militants-formateurs témoigne de leur

connaissance des caractéristiques du public militant des OPNC, mais aussi de leur volonté de l'initier aux façons de composer avec la réalité de la division, y compris sociale, du travail militant.

À B17, cet apprentissage se fait à l'intérieur de chaque collectif de lutte, mais plus sûrement encore dans le cadre des échanges entre activistes des différents groupes militants qui participent à la gestion et à la dynamisation politique du lieu. À l'échelle de plusieurs groupes, les différences de points de vue, de convictions et de conditions sociales des militants sont légèrement accentuées en dépit de l'adhésion au projet politique commun. À titre d'exemple, les cultures idéologiques et les publics militants du collectif régionaliste *Breizh=44* et des organisations anarchistes (CNT et FA) sont diamétralement opposés en dépit d'un attachement partagé à l'anti-autoritarisme et au centralisme politique. Là où l'adhésion au projet anticapitaliste et autogestionnaire de B17 crée du commun, les perspectives régionalistes des militants bretons sont assimilées à une forme détournée de nationalisme réactionnaire par les seconds, tandis que les visées universalistes des anarchistes viennent choquer les premiers, qui y reconnaissent l'expression d'un centralisme dogmatique. Ces oppositions, partielles et néanmoins fondamentales, créent des tensions et oblige l'ensemble des militants de B17 à travailler à la préservation du cadre du dialogue commun. Dans ce cas, le travail de facilitation du débat collectif se mesure aux efforts consentis par les militants concernés pour privilégier ce qui les rassemble plutôt que ce qui les oppose et à la façon dont les collectifs tiers veillent et/ou interviennent pour préserver cet équilibre.

L'acquisition des méthodes, notamment discursives, qui permettent de préserver le cadre de discussion et le projet militant commun s'organise au fil des interactions par l'observation attentive des terminologies empruntées et des réactions positives et/ou négatives que suscite leur emploi.

Au cours de mon travail d'observation au sein du CG, j'ai rapidement pris en charge la rédaction des comptes rendus de réunion. Assumer ce rôle me permettait de prendre des notes pour le travail d'enquête tout en m'offrant la possibilité de ne pas avoir à me positionner dans les débats, étant entendu pour toutes les personnes présentes que je devais en rendre compte de la façon la plus neutre et équilibrée possible. Mon apprentissage de la rhétorique et de la diplomatie est ainsi visible dans la manière de plus en plus structurée et précise dont je parviens à formaliser les comptes rendus, mais aussi au décalage de plus en plus important qui apparaît entre la synthèse des propos destinée à être partagée avec le CG et celle intégrant mes carnets de terrain. Alors qu'au début de mes travaux je m'efforçais à consigner mes

données avant d'établir le compte rendu militant pour éviter les distorsions, j'ai par la suite réussi à les rédiger de façon strictement autonome. Cette nouvelle agilité témoigne de l'acquisition réussie des règles, explicites et implicites, qui entourent la rédaction de ces documents en adéquation avec les objectifs politiques qu'ils servent.

En l'occurrence, et cela se vérifiera aussi dans la conduite des débats à l'oral, l'équilibre rédactionnel de l'ensemble se trouve au croisement d'une présentation marquant et qualifiant les différentes positions sans les opposer, ni directement dans la forme du texte ni frontalement sur le fond. Cette modalité de rédaction rabote aussi la description du contexte et du sous-texte qui, sans être niés, sont systématiquement ramenés à des arguments précis, mais d'ordre général. Les prises de parole jugées hors cadre, l'expression de la colère ou de formes larvées d'agressivité sont ainsi pudiquement ramenées à une formulation factuelle ou purement et simplement passées sous silence. De même, aucun représentant des groupes n'est désigné nommément et, lorsqu'une discussion s'avère épineuse, le compte rendu renvoie explicitement aux groupes représentés plutôt qu'à ses représentants. Cette manœuvre permet de les ménager en rappelant qu'ils ne peuvent être considérés comme responsables des conflits et tensions existantes et, dans l'idéal, de rappeler aux lecteurs des comptes rendus dans chaque groupe qu'à travers eux c'est aussi leur parole qui est engagée.

Ces formes de régulation mises en œuvre dans le mouvement même de l'exécution du travail militant entre les groupes valent aussi au niveau individuel. À cette échelle, il s'agit toujours de réguler l'expression des différends politiques, mais aussi des inégalités sociales, de formes diverses de domination et de phénomènes d'inertie propres à la conduite de débat. Sous cet angle, les individus sont progressivement initiés puis socialisés aux mécanismes, pas toujours explicites, qui régissent la discussion collective. Mon travail d'observation participante à B17 pendant quatre ans m'a permis d'apprécier le cheminement parcouru – mélange de trajectoire objective et de carrière morale – par plusieurs militants, notamment les moins expérimentés politiquement, dès leur arrivée dans le lieu autogéré. Le parcours le plus significatif qu'il m'a été donné d'observer est celui d'un militant appartenant au Groupe nantais pour la décroissance (GND). Âgé de 27 ans à son arrivée à B17, Gaël Hayano, militant écologiste et anticapitaliste, est déjà engagé dans des pratiques de frugalité et donne pour la première fois une envergure collective et politique à la défense de ses valeurs en intégrant le GND. Pleinement investi dans ce collectif, il élargit très vite son investissement militant en s'impliquant dans le projet autogéré et en se rapprochant des autres groupes de B17 qui proposent un mode de consommation alternatif (l'Atelier Mécanique, la Coop'art, Huile). Sa

compagne, Anna Harel, âgée de 30 ans, milite aussi au GND. Elle redouble son engagement dans ce groupe en assurant sa représentation au sein du CG et, bientôt, en devenant trésorière de l'association loi 1901 qui assure une existence légale à B17. À cette époque, nos positions relatives dans les collectifs de lutte étaient proches. Tous les trois relativement inexpérimentés du point de vue militant, mais disposant de ressources culturelles facilement convertibles dans ce domaine du fait de nos formations respectives, nous consacrions par ailleurs une énergie importante à nos engagements respectifs, politiques pour eux, ethnographiques[167] pour moi. Mon travail d'observation m'a permis de les côtoyer très régulièrement dans les temps de travail militant transversaux à tous les collectifs (réunions du CG, assemblées générales annuelles et exceptionnelles, Vendredis de B17, travaux annuels, mobilisations thématiques ponctuelles et leur préparation notamment en lien avec la lutte contre la construction de l'aéroport à NDDL) et de mener des entretiens informels réguliers avec chacun d'eux. Nos échanges portaient systématiquement sur les contenus du travail militant, le fonctionnement du collectif et le vécu de cet engagement. Les échanges auxquels nous participions et ceux auxquels nous ne pouvions objectivement qu'assister nous conduisaient ainsi régulièrement à discuter des difficultés à trouver une place, mais aussi une position constructive dans les débats.

Un peu plus déstabilisé que sa compagne dans cet exercice, Gaël évoquait souvent son incompréhension vis-à-vis de mécanismes de discussion dont les rouages lui apparaissaient délicats, sinon sourcilleux, et ne permettant que rarement une expression directe et explicite des idées. Il évoquait ainsi régulièrement les effets des tensions latentes entre les individus ou les groupes qui structurent tout autant les débats que leur volonté pourtant sincère de dialogue et de construction en commun. Ces interrogations se portaient aussi sur les rituels incontournables et, de son point de vue, sclérosants dans la discussion tels que le lissage préventif des discours évitant le recours à des termes qui gêneraient tout ou partie des participants, l'adoption récurrente de postures de principe, les effets de préséance notamment vis-à-vis de militants plus âgés, plus expérimentés et/ou identifiés comme devant être ménagés, les mécanismes de la parole d'autorité, de la généralisation théorique et/ou idéologique, les luttes politiques et les divergences personnelles sous-jacentes et, enfin, l'absence – tactique ou non – de prise de position explicite de la part d'une partie des participants. Dans les premiers temps de son parcours militant, il témoignait de son agacement et tentait régulièrement d'exprimer son inquiétude vis-à-vis de phénomènes

167. Sur ce point particulier, voir notamment BOURDIEU Pierre, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 150, n ° 1, 2003, p. 55 et BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, 2009/3, p 119.

fragilisant le groupe et facilement contournables pour peu que tout le monde en prenne conscience. Entendues et souvent approuvées tacitement par la majorité des personnes présentes, ses prises de parole n'ont cependant jamais conduit à modifier le cours des échanges. À l'étonnement et à l'agacement a succédé une forme légère d'indignation, muette cette fois-ci, qui s'est notamment cristallisée sur tous les éléments qui lui apparaissaient faire dévier le débat ou servir d'autres objectifs tels que l'expression de soi, la prise de parole « *promotionnelle* » se limitant à scander tel ou tel point de vue idéologique, les passes d'armes entre groupes et/ou militants interposés, l'irruption de thèmes ou de questionnements hors sujet n'intéressant qu'une partie des participants. Cette colère sourde a ensuite laissé place à de l'abattement. Découragé, Gaël se heurtait autant qu'il était heurté aux tours et détours que lui semblait emprunter la discussion collective à défaut d'en saisir le caractère inévitable, mais aussi l'utilité. Délaissant une posture active, voire proactive, il s'est installé dans une forme de retrait qui lui permettait de se ménager et de ménager son investissement, c'est-à-dire de continuer à en être sans plus s'exposer à des situations devenues démobilisatrices à ses yeux. Cette phase d'incubation, plus ou moins pénible suivant les moments, a duré quelques mois. Sa conclusion s'est manifestée assez subitement au cours d'un de nos échanges lorsqu'il m'a dit : « *Tu sais, la monopolisation de la parole par les historiques, les batailles rangées et le reste, j'ai fini par comprendre. Il ne faut pas s'en occuper. Ça n'a pas d'importance. Il faut laisser faire et se concentrer sur le reste.* » D'abord surprise par ce qui m'apparaissait être un retournement de situation, j'ai vu son comportement dans les débats évoluer vers une position active, ayant cette fois-ci intégré les phénomènes qui le heurtaient précédemment.

Entre le début de son parcours et le moment où il parvient à adopter une posture adaptée et donc plus à même de servir ses points de vue dans les débats, Gaël a tout bonnement eu l'occasion d'observer, puis de se familiariser avec l'économie des échanges qui prévaut dans les situations de débat collectif. Il a intégré comme étant normal et/ou inévitable la majorité des éléments qui l'incommodaient jusqu'ici. L'incommensurabilité des points de vue, les difficultés à s'exprimer et à comprendre l'autre, les interventions hors cadre, les oppositions plus ou moins sourdes entre militants et groupes interposés lui apparaissaient dorénavant moins comme des problèmes à résoudre que des mécanismes inhérents au débat qu'il appartient de gérer collectivement dans le cadre des interactions elles-mêmes. Alors que dans les premières phases de son investissement il réagissait à ces phénomènes en tentant d'aller contre, puis en les laissant jouer pleinement à défaut de savoir comment agir, il a finalement acquis le sens pratique d'une position intermédiaire qui lui permettait à la fois

d'en limiter et d'en détourner les effets dans l'optique de la poursuite du débat ou à des fins de valorisation de ses propres points de vue.

La reconnaissance des impondérables du débat collectif, puis la prise de conscience de leur utilité en termes de temporisation de la discussion, mais aussi et surtout de la réflexion collective, autorise l'adoption progressive d'un comportement tactique dans les échanges. Cet apprentissage correspond à l'acquisition d'une lecture relationnelle de la dynamique des débats, du sens des positions de chacun et de la façon dont ces dernières s'influencent les unes les autres au cours des échanges. Ce savoir-être permet ensuite d'apprécier les moments les plus opportuns pour intervenir, que ce soit pour proposer, contrer ou entériner un argument. De ce point de vue, il ne s'agit pas tant d'exprimer directement ce que l'on pense au moment où on le pense, mais de privilégier ce qui peut effectivement être dit et entendu de façon à promouvoir cette idée en tenant compte de l'équilibre des échanges. Ce comportement tactique, souvent mis en œuvre de façon coordonnée avec d'autres militants présents, s'appuie sur des manières de faire, de dire et de se taire qui alimentent, s'opposent, accréditent ou disqualifient un propos ou une idée. Ainsi, les prises de parole de principe, les effets de préséance, les interventions hors sujet ou lénifiantes ne sont jamais ou très rarement contrecarrées, mais plutôt désamorcées. En pratique, cette posture consiste à laisser dire, à écouter, mais sans répondre ni directement (prise de parole) ni indirectement (expression du corps et du visage) afin de laisser les propos ou les échanges se clore par eux-mêmes. En tant que responsable de la rédaction du compte rendu, il a pu m'arriver de constituer le dernier maillon de cette chaîne. Après une telle intervention, en l'absence de réaction, un militant prenait souvent rapidement la parole pour signifier directement ou indirectement à la personne que son propos avait été écouté, ce que la posture des autres militants confirmait et que ma prise de note finissait d'attester formellement avant d'autoriser à passer à un autre sujet.

Ces connaissances et ces compétences, qui relèvent des savoir-être, sont acquises dans la répétition des situations de mise en œuvre du travail militant et des interactions auxquelles il donne lieu. Être témoin et/ou participer à ces discussions permet aux activistes d'acquérir le sens de l'économie des échanges en milieu militant. Ce savoir-être leur permet ensuite de s'exprimer, d'être entendus voire écoutés, de discuter, parfois d'aboutir à un compromis, mais systématiquement et a minima de préserver le cadre relationnel qui rend les débats possibles.

3.2. Double impact. Les émotions comme dispositif de sensibilisation des militants et de l'opinion publique

Qu'ils visent à enrôler des soutiens, à alimenter la confrontation avec les opposants ou à former les militants, les dispositifs de sensibilisation sont des outils employés pour rendre une cause accessible et pour mobiliser les militants, les soutiens et les opposants potentiels de façon à ce qu'ils s'engagent – plus ou moins directement et durablement – dans la défense ou la dénonciation d'une cause donnée. Les dispositifs de sensibilisation utilisés dans les groupes politiques observés se présentent sous la forme de mécanismes complexes à travers lesquels les entrepreneurs de cause travaillent à rendre le public militant auquel ils s'adressent réceptif à une cause donnée, à le sensibiliser aux rouages de l'engagement et de la mobilisation collective, mais aussi à le rendre capable de sensibiliser autrui à son tour dans l'optique de la lutte.

Processus itératif prenant régulièrement la forme d'une mise en abyme, susciter l'émotion, mobiliser à partir des émotions et former aux compétences qui permettent de composer avec les émotions relève souvent d'un même mouvement. De même que l'indignation et la colère sont proposées aux soutiens et aux militants d'Act Up pour les sensibiliser à la condition des séropositifs, les former à la défense de cette cause et, enfin, leur fournir des outils tactiques pour la lutte collective (zap)[168] ; l'action directe et son corollaire émotionnel (joie, plaisir, adrénaline, euphorie, puissance, courage, exemplarité) sont à la fois l'appât, le véhicule et l'arme que les quatre collectifs de lutte étudiés proposent à leurs militants. Être touché, acquérir la sensibilité nécessaire pour vouloir et surtout pouvoir toucher à son tour est le résultat d'un processus d'apprentissage complexe qui s'accomplit de façon inégale chez les individus, au croisement des émotions prescrites par les instigateurs de l'action de celles effectivement ressenties et perçues par tous ceux qui y participent et, enfin, des effets de sens construits après coup à partir de ces éléments. La diversité des contextes et des situations d'apprentissage étant potentiellement illimitée, nous avons choisi de présenter quatre exemples qui illustrent les apprentissages militants réalisés sur la base, par le biais et, enfin, grâce aux émotions. Leur présentation va nous obliger à revenir sur des situations déjà évoquées par ailleurs ce qui, encore une fois, s'explique par le fait que les trois principaux vecteurs des apprentissages par l'expérimentation – mimétisme, émotions et pensée réflexive – agissent de façon simultanée.

168. BROQUA Christophe et FILLIEULE Olivier, « Act Up ou les raisons de la colère », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 141-168.

3.2.1. Traitement, thérapie et stratégie du choc : dispositifs de sensibilisation dans le réseau militant Désobéissants

3.2.1.1. Traitement de choc

Dans le collectif des Désobéissants, les militants professionnels travaillent auprès du public militant pour le sensibiliser à deux causes : l'action collective et les luttes qui se situent à l'intersection de l'anticapitalisme et de l'environnementalisme. Pour les activistes de ce réseau, l'initiation et la formation à la lutte collective sont aussi importantes que la conception et la participation aux actions. Les investissements militants consentis pour multiplier l'organisation de stages dans le temps et sur l'ensemble du territoire national témoignent du fait que la sensibilisation à l'engagement et à l'action collective est un mode d'action à part entière. Ainsi, les entrepreneurs de cause de ce réseau promeuvent la mobilisation politique contestataire tout en servant un ensemble de causes connexes.

La lecture des deux ethnographies relatant le déroulement de deux stages de formation permet d'apprécier ces deux aspects du travail militant. Le niveau d'élaboration et de construction des temps de formation démontre qu'ils sont des dispositifs de sensibilisation à l'action collective contestataire appuyés sur des supports matériels et des mises en scène dont l'objet est de susciter des réactions affectives qui entraînent théoriquement ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir une proposition donnée. Dans le même temps, suivant les militants-formateurs impliqués, les stages sont aussi des occasions d'initiation à la défense de causes spécifiques telles que la lutte contre l'usage de l'énergie nucléaire civile et militaire (Jean et Nicolas), l'antimilitarisme (Nicolas), l'écologie, notamment via la lutte anti-OGM (Luc et Marie), et, enfin, l'anticapitalisme, via la remise en question des modes de consommation de masse (David).

Outre la transmission des connaissances et des compétences pratiques relevant des savoir-faire militants, les stages de formation sont aussi construits de façon à donner un avant-goût, sinon un accès, à tout ou partie de ce que sont les rétributions du militantisme dans les OPNC. Dans la poursuite des observations conduites en la matière par de nombreux chercheurs, de Daniel Gaxie à Alberto Melucci en passant par Simon Luck et Ivan Bruneau, les rétributions ainsi accessibles relèvent des gratifications matérielles, culturelles et relationnelles, mais aussi statutaires et identitaires et participent à l'accroissement du sentiment et du niveau réel d'intégration sociale des militants. Les stages de formation organisés par les militants Désobéissants articulent à dessein temps conviviaux, temps d'expérimentation et temps d'élaboration collective. Ils ont un aspect total, au sens où ces expériences sont construites de façon à répondre aux besoins, mais aussi aux aspirations des

participants, c'est-à-dire à englober un nombre important d'aspects de leur existence. Le cadre du stage recouvre l'hébergement et la prise en charge des repas en commun, l'organisation de débats ouvrant la porte aux témoignages individuels autant qu'à l'élaboration collective, la stimulation intellectuelle et politique via l'accès à de nouvelles connaissances et, enfin, la possibilité d'éprouver émotionnellement et physiquement les implications de la mobilisation collective via les jeux de rôle et les actions simulées ou réelles.

Au cours de ces temps de formation, la réalisation d'actions directes, fictives ou réelles, constitue le dispositif de sensibilisation le plus frappant pour les stagiaires. Ainsi, comme le précise Daniel Gaxie, « la camaraderie, les plaisirs des "collages", des "ventes" et "du porte-à-porte" [dans les cas qui nous intéressent, de la préparation, de la réalisation et de la valorisation des actions], la solidarité, la cohésion, la communauté de goûts et de sentiments, l'identification à un groupe, les joies de la victoire, les réconforts mutuels dans la défaite ou dans les malheurs individuels, les risques et les épreuves affrontés en commun, les réunions [...] où s'égrainent les souvenirs, les controverses passionnées [et où pointent] l'affection, la complicité, l'amitié entre les militants[169] » sont rendus visibles et, plus encore, palpables au cours des ADNV. Effectuées dans le cours même des stages, elles offrent l'occasion aux militants d'éprouver des émotions d'autant plus intenses qu'elles sont partagées. Qu'il s'agisse d'une première expérience, d'un début de parcours militant et, de façon plus marginale, de la poursuite d'une démarche d'engagement, la participation aux actions directes donne accès au sentiment de puissance qui se dégage d'un collectif en mouvement. Éprouver simultanément, même différemment, les effets positifs et négatifs de l'engagement dans l'action décuple aussi le sentiment d'appartenance, de cohésion et de solidarité au sein du groupe. L'accumulation de ces expériences peut, enfin, influencer positivement le sentiment d'utilité et de reconnaissance sociale qu'offre la conviction de partager, même temporairement, des aspirations et des objectifs communs. Plus rarement, l'expérience de la coordination collective, c'est-à-dire du partage des intentions et des actes entre les militants, peut provoquer des sentiments d'expansion de soi[170].

169. GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n° 1, 1977, p. 137.

170. En faisant référence aux travaux d'Art et Elaine ARON, Jean-Philippe HEURTIN propose un exemple de ce phénomène en décrivant comment la mise en branle et en scène de la « Force T » – dispositif de sensibilisation mobilisé dans le cadre du Téléthon – suscite de l'enthousiasme chez les contributeurs comme chez les spectateurs, en réactivant chez eux des dispositions à se lier. Le spectacle de la solidarité facilite le passage à l'action (promesse de don, participation à une initiative collective) en attisant le désir d'en être. Loin d'être anodin, le sentiment de solidarité ainsi partagé - risque du ridicule inclus - permet aux individus de ressentir un élargissement de leur horizon individuel en éprouvant les potentiels, habituellement latents, de l'action collective. Voir HEURTIN Jean-Philippe, « L'enthousiasme du Téléthon », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions... Mobilisation* !, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 97-120 et ARON Art, ARON Elaine, « Self-Expansion Motivation and Including Other in the Self », dans ICKES

Sous un autre angle, les dispositifs de sensibilisation mobilisés au cours des stages et des actions directes permettent d'acquérir des connaissances, essentiellement relationnelles, qui entrent dans la composition du capital militant[171]. Ces compétences concernent non plus seulement le sens des échanges entre militants pour faciliter la mobilisation collective et la défense de la cause, mais aussi de la relation avec tout ou partie des protagonistes d'une lutte et/ou d'une action donnée, c'est-à-dire le public, les forces de l'ordre, les journalistes et les représentants des autorités locales ou de l'État. Les jeux de rôle qui se succèdent dans les différents ateliers thématiques, la mise en œuvre des ADNV sont encore les principaux vecteurs de ces apprentissages. Les mises en scène qui conduisent les stagiaires à assumer successivement les rôles d'activistes, de forces de l'ordre et/ou de journalistes leur permettent d'accéder à une lecture plus complexe et, in fine, plus tactique des situations. Ces jeux leur donnent, temporairement et partiellement, accès aux points de vue, mais aussi aux ressentis probables des différents protagonistes dans une situation donnée. L'accès aux dimensions relationnelles et émotionnelles des interactions leur offre la possibilité d'ajuster leur propre comportement dans l'optique de l'action.

Ainsi, le jeu de rôle qui a opposé deux groupes de stagiaires occupant successivement les rôles d'activistes et de forces de l'ordre leur a procuré l'occasion de se décentrer, de ressentir, puis de mieux comprendre la position de chacun dans cette situation. Tandis qu'adopter le rôle d'activiste incite à faire siennes des attitudes et des intentions hardies, sinon ardentes, qui se nourrissent d'elles-mêmes, endosser celui des agents de police permet d'envisager le sentiment d'appartenir à un corps constitué, l'erreur tactique du recours au dialogue, la frustration de ne pas pouvoir utiliser toutes les mesures légales à disposition, la certitude d'avoir la loi pour soi et la légitimité qu'elle procure.

Cet exercice a aussi permis aux participants d'expérimenter les enjeux qui apparaissent lorsqu'un rapport de force passe du statut de guerre de position à celui de la confrontation physique. Entrer dans une interaction contraignante physiquement oblige tous les acteurs à composer avec une nouvelle variable et à développer une lecture des situations plus attentive aux affects, afin d'ajuster le niveau d'engagement physique nécessaire pour maintenir l'interaction dans un cadre sinon choisi, du moins acceptable.

Enfin, et c'est là un des apprentissages les plus subtils : endosser différents habits et points de vue et faire l'expérience, y compris littérale, de leur confrontation offrent souvent la

William et DUCKS Steve (éditeurs), *The Social Psychology of Personal Relationships*, Wiley, New York, 2000, p. 109-128.

171. Sur cette notion précise, voir notamment MATONTI Frédérique et POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 155, n° 5, 2004, p. 4-11.

possibilité aux militants de faire un retour sur leur propre situation. Les échanges de mots et de gestes d'apaisement entre stagiaires exigés par les formateurs après chaque exercice leur ont ainsi donné l'occasion de prendre conscience du niveau de tension physique et émotionnelle, non conscientisé sur le moment, qu'ils avaient engagé dans l'interaction. Éclairés par les discussions sur le principe de désescalade, ces savoirs d'expérience contribuent à doter les militants d'un sens tactique de la relation d'opposition physique.

De façon générale, les précautions prises par les militants-formateurs pour éviter que les oppositions simulées pour les besoins du stage ne génèrent des tensions, mêmes sourdes, entre stagiaires confirment l'influence des manifestations émotionnelles dans les interactions. Elles dévoilent aussi en creux les compétences tactiques qu'ils retirent de la maîtrise de ces savoir-être et la façon dont ils peuvent les mobiliser, tant dans l'optique de la gestion des groupes que dans celle de la confrontation avec leurs opposants lors des actions.

3.2.1.2.Thérapie de choc

Parmi l'ensemble des apprentissages fait par le biais des ressentis émotionnels, nous souhaitons évoquer une catégorie spécifique d'états affectifs caractérisés par l'intensité des émotions ressenties et l'immédiateté, voire la fulgurance, des effets de sens qui en émanent, que James M. Jasper[172] évoque sous le terme de chocs moraux : « Il s'agit de désigner un type d'expérience sociale se caractérisant par quatre traits complémentaires : cette expérience résulte d'un événement inattendu ou d'une modification imprévue, plus ou moins brusque, de l'environnement des individus ; elle implique une réaction très vive, viscérale, ressentie physiquement parfois même jusqu'à l'écœurement, la nausée et le vertige ; elle conduit celui qui y est confronté à jauger et juger la manière dont l'ordre présent du monde semble s'écarter des valeurs auxquelles il adhère ; enfin, cette expérience sociale suscite un sentiment d'épouvante, de colère, de nécessité d'une réaction immédiate, qui commande un engagement dans l'action, et ce, en l'absence même des facteurs favorables généralement soulignés par les théories de l'action collective[173]. »

Le concept de choc moral nous apparaît pertinent du point de vue empirique pour rendre compte d'états émotionnels effectivement observés au cours des opérations de terrain. Sans qu'on puisse en définir précisément le contenu, ces ressentis se caractérisaient sur le moment par l'intensité de leur manifestation et, à plus ou moins long terme, par un

172. Voir notamment JASPER James M. et POULSEN Jane, « Recruiting Strangers and Friends: Moral Shocks and Social Networks in Animal Rights and Antinuclear Protests », *Social Problems,* 42 (4), 1995, p. 493-512.
173. TRAÏNI Christophe, « Choc moral », dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2009, p. 101-102.

changement d'attitude et de point de vue aussi subtil que manifeste des enquêtés. Les constats établis sur le terrain obligent néanmoins à préciser et à compléter cette définition sur deux points fondamentaux. Le premier est que l'apparition d'une réaction de type choc moral ne résulte pas nécessairement de la confrontation à une réalité pénible ou insoutenable telle que le fait de voir des images présentant l'exécution d'animaux dans les abattoirs ou encore du corps d'un enfant mort noyé suite au naufrage d'un bateau transportant des migrants fuyant la guerre. La puissance suggestive de ces situations ne doit pas dissimuler le fait qu'une réaction émotionnelle tout aussi intense peut être déclenchée par des actes ou des paroles moins pénibles, sinon enthousiasmants. Par voie de conséquence, un choc moral ne décrit pas nécessairement un état de gêne ou de souffrance, même s'il relève indéniablement d'une forme d'épreuve, tant physique qu'intellectuelle, qui nécessite de distinguer sidération (peur), ébahissement (émerveillement) et stupéfaction (surprise). Le second point veut rappeler que, si le vécu d'un choc moral entraîne une perception et une révision quasi instantanées de l'ordre des choses et de la position relative qu'occupe la personne concernée, cette intention et ce mouvement peuvent tout aussi bien conduire à l'action qu'à la défection. Autrement dit, suivant le contexte et les capacités qu'ont les collectifs de lutte à accompagner et à donner du sens à ces vécus extrêmes dans la perspective de lutte, l'exposition à des chocs moraux crée potentiellement engagement ou désengagement.

Nous rejoignons, par ailleurs, Christophe Traïni, lorsqu'il préconise de distinguer dans l'utilisation de ce concept les expériences personnelles qui viennent ébranler des individus dans leur quotidien de celles faites dans le cadre d'une mobilisation collective reposant, entre autres, sur l'usage de dispositifs de sensibilisation dont leurs utilisateurs savent pertinemment qu'ils peuvent conduire à la manifestation de ce type de vécu. De ce point de vue, le choix des militants Désobéissants et, plus particulièrement des entrepreneurs de cause, de faire reposer très tôt – parfois sous 48 heures – l'initiation et la formation des militants sur la mise en œuvre d'actions directes simulées ou réelles est particulièrement significatif. Le niveau de préparation des stages de formation et des ADNV conduits par les leaders du collectif exclut la possibilité que les propositions faites aux stagiaires en la matière relèvent de l'improvisation. Au contraire, les militants-formateurs proposent délibérément aux militants d'éprouver les sensations fortes, positives et négatives que procure la mobilisation collective pour en faire un levier de formation et d'enrôlement. Mais si le recours aux actions directes donne accès à une expérience jubilatoire et au sentiment de puissance que procure l'intégration dans un collectif ; il expose aussi potentiellement les militants au sentiment de

peur et de sidération que peuvent entraîner les expériences de confrontation et/ou de neutralisation physique (heurts avec les opposants, arrestation par les forces de l'ordre).

Sur cette question, l'action directe fictive organisée le deuxième jour du stage de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile de février 2008 montre parfaitement l'intention pédagogique des militants entrepreneurs de cause. Il illustre aussi le potentiel ambigu que représente la mobilisation de tels outils en termes d'enrôlement des militants, en permettant d'apprécier la quantité de travail qui doit ensuite être déployée auprès des stagiaires pour que ces expériences deviennent effectivement des vecteurs de mobilisation.

Cet atelier consistait à concevoir et à mettre en œuvre une ADNV fictive, sachant que les stagiaires-activistes occuperaient les rôles d'activistes, de journalistes et/ou d'agents des forces de l'ordre. Lors de la préparation de l'action et dans le temps limité dont ils disposaient, ils se sont contentés de mettre en place un dispositif technique sans se préoccuper de ses différentes implications dans l'action. Il prévoyait qu'un activiste soit attaché par le coup à deux montants de grilles non solidaires, avec un antivol en U, de façon à les rendre infranchissables et à décourager toute intervention directe pour les ouvrir. Le stagiaire qui s'est ensuite lui-même attaché avec l'antivol s'est porté volontaire pour occuper ce rôle. Passé la détermination et l'euphorie qui ont accompagné l'installation du dispositif, le militant locké s'est rapidement trouvé dans une situation de détresse visible – silence assourdissant, repli émotionnel, posture corporelle figée, extrême pâleur du visage, difficulté à entrer en interaction avec les autres militants. Au cours de l'action, le mal-être de cet activiste s'est diffusé à toute l'assistance sous la forme d'une inquiétude diffuse et d'une gêne encore plus marquée chez le militant désigné comme « *ange gardien* ». Visiblement en état de choc, l'activiste attaché n'a pas pu ou n'a pas souhaité demander de l'aide ; tandis que les autres stagiaires-activistes témoins de son malaise, mais déjà en partie sidérés par la gravité de leur choix, n'ont tout simplement pas osé remettre en cause le déroulement de l'action qu'ils savaient par ailleurs sur le point de prendre fin.

Suite à l'action directe fictive et après la pause du déjeuner, un atelier a été consacré au débriefing de l'action. Au cours de cet exercice, les militants-formateurs se sont saisis de l'analyse à chaud de l'action des stagiaires pour organiser et donner du sens à cette expérience. Dans cette configuration, le témoignage étonnamment digne et exempt de toute colère du militant *locké* et la gêne profonde des autres stagiaires-activistes ont évidemment trouvé un écho tout particulier. L'exigence de préparation des actions n'aurait pas pu trouver de meilleure application. Les militants-formateurs n'ont pas manqué l'opportunité de rappeler

avec force les règles à observer en termes de sécurité et d'insister sur l'idée que la réussite des actions directes dépend de la justesse de leur calibrage.

Dans le cadre d'une action réelle, les militants professionnels auraient exclu la possibilité qu'un militant peu ou pas expérimenté tienne un rôle aussi central dans le dispositif tactique pour prévenir tout risque de malaise et, ce faisant, de remise en cause du déroulement de l'action et de son potentiel médiatique. Il ne s'agit pas d'affirmer que les militants-formateurs espéraient qu'un des stagiaires soit mis en difficulté, mais plutôt de constater que ce qui représenterait un risque par ailleurs leur soit plutôt apparu comme une opportunité de formation dans le cadre sécurisé et bienveillant du stage.

L'analyse croisée de ces différentes situations nous a convaincue que les effets de sens retirés de ce type de manifestation émotionnelle viennent révéler et interroger le sens et les potentiels d'engagement individuel de ceux qui les éprouvent. De par leur intensité, ces expériences les contraignent à faire la triangulation entre leur aspiration à l'engagement et à la mobilisation collective, ce qu'ils estiment nécessaire de faire dans cette optique et ce qu'ils peuvent et pourront effectivement faire dans ce cadre en leur faisant apprécier, parfois brutalement, la dimension contraignante de ces choix. Que ces expériences de choc moral, assimilable au surgissement d'un effet de sens en situation, s'avèrent finalement être des freins ou des leviers pour l'engagement, elles désignent aux individus concernés une position qu'ils ne peuvent plus ni occuper ni assumer et les incitent à faire mouvement.

Le choix d'une enquête par observations participantes et non par entretiens biographiques ne nous a pas permis d'interroger les militants plus précisément sur les effets de ces expériences. La durée du travail ethnographique nous a cependant permis d'observer et d'apprécier les changements induits dans les postures et/ou les trajectoires des individus (poursuite, accélération, arrêt de l'engagement). Sur ce point, nous rejoignons Christophe Traïni lorsqu'il affirme que « les émotions qui se forment et se renforcent à travers l'édification de la cause [et l'exposition aux dispositifs de sensibilisation] constituent souvent une forme de réplique [et, potentiellement, de réponse] à des expériences sociales antérieures à l'activisme[174] ».

3.2.1.3. Stratégie du choc

Les dispositifs de sensibilisation mobilisés lors des stages ont aussi pour but de donner aux militants les capacités à sensibiliser autrui à leur tour, en leur apprenant à faire une

174. TRAÏNI Christophe, « Choc moral », dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2009, p.106.

utilisation stratégique des ressentis qu'ils éprouvent et à échafauder des scénarios d'action propices à suggérer des émotions choisies à leurs différents témoins et destinataires (publics, opposants, intermédiaires médiatiques). Dans cette configuration, les militants sont initiés aux compétences pratiques qui commandent le recours aux différents modes d'action et à la stratégie de publicisation spectaculaire des causes propre au répertoire contestataire.

Pour les militants Désobéissants, cet objectif implique de construire les scénarios des ADNV comme des révélateurs de la nécessité impérieuse de défendre une cause, mais aussi de faire la démonstration de la légitimité de l'action collective à travers la mise en scène de l'exemplarité et/ou de la sincérité des militants qui la défendent. La recherche de cet équilibre entre radicalité des actes et des revendications et authenticité de la démarche est facilement observable chez les Faucheurs volontaires (militants anti-OGM). Dans leur cas, la radicalité du mode d'action trouve son pendant dans le type d'exemplarité associé au principe de la désobéissance civile, qui veut que les militants assument leur opinion jusque devant les autorités (police, gendarmerie et magistrats). La mobilisation du droit et des médias à des fins militantes est une stratégie contestataire typique. Reste qu'au moment de l'action, ces militants échappent le plus souvent à l'étiquetage en tant que délinquants, parce qu'ils agissent en plein jour, en collectif, à visage découvert, à mains nues et qu'ils se soumettent volontairement aux conséquences – arrestations, convocations, condamnations – de leurs actes. Quoique totalement construite et en partie feinte – les militants sont toujours inquiets lors des actions, des arrestations et des convocations devant les tribunaux –, la mobilisation de l'exemplarité militante les galvanise, en forgeant chez eux la conviction de la légitimité de leur action, de la défense de la cause et, plus largement, de leur engagement. La convocation de cette figure entend aussi suggérer aux publics, acquis ou non à leur cause, la cohérence et le sérieux de leur démarche. Elle distille, enfin, un sentiment ambigu de déférence et d'irrévérence envers l'État de droit, ses représentants – forces de l'ordre et magistrats – et les règles juridiques que les militants entendent faire évoluer. Les ADNV de fauchage se sont ainsi avérées être des dispositifs de sensibilisation très efficaces pour la cause anti-OGM. Elles associent une opération pratique qui sert de support aux militants dans l'action, un outil de formalisation à forte valeur ajoutée médiatique de la revendication du collectif et de la détermination des militants et, à terme, une stratégie qui oblige les tribunaux et le législateur à se prononcer.

Plus de la moitié du stage de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile vise à former les militants à concevoir leur action comme des dispositifs de sensibilisation. Que les

ateliers concernés proposent un travail sur l'élaboration de scénarios d'action, leur mise en œuvre ou la gestion des rapports de force pendant l'action, tous sont aussi l'occasion d'aborder directement ou indirectement la question de la publicisation de la cause et, en l'occurrence, de l'usage stratégique des relations avec les médias. Au cours des stages, les militants sont ainsi initiés aux stratégies de communication et/ou de production de séquences de mobilisation adaptées à l'exploitation médiatique.

On l'a déjà dit, les scénarios d'action sont volontairement construits sur la base de gestes, de slogans et de manipulations d'objets caractérisés par leur dimension pragmatique et symbolique. Ainsi, faire barrage de son corps totalement dénudé pour empêcher l'entrée d'engins sur un site naturel ou face à des policiers équipés joue directement du parallèle entre la vulnérabilité des corps et de la nature, ici opposée à la dureté et l'implacabilité des machines-outils et des forces de police en arme[175]. Mais, au-delà de la recherche d'impact visuel et émotionnel tant pour les acteurs que pour les témoins directs de l'action, le travail d'élaboration des scénarios est systématiquement ramené à ses potentiels en termes de médiatisation. La formation dispensée aux militants leur permet de réfléchir aux contenus des images et des discours et à leur orchestration à travers le séquençage du déroulement des actions.

Sur ce point particulier, la mise en œuvre de l'ADNV fictive évoquée précédemment et le débriefing qui l'a suivie sont particulièrement éclairants. Rappelons que l'objectif de l'atelier consistait à demander à un groupe de stagiaires de concevoir une ADNV, puis à la mettre en œuvre sachant que les autres stagiaires joueraient le rôle des journalistes, des forces de l'ordre et des salariés empêchés de travailler du fait de l'action des militants. À partir des connaissances fraîchement abordées et/ou acquises dans les ateliers précédents, le groupe de stagiaires s'est attelé à la conception d'une action directe structurée et crédible sur le plan tactique. Concentrés sur cet aspect du scénario d'action, les activistes en question n'ont pensé leur dispositif qu'en direction des salariés et des forces de l'ordre en omettant, dans un premier temps, de prévoir la présence de journalistes. Un peu avant la fin du temps de préparation imparti, le militant-formateur dépêché auprès du groupe pour pallier les erreurs susceptibles de remettre en cause l'utilité de l'exercice est intervenu pour signaler cette erreur stratégique. Pris dans l'élan de l'exercice, les stagiaires-activistes rectifient immédiatement le tir en révisant le scénario envisagé au prisme de la présence de ce nouveau protagoniste, afin de prévoir les aménagements nécessaires. Le premier consiste à mandater le militant désigné

175. Lors de l'opération « César » de 2012, qui visait l'évacuation du futur site de construction du projet d'aéroport à NDDL, des militants entièrement nus se sont opposés à la progression des forces de police et des brigades d'intervention spécialisées, en faisant barrage de leurs corps.

pour assurer les échanges avec les forces de l'ordre et les salariés, pour assurer l'interface avec les journalistes. La prise en compte de ce nouvel acteur les conduit à élaborer un petit corpus de phrases auquel ce militant pourra se référer pour présenter leurs revendications. Conscients de la difficulté de l'exercice et du niveau de responsabilité qu'ils font peser sur ses épaules, ils lui renouvellent leur confiance et l'encouragent à s'appuyer sur ces propositions clés et à ne pas s'en éloigner pour l'aider à ne pas se laisser détourner par les questionnements des journalistes. Enfin, le groupe décide que ces derniers arriveront 5 min après le début réel de l'action, pour prévenir toute mauvaise publicité en cas de difficultés lors de l'installation du dispositif.

Les propos échangés entre stagiaires et militants-formateurs au moment du débriefing de l'action fictive prouvent la centralité de la composante médiatique dans l'activisme Désobéissants en même temps qu'ils trahissent la difficulté de l'exercice. À cette occasion, les différentes interventions des militants-formateurs laissent clairement entendre aux stagiaires que le cœur du dispositif repose sur sa dimension médiatisable, voire télégénique. En effet, la majorité des commentaires – positifs ou négatifs – formulés par les formateurs concernent l'aspect démonstratif de l'action et, plus particulièrement, ce que les militants peuvent attendre du traitement qu'en feront les journalistes dans la perspective de la lutte. Ils évoquent ainsi l'erreur stratégique des stagiaires-activistes en affirmant que, sans l'intervention du formateur, l'action aurait raté une partie de ses objectifs avant même d'avoir commencé. Ils poursuivent, en soulignant la pertinence des mesures de prudence prises par les activistes, qui ont veillé à faire arriver les journalistes après l'installation du dispositif et à désigner un porte-parole, tout en leur suggérant des améliorations. Enfin, ils évoquent longuement l'absence de vision stratégique et politique des stagiaires-activistes, en soulignant le fait que le scénario de l'action ne donnait pas suffisamment à voir et à entendre leurs revendications. De fait, les militants se sont retrouvés à court d'argumentaires pendant l'action, c'est-à-dire en manque de slogans à scander et d'éléments de négociation à proposer aux représentants de l'autorité et à faire valoir auprès des journalistes. Au plus grand étonnement des stagiaires, les critiques formulées à ce sujet reposaient moins sur l'efficacité de l'action à proprement parler – blocage de l'accès à un site – que sur ce que son déroulement donnait à voir de la cause défendue par les activistes. Non sans créer un certain malaise, les militants-formateurs insistent sur la nécessité d'orchestrer la progression des scénarios d'actions en tenant compte non seulement du temps et du format de la négociation politique – installation, évolution, puis résolution du rapport de force –, mais aussi du temps et du format médiatique. Tout en rappelant qu'il n'est pas question de se donner en « *spectacle* »,

tous rappellent l'importance de rythmer et même de séquencer le déroulement des actions pour éviter de tomber dans le piège de l'enlisement, mais surtout pour maximiser les chances de publicisation de la cause. Il s'agit donc de construire l'action comme une succession de séquences médiatisables tant du point de vue de leur forme que de leurs contenus. D'abord déroutés par ce qui leur apparaît être un bouleversement de la hiérarchie des valeurs politiques faisant primer l'impact de l'action dans l'opinion à ces résultats sur le terrain, les stagiaires intègrent finalement l'idée que les ADNV sont des dispositifs de sensibilisation et, ce faisant, le sens et la logique de la mobilisation du répertoire contestataire. En concentrant dans un premier temps toutes leurs intentions sur *l'agir,* c'est-à-dire bloquer efficacement l'accès au site, les stagiaires ont manqué le fait que les actions directes n'ont de sens que parce qu'elles permettent de *manifester* un point de vue et, en l'occurrence, de *dire* une option politique et de *tenir* la position correspondante.

3.2.2. Répétition de l'action et ajustement des trajectoires. Usages du dispositif de sensibilisation théâtrale dans les groupes de Théâtre de l'Opprimé·e

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le décrire à plusieurs reprises, le mode d'action du « TO » constitue en lui-même un vaste dispositif de sensibilisation, ici théâtral et participatif, qui agit en direction des publics participants et des militants-comédiens. À la différence de l'exemple précédent, les produits du travail militant ainsi élaborés ne sont pas destinés à être directement opposés aux individus et aux organisations dont les discours et les pratiques sont dénoncés. De ce point de vue, la mobilisation du théâtre-forum dans une perspective militante se veut être un agent facilitateur (levée des freins) et, dans l'idéal, provocateur d'initiatives d'engagement et de mobilisation collective. Plus que celle des trois autres objets de recherche, interroger les effets de ce mode d'action permet de montrer comment les dispositifs de sensibilisation agissent simultanément, même si différemment, sur les militants et les publics, et en quoi ces mécanismes doivent une partie de leur efficacité au fait de jouer de cette coprésence.

Concentrons-nous d'abord sur les effets de l'exposition à ce dispositif de sensibilisation en isolant dans un premier temps militants-comédiens et publics participants. Pour les militantes-comédiennes du TON, l'engagement dans la pratique du TO répond au besoin de trouver un espace militant pour discuter et travailler les enjeux du féminisme, y compris tels qu'elles les éprouvent au quotidien, à un moment où elles ne trouvent pas ou peu d'écho dans les organisations – politiques, syndicales, associatives – dans lesquelles elles sont engagées par ailleurs. En effet, outre la relative marginalisation de ces questions dans les autres

organisations qu'elles fréquentent, leurs investissements dans les associations de défense des droits des femmes particulièrement exposées aux violences physiques et/ou sociales leur laissent mécaniquement peu d'espace pour évoquer les inégalités de traitement, les discriminations et/ou les violences, fussent-elles symboliques, qu'elles affrontent, elles aussi, au quotidien en tant que femmes, mères et militantes. La création et la mobilisation au sein du groupe du TON obéissent donc en partie à un souci et une volonté d'auto-sensibilisation et d'autoformation à l'égard des effets des inégalités entre les genres et de domination des hommes sur les femmes. Conformément à leur culture politique libertaire, les thèmes discutés par les militantes-comédiennes du TON aspirent toujours à aborder les problématiques féministes dans une perspective transclasse, sinon de lutte des classes. Il n'en reste pas moins que la majorité des modèles sont construits à partir d'expériences tirées de leurs propres vécus ou dont elles ont été les témoins par ailleurs. Évoquer, partager, mais aussi discuter des situations de discrimination et/ou de domination qu'elles éprouvent leur permet de déconstruire et de détourner une partie de la violence sociale subie en la transformant en un objet collectif et politique. De ce point de vue, leur appartenance et leur participation active au groupe du TON alimentent de façon permanente à la fois leur sensibilité (ce qui les touche) et leur souci (ce qui les indigne) de la cause féministe. L'existence de cet espace de parole, de partage, d'élaboration collective et, dans un second temps, de défense de la cause leur permet ainsi de trouver des appuis et des ressources pour résister individuellement aux effets des inégalités entre les genres et pour lutter collectivement contre les conséquences plus vastes de ce phénomène.

Nous venons d'évoquer la façon dont la pratique du TO offre des rétributions, notamment identitaires, aux militantes-comédiennes en leur permettant à la fois d'affirmer leur condition de femmes et d'alimenter leur engagement en faveur de la cause féministe. La mobilisation au sein du TON leur procure aussi un certain nombre de ressources – intellectuelles, relationnelles, sociales, etc. – convertibles et mobilisables dans tous les autres aspects de leur existence. Soutenant leur démarche d'engagement au sens large, la mobilisation dans le groupe du TON alimente aussi directement leur activisme, y compris de façon critique, dans les autres organisations où elles sont investies, en leur donnant accès à une gamme sensiblement élargie de modes d'action. Ce fut le cas lors du mouvement social de 2010 contre le projet de modification du régime des retraites, au cours duquel les militantes-comédiennes du TON se sont interrogées sur la manière dont elles pourraient y contribuer au-delà de leur participation aux manifestations de rue sous les couleurs de leurs organisations syndicales respectives. Le mouvement de contestation

s'inscrivant dans la durée, les militantes-comédiennes ont décidé de créer des petites séquences théâtrales[176] illustrant les enjeux de la réforme et présentant les dernières évolutions des négociations entre les acteurs sociaux sur les lieux de départ des cortèges, sur des points fixes le long du défilé et, le cas échéant, à la fin de la manifestation, en parallèle des prises de parole des représentants des organisations syndicales et/ou politiques.

D'une autre manière et en écho aux problématiques récurrentes que soulèvent les ambitions autogestionnaires, les militantes-comédiennes ont proposé d'animer une soirée des « Vendredis de B17 » en traitant la question de la division et de la répartition genrée du travail militant au sein des collectifs de lutte. L'un des modèles présentés à cette occasion traitait de la gestion des engagements militants au sein d'un couple dont les deux membres sont respectivement engagés dans un parti d'extrême gauche pour lui et dans une association du type SOS Femmes pour elle. La scène principale se déroule dans la cuisine, où l'actrice prépare le repas alors que l'acteur arrive en annonçant que les enfants ont fini leurs devoirs et qu'ils s'occupent dans leur chambre en attendant le dîner. Le téléphone sonne, l'actrice décroche, une militante de l'association l'appelle pour aller déménager en urgence une femme victime de violences conjugales et la mettre à l'abri dans un centre d'hébergement pendant que l'auteur des violences est entendu au commissariat. L'actrice principale hésite, le planning de répartition des tâches domestiques et du temps libre prévoit que c'est elle qui reste à la maison ce soir, sans compter que son compagnon – occupant des responsabilités dans son parti au niveau local – est attendu à une réunion dans la soirée. Elle finit pourtant par répondre oui. L'actrice se dirige alors vers son compagnon, lui explique la situation en s'excusant de bousculer leur organisation, mais que c'est une situation d'urgence. Il proteste en expliquant qu'il est attendu et que cette réunion est importante pour lui, comme pour les militants de la section, et que l'association pourrait faire appel à quelqu'un d'autre pour cette fois. L'actrice lui répond qu'elle a déjà été appelée en dernier recours et que ce type d'opération exige la présence de trois à quatre militantes au minimum. Il poursuit en disant qu'il a bien conscience de l'horreur et de l'urgence de la situation de ces femmes, mais que leur propre vie de famille ne peut pas y être systématiquement suspendue et que le planning qu'ils ont eux-mêmes construit prévoit que c'est lui qui a quartier libre. Alors que l'actrice continue d'évoquer le danger et l'urgence de la situation, son compagnon, lassé et en colère, lui

176. Ces séquences s'inspirent des méthodes du « théâtre-image » et « théâtre-journal » d'Augusto Boal, qui visent respectivement à proposer une succession de poses photographiques et muettes pour souligner une question ou une problématique précise et mettre en scène, souvent de façon critique, l'actualité, notamment médiatique, d'une lutte ou d'un mouvement de contestation donné.

rétorque que cette urgence n'en est pas vraiment une puisque cette femme va retourner auprès de son bourreau avant que la semaine ne se soit écoulée.

La création de ce modèle a été inspirée par une situation analogue vécue par une des militantes-comédiennes et a conduit le groupe à s'interroger sur les conditions de la conciliation de l'engagement militant avec la vie privée. Le modèle ne laisse délibérément aucune place au manichéisme. Dans ce cas, tous les arguments évoqués par l'acteur principal sont recevables (il assume une part du travail domestique, s'est engagé à assurer la réunion auprès de son organisation, respecte l'accord qu'ils ont trouvé pour organiser la conciliation entre leur vie de famille et leurs engagements professionnels et militants respectifs et, enfin, il y a effectivement très peu de chance que cette intervention aboutisse à mettre la victime à l'abri durablement). Il en va de même de ceux convoqués par l'actrice principale (c'est une urgence, l'association ne compte pas suffisamment de militantes pour pouvoir se passer d'elle, manquer une réunion n'est pas déterminant, aider cette femme à sortir ce soir ne l'empêchera peut-être pas de retourner auprès de son compagnon violent, mais ne pas le faire conduirait à la condamner et à saboter tout le travail réalisé jusque-là). S'adressant à un auditoire composé de militants actifs, les comédiennes savaient que les questions de la division, y compris sociale, du travail militant, de la hiérarchisation des causes et de la gestion des coûts de l'engagement, notamment en termes de conciliation avec la vie privée, trouveraient de l'écho. La présentation du modèle a laissé les militants du public dans un état de doute et de trouble visible, comme écartelé entre des aspirations contradictoires du fait d'être confronté à une problématique fondamentale de l'engagement militant. Contrairement à l'usage, la présentation du modèle n'a pas donné lieu à un travail de type forum. Elle s'est poursuivie par un débat ouvert entre les militants sur les implications et les difficultés, en partie inextricables, soulevées par ces questions et sur la façon dont les uns et les autres font avec dans leur quotidien de militant·e·s.

Le mode d'action du TO est aussi et avant tout un dispositif de sensibilisation à l'action collective, en particulier associative et syndicale. La discipline théâtrale est dans son fondement même un outil d'expression servi par une mise en scène et en textes destinés à révéler et/ou susciter des effets de sens en convoquant des émotions sur la base d'effets esthétiques, symboliques et dramatiques. Ces qualités sont à l'origine du phénomène de catharsis que peut provoquer le fait d'assister à une pièce dont le contenu trouve un écho – toujours singulier, mais néanmoins partagé – chez ses spectateurs. Le dispositif de sensibilisation du TO a en partie les mêmes qualités puisqu'il consiste à présenter sur scène

des problématiques aux individus qui en sont habituellement les principaux acteurs, d'ailleurs rendus en partie aveugles à ces situations du fait même de les vivre. Néanmoins, la pratique du TO n'engage ni la même quantité de travail ni les mêmes intentions dans l'écriture des modèles et n'a donc pas la prétention d'atteindre le même niveau d'universalisme dans son propos. Elle n'en reste pas moins un dispositif de sensibilisation particulièrement efficace au sens où les émotions interprétées sur scène et ressenties par le public jouent ici à plein régime. La technique de jeu du TO permet non seulement de convoquer certains ordres d'émotions, mais encore d'organiser leur succession de façon à guider le public de la tristesse et la peur jusqu'à la colère et idéalement la joie, en passant par la surprise et le dégoût. C'est notamment au réglage de cette progression que sont consacrées les heures de construction, y compris partagée, des modèles via le travail sur les textes, les mises en scène et de la conduite du jeu du joker.

Les premières émotions convoquées par la présentation d'un modèle relèvent de la surprise ou, à tout le moins, de l'étonnement et d'une forme de tristesse proche de l'abattement. À ce moment de l'intervention, l'effet de surprise, voire de stupéfaction, est recherché à travers la représentation à la fois la plus fidèle et la plus sensible possible de la situation problématique vécue par les spectateurs. La position d'extériorité des membres du public accentue ici l'effet d'objectivation de la situation, tout en les installant symboliquement une nouvelle fois au pied du mur puisque la présentation se termine volontairement mal. Lors des différentes représentations de la C^{ie} NAJE auxquelles j'ai assisté dans le public, j'ai régulièrement entendu des pleurs, des soupirs et observé des expressions de gêne, de tristesse, de colère sourde, d'impuissance et de découragement sur des visages tendus et souvent figés par l'émotion. Dans une représentation de TO, la fin du modèle correspond délibérément au moment où le comédien-militant qui incarne la position réelle des spectateurs touche littéralement le fond physiquement et moralement. La brutalité de la situation, la suggestion de sa récurrence et l'abîme dans lequel le laisse la mise en scène sont censés agir comme un premier élément déclencheur des sentiments d'indignation et de colère. Leur émergence est d'ailleurs facilitée par la communion émotionnelle implicite qu'a fait naître la situation de représentation. C'est ensuite le travail du joker de s'appuyer sur les états émotionnels suggérés, pour encourager les membres du public à intervenir sur scène au cours de la deuxième représentation. C'est à lui que revient la responsabilité d'analyser l'état de l'auditoire et de puiser dans cette *réserve émotionnelle* les arguments qui vont effectivement les convaincre de « *proposer des pistes d'amélioration de la situation de l'opprimé·e* ». À ce moment de l'intervention, les incitations et les encouragements distillés

par le joker relèvent de la réaffirmation du caractère anormal de la situation, du constat de l'abattement et de la désorientation bien compréhensible du personnage concerné, de la dureté visible des situations vécues par tout ou partie des membres du public et de la nécessité de tenter quelque chose. Durant cette séquence, d'autant plus courte que le modèle est pertinent et qu'il trouve son public, ce sont la colère, l'indignation, mais aussi la volonté d'agir et l'envie du dépassement de soi qui sont stimulées et opposées à la timidité et la gêne susceptibles de retenir certains individus. Lorsque les militants-comédiens et le joker parviennent à soutenir la dynamique participative, l'exercice d'improvisation qui se joue entre militants-comédiens et membres du public est subtilement orienté de façon à faire émerger une solution collective, le plus souvent militante, qui se matérialise par le fait de faire monter suffisamment de participants sur scène pour neutraliser les comédiens qui tiennent le(s) rôle(s) d'oppresseur(s). Le processus qui conduit l'intervention jusqu'à ce dénouement est souvent long et entrecoupé de tentatives plus ou moins heureuses, que le joker analyse et synthétise tout en continuant à encourager et à solliciter le groupe. Au moment où les militants-comédiens constatent que les interventions génèrent une évolution, même sensible, du rapport de force en faveur du public, ils abondent discrètement dans ce sens et participent à provoquer des émotions qui se manifestent par l'engouement et l'accentuation des intentions des participants. Lorsque la neutralisation des oppresseurs est devenue sensible et visible aux yeux de tous, l'avantage numérique et symbolique repris par le public est souligné par le joker, qui s'empare alors du sentiment d'exaltation pour argumenter en faveur de l'action collective et de ses effets positifs sur la situation et ceux qui la vivent (amélioration du sentiment de confiance en soi, de la légitimité à agir).

Par définition, la narration écrite aplatit tout le relief émotionnel qui est suggéré, provoqué et, parfois, dépassé durant les différentes phases de jeu. Cependant, les précautions prises par les militants en termes de sécurité disent autrement l'intensité des échanges qui peuvent s'y dérouler. Ils rappellent en effet systématiquement à chaque début de représentation que, si la colère est légitime, il est strictement interdit de s'en prendre physiquement aux comédiens qui interprètent les rôles d'oppresseurs. Comme nous l'avons expliqué à plusieurs reprises, le recours au mode d'action du TO aménage un espace d'expression de l'indignation, de la colère et du sentiment d'injustice dans la perspective de l'élaboration collective. Dans cette configuration, la pratique théâtrale agit comme un cadre collectif et fictionnel sécurisant, mais aussi, et pour les mêmes raisons, comme un lieu où l'expression de formes variées de violences symboliques est légitime. Or, même dans le cadre du jeu théâtral, les mots et les gestes employés conservent une partie de leur efficacité sociale.

La répétition de l'exposition à des situations de violence symbolique dans le cadre des interactions avec le public participant, mais, plus sûrement encore, entre les militants-comédiens eux-mêmes, est d'ailleurs une source de fragilité des groupes de TO. En effet, la brutalité des échanges qui peuvent s'instaurer entre les tenants des rôles d'opprimé·e·s et d'oppresseurs au cours du jeu peut, à force de répétition, faire naître de la gêne voire de la défiance entre ces protagonistes. Lorsque ces ressentis se cristallisent sous la forme d'une *persistance émotionnelle,* ils encombrent durablement les interactions entre les militants et/ou les membres du public et fragilisent les groupes. Quoique parfaitement consciente de l'absence d'intentionnalité de la part du public et d'autres militantes-comédiennes, c'est notamment pour cette raison qu'un des membres du TON a quitté le groupe après 10 années d'investissement. Outre la déception liée au départ d'un de ses membres, les militantes que leur niveau d'expérience expose plus souvent que les autres à tenir les rôles d'oppresseurs ont été particulièrement déstabilisées, accentuant encore la fragilisation ponctuelle du TON.

En tant qu'objet d'étude, la particularité du théâtre militant est de permettre d'observer plus facilement et précisément qu'ailleurs la façon dont le recours à un dispositif de sensibilisation permet à des individus qui ne partagent pas les mêmes points de vue politiques de s'entendre suffisamment pour produire une analyse collective d'une situation donnée et s'accorder, au moins temporairement, sur les mesures à adopter pour la faire évoluer. Plus précisément, et comme le stipule Christophe Traïni : « [...] Les dispositifs de sensibilisation doivent leur efficacité mobilisatrice au fait qu'ils permettent aux acteurs de s'entendre à un niveau infra-argumentatif qui préserve une très large équivocité interprétative. Par là même, ils s'avèrent en mesure d'assurer l'enrôlement de publics hétérogènes qui peineraient à travailler de concert s'ils devaient expliciter, par des procédés discursifs, les principes ultimes, les hiérarchies de valeurs, grâce auxquels ils entendent justifier leur action[177]. » S'il est bien un outil d'objectivation et, dans une certaine mesure, de publicisation d'un problème public – ici limitée à un ou plusieurs groupes de participants –, le recours au mode d'action du TO contourne délibérément les questions de la justification de l'action et de l'élaboration des raisons d'agir, pour leur préférer un mécanisme de débat où les constats, les délibérations et les convictions sur la nécessité d'agir s'établissent en actes.

Bien sûr, l'angle d'analyse suggéré à travers la construction des modèles, par le biais du travail de guidage mis en œuvre par le joker, est directement inspiré et alimenté par les valeurs politiques défendues par les militants-comédiens, mais sans que ces dernières ne soient

177. TRAÏNI Christophe, « L'opposition à la tauromachie », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions... Mobilisation* !, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 209.

jamais directement revendiquées. Et pour cause, en dehors de celui des militants-comédiens, les groupes et compagnies de TO n'ont pas vocation à devenir des espaces d'engagement des publics participants. Le travail militant mis en œuvre par les comédiens a plutôt pour but de convaincre les spectateurs-participants de l'obligation, y compris morale, d'agir et de leur rappeler l'opportunité de la mobilisation collective ; à charge pour eux de trouver l'organisation qui leur convient. De ce point de vue, la pratique du TO s'inscrit à l'intersection des ambitions libertaires et du mouvement de l'Éducation populaire en développant une entreprise politique de sensibilisation à l'action collective à travers la mobilisation d'une pratique culturelle, ici le théâtre.

De façon sensiblement plus évidente que dans les autres objets étudiés dans ce manuscrit, le cas des groupes de TO permet d'interroger les effets d'apprentissages inégaux, mais réciproques, qui s'opèrent dans les interactions entre les militants d'active – entrepreneurs de mobilisation et professionnels –, les militants ordinaires, les sympathisants et les soutiens. Récemment et efficacement interrogée à travers la perspective des « mouvements de sans[178] », l'existence de cette relation de réciprocité dit autrement les subtilités des mécanismes de la remise de soi et, plus précisément, de la division sociale du travail militant. Tout en objectivant la façon dont l'espace militant se construit lui aussi en reproduisant une partie des inégalités sociales de départ, l'analyse en termes de « mouvement de sans » ouvre la possibilité d'interroger la façon dont ces mêmes inégalités sont non seulement constitutives, mais aussi constructives pour des dynamiques d'engagement et de mobilisation collectives.

Dans le cas des militantes-comédiennes du TON, l'expérience sensible et intellectuelle qu'implique le partage, même fictionnel, des situations vécues par les publics cibles participent directement à l'édification de la cause en leur permettant d'appréhender d'une manière très directe les effets souvent dévastateurs des réalités qu'elles dénoncent. Ce type de proximité permet, par exemple, aux militantes du TON de comprendre à la fois la souffrance et l'extrême dépendance des victimes de violences conjugales à l'égard du contexte relationnel destructeur dans lequel elles sont inscrites, alors que l'impossibilité de la fuite dépasse souvent l'entendement de la plupart des interlocuteurs qu'elles rencontrent.

178. Sur ce thème, voir notamment PÉCHU Cécile, « Quand les "exclus" passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, 34, 1996 ; MOUCHARD Daniel, « Les mobilisations des "sans" dans la France contemporaine : l'émergence d'un "radicalisme auto-limité" ? », *Revue française de sciences politiques*, vol. 52, n° 4, 2002, p. 425-448 ; MOUCHARD Daniel, « Politiques délibérative et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage », Politix, Vol 15, n057, 2002, p. 125-145.

Cette confrontation incarnée avec les effets du sexisme alimente l'engagement des militantes en renforçant leur conviction dans la nécessité d'agir. Elle participe aussi d'une forme spécifique de rétribution du militantisme en créant les conditions d'émergence d'un sentiment de solidarité fondé sur la construction d'une perception commune des situations en dépit des différences de départ. Réciproquement, la construction de cette zone de partage participe à rompre l'isolement relatif des publics saisis dans leurs difficultés et à la reconnaissance de la complexité et de l'ambiguïté de leur situation. Le travail de dénonciation mis en œuvre via le dispositif de sensibilisation du TO leur permet de se reconnaître dans le fait d'être des victimes d'une injustice et, dans l'idéal, de commencer à faire face, à défaut de pouvoir encore faire front. De ce côté de l'équation aussi, la réduction sensible de la distance sociale de départ, pourtant jamais totalement résorbée, agit comme un moteur de l'engagement. Ce mouvement crée une sorte d'appel d'air en offrant aux publics un espace limité, mais aussi sécurisant, d'édification de soi dans la cause et en stimulant les aspirations au changement, mais aussi à l'ailleurs social incarné par les activistes dans cette interaction. Souligner les effets dynamisants des processus à travers lesquels se rejouent les inégalités sociales au cœur des mobilisations collectives n'empêche pas d'en connaître et d'en mesurer dans le même temps les effets contradictoires, sinon démobilisateurs. Au contraire, cette double lecture permet d'éclairer une partie des tensions, plus sociales que politiques, qui traversent les collectifs de lutte, ainsi que la façon dont les individus mobilisés – militants professionnels et ordinaires – intègrent et négocient avec le coût symbolique de la remise de soi de façon à profiter effectivement, même inégalement, de la dynamique de mobilisation collective.

3.2.3. Construction et renforcement du collectif de lutte à B17. Dispositif de « scandalisation » de la relation avec les opposants

Dans le cas du projet autogéré B17, c'est notamment dans les échanges de coups et de contrecoups avec les opposants, ici les groupes identitaires d'extrême droite désignés sous le terme « *fafs* », que le métagroupe se laisse le mieux observer dans sa dimension de dispositif de sensibilisation. Comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, l'engagement et la mobilisation collective au sein de B17 créent une dynamique militante *gigogne* au sens où la sensibilisation et la formation des militants s'effectuent de façon concomitante dans chaque groupe et au niveau de l'entreprise politique d'ensemble formé par B17. Les processus de sensibilisation aux causes et de formation à leur défense dans chacun des groupes membres sont semblables à ceux que nous avons décrits à travers les exemples du collectif Désobéissants et des groupes de TO. À l'échelle du lieu, le sentiment de solidarité et

d'appartenance à la méta-organisation sont notamment construits à travers la relation d'opposition avec les groupes d'extrême droite locaux. Cette confrontation, notamment dans sa dimension émotionnelle, est un des leviers de la construction de l'identité collective du lieu autogéré. Elle permet à la fois d'unifier les différents groupes militants autour d'un *nous* tout en se différenciant et s'opposant à un *eux* irrémédiablement différent[179].

Soumis aux mêmes besoins de consolider les collectifs de lutte et d'alimenter les dynamiques de mobilisation en jouant la carte de l'opposition, les groupes identitaires, ou « *fafs* », prennent régulièrement pour cible les locaux de B17 (tags, détériorations, intimidation des militants) et, à travers eux, les valeurs défendues par les collectifs qu'il rassemble. Au cours de mes quatre années d'observation, deux « *expéditions* » visant la dégradation intérieure des locaux ont eu lieu. La cour intérieure où se situe B17 abritant aussi des logements occupés, les militants d'extrême droite ne sont jamais parvenus à forcer les entrées avant que le voisinage ne donne l'alerte à la police et, le plus souvent, aux militants, par l'intermédiaire de l'Atelier mécanique. Ces attaques se sont soldées par des dégradations sans gravité, mais néanmoins coûteuses (portes et serrures forcées, carreaux et vitres cassés, tags peints sur les façades, etc.). Au-delà de leur aspect objectivement et politiquement hostile, c'est la façon dont ces épisodes formalisent, galvanisent et stimulent la réponse politique collective au sein de B17 qui nous intéresse ici. Ces « *descentes de fafs* » constituent, en effet, l'élément déclencheur d'une séquence de mobilisation commune à tous les groupes et de mise en œuvre d'une modalité de travail militant partagé, qui visent à défendre, à revendiquer et à faire valoir le projet politique de B17. Loin de nous l'idée de nier la réalité de l'agression et des détériorations infligées, ni même de laisser supposer que les militants entrepreneurs de cause se saisissent de ces événements sur un registre purement stratégique ou cynique, comme autant d'occasions d'en faire des leviers pour la lutte. Nécessairement plus subtiles, les initiatives des opposants n'en produisent pas moins systématiquement les mêmes effets. Ils sont à l'origine du déclenchement d'un réflexe de défense et de resserrement des rangs quasiment spontané entre les groupes militants de B17 et offrent, ce faisant, l'occasion à chacun d'eux de renouveler l'expérience de la solidarité et de l'unité de leur entreprise politique commune.

En pratique, les attaques se déroulent tard dans la soirée, sinon au cours de la nuit. L'alerte à la police et/ou à des représentants connus du groupe militant est souvent donnée par les voisins. Une fois la nouvelle parvenue à un militant – dans les deux cas observés des

179. DECHEZELLES Stéphanie, « Héritiers fascistes et orphelins padans en Italie », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 217-235.

membres du CG –, ce dernier contacte plusieurs militants résidant à proximité des lieux pour aller constater les dégâts et assurer, au besoin, les échanges avec les forces de l'ordre. Une fois les faits constatés, ils s'assurent de la fermeture des lieux pour éviter toute récidive. Le soir même ou le lendemain, un e-mail est envoyé sur les listes de diffusion interne et élargie de B17 pour informer les groupes membres, les sympathisants et les soutiens – individus et groupes – appartenant au réseau militant de B17. Cet envoi donne l'occasion à de nombreux militants de faire état de leur colère, de leur mépris pour les « *fafs* » et de renouveler leur solidarité au projet B17, en allant jusqu'à proposer de l'aide pour les réparations.

Lorsque la « descente » a lieu peu avant une réunion du CG, l'ordre du jour est entièrement consacré aux mesures à prendre et aux suites à donner à cette « *attaque en règle* » et débouche la plupart du temps sur l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire. Lorsque cette date est trop éloignée, les échanges entre membres du CG se déroulent par e-mails interposés et aboutissent au même résultat.

« 08/12/11 à 00:47
De : Vincent
À : B17liste
Objet : [B17] Visite des fachos à B17
Corps du message :
Salut à tou-te-s,
Les fachos semblent avoir encore fait des leurs avec quelques inscriptions sur les murs de B17 cette nuit. Il paraît que y a des grosses fautes d'orthographe…
Je passe après 16 h pour voir ça.
Un Hortefeux[180] *sur les médias, forcément ça stimule…*
Bonne journée,
Vincent

Message du 10/12/11 17 :39
De : Jacques
À : B17liste
Objet : [B17] Suite tags fachos à B17, réunion lundi soir
Corps du message :
Bonjour,
Je propose qu'on se voie lundi soir vers 20 h à B17 pour parler de la suite à donner à l'intervention des fascistes. Je rappelle les propositions :
1/ porter plainte, sans illusion sur le rôle de la police sarkoziste ;

180. Au moment de cet échange par e-mails, Brice Hortefeux, ancien ministre de l'Intérieur, est entendu dans le cadre d'une enquête préliminaire pour subordination de témoin en lien avec le financement illégal de la campagne présidentielle d'Édouard Balladur en 1995. Le parquet de Paris classera cette enquête sans suite le 22 décembre 2011.

2/ si on veut protéger B17, il ne faut compter que sur nous-mêmes, comme nous l'avons fait de par le passé :

** vérification systématique des portes fermées ;*

** vérification des lumières qui s'allument automatiquement dans la cour pour les éclairer et les faire fuir ;*

** parler avec les voisins pour expliquer la situation, en particulier ceux qui se sont fait taguer alors qu'ils ne sont pas concernés ;*

** organisation de la surveillance du lieu les veilles de manifs et le week-end, y compris avec des personnes qui dorment dans B17, en montrant que nous sommes là ;*

** information de toutes les personnes, assos et groupes qui utilisent B17 ;*

** organisation d'un collectif de soutien à B17 et d'une campagne publique de défense de ce lieu, etc. ;*

** et bien sûr d'autres propositions sont possibles…*

Si une personne représentante de chaque asso de B17 était là, ce serait bien.

Merci

Jacques

PS : Si lundi ne convient pas, je propose mardi ou mercredi soir parce que nous devons réagir sans tarder, me semble-t-il.

Message du : 08/12/11 20:32
De : Jean
À : bellamy17-forum@linux-nantes.org
Objet : [B17] CR du CG de mercredi 7 décembre et réunion
Corps du message :
Ola,
En PJ, le CR du CG de B17 de mercredi dernier.
Si y a des correctifs, des précisions, faites répondre. Et vous oubliez pas, y a du boulot pour plusieurs personnes à valider dans ce CR !
Sinon, je tâcherai d'être présent lundi soir pour le NPA.
Jean

Message du : 12/12/11 à 00:12

De : Yves

À : bellamy17-forum@linux-nantes.org

Corps du message :

Bonjour à tous,

Je ne pourrai pas être des vôtres ce soir.

Ma position est de déposer une simple main courante pour constituer un dossier qui pourrait peut-être nous servir s'ils allaient plus loin.

Je ne crois pas que les flics utiliseraient cette main courante pour enquêter sur B17. Ils en savent déjà sûrement assez long. Ils n'auront pas à rentrer puisque les tags sont extérieurs et, les dernières fois, ils ne sont pas venus si ma mémoire est bonne...

Je me passerais bien, par contre, de la logistique de Nantes Métropole qui, même s'ils sont fonctionnaires et payés par nos impôts directs et indirects, servent quand même à constituer une ville bien propre où ne transparaît que la propagande municipale et marchande dans les sucettes de pub…

Bonne réu,

Yves »

Échanges d'e-mails entre militants représentants au Collectif de Gestion suite au taguage des locaux de B17 en décembre 2011.

Les échanges entre les membres du CG sont l'occasion de prendre les premières décisions qui s'imposent et de préparer des contenus pour l'assemblée générale extraordinaire. Les premières questions traitées relèvent de la technique et des problèmes matériels. Suivant l'importance des dégâts et le coût estimé des réparations à engager, le CG sollicite l'assureur des lieux et, pour appuyer sa requête, décide d'aller déposer une plainte ou une main courante au commissariat de police. Toujours en fonction des dégâts constatés, le CG peut décider de mobiliser des compétences en interne ou de recourir à un prestataire extérieur pour faire réparer les huisseries afin de garantir la fermeture du lieu et/ou recouvrir les tags souvent haineux qui trônent sur la façade. Une fois ces mesures techniques validées, les échanges prennent une dimension plus politique et revendicative.

Suivant que l'alerte a été donnée à la police ou non et que les forces de l'ordre ont choisi de se déplacer ou pas, la question de la formulation de la plainte auprès des autorités compétentes est l'occasion d'échanges animés. Les sentiments de colère et d'indignation peuvent conduire à la condamnation du « *laxisme des forces de l'ordre vis-à-vis des groupes d'extrême droite* », à la dénonciation d'une forme de complicité latente illustrée par le fait de ne pas se déplacer et/ou de ne pas utiliser les plaintes déposées et les connaissances détenues par les militants pour mener des enquêtes plus poussées. À ces constats amers et emportés qui flattent les sentiments d'injustice et les volontés de résistance succèdent généralement des propos plus sobres affirmant la nécessité de dénoncer publiquement ces actes en portant plainte et en communiquant sur les faits dans le réseau militant (listes de diffusion) et au-delà, par le biais d'articles de presse.

À son tour, l'évocation des médias suscite des sentiments ambivalents, entre volonté de dénoncer les faits et de mettre en œuvre une défense active et critique des lignes éditoriales « *partisanes* » et souvent peu flatteuses vis-à-vis du collectif des organes de presse régionaux. Ici encore, après l'expression indignée des mécontentements, la tactique l'emporte sur les précautions et aboutit à la désignation de deux membres du CG pour rédiger un texte qui sera

soumis aux militants lors de l'assemblée générale extraordinaire, avant d'être envoyé aux rédactions régionales et locales dont une petite sont tout de même acquises politiquement à l'entreprise politique de B17.

Viennent ensuite les questions relatives à la préparation et l'organisation de l'assemblée générale extraordinaire à proprement parler. Il s'agit d'abord de choisir une date la plus proche possible des exactions, tout en garantissant un maximum de participation, et de lancer les invitations dans le réseau militant. Puis, les militants du CG s'attèlent à préparer et à se répartir les différentes prises de parole pour rappeler les faits, faire état des mesures prises jusque-là et proposer les pistes d'action disponibles. Ils décident, enfin, de la méthode d'animation du débat qui s'ensuivra et de la préparation d'un pot, afin que l'assemblée générale soit aussi l'occasion de profiter d'un moment de convivialité.

Organisée par les membres du CG dans les jours suivant l'attaque, l'assemblée générale extraordinaire est l'occasion pour tous les militants et sympathisants de partager un moment de mobilisation au cours duquel la cohésion, la solidarité et, ce faisant, la consistance du projet politique commun sont réaffirmées par tous, aux yeux de tous. Les commentaires de révolte et/ou de soutien qui s'échangent sur les listes de diffusion jusqu'à la date de l'assemblée générale sont déjà l'occasion pour les militants et sympathisants de réaffirmer leur attachement au projet, d'en témoigner les uns et les autres et, pour une petite partie d'entre eux, de politiser la discussion en diffusant et partageant des contenus (textes, vidéos, etc.).

En tant que représentante du TON au CG durant les deux périodes concernées, j'ai systématiquement assisté à la préparation et à l'organisation des assemblées générales. Le jour dit, j'assurais le plus souvent le rôle de secrétaire et/ou la prise en charge des tours de parole. Ces assemblées générales extraordinaires, tout comme les assemblées générales de fin d'année, sont des occasions de se compter et de réaffirmer des liens entre collectifs et entre militants, qui peuvent s'être distendus du fait des activités respectives des différents groupes. Par exemple, le groupe du TON, mobilisé les mardis ou mercredis en première partie de soirée, rencontre rarement les promoteurs des logiciels libres, plutôt présents en fin de semaine et en journée. Ce chassé-croisé concerne aussi les militants de l'Atelier Mécanique, qui se mobilisent plutôt en journée auprès des mécaniciens permanents, et les groupes qui utilisent principalement les salles de B17 pour organiser des réunions le soir à partir de 19 h, comme le TON. Le nombre de personnes mobilisées et de groupes représentés est l'un des premiers éléments significatifs de l'assemblée générale et, suivant qu'il est estimé assez

important ou non, il influence la suite des événements en renforçant les raisons d'en être, c'est-à-dire d'agir et de réagir, des uns et des autres.

Après s'être installés en large cercle, les militants du CG désignés pour assurer cette tâche présentent les faits établis et/ou déduits à partir des éléments détenus. Gravité et solennité d'un côté, écoute sérieuse et attentive de l'autre, ce moment d'échange est relativement silencieux, mais les signaux non verbaux tels que les hochements de tête, les mouvements des bras et des mains traduisant l'agacement, l'emportement ou encore une colère contenue ponctuent de fait le propos. S'ensuit un moment de discussion sur les constats effectués afin de demander ou d'apporter des précisions et, dans les deux cas observés, d'abonder dans le sens des premières décisions prises par le CG. La parole tourne : c'est l'occasion d'évoquer les motivations des « *fafs* », de rappeler « *les attaques* » précédentes, de condamner leur point de vue politique de façon argumentée ou non et, ce faisant, de réaffirmer celui défendu à B17. Vient ensuite la discussion autour des mesures collectives à prendre pour répondre à l'initiative des opposants. La plupart du temps, il s'agit d'échanger autour du texte rédigé par les militants du CG à destination du réseau et du grand public par l'intermédiaire de la presse, et de l'opportunité d'assurer une veille resserrée autour du fonctionnement et des allers-retours dans les locaux pendant une période donnée. La formulation des griefs, les discussions sur les stratégies de défense et de communication à adopter sont de nouveau l'occasion pour les militants d'exprimer leur indignation et de réaffirmer les valeurs partagées par les groupes membres de B17. Une fois les questions et les discussions épuisées, l'assemblée générale extraordinaire est levée pour laisser place à un moment convivial où les uns et les autres poursuivent la discussion et échangent sur des projets à venir.

Outre la sensibilisation à la cause du lieu autogéré et le rappel des raisons d'agir défendues par les groupes membres, les attaques contre B17 sont l'occasion de remobiliser les militants non plus seulement à partir de l'adhésion, mais de la défense du projet politique et du lieu dans lequel il s'incarne. Ici, l'opposition avec les militants d'extrême droite et les échanges de coups et de contrecoups auxquels elle donne lieu est un facteur de renforcement du collectif militant, qui a ainsi l'occasion d'éprouver ses frontières, ses convictions et ses forces. De fait, l'assemblée générale est préparée et organisée par les militants entrepreneurs de la cause du projet autogéré, qui sont aussi souvent des activistes influents dans leur groupe respectif. Les positions qu'ils y occupent en font des porte-parole et des porte-drapeaux dont l'une des fonctions est de donner forme au scandale au nom de la cause commune. En

prenant des initiatives dont le but est de montrer et de dénoncer les faits, les militants travaillent directement à l'édification de la cause et au renforcement du collectif de lutte de B17. Enfin, ces épisodes sont aussi l'occasion pour les militants d'acquérir des connaissances et des compétences relatives à la promotion de leur cause en recourant à des « stratégies de scandalisation[181] » et aux tactiques de médiatisation et de judiciarisation des luttes.

3.3. Dispositif de sensibilisation et effets démobilisateurs

L'action collective a des effets démultiplicateurs. Si on évoque souvent les opportunités qu'elle crée, il est plus rare de discuter des effets des échecs qui donnent, logiquement et irrémédiablement, l'impression de tomber de plus haut puisqu'ils sont à la fois individuels et collectifs. Pour les collectifs de lutte, recourir aux dispositifs de sensibilisation constitue autant une opportunité d'interpeller des publics, d'enrôler des soutiens et de former des militants qu'une prise de risque du point de vue de l'édification de la cause et du lent et laborieux travail de sa publicisation.

La mobilisation réussie d'un dispositif de sensibilisation implique que soient réunies un ensemble de conditions favorables à sa mise en œuvre. Résultant du travail d'analyse du contexte porté par les militants, cette intention est toujours susceptible de ne pas aboutir ou, du moins, pas entièrement. Car les militants, si expérimentés soient-ils, ne peuvent pas contrôler l'ensemble des variables, en particulier celles émotionnelles et relationnelles, qui vont effectivement structurer le déroulement des événements.

Ainsi, les activistes sont-ils régulièrement confrontés aux décalages qui peuvent se révéler et/ou se construire en situation entre les émotions prescrites et celles qui seront effectivement éprouvées ou non par les militants et les destinataires de l'action. Mécanique relationnelle subtile et pour partie imprévisible, les désalignements et ratés dans les interactions sont eux aussi producteurs de sens et exposent les militants aux coûts, y compris émotionnels, de l'engagement et de la mobilisation collective. Ces expériences sont l'occasion de nouveaux apprentissages (faire face à l'échec, composer avec l'irrégularité des dynamiques militantes tant individuelles que collectives, intégrer les moments de reflux comme constitutifs des initiatives militantes et mobiliser des mécanismes compensateurs efficaces), mais exposent aussi les activistes à l'épuisement et/ou au désengagement militant.

La présentation des différents récits ethnographiques des stages de formation et des actions directes réelles et/ou fictives nous a permis d'analyser les dispositifs de sensibilisation

181. OFFERLÉ Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris, 1998, p. 122-123.

en tant qu'ils participent directement et positivement à l'enrôlement et à la formation des militants en situation, c'est-à-dire dans la dynamique des interactions. Notre volonté de discuter de la façon la plus exhaustive possible des mécanismes de formation des militants reposant sur la mobilisation des émotions et d'illustrer la sensibilité et la relative instabilité des dispositifs de sensibilisation nous amène, à présent, à interroger les effets des ratés de sensibilisation à partir d'un objet équivalent à ceux présentés précédemment. Équilibrer notre propos répond au souci de montrer que l'apprentissage du métier de militant ne se résume pas à l'acquisition d'un certain nombre de compétences spécifiques, mais qu'il repose aussi sur l'acceptation de ce que l'engagement et la mobilisation collective ne seront et/ou ne produiront pas. Ainsi, un nouveau récit d'action directe menée par les clowns-activistes montrera comment la mobilisation des émotions participe aussi à l'apprentissage de la gestion individuelle et collective des déconvenues politiques et la façon dont les désalignements émotionnels et relationnels peuvent enrayer les dynamiques collectives et faire perdre de vue les raisons d'agir aux militants.

Manifestation contre l'ouverture des magasins et le travail salarié le dimanche par les militants clowns-activistes de Greenpitre — décembre 2008

Zalu,

Opération Noël de Greenpitre, rdv dimanche 21 décembre à partir de 11 h 30 – 12 h au gîte à X (emmener de quoi se rassasier).
Concept : tout clownsommateurs que nous sommes, les festoyades de fin d'année nous enchaînent vers un sûr gavage nous rendant esclaves d'un monde triste.
Info transmise par l'office patronal de l'armée des clowns : cette année, les rennes du Père Noël se sont mis en grève, en effet, le renne grec a décrété ne plus vouloir manger de foin transgénique. Et la délivrance intervient : Noël est annulé.
Nous allons donc partager ce moment de bonheur avec les clownsommateurs du dimanche et rapporter nos caca-deaux.
Objectifs : sensibiliser et jouer avec les promeneurs du dimanche, et dénoncer certains produits cata-strophiques pour la vie ET le travail le dimanche.

Matériel à préparer :
– des chaînes ou des cordes pour s'attacher et tirer des Caddies remplis de caca-deaux ;
– des cadeaux thématiques faits en carton ou autres avec déco appropriée (détournements publicitaires, ex. : un portable de la marque INSU-portable) ;
– des gâteaux pour offrir aux travailleurs et travailleuses ;
– de la déco pour les Caddies ;
– des instruments de musique et autres matos festifs ;
– des pancartes : Noël annulé, rennes du Père Noël en grève, vive la crise… de rire, etc. ;
– devant des ma-gaz'hein, nous ferons des pompes avec lecture d'un texte Shadoks, chorale de rires, prières anticapitalistes, crise de fous rires, etc.
Soyez imaginatifs et complétez la liste ci-dessus.

Qui peut ramener appareils photo et caméras ?
Des déguisements de grosse fortune seront prévus.
Préparation collective de matériel mercredi 17 et/ou jeudi 18 à partir de 17 h 30 à X.
Emmenez joie de vivre et carte d'identité.
N'hésitez pas à donner votre avis.

Service info : 06 00 00 00 00
blog : greenpitre.canalblog.com

Vive la rirevolution !
Greenpitre

PS : Il y aura certainement présence de médias.

8. Illustration : texte d'invitation à l'action « Noël est annulé » à l'appel du collectif Greenpitre, reçu par e-mail le 13/12/08.

Suite à la réception de cet e-mail, je décide de mener une observation participante lors de cette action. J'arrive à 11 h sur le lieu de préparation de l'action. David et deux autres

personnes sont installés dans la cour du gîte où nous allons préparer l'action. Après les salutations d'usage et l'échange des dernières nouvelles, l'attente s'installe entre espoir et inquiétude de savoir si un nombre suffisant de militants fera le déplacement. Le plus gros de la préparation a normalement eu lieu le mercredi précédent. J'interroge David sur les tâches qu'il reste à accomplir. Il m'accompagne dans la salle d'activité du gîte et me propose de continuer la préparation des faux cadeaux à distribuer aux acheteurs du dimanche. Il se saisit de deux chambres à air de vélo enchâssées l'une dans l'autre et me fait une démonstration de sa nouvelle « *machine à tester la flexibilité des salariés* ». Le visuel est du meilleur effet du point de vue d'un clown-activiste, c'est-à-dire drôle, car le mécanisme impose une démarche ridicule, aussi peu naturelle que confortable, mais aussi expressive en ce qui concerne le fond du propos.

Je m'attèle à la préparation de paquets-cadeaux et suis bientôt rejointe par d'autres personnes. Autour de la table, les échanges sont cordiaux, mais limités. Le matériel est bientôt prêt. Je retourne dans la cour, où les participants se rassemblent au compte-gouttes. Nous sommes encore trop peu nombreux pour partir en action. Un flottement s'installe. Il me permet d'observer la façon dont David mène sa barque en restant disponible pour chacun afin de l'orienter dans ses initiatives, tout en cherchant à ne pas polariser les attentions. Beaucoup des personnes présentes sont peu ou pas expérimentées politiquement. L'exercice s'avère donc d'autant plus complexe que David est à l'initiative de l'action, qu'il est le plus expérimenté de tous et qu'en tant que nœud de réseau il incarne le seul lien qui réunit tous les participants. Les temps de latence, qui se multiplient avec l'épuisement des conversations et des différentes tâches à accomplir, deviennent de plus en plus inconfortables. Vers 12 h 30, alors qu'une quinzaine de personnes nous ont rejoints, David prend la parole et nous explique les grandes lignes de l'action. Il justifie de l'avoir largement préparée en amont avec deux autres personnes du fait des délais impartis, puis insiste sur la nécessité que tout le monde se l'approprie en y apportant son adhésion et sa contribution.

Nous passons à table quelques minutes plus tard. L'image et l'ambiance de la tablée sont réconfortantes et contribuent à créer un début de conscience de groupe. L'enthousiasme est perceptible et la motivation réelle, mais difficilement partagés du fait que la plupart des activistes se rencontrent pour la première fois. Si la cause générique évoquée pour motiver l'action trouve de l'écho chez tous les participants, ce socle reste trop mince pour former et consolider un groupe militant a priori. Le repas terminé, le nettoyage et le rangement de la salle du repas s'organisent spontanément et rapidement. Le contraste entre l'inconfort relatif

ressenti il y a encore quelques minutes par tous et l'efficacité collective mise en œuvre est saisissant. L'ambiance de circonstance cède rapidement le pas à une réelle excitation. Une fois le maquillage et les costumes enfilés, les participants ne se connaissent pas mieux qu'avant, mais les clowns-activistes se reconnaissent les uns les autres et se soutiennent mutuellement dans leur rôle. Si l'habit ne fait pas le moine, l'uniforme fait bien la troupe, justement parce qu'il souligne ce que ses membres ont en commun et ce sur quoi ils peuvent théoriquement tous compter. Les différents matériels préparés au cours de la semaine sont installés à l'arrière d'un camion (Caddie, faux cadeaux, pancartes, mégaphone, instruments de musique, etc). David entame le briefing. Il évoque les objectifs – sensibiliser à la surconsommation en annonçant l'annulation de Noël, en déposant des faux cadeaux dans les allées, en distribuant des gâteaux aux seuls salariés condamnés à travailler le dimanche –, le principe de non-violence, la nécessité de rester groupés et solidaires, le fait que les risques juridiques sont quasiment nuls et, enfin, que des journalistes ont été invités.

Une fois parvenus devant la galerie marchande, les clowns-activistes s'organisent en cortège. Çà et là, les clowns commencent à entonner des chansons, à crier des slogans et à marcher vers la galerie. Caddie rempli de faux cadeaux en tête, nous entrons dans la galerie. L'ambiance n'y est pas ou, plutôt, ne prend pas. De fait, c'est le dernier week-end avant Noël et les travailleurs comme les clients se bousculent, complètement accaparés par leur travail ou les derniers préparatifs du réveillon. Le cortège s'ébranle et longe la promenade couverte qui abrite les grands magasins. Les clowns-activistes font du bruit, leur message est explicite et très visuel, mais très peu vu et encore moins entendu en pleine effervescence des fêtes.

J'attrape un des plats où sont disposés les gâteaux destinés aux travailleurs du dimanche et me dirige vers les caisses. Les employées de caisse les reçoivent plus ou moins facilement. Certaines jouent pleinement le jeu et se servent, en n'hésitant pas à dire devant les clients qu'elles n'ont pas eu le choix de travailler ou non les quatre dimanches précédant Noël. D'autres s'en emparent en nous remerciant pour le geste, mais restent plus discrètes. Enfin, certaines feignent de nous ignorer, visiblement gênées par notre intrusion, sans qu'il soit possible de trancher entre désapprobation et crainte des représailles. L'attitude des clients est à l'avenant, même si la plupart restent silencieux. La gêne, la commisération, la honte et/ou la colère se disputent sur les visages. Je ne m'attarde pas et passe d'une caisse à l'autre. Le groupe, chariot en tête, continue sa course le long de la galerie.

Je rejoins le groupe et réalise en l'atteignant que je me suis réfugiée dans la distribution de gâteaux pour ne pas avoir à essuyer le revers que je lis maintenant sur les visages de tous les

clowns-activistes. De fait, l'action ne trouve pas d'écho auprès du public qui, après quelques secondes d'étonnement, semble insensible, blasé, sinon légèrement moqueur. Sans interlocuteurs, c'est-à-dire sans le cadre d'interactions – adhésion ou opposition – qui permettraient de diffuser son message, l'action est comme sans objet. Le groupe fait face malgré tout et continue sa progression, même si une forme de précipitation trahit l'inconfort des militants. Pour parer temporairement à ces difficultés, David stoppe le groupe devant l'enseigne d'une banque et déclame des prières anticapitalistes auxquelles tous les clowns répondent avec autant de ferveur qu'ils peuvent. Les journalistes, présents depuis le début de l'action, tendent leurs micros et/ou caméra. Cette initiative et, sans doute, l'attention de la presse redonnent un peu de visibilité à l'action et de consistance aux clowns militants.

Après une dizaine de minutes, nous reprenons la déambulation dans la galerie. Les passants ne nous prêtent pas plus d'attention que précédemment. Je réalise que je fournis un véritable effort de soutien à l'action. Je travaille, pour m'éviter une trop grande gêne et par égard pour les activistes, à sauver ce qui peut l'être… Nous sommes seuls dans notre comédie, et donc dans la situation délicate d'avoir à négocier une sortie honorable qui, non contente de sauver la face, doit permettre au groupe d'interpréter cet échec comme un risque inhérent à l'engagement plutôt qu'à l'inconsistance de sa démarche. Tandis que nous arrivons au bout de la galerie et que les derniers paquets-cadeaux sont déposés, David entame une discussion avec certains clowns pour suggérer les pistes de sortie de l'action. Partir ? Refaire le tour de la promenade ? Sortir puis revenir ? Aller ailleurs ?

Au même moment, une femme vigile s'approche de moi, réclame que je ramasse les paquets et que nous sortions. Je lui tourne immédiatement le dos sans un mot, le dérèglement de la mécanique de l'action ayant eu pour effet secondaire, mais néanmoins immédiat, de me priver, comme les autres clowns, des arguments censés la justifier. Elle tente d'alpaguer d'autres clowns-activistes sans plus de succès. Un nouveau moment de flottement s'installe. L'échec de l'action n'a échappé à personne, pas même aux novices. Même si la vigile nous menace d'appeler la police, nous avons compris que personne ne se déplacera. Nous sommes livrés à nous-mêmes et pas assez expérimentés pour préserver le quant-à-soi militant qui nous permettrait de faire face à cette situation. Les clowns-activistes sortent de la galerie, visiblement hébétés et démunis par la tournure prise par les événements.

À ce moment précis, je mesure le gouffre qui sépare les affects et les émotions qui gagnent les groupes militants lors d'actions réussies de celles qui accablent les clowns-activistes. Les journalistes sont témoins de cette déconvenue. Le constat est sans appel et

accablant : nous avons perdu sur tous les tableaux. En bon entrepreneur de cause, David décide que le groupe va profiter de l'occasion et se rendre sur une portion de terrain vide entre deux bâtiments voisins pour faire « *un entraînement clown* ». Une fois tous les clowns-activistes rassemblés autour de lui, il déploie un argumentaire que je lui connais bien, d'ailleurs suffisamment bien rodé pour être efficace en toute occasion, à propos des jeux dans l'action militante. Progressivement, les exercices délassent les militants, qui cessent de crouler sous le poids de l'échec. Les visages affichent toujours un peu de dépit ou de tristesse, mais aussi une pointe de résignation plus douce. Le groupe a évité la dislocation.

La question du départ s'impose de nouveau. David prend soin de ne pas intervenir. Les silences en disent long et nous profitons tous de l'initiative d'un clown qui plaide pour mettre fin à l'action, plutôt que de la subir plus longtemps. Tandis que nous regagnons les voitures, les costumes et les slogans inscrits sur les pancartes nous valent quelques sourires et coups de Klaxon approbateurs. Le retour se fait dans le calme, les militants sont déçus ; et ceux pour qui c'était la première participation, définitivement démobilisés. Arrivés au gîte, le rangement et le démaquillage se font à toute vitesse et dans le silence. Il n'y aura pas de débriefing de l'action, David – comme tout le monde – jugeant inutile et contre-productif de remuer le couteau dans la plaie. L'échec de l'action l'affecte lui aussi, mais visiblement pas autant que les autres, sa longue expérience de militant lui permettant de composer avec les événements et d'adopter la seule attitude qui vaille : attendre.

Le lendemain, je parcours la presse locale à la recherche d'encarts traitant de l'action. Je trouve quelques lignes accompagnées d'une photographie plutôt flatteuse pour le groupe. Tout en témoignant du contexte, des faits et des motifs de l'action, les textes évitent soigneusement ou évoquent subtilement le peu d'attention qu'elle a suscité. Lors d'une rencontre, quelques semaines plus tard, David soulignera la correction des journalistes, qui ont préféré jouer la carte de la sobriété alors qu'ils disposaient d'éléments accablants pour discuter du peu d'intérêt rencontré par l'action. Quelques jours plus tard, David transmet un compte rendu diffusé dans le réseau militant de Greenpitre (voir encadré suivant). Rédigé de façon subtile, le texte rend justice à la fois aux intentions de départ et aux sentiments mitigés des militants et avance quelques explications, tout en assurant la promotion des activités du groupe. Il évoque à demi-mot l'absence de réactions face à l'intervention des clowns-activistes comme un facteur d'échec : « *Par contre, les cow-boys du centre de sur-gavage, nous ont invités à sortir (ils ont mis du temps), sinon ils appelaient nos amis de la peau lisse, ce qui nous a réjouis. Mais nous n'avons pu observer que leur lanterne accrochée au-dessus de leurs*

traîneaux. Pas l'ombre d'un collègue de l'ordre. Même pas un salut. » Au-delà des forces de l'ordre, même si elles incarnent par définition le point de vue de l'adversaire pour les activistes, c'est plus généralement l'absence de réactions de la part du public qui a fragilisé les militants. En rédigeant un compte rendu encourageant pour la suite, David assume et assure son rôle d'entrepreneur de cause en suggérant aux activistes de *faire avec*, puisque c'est *pour la bonne cause*. Le travail de cadrage que les organisations proposent aux militants comporte ainsi tout un ensemble de procédés pratiques et discursifs pour gérer les effets extraordinaires – envolées et déboires collectifs – que provoque la mobilisation collective afin de les faire entrer dans l'ordre du normal de l'activité militante.

Dans cet exemple, et malgré les préparatifs mis en œuvre, les militants se sont heurtés à la fin de non-recevoir des différents publics destinataires du dispositif de sensibilisation de l'action (consommateurs, salariés, direction et agents de sécurité du magasin, forces de l'ordre). L'absence de réponse et, plus encore, le fait que les interlocuteurs désignés par les militants n'accusent pas réception de leur initiative ont eu pour conséquence de faire échec à l'action elle-même, mais encore de fragiliser le groupe des activistes en les privant des réactions attendues à leur initiative.

De même que la mobilisation réussie des dispositifs de sensibilisation est un levier de consolidation des volontés et des raisons de l'engagement collectif, le grippage de la mécanique relationnelle peut avoir pour conséquence de disloquer les collectifs en les privant d'une partie du sens de leur initiative. Là où étaient attendues des émotions sinon partagées, au moins réciproques, de surprise, d'étonnement, d'intérêt, de joie ou, à l'opposé, de colère, de désappointement, de contrariété ou d'aversion, les militants ont fait face à l'indifférence du public et ont rapidement été confrontés aux effets dérégulateurs de leur propre stratégie de défense, le détachement. Ici, non seulement l'échec de l'action ne permet pas d'alimenter les mécanismes d'engagement et de mobilisation, mais l'absence d'écho, positif ou négatif, expose les militants aux trois principaux facteurs de risque du désengagement que sont la diminution ou l'épuisement des rétributions – ici relationnelles et émotionnelles –, la perte de sens idéologique – ici de l'action – et la fragilisation consécutive des relations de sociabilité[182] qui tissent le groupe militant – indirectement signalée par l'absence de débriefing. Dans ce cas particulier, le faible niveau d'expérience militante préalable des activistes engagés renforce le phénomène. L'absence de signes d'adhésion ou d'opposition à leur initiative a fragilisé chaque militant en lui renvoyant une impression d'inconsistance de ses motivations et de ses actes. Cela a mécaniquement entamé la cohésion des activistes, en

182. FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Belin, Paris, 2005.

les obligeant à compenser par l'adoption de stratégies individuelles de distance au rôle qui, tout en leur permettant de sauver la face et de maintenir les rangs, dévitalisaient au même moment l'armature relationnelle du collectif.

Coucou,

C'est le Père Noël au chômage !

Eh oui, le dimanche 21 décembre, nous nous sommes retrouvé·e·s à une vingtaine de clowns afin d'annoncer que Noël était annulé. Et pour cause : Père Noël ruiné par la Bourse, grève des rennes. Nous avons aussi proposé une pause syndi-cool aux travailleurs·euses du dimanche privés de liberté pour satisfaire la soif de consommation des déambulateurs·trices.

Ces dernier·e·s nous ont accueillis avec les sourires pour une très grande majorité.

Nous avons alors pu, accompagnés par notre clown musical, redonner les caca-deaux que nous avions confectionnés.

Par contre, les cow-boys du centre de surgavage nous ont invités à sortir (ils ont mis du temps), sinon ils appelaient nos amis de la peau lisse, ce qui nous a réjouis. Mais nous n'avons pu observer que leur lanterne accrochée au-dessus de leurs traîneaux. Pas l'ombre d'un collègue de l'ordre. Même pas un salut.

Bref, une fois sortis, nous n'avons pas pu résister à l'envie d'aller faire un coucou et prier devant notre sanctuaire (Mac pas cado, voir action en mai).

Voilà, nous avons même eu droit à un ballet aérien de nos amis glandarmes, venus nous voir en hélicoptère à notre point de rassemblement !

Quelle belle journée ce fut, nous avons ainsi prévenu nos clownsommateurs que leur vaine recherche de caca-deaux était en fin de compte bien inutile.

Photos bientôt dans le blog : greenpitre.canalblog.com

À bientôt pour de nouvelles pitreries,

2009 : année des keufs ? Eh non, année de la teuf avec Greenpitre ! Faites tourner ces infos autour de vous afin que vos ami·e·s se joignent à nous pour une bonne partie de rigolade.

Vive la joie de vivre !

Greenpitre

9. Illustration : compte rendu de l'action « Noël est annulé » organisée par le collectif de Greenpitre, diffusé dans le réseau militant Désobéissants et reçu par e-mail le 27/12/08.

Cet exemple illustre les difficultés des organisations politiques (partisanes, syndicales ou associatives) à conduire un mouvement efficace politiquement au regard de problématiques qui soit ne trouvent pas à s'incarner ou à se matérialiser physiquement – risques liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire –, soit ne sont pas (encore) audibles – décroissance et anticapitalisme. Sans ancrage dans le réel et/ou dans les esprits, sans manifestations concrètes du fait que les militants s'opposent, luttent ou résistent bien à un tiers, aux intérêts d'une classe ou à une majorité à laquelle ils ne se sentent pas appartenir, l'emprise et la conscience qu'ils ont de leur propre lutte se diluent. La lutte politique peut se

résumer à un rapport de force entre les idées et les groupes, militants ou non, qui les défendent. Si ce rapport disparaît, la force des idées et des engagements qu'elle soutient s'amenuise d'autant. Les coups qui ne trouvent pas de contrecoups sont rapidement envisagés par les militants comme des coups d'épée dans l'eau et ne peuvent plus servir de véhicules, ou, pour mieux dire, de catalyseurs aux engagements, aux efforts de collectivisation et aux processus de politisation.

Conclusion du chapitre 3 : Répertoire contestataire, le cœur à l'ouvrage

L'étude détaillée des différents dispositifs de sensibilisation montre la manière dont les militants sont initiés au fait que la mobilisation collective est une mécanique relationnelle qui repose sur la production continue de micro-compromis au sein des collectifs et sur l'échange régulier de coups et de contrecoups avec les opposants et/ou un tiers – souvent l'État – désigné comme arbitre.

Si les émotions sont vécues au moment même où elles sont produites par l'engagement dans l'action, leur mobilisation réussie est le résultat d'un travail continu et toujours incertain de cadrage. En amont, les dispositifs de sensibilisation sont élaborés comme des outils de façonnage des opinions et/ou des convictions dans une perspective stratégique. En aval, les émotions effectivement éprouvées sont triées puis réinterprétées pour servir l'édification de la cause, mais plus encore des collectifs et des identités militantes.

Nous avons fait le choix d'associer prioritairement la mobilisation des dispositifs de sensibilisation à l'acquisition des savoir-être, car son résultat le plus remarquable est le développement des capacités de coordination des militants. Souvent muet, en dépit des rires, du bruit et de la fureur qui peuvent être engagés dans l'action, le processus de socialisation par les émotions produit des effets de sens qui entraînent à leur tour la compréhension des enjeux qui structurent l'économie des échanges en milieu militant et le dynamisme des luttes collectives.

Chapitre 4. Dialectiques individuelles et maïeutique collective. Pensée réflexive et construction du sens de l'engagement et de l'action collective

Les deux chapitres précédents nous ont permis d'apprécier les apprentissages militants faits en actes et en situation. Si l'accumulation des expériences in situ est indéniablement le principal vecteur de formation des militants, reste que cette matière doit encore être organisée et harmonisée avant de pouvoir se condenser sous la forme de connaissances et de compétences militantes. Le travail d'interprétation qui permet de passer de la matière brute des expériences vécues à la matière grise du capital militant mobilise essentiellement la pensée réflexive. Il s'agit dans le même mouvement de donner sens aux expériences individuelles et d'en extrapoler certains contenus, pour leur donner une dimension politique. Dans un premier temps, ce processus prolonge, en l'affinant, le travail didactique provoqué par l'expérimentation chez les individus. Dans un second, il permet de faire apparaître le caractère partagé d'une partie de ces ressentis, avant qu'ils ne soient réinterprétés dans l'optique de la formation et de la politisation des militants.

Au fil des pages de ce manuscrit, la progression de notre analyse du processus de socialisation militante et de politisation tend à épuiser la description de ces phénomènes. Interroger la manière dont est mobilisé le mécanisme de la réflexivité s'avère ainsi d'autant plus complexe que ce dispositif spécifique a toutes les qualités d'une variable dépendante. En effet, cet exercice ne génère des phénomènes de sens que dans la mesure où il peut s'emparer d'*objets* (discours, pratiques, émotions) portés à l'attention des militants dans la dynamique de mobilisation elle-même. Envisager le recours à la réflexivité va ainsi mécaniquement nous conduire à revisiter les données et les interprétations évoquées dans les parties et les chapitres précédents. Cet effet de répétition n'est pas fortuit, c'est le principe même de la mécanique réflexive que de venir redoubler la compréhension d'un objet donné en en révélant une dimension supplémentaire. Quoique l'exercice soit périlleux, nous allons tenter, dans ce chapitre, de disséquer le processus de l'apprentissage par l'expérimentation jusqu'à pouvoir désigner les moments et, surtout, les conditions dans lesquelles est produit ce surplus de sens.

Penser la mobilisation de la pensée réflexive dans un cadre théorique qui analyse l'engagement et la mobilisation collective en termes processuels fait courir le risque d'alimenter un raisonnement circulaire. En effet, l'exercice de la réflexivité apparaît comme le principal vecteur de développement des carrières morales, elles-mêmes inspirées des

changements dans les trajectoires objectives des militants, avant qu'elles reviennent étayer ces évolutions. Ce serait oublier que le rapport réflexif à la réalité et à soi-même ne va pas de soi et que cette compétence culturelle est aussi inégalement distribuée socialement qu'inégalement développée chez ceux qui ont été initiés à ce mode de pensée. Ainsi, les collectifs de lutte mobilisent cet outil en proposant aux activistes des temps de travail militant organisés autour de ce mode de réflexion. Une fois n'est pas coutume, ce sont souvent les entrepreneurs de cause qui sont à l'initiative. Cela ne signifie pas qu'ils ont un usage uniquement instrumental de ce dispositif, mais plutôt que réussir à le mobiliser stratégiquement – pour soi et en direction de tiers – nécessite de disposer d'un niveau important de capital militant. De même qu'une partie des effets des dispositifs de sensibilisation échappent structurellement au collectif, les résultats de ce processus d'intellectualisation, de cognition et d'intériorisation restent dépendants de variables individuelles strictement incommensurables. Les dispositifs mobilisés pour rendre collectivement intelligibles des expériences vécues de façons aussi diverses procèdent d'une sorte d'herméneutique qui permet de sélectionner, d'organiser et d'interpréter ces expériences de façon à leur donner cohérence. Ainsi revisitées, ces expériences multiples et éparses deviennent collectivement et, ce faisant, politiquement significatives.

Nous attirons enfin l'attention du lecteur sur le fait que les effets des mécanismes que nous allons décrire ne sont jamais aussi visibles que chez les militants qui entament leur carrière d'engagés. En effet, le volume et le flux d'expériences à intégrer sont tels, que les effets des apprentissages réflexifs se laissent apprécier relativement facilement à l'observation. Les militants plus expérimentés, qu'ils soient réguliers, professionnels ou entrepreneurs de cause, ne sont pourtant pas en reste. Dans leurs cas, le dispositif de formation est devenu une compétence militante à part entière. Ces militants mobilisent ainsi régulièrement la pensée réflexive pour apprécier et ajuster leur démarche. Dans cette configuration, le travail réflexif devient un outil de réactivation, de réaffirmation et de renforcement des raisons d'agir et des motifs de mobilisation.

4.1 Mise en cohérence des effets d'apprentissage et constitution des savoir-faire militants

Le premier mécanisme réflexif que nous avons observé agit dans la continuité immédiate des dispositifs de formation par le mimétisme et la sollicitation des émotions. Il s'inscrit dans les interactions avec les différents membres des groupes et, en particulier, avec les entrepreneurs de cause. Ces échanges permettent d'objectiver et donc de formaliser les savoirs acquis ou en passe de l'être.

Les stages de formation proposés par les militants Désobéissants se présentent comme une succession de séquences d'expérimentation, de retours sur le vécu de ces situations et, enfin, de formalisation des connaissances. L'étude détaillée du programme de la première journée de formation montre clairement ce mécanisme (voir tableau ci-après). La forme des exercices (jeux de rôle, de positionnement, mises en situation, etc.) et les outils d'objectivation des connaissances (polycopiés, exemplifications, synthèses magistrales, etc.) peuvent varier, mais le processus est toujours le même. Tandis que l'expérimentation permet aux militants de s'éprouver dans l'action, les dispositifs de témoignages individuels et de discussions collectives permettent d'abstraire certains contenus, avant que les militants entrepreneurs de cause ne s'en emparent pour leur donner un sens pratique et/ou tactique. De ce point de vue, la formalisation des connaissances relatives au principe de désescalade proposée par les formateurs à partir 15 h 30 prend appui sur l'analyse collective des saynètes jouées entre 14 h 30 et 15 h 30, mais s'enracine dans l'exercice pratique qui a littéralement opposé gendarmes et faucheurs dans la matinée (de 11 h 45 à 12 h 45). La forme, les contenus et la manière dont sont conduits les exercices ne doivent rien au hasard. Ils sont configurés pour suggérer et/ou donner accès à un ensemble de sensations, d'émotions et d'interactions qui sont ensuite réexploitées pour formaliser des connaissances et des compétences utiles à la mobilisation. Dans cet exemple, l'acquisition des savoirs relatifs au principe de désescalade s'accompagne de celle de savoir-faire kinesthésiques se rapportant à la gestion des postures de corps ainsi que des savoir-être mobilisables pour équilibrer les interactions.

L'analyse de ce procédé pédagogique révèle l'ampleur du travail de préparation, de régulation et, enfin, d'interprétation mis en œuvre par les militants-formateurs. Les précautions dont ils s'entourent montrent aussi qu'ils ont conscience de ne pas pouvoir maîtriser l'ensemble des paramètres, notamment les différentes réactions possibles des stagiaires. Durant l'exercice d'opposition, ils ont ainsi exigé que la confrontation se déroule deux par deux et non entre deux groupes, pour éviter de générer trop de tension entre les stagiaires. Ils ont aussi surveillé de très près l'évolution des interactions entre les binômes et

sont intervenus oralement et, plus rarement, physiquement, afin de maintenir le cadre de l'exercice. Enfin, la rapidité avec laquelle les stagiaires parviennent à se saisir et à profiter collectivement des exercices et des échanges qui les poursuivent confirme que ces dispositifs tirent leur efficacité des proximités sociales et culturelles partagées par les militants.

Succession des différentes phases d'expérimentation, d'expression et de formalisation des connaissances acquises au cours de la première journée du stage de formation à l'ADNV et la désobéissance civile

Ateliers		Dispositifs d'expérimentation	Dispositifs de témoignage et de discussion	Dispositifs de formalisation des savoirs
09:00	L'entrée en matière	➢ Jeu de présentation de soi et de mise en relation	✗ *néant*	✔ Rédaction et affichage du : • programme du stage • règlement intérieur
09:50	Débats et prises de décision collectives	➢ Apprentissage des gestes sur la base d'affirmations politiques types ➢ Application dans le cadre d'un débat sur les enjeux et les difficultés de la décision collective	✗ Débats en plénière à l'aide de la CNV ✗ Témoignages individuels de difficultés rencontrées à l'occasion de débats antérieurs et des difficultés éprouvées dans celui en cours	✔ Distribution d'un polycopié synthétisant les principes : • de la CNV • de la régulation des échanges • du consensus et du compromis ✔ Compléments théoriques sur la discussion et la décision collective
10:30:00	Jeux de position	➢ Jeu d'évaluation des options personnelles et collectives sur la faisabilité et l'appréciation de l'usage de la force physique dans une action	✗ Débat mouvant ✗ Témoignages individuels de stagiaires ayant pris des positions distinctes	✔ Réaffirmation de la nécessité de s'accorder explicitement sur les mots d'ordre, le déroulement et les attendus d'une action ✔ Affirmation de la nécessité de tenir compte des capacités et des limites individuelles
11:45	Les gendarmes et les faucheurs	➢ Jeu de rôle opposant des militants à un barrage de forces de l'ordre ➢ Les stagiaires occupent successivement les différents rôles ➢ Les oppositions sont engagées uniquement entre deux personnes	✗ Témoignages individuels de chaque militant dans chaque rôle	✔ Description des caractéristiques des situations d'opposition frontale ✔ Explicitation : • des dimensions physique et psychologique en jeu • des situations et motivations des différents protagonistes
12:45	Repas	➢ Échanges et conversations libres	✗ Convivialité ✗ Partage et renforcement des ressentis d'expérience et des savoirs retirés	✔ *néant*

14:30	Usage et régulation de la force physique	➢ Jeu de rôle théâtralisé en trois temps opposant forces de l'ordre et militants ➢ Consignes évolutives incitant à accentuer l'engagement physique	✗ Analyses et commentaires individuels des saynètes par les stagiaires du public ✗ Expression individuelle des ressentis et de leurs évolutions dans les trois saynètes par les militants, puis les policiers	✔ Explicitation et exemplification du principe de désescalade ✔ Objectivation des conditions d'apparition de la violence physique ✔ Objectivation des mécanismes permettant de réguler l'usage de la force physique
16:10	Principes actifs	➢ Identifier les étapes et les éléments clés à mobiliser dans le cadre de la préparation d'une ADNV	✗ Travail en groupe ✗ Présentation des produits du travail collectif en plénière ✗ Questions et remarques complémentaires des stagiaires	✔ Élaboration et présentation d'un guide de préparation d'une ADNV synthétisant les étapes de construction et les points de vigilances récurrents ✔ Commentaire et transmission du polycopié présentant les méthodes de préparation des tracts, des communiqués de presse, des interviews TV ou radio
18:15	Précis juridique	➢ *néant*	✗ Questions et remarques complémentaires des stagiaires	✔ Explication et exemplification des situations et des relations réunissant militants et professionnels représentants de l'ordre et/ou de la loi ✔ Distribution de polycopiés présentant les procédures légales, les obligations des protagonistes et des conseils pour y faire face
19:15	Préparer une action directe	➢ Préparation du scénario complet d'une ADNV susceptible d'être effectivement mise en œuvre ➢ Les militants sont invités à se rassembler par affinités	✗ Conception collective d'un scénario ✗ Analyse collective du scénario	✔ Analyse commentée et suggestion d'amélioration des scénarios d'action ✔ Rappel des différentes étapes et points de vigilance clés ✔ Invitation à mettre en œuvre
20:45	Repas et veillée	➢ Échanges et conversations libres	✗ Convivialité ✗ Partage et renforcement des ressentis d'expérience et des savoirs retirés	✔ *néant*

Chez les militants Désobéissants, ce qui est vrai pour les stages de formation se vérifie et s'accentue encore dans les phases de débriefing qui suivent la réalisation des actions directes. Quoique plus concis, mais aussi plus discuté, le contenu des différentes séquences auxquelles j'ai assisté en tant qu'observatrice participante ne s'écarte pas de celle présentée dans le cadre de l'action directe simulée au cours du stage. Il s'agit systématiquement de commenter et d'apprécier collectivement le déroulement de l'action, l'efficacité des différents dispositifs déployés, l'évolution des relations avec les différents protagonistes (témoins, opposants, forces de l'ordre, représentants politiques) et ses résultats sur les plans concrets, médiatiques et politiques.

Faire un bilan critique des actions collectives n'est pas l'apanage des OPNC, c'est une des tâches les plus généralement partagées par les organisations collectives toutes formes confondues ; en revanche, le fait de systématiser cette procédure en obligeant à ce que le débriefing se tienne le plus rapidement possible après l'action, en présence de tous les participants et en suivant un protocole de type réflexif, l'est. En effet, l'exercice d'analyse des ressorts et des résultats de l'action se double souvent d'un travail sur les ressentis individuels, qu'il s'agisse d'évoquer des sensations de confort ou d'inconfort, des incompréhensions, de soulever une question, de révéler un problème ou de témoigner de formes de satisfaction. Sur ce registre, le débriefing qui a suivi la réalisation de l'action directe simulée au cours du stage de formation a permis au militant entravé par le cou de témoigner du mal-être qu'il avait ressenti. Alors que le dispositif déployé au cours de l'action venait d'être validé sur le plan technique, son intervention a donné lieu à la formulation de conseils et de mises en garde supplémentaires quant à l'usage des techniques de *lockag*e. Les militants qui ont témoigné de la difficulté à se mobiliser sous des banderoles vierges, sans slogans et finalement sans mots d'ordre ni revendications, ont permis de mieux comprendre la nécessité de « *préparer les actions* », pourtant martelée par les militants-formateurs depuis le début du stage.

Les phases de débriefing sont considérées comme parties prenantes des actions militantes. Ces exercices sont des leviers de la formation des militants, mais aussi de la transformation progressive des savoirs d'expérience en capital militant. La répétition des actions et des exercices critiques et réflexifs qui les concluent a des effets cumulatifs et procède d'une sorte de formation continue. Ainsi, au moment où des militants récemment engagés poursuivent leur initiation et l'acquisition des savoir-faire, les militants réguliers

affinent leurs compétences en matière tactique tandis que les entrepreneurs de cause affûtent leur conduite du groupe. Ainsi, les difficultés rencontrées par les stagiaires, et plus particulièrement par celui entravé par le cou, étaient prévisibles. Un atelier consacré à l'usage des dispositifs de *lockage* était programmé la veille de l'action. Pressés par le temps, les militants-formateurs ont fait le choix de l'annuler pour lui préférer un exercice d'élaboration de scénario d'action en groupes affinitaires. Leur intention de consacrer un temps de formation spécifique à ce sujet prouve que les formateurs n'ignoraient pas le risque qu'impliquait de confier les systèmes de *lockage* aux stagiaires sans plus de précaution. Sans jamais avoir comporté de risques physiques réels, le malaise du stagiaire aurait tout aussi bien pu s'aggraver au point d'exiger de le délivrer rapidement. Cette interruption et, surtout, la prise de conscience de ses causes auraient alors eu raison de l'exercice et compromis l'acquisition de certaines connaissances. Ici, les militants-formateurs ont fait le pari de la capacité du cadre de l'exercice à contenir les vécus individuels, fussent-ils désagréables. Ce choix s'étayait sur la connaissance qu'ils avaient du groupe et les compétences qu'ils se savaient en mesure de mobiliser en cas de difficultés. Finalement, le cadre sécurisant du stage, la solidarité du groupe de pairs formé par les stagiaires et les ressources personnelles de ce militant ont effectivement permis une gestion fluide et apaisée de la situation. La suite des événements leur a de nouveau donné raison deux mois plus tard, quand des stagiaires ont réalisé une des actions préparées en remplacement de l'atelier sur les dispositifs de lockage[183].

Pour les militants du collectif Désobéissants, les phases d'élaboration des scénarios d'actions et de débriefing sont des moments clés du travail d'élaboration collective. Ce sont les lieux de la construction des groupes affinitaires, de la dynamique militante qui les anime et aussi les points de départ de la défense des causes. Par conséquent, ce sont aussi les endroits où se jouent la formation et la politisation, y compris continue, des militants.

D'une façon différente, c'est aussi le cas des phases de création des modèles et des forums pour les troupes de TO. Comme nous l'avons évoqué dans les chapitres précédents, les exercices de jeu sont autant d'occasions de confronter des points de vue et de discuter des options possibles. Plus encore, l'outil théâtral est explicitement mobilisé pour ses dimensions

183. Le samedi 12 avril 2008, les stagiaires constitués en « *Comité de soutien nantais aux opposants du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes* » ont attaché une grande banderole stipulant *« Un Ayraultport, ça trompe énormément !* » sur le flanc du grand éléphant des Machines de l'île. Cent-cinquante participants, militants et sympathisants ont accompagné le parcours de la machine (2 × 45 min) sur toute l'île de Nantes et distribué des tracts aux Nantais et touristes de passage. Pour plus de détails, voir annexe n° 5, p. 409.

réflexives. Le travail d'élaboration, de répétition et, bien sûr, de représentation donne lieu à des échanges qui fonctionnent comme des miroirs utilisés pour *réfléchir* la situation et son contexte, mais aussi les positions et les points de vue des militants-comédiens et du public. Les effets sont évidemment très inégaux suivant que l'on a simplement assisté à une représentation, participé à un Grand Chantier ou qu'on fasse partie d'une troupe.

De façon générale, le travail réflexif proposé à travers la pratique du TO conduit à l'acquisition et/ou à l'approfondissement de connaissances, c'est-à-dire de savoirs utiles pour penser les situations et/ou raffermir des convictions préalables. C'est ce dont témoigne cet extrait du site de la C^ie^ NAJE, où un spectateur, par ailleurs militant syndical, répond aux questions envoyées par les militants-comédiens à tous les participants.

Après le spectacle *Pauvres Administrés*, créé dans le cadre du Grand Chantier en juin 2012, nous avons envoyé nos questions aux spectateurs. Soixante-six nous ont répondu. Voici leurs réponses en brut.

Répondant n° 7 :

Aviez-vous déjà assisté à ce genre de représentation avant ce jour ? (Merci de préciser votre réponse : si oui, à quelle occasion, etc.)
J'avais vu votre spectacle sur France Télécom dans le cadre de journées de formation syndicale (Solidaires).

Quelle est la scène que vous avez le plus aimée et pourquoi ?
La scène sur l'hôpital psychiatrique, probablement pour son intensité émotionnelle. Parce que c'est un sujet qui me touche personnellement, que cela touche les droits fondamentaux humains et que cela illustre bien l'ineptie du traitement comptable des services, ceux « à base humaine » en particulier.

Quelle est la scène que vous avez le moins aimée et pourquoi ?
Je n'arrive pas à me souvenir d'une scène que j'aurais vraiment moins aimée que les autres.

Qu'avez-vous appris lors de cette soirée ?
Je suis du service public (météo) et syndicaliste, donc je connaissais déjà pas mal de choses sur la gestion du service public, avec toutes ses dérives libérales actuelles et le management par objectifs chiffrés. Mais j'ai quand même appris des choses sur certains services que je connais mal, comme les services sociaux ou encore le 115.

Selon vous, est-ce qu'une soirée comme celle-ci donne envie d'agir pour faire changer les choses ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?
Cela me renforce dans mon militantisme syndical.

Pouvez-vous nous dire, en quelques mots-clés, ce que vous avez pensé de cette représentation ?
Décryptage, pertinence, émotions.

Pour vous, quelles étaient les interventions du public qui vous ont le plus marqué (en précisant pourquoi elles vous ont marqué) ?

Je ne saurais dire…

Si vous deviez parler de cette soirée à l'un ou l'une de vos ami·e·s, que lui raconteriez-vous ?
Je lui parlerais du principe du spectacle interactif, de l'enchaînement des scènes avec le lien de mise en scène que fournit le sinistre personnage « au manteau rouge ». Probablement de certaines scènes de façon plus détaillée. Je lui parlerais aussi des interventions du public, de la difficulté à changer le cours des choses, du fait que cela ne fait que justifier un peu plus mon combat syndical…

Quel sujet important aujourd'hui, selon vous, devrait être abordé lors d'une prochaine soirée de représentation ?
En plaisantant, je vous dirais « le service public météo ». Mais même si le temps est un sujet de conversation quotidien, ce n'est pas un enjeu majeur de société… Quoique ?

Avez-vous d'autres remarques précieuses à nous donner ?
Continuez.

Réponse d'un spectateur d'une représentation de TO postée sur le site de la compagnie suite à l'envoi d'un court questionnaire par les militants-comédiens.
http://www.compagnie-naje.fr/66-retours-de-spectateurs-de-pauvres-administres-2012

À travers cet extrait, on perçoit très nettement les différents effets de miroir et le travail réflexif suscité. Assister à la représentation est venu à la fois interroger et renforcer son expérience de salarié du service public, de militant syndical et de membre d'un organisme adoptant progressivement les méthodes de management du secteur privé. Ses compétences militantes, notamment culturelles, lui permettent d'identifier explicitement les supports et les effets du travail réflexif, « *décryptage, pertinence et émotion*s », avant d'affirmer que « *cela* [le] *renforce dans* [son] *militantisme syndical* ».

Étant à la fois la plus inexpérimentée politiquement et la plus récemment engagée dans le groupe du TON, mon travail d'investigation en son sein a eu pour conséquence de m'exposer pleinement aux effets de ce travail réflexif. Tout en y étant acquise sur le principe, je disposais de connaissances et de compétences restreintes au sujet de la cause féministe. Quatre années d'investigation au sein du TON et de décryptage assidu des manifestations des inégalités et des discriminations liées au genre ont élargi mes connaissances sur le sujet. Plus précisément, ces exercices ont affûté ma capacité à identifier l'incidence de la variable du genre dans le déroulement des interactions. Si ce n'était la lecture parallèle de travaux universitaires et l'échange de quelques articles de presse entre militantes-comédiennes, je n'ai pas eu l'occasion d'acquérir beaucoup de savoirs formels au sens strict sur le sujet. En revanche, mon niveau de sensibilité et donc de réactivité à ces phénomènes a largement évolué. À défaut de toujours pleinement les comprendre, le processus de sensibilisation puis

de politisation que j'ai traversé au sein du groupe me permet de les détecter plus facilement, plus systématiquement, mais surtout plus précocement. Quand cela est possible, ces savoir-faire offrent l'opportunité de chercher à influencer le cadre de l'interaction ou, a minima, de trouver une position moins exposée. La répétition des exercices et, plus particulièrement, le travail de mise en scène permet notamment de saisir la dimension spatiale des interactions et, en l'occurrence, des rapports de force et de domination. Objectiver les positions des différents personnages – oppresseurs et oppressé·e·s –, puis travailler collectivement à en déjouer les effets donne progressivement accès à des compétences de type kinesthésique qui, une fois intériorisées, influencent continuellement les manières de se positionner dans les interactions avec des tiers.

4.2 « A voté[184] ! » Du retour sur soi au pas fait vers les autres : la construction du sens de l'engagement et de l'action collective

Le deuxième mécanisme du travail réflexif que nous avons observé agit dans la durée, sous l'effet de la multiplication des expériences de mobilisation au sein des groupes. Difficile à décrire en lui-même, ce processus aboutit à une prise de conscience – toujours incomplète – du sens de l'engagement individuel et/ou de la mobilisation collective. Fruit de la répétition, ce travail réflexif de fond conduit les militants de l'engagement par et pour l'action à l'acquisition du sens des raisons d'agir. Cumulatifs, les effets de sens qui résultent de ce travail réflexif viennent renforcer les démarches d'engagement et de mobilisation collective.

Dans les différents réseaux et groupes militants que nous avons côtoyés, comme dans la plupart des organisations politiques – toutes formes confondues –, les effets de ce travail réflexif au long cours et en profondeur se formalisent au cours de temps de rassemblements particuliers où les groupes s'entendent pour rediscuter collectivement d'eux-mêmes, c'est-à-dire de la cause, des modalités de la lutte et, indirectement, de l'évolution des carrières des militants en leur sein. Prenant souvent la forme d'assemblée générale qui se déroule sur 2 à 3 heures dans le cas de B17 ou deux jours complets dans le cas des Faucheurs volontaires en 2009, ces temps de partage sont autant d'occasions pour le groupe de faire le point sur l'avancée de sa cause et l'évolution de sa situation, y compris interne. Typiquement, ces rassemblements permettent de se compter, c'est-à-dire de prendre acte des entrées et sorties,

184. Cette phrase est extraite d'une séquence d'observation menée pendant une distribution d'une AMAP nantaise. La fin de la saison d'hiver a été l'occasion de rappeler les démarches à suivre pour renouveler les contrats individuels et de partager « *un verre de l'amitié* ». Profitant de faire le service, le coordinateur principal de l'AMAP disait à chaque mangeur en lui tendant son verre : « *A voté !* »

mais aussi d'acter les redistributions partielles des rôles au sein du groupe, c'est-à-dire d'objectiver l'évolution des carrières des militants. C'est notamment dans ces moments de réactualisation des raisons d'être et d'agir du groupe que l'on peut observer les effets du travail réflexif au long, en observant le repositionnement des militants au sein des groupes.

Les effets successifs de ce travail réflexif sont difficiles à observer en tant que tels puisqu'ils interviennent dans des temporalités différentes selon les militants et ne concernent souvent que de petits objets. Les militants ne sont pas soudainement frappés par le sens de l'engagement et de la mobilisation collective, mais connaissent plusieurs petites épiphanies sur des objets variés qui vont dans ce sens. La sortie, la prise de nouvelles responsabilités ou, plus simplement, une modification dans le positionnement au sein du groupe signalent les moments où les militants ont approfondi le sens de leur engagement au point de prendre des décisions – quitter le groupe, changer de tactique ou encore prendre des responsabilités.

Nous avons déjà évoqué le cas de Gaël Harel et la façon dont son parcours au sein de B17 lui a progressivement permis de se défaire de l'impression d'absurdité que lui inspirait le fonctionnement des débats dans le groupe, avant d'accéder à la compréhension des enjeux sous-jacents de ces motifs répétitifs et, enfin, d'acquérir la capacité d'en jouer politiquement dans l'optique de la lutte. Dans son cas, le travail réflexif s'organise entre son expérience au sein du groupe militant, ses réflexions et questionnements personnels et les conciliabules que nous partageons avec sa compagne sur ce sujet. Là encore, le travail réflexif s'appuie sur un jeu de miroir où les échanges entre militants réfléchissent les situations et les positions des uns et des autres. Après qu'il m'a spontanément fait part de ses conclusions, c'est au cours de l'assemblée générale suivante que les militants de B17 ont pu constater le changement de position de Gaël. Il a adopté un comportement relationnel tactique adapté au cadre des débats. Ses interventions ont, ainsi, trouvé le moyen de se coordonner avec celles des autres militants avec qui il partageait désormais le souci de participer à la régulation de la discussion collective, en plus de pouvoir exprimer son point de vue.

S'ils se traduisent notamment par des changements de position et de points de vue chez les militants, ni l'amorce ni les résultats de ce travail réflexif ne relèvent de l'initiative individuelle. Le dispositif réflexif et les conclusions auxquelles il peut aboutir sont proposés par les groupes et, le plus souvent, via les interventions des entrepreneurs de cause. La manière dont est suggéré le travail réflexif et l'interprétation de ces résultats est plus ou

moins structurée, mais conduit systématiquement à valoriser l'initiative individuelle puis à la replacer dans la perspective de l'action collective.

Au sein des AMAP, les fins de saisons sont souvent l'occasion d'organiser des événements conviviaux à la ferme du maraîcher ou encore sur le lieu de distribution. Les démarches administratives nécessaires pour renouveler les contrats et la tenue de l'assemblée générale annuelle se doublent ainsi souvent du partage d'un repas ou d'un « *verre de l'amitié* ». C'est à l'une de ces occasions que j'ai pu observer la façon dont Jacques Soudeux, coordinateur principal d'une AMAP et entrepreneur de cause accompli, s'emploie à stimuler les mangeurs. À ce moment du travail d'investigation, je m'intéressais à la manière dont les échanges s'installaient ou non entre les mangeurs ; j'étais donc placée près de la sortie et légèrement en retrait du groupe, de façon à l'observer en entier et à remarquer le départ de chaque amapien. La dernière distribution de la saison d'hiver se déroule comme d'habitude entre 18 h et 20 h dans la cour d'un équipement socioculturel. Les mangeurs passent de stand en stand pour récupérer les denrées alimentaires auprès des différents producteurs. Rappelant immédiatement l'organisation d'un petit marché de plein vent, le passage près des étals est l'occasion pour les mangeurs d'échanger quelques mots, voire d'engager la conversation. Le va-et-vient des amapiens se calme vers 19 h 15. Ceux qui ne pouvaient pas rester sont partis après avoir confectionné leur panier, les autres, environ 25 personnes, discutent par petits groupes. Jacques Soudeux est installé sur un coin de stand avec des verres en plastique, des bouteilles de vin et de jus d'orange, vers la fin du parcours de distribution. Quand ils ne viennent pas spontanément vers lui pour être servis, il invite les mangeurs à le rejoindre avant de les laisser retourner vers les différents groupes de discussion. Les mangeurs se présentent souvent par deux dans la poursuite des conversations engagées en confectionnant leur panier. Le coordinateur accueille tous les mangeurs de la même manière. D'un sourire, il les invite à s'approcher, leur donne le choix entre vin et jus, échange quelques mots pendant la manœuvre et leur tend leur verre avec un nouveau sourire ponctué d'un faussement solennel « *A voté !* ». Les réactions des mangeurs relèvent d'abord toutes de l'étonnement, pour évoluer ensuite vers un mélange d'interrogation et de complicité. Si le lien établi par ce militant entre participation électorale et adhésion à une AMAP est déjà intéressant en soi, c'est le fait qu'il se soit appliqué à le répéter à tous les mangeurs venus chercher un verre qui a finalement retenu mon attention. Qu'ils partagent les conclusions du coordinateur ou non, ce petit mot bien

senti félicite et encourage les mangeurs dans leur investissement, tout en les invitant à le considérer comme un acte politique à part entière.

Dans le réseau Désobéissants, susciter des vocations et former les militants est un objectif politique déclaré. Cette ambition se traduit par l'organisation de formations, mais aussi de rencontres (une à deux fois par an) qui empruntent le même modèle que les stages. Toutes ces manifestations sont l'occasion de débats, d'apprentissages ou de perfectionnements pratiques et de construction/consolidation du réseau militant. Chacun de ces dispositifs comporte un temps d'échange spécifique où la dynamique collective est discutée sous l'angle de ses déclinaisons individuelles. Les formations se terminent ainsi systématiquement par un temps de discussion en plénière où tous les participants, militants-formateurs compris, sont invités à témoigner de ce que le stage leur a apporté ou non. L'intensité de l'expérience de formation – concentration des apprentissages, sollicitations émotionnelles, partage du quotidien – oblige au mouvement, au sens propre comme figuré. Engagé en session plénière, guidé et ponctué par les interventions des militants-formateurs, le travail de mise en mots des ressentis, des interrogations et des premiers acquis vient renforcer les expériences individuelles en leur permettant de trouver de l'écho. Faire ressurgir les vécus individuels permet, dans le même mouvement, de les valoriser et de révéler leur caractère partagé. Émouvante, l'expérience acquiert une dimension enthousiasmante, sinon exaltante, en attestant des potentiels de coopération qui existent désormais entre les membres du groupe. Comme le décrit Jean-Philippe Heurtin dans le cas des contributeurs du Téléthon, l'expérience du stage vient actualiser les dispositions à l'association[185] des participants. En plus d'objectiver et de parachever l'acquisition des savoir-faire, le travail réflexif est ici mobilisé pour finir de convaincre les stagiaires que la mobilisation collective est un levier et qu'elle offre des possibilités, notamment politiques, inaccessibles aux seuls individus. Là où l'expérimentation favorise l'émergence du sentiment de compétences et de légitimité politique, le travail réflexif inscrit le collectif comme le lieu de transformation de ces possibles en réalité.

Ces deux exemples permettent d'apprécier le travail de cadrage mis en œuvre par les militants entrepreneurs de cause pour stimuler et formaliser la pensée réflexive chez les militants. Ils montrent aussi que les pistes d'interprétation suggérées sont le reflet de

185. HEURTIN Jean-Philippe, « L'enthousiasme du Téléthon », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 97-120.

l'identité politique des groupes. En effet, les supports et les motifs de réflexion varient suivant la culture idéologique de référence des collectifs et les convictions qui structurent l'engagement des entrepreneurs de cause. Ainsi, le coordinateur général de l'AMAP, militant partisan et associatif notoire, convaincu que *le politique* se forge à l'articulation du système représentatif et de la liberté d'association, convoque la métaphore du scrutin électoral pour qualifier, valoriser et encourager l'initiative collective des mangeurs. Alors que les militants Désobéissants, convaincus que *le politique* se joue plutôt dans la confrontation entre l'institution et les groupes aux intérêts divers, beaucoup plus circonspects au regard de la démocratie représentative, en appellent à la convergence des luttes comme métaphore du contre-pouvoir. Ces deux cas confirment, s'il en était encore besoin, que l'offre politique des OPNC s'exprime moins dans un programme que dans ses formes organisationnelles et ses modes d'action[186]. Les valeurs que s'attachent à promouvoir et à transmettre les entrepreneurs de cause aux stagiaires, aux mangeurs des AMAP, mais aussi aux publics du TO et aux militants de B17 reposent quasiment exclusivement sur les notions d'agir et de collectif. De ce point de vue, le processus de politisation dans les OPNC a ceci d'original qu'il repose moins sur la socialisation à une vision du monde tel qu'il devrait ou pourrait être qu'à l'idée même de « *polis* », c'est-à-dire de contribuer à *faire* la cité à plusieurs.

> *« VG : Pourquoi votre AMAP est une association de fait et pas une association loi 1901 ?*
>
> *JS : En fait, je crois que c'est important de ne pas être une association loi 1901. Moi, j'étais pour, au début, j'ai tellement l'habitude. Je me disais, on va en faire un autre, machin. Et tout le monde disait : "Oui, mais, d'un autre côté, on n'a qu'à commencer comme ça, on verra bien." On commence comme ça, et puis c'est très bien, ça fonctionne. Mais il n'y a pas eu à se servir du : "On n'a pas de chef." On n'a pas eu à se servir de cet argument-là.*
>
> *VG : Ce n'est pas ça qui a été revendiqué comme motif pour ne pas faire une association officielle ?*
>
> *JS : Non. Je pensais que ce serait ça et, en fait, non. Et donc, c'est ne faire que des choses que les uns et les autres ont apportées, mais vraiment, hein.*
>
> *VG : C'est-à-dire ?*
>
> *JS : Pour moi, c'est une nouveauté. Je traîne dans l'associatif depuis 30 ans, en dirigeant, donc je connais pas mal. J'ai toujours bien aimé bosser dans ce secteur, faire bosser, faire participer, que ce soit leur bébé aussi, quoi. Mais, à ce point-là, jamais. Là, c'est des trucs créés au fur et à mesure. Moi, je voulais faire une AMAP légumes, et point barre. À la fin du semestre, on avait trois AMAP. J'ai dit : "Moi, je veux bien, mais je ne ferai rien. Je suis pour, parce que je suis consommateur et que je boufferais*

186. David GRAEBER, « The New Anarchists », *New Left Review*, n° 13, 2002, p. 70.

bien des œufs, mais toi qui proposes, tu y vas, parce qu'il faut bien y aller, quoi." Et donc, tout ce qui a pu se faire, c'est l'apport de l'un ou de l'autre.

"VG : Ce qui traverse le propos des gens, c'est que, dans ces systèmes-là, ils trouvaient quelque chose qui pallie des défauts, réels ou non, qu'ils prêtent aux structures syndicales, associatives ou politiques.

JS : Comment ça ?

VG : L'idée serait que l'absence de structure permettrait de conserver une forme de "liberté" ?

JS : Oui, et d'initiative. C'est les deux. C'est différent, mais je crois qu'on pense venir pour la liberté, mais qu'on reste par l'engagement, par l'initiative qu'on a prise. On ne s'en rend même peut-être pas compte, souvent. Pour ma part, là, pour expliquer pourquoi on y est. Ouais, c'est sympa, c'est libre, c'est cool et tout. Mais, en fait, c'est la personne, j'ai vraiment apporté mon grain de sel, ça m'a un peu… Ça a vraiment servi, donc ça m'a valorisé vraiment. Concrètement, c'est un truc tout bête et pas du tout compliqué, mais c'est à moi. C'est mon truc aussi, j'y tiens. Et puis j'ai eu un accueil sympa, j'ai créé des amitiés ou, au moins, des liens. C'est chouette, quoi. Mais je pense que la liberté, tout le monde le dira et, de fait, l'initiative. Le fait de porter le truc. »

Jacques Soudeux, mangeur et coordinateur en AMAP, militant du groupe les Verts, conseiller auprès des élus Verts de sa commune de résidence.

Ici encore, les effets du travail réflexif et la progression du processus de politisation sont très inégaux suivant le moment et l'endroit de leur carrière d'où les militants partent (position objective et subjective). Quand les entrepreneurs de cause se réjouissent de constater « *qu'il y a du monde* », que les individus changent leur rapport à la participation politique « *de fil en aiguille* », les militants professionnels et réguliers se félicitent d'avoir contribué à « *faire exister et vivre l'alternative politique durant deux jours* », alors que les nouveaux venus profitent de se sentir « *regonflés* » ou de s'être « *découvert des capacités politiques* ».

Étant donné la diversité des publics avec lesquels les troupes sont amenées à travailler, la corrélation entre les situations de départ et les effets du travail réflexif n'est jamais plus évidente que dans les troupes de TO. Les extraits suivants présentent les propos d'individus ayant participé à la création d'un spectacle à l'occasion d'un Grand Chantier. Ils confirment le principe de fonctionnement des exercices, notamment l'importance des émotions et le type d'effet produit par le travail réflexif. Ils révèlent aussi comment les inégalités sociales et culturelles de départ influencent directement la possibilité de s'en emparer et d'en profiter dans l'optique de la politisation.

Après le spectacle *Les Bâtisseurs*[187], créé dans le cadre du Grand Chantier en 2013, nous avons demandé leur avis aux participants. Voici leurs réponses en brut – Posté le 6 août 2013

Zahia :
Je parle mal le français. C'est Claudine qui m'a emmenée ici. Le texte est très beau. Je l'ai fait lire à ma fille qui fait des études et elle m'a dit « *c'est politique* ». Je suis timide, bloquée, j'ai peur et j'avais peur avec la police, comme c'était politique. J'ai trouvé ma place dans le groupe. Au début, je ne comprenais pas le texte, ce qu'il y a dedans, les mots, mais j'ai avancé. On a partagé des choses vraies, des vraies histoires des gens de *Fralib*, ce qui se passe dans la vie. On est là et on partage avec les autres. Ça m'a beaucoup touchée.

Florence :
Énergie, rage et colère : on est capables de produire ça ensemble. L'être humain est capable de ça, c'est pas vrai ce qu'on nous dit sur l'individualisme de la nature humaine. Les comédiens ont permis de produire quelque chose de vivant. Je porte plus fort en moi que ces luttes sont gagnables ensemble. C'est ça, la nature humaine.

Nicolas :
Je suis arrivé par e-mail sans bien savoir pourquoi. Devant la porte, j'avais la boule au ventre parce que je ne connaissais personne. C'est une année très difficile pour moi ; grâce à ces week-ends, j'oubliais tout ça. J'ai beaucoup rigolé, dédramatisé. C'est ma façon à moi de faire de la bienveillance. J'aurais aimé plus de vie dans la scène des zadistes (les arbres, les échanges, la récup'…) et montrer un peu mieux que ces militants ont une vraie place dans la lutte et ne sont pas des casseurs. J'avais peur que le spectacle soit dans les slogans politiques et pas dans la vie. Ça n'a pas été le cas, on a raconté des histoires sensibles. À tous, on s'en est bien sortis.

Extrait des réponses de participants au Grand Chantier mené par la C^ie^ NAJE auprès d'un groupe composé d'une cinquantaine de personnes sur le thème de la propagande politique et des luttes collectives, en 2012-2013.
http://www.compagnie-naje.fr/les-retours-des-participants-du-chantier-ayant-abouti-a-les-batisseurs/

Ainsi, suivant les caractéristiques des individus mobilisés, le travail réflexif peut se limiter à ouvrir une porte sur une dimension jusque-là inenvisagée, sinon inenvisageable, du réel (Zahia), faire émerger des potentiels individuels (Florence) ou venir alimenter un processus de politisation en cours (Nicolas).

4.3. À la croisée des chemins : désillusion, défection et construction d'une foi pragmatique

Le troisième mécanisme du travail réflexif que nous avons pu observer agit dans la prolongation des deux précédents, mais de façon erratique selon les groupes et les militants. Il est le troisième effet de miroir auquel les militants sont exposés et participe à la socialisation militante, mais, plus encore, à la politisation des activistes. Une fois

187. Créé au cours d'un Grand Chantier, le spectacle comporte une introduction générale consacrée à la présentation des mécanismes de fonctionnement de la « *propagande politique* », puis de deux grandes séquences de forum respectivement consacrées à la lutte contre la construction de l'aéroport de NDDL et au projet de création d'une scop, porté par les ouvriers « *Fralib* », suite à l'annonce de la fermeture et de la délocalisation de leur entreprise. Le forum a été mené à partir de la question : « *Que pouvons-nous faire pour aider ces luttes ?* »

l'émancipation politique individuelle actée ou réactivée après une période de latence, que les savoirs s'accumulent et s'organisent sous la forme du capital militant, la socialisation militante se prolonge par la sensibilisation au fonctionnement du champ politique. Ici, l'objet du travail réflexif n'est plus de savoir si la mobilisation est efficace individuellement ou collectivement, mais si elle l'est généralement. Selon le moment de leur carrière et le contexte dans lequel cette question s'impose, les repères et les ressources que les collectifs peuvent leur fournir et leurs dispositions politiques préalables, les réponses des militants se traduisent par la défection (exit), un engagement renégocié (réaménagement et distance au rôle) ou un déplacement stratégique (diversification des modalités des engagements, reconversion).

Le processus de socialisation militante que nous avons décrit jusqu'ici s'appuie sur des mécanismes qui créent dans le même mouvement adhésion (enthousiasme, conviction, croyance) et acquisition des différentes compétences (savoirs, savoir-faire, savoir-être) nécessaires à l'engagement individuel et à la mobilisation collective. Suivant leur situation de départ, ce processus conduit les militants à découvrir l'existence du jeu politique, des moyens d'y participer, avant de leur offrir l'opportunité de se prendre au jeu en acquérant le sens de cet engagement. Tout ou partie de ce processus procède ainsi de l'enchantement ou du réenchantement de l'action collective et la participation politique.

Telle que nous avons pu l'observer, cette nouvelle étape du travail réflexif permet aux militants d'apprécier leur initiative – individuelle comme collective – sous l'angle de ses effets à l'échelle de la communauté politique de référence, en l'occurrence du pouvoir politique institutionnel. En parallèle du travail de conviction visant à les faire adhérer à l'idée que le jeu en vaut la chandelle, cette nouvelle étape du processus de politisation confronte les militants à ses limites intrinsèques et à l'étroitesse des marges de manœuvre dont ils disposent. Après avoir éprouvé, expérimenté et acquis la conviction que *le verre est à moitié plein*, ce troisième temps du travail réflexif oblige les militants à redécouvrir puis à composer avec le fait qu'il a aussi toujours été *à moitié vide*. Il ne s'agit pas d'un retour à un état antérieur, si tant est que cela soit possible, mais plutôt d'une nouvelle étape d'acquisition du sens de la mobilisation collective et du jeu politique assimilable au phénomène d'extension de la profondeur de champ[188]. À sa faveur, le processus de politisation se poursuit à l'aune des perspectives

188. Dans le réglage d'un outil de production d'image, la gestion de la profondeur de champ permet de déterminer la zone de l'image qui sera perçue par l'œil comme la plus nette. Ainsi, plus la profondeur de champ est resserrée (diaphragme très ouvert), plus le sujet apparaît dans ses détails, tandis que l'environnement dans lequel il s'inscrit reste flou. À l'inverse, plus cette profondeur est étendue (diaphragme très resserré), plus l'image

individuelles et des opportunités collectives, mais aussi désormais au regard de l'environnement politique plus large.

4.3.1 Un grand pas pour l'Homme… un très petit pas pour la communauté politique

Étant donné les qualités de nos objets de recherche, ces modifications dans les perceptions passent par la prise de conscience progressive des limites des modes d'action mobilisés. En effet, selon l'échelle à laquelle les militants apprécient leurs effets, – individuelle, collective, institutionnelle – le sens de leur démarche leur apparaît plus ou moins évident et congruent.

Ces effets de perspectives sont particulièrement visibles dans le cas des AMAP. Pour les mangeurs, l'appartenance durable à une AMAP permet d'appréhender le travail militant – sur soi et avec les autres –, puis le travail politique selon trois niveaux. Le premier niveau correspond au travail fait à la fois sur soi et pour soi. Il s'agit alors d'équilibrer l'équation entre les coûts et les rétributions individuels de l'engagement. Cela nécessite que les nouvelles contraintes objectives – absence ou limitation du choix dans les produits, multiplication du temps consacré au ravitaillement, augmentation des coûts d'approvisionnement, obligation du changement des habitudes alimentaires – s'intègrent durablement dans l'économie domestique préexistante et correspondent à la perception de nouvelles opportunités. Même s'il n'en est que l'indice le plus évident et selon les AMAP, les hommes représentent ainsi entre 1/3 et 50 % des mangeurs présents aux distributions. Les enquêtes statistiques continuent de montrer l'inégale participation des hommes et des femmes aux travaux domestiques et,

intègre le sujet dans son environnement au prix d'une moindre précision de ses propres traits. La dimension réflexive du processus de socialisation militante et de politisation agit selon des mécanismes similaires. Au début de ce processus, la conception du politique (= diaphragme) des militants est très ouverte. Les représentations du travail militant et de la participation politique qui en découlent sont centrées sur le sujet (émancipation individuelle et socialisation collective). L'arrière-plan politique, notamment institutionnel, dans lequel s'inscrivent leurs initiatives restant un peu flou, les militants sont amenés à penser que tout ou presque est politique. L'avancée du processus de socialisation militante et de politisation a pour conséquence de faire évoluer leur conception vers une définition plus restreinte du politique (fermeture progressive du diaphragme). Au fur et à mesure, les représentations du travail militant et de la participation politique évoluent de façon à intégrer progressivement le sujet dans son environnement. Ce processus participe à révéler la centralité du champ politique institutionnel et conduit les militants à revisiter leurs initiatives à l'aune de cette nouvelle donne. Ce changement de perspective ne les conduit pas à dévaloriser les objets politiques auxquels ils se sont intéressés précédemment, mais à constater qu'ils ont peu ou pas d'influence à cette échelle. Les militants acquièrent ainsi progressivement le sens du jeu politique, en identifiant plus précisément les lieux où se trouve le pouvoir. Cette prise de conscience peut avoir deux effets contradictoires : encourager l'engagement et l'action collective en désignant l'endroit où il faut porter le fer (gains tactiques) ou, au contraire, freiner les initiatives, en faisant apparaître la mobilisation collective comme une course où les handicaps pèsent systématiquement sur les moins dotés.

notamment, le fait que les tâches de ravitaillement, de préparation et de service des repas restent largement dévolues à ces dernières. Dans le cas des AMAP, l'adjonction d'un sens politique ou, à tout le moins, collectif à l'achat des denrées alimentaires valorise un acte domestique, de sorte qu'il devient un support d'identification positif, pour ceux-là mêmes qui le déconsidèrent largement dans d'autres contextes[189]. Le deuxième niveau se mesure à l'échelle du collectif, c'est-à-dire à travers l'appréciation de ce que cette forme particulière d'engagement génère en termes d'externalités positives pour les différents membres du groupe. Sous cet angle, les mangeurs sont particulièrement sensibles au fait que leurs initiatives individuelles cumulées servent leurs différents intérêts, mais aussi celui des producteurs. La possibilité de percevoir les effets concrets de leur initiative et d'en discuter directement avec les premiers concernés est fondamentale pour les mangeurs. C'est l'indice tangible et mesurable de l'efficacité politique de leur démarche individuelle et collective. Dans l'AMAP où évolue Delphine Michaud, la salariée du maraîcher qui travaillait à temps partiel sur la ferme a monté une petite exploitation de poules pondeuses pour compléter ses revenus. L'opportunité d'écouler sa marchandise auprès des trois AMAP fournies par son principal employeur et la possibilité de réorganiser son temps de travail en conséquence ont été décisives pour le lancement de cette activité. Les mangeurs tirent une véritable satisfaction d'avoir participé à l'émergence de cette activité et disent volontiers qu'ils ont contribué à « *créer un emploi* ». Effets de l'action, ces résultats « *concrets* » sont des moteurs et des guides pour prolonger la démarche. À ces deux échelles, les mangeurs durablement inscrits dans les structures s'avèrent convaincus par le modèle et la perspective politique qu'il propose, y compris pour des raisons différentes.

> *« DM : Nous, y a pas tellement d'échanges sur le bio, la qualité alimentaire. Par contre, y a vachement de compliments renvoyés aux producteurs pour la qualité de leurs produits. Mais, entre nous, y a pas ce côté militant sur la nourriture saine, quoi. Je sens vraiment un côté l'agriculteur local que je soutiens, l'échange… À la rigueur, il ne serait pas bio, je ne sais pas si ce serait tellement important au sein de notre groupe. Alors peut-être que je me trompe parce que c'est chez les Verts, donc les Verts ils veulent des producteurs bio. Mais il y a un côté, c'est vraiment la relation humaine. Les œufs, c'est l'employée de notre maraîcher qui a acheté des poules parce qu'elle savait*

189. En 2010, les hommes consacrent en moyenne 24 min par jour à la préparation des repas contre 70 min pour les femmes. À la même période, ils consacrent par ailleurs 17 min aux tâches de ravitaillement contre 27 min pour les femmes. Sachant que l'écart de temps consacré à ces deux tâches à respectivement diminué de 15 min pour la préparation des repas et 3 min pour le ravitaillement entre 1999 et 2010 suivant les sexes, on peut affirmer que la présence d'une proportion élevée d'hommes pendant les distributions des AMAP est particulièrement remarquable. Sur ce sujet, voir notamment RICROCH Layla, « En 25 ans, moins de tâches domestiques pour les femmes, l'écart de situation avec les hommes se réduit », Dossier Regards sur la parité, Insee, 2012.

qu'elle allait pouvoir vendre ses œufs à l'AMAP, donc on l'a vraiment aidée à monter son exploitation. Du coup, les gens se sentent un peu fiers de l'aider, en fait. Concrètement.
VG : Ça participe à l'émergence de nouvelles activités ?
DM : Oui. Et puis, comme Paul Renier, c'est quelqu'un qui affronte les choses. Par exemple, on a des discussions de l'ordre de… L'année dernière, on n'a pas eu de pommes de terre, parce que sa saison a été mauvaise. Il a eu 5 % de sa récolte. Donc, au moment de la discussion de la préparation de la saison, il a posé la question : "Est-ce que vous souhaitez que j'achète des pommes de terre ailleurs et que je les mette dans le panier, ou est-ce que je fais avec ce que j'ai ?" Et donc, on a eu toute une discussion entre nous, en sa présence, entre les uns qui disaient oui pourquoi pas et puis les autres, des gens comme moi, on m'appelle le canal historique dans cette AMAP. Moi je dis non, s'il nous vend des pommes de terre qu'il a achetées, il n'a aucun bénéfice dessus, donc la valeur du panier qu'on achète n'est pas un soutien pour lui, donc il met ce qu'il a et si on veut des patates, on les achète ailleurs. En plus, il avait une surproduction de carottes. Donc on a eu plein de carottes pendant l'hiver, et voilà. Autant qu'il nous mette les produits qu'il a, il n'y a pas de raisons qu'on ne change pas notre mode de consommation en s'adaptant au producteur. C'est un truc solidaire. Donc c'est resté comme ça, on n'a pas eu de patates de l'hiver. On a mangé autre chose. On a mangé plus de choux, alors il y a plein de gens…
VG : Ras-le-bol du chou !
DM : Mais, en même temps, ça permet d'échanger des recettes, d'inventer, de découvrir des produits. Moi, le céleri, je n'en mangeais jamais, avec la première AMAP il y en avait tout le temps, j'ai découvert, et maintenant j'adore. On a aussi des habitudes qu'on ne change pas facilement dans sa pratique quotidienne. Alors, bien sûr, il y a des gens que ça angoisse, ça, de ne pas savoir à l'avance ce qu'il y aura dans le panier.
VG : Ça les frustre, ils se sentent moins libres ?
DM : Donc je pense que ça ne convient pas à tout le monde, le système des AMAP.
VG : Y a des gens qui quittent l'AMAP pour ces raisons-là ?
DM : Oui. Alors, nous, très peu. À chaque saison, il y a quatre à cinq places qui se libèrent, mais ce n'est même pas sûr. Par contre, ça se fait pas mal, les paniers à plusieurs.
VG : Les paniers sont divisés ?
DM : Soit divisés soit une semaine sur deux. »

Delphine Michaud, mangeuse en AMAP, aucune affiliation politique, syndicale ou associative par ailleurs.

Enfin, l'engagement dans une AMAP conduit régulièrement les mangeurs à s'interroger sur le niveau d'impact économique et/ou écologique structurel des différents modèles d'échanges en circuit court et sur les conditions de leur développement. Or, cette mise en perspective constitue indéniablement une pierre d'achoppement pour les mangeurs, tant du point de vue du mode d'action des AMAP que de leur registre de mobilisation. Ils ont une idée relativement précise des initiatives et des démarches qui pourraient leur permettre de diffuser et d'améliorer plus activement le modèle des AMAP. Cependant, ils ont aussi pleinement conscience qu'accéder à une plus grande visibilité et, à terme, une certaine

influence politique impliquerait de changer de stratégie et d'adopter des méthodes adaptées à la recherche d'efficacité politique à l'échelle institutionnelle, fût-elle locale. C'est ce que Delphine Michaud tente d'exprimer lorsqu'elle dit que les mangeurs veulent que les AMAP « *restent des savonnettes* », « *ne* [soient pas] *récupérées* » même par des organisations dont ils partagent pourtant les convictions, dans cet exemple « *le GAB, les Verts ou Alliance* ». Le risque ici est de faire passer les mangeurs du statut de petits artisans de leur mobilisation collective à des OS de la consommation en AMAP. Non seulement leur niveau de compétences politiques et culturelles leur fait ressentir le mécanisme de la délégation comme une offense, mais elle comporte le risque de les priver du moteur et de la principale rétribution de leur engagement : l'action.

> *« VG : Ça se passe dans les comités Inter-AMAP* [discussion sur l'application du principe de limitation de la taille des exploitations] *?*
> *DM : Oui. En même temps, ce que je trouve dommage, c'est que, justement, si on est à ces comités Inter-AMAP, c'est bien qu'on se pose la question de la cohérence et de l'adéquation avec la charte. Donc, du coup, on ne devrait pas être attaqués. Mais je pense que c'est plutôt une crainte de chacun, un soutien du producteur. Avoir suffisamment de recul, ça permet de se dire qu'on ne va pas remettre en cause notre collaboration avec notre producteur, mais c'est un prétexte pour discuter et argumenter, donc tant mieux. Ça oblige à réfléchir. Ils ont peut-être raison un peu, quand même. Est-ce qu'on est vraiment dans la démarche ? Et puis, on se repositionne dans sa propre AMAP en transmettant aussi ce qui se dit ailleurs. Ça aide à réfléchir. Enfin, moi je le prends plutôt comme ça. L'Inter-AMAP, c'est un moyen de s'aider à avancer collectivement par rapport à des choses, pour aller à l'essentiel, savoir ce qu'on veut défendre, en fait.*
> *VG : D'accord. Du coup, c'est la philosophie de l'AMAP qui est en permanence rediscutée entre les membres ?*
> *DM : Voilà. Pour resituer les choses dans une juste mesure.*
> *VG : Et, du coup, il y a des dissensions, des différences de positionnement ? Bio, non bio, par exemple ?*
> *DM : Oui, mais là, c'est surtout les producteurs qui nous amènent à cette discussion. Entre consommateurs, on est vraiment au clair, c'est la charte. Et on ne veut surtout pas être, heu… associés au GAB, par exemple.*
> *VG : D'accord.*
> *DM : On veut être indépendants. Comme on dit, on veut être une savonnette. On veut qu'on ne puisse pas nous saisir pour que, justement, chaque AMAP ait sa propre vie et qu'il n'y ait pas une hiérarchie où on s'adresse à un qui va parler au nom de tout le monde. Non, si on veut voir les AMAP, il faut les rencontrer. Et il n'y a pas une position unique, si ce n'est la charte vers laquelle tout le monde tend à aller. Alors, il y en a qui sont plus ou moins prêts, ça, c'est l'histoire de chaque AMAP, et c'est très bien comme ça.*
> *VG : J'ai aussi entendu parler d'Alliance Provence. Et je n'ai pas très bien compris, c'est un organisme de tutelle ?*
> *DM : C'est compliqué, c'est historique. Ça a été créé par les Vuillons. Mais qui s'en*

sont désolidarisés, parce qu'il y en a certains, au sein de cette organisation, qui ont voulu, heu… instaurer un fonctionnement hiérarchique. Donc, aujourd'hui, c'est une institution qui a un président, un conseil d'administration et tout ça et qui, du coup, n'est plus du tout… Comment dire ? Qui n'est plus dans les AMAP, dans la vie des AMAP. À l'Inter-AMAP à Nantes, on est tous dans une AMAP, et il n'y en a pas un qui sait plus que les autres. Là, c'est un peu une instance qui veut veiller au fait que l'AMAP ne soit pas un terme dénaturé. Mais justement, avec une notion de contrôle. Ils ont déposé le logo AMAP. Donc, normalement, on ne peut pas l'utiliser sans adhérer à leur association. Sauf que les auteurs, ce sont les Vuillons, et eux nous ont donné l'autorisation de l'utiliser.
VG : Donc, du coup, vous l'utilisez sans lien avec cette organisation ?
DM : On s'est posé la question de cotiser. D'ailleurs, ça fait longtemps qu'on n'en a pas parlé, de ça, peut-être qu'il faudrait qu'on en rediscute. Mais on est en lien avec eux.
VG : Dans quel but ?
DM : Tout n'est pas à jeter de leur réflexion. Après, nous, on ne veut pas fonctionner comme eux, mais c'est quand même un réseau d'AMAP.
VG : En fait, ça correspond à une région ?
DM : La région PACA.
VG : Toutes les AMAP sont..?
DM : Non, toutes celles qui le veulent. C'est volontaire, c'est une adhésion, il faut payer une cotisation. Ils ont des salariés. Nous, on ne veut pas rentrer dans ces logiques-là. Alors, c'est plus compliqué, bien sûr. Quand on veut nous saisir, on n'y arrive pas. Quand on veut nous interpeller, on n'y arrive pas, on ne sait pas à qui s'adresser. Donc, du coup, peut-être qu'on avance moins vite que si on était organisés, mais… C'est vraiment quelque chose qu'on a débattu, qu'on redébat à chaque fois : est-ce qu'on se structure ou pas ? Et voilà, on en reste là. On veut rester une savonnette.
VG : C'est un souci de conserver un minimum d'autonomie ?
DM : Oui et puis du coup de ne pas être étiquetés, ni par un parti, ni par une mouvance, ni par, heu… Puisqu'on n'est pas une entité, on ne peut pas être collés au GAB, aux Verts ou à je ne sais pas qui, par exemple.
VG : Vous n'êtes pas une entité politique à part entière ?
DM : Non. On veut que cette entité, elle puisse regrouper les gens de tous les bords et de tous les niveaux…
VG : Et du coup, pour permettre cette ouverture..?
DM : … On pense qu'il ne faut pas qu'on soit saisissables. En plus, personne parmi nous n'a envie d'être happé un peu par ce truc. Il y a Stéphane Dumont [mangeur d'une autre AMAP nantaise]*, que vous avez peut-être rencontré, qui a été un peu mis dans ce rôle-là par les producteurs et par la presse. Parce qu'il avait le plus le temps, qu'il était le plus dynamique à un moment et, en plus, il est prof, donc à l'aise dans les réunions, des trucs comme ça. Donc, il prend un peu cette position-là, mais là, il en a marre. Il a demandé à être relayé et de l'aide pour être moins identifié comme le porte-parole des AMAP dans le 44. C'est aussi une volonté d'être dans le concret, quoi. Là, il va pas mal rencontrer des agriculteurs avec les agriculteurs-parrains. Il est assez actif sur le terrain. La presse, ça prend vite la tête, hein !*
VG : J'imagine bien le nombre de sollicitations qui doivent arriver.
DM : Entre TF1 qui nous a contactés y a pas longtemps et tout ça, on ne s'en sort plus. »

Delphine Michaud, mangeuse en AMAP, aucune affiliation politique, syndicale ou

associative par ailleurs.

Nous avons déjà montré la façon dont cette question traverse et clive les AMAP et les mangeurs. Sans que cette question ne soit jamais tranchée de manière définitive, néanmoins, la majorité des structures nantaises choisissent délibérément de ne pas travailler à la construction d'un appareil militant commun. Ici, les coûts de la délégation et de l'harmonisation des raisons d'agir et des revendications sont jugés trop élevés, car la dépossession, même relative, que cela entraînerait serait un facteur de démobilisation. Les mangeurs ne sont pas sans savoir que ce choix implique de renoncer à des gains politiques potentiels. Cependant, la réévaluation régulière des coûts et des bénéfices de la mobilisation leur fait régulièrement préférer l'option contestataire à celle institutionnelle. Ce faisant, les mangeurs sont contraints d'assumer les pertes en composant avec la modestie de leurs ambitions et des effets de leur action à l'échelon politique institutionnel. Or, là où une partie des mangeurs vont trouver du sens à cultiver leur autonomie politique, d'autres perdent celui qui procède à leur mobilisation.

« VG : Et du coup, on a dit, un engagement politique, c'est militant, c'est responsable, c'est citoyen ?
JS : Militant, je n'aime pas le mot "militant". Militant, c'est militaire, machin, c'est je ne réfléchis pas, j'applique, heu… Là, c'est tout le contraire, je ne fais que réfléchir par moi-même.
VG : Je vois la différence étymologique, oui.
JS : On a quand même la nette impression de former soi-même sa réflexion et pas le discours type, moi je ne connais pas.
VG : Donc plus responsable et citoyen ?
JS : Oui, oui et puis, modestement, ce n'est pas, heu… On n'en est pas à changer le monde tout de suite, enfin, on bouge un petit bout de monde dans lequel y a un truc sympa qui se passe.
VG : D'accord. Ce n'est pas la révolution, c'est plus une petite réforme ?
JS : Et en même temps ça fait… Ça amène des éléments de réflexion, bien sûr. Parler de la PAC, etc. On se renseigne. Pourquoi est-ce que le bio, c'est plus cher ? Est-ce qu'il y a un seul Français qui ne se pose pas la question ? Là, on discute et, là, on comprend. On a des faits, y a des subventions qui marchent, qui marchent pas. Et là, on parle d'Europe, on parle d'économie, on parle d'agriculture et tout ça s'enchaîne. Et qu'on y peut un petit peu, à notre petit niveau, quelque chose pour nous, déjà. Ah, c'est nouveau, ça. C'est rigolo, les réflexions que ça peut amener. Ça peut être assez puissant. »

Jacques Soudeux, mangeur et coordinateur en AMAP, militant du groupe les Verts, conseiller auprès des élus Verts de sa commune de résidence.

Les effets du travail réflexif que nous venons d'évoquer à partir du cas des AMAP ont des équivalents dans les trois autres groupes que nous avons étudiés. Tous les militants engagés sont ainsi amenés à constater qu'agir concrètement en faveur d'une cause a un effet réel, mais aussi mesuré, sur les problèmes soulevés. De ce point de vue, il en va des groupes autogestionnaires de B17, des Faucheurs volontaires et des militants-comédiens du TO, comme des mangeurs des AMAP, si essentielles et structurantes que leurs actions soient à leurs yeux, elles ne leur en offrent pas moins des marges de manœuvre structurellement limitées politiquement. Les militants professionnels et, plus particulièrement, les entrepreneurs de cause auprès desquels nous avons réalisé des entretiens ont ainsi tous témoigné simultanément de la modestie de leurs actions et de leur importance politique.

Théâtre de l'Opprimé·e

VG : D'accord. Et une fois que le spectacle est monté, comment vous voyez l'évolution avec les gens ? Est-ce qu'ils prennent conscience de quelque chose ?
CG : Oui, mais je n'ai pas d'anecdotes là-dessus. Si tu veux, oui, on voit des résultats. On voit des résultats… comme n'importe quel travail amène des résultats. Pas plus, pas moins. Effectivement, il y a des gens qui changent, qui bougent, qui prennent conscience, qui se mettent à changer leur vie. Et puis, t'en as d'autres qui se mettent pas à changer leur vie. Et puis les premiers, t'as pas repéré qu'ils aient si changé que ça. Les gens bougent quand ils sont prêts à bouger. Les gens rencontrent le Théâtre de l'Opprimé·e, soit c'est leur outil, ils s'en saisissent et puis ils font un bond en avant avec ça parce que c'était le moment, soit ce n'est pas leur mode, ce n'est pas le moment et ils ne sont pas prêts à bouger dans leur façon de vivre.
VG : D'accord.
CG : Ce n'est pas magique. Il n'y a aucune méthode qui est magique. Tu as des gens qui s'en saisissent et tu te dis : "Oh putain, c'est magique !" Et puis, le voisin d'à côté du même groupe, bof… C'est un entraînement à résister à son oppression. Après, ça dépend d'où on part aussi. Tout ça dépend de plein, plein de choses. Et puis, il faut foutre la paix aux gens. Nous, on dit, on a un outil et c'est un outil de travail politique. Après, les gens, on n'a pas de projet pour les transformer. On n'est pas là pour donner des leçons.
VG : Je comprends.
CG : On essaye de leur donner confiance en eux, de travailler avec eux le fait qu'on peut toujours agir, même si c'est toujours petit et puis qu'on peut être stratégiques dans ce qui nous arrive. Tu vois, au lieu d'être enfoncés par les événements. Après, les gens font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont et les emmerdes qu'ils ont dans leur vie. Des fois, ce n'est pas évident. Tu vois dans le spectacle de France Télécom qui est sur les salariés ?
VG : Oui, j'ai assisté à une des représentations.
CG : On raconte comment la privatisation de France Télécom a amené à un fonctionnement d'entreprise privée. Comment les salariés sont laminés dans ce système. Tout le discours du spectacle, il est sur : comment on fait pour recréer du collectif pour être ensemble face à ce qui nous arrive ? Puisque la boîte et ses stratégies ont réussi à les séparer beaucoup les uns des autres. Chacun pour sa pomme, en concurrence et

c'est parti. Le plus fort aura le poste et l'autre sera viré. Le discours du spectacle, il est là. Après, qu'est-ce que les gens en font ? Ce qu'ils peuvent ! Des fois, c'est tout petit et puis des fois c'est plus. Et puis, peut-être qu'il y en a un qui se syndiquera, mais pas 10.
VG : Mais, en tout cas, il aura vu le mécanisme général sur scène ?
CG : Voilà. On lui aura démonté le mécanisme. Et voilà, parce qu'à force de ne plus croire aux syndicats, on ne croit plus que dans les discours politiques qu'on nous tient. Là, ils parlent de baisser les cotisations. Ça serait trop cher, ça perturberait la croissance et empêcherait les industries d'avancer, selon le patronat.
VG : Comme c'est original…
CG : Eh oui, mais tu vois, elle est là aussi, l'idée du théâtre-forum. Tous ces discours, tout ce bourrage de crâne, il faut arriver à lutter contre ça dans nos têtes ! Pour France Télécom, on a appelé le spectacle Les Impactés*, parce que, pour la boîte, ils ne sont pas virés, les services sont pas restructurés, mais seulement "impactés". C'est joli comme mot. En fait, ça veut quand même dire que ton service est restructuré et que tu vas te retrouver dans une grosse merde. Tu sais, c'est comme à la télé, cette émission à la con où les candidats étaient « nominés » quand ils étaient virés du jeu.*
VG : Ah oui ! La Star Academy, quelque chose comme ça.
CG : Oui, c'est ça. Tu vois, ça finit par rentrer dans les têtes ces trucs-là. Donc l'idée, c'est, mais quel modèle de société on veut, nous ? Quelle humanité on veut, nous ? Voilà ! C'est tout, c'est ça l'idée du Théâtre de l'Opprimé·e. »

Cécile Gendraux, directrice, metteuse en scène et militante-comédienne d'une compagnie de TO.

Désobéissants

« VG : Et du coup, l'efficacité de la démarche, comment vous la pensez ?

JD : Comme on n'est pas très ambitieux, on dit juste que c'est l'outil. C'est à ceux qui l'utilisent dans des luttes d'avoir un point de vue stratégique sur l'efficacité. Moi, personnellement, la démarche des Désobéissants, c'est vraiment de semer la graine, quoi. J'estime que c'est bon et qu'on va aller vers du positif, mais je n'ai aucun objectif quantitatif.

VG : Ce n'est pas mesurable ou c'est juste infini ?

JD : Les deux. On peut être assez pessimistes, c'est une graine pour permettre de résister un peu. C'est parmi d'autres choses. Ce n'est pas ça qui va amener à la révolution ou à un truc qui va améliorer la vie des gens tout de suite. Mais si, déjà, ça permet de mieux vivre sa rébellion et sa résistance à ceux qu'on croise dans les réseaux, c'est bien.

VG : C'est pour ça que tu disais tout à l'heure que vous êtes petits ? C'est une petite puissance de frappe, un petit réseau ?

JD : Oui. Quand je dis ça, c'est en termes de modestie. Par rapport à la taille du réseau, oui, c'est sûr, mais même s'il était plus vaste, j'aurais envie encore d'utiliser ce mot-là, il faut rester petits. On va vers un truc où on souhaite que ça parte de la base, donc du local, etc. C'est surtout que je n'ai pas envie d'aller sur le terrain penser à la place des autres. Donc, dire qu'on est un grand mouvement, voilà…

VG : D'accord.

JD : En plus, franchement, je ne sais pas du tout comment la démarche sera dans plusieurs années. Mais même si ça perd un peu, ce qui aura été fait est déjà positif. Les réseaux qui auront été tissés, même si ce n'est plus dans la démarche de la

désobéissance, ce sont des choses qui perdureront. On est acteurs. C'est aussi un peu rejoindre l'idée d'action. On est acteurs à un moment donné, on fait des choses, des stages, on crée du lien, voilà. C'est être citoyen dans le bon sens du terme, quoi. Après, si on part vers d'autres horizons, d'autres choses…

VG : Parce que je m'interroge sur la notion d'efficacité politique. Au-delà de l'efficacité concrète, genre freiner un chantier, je me demandais si, par rapport à l'organisation… Si l'effet politique finalement le plus important, même si le plus invisible, ce n'était pas ce que ça offre aux gens… (Il me coupe.)

JD : Je suis d'accord.

VG : … Je me souviens, au débriefing du stage, certaines personnes s'exprimaient en employant le mot "pouvoir". C'est encore un peu flou, pour moi. Ça te parle ?

JD : Oui, bien sûr. Quand on a rajouté le terme d'émancipation dans le manifeste en disant qu'on prône l'autonomisation des gens, c'était ça. Ou l'émancipation à chaque fois, que ce soit dans l'individuel ou dans le collectif, dans la façon dont les gens mènent les stages et dont les gens s'organisent entre eux après. Donc l'efficacité, on peut la voir là, aussi. C'est au moins aussi important que l'action en elle-même et l'émergence d'actions de Désobéissants. Après, sur l'efficacité des actions en elles-mêmes, c'est au cas par cas, quoi. Est-ce que l'utilisation d'actions non violentes à un moment donné d'une lutte donnée, c'est efficace ? C'est à voir. Y a pas de grille d'évaluation commune. C'est une graine, qu'on sème. Et c'est aussi dans l'opinion publique, ils voient qu'il y a des gens qui agissent de cette façon-là. Et puis, ça commence à parler aux gens, même s'il y a une majorité qui va dénigrer ça et dire que c'est des agités et des fauteurs de troubles… Y a l'apprentissage un peu par l'exemple. Les gens voient des choses, y en a qui vont vouloir agir un peu pareil, s'y intéresser, essayer d'être présents, d'être acteurs, d'être présents, d'agir. Après, si personne ne réagit, le chantier, comme tu dis, aurait été beaucoup plus rapide à se finir. C'est une efficacité à long terme, aussi. Enfin, j'avais dit ça aussi à Treffieux[190] à la fin de l'atelier où on parlait des différentes luttes. S'il y a une sorte de guérilla diffuse et que sur pas mal de luttes les gens s'accaparent la démarche d'action non violente, en face ils vont se dire : "Putain, on n'arrive plus à aboutir à un projet facile, de manière autoritaire comme on faisait avant, on posait notre autoroute les doigts dans le nez à coups d'indemnisations." Donc ça peut changer le politique aussi, enfin le coincer. Le changer dans le sens où on entend parler des termes de démocratie participative, de concertation et tout. Bon, c'est aussi du pipeau un peu des fois, mais voilà. Je pense qu'il n'y a plus personne dans les fonctionnaires ou les industriels qui voient les projets comme ils les auraient vus avant, dans la façon de faire.

VG : Oui. Ils tiennent compte d'une possible opposition.

JD : Est-ce qu'ils aboutissent, je ne sais pas. Ça dépend aussi de l'objectif. Nous, des fois… Je veux dire, on ne prône pas de manière globale la résistance pour arrêter tout. Mais, des fois, c'est de l'action juste pour demander aux pouvoirs publics et aux industriels de remettre à plat les choses et de construire la solution ensemble. Peut-être que des fois c'est pertinent, quand ce n'est pas l'arrêt total du truc qui est réclamé.

VG : Finalement, c'est un rééquilibrage, une guerre psychologique ?

JD : Bien sûr. Du contre-pouvoir, quoi. Ils ont peut-être trop longtemps pensé détenir vraiment le pouvoir absolu, même s'il est annoncé "démocratique", de pouvoir faire les choses sans les populations. »

190. L'enquêté fait référence à sa participation au « F*estival de la Désobéissance et de l'Insoumission en soutien aux Faucheurs volontaires et à No Pasaran* » organisé en septembre 2008 en Loire-Atlantique. Pour plus de détails, voir page 276 de ce manuscrit.

Jean Delem, membre fondateur du collectif Désobéissants, militant environnementaliste et entrepreneur de cause.

4.3.2 Le coût politique de la non-remise de soi… et du refus de celle des autres

Sur un registre différent, l'avancée du processus de politisation et du travail réflexif peut amener les militants à réévaluer leur rapport à l'organisation des collectifs et, plus sûrement encore, à la désorganisation. Sur ce registre, ils sont amenés à réinterroger la pertinence d'une partie des mécanismes organisationnels qui les ont convaincus de s'engager.

Étudier la mobilisation des ressources organisationnelles nous a permis de montrer par quels mécanismes les militants des OPNC cherchent à contourner le dispositif de participation politique par la délégation, partiellement assimilée à la dépossession. Nous avons ainsi largement évoqué les mécanismes de constitution et de fonctionnement des collectifs en tant que groupes affinitaires rassemblant des pairs ou des quasi pairs. Ce faisant, nous avons montré ce que la mobilisation collective et la défense des causes doivent aux effets des multiples proximités partagées par les militants. Dans cette configuration, l'absence de règles de fonctionnement formelles est compensée par la dynamique des interactions qui sont d'autant plus denses et structurantes que les militants partagent des raisons d'agir (conscientes), mais aussi des motifs d'action (inconscients) proches, sinon communs.

Quoique l'expression semble ici forcer le trait, le recours à la désorganisation permet aux collectifs de ne pas se constituer en tant que mouvement de « sans[191] ». Plus précisément, il permet aux militants d'échapper ponctuellement au fait qu'ils disposent de niveaux de capital militant et politique insuffisants pour participer directement et/ou pleinement au travail politique, autrement que dans des rôles subalternes, sinon marginaux. Ces « sans capital politique suffisant » s'extraient ainsi ponctuellement du fonctionnement du champ politique en créant des organisations au sein desquelles le mécanisme de la représentation est substitué à celui de la participation par l'action. Avec l'avancée du processus de politisation, ce qui constitue une des incitations et des rétributions à l'engagement et à la mobilisation des militants se révèle aussi avoir un

191. DUNEZAT Xavier, « La production du désengagement dans les mobilisations de "sans" », dans NICOURD Sandrine (dir.), *Le travail militant*, PUR, Rennes, 2009, p. 107-116.

coût. En effet, le refus de la délégation s'accompagne aussi du refus de devenir les délégués de tiers encore moins dotés. Pour paraphraser les travaux qu'Annie Collovald a consacrés aux engagements humanitaires[192], ces collectifs sans représentants entendent aussi rester des groupes sans autres représentés qu'eux-mêmes. Ce qui pourrait prêter le flanc à une analyse en termes d'individualisme au sens du repli sur soi et dans l'entre-soi est en fait une application supplémentaire des valeurs d'émancipation et d'autodétermination politiques revendiquées par les militants. Convaincus que la défense de leurs intérêts particuliers et collectifs passe prioritairement par leur propre mobilisation, les militants des OPNC repoussent la figure du représentant autant que celle du philanthrope, de l'humanitaire et, pour les plus critiques d'entre eux, du travailleur social. Sans condamner ces modalités d'engagements de manière unilatérale, les militants des OPNC y reconnaissent néanmoins des risques de perpétuation de la domination politique (ethnocentrisme de classe, culturel, contrôle social, etc.) et les excluent de leur répertoire. D'abord motivée politiquement, cette option est aussi le reflet de leur propre expérience d'une marginalisation politique relative ainsi que la marque d'une disposition culturelle, en réalité morale, qui leur interdit de prendre explicitement acte de leur avantage social vis-à-vis d'individus moins bien lotis qu'eux.

La force avec laquelle s'impose la croyance dans le principe d'autodétermination politique s'appuie notamment sur la conviction que le changement social repose sur la construction d'alliances, non pas théoriques, mais objectives avec des tiers également, même si différemment intéressés, à la coopération. Nous avons évoqué précédemment la façon dont les AMAP ont été confrontées à cette question en arbitrant sur le sort des paniers non retirés à la fin des distributions. Après avoir envisagé plusieurs formules de dons à des structures et/ou des associations intervenant auprès d'individus fragilisés socialement et/ou économiquement, toutes ont fini par renoncer devant l'incompatibilité entre leur mode d'action et de l'aide aux démunis. À l'inverse, l'engagement volontaire, individuel, réciproque, contractuel et, finalement, marchand entre mangeurs et producteurs leur apparaît garantir une certaine équité dans les échanges.

192. Pour un approfondissement sur cette question, voir COLLOVALD Annie, « De la défense des "pauvres nécessiteux" à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique », *Politix*, vol. 14, n° 56, 2001, p. 135-161 ; COLLOVALD Annie (dir.), « L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de "solidarité internationale" en faveur du Tiers-Monde », PUR, Rennes, 2002.

« JS : Par rapport à ce que je disais tout à l'heure, sur ce qui nous différencie des Décroissants, et des autres. Pour nous, ils sont, petit un, dans la théorie et, petit deux, contre. Nous, on n'est pas du tout là-dessus. Et c'est les mêmes, c'est les mêmes personnes souvent, hein. Simplement, ils s'éclatent peut-être plus à l'AMAP parce qu'on n'est pas à se demander si, en gros, on est quelqu'un de bien ou pas bien ou si les autres sont tous des cons. Non ! Quand on fait un truc, ça se passe super et ça marche. Non seulement c'est sympa, mais ça marche bien à tout point de vue. Notre agriculteur, il a embauché une personne et sa vie a changé. Et encore une fois, c'est aussi grâce à nous. Et en plus, putain, nous, on a que du bénéfice. Ce n'est pas de la charité notre truc. C'est la formule de Brecht, la générosité, pas la charité. Je déteste la charité, mais je passe ma vie à la faire parce que je suis trop faible pour imposer la justice. Bon là, on n'a pas à être sympa, machin, on n'est pas la charité, on n'est pas dans le social, dans le sens rendre service à quelqu'un, aider quelqu'un dans la merde. Ici, c'est créer quelque chose de… Tu vois, on n'est pas en train d'empêcher quelqu'un de couler, on est en train de participer à ce que des gens sont en train de vivre. Le truc dont Stéphanie rêvait avec le poulailler, là, les terres de l'autre et tout. Ça marche du feu de Dieu et, nous, on est sûrs d'être gagnants là-dedans. Et on se marre bien, en plus. Enfin bon…

VG : Est-ce que c'est une forme d'engagement politique pour le coup ?
JS : Certainement. Certainement.
VG : En général, quand je prononce ce mot, on me répond : "Ah non ! On est là parce que ce n'est pas ça, justement !"
JS : Ah si, là on est typiquement dans de la politique, hein. C'est la vie de la cité, quoi. Alors on n'est pas dans des partis politiques. On n'est pas dans une institutionnalisation de la politique, on n'est pas dans des trucs comme ça, on est dans la vie de la cité, dans le fonctionnement de la cité, quoi.
VG : C'est sur ce registre politique là que sont les AMAP, en fait ?
JS : Ah bah oui. Dans la mesure où on se met ensemble à faire quelque chose. Et à réfléchir et à discuter, etc. Clairement. Une petite partie d'une des politiques qui font tourner la boutique. Mais, heu, c'est carrément dedans. On est bien plus dans la politique, je trouve là, que dans l'état de formules clairement et officiellement estampillées politiques où on s'amuse à faire de la théorie. Ça peut être passionnant, hein, moi je travaille sur l'économie sociale et solidaire, par exemple. Mais là, on en fait, on fait, on en produit, on la produit, on la crée, on la met en œuvre, on la machin, quoi. Et encore une fois, ce qui est génial, c'est toutes ces choses qui s'articulent et les idées qu'on peut avoir à chaque fois. Et en rajouter, en rajouter, en rajouter, là on est dans d'autres idées super, je ne sais pas du tout ce que ça va donner. Mais là, on va rentrer dans le politique, là, je vais aller voir des élus pour aller poser des choses, des machins, etc. »

Jacques Soudeux, mangeur et coordinateur en AMAP, militant du groupe les Verts, conseiller auprès des élus Verts de sa commune de résidence.

Mais ce qui est objectivement un facteur de réussite des mobilisations ainsi qu'un moteur et une rétribution des engagements constitue aussi potentiellement un coût pour les collectifs. En effet, les effets du travail réflexif conduisent progressivement les militants à faire une lecture critique du mécanisme affinitaire. Que ce soit dans les AMAP, à B17 où dans le réseau Désobéissants, les militants ont conscience de

l'homogénéité sociale des groupes et, même s'ils ne le formulent pas tous clairement, du risque de contingentement que cela implique. La plupart savent « *qu'ils sont entre convaincus* », mais plus encore que le développement de leur action et la défense de leur cause sont potentiellement limités à la sphère des individus qui seront d'autant plus faciles à convaincre qu'ils possèdent toutes les caractéristiques pour y devenir sensibles.

Rarement mis en mots, ce constat influence continuellement le rapport que les militants entretiennent avec leur engagement et la perspective de la mobilisation collective. J'ai pu le constater chez les militants Désobéissants au cours du premier repas partagé avec les stagiaires et les formateurs. Ayant fait état de ma qualité de sociologue et de mon travail de recherche, les personnes avec lesquelles j'étais attablée, dont un des militants-formateurs, m'ont interrogée sur mes recherches. Afin d'éviter les quiproquos et de présenter mon questionnement sur les processus d'engagement et de mobilisation collective par la bande, j'ai longuement évoqué les conclusions de mes travaux sur la pratique du graffiti. Comme je l'espérais, la plupart des questions s'intéressaient à la description de la pratique et des motivations des graffeurs. Mes réponses, quant à elle, ont régulièrement été l'occasion pour le militant-formateur de faire des parallèles entre les peintres et la situation des militants Désobéissants. Au cours de cet échange, la description des origines sociales des graffeurs l'avait particulièrement interpellé. Profitant d'un moment d'inattention des autres convives, il m'a glissé « *qu'ici aussi on est entre petits bobos, blancs et écolos* ». Sans équivoque, son attitude signalait que ces termes n'avaient aucune connotation péjorative. Au contraire, leur utilisation témoignait d'une connaissance fine du public militant du collectif, majoritairement originaire des petites classes moyennes, donc blanc, caractérisé par son bagage culturel, notamment scolaire, et sensible à la question écologique. Elle signale aussi, en creux, le fait que les entrepreneurs de cause ont parfaitement conscience du caractère de la spécialisation de l'offre d'engagement. Si l'universalisme des grands monothéismes leur apparaît définitivement abscons, il en va autrement de l'héritage des luttes collectives fondées sur la lutte des classes et des masses de la seconde moitié du XX^{e} siècle.

L'avancée du processus de politisation oblige ainsi les militants à se forger une conviction politique, mais aussi tactique sur cette question. Or, selon l'appréhension que l'on a de ce phénomène, la mobilisation entre pairs ou quasi pairs apparaît

tendanciellement comme une opportunité ou un facteur de limitation du développement de la cause d'autant plus important qu'il est structurel. Une nouvelle fois, les militants sont conduits à évaluer leurs options politiques, notamment idéologiques et organisationnelles, à l'aune du fonctionnement du champ politique institutionnel. Associé au risque de démobilisation, le coût que représenterait le passage au dispositif de la représentation et/ou la transformation en mouvement de « sans » apparaît définitivement trop élevé pour les collectifs et leurs militants. Confirmés dans leur choix du registre contestataire et du modèle de la désorganisation, ils sont aussi contraints de composer avec ses conséquences, à savoir le contingentement des publics militants et la limitation de l'audience des causes.

4.3.3 Le sens giratoire de la mobilisation contestataire

Dans la poursuite des effets décrits précédemment, l'avancée du processus de politisation et du travail réflexif amène aussi les militants à apprécier plus finement les caractéristiques du répertoire contestataire. Convaincus de son originalité et de sa pertinence, ils se délestent rapidement de l'illusion de la nouveauté en constatant que cet « *ailleurs* » du travail militant les conduit finalement à jouer « *autrement* » au même jeu politique.

Tout notre propos a consisté à montrer l'opportunité politique que représentent l'engagement et la mobilisation collective contestataire pour les *moyens-petits*. Sans revenir sur ces constats, nous voudrions montrer la façon dont les militants mesurent progressivement les limites du répertoire contestataire. En effet, si, dans un premier temps, la mobilisation au sein des OPNC permet de suspendre et/ou de contourner des indispositions à l'engagement, les difficultés inhérentes à la mobilisation collective et à la participation politique ne manquent pas de se réimposer, même par la bande. Si adapté soit-il à leur profil, le répertoire d'actions contestataires n'en reste pas moins structuré par les règles qui prévalent dans le champ politique institutionnel. Or, selon leur proximité préalable avec la participation politique et son fonctionnement réel et les différentes ressources mises à disposition par les collectifs de lutte, les militants vont progressivement y reconnaître une chance de parvenir à leurs fins ou une promesse en trompe-l'œil.

De ce point de vue, les réactions des stagiaires pendant le débriefing de l'action directe simulée au cours du stage sont symptomatiques. Alors que les stagiaires sont concentrés sur l'analyse du dispositif de l'action, les remarques des militants-formateurs les invitent progressivement à prendre conscience que l'action vaut moins pour elle-même que pour son impact sur l'opinion publique et, plus encore, pour l'opportunité de solliciter des représentants du pouvoir politique. Alors qu'une grande partie des stagiaires ont participé à la formation dans la perspective de délocaliser le rapport de force politique dans des actions de terrain afin de gagner des marges de manœuvre, les formateurs le recentrent progressivement dans l'interaction avec l'institution politique. Dans cette configuration, les stagiaires sont rapidement amenés à constater que la mobilisation collective, si concrets soient ses objectifs, ne participe pas tant à régler un problème qu'à solliciter et à impulser sa gestion par les voies politiques classiques. C'est le propre des stages et des opportunités de mobilisation qui les prolongent de former les militants au répertoire contestataire et à sa stratégie spécifique de lobbying. Ils sont ainsi progressivement initiés au fait que le travail militant réalisé dans les collectifs a pour objectif la publicisation des causes et leur requalification en problèmes publics susceptibles d'intégrer l'agenda politique officiel. Mais avoir trouvé le moyen de participer autrement au jeu ne les empêche pas de se heurter régulièrement à la norme politique centrale. Si la mobilisation contestataire leur permet effectivement de la contourner tactiquement, elle ne leur fournit pas pour autant les moyens de la détourner à leur avantage.

Pour paraphraser la militante-comédienne citée plus haut, les militants des OPNC redécouvrent « *qu'aucun système n'est magique* » et que, si l'engagement et la mobilisation collective sont toujours des opportunités, ils n'ont parfois de sens que pour eux-mêmes. Que ce soit les activistes Désobéissants, les militants-comédiens du TO, les militants autogestionnaires de B17 et les mangeurs politisés des AMAP, tous font l'expérience du retour du refoulé ; qu'ils se heurtent au caractère encore inaudible de leur revendication (militants antinucléaires), à la pesanteur des situations sociales (TO), à la complexité de la coopération militante à grande échelle (B17) ou à la modestie de leur contribution au changement (AMAP), tous éprouvent les limites de leur démarche.

Nous avons déjà expliqué que les résultats du travail réflexif sont très inégaux suivant la durée pendant laquelle les militants sont exposés au processus de politisation, mais aussi en fonction de leurs caractéristiques sociales de départ. Ce qui est vrai pour l'ensemble des phénomènes d'apprentissage évoqués dans ce manuscrit s'applique d'autant plus fortement pour ce dernier élément du processus de politisation. En effet, nos observations nous ont amenée à constater que, si les militants y sont tous confrontés à un moment ou à un autre de leur carrière, tous n'y sont pas soumis aussi rapidement et/ou intensément suivant leur niveau de ressources politiques préalables. Ainsi, plus les militants ont un rapport distendu avec le fonctionnement du champ politique, plus le dispositif réflexif risque de fragiliser leur démarche en leur faisant perdre de vue les perspectives de victoire et, ce faisant, les moyens d'apprécier les rétributions de leur militantisme. À l'inverse, plus les militants ont une connaissance, même distanciée, de son fonctionnement, plus ils ont des chances de parvenir à mobiliser les différentes ressources proposées par les collectifs pour accuser ce coût de la mobilisation. Alors que les premiers sont particulièrement exposés au risque de défection, les seconds parviennent plus souvent à adopter des stratégies qui préviennent et/ou compensent les phénomènes d'épuisement militant. La diversification des modalités d'engagement et la défection au profit d'un autre groupe offrant de nouvelles perspectives sont les deux principaux phénomènes d'adaptation que nous avons observés, dans tous groupes militants confondus.

Nous atteignons progressivement les limites de notre travail d'investigation, le choix d'une enquête ethnographique et comparative ne nous ayant pas permis de reconstruire précisément les carrières des militants auprès desquels nous avons travaillé. Néanmoins, la durée du travail d'investigation, l'intensité de l'immersion et le volume d'enquêtés rencontrés nous ont permis d'identifier les profils sociographiques des militants et d'appréhender le déroulé global de leur carrière d'engagés.

Ainsi, Luc, activiste anti-OGM et Faucheur volontaire très actif dans sa région, a témoigné vouloir s'engager auprès du groupe Greenpitre « *pour compenser le poids de la lutte anti-OGM et rire un peu* ». D'une autre façon, les militantes-comédiennes du TON expliquent avoir monté le groupe afin de créer un espace de discussion politique sur les questions féministes, à un moment où cette cause est inaudible ou largement

marginalisée dans les autres organisations qu'elles côtoient. Nous avons aussi observé la mobilisation massive de militants des différents groupes de B17 lors de la conversion de la LCR en Nouveau Parti anticapitaliste, en 2009. À cette occasion, nous avons vu des militants jusqu'ici sceptiques à l'adhésion à un parti faire le pari du répertoire partisan (OPC) en s'investissant dans les campagnes pour les élections européennes et régionales en 2009 et 2010. Isabelle Sommier et Ariane Jossin ont discuté ces phénomènes de diversification et de reconversion, en évoquant l'évolution des carrières des militants mobilisés à gauche dans les organisations partisanes et syndicales à partir de 1968 et de jeunes militants altermondialistes, souvent primo-engagés, à partir de 2002. Dans la poursuite de leur raisonnement, ces changements de perspectives attestent, selon nous, de l'adoption de comportements stratégiques qui visent simultanément à prévenir les risques d'épuisement et à maximiser les chances de profits politiques, en jouant des avantages et des inconvénients des différents répertoires d'actions accessibles[193].

Ici, le travail réflexif qui accompagne le processus de socialisation militante et de politisation procède d'une forme de désillusion, en permettant aux militants d'intégrer les règles de fonctionnement du champ politique. Nécessaire au développement des compétences militantes et à l'acquisition d'un sens tactique, cette prise de conscience les oblige à composer différemment avec la réalité de la domination politique. Au cours de leur carrière, les militants des OPNC sont ainsi régulièrement soumis à la nécessité de trouver les moyens de renouveler les motifs de leur engagement en composant avec les limites structurelles du répertoire contestataire et de la mobilisation collective. Dans cette configuration, l'exercice réflexif est l'un des principaux outils de la constitution d'une sorte de foi pragmatique qui permet aux militants de croire suffisamment dans le jeu pour s'y investir.

193. Pour plus de précisions sur ces deux points, voir notamment JOSSIN Ariane, *Trajectoires de jeunes altermondialistes en France et en Allemagne*, PUR, Rennes, 2003 ; SOMMIER Isabelle, FILLIEULE Olivier et AGRIKOLIANSKY Eric (dir.), *La généalogie des mouvements anti-globalisation en Europe. Une perspective comparée,* Karthala, Paris, 2008 ; FILLIEULE Olivier *et al.*, « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian », *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 13-48.

Conclusion du chapitre 4 : Du retour sur soi… au pas fait vers les autres

Ce chapitre nous a permis de mesurer l'importance du dispositif réflexif dans les processus de formation, puis de politisation des militants. Prenant pour objets des apprentissages faits en actes et en situations, le travail réflexif est mobilisé pour parachever l'acquisition des compétences, stimuler leur intériorisation sous la forme du capital militant et susciter la conviction dans la mobilisation collective. Le recours à la pensée réflexive n'est pas le propre des OPNC ; en revanche, sa mobilisation systématique et continue par et en direction de tous les militants – sympathisants, primo-engagés, militants ordinaires et professionnels –, si. Dans ces groupes, l'intérêt accordé au travail réflexif est l'image inversée de la retenue avec laquelle sont mobilisées les ressources idéologiques. En l'absence de discours positifs explicites, le travail réflexif devient le principal outil du processus de cadrage. Mobilisé dans les interactions et enchâssé dans la mise en œuvre du travail militant, il permet de suggérer, d'expliciter et d'organiser des contenus utiles à l'engagement et à la mobilisation collective.

L'importance relative de ce dispositif de formation et de politisation reflète les caractéristiques du public militant des OPNC. Non seulement ces moyens-petits disposent d'un niveau de capital culturel facilitant son appropriation, mais il fait écho à leur expérience de self-made-men (accès aux études supérieures, à la fonction publique, à la petite indépendance, etc.). Le type de socialisation militante suscité par la mobilisation dans les OPNC accrédite la thèse de l'individualisation des conduites politiques. En effet, les militants appréhendent et gèrent leurs capacités d'engagement au moment même où elles émergent et se structurent à la faveur de l'intégration dans les groupes. La place qu'occupe le dispositif réflexif dans les processus de socialisation militante et de politisation plaide néanmoins pour qu'on envisage sous un nouvel angle les formes de distance au rôle qu'il ne manque pas de générer chez les militants. En effet, rien ne prouve que les engagements façonnés de la sorte soient moins inclusifs et consistants. Dans cette configuration, au contraire, les militants acquièrent très rapidement la conviction que l'émancipation politique individuelle ne prend corps qu'au contact de la perspective collective.

Conclusion de la 3e partie

Cette troisième et dernière partie du manuscrit nous a donné l'occasion d'interroger les mécanismes qui participent à la socialisation militante, puis à la politisation des activistes. Ces différents dispositifs ont pour point commun de reposer sur l'expérimentation, c'est-à-dire sur la mise en œuvre du travail militant et la participation aux interactions auxquelles cela donne lieu. À strictement parler, aucun de ces mécanismes d'apprentissage n'est l'apanage des seules OPNC. En revanche, la manière dont ils sont mobilisés et articulés les uns aux autres fait apparaître un agencement, un dispositif de formation propre aux organisations contestataires et, plus encore, à leurs publics militants.

Si l'on admet que les vocations militantes sont collectivement construites tout en étant subjectivement ressenties, on ne peut faire l'économie de s'interroger sur les liens structurels qui existent entre dispositifs et dispositions. Sur ce point particulier, l'étude des différents mécanismes de formation des militants nous conduit à formuler deux constats.

Le premier est que les différents dispositifs mobilisés font appel à un certain type de ressources culturelles, notamment cognitives et relationnelles. Ces compétences relèvent moins d'une accumulation de savoirs préalables que de dispositions socialement construites à apprendre, y compris sur le registre de la bonne volonté culturelle. Ici, les dispositifs se font l'écho des dispositions à l'individualisme et des dispositions culturelles, notamment scolaires, des moyens-petits.

Le second est que les processus de socialisation militante que nous avons observés se sont révélés être articulés autour de trois objets de connaissance distincts. Le plus évident d'entre eux est l'acquisition des savoir-faire militants (rédiger un tract, monter et réaliser une action, communiquer sur l'action, etc.). Intervenant souvent dans son prolongement, l'implication dans la mobilisation collective permet ensuite aux militants d'acquérir le sens du jeu politique (opportunités, limites, règles explicites et tacites). Moins attendu et pourtant déterminant, c'est d'abord au travail en collectif que sont initiés les militants. Autrement dit, ces militants apprennent à fonctionner en collectif, avant même qu'il ne soit question d'acquérir des compétences militantes et politiques.

Cela ne constitue pas vraiment une surprise quand on sait combien le passage par les organisations de jeunesse, confessionnelles ou partisanes, a préparé et même structuré le

développement des carrières des militants mobilisés à partir de 1968. Nous ne pouvons ni ne souhaitons entamer, à ce stade, une discussion sur les conditions de production des dispositions à l'engagement. Il nous semble néanmoins que ce constat invite à caractériser plus précisément le type de travail militant mis en œuvre dans les OPNC et à aborder différemment l'apparente versatilité des engagements et des mobilisations collectives ainsi produites. Dans cette configuration, en effet, l'individualisation des conduites politiques apparaît à la fois comme une conséquence et une forme d'adaptation à la disparition de ces espaces de socialisation précoce à la mobilisation dans des collectifs. De même que pour comprendre la radicalité politique, il faut s'attacher à comprendre les processus de radicalisation dont elle n'est qu'une des issues possibles[194], pour comprendre l'engagement, il faut s'attacher à comprendre le processus de politisation dont la mobilisation collective durable est finalement l'issue la plus remarquable. En effet, tous les engagés n'ont pas la possibilité de devenir des militants, au double sens de l'intériorisation réussie des règles du jeu politique ordinaire et du maintien de l'intérêt à la participation dans une situation de domination politique structurelle.

194. Colovald Annie, Gaïti Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, La Distpute/SNEDIT, Paris, 2006.

Conclusion générale : La mobilisation contestataire, une radicalité à moyenne portée

1. Les moyens de l'action : mobilisation des ressources, acquisition du métier et du capital militant

Interroger les caractéristiques des quatre organisations militantes qui composent notre objet d'étude nous a permis d'identifier et de discuter des qualités des organisations contestataires (physionomie, fonctionnement, public militant) ainsi que des modalités des processus de socialisation militante et de politisation qui se déroulent en leur sein. À cette occasion, nous avons montré qu'au-delà de sa dimension politique stratégique, la mobilisation du répertoire contestataire constitue une matrice militante singulière. De ce point de vue, les différences entre organisations contestataires et conventionnelles ne reposent pas tant sur les modalités de construction et de dynamisation des luttes collectives (diagnostic de la situation, identification de pistes d'action, propositions d'incitations et de rétributions à l'engagement), que sur les modalités de transmission et de justification de l'intérêt de l'engagement, de la mobilisation collective et, finalement, de la participation politique.

Nous avons ainsi identifié les conventions idéologiques, organisationnelles et relationnelles (interactions entre militants, avec l'environnement militant, position relative dans le champ politique) qui structurent les activités militantes des groupes contestataires et le développement des carrières militantes. L'étude détaillée du travail militant montre que les compétences militantes sont prioritairement transmises sous la forme de savoirs pratiques, c'est-à-dire des savoir-faire nécessaires à la mise en œuvre des actions et des savoir-être utiles dans les interactions au sein des collectifs et avec leurs différents interlocuteurs (publics, homologues, opposants, l'État comme requérant). L'expérimentation, c'est-à-dire l'engagement dans les situations de mobilisation collective et l'inscription dans l'espace d'opportunités et de contraintes qu'elles impliquent, est le principal vecteur du processus de la socialisation militante. Qu'il s'agisse des savoir-faire, des savoir-être, ou des connaissances – notamment théoriques et idéologiques –, tous les dispositifs d'apprentissage sont logés dans la dynamique créée par la mise en œuvre du travail militant et par les interactions auxquelles cela donne lieu. Ici, la primauté accordée à l'agir et la centralité de l'expérience du sujet ne

sont pas les fins, mais bien les moyens de la mobilisation collective et du processus de politisation. Dans les organisations contestataires, les carrières militantes se présentent ainsi comme une suite d'expériences, proposées et interprétées par les groupes, à travers lesquelles les individus acquièrent, puis renouvellent, leurs capacités à s'engager et de à se mobiliser collectivement dans une perspective politique.

2. L'ÉTHER DU MILIEU OU LE CENS CACHÉ[195] DE LA MOBILISATION DES MOYENS

Interroger les caractéristiques des mobilisations contestataires nous a conduit à étudier leurs publics militants. Dans la lignée des travaux menés sur cette question, le profil des militants correspond à celui des groupes sociaux situés dans la frange méridionale des classes moyennes. Ces moyens-petits ont en commun d'avoir emprunté l'ascenseur social par le biais de l'acquisition de titres scolaires du supérieur (bac et plus), de l'accès à la fonction publique et au statut de petits indépendants. Même si l'intégration durable dans l'emploi intervient de plus en plus tard et parfois au prix de l'exposition à la précarité et au déclassement pour les plus jeunes d'entre eux (18-30 ans), la majorité intègre finalement le monde du travail dans les secteurs de l'animation, de l'éducation, du travail social, de la santé et de l'information pour ce qui est des salariés, et de l'artisanat, du commerce et de l'agriculture pour les indépendants. Outre le partage d'une position sociale moyenne, ces militants ont en commun une trajectoire de *self-made-men*, fut-elle adossée aux opportunités offertes par l'État Providence, à l'origine de dispositions culturelles à l'individualisme, mais aussi de la conscience en partie stratégique de leur situation de subordination politique. Tous les moyens-petits mobilisés au sein des organisations contestataires n'ont pas strictement les mêmes valeurs, ils partagent néanmoins un doute sur la possibilité de faire valoir leurs intérêts par le biais du mécanisme représentatif, et une certaine suspicion pour le principe de délégation.

Si l'étude des caractéristiques sociales des moyens-petits permet d'apprécier assez directement leurs dispositions, notamment culturelles, à la mobilisation collective, elle fait aussi apparaître de manière sous-jacente les éléments qui structurent des indispositions à la participation. Ils détiennent en fait une forme de sens pratique[196] de leur subordination politique structurelle. Conformément à leur socialisation, mais à l'encontre du principe selon

195. GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Éditions du Seuil, Paris, 1993.
196. BOURDIEU Pierre, *Le sens pratique*, Les Éditions de minuit, Paris, 1980.

lequel « il faut toujours risquer l'aliénation politique pour pouvoir échapper à l'aliénation politique[197] », ils résistent à la domination en refusant, souvent partiellement, la dépossession au profit d'un porte-parole. Dans cette configuration, le refus d'intégrer un « mouvement de sans » est autant la marque leurs compétences et de leurs aspirations politiques, qu'un nouvel indice de leur subordination. Dans la lignée des travaux menés par Daniel Gaxie, la situation des moyens-petits invite finalement à réfléchir au caractère progressif de la ségrégation politique. De ce point de vue, les dispositifs de sensibilisation à l'action collective et de politisation mobilisés dans les groupes contestataires s'avèrent particulièrement adaptés pour déjouer les effets de cette modalité du « cens caché ». Au sein de ces organisations, les militants issus des franges intermédiaires des classes moyennes retrouvent le sentiment de leur compétence politique, acquièrent les compétences nécessaires à la mobilisation collective, et expérimentent l'utilité de formes négociées de remise de soi susceptibles de leur procurer des gains politiques supplémentaires.

197. Bourdieu Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, 1984, p 49.

BIBLIOGRAPHIE

A

ABDELNOUR Sarah, COLLOVALD Annie, MATHIEU Lilian, PEROUMAL Frédéric, PERRIN Evelyne, « Précarité et luttes collectives. Renouvellement, refus de la délégation ou décalages d'expériences militantes. », *Sociétés contemporaines*, n° 74, 2009, pp. 73-95

AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna, « Aux origines de l'altermondialisme français », dans AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, 2005, p. 24

ARON Art, ARON Elaine, « Self-Expansion Motivation and Including Other in the Self », dans ICKES William et DUCKS Steve (éditeurs), *The Social Psychology of Personal Relationships*, Wiley, New York, 2000, p. 109-128.

B

BAJOIT Guy, « Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, 1988, p. 325-345

BECKER Howard, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance* (traduction française par J.-P. Briand et J.-M. Chapoulie), Éditions Métailié, Paris, 1985.

BELKACEM Rachid *et al.*, « Mobiliser, défendre les intérimaires. Les difficultés de l'action syndicale », *La Revue de l'Ires,* 2014/4 (n° 83), p. 3-28

BENELLI Natalie, « Elsa Dorlin : Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination », *Nouvelles Questions Féministes*, 2010/3 (vol. 29), p. 110-113

BEROUD Sophie, « Organiser les inorganisés. Des expérimentations syndicales entre renouveau des pratiques et échec de la syndicalisation », *Politix* 2009/1, Volume 22, pp. 127-146.

BOLTANSKI Luc, « Taxinomies sociales et luttes de classes », *Actes de la recherche en sciences sociales,* Vol. 29, 1979, p. 75-106.

BOSC Serge, « Les classes moyennes », *Problèmes politiques et sociaux*, Paris, n° 938-939, 2007.

BOSC Serge, S*ociologie des classes moyenne*s, Éditions La Découverte, Paris, 2008.

BOUFFARTIGUE Paul, « Attendre le CDI pour faire grève et se syndiquer ? Précaires et action collective à la Poste », dans BÉROUD Sophie et BOUFFARTIGUE Paul (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, La Dispute, Paris, 2009, p. 133-147.

BOUFFARTIGUE Paul, « Précarités professionnelles et action collective », *Travail et Emploi*, n° 116, 2008, p. 33-43.

BOURDIEU Pierre, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales,* vol. 24, 1978, p. 2-22.

BOURDIEU Pierre, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 150, n ° 1, 2003, p. 55.

BOURDIEU Pierre, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociale*s, vol. 36-37, février/mars 1981, p. 3-24.

BOURDIEU Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1979.

BOURSEILLER Christophe, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Éditions Denoël, Paris, 2003.

BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, n° 75/2, 2009.

BUTON François, « Le droit comme véhicule. Portrait sociologique d'un justiciable », *dans ISRAËL Liora et al., Sur la portée sociale du droit. Usages et légitimité du registre juridique,* PUF*, 2005, p. 108-110.*, p. 108-110.

C

CARDON Dominique et GRANJON Fabien, « Médias alternatifs et radicalisation de la critique », dans COLLOVALD Annie et GAÏTI Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, La dispute/SNEDIT, Paris, 2006, p. 309-334.

CARTIER Marie *et al.*, *La France des "petits-moyens" : enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Éditions La Découverte, Paris, 2008.

CEFAI Daniel (dir), L'engagement ethnographique, Éditions de l'EHESS, Paris, 2010.

CEFAI Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situation dans des arènes publiques », *Réseaux*, n° 75, 1996, p. 44-66

CEFAI Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, La Découverte/MAUSS, Paris, 2007.

CHAUVEL Louis, *Les classes moyennes à la dérive*, Éditions du Seuil et La République des idées, 2006.

CLEMENS Elisabeth, « Organizational Repertoires and Institutional Change : Women's Groups and the Transformation of US Politics, 1890-1920 », *The American Journal of Sociology*, vol 4, n°98, 1993, p. 750-788.

COLLOVALD Annie (dir.), « L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de "solidarité internationale" en faveur du Tiers-Monde », PUR, Rennes, 2002.

COLLOVALD Annie et GAÏTI Brigitte, « Des causes qui "parlent"… », *Politix*, vol. 4, n° 16, 1991, p. 7-22.

COLLOVALD Annie, « De la défense des "pauvres nécessiteux" à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique », *Politix*, vol. 14, n° 56, 2001, p. 135-161.

COLLOVALD Annie, MATHIEU Lilian, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix,* 2009/2, Volume 22, pp. 119-143.

COLLOVALD Annie, GAITI Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, La Distpute/SNEDIT, Paris, 2006.

COMMAILLE Jacques, « Introduction : La découverte du droit par les sciences sociales », dans ISRAËL Liora *et al*., *Sur la portée sociale du droit. Usages et légitimité du registre juridique,* PUF, 2005, p. 108-110.

CONTAMIN Jean-Gabriel, « Analyse des cadres », dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2009, p. 38-45.

COTGROVE Stephen, DUFF Andrew, « Environementalism, values ans social change », *The british Journal of Sociology*, vol 32, n°1, 1981, p. 92-110

COTGROVE Stephen, DUFF Andrew, « Environmentalism, middle-class radicalisme and politics », *Sociological Review*, vol 28, n°2, 1980.

D

DE GAULEJAC Vincent et TABOADA-LEONETTI Isabel, *La lutte des places*, Desclée de Brouwer, 1994.

DECHEZELLES Stéphanie, « Héritiers fascistes et orphelins padans en Italie », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions... Mobilisation !*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 217-235.

DEMAZIÈRE Didier, HORN François et ZUNE Marc, « Des relations de travail sans règles ? L'énigme de la production des logiciels libres », *Sociétés contemporaines*, n° 66, 2007, p. 101-125.

DEMAZIÈRE Didier, HORN François et ZUNE Marc, « Sociabilité et contrôle sociale dans les collectifs de développement de logiciels libres », dans NICOURD Sandrine (dir), *Le travail militant*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 117- 126.

DIANI Mario, « The Concept of Social Movement », *Sociological Review*, 40, 1992, p. 1-25 et *Green Networks. A structural Analysis of the Italian Environmental Movement*, Edinburgh University Press, Édimbourg, 2005.

DOUZOU Laurent, « La démocratie sans le vote. La question de la décision dans la Résistance », *Actes de la recherche en sciences sociales,* vol. 4, n° 140, 2001, p. 57-67.

DUBUISSON-QUELLIER Sophie, « La consommation engagée. », Presses de Sciences Politiques (P.F.N.S.P.), 2009.

DUBUISSON-QUELLIER Sophie, LAMINE Claire, « Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs », *Sciences de la Société*, 2004, n°62, p. 144-167.

DUFOUR Cécile *et al.*, « Flexibilité et action collective. Salariés précaires et représentation syndicale », *Documents d'études*, n° 144, Dares, août 2008.

DUNEZAT Xavier, « La production du désengagement dans les mobilisations de "sans" », dans NICOURD Sandrine (dir.), *Le travail militant*, PUR, Rennes, 2009, p. 107-116.

DUNEZAT Xavier, *Chômage et action collective. Luttes dans la lutte. Mouvements et chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapport sociaux de sexe*, thèse de sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004

DURIEZ Hélène, « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, vol 17, n°68, 2004, p. 165-199.

E

EDER Klaus, « The « New Social Movements » : Moral Crusades, Political Pressure Groupes, or Social Movements ? », *Social Research*, vol.52, n°4, 1985.

EFF Carine, « journal d'une femme de chambre (2). Suite et fin d'une grève désaxée », *Vacarme,* 2003/3 (n° 24), p. 62-64.

EFF Carine, « Journal d'une femme de chambre. La lutte improbable des salariées d'Arcade », *Vacarme*, 2003/1 (n° 22), p. 60-66.

F

FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Belin, Paris, 2005.

FILLIEULE Olivier *et al.*, « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian », *Politix*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 13-48.

FILLIEULE Olivier, « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action », dans Fillieule Olivier, Agrikoliansky Eric, Sommier Isabelle (dir), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010, pp. 77-100.

FLEURY Laurent, « Abolition des classes sociales ou production d'une fiction d'égalité ? La réalisation d'un espace utopique au TNP de Vilar », dans CHOPART Jean-Noël et MARTIN Claude (dir.), *Que reste-t-il des classes sociales ?*, Éditions ENSP, 2004, p. 121-136.

FREEMAN Jo, « The Tyranny of Structurelessness », *The Second Wave,* vol. 2, n° 1, 1972.

FRIBOURG Bertrand, « Le travail intérimaire comme défi posé au syndicalisme : l'exemple du SNSETT-CGT aux chantiers navals de Saint-Nazaire », *Contraintes, normes et compétences au travail*, Actes des IX[e] Journées de sociologie du travail, 2003, Paris, p. 71-79.

G

GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n° 1, 1977, p. 137.

GAXIE Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, n° 11, vol. 1, 2005, p. 157-188.

GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Éditions du Seuil, Paris, 1993

GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi* et *2. Les relations en public,* Éditions de Minuit, 1973.

GOODWIN Jeff, JASPER James M. et POLLETTA Francesca, « The Return of the Repressed: The Fall and Rise of Emotions in Social Movement Theory », *Mobilization*, 5 (1), 2000, p. 65-84.

GOODWIN Jeff, JASPER James M. et POLLETTA Francesca, « Why Emotions Matter », dans GOODWIN Jeff, JASPER James M. et POLLETTA Francesca (éditeurs), *Passionate Politics*, University of Chicago Press, Chicago, 2001, p. 1-24.

GRAEBER David, « The New Anarchists », *New Left Review*, n° 13, 2002, p. 70.

GRANDHOMME Virginie, « Les mobilisations politiques contestataires ou les marges intégrées du débat démocratique : le cas de la lutte anti-OGM », dans JOSSERAND Philippe

GROLLIER Sébastien, « Quelle syndicalisation des travailleurs de l'intérim », *Savoir/Agir*, n° 12, 2010, p. 27-33.

GROZELIER Anne-Marie, « Les syndicats difficilement en phase avec les transformations du travail », *Mouvements*, n° 43, 2006, p. 15-22.

H

HASSENTEUFEL Patrick, « Pratiques représentatives et constructions identitaires : une approche des coordinations », *Revue française de sciences politique*s, vol. 41, n° 1, 1991, p. 5-28

HEURTIN Jean-Philippe, « L'enthousiasme du Téléthon », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions… Mobilisation* !, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 97-120.

HIRSCHMAN Albert O., *Bonheur privé, action publique*, Fayard, Paris, 1983.

HIRSCHMAN Albert O., *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, Fayard, Paris, 1995.

I

IMBERT Françoise *et al.*, *Les infirmières et leur coordination,* Lamarre, Paris, 1992.

J

JASPER James M. et POULSEN Jane, « Recruiting Strangers and Friends: Moral Shocks and Social Networks in Animal Rights and Antinuclear Protests », *Social Problems,* 42 (4), 1995, p. 493-512.

JAUNAIT Alexandre, CHAUVIN Sébastien, « Représenter l'intersection. Les théories de l'intersectionnalité à l'épreuve des sciences sociales », *Revue française de science politique*, 2012/1 (vol. 62), p. 5-20

JOSSIN Ariane, *Trajectoires de jeunes altermondialistes en France et en Allemagne*, PUR, Rennes, 2003

L

LAGROYE Jacques, « Être du métier », *Politix,* vol. 7, n° 28, 1994, p. 5-15.

LARGIER Alexandre, « Réseaux et dispositions organisationnelles : une guilde de joueurs sur Internet », *Sociologies pratiques*, n° 13, vol. 2, 2006.

LAZEGA Emmanuel *et al.*, « Des poissons et des mares : l'analyse des réseaux multiniveaux », *Revue française de sociologie*, 48-1, 2007, p. 93-131.

LE JEUNE Françoise (dir.), *La marge*, L'Harmattan, Paris, 2012, p.107-118.

LENZI Catherine, « L'injonction à l'autonomie comme mode de sélection sociale des militants dans les SEL », dans NICOURD Sandrine (dir), *Le travail militant*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 95 – 105.

LEROY Maxime, *La coutume ouvrière. Syndicats, bourses du travail, fédérations professionnelles, coopératives. Doctrines et institutions*, tomes 1 et 2, Éditions de la CNT, Paris, 2007

LESCHI Didier, « Les coordinations, filles des années 1968 », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n°3, 1996.

LOJKINE Jean, COURS-SALIES Pierre et VAKALOUKIS Michel, Nouvelles de classes, Presses universitaires de France, Paris, 2006 ; BORNE Dominique, *Petits-bourgeois en révolte ? Le mouvement Poujade*, Flammarion, 1977.

LOJKINE Jean, *L'adieu à la classe moyenne*, La dispute/SINEDIT, Paris, 2005.

LÖWY Michael, « Le concept d'affinité élective chez Max Weber », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 127, 2004, p. 93-103.

LUCK Simon, « Entre contestation et participation. L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaires », *Revue française de science politiques*, vol 58, n°2, 2008, p. 231-256.

LUCK Simon, *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisation individuelle, expériences collectives et cultures politiques alternatives,* thèse de science politique, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2008, p. 9-11.

M

MAHEU Louis, « Les nouveaux mouvements sociaux entre les voies de l'identité et les enjeux du politique », dans MAHEU Louis, SALES Arnaud, *La recomposition du politique.* Politique et Économie, Éditions l'Harmattan, Paris, 1991, pp. 164-192.

MATHIEU Lilian, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspectives », *Revue Française de Sociologie*, vol 45, n°3, 2004, p. 561-580.

MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol 52, n° 1, 2002, pp 75-100.

MATHIEU Lilian, Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux, Éditions Textuel, Paris, 2004.

MATONTI Frédérique et POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004/5, p. 4-11.

MAUGER Gérard, FOSSE Claude, *La vie buissonnière. Marginalité petite-bourgeoise et marginalité populaire*, Librairie François Maspero, Paris, 1977.

MAURER Sophie, PIERRU Emmanuel, « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un miracle social », *Revue française de science politique*, Année 2001, vol. 51, n°3, pp. 371- 407.

MAZAUD Caroline, *Entre le métier et l'entreprise. Renouvellement et transformations de l'artisanat français*, Thèse de sociologie, Université de Nantes, 2009.

MEURET-CAMPFORT Eve, *Des ouvrières en lutte : mondes populaires et genre du syndicalisme dans un secteur d'emploi "féminin" : le cas de l'usine Chantelle à Nantes (1966-2005)*, thèse de sociologie, université de Nantes, 2014.

MICHEL Hélène et WILLEMEZ Laurent, « Introduction. Justice professionnelle et non professionnelle : rapports ordinaires à la justice et questions de frontières », dans MICHEL Hélène et WILLEMEZ Laurent, *La justice au risque des profanes*, Presses universitaires de France, 2007, p. 7-11.

MICHEL Hélène, « Pour une sociologie des pratiques de défense : le recours au droit par les groupes d'intérêt », *Sociétés contemporaines*, n° 53, 2003, p. 5-16

MOUCHARD Daniel, « Les mobilisations des "sans" dans la France contemporaine : l'émergence d'un "radicalisme auto-limité" ? », *Revue française de sciences politiques*, vol. 52, n° 4, 2002, p. 425-448.

MOUCHARD Daniel, « Politiques délibérative et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage », *Politix*, Vol 15, n057, 2002, p. 125-145.

N

NEVEU Erik, « Médias et protestation collective », dans AGRIKOLIANSKY Éric, SOMMIER Isabelle et FILLIEULE Olivier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines,* La Découverte, Paris, 2010.

NEVEU Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 17-85.

NICOURD Sandrine, « Conclusion. Les organisations militantes : un ordre régulé fragile », dans NICOURD Sandrine (dir), *Le travail militant*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2009, p 128.

NICOURD Sandrine, « Pourquoi s'intéresser au travail militant ? », dans Nicourd Sandrine (dir), *Le travail militant,* Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 13-23.

OFFE Claus, « New social movements. Challeging the boundaries of institutional politics », *Social Research*, vol 52, n° 4, 1985, pp. 817-868 et enfin NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux,* La Découverte, 2015.

OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, PUF, Paris, 1987.

OFFERLÉ Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris, 1998, p. 122-123.

P

PARODI BAROZZI Maria Gabriela, « Acheter pour s'engager. La figure du *consom'acteur* du commerce équitable », Thèse de sociologie, Université de Nantes, 2011.

PASSERON Jean-Claude, Revel Jacques, *Penser par cas*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2005.

PÉCHU Cécile, « Quand les "exclus" passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, 34, 1996.

PELLEN Cédric, « Les manifestations paysannes polonaises de 1998-1999. Politisation, médiatisation et personnalisation d'une mobilisation contestataire », *Politix,* n° 2, vol. 22, 2009, p. 167-188

PIERRU Emmanuel, « Organisations et ressources », dans Agrikoliansky Éric, Sommier Isabelle, FILLIEULE Olivier (dir.), *Penser les mouvements sociaux,* La Découverte, 2010, p. 19-38.

PIERRU Emmanuel, « Organisations et ressources », dans Fillieule Olivier, Mathieu Lilian, PECHU Cécile (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 2009, p. 398.

POLLETTA Francesca, *Freedom is an Endless Meeting. Democracy in American Social Movements, Chicago (III.)*, The University of Chicago Press, 2002.

R

ECKERSLEY Robyn, « Green Politics and the new class : Selfishness or Virtue ? », *Political Studies*, vol 27, 1989, p. 205-223 .

S

SALLES Pierre-Olivier, « Les systèmes d'échanges solidaires et la crise en Argentine », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 255-271.

SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, Paris, 1997.

SILBEY Susan S. et EWICK Patricia, « Devant la loi : la construction sociale du juridique », dans KOURILSKY-AUGGEVEN Chantal (dir.), *Socialisation juridique et conscience du droit*, Réseau européen Droit et Société, Paris, 1997, p. 34-56.

SNOW David A. *et al.*, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 1986, p. 461-481.

SNOW David A., « Framing Process and Social Movement: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, 2000, p. 611-639.

SOMMIER Isabelle, FILLIEULE Olivier et AGRIKOLIANSKY Eric (dir.), *La généalogie des mouvements anti-globalisation en Europe. Une perspective comparée,* Karthala, Paris, 2008.

T

TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009.

TRAÏNI Christophe, « Choc moral », dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2009, p. 101-102.

TRAÏNI Christophe, « L'opposition à la tauromachie », dans TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions… Mobilisation* !, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Saint-Just-la-Pendue, 2009, p. 209.

U

URFALINO Philippe, « La décision au consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLV, n°136, 2007, p. 47-70.

V

VOIROL Olivier, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique » *Réseaux,* vol. 1, n° 129-130, 2005, p. 89-121

W

WACQUANT Loïc, *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Éditions Agone, 2001.

WEBER Max, *Économie et société*, tome 1, Éditions Plon, Paris, 1971.

WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Agora, Paris, 1985.

Z

ZASK Joëlle, « La politique comme expérimentation », dans Dewey John, *Le public et ses problèmes*, Éditions Léo Scheer, 2003, p. 7-43.

ANNEXES

Annexe n°1 : Manifeste du collectif Désobéissants

« **LE MANIFESTE**[198]

Bonjour à tous,

Nous sommes un certain nombre à penser[199] que la situation inquiétante de notre planète nous impose de retrouver le chemin de formes d'action et de lutte plus efficaces et plus radicales. Nous croyons que la réalité des rapports de force que nous subissons en matière de nucléaire civil et militaire, de protection de l'environnement contre les pratiques de certaines multinationales, de mondialisation de l'injustice sociale, etc. exigent de renouer avec une culture de la désobéissance civile/civique, de l'action directe non-violente, du refus radical et ludique.

Conscients des limites liées aux modes traditionnels de mobilisation (pétitions, manifestations…), qui ne nous valent que de trop rares victoires, et n'attirent plus guère les nouvelles générations de militants, nous avons décidé de former un réseau informel de militants de l'action directe non-violente. Parce que nous voulons nous battre pour la défense de la vie et de la justice sociale, nous avons décidé de nous organiser en un groupe de volontaires et d'activistes prêts à agir de manière directe et non violente aussi souvent que nécessaire et possible.

Dans ses concrétisations (stages, rencontres, débats, événements de convergence des luttes), le manifeste des désobéissants est donc une plateforme d'échange et de rencontre autour de la non-violence active et de la désobéissance civile. Il se veut un outil que chacun doit s'approprier. Ainsi, la responsabilisation et l'autonomisation sont favorisées et essentielles pour aller vers une émancipation individuelle et collective tout en développant des solidarités actives.

Nous sommes des faucheurs d'OGM, des démonteurs de panneaux publicitaires, des clowns activistes, des dégonfleurs de 4×4 de ville, des inspecteurs citoyens de sites nucléaires, des intermittents du spectacle, des activistes écologistes, des hébergeurs de sans-papiers, etc. Nous pensons que nos luttes et nos méthodes relèvent d'une dynamique alter-mondialiste plus indispensable que jamais, et que c'est ensemble, et dans l'action directe non-violente, que nous rendrons possible la transformation radicale de notre société, et de ce fait notre survie à tous dans un monde redevenu vivable.

En espérant vous compter nombreux parmi nous,

Les Désobéissants »

198 Voir http://www.desobeir.net/le-collectif/le-manifeste

199 Les passages surlignés en gras et la césure introduite dans le terme « alter-mondialiste » sont le fait des militants du collectif Désobéissant.

Annexe n°2 : Charte des AMAPS

« **CHARTE des AMAP**[200]

1. La référence à la charte de l'agriculture paysanne (cf annexe) pour chaque producteur.

2. Une production de dimension humaine adaptée aux types de culture et d'élevage.

3. Une production respectueuse de la nature, de l'environnement et de l'animal : développement d'une biodiversité, fertilité des sols, production sans engrais chimiques ni pesticides, gestion économique de l'eau

4. Une bonne qualité des produits : gustative, sanitaire, environnementale.

5. L'appui à l'agriculture paysanne locale.

6. La solidarité et des liens actifs avec tous les acteurs locaux œuvrant pour le maintien de l'agriculture durable et d'un commerce solidaire.

7. Le respect des normes sociales par rapport aux employés de l'exploitation, y compris le personnel temporaire.

8. La recherche de la transparence dans les actes d'achat, de production, de transformation et de vente des produits agricoles.

9. L'accompagnement des producteurs à l'autonomie, c'est-à-dire la capacité à être maître de ses choix.

10. La proximité du producteur et des consommateurs : elle est indispensable pour assurer le lien direct entre eux et pour favoriser le circuit le plus court entre producteur et consommateurs.

11. Une AMAP par producteur et par groupe local de consommateurs.

12. La formalisation et le respect des contrats à chaque saison entre consommateurs et producteurs.

13. Aucun intermédiaire entre producteur et consommateurs, pas de produits achetés et revendus par le producteur sans accord des consommateurs.

14. La définition à chaque saison d'un prix équitable entre producteur et consommateurs.

15. Une information fréquente du consommateur sur les produits.

16. La solidarité des consommateurs avec le producteur dans les aléas de la production.

17. Une participation active des consommateurs à l'AMAP favorisée notamment par la responsabilisation du maximum d'adhérents.

18. Une sensibilisation des adhérents de l'AMAP aux particularités de l'agriculture paysanne. »

200 Charte des AMAP extrait de *Charte des AMAP et guide de création*, Alliance Provence, 2003.

Annexe n°3 : Règlement Intérieur de B 17

B17 – Règlement intérieur

Préambule

L'association Bellamy 17 a passé une convention avec l'association « l'Atelier » qui fixe les modalités d'occupation des locaux.

Bellamy 17 s'engage à respecter les modalités d'occupation, les responsabilités et les objectifs suivants :

- promouvoir une alternative à l'économie de profit,
- favoriser l'émancipation des individu·e·s,
- démystifier et échanger les savoirs et les savoir-faire,
- pratiquer la solidarité et l'ouverture à toutes/tous sans discrimination
- s'impliquer dans toute initiative sociale et culturelle.

Bellamy est composé d'associations, déclarées ou de fait, et d'individu·e·s qui paient toutes et tous une adhésion annuelle et participent aux frais d'utilisation des salles (cf tableau).

Tous les membres participent aux travaux d'aménagement et d'entretien. Les adhésions et participations aux frais sont révisables chaque année.

Les différents statuts des membres

Les membres actifs

- composent le collectif de gestion (CG),
- s'engagent à faire vivre le lieu,
- sont les garants de son fonctionnement, de l'application des principes définis aux statuts et par les assemblées générales,
- participent aux réunions mensuelles (et plus si nécessaire),
- prennent leur tour dans la désignation des personnes référentes,
- participent à l'élaboration d'initiatives transversales aux associations,
- la qualité de membre actif se perd si une association n'est pas présente effectivement pendant 6 mois aux réunions du CG.

Les membres réguliers et individuels

- peuvent participer aux réunions du CG. Ils n'ont qu'une voix consultative,
- marquent leur engagement par la participation à faire vivre le lieu,
- la qualité de membre régulier ou individuel s'acquiert après que leur projet – ou leurs activités – ont été présentés et acceptés par le CG.

Les membres occasionnels

Afin de garder une certaine souplesse et de permettre à des groupes de se réunir ponctuellement ou exceptionnellement dans la perspective de former un groupe ou monter une action/campagne, il est prévu un statut de membres occasionnels.

- Ils doivent obligatoirement prendre contact avec les personnes référentes ou une personne du CG avant toute réunion.
- Le paiement de l'adhésion permet de se réunir 4 fois avant de déterminer la suite de leur engagement dans B17 (régulier ou actif).

L'autogestion à B17

Le collectif de gestion ou CG

Les réunions du CG sont ouvertes à toutes et tous.

Elles ont lieu tous les premiers mercredis de chaque mois (dans la mesure du possible).

Les associations ayant le statut de membres réguliers qui souhaitent devenir membres actifs doivent en faire la demande au CG, puis participer pendant 6 mois aux réunions du CG. Pour être admises, elles devront bénéficier de la moitié des voix plus une de tous les membres actifs à jour de leur adhésion.

Les membres individuels ne peuvent pas avoir la qualité de membre actif.

Chaque association nomme deux représentant·e·s pour les réunions mensuelles du CG.

Les décisions sont prises, après avoir pris le temps de la réflexion, de l'écoute, de l'avis des différents membres et après avoir envisagé les multiples possibilités.

Le vote n'est pas un recours systématique mais plutôt exceptionnel.

En cas de vote, chaque membre actif représente une voix.

Quorum : pour que le vote soit valide, il faut que 2/3 des membres actifs à jour des adhésions soient présents.

Majorité : le calcul de la majorité se fera sur le nombre total des voix théoriques, la moitié plus une y compris les absents.

Un compte rendu est rédigé suite à chaque réunion du CG, il est distribué aux représentants des membres actifs, eux-mêmes chargés de le transmettre aux militants de leur groupe.

Assemblée générale ou AG

Une assemblée générale a lieu chaque année où sont conviés les membres actifs – groupes ou individuel-le-s – et les membres réguliers. Les membres occasionnels sont invités aussi à titre d'observateurs.

Il peut y avoir des AG exceptionnelles sur demande du CG.

L'ordre du jour est proposé par le CG.

Les convocations aux AG doivent être envoyées au minimum un mois à l'avance avec l'ordre du jour et les contributions éventuelles.

La date et l'ordre du jour seront également affichés dans les locaux de B17.

En début d'AG, des ajouts peuvent être proposés à l'ordre du jour par toutes les personnes présentes.

Pour les votes :

- chaque membre actif (groupe) dispose de 10 voix,
- chaque membre actif (individuel) dispose d'1 voix,
- chaque membre régulier (groupe) dispose d'1 voix.

Quorum : Pour que le vote soit valide, il faut que 2/3 des membres actifs, à jour des adhésions soient présents.
Majorité : Le calcul de la majorité se fera sur le nombre total des voix théoriques (la moitié plus une y compris les absents). Il faut être adhérent·e depuis au moins deux mois et à jour de cotisation avant la convocation de l'AG pour participer au vote.

Le référent·e

Une personne référente se porte volontaire (à tour de rôles parmi les représentants des membres actifs) pour une durée d'un mois lors des réunions mensuelles du CG.

Entre deux réunions, cette personne s'occupe du planning des salles, principalement pour les membres réguliers et occasionnels.
Elle transmet les demandes. En cas de problème, ceux-ci sont discutés lors des réunions mensuelles du CG ou directement en cas d'urgence (réunion exceptionnelle ou par mails).
Elle veille à la bonne tenue des locaux – rangement, ménage, produits d'entretien.

Le trésorier·e

Cette personne se charge de la comptabilité pour 6 mois, dont un mois de tuilage avec la personne suivante. Elle s'occupe des finances, de la relance des impayés et de la gestion de la caisse (relevé des fonds, fond de caisse, etc.)

Finances

Les adhésions annuelles et la participation demandée lors de l'occupation des salles ont pour unique but de payer les investissements et les frais financiers engagé par le fonctionnement du lieu autogéré.

L'adhésion annuelle se paie au premier trimestre.

Dans la mesure du possible, les adhésions et les frais d'utilisation des salles doivent être réglés par les groupes tous les mois – terme échu – lors du CG.

Pour toute annulation :

- on avertit la personne référente,
- on efface le tableau.

En cas de problème financier, il faut en avertir le CG.

Le non-paiement de l'adhésion annuelle ou de trois mois d'occupation des salles, entraîne l'exclusion de Bellamy 17 qui est soumise au vote lors du CG.

Les locaux de Bellamy 17

Les locaux de B17 sont composés de 5 salles :

- le plateau,
- le bureau,
- la grande salle,
- la cuisine,
- l'aile.

Les documents laissés à la disposition de toutes/tous doivent être mis dans les présentoirs prévus à cet effet sur le plateau ou affichés sur les panneaux d'affichage (penser à faire le tri de temps en temps). Les utilisatrices et utilisateurs du lieu veillent à leur bon usage et à leur respect.

Les salles doivent être nettoyées et rangées après chaque réunion (cendriers, verres, documents...), elles ne doivent pas devenir un lieu de stockage.

Le CG se charge de mettre à la disposition des utilisateurs le matériel nécessaire au nettoyage.

L'association de la personne référente du mois fait le ménage durant le mois en question.

L'occupation des salles

- Les membres actifs ont la priorité dans l'occupation des salles.
- Les membres réguliers ne peuvent s'inscrire que d'une fois sur l'autre sur le tableau de réservation et en informent la personne référente. Les autres modalités se décident en CG.
- Les membres occasionnels font une demande à la personne référente qui s'assure que le créneau est disponible et que l'objet de l'utilisation de la salle correspond aux valeurs du collectif avant de confirmer la réservation

Tout objet commercial, à but lucratif ou dont l'idéologie ne respecte pas la dignité humaine (racisme, sexisme, autoritarisme, homophobie) n'est pas admis.

En cas de doute, le demandeur vient exposer sa requête lors d'une réunion du CG qui donne ou non son accord.

Limites à l'usage des locaux

- la tenue d'une réunion de plus de 100 personnes (50 en attendant l'issue de secours),
- la situation géographique des locaux entraîne l'interdiction de stationner dans la cour et de faire du bruit après 22 h,
- l'utilisation des locaux à titre privatif,
- l'établissement d'un QG de campagne électorale,
- toute activité incompatible avec la sécurité (gros matériel de soudure, de menuiserie …)
- le non maintien en l'état ou le non nettoyage des locaux.

Fonctionnement général

- *Fermer les portes en partant,*
- *À partir de 22 h, les portes doivent être systématiquement fermées,*
- Couper l'éclairage inutile et à la fin des activités,
- Couper le chauffage et le gaz (voir la fiche technique),
- Laisser propre ce qu'on a utilisé (cendriers, verres, tables, sol, wc, …),
- descendre les poubelles,
- enlever les papiers et documents personnels,
- sur le plateau, il est important de veiller à utiliser du mobilier qui ne le dégrade pas : n'utiliser que des chaises à embouts de plastique.

Fonctionnement de la cuisine

La cuisine est habituellement utilisée le midi par les adhérent·e·s de l'Atelier. Ceux et celles qui ne sont pas membres de l'Atelier peuvent venir manger à condition de prévenir suffisamment tôt le matin. La cuisine du midi est faite par celles et ceux qui y mangent. Un pourcentage du coût du repas est reversé à B17 pour payer les frais de fonctionnement.

La réserve de nourriture est auto-financée par les repas.

Il est demandé aux associations qui puisent dans ces réserves – café, sucre, huile, sel … – de les remplacer par des produits de qualité équivalente ou de laisser de l'argent dans la caisse de la cuisine en l'indiquant sur un papier.

Les associations qui organisent des repas apportent leur manger.

La cuisine doit être laissée propre : vaisselle lavée, essuyée et rangée, poubelles vidées, cendriers propres, sol balayé et lavé si besoin.

Journées travaux

Des journées travaux ont lieu régulièrement en fonction de la nécessité (un ou deux jours). Elles seront fixées à l'avance. Il est souhaitable que 2 personnes minimum de chaque groupe membre actif soit présentes. La nature des travaux est discutée au CG.

Les personnes référentes s'occupent du suivi des travaux en liaison avec les permanents de l'Atelier.

Boîte aux lettres

Une boite aux lettres est à la disposition des membres actifs qui peuvent se faire domicilier à l'association B17.

Clés

Chaque membre actif a une clé numérotée des locaux.

Les autres membres (réguliers, occasionnels, individuels) doivent contacter la personne référente pour l'ouverture des locaux au 06 00 00 00 00

Casiers

Chaque membre actif possède un casier dans lequel peuvent être déposés les compte rendus de réunions et les courriers internes.

À côté des casiers se trouve un classeur avec tous les compte rendu des réunions du CG, consultables sur place.

Armoires et étagères

À la demande des membres actifs, un espace fermé ou non, peut leur être réservé (sous réserve d'espace disponible).

Assurance

Une assurance a été contractée avec la S****.

Annexe n°4 : Programme détaillé du festival de la Désobéissance et de l'Insoumission en soutien aux Faucheurs Volontaires et à No Pasaran – Septembre 2008

scientifiques et sociétaux des OGM en s'appuyant sur des exemples concrets. Cerise sur le gâteau, Christian Velot possède le gène de l'humour ! Un délice...

22H30 Les LIP. L'imagination au pouvoir - Christian Rouaud
118 minutes, couleur, avec un livret : Portraits et impressions
1973. Aux usines Lip de Besançon, commence la grève la plus emblématique de l'après-68. un mouvement de lutte incroyable, une épopée ouvrière qui dura plusieurs années, mobilisa des foules entières en France et en Europe, multiplia les action illégales, porta la démocratie directe et l'imagination à l'incandescence.

DIMANCHE - DIMANCHE - DIMANCHE - DIMANCHE

9H45 - L'explosion, 2007, 52' - un film de Jérôme Champion
Quand une partie de l'histoire du nucléaire en France rencontre une partie de l'histoire ouvrière, cela peut provoquer une explosion d'un cocktail étonnant, mélangeant les peurs de l'explosion nucléaire, les mécontentements de l'explosion sociale et les départs discrets de l'explosion territoriale. Le film L'explosion est retourné à Chooz, dans les Ardennes, 20 ans après que s'y soit déroulée une virulente opposition à la construction de la centrale nucléaire. Nous avons suivi Jean Noël qui milita alors contre l'installation de cette centrale nucléaire. Avec lui, petit à petit nous retrouvons celles et ceux qui ont lutté. Une série de onze portraits se dessinent, et à travers eux, l'histoire des luttes de Chooz et de Vireux nous est relatée. 25 après, bien plus qu'une histoire qui nous est racontée, c'est sur notre actualité que nous nous interrogeons.

11 H- Charlie Bauer, marathonien de l'espoir - Film documentaire de 60 min. Réalisé par Martin Monge.
Fin des années 50, Charlie Bauer, alors adhérent aux Jeunesses Communistes, rompt avec les directives du Parti qui a voté les crédits de guerre pour l'intervention militaire en Algérie. Dès lors, il se radicalise dans ses luttes contre les injustices sociales en pratiquant la propagande par le fait - expropriation, redistribution de la marchandise,attaque de train, aide aux désertions,... -, s'implique au côté du FLN contre la guerre coloniale en Algérie - détournements et vols d'armes, d'explosifs, collectes de fond,... -. Il est arrêté, torturé, et effectuera 25 ans de prison dont 9 en Quartier de Haute Sécurité. Son intransigeance, sa radicalité se confirment, et aujourd'hui même, au moyen du verbe armé; il combat toutes les injustices, tous les enfermements. Sa pédagogie demeure révolutionnaire - en faisant de l'insoumission et de la conquête des droits son concept – par un procédé de critique sociale qu'il pratique en temps que sociologue.

12H15 - Putain d'Usine - Jean-Pierre Levaray - 20'
Jean-Pierre Levaray et ses collègues de travail parlent de leur travail d'ouvrier à l'usine chimique de grande paroisse, près de rouen, du même type que celle d'AZF toulouse. Ces ouvriers racontent l'exploitation, la lutte et la solidarité, les doutes et la difficulté à vivre avec le travail en 2007. Le réveil sonne, première humiliation de la journée. Le film confronte l'expérience de l'auteur à d'autres histoires personnelles, en donnant la parole aux prolos. À rebours de l'idée reçue d'une classe ouvrière achérant à son travail, attachée à son entreprise et soucieuse de défendre son emploi, des travailleurs évoquent la lassitude et le désir de fuir la condition omniprésente du salarié.

14H- Quand les femmes ont pris la colère
" Quand les femmes ont pris la colère " est un documentaire réalisé en 1976 à Couëron (estuaire de la Loire), où était implantée Tréfimtaux, entreprise de transformation du cuivre et de l'aluminium, appartenant au groupe PUK. La lecture croisée du film et des sources écrites affine le regard sur la lutte menée autour de douze femmes inculpées suite à une action de solidarité avec les grévistes de l'usine, et sur les rapports entre CGT et Union des Femmes Françaises, qui se côtoient sans développer exactement les mêmes axes de soutien. Ces rapports me semblent symptomatique des relations entre syndicat essentiellement masculin et association féminine, relations non réductibles à la mouvance communiste... "

16H - Le Monde selon Monsanto Durée
Ce réalisé par , au sujet de la multinationale américaine et traite donc aussi des produit par cette compagnie. Ce documentaire est une coproduction France, Image et Compagnie, Productions Thalie.

18 H - Paysan & rebelle - Un portrait de Bernard Lambert
La vie de Bernard Lambert, paysan de Loire-Atlantique, député à 27 ans puis figure mythique des luttes paysannes dans l'Ouest au cours des années 70, fondateur du mouvement des " Paysans travailleurs " et père spirituel de José Bové. Le film remonte aux sources de la contestation paysanne d'aujourd'hui et parcourt un demi-siècle d'évolution de l'agriculture en France. L'histoire de Bernard Lambert est racontée par ses proches, ses compagnons de lutte, sa femme Marie-Paule, ses amis de la JAC, ses camarades du PSU ou des " paysans travailleurs ", des inconnus ou des personnalités.

19 H30 Le silence des nanos
DURÉE 75 minutes ANNÉE 2007 PAYS France PRODUCTION À Bout de Champ. L'action se déroule sur l'écran d'un ordinateur connecté au réseau. Une navigation dans le cyberespace permet de découvrir ce que recouvrent les nanotechnologies en terme de programme. De lien en lien, de site en site, de téléchargement en téléchargement, le film révèle l'histoire de ces technologies émergentes, les visions et les rêves dont elles procèdent ou qu'elles génèrent. Les questions, qui ne sont pas nouvelles : notre rapport à la technologie, au développement, au progrès ; mais qui, devant la révolution technologique annoncée, s'imposent avec acuité.

CONCERTS-SPECTACLES

PARTICIPATION AUX FRAIS - PASS 3 JOURS : 15 €
VENDREDI à partir de 18 H - PAF 7 €
Les Ramoneurs de Menhirs - Nevrotic Explosion - Insolite - Trouz an Noz
SAMEDI : Spectacles aprem' :
OPA - Cie Bankal, Cie Papaye, Cie les Pousspieds
Concert à 20 H - PAF : 7 €
Craft - Sarkofiottes - Pas de nom, Pas de maison - Poule Mouton N'Cow
DIMANCHE : Apéro concert à partir de 17 H : PAF : 5 €

26-27-28 SEPTEMBRE 2008 À TREFFIEUX-GRUELLAU
EN SOUTIEN AUX FAUCHEURS VOLONTAIRES D'OGM ET À NO PASARAN

FESTIVAL DE LA DESOBEISSANCE ET DE L'INSOUMISSION

SAMEDI ET DIMANCHE :

ATELIERS, ÉCHANGES DE SAVOIRS, VIDÉOS, CONCERTS

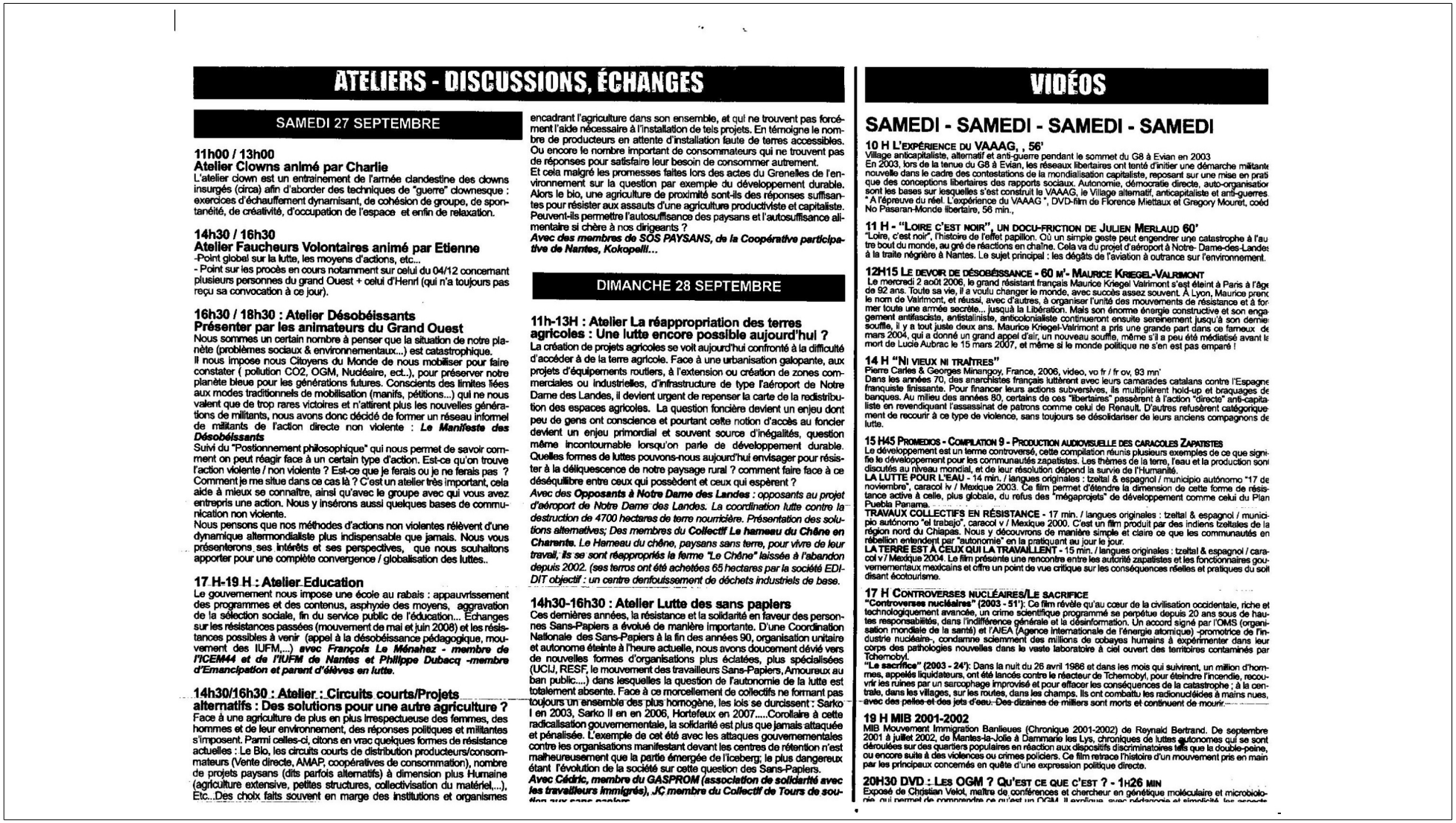
DIMANCHE : MARCHÉ PAYSAN À 10 H

STANDS ASSOCIATIFS, ZONE DE GRATUITÉ, EXPOSITIONS...
AC ! (Agir ensemble contre le chômage) - Faucheurs 44 & 49 - GASPROM - Les Objecteurs de Croissance - Opposants à l'aéroport Notre Dame des Landes - RESF - SCALP/No Pasaran - Sortir du Nucléaire Loire&Vilaine avec expos des enfants de Tchernobyl, UCIJ (Unis contre l'immigration jetable), Huile 44, KK 44, Kokopelli...

Organisé par une équipe de militant-e-s, nous vous accueillons dans un site où différents espaces sont prévus : concerts, ateliers, stands... dans un périmètre balisé qui nous est prêté par les Amis de Gruellau.
Trois cuisines à prix libre et autogérées sont prêtes à vous accueillir.
Les verres ou gobelets seront consignés pour éviter le gâchis et veillez à laisser le site propre en utilisant les poubelles de tri à votre disposition.
Un camping est disponible et pour celles et ceux qui voudraient prendre des douches, voir à l'accueil.
Le dimanche, le petit train qui traverse l'espace sera en service.
Les ateliers-discussions se dérouleront selon le temps sous chapiteau ou à l'air frais.
Nous invitons les personnes qui quittent le lieu à ne pas oublier l'adage qui dit que celui qui conduit ne boit pas.

•CUISINES À PRIX LIBRE - Le prix libre, c'est quoi ?
La pratique du prix libre se développe pour créer les conditions d'un autre rapport à l'argent qui règne en maître dans notre société. Il s'agit de montrer qu'au-delà des coûts de productions (travail humain + matières premières), ce que nous consommons peut l'être sur d'autres bases que celui du profit financier. **Tu paies ce que tu peux, ce que tu juges juste !**
Celles et ceux, qui peuvent, paient un peu plus que le prix de revient, pour que celles et ceux, qui peuvent moins, puissent payer moins...
Le prix libre, c'est aussi réintégrer sa responsabilité du bilan financier d'une tentative alternative et collective.

•Le site des Etangs de Gruellau est un espace naturel protégé entretenu par l'association " Les Amis de Gruellau ", nous sommes tou-te-s attentif-ve-s à au respect de notre lieu de vie collectif éphémère et de son écosystème.
Cela implique que nous soyons vigileant-e-s au recyclage et au tri des déchets, à l'économie de l'eau, à l'évacuation des eaux usées, au bon usage des toilettes sèches, au bruit, à la gestion des animaux domestiques et bien sûr au respect des un-e-s et des autres.



ATELIERS - DISCUSSIONS, ÉCHANGES

SAMEDI 27 SEPTEMBRE

11h00 / 13h00
Atelier Clowns animé par Charlie
L'atelier clown est un entrainement de l'armée clandestine des clowns insurgés (circa) afin d'aborder des techniques de "guerre" clownesque : exercices d'échauffement dynamisant, de cohésion de groupe, de spontanéité, de créativité, d'occupation de l'espace et enfin de relaxation.

14h30 / 16h30
Atelier Faucheurs Volontaires animé par Etienne
-Point global sur la lutte, les moyens d'actions, etc...
- Point sur les procès en cours notamment sur celui du 04/12 concernant plusieurs personnes du grand Ouest + celui d'Henri (qui n'a toujours pas reçu sa convocation à ce jour).

16h30 / 18h30 : Atelier Désobéissants
Présenter par les animateurs du Grand Ouest
Nous sommes un certain nombre à penser que la situation de notre planète (problèmes sociaux & environnementaux...) est catastrophique.
Il nous impose nous Citoyens du Monde de nous mobiliser pour faire constater (pollution CO2, OGM, Nucléaire, ect..), pour préserver notre planète bleue pour les générations futures. Conscients des limites liées aux modes traditionnels de mobilisation (manifs, pétitions...) qui ne nous valent que de trop rares victoires et n'attirent plus les nouvelles générations de militants, nous avons donc décidé de former un réseau informel de militants de l'action directe non violente : ***Le Manifeste des Désobéissants***
Suivi du "Positionnement philosophique" qui nous permet de savoir comment on peut réagir face à un certain type d'action. Est-ce qu'on trouve l'action violente / non violente ? Est-ce que je ferais ou je ne ferais pas ? Comment je me situe dans ce cas là ? C'est un atelier très important, cela aide à mieux se connaître, ainsi qu'avec le groupe avec qui vous avez entrepris une action. Nous y insérons aussi quelques bases de communication non violente.
Nous pensons que nos méthodes d'actions non violentes relèvent d'une dynamique altermondialiste plus indispensable que jamais. Nous vous présenterons ses intérêts et ses perspectives, que nous souhaitons apporter pour une complète convergence / globalisation des luttes..

17 H-19 H : Atelier Education
Le gouvernement nous impose une école au rabais : appauvrissement des programmes et des contenus, asphyxie des moyens, aggravation de la sélection sociale, fin du service public de l'éducation... Echanges sur les résistances passées (mouvement de mai et juin 2008) et les résistances possibles à venir (appel à la désobéissance pédagogique, mouvement des IUFM,...) ***avec François Le Ménahez - membre de l'ICEM44 et de l'IUFM de Nantes et Philippe Dubacq -membre d'Emancipation et parent d'élèves en lutte.***

14h30/16h30 : Atelier : Circuits courts/Projets alternatifs : Des solutions pour une autre agriculture ?
Face à une agriculture de plus en plus irrespectueuse des femmes, des hommes et de leur environnement, des réponses politiques et militantes s'imposent. Parmi celles-ci, citons en vrac quelques formes de résistance actuelles : Le Bio, les circuits courts de distribution producteurs/consommateurs (Vente directe, AMAP, coopératives de consommation), nombre de projets paysans (dits parfois alternatifs) à dimension plus Humaine (agriculture extensive, petites structures, collectivisation du matériel,...), Etc...Des choix faits souvent en marge des institutions et organismes encadrant l'agriculture dans son ensemble, et qui ne trouvent pas forcément l'aide nécessaire à l'installation de tels projets. En témoigne le nombre de producteurs en attente d'installation faute de terres accessibles. Ou encore le nombre important de consommateurs qui ne trouvent pas de réponses pour satisfaire leur besoin de consommer autrement.
Et cela malgré les promesses faites lors des actes du Grenelles de l'environnement sur la question par exemple du développement durable. Alors le bio, une agriculture de proximité sont-ils des réponses suffisantes pour résister aux assauts d'une agriculture productiviste et capitaliste. Peuvent-ils permettre l'autosuffisance des paysans et l'autosuffisance alimentaire si chère à nos dirigeants ?
Avec des membres de SOS PAYSANS, de la Coopérative participative de Nantes, Kokopelli...

DIMANCHE 28 SEPTEMBRE

11h-13H : Atelier La réappropriation des terres agricoles : Une lutte encore possible aujourd'hui ?
La création de projets agricoles se voit aujourd'hui confronté à la difficulté d'accéder à de la terre agricole. Face à une urbanisation galopante, aux projets d'équipements routiers, à l'extension ou création de zones commerciales ou industrielles, d'infrastructure de type l'aéroport de Notre Dame des Landes, il devient urgent de repenser la carte de la redistribution des espaces agricoles. La question foncière devient un enjeu dont peu de gens ont conscience et pourtant cette notion d'accès au foncier devient un enjeu primordial et souvent source d'inégalités, question même incontournable lorsqu'on parle de développement durable. Quelles formes de luttes pouvons-nous aujourd'hui envisager pour résister à la déliquescence de notre paysage rural ? comment faire face à ce déséquilibre entre ceux qui possèdent et ceux qui espèrent ?
*Avec des **Opposants à Notre Dame des Landes** : opposants au projet d'aéroport de Notre Dame des Landes. La coordination lutte contre la destruction de 4700 hectares de terre nourricière. Présentation des solutions alternatives; Des membres du **Collectif Le hameau du Chêne en Charente**. Le Hameau du chêne, paysans sans terre, pour vivre de leur travail, ils se sont réappropriés la ferme "Le Chêne" laissée à l'abandon depuis 2002. (ses terros ont été achetées 65 hectares par la société EDIDIT objectif : un centre denfouissement de déchets industriels de base.*

14h30-16h30 : Atelier Lutte des sans papiers
Ces dernières années, la résistance et la solidarité en faveur des personnes Sans-Papiers a évolué de manière importante. D'une Coordination Nationale des Sans-Papiers à la fin des années 90, organisation unitaire et autonome éteinte à l'heure actuelle, nous avons doucement dévié vers de nouvelles formes d'organisations plus éclatées, plus spécialisées (UCIJ, RESF, le mouvement des travailleurs Sans-Papiers, Amoureux au ban public....) dans lesquelles la question de l'autonomie de la lutte est totalement absente. Face à ce morcellement de collectifs ne formant pas toujours un ensemble des plus homogène, les lois se durcissent : Sarko I en 2003, Sarko II en en 2006, Hortefeux en 2007.....Corollaire à cette radicalisation gouvernementale, la solidarité est plus que jamais attaquée et pénalisée. L'exemple de cet été avec les attaques gouvernementales contre les organisations manifestant devant les centres de rétention n'est malheureusement que la partie émergée de l'iceberg; le plus dangereux étant l'évolution de la société sur cette question des Sans-Papiers.
Avec Cédric, membre du GASPROM (association de solidarité avec les travailleurs immigrés), JC membre du Collectif de Tours de soutien aux sans papiers

VIDÉOS

SAMEDI - SAMEDI - SAMEDI - SAMEDI

10 H L'EXPÉRIENCE DU VAAAG, , 56'
Village anticapitaliste, alternatif et anti-guerre pendant le sommet du G8 à Evian en 2003
En 2003, lors de la tenue du G8 à Evian, les réseaux libertaires ont tenté d'initier une démarche militante nouvelle dans le cadre des contestations de la mondialisation capitaliste, reposant sur une mise en pratique des conceptions libertaires des rapports sociaux. Autonomie, démocratie directe, auto-organisation sont les bases sur lesquelles s'est construit le VAAAG, le Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerres. * A l'épreuve du réel. L'expérience du VAAAG *, DVD-film de Florence Miettaux et Gregory Mouret, coéd No Pasaran-Monde libertaire, 56 min.,

11 H - "LOIRE C'EST NOIR", UN DOCU-FRICTION DE JULIEN MERLAUD 60'
"Loire, c'est noir", l'histoire de l'effet papillon. Où un simple geste peut engendrer une catastrophe à l'autre bout du monde, au gré de réactions en chaîne. Cela va du projet d'aéroport à Notre- Dame-des-Landes à la traite négrière à Nantes. Le sujet principal : les dégâts de l'aviation à outrance sur l'environnement.

12H15 LE DEVOIR DE DÉSOBÉISSANCE - 60 M'- MAURICE KRIEGEL-VALRIMONT
Le mercredi 2 août 2006, le grand résistant français Maurice Kriegel Valrimont s'est éteint à Paris à l'âge de 92 ans. Toute sa vie, il a voulu changer le monde, avec succès assez souvent. À Lyon, Maurice prend le nom de Valrimont, et réussi, avec d'autres, à organiser l'unité des mouvements de résistance et à former toute une armée secrète... jusqu'à la Libération. Mais son énorme énergie constructive et son engagement antifasciste, antistalinisme, anticolonialiste continueront ensuite sereinement jusqu'à son dernier souffle, il y a tout juste deux ans. Maurice Kriegel-Valrimont a pris une grande part dans ce fameux de mars 2004, qui a donné un grand appel d'air, un nouveau souffle, même s'il a peu été médiatisé avant la mort de Lucie Aubrac le 15 mars 2007, et même si le monde politique ne s'en est pas emparé !

14 H "NI VIEUX NI TRAÎTRES"
Pierre Carles & Georges Minangoy, France, 2006, video, vo fr / fr ov, 93 mn'
Dans les années 70, des anarchistes français luttèrent avec leurs camarades catalans contre l'Espagne franquiste finissante. Pour financer leurs actions subversives, ils multiplièrent hold-up et braquages de banques. Au milieu des années 80, certains de ces "libertaires" passèrent à l'action "directe" anti-capitaliste en revendiquant l'assassinat de patrons comme celui de Renault. D'autres refusèrent catégoriquement de recourir à ce type de violence, sans toujours se désolidariser de leurs anciens compagnons de lutte.

15 H45 PROMEDIOS - COMPILATION 9 - PRODUCTION AUDIOVISUELLE DES CARACOLES ZAPATISTES
Le développement est un terme controversé, cette compilation réunis plusieurs exemples de ce que signifie le développement pour les communautés zapatistes. Les thèmes de la terre, l'eau et la production sont discutés au niveau mondial, et de leur résolution dépend la survie de l'Humanité.
LA LUTTE POUR L'EAU - 14 min. / langues originales : tzeltal & espagnol / municipio autónomo "17 de noviembre", caracol iv / Mexique 2003. Ce film permet d'étendre la dimension de cette forme de résistance active à celle, plus globale, du refus des "mégaprojets" de développement comme celui du Plan Puebla Panama.
TRAVAUX COLLECTIFS EN RÉSISTANCE - 17 min. / langues originales : tzeltal & espagnol / municipio autónomo "el trabajo", caracol v / Mexique 2000. C'est un film produit par des indiens tzeltales de la région nord du Chiapas. Nous y découvrons de manière simple et claire ce que les communautés en rébellion entendent par "autonomie" en la pratiquant au jour le jour.
LA TERRE EST À CEUX QUI LA TRAVAILLENT - 15 min. / langues originales : tzeltal & espagnol / caracol v / Mexique 2004. Le film présente une rencontre entre les autorité zapatistes et les fonctionnaires gouvernementaux mexicains et offre un point de vue critique sur les conséquences réelles et pratiques du soit disant écotourisme.

17 H CONTROVERSES NUCLÉAIRES/LE SACRIFICE
"Controverses nucléaires" (2003 - 51'): Ce film révèle qu'au cœur de la civilisation occidentale, riche et technologiquement avancée, un crime scientifique programmé se perpétue depuis 20 ans sous de hautes responsabilités, dans l'indifférence générale et la désinformation. Un accord signé par l'OMS (organisation mondiale de la santé) et l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) -promotrice de l'industrie nucléaire-, condamne sciemment des millions de cobayes humains à expérimenter dans leur corps des pathologies nouvelles dans le vaste laboratoire à ciel ouvert des territoires contaminés par Tchernobyl.
"Le sacrifice" (2003 - 24'): Dans la nuit du 26 avril 1986 et dans les mois qui suivirent, un million d'hommes, appelés liquidateurs, ont été lancés contre le réacteur de Tchernobyl, pour éteindre l'incendie, recouvrir les ruines par un sarcophage improvisé et pour effacer les conséquences de la catastrophe ; à la centrale, dans les villages, sur les routes, dans les champs. Ils ont combattu les radionucléides à mains nues, avec des pelles et des jets d'eau. Des dizaines de milliers sont morts et continuent de mourir.

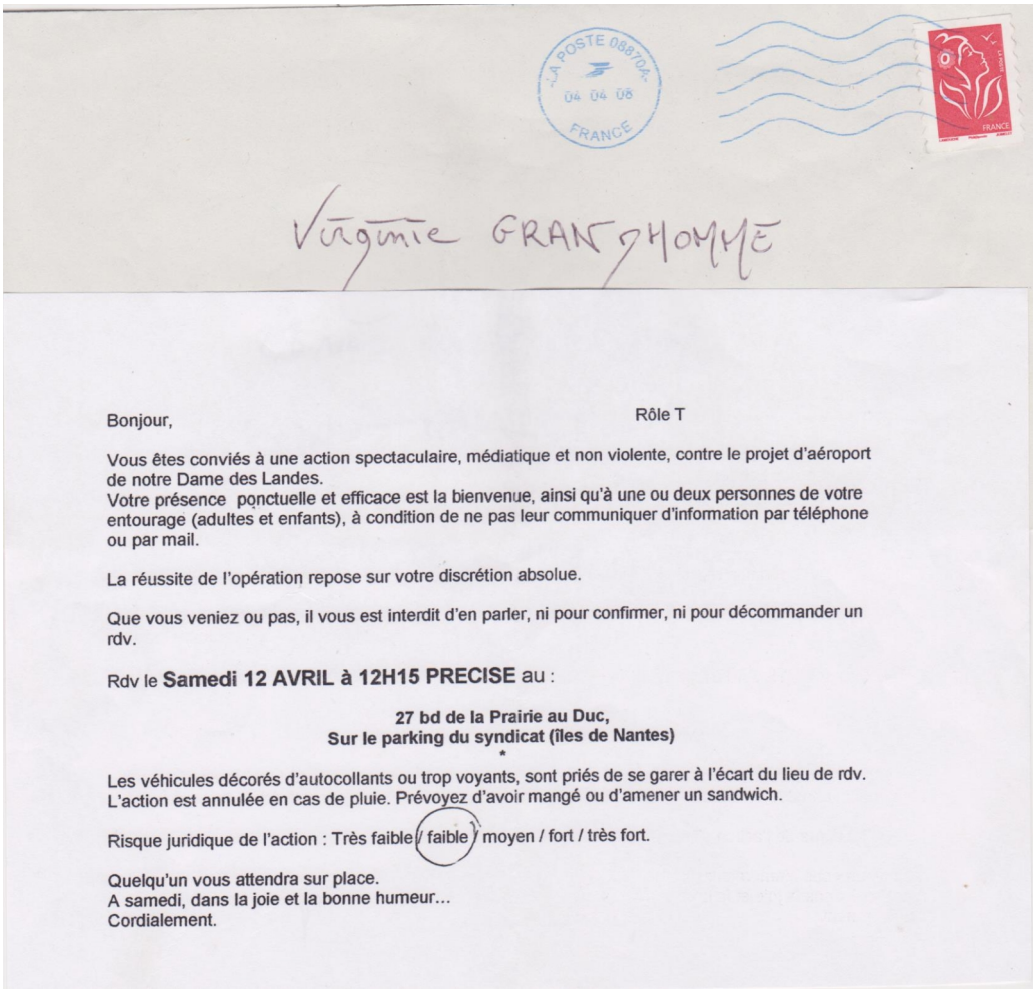
19 H MIB 2001-2002
MIB Mouvement Immigration Banlieues (Chronique 2001-2002) de Reynald Bertrand. De septembre 2001 à juillet 2002, de Mantes-la-Jolie à Dammarie les Lys, chroniques de luttes autonomes qui se sont déroulées sur des quartiers populaires en réaction aux dispositifs discriminatoires tels que la double-peine, ou encore suite à des violences ou crimes policiers. Ce film retrace l'histoire d'un mouvement pris en main par les principaux concernés en quête d'une expression politique directe.

20H30 DVD : LES OGM ? QU'EST CE QUE C'EST ? - 1H26 MIN
Exposé de Christian Velot, maître de conférences et chercheur en génétique moléculaire et microbiologie, qui permet de comprendre ce qu'est un OGM. Il explique, avec pédagogie et simplicité, les aspects

10. Illustration : Programme du Festival de Désobéissance et de l'insoumission – septembre 2008

Annexe n°5 : Action directe non-violente contre le projet de construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes organisé par le Comité de Soutien Nantais aux Opposants du Projet d'Aéroport de Notre Dame des Landes – avril 2008

En plus des informations et des quelques conversations échangées par mails, la première retombée de l'observation participante menée lors du stage de formation proposée par le collectif Désobéissant, m'est parvenue par voie postale. Des stagiaires opposés à la construction de l'aéroport de NDDL ayant exprimé leur volonté de monter l'action directe élaborée dans le cadre d'un des ateliers ont effectivement mis leur projet à exécution. Comme convenu au cours du stage, tous les participants qui leur ont confié leurs coordonnées ont reçu un courrier d'invitation signé du « *Comité de Soutien Nantais aux Opposants du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes* ».



Virginie GRANDHOMME

Bonjour, Rôle T

Vous êtes conviés à une action spectaculaire, médiatique et non violente, contre le projet d'aéroport de notre Dame des Landes.
Votre présence ponctuelle et efficace est la bienvenue, ainsi qu'à une ou deux personnes de votre entourage (adultes et enfants), à condition de ne pas leur communiquer d'information par téléphone ou par mail.

La réussite de l'opération repose sur votre discrétion absolue.

Que vous veniez ou pas, il vous est interdit d'en parler, ni pour confirmer, ni pour décommander un rdv.

Rdv le **Samedi 12 AVRIL à 12H15 PRECISE** au :

27 bd de la Prairie au Duc,
Sur le parking du syndicat (îles de Nantes)

*

Les véhicules décorés d'autocollants ou trop voyants, sont priés de se garer à l'écart du lieu de rdv.
L'action est annulée en cas de pluie. Prévoyez d'avoir mangé ou d'amener un sandwich.

Risque juridique de l'action : Très faible / faible / moyen / fort / très fort.

Quelqu'un vous attendra sur place.
A samedi, dans la joie et la bonne humeur...
Cordialement.

11. Illustration : Lettre d'appel à participation à l'action directe non-violente envoyé aux stagiaires par le Comité de Soutien Nantais aux Opposants du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes

La lettre précise la nature de l'action sans entrer dans les détails, à savoir une action directe non-violente à dimension symbolique nécessitant la participation d'une cinquantaine de personnes et impliquant une prise de risque physique ou juridique « *faible* », en fait nulle. Elle donne rendez-vous aux participants à quelques centaines de mètres du lieu de l'action, sur le parking de la Maison des Syndicats, le samedi 12 avril 2008. Un rapide débriefing permet de présenter le principe et les modalités du détournement du Grand Éléphant à tous les présents. On propose ensuite à chacun de choisir entre deux options : monter à bord de la machine, installer la banderole et se faire voir et entendre le plus possible ou suivre la progression du Grand Éléphant afin d'ajouter à la visibilité de l'action et de ralentir ou d'empêcher toute intervention. Après qu'un maximum de militants ait embarqué (jauge de 50 personnes) et que l'éléphant ait commencé son parcours sur l'île, les militants ont déplié et fixé la banderole sur un des côtés de la machine. Ceux restés au sol, l'ont aussitôt entouré et progressé avec lui en prenant des photos, en distribuant des tracts d'information, en frappant des mains et, pour les porte-parole, en répondant aux journalistes invités pour l'occasion. Ces derniers ont eu l'occasion d'exploiter l'événement à loisir en faisant des photos et des vidéos puisque l'action s'est poursuivie durant les 45 minutes du parcours de la machine.



12. Illustration : Action directe de détournement du Grand Éléphant par les militants du Comité de Soutien Nantais aux Opposants du Projet d'Aéroport de Notre Dame des Landes le 12.04.08

En parallèle, un communiqué précisant que « C'*est un premier avertissement aux différents porteurs du projet qui ont refusé un débat public honnête et démocratique au profit d'un exposé partisan et aveugle*[201] » est envoyé à tous les organes de presse et dans le réseau militant local mobilisé contre le projet. Après la fin du parcours du Grand Eléphant, les militants montés à bord ont rejoint ceux restés au sol pour se réjouir de l'événement et partager un verre sur une terrasse de café voisine avant de se séparer.

Le lundi suivant, les journaux régionaux et nationaux, la presse militante en ligne et les collectifs en lutte contre le projet de construction de l'aéroport informent, discutent et/ou se réjouissent de l'action en mobilisant le communiqué de presse et les photographies diffusés par les militants. La reconversion urbaine de l'île de Nantes, l'installation à demeure de la compagnie des Machines de l'Île et l'acquisition d'un Grand Éléphant pour la ville sont parmi les chantiers emblématiques conduit par Jean-Marc Ayrault en tant que maire de la ville de Nantes (1989 – 2012). L'action mise en œuvre visait donc le projet de transfert de l'aéroport, mais aussi son premier défenseur en détournant une des principales incarnations de son action politique dans la ville.

201 Extrait du tract rédigé et distribué par les militants du Comité de Soutien Nantais aux Opposants du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes lors de l'action de détournement de l'Éléphant à Nantes le 12 avril 2008.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE : BILAN DE L'ACTION DU 12 AVRIL 2008

Aujourd'hui, samedi 12 avril 2008 à 14h45, le comité de soutien opposé au projet de l'aéroport de Notre Dame des Landes s'est mobilisé en nombre. Ce comité est composé essentiellement de citoyens qui n'appartiennent ni à une association ou organisation, mais qui par leur présence veulent démontrer aux pouvoirs politiques qu'ils sont sur le terrain pour faire entendre leurs revendications : obtenir un nouveau débat public participatif dans lequel les alternatives à ce projet seraient étudiées.

L'opposition et la résistance à ce projet s'élargissent de plus en plus, mobilisant des personnes soucieuses d'empêcher de gigantesques gaspillages. Gaspillage et traumatisme humain, gaspillage de 4700 hectares de terre nourricière, gaspillage de 4 à 5 milliards d'euros d'argent public, gaspillage énergétique.

Nous étions 150 militants a participé à cette action citoyenne et non violente.

Notre objectif, dérouler une banderole du haut de l'éléphant de Nantes : Opération réussie !!

« UN AYRAULTPORT ÇA TROMPE ÉNORMÉMENT »

Notre banderole « Un AyraultPort ça trompe énormément » a été déployée à deux reprises par les militants se trouvant en ballade sur l'éléphant : toutes les personnes se trouvant sur l'éléphant étaient partie prenante de l'action. Les militants au sol avaient pour fonction de sécuriser l'éléphant et d'autres de sensibiliser les citoyens à la problématique du projet de l'aéroport de Notre Dame des Landes : 500 tracts ont été distribués à toutes les personnes se situant près de l'action.

Nous avons choisi l'éléphant comme symbole pour faire référence à l'expression « L'Éléphant Blanc » passée dans le langage courant pour désigner les grands projets d'équipements ou d'infrastructures surdimensionnées, souvent de prestige, coûteux et inutiles. Et qui est généralement très souvent condamné à être abandonné quelques années plus tard.

De ce fait, nous dénonçons ce projet et nous ne comprenons la position du gouvernement qui après un Grenelle de l'environnement s'obstine à mettre tout en œuvre pour la réalisation de celui-ci alors qu'il connaît parfaitement les urgences du réchauffement climatique dû aux gaz à effets de serre : l'aviation y contribue fortement à l'accroissement !! Alors pourquoi continuer sur des orientations qui vont à l'encontre d'un avenir sain pour les générations futures ?

Par cette action, nous informons les pouvoirs politiques que c'est le premier avertissement aux différents porteurs. C'est donc pour cela que nous demandons haut et fort l'ouverture d'un autre débat public participatif qui, celui-là prendra en compte les solutions alternatives : pour éviter le survol de Nantes et le sécuriser, créer une piste transversale Est/Ouest qui est la solution sur tous les points et financier la préservation de la terre nourricière et des exploitants agricoles.

Lutter contre ce projet c'est aussi résister contre la démesure. Ce projet est contre nature, il est donc anti-social. Comme quoi… à Nantes un aéroport ça trompe énormément !!

Le comité de soutien opposé au projet de l'aéroport de Notre Dame des Landes.

Contact : Marie Lesmin 06 00 00 00 00

13. Illustration : Communiqué de presse diffusé par le collectif auprès de médias locaux et nationaux suite à l'action directe et relayé dans plusieurs réseaux militants diversement intéressés à la cause anti-aéroport.

Annexe n°6 : Stage de formation à l'activisme clown organisé par le collectif des Greenpitres, membre du réseau Désobéissant – Mai 2008

Il est difficile de faire état du contenu d'un stage de formation de deux jours et de la réalisation d'actions directes non-violentes de manière à la fois concise et sélective afin d'éviter toute redondance tout en préservant les dimensions heuristiques d'un compte-rendu ethnographique. Suivant la logique de présentation empruntée jusqu'ici, nous avons opté pour une évocation rapide du contexte afin de privilégier la présentation des éléments récurrents et/ou saillants de ce nouvel épisode de description du travail militant réalisé dans le collectif Désobéissant.

Reprendre contact

Suite à l'information et l'invitation formulée à la fin du stage de formation à l'ADNV et à la désobéissance civile à laquelle j'ai assisté en février 2008, je participe au stage de formation au clown-activisme. Le clown-activisme est une sorte de sous-discipline de l'ADNV qui utilise le vecteur privilégié de la mise en scène et de l'humour à travers le recours à la figure du clown, ici militant. Comme pour le précédent, l'inscription passe par l'interface du site des Désobéissants et/ou par retour de mail. Le stage de formation dure deux jours, il est assuré par un militant-formateur soutenu par trois activistes expérimentés et propose l'hébergement et la restauration collective sur place[202]. À la différence du premier stage, en revanche, ce temps de formation conduit à la réalisation de deux actions directes non-violentes réelles l'après-midi du deuxième jour.

Arriver sur le lieu du stage

Le stage de formation au clown-activisme réunit vingt stagiaires, quatre militants expérimentés, dont un assume aussi le rôle de formateur en tant que leader du collectif des « Greenpitres ». À mon arrivée, je reconnais plusieurs stagiaires parmi les plus jeunes et les moins expérimentés politiquement du stage précédent. Je reconnais aussi deux des militants-formateurs rencontrés en février, Marie et Jean, présents en tant qu'apprentis. En comparaison de la session précédente, le groupe se compose d'individus âgés de 18 à 30 ans à l'exception de deux personnes et d'un nombre équivalent d'hommes et de femmes qui, au

202 Profitant d'un hébergement à proximité, je ne séjourne pas sur place avec les autres stagiaires au cours de cette session de formation.

terme du stage, auront dans la grande majorité témoignés de leur absence d'expérience militante préalable.

Le groupe s'installe dans un gîte-relais de la Fédération des Œuvres Laïques du département où David, militant environnementaliste, clown-activiste et formateur du jour est salarié. Le lieu dispose de locaux susceptibles d'accueillir des classes et/ou des colonies de vacances (chambres, sanitaires, cuisines, salles d'activités), d'un jardin pédagogique de 2 800 m², de vélos en nombre et des ustensiles et matériaux divers nécessaires à des activités de petit bricolage.

L'ambiance et l'organisation du stage de formation au clown-activisme sont beaucoup moins formelles que celui précédent. Suite à leur inscription, les stagiaires sont supposés connaître l'objet de la formation, on ne leur communique ni programme ni planning pour les deux journées à venir, sauf à leur rappeler la mise en œuvre d'une action directe réelle en fin de session.

De fait, un certain flottement s'installe au matin du premier jour. Je suis arrivée vers 8 h 45 pour un début de formation programmé à 9 h et me suis assise sur le perron de la cuisine en compagnie de David et des stagiaires les plus matinaux. Un quart d'heure plus tard, une partie du groupe est encore attablée pour le petit-déjeuner, alors que d'autres font des aller-retour entre les sanitaires et le dortoir à l'étage.

Tandis qu'une partie des stagiaires s'étonnent, puis s'agacent rapidement du manque de directive, d'autres profitent de cette marge de manœuvre et prennent leur temps. Un coup d'œil vers Marie et Jean, militants-formateurs par ailleurs, me confirme qu'ils s'inquiètent de ce qu'ils perçoivent comme un défaut d'organisation préjudiciable aux stagiaires. La perspective de l'action directe du lendemain leur paraît peu rassurante. David m'explique spontanément qu'il est dans une position inconfortable, mais que cette situation ne doit rien au hasard. Il souhaite que s'instaure une sorte d'autodiscipline au sein du groupe et n'entend pas jouer « *l'animateur de colo* ». Sans l'avoir encore expliqué aux stagiaires, il met en œuvre les principes autodétermination et d'autogestion dont il se revendique politiquement et qu'il entend transmettre, par la pratique, aux stagiaires.

Le nombre de personnes prêtes à se mettre au travail augmente progressivement et leur rassemblement à l'extérieur des locaux en face de la salle de restauration finit par faire

pression sur les derniers levés qui rejoignent le groupe au plus vite. Le premier atelier du stage débutera finalement vers 9 h 30. En comparaison du stage précédent et en l'absence de règles préalables, nous n'avons finalement pas perdu beaucoup de temps. Le plus intéressant ici réside finalement dans les réactions des uns et des autres fasse à cette absence de cadre. Tandis que certains le vivent mal et le jugent peu efficace, d'autres semblent s'en accommoder, voire, y trouver matière à exploiter, y compris politiquement.

Du militantisme désobéissant au clown-activisme

Le premier atelier est consacré au « *positionnement théorique* » sur la base de l'exercice dit du « *positionnement philosophique* ». Comme dans le stage précédent, la consigne consiste à se positionner dans le repère orthonormé formé par les deux couples d'opposition « violent/non-violent » et « je le fais/je ne le fais pas » à la lumière d'exemples d'actions envisagés d'abord du point de vue d'un militant ordinaire, puis d'un militant clown-activiste. Le but de l'atelier est de faire apprécier aux stagiaires la différence entre ces deux postures et, en l'occurrence, mieux cerner les possibles et les interdits qui accompagnent celle du clown-activiste. L'exercice s'avère efficace et, par des exemples choisis, permet aux stagiaires d'apprécier ces nuances en les obligeant à changer de position lorsqu'ils empruntent l'un ou l'autre de ces registres. Par exemple, à la proposition « *Après plusieurs tentatives de négociations, un projet de construction d'un site nucléaire va aboutir. Vous décidez alors d'occuper le bureau du directeur de l'entreprise chargé des travaux de construction et, ce faisant, de le séquestrer* ». Sur le registre du militant en civil, la grande majorité du groupe se déplace vers l'écriteau « violent » et se positionne timidement du côté « je le fais », en précisant que ce serait pour eux un ultime et dernier recours. Lorsque le militant-formateur propose d'envisager le même cas du point de vue du clown-activisme, le groupe reste du côté de l'écriteau « violent », mais se déplace vers celui qui indique « je ne le ferais pas ». Alors qu'on leur demande de s'expliquer, plusieurs personnes répondent que ce n'est pas le rôle du clown-activiste d'avoir des discours et des pratiques aussi radicaux. Qu'il doit plutôt travailler à faire passer un message sur un registre dédramatisé afin qu'il puisse être entendu, à défaut d'être toujours compris, par le plus grand nombre. Après de nouveaux échanges, on aboutit à l'idée que, dans ce cas, il conviendrait plutôt d'arriver un peu avant l'heure de fermeture et d'envahir les locaux en adoptant des comportements étranges et en s'appropriant les lieux (archives, matériel, architecture) pour désorganiser le travail, mais en étant avenants vis-à-vis

des salariés et sans détériorer quoi que ce soit. Au fur et à mesure des exemples, les stagiaires se forgent collectivement une image approximative de la posture et de la ligne de conduite du clown-activiste en action.

S'approprier le plan d'action

Le deuxième atelier est consacré à la préparation théorique d'une action directe non-violente qui emprunte le registre du clown-activisme. En charge de sa conduite, David prend la parole et en détourne légèrement l'objet pour présenter l'intention, le contenu et le principe de fonctionnement du stage. Il rappelle que le principal objectif consiste à nous former à l'action clown via la mise en place d'une action réelle. Il affirme ensuite qu'il a fait le choix délibéré de faire reposer le déroulement du stage et le fonctionnement du groupe sur l'autogestion, la démocratie directe et le consensus. Tandis que les stagiaires approuvent en agitant les mains ou en hochant la tête, il poursuit en expliquant que cela implique que chacun prenne ses responsabilités et se mobilise par lui-même pour avancer vers la réalisation de l'objet du stage. Ma première réaction consiste à penser que cette pierre vient d'atterrir poliment, mais fermement dans le jardin des stagiaires qui n'étaient pas prêts à 9 h ce matin, indirectement accusés de dilettantisme. Je me ravise rapidement en entendant la suite de son discours et comprends que s'ils étaient bien les premiers visés, la remarque s'adresse aussi, quoique de façon bienveillante, à tous ceux qui, au même moment, se sont rassemblés autour de lui dans une posture attentiste. Silence poli, chacun a pris ce qu'il pouvait et voulait pour son grade.

David change ensuite de ton pour évoquer les premiers détails de l'action directe du lendemain. Il explique qu'en dépit des valeurs énoncées plus tôt et, compte tenu de l'inexpérience de la plupart des stagiaires, il a déjà défini des cibles potentielles, à savoir une grande enseigne de fast-food et une autre de jardinerie/animalerie ouverte le dimanche. Il inscrit ces objectifs dans le cadre des luttes environnementalistes, notamment écologiques et anti-OGM, et des luttes du travail réaffirmant le droit au repos hebdomadaire et à des temps non soumis à la logique consumériste. Les stagiaires approuvent et commencent à le presser de questions quant à la nature de l'action. Il résiste tant bien que mal à ces demandes et se contente de présenter un plan de la situation géographique des cibles avant de préciser que des vélos sont à la disposition des stagiaires pour se rendre sur place. Après un nouveau, mais bref moment de flottement, il invite tout le monde à s'organiser en plusieurs groupes de

travail afin d'élaborer différents scénarios d'actions possibles à partir de ces premiers éléments.

Les militants les plus expérimentés, dont les formateurs du stage précédent, veillent à se répartir dans chacun des groupes. Ils empruntent tous des pages du paperboard et des stylos afin de noter leurs idées dans l'optique de la mise en commun en plénière. Mon groupe s'installe sur l'herbe au soleil. Assis, couché, appuyé sur un bras, chacun y va de son idée et de ses remarques. L'atelier prend la forme d'un vaste brainstorming, guidé par un récapitulatif des étapes clés de l'organisation d'une ADVN bientôt affiché par David à la vue de tous. L'ambiance est studieuse, mais détendue et amusée, chacun essaie d'apporter des propositions à la fois drôles, symboliques et efficaces en lien avec les cibles et le mot d'ordre de l'action. Au bout de 45 minutes, la plénière s'organise. Un par un, les groupes présentent leurs idées qui sont discutées au fur et à mesure à l'aide de la CNV, avant que David ne reporte sur le tableau principal celles qui sont validées et qui serviront de chemin de fer à la mise en œuvre de l'action du lendemain. Après avoir validé les grandes lignes du scénario et avant de passer à table, on établit une nouvelle liste de choses à faire et à penser du point de vue de la préparation de l'action (repérage, préparation du matériel, rédaction des tracts, slogans et speech pour les porte-parole, réalisation des banderoles et pancartes, etc.).

Le ciment de la convivialité

Le déjeuner est placé sous l'égide de la convivialité, les imaginaires et les conversations sont encore dans la préparation de l'action. Une fois le repas terminé, chacun s'active pour débarrasser, balayer la salle, nettoyer et ranger la vaisselle. Un nouveau temps de flottement s'installe, plutôt agréable celui-ci. Chacun vaque à ces occupations pendant la digestion. Je rejoins un petit groupe de trois personnes déjà allongées sur l'herbe, m'installe et m'endors. J'ouvre les yeux environ 30 minutes plus tard au moment où l'activité reprend doucement dans la cour du gîte. David sonne finalement le rassemblement à l'aide d'un mégaphone puis nous partons pour le jardin pédagogique attenant. Nous évoluons dans un jardin immense et foisonnant du fait de la saison. Fort de ces fonctions d'animateur environnement, David explique au groupe le fonctionnement du jardin et des mares pédagogiques, détaille les caractéristiques des espèces végétales et animales qui colonisent cet espace tout en marchant. La promenade est instructive et agréable. Sur ces conseils, les stagiaires récoltent différentes

essences de plantes qui vont servir à préparer des produits ménagers et d'hygiène après la visite. Nous retournons au gîte après une bonne heure de balade.

Un nouveau moment de flottement s'installe. Des petits groupes se forment spontanément pour discuter des contenus du stage, des motivations ou encore des parcours militants de chacun. Au fur et à mesure, les discussions s'épuisent et la détente se transforme en attente qui devient bientôt pénible. La gêne est perceptible, l'inactivité confronte chacun à son incapacité à prendre une initiative. Les visages se ferment. Marie et Jean s'inquiètent de plus en plus ouvertement de l'état du groupe et de la façon dont il est piloté. David est dans une position difficile, notamment vis-à-vis de ces pairs, mais semble déterminé. À mon tour, je suis gagnée par l'agacement et commence à avoir des difficultés à rester en place. Que ce soit en tant que stagiaire ou en tant qu'observatrice participante, l'inertie et l'impression qu'il n'y a rien ni à faire ni à observer me font douter de la pertinence de ma présence.

Finalement, la situation évolue d'elle-même. N'y tenant plus, certains stagiaires, dont une partie des éléments moteurs du groupe, s'attachent à s'occuper par eux-mêmes. Ils approchent David pour lui demander où trouver le matériel nécessaire pour fabriquer la vingtaine de nez de clown nécessaires à l'action du lendemain, les banderoles et les pancartes. Une fois le mouvement lancé, David s'active à son tour et propose un atelier de préparation de liquide vaisselle, de dentifrice et de crème hydratante à partir de la cueillette faite dans le jardin. Sa conduite ou, pour mieux dire, son absence de pilotage du groupe était bien une manœuvre délibérée.

Progressivement, chacun trouve une tâche à accomplir. La tension baisse d'un cran, mais la leçon, en partie auto-infligée, passe avec rudesse. Chacun est penché sur sa tâche et refuse poliment toutes les aides proposées de crainte d'avoir à la partager, de se retrouver dans l'inactivité et, ce faisant, de perdre la contenance qui l'accompagne. Aussi remuée que les autres, je me dirige vers la cuisine et participe à la préparation du repas qui sera servi sur le lieu de l'action directe le lendemain midi. Sans qu'aucune consigne n'ait été donnée dans ce sens, la fin d'après-midi est finalement consacrée à la préparation de l'action.

Sans mots pour le dire

L'heure avançant, nous passons de la préparation du pique-nique du lendemain à la préparation du repas du soir, puis installons la table pour le dîner. Les stagiaires discutent

longuement et principalement de l'action à venir et des tâches qu'il reste à accomplir avant le départ.

Vers 21 h, après le rangement et les tâches ménagères, tous les stagiaires se retrouvent pour une soirée débat autour de « *la philosophie du clown-activisme* ». Cet atelier débute par la projection de plusieurs vidéos et photographies d'actions commentées par David. Le fait d'être installés dans le noir et devant un écran à raison de l'attention des stagiaires qui profitent d'une nouvelle pause, somnolent ou s'endorment. À la fin de la projection commentée, ni débat ni ambiance de veillée, les stagiaires vont se coucher en ordre dispersé.

Préparatifs

Le lendemain matin, je retrouve une grande partie des stagiaires à 9 h précise à l'extérieur du gîte. Tout en conservant sa ligne de conduite, David a retenu la leçon de la veille et réveillé les derniers dormeurs à l'aide d'un mégaphone à 8 h sur le registre humoristique. Le groupe est visiblement plus dynamique, ce qui n'empêche pas Marie et Jean de le surveiller comme le lait sur le feu, toujours inquiets de le voir partir en action directe dans quelques heures. En comparaison du travail de cadrage mis en œuvre durant le stage de formation précédent aboutissant à réalisation d'une action directe fictive, le pari est définitivement osé.

Plus rapidement que la veille, les stagiaires prennent des initiatives. On réaffiche les documents de synthèse et de préparation de l'action. Plusieurs groupes se succèdent devant et bafouillent des « *OK* » en face des tâches dont ils vont se charger en début de matinée. Les uns et les autres s'attellent à mettre la touche finale aux banderoles et aux pancartes, bouclent l'organisation du repas du midi, préparent les plantes et semis ou, comme moi, partent en repérage pour faire un plan détaillé des accès possibles aux différents sites et bâtiments. En milieu de matinée, les préparatifs sont clos et les deux voitures mobilisées pour le transport des matériels chargées.

Une sorte d'effervescence s'empare progressivement du groupe. David donne le coup d'envoi d'une nouvelle phase de la préparation en apparaissant avec son attirail de clown-activiste. Une ambiance de coulisse de spectacle s'installe. Une fois déguisés, les stagiaires changent d'attitude, sans exception. Le fait d'être habillés en clowns et l'approche du moment du passage à l'action électrisent l'atmosphère. L'excitation et le stress qui gagne les stagiaires s'expriment dans les gestes, les tentatives de jeu comique et les compliments qu'ils

s'échangent. Il règne une bonne humeur surprenante, on s'amuse, c'est un fait. Le groupe de clowns-activistes est prêt, sa cohésion est visible, sensible. La perspective d'aller faire les clowns ensemble semble ravir tout le monde, sans qu'on puisse clairement dissocier ce qui relève du jeu et de l'intention militante et/ou politique dans cet enthousiasme collectif.

David convoque le dernier briefing dans la cour. Il est question de nos cibles, du scénario en trois temps de l'action et du trajet à vélo. Il rappelle les principaux éléments du point juridique de la veille : carte d'identité, numéro d'un avocat prévenu de l'action à contacter en cas d'arrestation, aucun objet pouvant être considéré comme dangereux, respect des décisions prises au consensus et aucun mot ou geste qui pourrait justifier une intervention des forces de l'ordre. Il est rappelé qu'en cas d'arrestation, les militants sont tenus à décliner leur « *petit état civil* » et, pour le reste, « *ne rien avoir à déclarer* ». Le groupe est réceptif à ces derniers conseils, mais n'affiche pas la concentration ou la mine de circonstance qu'on pourrait attendre dans cette situation. Le personnage du clown semble avoir un effet autant sur les spectateurs que sur les acteurs eux-mêmes. Il n'effraie pas et, visiblement, il va jusqu'à rassurer les porteurs du costume sur le sort qui pourrait leur être réservé. Ici, la force de suggestion du personnage et l'imaginaire culturel qu'il convoque porte, voir supporte, la démarche des stagiaires et des militants. Il semble que les activistes soient plus convaincus par leur personnage que par les mots d'ordre de l'action ou, plus précisément, que la méthode leur donne des moyens pour les revendiquer dont ils ne disposaient pas jusqu'ici.

Passer à l'action

Le groupe est sur le départ et décide de faire preuve de discrétion sur le chemin de l'action pour ne pas donner l'alerte prématurément. Un kilomètre nous sépare des cibles. Les clowns-activistes commencent à jouer le jeu quelques mètres avant l'arrivée pour donner le change et se donner du courage alors que le stress est monté d'un cran. Les activistes arrivent en escouade de vélos et à grand renfort de bruit sur le parking d'une grande chaîne de fast-food. Le parcours du *drive* est monopolisé un moment, les clients époussetés avec des plumeaux, tandis que les clowns se bouchent le nez à l'approche des sachets de nourriture. Les vélos sont attachés ensemble à proximité. Les clowns activistes investissent l'intérieur et la terrasse du restaurant. Ils circulent vite, s'emparent des pailles, des serviettes, des plateaux, des pots de fleurs et s'installent avec les clients en humant l'air d'un air dégoutté. D'autres ont

investi l'air de jeu pour enfant ou discutent avec les statues du personnage qui incarne l'enseigne sous les regards médusés et silencieux des salariés et des clients. D'autres encore installent une pancarte « *McBIO* » à l'intérieur et l'extérieur du restaurant et commencent à dresser une table d'une vingtaine de couverts sur la terrasse. Comme prévu par le scénario, je m'approche doucement des clients pour les interpeller. Je me contente de jouer l'étonnement, le dégoût et l'inquiétude sans prononcer un mot, le contenu du message n'échappe à aucun d'eux. Beaucoup sont gênés, comme s'ils étaient pris en flagrant délit de « *malbouffe* ». Pour certain, cela se traduit par la volonté d'entrer dans la discussion afin de se justifier et/ou de se dédouaner, pour d'autres, cela constitue une attaque personnelle et c'est l'agacement, voir la colère, qui s'expriment. Fidèle à mon personnage, en réalité protégée parce que cachée derrière lui, je me contente de sourire, de distribuer des tracts et de les inviter à déjeuner avec nous sur la terrasse.

Du fait de mon inexpérience militante, le contenu de ces interactions me surprend et m'agace. Tout en me le représentant théoriquement, je n'avais jamais expérimenté la manière dont la posture militante agit comme un repère normatif qui implique la circulation d'une forme de violence symbolique dans les interactions avec des tiers. Ici, en dépit de l'adoucissement du message que permet le recours au clown-activisme, j'incarne la défense de certaines valeurs et la condamnation, y compris morale, de ceux qui ne les partagent pas. D'un autre côté, j'ai été déstabilisée par le niveau de défiance suscité par ma présence et la remise en cause *a priori* de ma légitimité à exprimer une opinion publiquement. Beaucoup de remarques tendaient à me signifier qu'avant de pouvoir prétendre à retenir l'attention du public, je devais faire la preuve de l'intérêt de mon propos et de ma démarche afin que les témoins puissent décider s'ils reconnaissaient en moi « *un militant sérieux* », à qui on reconnaît le droit de s'exprimer même en cas de convictions opposées ou, une « *contrefaçon* » assimilée à l'inconsistance et à l'extrémisme et donc condamnée d'avance. Je réalise alors qu'avant même de pouvoir transmettre un message, on exige souvent des militants qu'ils justifient de leur prétention à prendre la parole dans l'espace public. La conséquence immédiate est de faire reposer sur leurs épaules un niveau de contrôle social relativement élevé et d'exiger d'eux une forme d'exemplarité, dont le défaut les expose au discrédit immédiat de leur initiative et de leur message politique.



Photographie de l'action clown-activiste transmise par voie de mails et diffusée dans le réseau militant Désobéissant suite au stage de formation à l'activisme clown.

Alors que j'évolue avec un autre clown-activiste dans l'espace de jeu pour enfant, la responsable du restaurant fonce sur nous, un téléphone à la main et nous intime de partir avant qu'elle n'appelle la police. Je lui réponds avec le sourire que nous sommes venus manger. Après un instant d'hésitation, elle nous invite poliment à nous installer, visiblement convaincue qu'elle ne peut pas légalement nous obliger à quitter les lieux et qu'un esclandre ne jouerait pas en sa faveur en présence des clients. Elle entre dans le restaurant et appelle la police. Le groupe passe à table. Le temps du repas permet de faire retomber légèrement la pression pour les gérants et les salariés. Du côté des clowns-activistes, la pause comporte le risque de casser la dynamique. Le groupe n'a pas déterminé en amont si le repas devait être un moment d'action à part entière ou s'il pouvait consister en une véritable pause où la seule présence des clowns suffit à faire passer le message. Progressivement et de façon désordonnée, les clowns activistes se rangent à la deuxième option et le risque de démobilisation s'éloigne.

Entre temps, trois clowns ont rejoint la tablée. Notre entrée leur a permis de se rendre sur le toit du restaurant et d'habiller le personnage de l'enseigne avec un déguisement de Faucheur Volontaire affublé d'une pancarte anti-OGM. Alors que le repas touche à sa fin, deux camions de police se stationnent devant le restaurant. L'arrivée des forces de l'ordre flatte le groupe, les sourires apparaissent sur les visages et le *jeu* reprend son cours. Les restes du repas et les tables où les clowns ont déjeuné sont rangés et nettoyés de façon ostensible et bruyante. Après cette opération, un clown-activiste s'empare du porte-voix et commence à lire et déclamer des « *prières anti-capitalistes* » afin d'attirer de nouveau l'attention, de remobiliser le groupe et d'affirmer clairement son message politique. Après quelques hésitations, et puisque la police n'est pas intervenue dans le restaurant, les activistes sortent de façon désordonnée en courant, criant et riant. Les forces de l'ordre laissent évoluer les clowns-activistes librement tout en veillant à ce qu'aucun ne puisse entrer dans les restaurants alentour. De leur nouveau point de vue, les clowns-activistes aperçoivent bientôt le

personnage de l'enseigne revêtu du déguisement de faucheur. L'impact visuel et symbolique est très efficace et constitue pour eux une véritable récompense qui les renforce dans leur démarche collective.

Les forces de l'ordre interpellent le groupe à plusieurs reprises pour demander ce que les clowns comptent faire et connaître l'identité du leader. Les réponses sont délibérément chaotiques. Pendant que certains font semblant de ne pas comprendre la question, plusieurs s'autodésignent comme leaders et commencent à s'invectiver. David intervient pour réguler la situation, en l'occurrence éloigner les activistes des restaurants, en suggérant de profiter de la fin de l'action pour faire des jeux sur une zone libre de construction toute proche. Les clowns-activistes s'organisent par petits groupes et entament différents jeux. Aucun n'a l'impolitesse d'ignorer les policiers avec lesquels ils conservent le contact visuel, quand ils ne leur proposent pas directement de jouer avec eux. Ces derniers refusent poliment, ils sont visiblement désarçonnés par la façon dont se comporte le groupe. Ils ne parviennent pas à entrer en discussion avec les militants et ne sont pas en situation ni de recueillir les informations qu'ils souhaitent obtenir ni de négocier le départ des clowns-activistes.

Conscient de la nécessité de maintenir un équilibre dans l'échange, David rappelle les clowns en disant que « *des clowns bleus, amis, sont venus nous rendre visite et nous dire bonjour* ». Saisissant immédiatement le message, les clowns-activistes s'assoient aussitôt en groupe face aux policiers et entonnent un bonjour collectif. Le groupe mime une salle de classe. Des petits bouts de papier mâché – ceux sur lesquels est inscrit le numéro de l'avocat – volent au-dessus des têtes, tandis que l'agent le plus gradé explique que « *le jeu a assez duré et qu'il faut partir* ». Ils veulent aussi savoir pourquoi nous sommes là et exigent que les porte-parole se désignent. Alors que les clowns affichent le front de la bêtise, l'un des agents interpelle le clown qui a récité les prières dans le restaurant en le désignant comme leader probable. Nouveau chahut des clowns qui se battent pour le poste de leader. Les visages des agents restent impassibles. L'avantage est temporairement aux clowns-activistes, puisque les policiers n'ont ni les moyens techniques ni les motifs juridiques pour arrêter une vingtaine de personnes.

Le calme revient et les clowns-activistes commencent à lever la main pour demander la parole aux policiers. L'un d'eux l'obtient et demande à poursuivre la conservation à l'ombre du fait de la chaleur. Le groupe se lève d'un seul homme et court s'abriter à l'ombre du seul arbre

à proximité, obligeant de fait les policiers à suivre. Ces derniers tentent à nouveau d'entrer en discussion pour obtenir le nom des leaders et des garanties quant au départ des activistes. En guise de réponse, les clowns leur certifient leur volonté de ne pas créer de problèmes et de ne rien casser.

Après un aller-retour à leur véhicule, les policiers expliquent avoir identifié les propriétaires des deux voitures stationnées à proximité du restaurant. La nouvelle porte un coup au groupe. Les policiers, qui ont repris l'avantage, décident alors de procéder à quelques contrôles d'identité. Le militant qui a récité les prières anti-capitalistes est sollicité, suivi du clown qui a fait se déplacer le groupe sous l'arbre et de quatre ou cinq autres pris au hasard, dont je suis. Aucun des militants-formateurs n'a été repéré par les agents. Légèrement troublée, je me lève et me positionne près du policier qui m'a interpellé avant de me contorsionner pour attraper ma carte d'identité placée dans une poche sous les couches de vêtements qui composent mon costume. Alors que je sors ma pièce d'identité, le bout de papier sur lequel est inscrit le numéro de l'avocat à contacter en cas de problème tombe aux pieds du policier. Le policer m'adresse la parole. Franchement déstabilisée, je suis obligée de le faire répéter pour l'entendre me dire avec un large sourire « *qu'il ne prend pas les petits mots doux* ». Stupéfaite, je saisis néanmoins la balle au bon, ramasse le papier et lui réponds « *que c'est bien dommage parce que je l'avais écrit spécialement pour lui* » en posant ma tête sur son épaule quelques secondes. Nouvel échange de sourires. Il note mon nom, mon prénom et part avec ma pièce identité vers le véhicule pour un contrôle plus approfondi. Encore un peu interdite de l'échange que je viens d'avoir avec l'agent, je tourne la tête vers un autre clown à qui un policier réclame de façon tout à fait entendue sa « *carte de BAC* », c'est-à-dire sa carte de « *Brigade Activiste des Clowns* », puis sa véritable pièce d'identité. La patience dont font preuve les forces de l'ordre, la liberté qu'ils prennent de plaisanter tout en continuant à faire leur travail, démontre le peu de méfiance qu'ils ont vis-à-vis des militants clowns. La connaissance, au moins théorique, qu'ils ont du fonctionnement des « *BAC* » et de leur mode d'action participe sans doute à les rassurer.

En attendant de récupérer les papiers d'identité, les militants s'engagent dans un jeu en cercle. Un à un les clowns sont interpellés par les policiers par leur nom afin de venir récupérer leur carte. Les connaissances juridiques que j'ai acquises durant le stage de formation précédent me permettent de ne pas m'inquiéter outre mesure de ce contrôle

d'identité, mais à ce stade, il serait faux de dire que je suis totalement tranquille. Le jeu se poursuit lorsque le policier qui a pris ma carte m'appelle par mon prénom – contrairement aux autres militants – pour que je vienne la récupérer à mon tour. Je vois aux visages des autres clowns que cette marque d'intérêt n'a échappée à personne. Je récupère ma carte dans un nouvel échange de sourire et retourne auprès du groupe tandis que les policiers nous intiment de partir au plus vite sans autres initiatives avant de regagner leurs véhicules et de quitter les lieux[203].

Après ce départ les clowns continuent à discuter et à jouer, persuadés que les policiers continuent à les surveiller de loin. Plusieurs petits groupes se forment, leurs membres discutent de plus en plus librement, se congratulent pour l'action dans le restaurant et évoquent avec étonnement et un certain enthousiasme les relations avec les policiers. Tandis que les véhicules des policiers passent pour la seconde fois devant le groupe, les militants les saluent chaleureusement et décident d'installer « *la zone de bio-divertissement* ». Des semis de « *plantes adventices* », habituellement assimilées à des mauvaises herbes, ont été récoltés dans le jardin du gîte et mis en pot pour être transportés et implantés sur la large bande de terrain non construite située entre la première cible de l'action et le grand magasin suivant. Des panneaux et des pancartes indiquant l'espace sont installés à côté des messages publicitaires le long de la quatre voies qui borde la zone commerciale. Le soleil de plomb et le fait que la mince couche de verdure visible cache en fait le déblai des travaux de construction des grands magasins adjacents, font rapidement comprendre aux clowns que les plants ne survivront pas. Ils sont néanmoins installés pour la forme et, surtout, pour s'assurer que les policiers ont réellement quitté les lieux afin que le groupe puisse se diriger vers sa cible suivante. De fait, un fourgon de police se gare sur la bande d'arrêt d'urgence qui borde la route et exige des clowns qu'ils retirent les pancartes pour des questions de sécurité, car « *ils pourraient divertir et détourner l'attention des conducteurs à l'approche du rond-point* ». Après avoir fait semblant de vouloir déboulonner les véritables panneaux publicitaires, les activistes s'exécutent.

203 Je me suis interrogée longtemps sur les raisons de ce geste. Est-ce que l'un des agents m'a reconnu suite à mes travaux sur le graffiti pendant lesquels j'ai travaillé plusieurs jours consécutifs auprès des agents du commissariat de cette ville ? Ou, plus simplement, est-ce que le fait d'obtempérer sans difficulté et de donner le change à l'agent qui m'a contrôlé a contribué à les convaincre de notre caractère inoffensif et de l'absence de défiance vis-à-vis des forces de l'ordre ?

Le matériel de jardinage ramassé, les clowns décrochent leur vélo et se lancent sur la route pour rejoindre un grand magasin de jardinerie/animalerie. Les vélos sont de nouveau rassemblés et les clowns entrent dans les locaux par petits groupes. J'évolue au milieu de celui chargé de s'occuper des produits chimiques et qui a décidé de cibler une des marques les plus connues de cette gamme. Parvenus au rayon, les clowns installent des pancartes qui, par le plus grand des hasards, recouvrent exactement la surface d'exposition du dit produit et placent des post-it flanqués d'une tête de mort sur tous les autres. Les activistes miment la peur des bidons, l'étonnement et l'incompréhension face à la liste des ingrédients mentionnés sur les étiquettes et la présence d'odeur étranges. Ils empruntent enfin une table à un salon de jardin et proposent aux clients qui entrent dans le rayon des cocktails – mélange de sirops de grenadine et de menthe de couleur saumâtre – théoriquement confectionnés avec les produits concernés. Les clients présents observent les clowns du coin de l'œil, certains sourient en coin, d'autres feignent de ne pas les voir, les enfants s'étonnent. Une nouvelle fois, le message est passé. Après avoir déroulé et répété à plusieurs reprises leur message à propos des produits dits « *phytosanitaires* », les activistes proposent aux clients présents une manœuvre de décontamination qui consiste, le plus souvent, à un époussetage. Sans adhérer au message pour autant, le chahut, les pancartes et les post-it semblent dissuader temporairement les clients d'investir dans les bidons de désherbant.

Je fausse compagnie au groupe « *phyto* » pour aller observer les autres clowns-activistes. Ils évoluent de façon totalement déstructurée. Leur circulation, bruyante et anarchique, a alerté les personnels et le responsable du magasin qui ne savent pas comment gérer la situation. Après une demi-heure dans l'établissement, le message étant passé, les clowns commencent à affluer vers les caisses. Là, ils ralentissent l'écoulement du flux, désorganisent les rayons alentours, tentent d'amuser la galerie. Je me retrouve sur le passage du responsable que j'entends dire à son interlocuteur au téléphone qu'il va fermer les portes et appeler la police. J'alerte les clowns qui sont auprès de moi et commence à circuler rapidement dans les rayons pour avertir les autres qui relaient le message à leur tour. Les deux tiers du groupe sont sortis lorsque les portes automatiques sont verrouillées, enfermant salariés, clients et une partie des clowns activistes à l'intérieur. L'initiative du gérant est pour le moins radicale, le groupe est franchement déstabilisé. De part et d'autre de la vitrine, les clowns manifestent bruyamment pour réclamer leur libération. Le gérant reste inflexible,

s'excuse auprès des clients en disant que la police arrive et qu'il a fermé les portes pour que les clowns ne puissent pas s'enfuir.

Pendant le quart d'heure suivant, les clowns situés à l'extérieur observent le gérant au téléphone et, ne voyant toujours rien arriver, comprennent rapidement que la police ne voit pas de motif valable pour se déplacer puisqu'aucune dégradation n'est à déplorer. La situation est extrêmement tendue à l'intérieur. Les clients, restés à la hauteur des caisses, sont silencieux. Ils ne prennent pas parti. Les clowns-activistes présents à l'intérieur du magasin finissent par retirer leur nez de clown et à s'adresser sur un registre très sérieux au gérant pour demander l'ouverture de portes ou, à minima, le fait de laisser sortir les clients en précisant qu'ils ne fuiront pas. Le fait que le gérant n'accède pas à cette dernière demande finit d'exaspérer les clowns-activistes situés dans le magasin qui l'accusent maintenant ouvertement de retenir prisonniers toutes les personnes présentes dans un total irrespect de la loi. À l'extérieur, la situation échappe aux stagiaires. David, le militant formateur, veille sur l'évolution de la situation tout en restant silencieux.

De nouveaux clients commencent à se casser le nez sur la porte d'entrée du magasin. Après quelques minutes de silence et d'observation, ils comprennent que la fermeture est due à la présence des clowns activistes, mais qu'ils n'en sont pas directement responsables. La plupart attendent en silence. Deux autres, en revanche, s'en prennent verbalement aux clowns en leur reprochant « *d'attenter à leur liberté de faire des achats le dimanche* », « *d'être des moralisateurs et les responsables indirects de ce chaos* ». Du fait de la situation et de leur relative inexpérience, les clowns-activistes sont abattus et ne sont pas en mesure de contrer ces assauts.

La police finit par arriver. Le gérant ouvre les portes, tout le monde sort. Il est exaspéré, nerveux et a des difficultés à se contenir. Il s'adresse directement aux policiers en réclamant des arrestations, mais aucun des agents ne sort du véhicule. Ils ont visiblement décidé de ne pas intervenir. Le gérant s'agace, puis s'indigne. Après quelques minutes, David approche à son tour du fourgon où sont toujours installés les agents. Son attitude est apaisée et ces termes mesurés. Il souligne le caractère excessif de la réaction du gérant, l'absence de dégradations et l'attitude bienveillante des clowns-activistes vis-à-vis des clients. Il abat sa dernière carte en disant regretter que des personnes aient été enfermées contre leur gré

pendant plus d'un quart d'heure. Les policiers restent neutres, pas plus décidés à intervenir auprès des clowns que du gérant qui a clairement outrepassé ses droits.

En parallèle de cette négociation, deux clowns entrent dans le magasin pour s'assurer que tous les activistes sont sortis. À l'angle du bâtiment, j'aperçois un clown qui a réussi à s'emparer de plusieurs articles et à les sortir par une porte dérobée à l'arrière du magasin. Je me précipite vers lui et l'incite à abandonner le caddie sur place pour ne pas donner de motif d'arrestation aux policiers. Pendant que nous allons cacher le chariot près d'une sortie de secours, je lui explique la situation et l'alerte donnée pour que tout le monde sorte. Alors que nous allons abandonner le caddie, il me demande si je ne veux pas leur laisser un petit cadeau en désignant le bouquet de fleurs en terre-gale qui me sert de plumeau depuis le début de l'action. Je reste sans voix… Flagrant délit de matérialisme. Je n'ai aucune intention de laisser cet objet. En guise d'excuses, je baragouine quelques mots pour expliquer que c'est un emprunt fait à mes parents fleuristes. Voyant parfaitement mon trouble et l'impasse dans laquelle je me trouve, il se retourne et m'invite à le suivre en me disant par-dessus l'épaule que « *la prochaine fois on ira chez eux !* » Il n'y a ni animosité, ni reproche dans son attitude, ce serait d'ailleurs parfaitement inutile, la situation me permettant de mesurer très précisément le décalage qui existe entre ma participation à cette action et la revendication des valeurs qui lui sont associées et ma pratique. Je détourne la conversation en lui demandant où il était tandis que le reste du groupe s'engageait vers la sortie. Il me répond qu'il a tout simplement décidé de sortir par-derrière et que les clowns auraient dû rester à l'intérieur et redoubler d'activités plutôt que de chercher à s'enfuir de façon à neutraliser les pratiques peu scrupuleuses du gérant. Nouveau silence… Nous rejoignons le groupe devant les portes du magasin et attendons les consignes du militant-formateur toujours en discussion avec les policiers. Il nous fait bientôt signe d'aller vers les vélos. L'action touchant à sa fin, nous posons pour une photo de groupe à diffuser dans les réseaux avant d'enfourcher les bicyclettes et de retourner au gîte.

Sur le chemin du retour, les mines sont plus graves qu'à l'aller et expriment à la fois le soulagement que la situation n'ait pas empiré, la surprise du nombre et de la diversité des réactions suscitées par les actions directes et une pointe visible de satisfaction. En tant qu'observatrice participante, je suis obligée d'admettre que quelque chose en moi jubile, sans que je puisse encore l'expliquer sociologiquement. De fait, l'après-midi s'est avérée gratifiante

sur le plan personnel, notamment parce qu'elle m'a fait éprouver la force du collectif. Je ne me fais aucune illusion sur le caractère symbolique et temporaire de la chose, mais ne peux que constater la force avec laquelle s'impose cet affect sur le moment.

Re-penser l'action

Une fois arrivés au gîte, les clowns entreprennent rapidement de ranger tous les matériaux, de faire la vaisselle, de ranger les vélos et de se démaquiller dans un silence tout en retenue. Après que tout le monde se soit rassemblé, David prend la parole – personne d'autre ne l'aurait fait à sa place – et annonce le débriefing. Il témoigne de son enthousiasme et de sa satisfaction d'avoir vu le groupe évoluer de façon efficace et avoir conduit les actions selon le scénario convenu collectivement tout en restant solidaire. Comme dans le stage précédent, l'émotion est palpable et produit les mêmes effets. Les hésitations, les silences, les sourires plus ou moins timides et les visages qui s'empourprent disent le niveau d'affect qui circule à cet instant entre les stagiaires. Si les termes employés sont imprécis ou ne donnent pas l'impression de rendre justice à l'intention de ceux qui les emploient, les témoignages convergent malgré tout vers l'idée d'une joie ou d'un plaisir à agir, à collaborer, à faire le clown, mais aussi la surprise de se découvrir « *capable* » et la façon dont le collectif agit comme « *un effet multiplicateur* ».

Progressivement, la discussion glisse sur le mode d'action du clown-activisme. On s'étonne de l'accueil et du traitement bienveillant réservé aux clowns et, notamment, des facilités qu'offre ce personnage pour gérer les situations conflictuelles. Les militants les plus expérimentés vont dans le même sens, mais ponctuent leurs interventions de quelques critiques. Ils questionnent l'impact réel des actions en termes de transmission et de réception du message politique. C'est un fait, selon les individus, le moment et la nature du message à faire passer, les clowns-activistes ne parviennent pas toujours à se faire comprendre. Explicite lors de l'action directe dans le fast-food, le message était manifestement plus obscur dans la jardinerie-animalerie au point que certains enfants, encouragés par leurs parents, ont cherché à profiter du divertissement offert par les clowns.

Après un tour de table complet, David invite les participants à faire le bilan du stage. Là encore les témoignages convergent pour dire la satisfaction d'avoir participé et la pertinence de terminer une session de formation par la réalisation d'une action directe réelle du point de vue de l'apprentissage et de l'entretien de la motivation. Jean, militant-formateur

du stage précédent, évoque ouvertement l'inquiétude qu'il avait de voir un stage aux contenus et à la progression si peu formalisés avant d'admettre que « *pour ce qui concerne la désobéissance clown, ce type d'organisation peu formelle, propice à la fédération du groupe et au développement des affinités est une méthode très efficace* ». David clôt bientôt le débriefing en expliquant que le « *militantisme clown* » est un choix politique personnel pour ce qu'il autorise en termes de relation à soi et aux autres, notamment le public, dans les mobilisations collectives. Il rappelle cependant que c'est un moyen d'action parmi d'autres et qu'il n'est pas toujours le plus approprié en fonction de la situation et du message à faire passer, ces questions stratégiques devant être posées dans les collectifs de lutte au cas par cas.

À suivre…

Moins d'une semaine après le stage, David adresse un compte-rendu comprenant un court texte et des photographies à tous les participants, avant qu'il soit diffusé sur le site Internet du réseau Désobéissants. Le haut du document liste délibérément toutes les adresses mail des participants pour encourager les échanges. Enfin, le texte du mail invite les stagiaires à poursuivre la discussion en suivant l'actualité des luttes sur le site des Désobéissants et/ou en lui adressant un mail afin d'être invité à participer aux prochaines initiatives du collectif des Greenpitres.

Participants stage clown 3 et 4 mai 2008 :

[redacted]

Compte rendu du stage clown envoyé le 16.05.08

dd
Compte rendu du stage clowns du 3 et 4 mai en Vendée

Nous nous sommes retrouvé-e-s pour ce stage à plus de 20 clowns. Le soleil nous a accompagné tout le long de ce périple.
Le samedi fut consacré à la théorie:
atelier de positionnement violence/non violence, version « civil » et version clowns. Nous avons ainsi remarqué que le fait d'être en clown modifiait notre comportement face a des situations bien précises.
Puis, nous avons préparer de façon théorique une action, en fait plusieurs. Celles que nous avons effectués le dimanche.
L'après midi fut consacré a une balade nature. En effet, ce choix permettait de mieux se connaître entre les stagiaires. Ce qui est plus confortable pour partie en action. Nous, Greenpitre avions fait ce choix car nous considérons que la désobéissance, c'est aussi ne plus consommer les produits du système, et l'intégrons dans ce qu'on appelle la révolution lente. Nous avons terminé par un atelier de fabrication de dentifrice et quelques recettes nature (sirop de menthe, beignets d'ortie). Ce fut une balade détente permettant d'aller à l'encontre du rythme que nous impose le système. Donc, modifier la temporalité de nos vies. Cela a fait du bien.
Puis, nous avons débuté la préparation techniques des actions du lendemain.

Le soir, était prévu une discussion sur la philosophie du clown.. Par le fait d'un horaire avancé , nous avons visualiser quelques actions déjà effectué. Nous pensions surtout que la mise en pratique vaudrait toutes les discussions pour bien comprendre le rôle de clown?

14. Illustration : Compte rendu du stage de formation au clown-activisme transmis par le militant-formateur à tous les participants – Mai 2008

UNIVERSITE BRETAGNE LOIRE

UNIVERSITÉ DE NANTES

Thèse de Doctorat

Virginie Grandhomme

L'action pour répertoire.
Socialisation militante et processus de politisation par l'expérimentation en milieu contestataire

Action as a repertoire.
Militant socialization and the process of politicization by experimentation in protest environments

Résumé

À partir d'une enquête par observations participantes et entretiens, conduite dans une double perspective ethnographique et comparative auprès de quatre organisations politiques non conventionnelles, cette recherche interroge les processus de recrutement, de formation et de politisation des publics militants dans le cadre contestataire. L'étude détaillée du travail militant montre que le choix des modes d'action répond autant à la recherche de résultats politiques qu'à des considérations internes de stabilisation des engagements individuels et des groupes militants. L'analyse du travail de cadrage mis en œuvre dans les collectifs de lutte dévoile alors un mécanisme de sensibilisation à l'action collective et de politisation en actes adapté aux dispositions et indispositions à l'engagement de publics militants caractérisés par leur défiance au regard du principe de délégation. Le cadre contestataire se révèle ainsi être le plus à même de leur fournir les incitations et rétributions, individuelles et collectives, nécessaires pour conforter leur engagement. Démontrant que les organisations contestataires sont des entreprises politiques « comme les autres » et qu'elles doivent leurs spécificités aux caractéristiques sociales des « dominants-dominés » qui composent l'essentiel de leur public militant, cette thèse contribue à une analyse des processus d'engagement (carrière) et de politisation qui transforment les intentions militantes individuelles en perspectives politiques collectives.

Mots clés : engagement, mobilisation collective, processus de cadrage, politique contestataire, travail militant, émotions, politisation.

Abstract

This research investigates the process of recruitment, training and politicization of activists in an contestying context, using both participative observations and interviews with four non-conventional political organizations, conducted from ethnographical and comparative perspectives. The detailed study of activists practices shows that the action choices made by the organizations respond as much to the search of political goals as to internal considerations aiming at maintaining the individual and collective commitment in the group. The analysis of frameworks used by protest groups unveils a mechanism of sensitization to collective action and active politicization that depends on the dispositions and indispositions of activists whose commitment is characterized by defiance towards the principle of delegation. Thus, the protest framework reveals to be the most adept at providing activists with the incentives and rewards, both individual and collective, necessary to confirm their commitment. By demonstrating that non-conventional organizations are political enterprises "like others" and that they owe their particularities to the social characteristics of the "dominant-dominated" which constitute the major part of their activist base, this thesis contributes to an analysis of the process of commitment (career) and politicization that transforms individual militant intentions into a collective political perspective.

Key words: engagement, collective mobilization, framing process, protest activism, direct action, emotion, politicization.